N°12
2017-2018

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°12 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Débat sur l'état de la nation, le PSC et le PNR		Présentation du PSC et du PNR	p. 438	33e séance	Mercredi 25 avril 2018
- débat général	p. 440	Sommaire des séances publiques nos 33 à 35	p. 480	34e séance	Mercredi 25 avril 2018
- débats sectoriels	p. 461	Sommaire des questions parlementaires	p. Q184	35e séance	Jeudi 26 avril 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Politischer Besuch des Parlamentspräsidenten in Berlin

„Gemeinsam finden wir gute Lösungen für unsere gemeinsamen Probleme." Das war die zentrale Botschaft von Herrn Mars Di Bartolomeo bei seinem offiziellen Besuch in Berlin am 6. Juli 2018. Der Präsident der luxemburgischen Abgeordnetenkammer hat dort seinen Amtskollegen, Bundestagspräsident Dr. Wolfgang Schäuble, zu Gesprächen getroffen.

Beim offenen und freundschaftlichen Austausch zwischen den beiden Parlamentspräsidenten stand die aktuelle Flüchtlingsdebatte in Deutschland und Europa im Vordergrund. „Europa braucht einen offenen Geist und offene Grenzen", erklärte Mars Di Bartolomeo. Beide Amtskollegen waren sich einig: „Wir brauchen in der Migrationsproblematik eine gemeinsame europäische Herangehensweise."

Als Verfechter eines geeinten Europas vertreten Mars Di Bartolomeo und Wolfgang Schäuble die Meinung, dass die Europäische Union „nur durch Geduld und Kompromissbereitschaft" vorankommt. In diesem Kontext erwähnte der Präsident der luxemburgischen Abgeordnetenkammer die verschiedenen deutsch-französischen Initiativen und mahnte, dass auch all die anderen Länder, die Europa voranbringen wollen, „mit ins Boot genommen" werden müssen.

Die Parlamentspräsidenten der EU-Länder spielen dabei eine Rolle: Seit 2015 haben 16 von ihnen die von Mars Di Bartolomeo mitinitiierte „Europa-Erklärung von Rom" unterschrieben, die sich für „ein besseres Europa" einsetzt. Die luxemburgische Abgeordnetenkammer pflegt enge Beziehungen zum deutschen Bundestag sowie zu den Parlamenten der Bundesländer. Im Rahmen des Berlin-Besuchs wurde Mars Di Bartolomeo zu einem freundschaftlichen Gespräch im Berliner Abgeordnetenhaus empfangen.

Mars Di Bartolomeo und Wolfgang Schäuble

Ralf Wieland, Präsident des Berliner Abgeordnetenhauses, und Mars Di Bartolomeo

Mit Abgeordneten aller im Berliner Parlament vertretenen Parteien tauschte er sich über verschiedene Erfahrungen und Initiativen aus, die Bürgern mehr Mitspracherecht in der Politik geben.

Les incertitudes liées au Brexit inquiètent le Parlement Benelux

Les membres luxembourgeois du Parlement Benelux avec les récipiendaires luxembourgeois du «Benelux Award» respectivement du «Prix Benelux», MM. Roger Negri et Frantz-Charles Muller, accompagné par son épouse, en présence de l'Ambassadeur luxembourgeois à La Haye, M. Jean-Marc Hoscheit, du Secrétaire général adjoint de l'Union Benelux, M. Alain de Muyser, et du Directeur de l'Office Benelux de la propriété intellectuelle, M. Edmond Simon.

La session d'été du Parlement Benelux était placée sous le signe de l'analyse des conséquences du Brexit, en présence des membres luxembourgeois, MM. Marcel Oberweis, Gilles Roth, Frank Arndt, Gast Gibéryen, Gusty Graas et Mmes Josée Lorsché et Diane Adehm.

Réunis à La Haye les 15 et 16 juin 2018, les membres du Parlement Benelux avaient invité à cette séance plénière des experts tant pour discuter sur le Brexit que pour communiquer à ces derniers les conclusions de multiples réunions et auditions qui avaient été organisées au préalable au niveau des commissions du Parlement Benelux.

«Personne ne sortira gagnant du Brexit»

«Personne ne sortira gagnant du Brexit»: tel était le message de fond tout au long des débats. Il importe dès lors de limiter l'impact négatif du retrait du Royaume-Uni. La transformation des échanges commerciaux, dont on ignore à ce jour la forme exacte, mettra sans doute en difficulté de nombreuses entreprises belges et néerlandaises avant tout. Bien que le Luxembourg attire des emplois à court terme, le Grand-Duché perdra malgré tout un partenaire important dans le domaine des questions économiques et financières ainsi que de la promotion du principe du libre-échange.

Les parlementaires ont également constaté que les négociations n'avancent guère de manière satisfaisante et que certains protagonistes britanniques du Brexit appellent de leurs vœux une coupure nette avec l'UE. En d'autres termes, la période de transition visée par le Gouvernement britannique et l'UE n'est pas une certitude et les gouvernements doivent se préparer plus sérieusement au scénario d'un Brexit «dur».

Par ailleurs, même en cas d'accord, comme l'a rappelé Mme Diane Adehm, corapportrice au sujet de cette problématique, aux négociateurs belges, néerlandais et européens présents ainsi qu'à l'ambassadeur luxembourgeois, il est désormais certain que la période de transition annoncée servira aux gouvernements et à l'UE de laps de temps supplémentaire pour continuer à négocier de nombreux détails au sujet de la sortie du Royaume-Uni. Il est dès lors impossible que cette même période de deux ans, comme on le prétend néanmoins souvent, puisse également permettre aux acteurs économiques et aux citoyens de manière générale de se préparer au Brexit sur base de règles clairement définies au préalable. En réponse, les orateurs ont convenu que la clé d'un Brexit «réussi» consistera effectivement dans la réduction rapide de toutes ces sources d'incertitude et qu'il est essentiel de s'y atteler.

Le lendemain, la coopération policière en matière de drogues, la création d'une banque de données Benelux pour les véhicules automatiques, la coopération au sujet des médicaments orphelins et la promotion du transport de marchandises par chemin de fer étaient d'autres sujets traités par les parlementaires du Benelux. Corapportrice au sujet de l'économie circulaire, Mme Josée Lorsché a également informé les élus sur l'avancée des travaux en la matière.

Remise de distinctions pour engagement exceptionnel

À La Haye, M. Roger Negri, ancien président et chef de délégation du Parlement Benelux ainsi qu'ancien député, s'est également vu remettre par M. Gilles Roth le «Benelux Award», décerné à des personnes pour leur engagement exceptionnel en faveur du renforcement de la coopération politique entre les pays du Benelux. Actuellement président du Comité des régions de l'UE, le Belge germanophone Karl-Heinz Lambertz a également reçu un «Benelux Award». À cette même occasion, le «Prix Benelux» a été remis à l'ancien directeur du Service national de la jeunesse, M. Frantz-Charles Muller, pour son engagement sans frontières, depuis de nombreuses années déjà, en faveur de l'environnement et de la jeunesse.

Assermentation d'une nouvelle députée

Mme Claudine Konsbruck a prêté serment le 3 juillet 2018 à la Chambre des Députés.

La nouvelle représentante du groupe politique chrétien-social (CSV) est également membre du conseil communal de la Ville de Luxembourg. Elle a pris la relève de M. Marcel Oberweis qui a démissionné de son mandat au 30 juin. La nouvelle députée a quelques semaines pour se familiariser avec le travail à la Chambre jusqu'aux élections législatives du 14 octobre 2018.

Son assermentation porte le nombre des élues féminines à 19 sur 60.

Mme Claudine Konsbruck prête serment.

«Engagement ass eppes enorm Wäertvolles»

L'importance de l'engagement des citoyens pour la cohésion sociale était le message-clé du discours que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a prononcé à l'occasion de la Fête nationale, le 23 juin 2018.

«Engagement ass eppes enorm Wäertvolles (…): Sech begéine ronderëm gemeinsam Projeten, dofir schaffen an eppes schafe bréngt mat Sécherheet méi, wéi sech ofzekapselen, dagan, dagaus ze knouteren oder hanner enger virtueller Burka Gëft a Gal ze versprëtzen.»

Pour M. Di Bartolomeo, l'engagement des citoyens est un élément important pour renforcer la cohésion sociale: «Et schaaft deen Zesummenhalt, dee mer brauchen, fir déi grouss Erausfuerderungen, mat deene mer haut konfrontéiert sinn, ze packen.»

Dans cette même logique, le Président de la Chambre a lancé un appel à l'entraide: «A wann déi allgemeng Regelen, déi fir déi meescht gutt sinn, keng Léisung bidden, da musse mer eben aner Weeër sichen, fir ze hëllefen. Mir all hu scho Situatiounen erlieft, wou mer frou waren, datt mer eng Stäip haten. Mir all kennen awer och dat gutt Gefill, wa mer engem aneren aus enger schwéierer Situatioun gehollef hunn.»

Inclure au lieu d'exclure

Plus généralement, le Président du Parlament plaide pour un esprit d'ouverture envers l'autre: «Fir dat Gutt ze erhalen a weiderzëentwéckelen an dat Neit, wat op eis zoukënnt, fréizäiteg ze erkennen an am Interêt vum Mënsch ze gestalten an ze steieren, brauche mer dat Mateneen, wou mer d'Leit matabannen amplaz auszeschléissen. Mir brauchen en oppene Geescht, oppen Häerzer an oppe Grenze souwisou!»

Connaître le fonctionnement de la démocratie

Le Président de la Chambre a également souligné l'importance pour les citoyens - et notamment les jeunes - de s'informer et d'être informés sur le fonctionnement de la société et de la démocratie: «Mir brauche Bierger, déi gutt informéiert sinn, déi kritesch matdenken, sech engagéieren, mat upaken a mat decidéiere wëllen. A mer brauchen um politesche Plang Leit, déi no-lauschtere kënnen a receptiv sinn, déi bereet sinn, méi Demokratie, méi Participatioun ze woen, an déi hiert Handelen erkläre kënnen», a-t-il dit lors de la cérémonie officielle à la Philharmonie.

M. Mars Di Bartolomeo lors de son allocution à la Philharmonie

«L'alliance Chambre-Université du Luxembourg est un mariage d'amour»

(de gauche à droite) M. Philippe Poirier, M. Stéphane Pallage, M. Mars Di Bartolomeo et M. Claude Frieseisen

«L'alliance entre la Chambre des Députés et l'Université du Luxembourg est un mariage d'amour», a constaté le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, lors d'une entrevue avec le recteur de l'université, le Professeur Stéphane Pallage.

«Depuis des années nous travaillons extrêmement bien ensemble», a-t-il ajouté.

Cette rencontre à laquelle ont également participé M. Philippe Poirier, titulaire de la chaire de recherche en études parlementaires de l'université, et M. Claude Frieseisen, secrétaire général de la Chambre, a eu lieu au Parlement le 19 juin 2018.

Une collaboration vouée à être prolongée jusqu'en 2022

En effet, la Chambre des Députés est liée étroitement à l'Université du Luxembourg par le biais de la chaire de recherche en études parlementaires qu'elle cofinance depuis sa création en 2011. Cette chaire était née de l'idée de créer une instance indépendante pour étudier entre autres les élections et les évolutions du parlementarisme au Luxembourg.

La collaboration devrait se poursuivre pour les années 2018 à 2022, une convention dans ce sens étant en cours d'élaboration.

Au cours des années prochaines le travail d'une dizaine de chercheurs de la chaire devrait s'articuler autour de sujets tels que l'évaluation des politiques publiques, l'innovation constitutionnelle, le rôle des parlements nationaux dans la gouvernance économique ou encore les liens entre le parlement et les sciences.

Un projet phare de la chaire présenté dans le cadre de l'entrevue et jugé «séduisant» par le Président de la Chambre est la création d'un master en études parlementaires pour septembre 2019.

Ce master devrait se faire en collaboration avec les universités de Laval au Québec et d'Aix-Marseille en France.

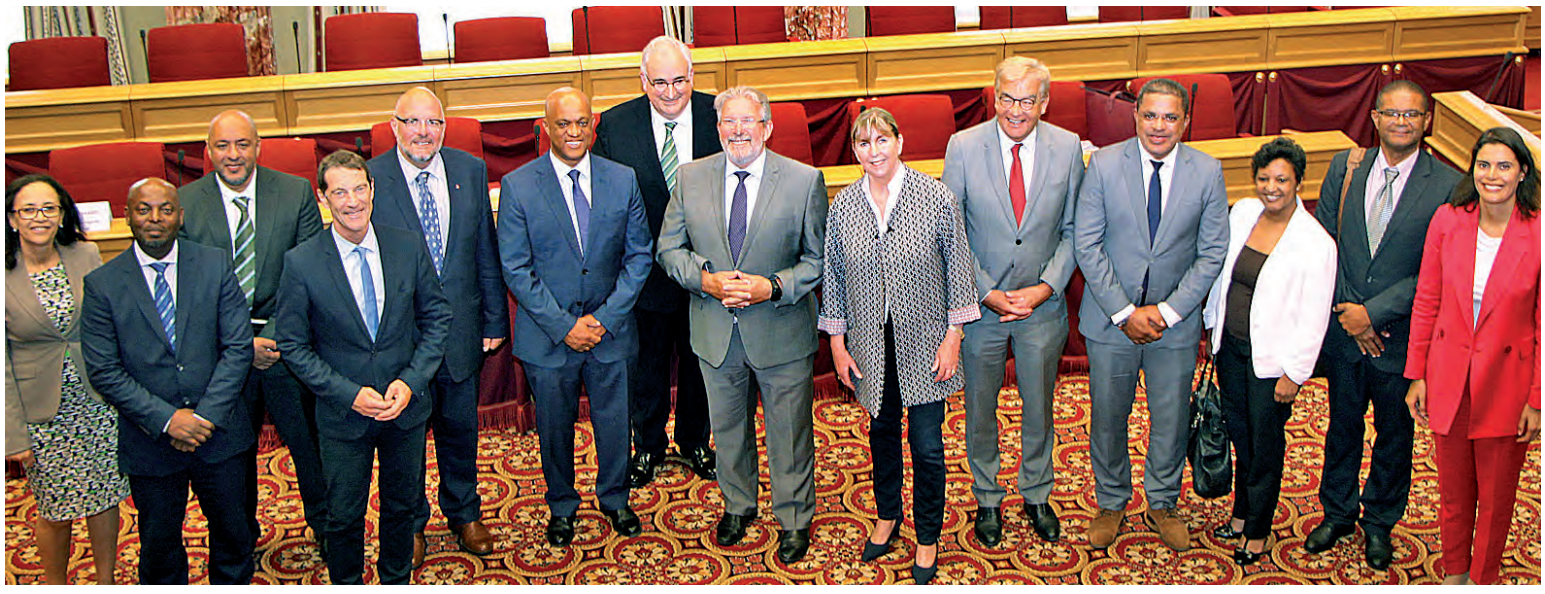
Les liens étroits entre le parlement national et l'université vont au-delà de la chaire de recherche en études parlementaires; le projet «Pairing Scheme», une collaboration entre la Chambre et le Fonds national de la recherche, en est un parfait exemple. Cette expérience a permis de mettre davantage en lien les députés et les chercheurs par l'instauration d'un tandem leur offrant un meilleur aperçu du quotidien de l'autre.

Un renouvellement du cadre législatif de l'université

Le recteur de l'université a rappelé le rôle du parlement dans les discussions concernant l'avenir de l'Université du Luxembourg, créée par une loi votée en 2003, et l'importance du renouvellement du cadre législatif de l'université à la Chambre.

M. Stéphane Pallage s'était présenté aux députés membres de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace au mois de mars.

Une délégation du Cabo Verde à la Chambre



M. Luís Filipe Tavares et sa délégation reçus par le Président et des membres du Parlement luxembourgeois.

«La coopération luxembourgeoise au Cabo Verde est une coopération franche et sans agenda caché.» C'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a reçu, le 19 juin 2018, le Ministre des Affaires étrangères cabo-verdien, M. Luís Filipe Tavares à la Chambre des Députés.

En visite de travail au Luxembourg avec la Commission de partenariat du Cabo Verde, le Ministre des Affaires étrangères, M. Tavares, a signé le protocole d'accord pour lancer un projet concernant la création d'un centre de compétences.

Au cours des discussions, les députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ont salué à plusieurs reprises les multiples facettes de la relation privilégiée entre le Grand-Duché et le Cabo Verde que ce soit en termes de coopération au développement ou de contribution des quelques milliers de résidents d'origine cabo-verdienne à la vie culturelle et politique au Luxembourg.

Les autres sujets de discussion ont porté sur les défis actuels du Cabo Verde comme notamment le chômage des jeunes ou encore l'accès à l'eau potable, le futur partenariat entre l'Union européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique pour la période après 2020 ou encore la libéralisation des visas.

Le Président de la Chambre des Députés a salué à plusieurs reprises les échanges fructueux lors de la visite officielle au Cabo Verde fin octobre de l'année dernière. Les projets présentés lors de sa visite officielle lui ont permis de réellement mesurer l'impact de la coopération entre les deux pays, a-t-il expliqué à la délégation cabo-verdienne en visite de travail au Grand-Duché.

Plus de 80 projets en 27 ans

Le Luxembourg est un des premiers partenaires de coopération du Cabo Verde. Actif dans ce pays depuis presque 30 ans, le Grand-Duché a jusqu'ici accompagné plus de 80 projets dans des domaines aussi divers que la création d'infrastructures, la santé et l'éducation. Alors que le Cabo Verde a franchi le cap des pays à revenu moyen il y a une dizaine d'années, le Luxembourg a décidé de maintenir son aide en concentrant désormais son appui sur l'assistance technique des projets et réformes menées par les autorités cabo-verdiennes pour favoriser notamment l'emploi et la formation des jeunes et des femmes ou en développant les énergies renouvelables afin de créer des perspectives pour la population.

LIX Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC)

La présidence bulgare du Conseil de l'UE a présenté son bilan

L'intégration des Balkans occidentaux était une des priorités de la présidence bulgare du Conseil de l'Union européenne (UE), et également le sujet d'une des cinq sessions de la LIX Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) qui a eu lieu du 17 au 19 juin 2018 à Sofia.

Les participants à la conférence ont salué l'accord entre la Grèce et l'ARYM sur la dénomination «République de la Macédoine du Nord» du 17 juin 2018 comme étant un pas important vers l'ouverture de négociations d'adhésion de la Macédoine du Nord. Lors du Sommet UE-Balkans organisé le 17 mai 2018 sous présidence bulgare, une déclaration et l'agenda de Sofia ont été adoptés. L'importance de la perspective d'adhésion des Balkans occidentaux pour assurer la paix et la stabilité dans la région a été soulignée par plusieurs orateurs. Le sujet figurera, par ailleurs, parmi les priorités de la présidence autrichienne du Conseil de l'Union européenne au cours du deuxième semestre 2018.

Le train de mesures sur la politique de cohésion proposé par la Commission européenne était un autre sujet fortement discuté lors de la LIX COSAC. La concentration sur cinq objectifs politiques et la diminution des montants de certains fonds firent l'objet de critiques de la part des représentants des parlements nationaux. De l'autre côté, il a été insisté sur la bonne utilisation des fonds attribués. Les investissements dans les infrastructures et dans le secteur social auraient un impact direct sur les citoyens et seraient donc particulièrement importants.

Finalement, les participants à la LIX COSAC ont échangé leurs vues et les bonnes pratiques en matière de coopération interparlementaire dans le contexte du débat sur la subsidiarité et la proportionnalité. L'instrument de contrôle instauré par le protocole n°2 du traité de Lisbonne devrait être amélioré sans pourtant dépasser les compétences fixées par le traité.

Une task force instaurée par le Président de la Commission européenne s'est penchée sur la question de la subsidiarité et présentera un rapport au cours du mois de juillet 2018.

M. Gast Gibéryen et M. Marc Angel (à droite)

«Unis par une profonde amitié»

«Nous sommes unis par une profonde amitié et de nombreuses bases communes.» C'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a reçu le 20 juin 2018 le Gouverneur du Land de Styrie *(Steiermark)*, M. Hermann Schützenhöfer. En visite de travail au Grand-Duché, le Gouverneur du Land de Styrie était accompagné d'une délégation composée de représentants des différentes chambres professionnelles de sa région.

«Tout comme le Luxembourg, le Land de Styrie est un pays qui met l'accent sur l'industrie, l'exploitation agricole, le tourisme ainsi que la culture», a constaté le Président de la Chambre face à ses invités.

Cette région autrichienne, qui dispose d'une grande concentration d'universités et de centres de compétences, met un accent particulier sur la recherche, a expliqué le Gouverneur Hermann Schützenhöfer.

Selon lui, «être une petite région ne signifie pas qu'on ne puisse pas briller», un constat partagé par le Président de la Chambre des Députés, qui a souligné que le Luxembourg, malgré sa petite taille, est un pionnier dans différents ressorts tels que le secteur spatial.

Un sujet évoqué lors de la rencontre entre les deux délégations étaient les différentes réformes que le Land de Styrie a mises en œuvre notamment dans le domaine de la santé et des communes. Les députés luxembourgeois se sont notamment intéressés aux fusions des communes styriennes qui ont permis de réduire leur nombre de 542 à 287.

À quelques jours du début de la présidence autrichienne du Conseil de l'UE, la délégation autrichienne a constaté que «l'Europe a besoin de plus d'Europe».

Au cours d'un échange de vues, les députés luxembourgeois ont interrogé leurs interlocuteurs sur les priorités de la présidence autrichienne ainsi que sur la question de la migration. Le Gouverneur du Land de Styrie a souligné que la problématique de la migration nécessite une solution européenne commune. À son avis, il serait également faux de comparer l'Autriche à des pays tels que la Pologne ou la Hongrie en matière de politique migratoire. En 2015, l'Autriche n'était pas prête à faire face à une telle vague de réfugiés. Son pays a essayé d'y répondre avec «cœur et raison», a-t-il encore expliqué.

«Désormais, le défi est celui d'intégrer les réfugiés», a ajouté M. Hermann Schützenhöfer.

Les délégations autrichienne et luxembourgeoise

Visite du Président de la Confédération suisse

Le manque de personnel qualifié, des piliers stables pour le système des pensions ou encore la question de l'indemnisation des frontaliers au chômage: le Luxembourg et la Suisse ont un certain nombre de défis en commun. C'était le constat principal lors d'une rencontre entre le Président de la Confédération suisse, M. Alain Berset, et les membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration. En visite de travail au Luxembourg, M. Berset fut accueilli, le 25 juin 2018, par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Commission des Affaires étrangères, M. Marc Angel.

Au cours de l'échange de vues, les députés ont parlé avec le Président de la Confédération suisse des défis partagés qui se posent aux deux pays que l'on sait liés par des «relations excellentes» dans des domaines variés - culturels ou économiques - et disposant d'un marché de travail attractif par rapport à leurs pays voisins.

M. Alain Berset entouré des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

La question de l'indemnisation des frontaliers au chômage

Les députés luxembourgeois se sont également renseignés auprès de M. Alain Berset sur l'avancement des négociations en cours avec l'Union européenne en vue d'un cadre institutionnel commun, négociations qui touchent désormais à des questions complexes comme l'accès aux aides sociales, les aides d'État ou encore l'indemnisation des frontaliers au chômage. C'est une question d'actualité qui concerne les deux pays. La Suisse compte quelque 8% de frontaliers parmi sa population active (soit environ 320.000 personnes), le Luxembourg quelque 200.000 frontaliers pour une population active d'environ 450.000 personnes. Les députés luxembourgeois ont exposé l'accord trouvé récemment qui prévoit désormais une indemnisation luxembourgeoise des chômeurs frontaliers tout en réservant au Grand-Duché un délai de mise en œuvre de sept ans.

Le Président de la Confédération suisse a partagé l'avis que le Brexit était «une mauvaise chose», créant «de l'instabilité en Europe au mauvais moment».

Protéger les défenseurs des droits de l'homme

Le rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, M. Michel Forst, reçu à la Chambre.

«Les parlements sont des acteurs incontournables dans la protection des défenseurs des droits de l'homme», a déclaré le rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, M. Michel Forst, au cours d'une entrevue avec les députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration le 21 juin 2018.

La diplomatie parlementaire est un bon outil pour transmettre des messages clés tels que la protection des défenseurs des droits de l'homme. Les députés luxembourgeois ont souligné que la protection des défenseurs des droits de l'homme est un thème abordé généralement lors de leurs visites officielles internationales, comme par exemple à Cuba ou lors de grandes conférences interparlementaires telles que l'Assemblée parlementaire de la francophonie.

Au cours de l'échange de vues, M. Michel Forst a exposé la situation particulièrement critique des défenseurs des droits de l'homme dans le monde entier. Le rapporteur spécial des Nations Unies déplora notamment la situation en Hongrie où le parlement avait adopté la veille un projet de loi rendant passibles d'un an de prison les actes d'assistance à des migrants. «L'exemple hongrois n'est pas un cas unique», a répondu le rapporteur spécial à la question d'un député. D'après lui, il existe une tendance croissante à adopter des lois visant à opprimer les défenseurs des droits de l'homme ou encore les ONG.

Les députés luxembourgeois ont également voulu savoir comment l'Union européenne pourrait renforcer son rôle dans la protection des défenseurs des droits de l'homme. Le rapporteur spécial des Nations Unies a souligné que l'UE est un des acteurs les plus importants dans ce domaine et qu'elle a mis en place des mesures pour aider et protéger les militants de la défense des droits de l'homme. Chaque année un budget de 300.000 euros est alloué à la délocalisation des défenseurs en danger. Or, seulement 10% du budget est utilisé car les États membres sont réticents à déplacer des défenseurs des droits de l'homme, ceci pouvant mener à des tensions diplomatiques.

La décision des États-Unis de se retirer du Conseil des droits de l'homme de l'ONU était également un sujet évoqué lors de l'échange de vues. Les députés luxembourgeois ont souligné la nécessité de reformer le système ainsi que la composition actuelle du Conseil de sécurité des Nations Unies. Le Luxembourg étant candidat à un siège au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour la période allant de 2022 à 2024, les députés ont voulu savoir de M. Michel Forst quelles devraient être les priorités du pays. Le Grand-Duché a déjà siégé en 2013-2014 au Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

Remise de décorations honorifiques

À l'occasion de la Fête nationale, M. le Premier Ministre Xavier Bettel a remis des distinctions honorifiques à Mme Gény Arend, Mme Viviane Heinen et M. Pierre Vivier, fonctionnaires de l'Administration parlementaire.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu…

…l'Ambassadeur d'Égypte, S. E. M. Khaled Aly El Bakly.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°12** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Exportation et importation de marchandises sensibles

6708 - Projet de loi relative

- au contrôle de l'exportation, du transfert, du transit et de l'importation des biens de nature strictement civile, des produits liés à la défense et des biens à double usage;

- au courtage et à l'assistance technique; au transfert intangible de technologie;

- à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des mesures restrictives en matière commerciale à l'encontre de certains États, régimes politiques, personnes, entités et groupes

et portant abrogation de

- la loi modifiée du 5 août 1963 concernant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises;

- la loi du 5 août 1963 concernant la surveillance des importations, des exportations et du transit des marchandises;

- la loi du 28 juin 2012 relative aux conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne

Objet du projet de loi:

- refonder dans un seul texte l'ensemble de la réglementation relative à l'exportation, l'importation et le transit de marchandises et de certains biens dits sensibles;

- réformer cette réglementation en l'adaptant à l'évolution du marché et des besoins des acteurs économiques.

Conséquence législative: abrogation des lois du :

- 5 août 1963 concernant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises (modifiée);

- 5 août 1963 concernant la surveillance des importations, des exportations et du transit des marchandises;

- 28 juin 2012 relative aux conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne.

Champ d'application:

*trois domaines, à savoir:

- exportation, transfert et importation des biens de nature strictement civile, des produits liés à la défense et des biens à double usage;

- courtage, assistance technique et transfert intangible de technologie;

- mise en œuvre des mesures restrictives du Conseil de sécurité des Nations Unies et du Conseil de l'Union européenne;

* et trois catégories de biens visés:

- biens de nature strictement civile, soumis à des restrictions;

- produits liés à la défense et biens susceptibles d'être utilisés en vue d'infliger la peine capitale, la torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

- biens à double usage.

À noter: bien qu'elle codifie le régime d'autorisation en rapport avec lesdits biens, cette future loi ne touche pas à certaines législations particulières. Dans le domaine des armes, il s'agit de l'interdiction des armes à effet traumatique, des armes à sous-munitions, des précurseurs d'explosifs et du régime d'interdiction sinon d'autorisation des armes chimiques. Dans le domaine des biens civils, il s'agit du régime d'autorisation des biens culturels.

Conséquence budgétaire: néant.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 30.07.2017
Rapporteur: M. Franz Fayot

Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):

27.10.2016	Présentation du projet de loi
01.12.2016	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
15.12.2016	Examen de l'avis du Conseil d'État (suite)
05.10.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07.12.2017	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État (suite)
19.04.2018	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.04.2018

Marchés d'instruments financiers

7157 - Projet de loi du [--] relative aux marchés d'instruments financiers et portant:

1. transposition de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE;

2. transposition de l'article 6 de la directive déléguée (UE) 2017/593 de la Commission du 7 avril 2016 complétant la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la sauvegarde des instruments financiers et des fonds des clients, les obligations applicables en matière de gouvernance des produits et les règles régissant l'octroi ou la perception de droits, de commissions ou de tout autre avantage pécuniaire ou non pécuniaire;

3. mise en œuvre du règlement (UE) n°600/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant le règlement (UE) n°648/2012;

4. modification de:

a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

c) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

d) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances; et de

e) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers; et

5. abrogation de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers, à l'exception de son article 37

Le présent projet de loi a pour objet principal la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2014/65/UE, dite «MiFID II», du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE, ainsi que la mise en œuvre de certaines dispositions du règlement (UE) n°600/2014, dit «MiFIR», du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant le règlement (UE) n°648/2012.

À cette fin, il est procédé à une refonte de la loi modifiée du 13 juillet 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et des modifications sont apportées à la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier (ci-après «LSF»).

Points saillants de la directive MiFID II

Les deux instruments (MiFID II/MiFIR) visent à adapter la législation aux transformations que les marchés financiers ont connues depuis la directive 2004/39/CE, tant sur le plan des produits financiers que sur le plan technologique, et à rendre les marchés financiers de cette manière plus résilients et transparents, tout en renforçant simultanément la protection des investisseurs et en dotant les autorités de régulation de pouvoirs de surveillance plus efficaces.

Le présent projet de loi prévoit/modifie les dispositions suivantes:

- négociation des produits financiers sur des plates-formes réglementées;

- accès facilité des PME aux marchés de capitaux;

- adaptation de la réglementation aux innovations technologiques;

- limitation de la spéculation sur les matières premières;

- protection des investisseurs;

- création de trois nouveaux statuts de PSF.

Le présent projet de loi prévoit la création de trois nouveaux statuts de PSF, à savoir les dispositifs de publications agréés («approved publication arrangement» ou «APA»), les fournisseurs de système consolidé de publication («consolidated tape provider» ou «CTP») et les mécanismes de déclaration agréés («approved reporting mechanism» ou «ARM»).

Points saillants du règlement MiFIR

Ensemble avec la directive MiFID II, le règlement MiFIR vise à mettre en place un nouveau cadre harmonisé instituant des exigences uniformes applicables aux instruments financiers.

Renforcement de la transparence

Les nouvelles règles visent à faire en sorte que les négociations d'instruments financiers se réalisent, autant que possible, sur des plates-formes organisées et réglementées et ce, de manière totalement transparente, aussi bien avant qu'après la négociation.

Toutes les plates-formes de négociation, à savoir les marchés réglementés, les systèmes de négociation multilatérale («multilateral trading facilities» ou «MTF») ainsi que les nouveaux systèmes organisés de négociation (OTF) devraient appliquer des règles d'accès transparentes et non discriminatoires.

Obligation de négociation sur plates-formes réglementées

Afin que davantage de mouvements aient lieu sur des plates-formes de négociation réglementées, le règlement MiFIR introduit, en ce qui concerne les entreprises d'investissement, une obligation de veiller à ce que les négociations qu'elles mènent sur des actions admises à la négociation sur un marché réglementé ou sur des actions négociées sur une plate-forme de négociation se déroulent sur un marché réglementé, dans le cadre d'un MTF, d'un internalisateur systématique ou sur la plate-forme de négociation d'un pays tiers jugée équivalente.

Déclaration des transactions sur instruments financiers

Le MiFIR prévoit également des obligations pour les entreprises d'investissement en matière du reporting des transactions aux autorités de réglementation et de surveillance compétentes, en l'occurrence à la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF). Ces transactions doivent notamment faire l'objet d'une déclaration détaillée, afin que la CSSF puisse détecter des cas potentiels d'abus de marché et enquêter sur ceux-ci, veiller au fonctionnement équitable et ordonné des marchés et surveiller l'activité des entreprises d'investissement.

Autorité compétente

Selon le projet de loi, la CSSF est l'autorité compétente chargée de la surveillance des marchés d'instruments financiers au Luxembourg, et veille à l'application du présent projet de loi, du règlement MiFIR et des mesures prises pour leur exécution.

Aux fins de ses missions, la CSSF est investie de tous les pouvoirs de surveillance et d'enquête nécessaires à l'exercice de ses fonctions, y compris du pouvoir d'infliger des mesures ou sanctions administratives. Par ailleurs, la CSSF est obligée de mettre en place des mécanismes efficaces et fiables pour permettre la notification des violations potentielles ou avérées.

Le projet de loi prévoit le principe selon lequel la CSSF doit publier, sur son site Internet, toute décision imposant une sanction ou mesure administrative ainsi que l'identité de la personne concernée. La portée du principe de publication des décisions est toutefois limitée par l'existence d'un certain nombre d'exceptions. En sus, l'article impose à la CSSF d'informer l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) de toute mesure ou sanction administrative publiée.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 03.07.2017
Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

19.09.2017	Désignation d'un rapporteur
06.10.2017	Présentation du projet de loi
30.03.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements
04.05.2018	Adoption d'un amendement supplémentaire
11.05.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.05.2018
Loi du 30 mai 2018
Mémorial A: 2018, n°446, page 1

Règlement de titres

7165 - Projet de loi relative aux dépositaires centraux de titres et portant mise en œuvre du règlement (UE) n°909/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 concernant l'amélioration du règlement de titres dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres, et modifiant les directives 98/26/CE et 2014/65/UE ainsi que le règlement (UE) n°236/2012

L'objet du présent projet de loi est la mise en œuvre de certaines dispositions du règlement (UE) n°909/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 concernant l'amélioration du règlement de titres dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres, et modifiant les directives 98/26/CE et 2014/65/UE ainsi que le règlement (UE)

n°236/2012 (ci-après dénommé «le règlement»).

Le règlement vise à établir des exigences uniformes en matière de règlement des instruments financiers dans l'Union, ainsi que des règles relatives à l'organisation des dépositaires centraux de titres (DCT) et à la conduite de leurs activités.

Les DCT exploitent les systèmes de règlement de titres, qui assurent le règlement des transactions sur titres. Ils assurent également le suivi du nombre de titres émis, de l'identité des émetteurs et de tout changement de détention de ces titres. Les DCT constituent ainsi un élément important dans la chaîne des opérations sur titres. Ils contribuent au bon fonctionnement des marchés financiers et à la confiance des acteurs de ces marchés quant au fait que les transactions sur titres seront exécutées correctement et en temps voulu.

Bien que le Règlement soit d'application directe dans tous ses éléments, il laisse au législateur le soin de désigner une autorité nationale compétente pour l'agrément et la surveillance des DCT. Il est proposé de conférer ces missions à la Commission de surveillance du secteur financier (ci-après «CSSF»). La CSSF sera dotée des pouvoirs nécessaires à l'exercice de ces fonctions, qui comprennent notamment des pouvoirs de surveillance, d'intervention, d'inspection et d'enquête.

Le projet de loi instaure également un régime de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives applicable en cas de violation du règlement. Toute décision prise par la CSSF dans le cadre de ses missions au titre de la loi en projet peut être déférée au tribunal administratif dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision.

Le projet de loi prévoit encore l'obligation pour la CSSF de mettre en place des mécanismes efficaces pour permettre la notification à la CSSF de violations potentielles ou avérées du règlement, de la loi en projet ou des mesures prises pour leur exécution.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 09.08.2017
Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

19.09.2017	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
15.03.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen et adoption d'une série d'amendements
04.05.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.05.2018
Loi du 6 juin 2018
Mémorial A: 2018, n°462, page 1

Protection des informations classifiées

7175 - Projet de loi portant approbation de

1° l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République italienne concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Rome le 20 avril 2017;

2° l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de Roumanie sur la protection réciproque des informations classifiées, signé à Bucarest, le 24 mai 2017

L'appartenance du Luxembourg à l'Union européenne ou à des organisations internationales telles que l'OTAN l'oblige à assurer un degré minimal de sécurité en matière d'informations classifiées. L'échange de telles informations classifiées est indispensable dans la lutte contre des menaces variées et de caractère international de nos jours, comme le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive, la criminalité organisée ou encore l'espionnage industriel et technologique.

C'est dans ce cadre que la Chambre des Députés a adopté la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, permettant d'organiser la classification de certaines informations sensibles et de déterminer les conditions dans lesquelles des habilitations de sécurité peuvent être délivrées. Ce faisant, le Luxembourg n'a pas seulement assumé ses responsabilités internationales, mais a créé le cadre nécessaire à l'échange de documents, matériaux ou renseignements classifiés avec d'autres pays.

En effet, une législation en la matière est indispensable pour pouvoir coopérer avec des pays tiers qui doivent être rassurés sur la protection adéquate de leurs pièces classifiées qu'ils transmettent aux autorités luxembourgeoises. Avec l'entrée en vigueur de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, le Luxembourg dispose du dispositif nécessaire pour la conclusion d'accords bilatéraux concernant l'échange de pièces classifiées avec des États tiers.

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés les accords de sécurité concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées conclus avec la République italienne, fait à Rome le 20 avril 2017, et avec la Roumanie, signé à Bucarest le 24 mai 2017.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.09.2017
Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):

29.01.2018	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
30.04.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État
07.05.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.05.2018
Loi du 6 juin 2018
Mémorial A: 2018, n°477, page 1

Stockage définitif des déchets radioactifs

7177 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique relatif à la gestion et au stockage définitif des déchets radioactifs du Grand-Duché de Luxembourg sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Gäichel, le 4 juillet 2016

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique relatif à la gestion et au stockage définitif des déchets radioactifs du Grand-Duché de Luxembourg sur le territoire du Royaume de Belgique, fait à Gäichel, le 4 juillet 2016.

Le projet de loi a comme objet de fixer ainsi le cadre légal pour stocker les déchets radioactifs en provenance du Luxembourg sur le territoire du Royaume de Belgique. L'accord fixe le cadre technique et financier du traitement, du conditionnement et de l'entreposage des déchets radioactifs luxembourgeois en vue de leur stockage définitif.

L'accord comporte des dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État. L'article 7 prévoit que le Luxembourg couvrira tous les coûts occasionnés sur le territoire belge en exécution de l'accord. D'ailleurs le Luxembourg s'engage à s'acquitter de toutes les redevances présentes et futures pour la gestion à long terme sur le territoire belge des déchets radioactifs luxembourgeois qui font objet du présent accord, conformément au cadre réglementaire en vigueur en Belgique. Finalement les coûts de transport vers la Belgique des déchets radioactifs luxembourgeois sont supportés exclusivement par le Grand-Duché de Luxembourg.

Les coûts de prise en charge des déchets radioactifs luxembourgeois seront fixés par les autorités compétentes belges et supportés par le Grand-Duché de Luxembourg. Le Luxembourg assume également l'intégralité des frais (du transport et de la prise en charge) pour les déchets radioactifs en provenance de particuliers et d'établissements publics ainsi que pour les matériaux radioactifs pour lesquels aucun détenteur légal ne peut être identifié. Dans tous les autres cas, l'ensemble des frais est à assumer par l'établissement détenteur.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 04.09.2017
Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):

30.04.2018	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
07.05.2018	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.05.2018
Loi du 6 juin 2018
Mémorial A: 2018, n°478, page 1

Opérations de financement sur titres

7194 - Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/2365 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation et modifiant le règlement (UE) n°648/2012, et portant modification:

1. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

2. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs; et

3. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

Le projet de loi sous rubrique vise à porter transposition en droit national du règlement (UE) 2015/2365 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation et modifiant le règlement (UE) n°648/2012 [ci-après, le «règlement (UE) 2015/2365»].

Le terme d'«opérations de financement sur titres» désigne, d'après le règlement (UE) 2015/2365, les opérations de pension, les prêts de titres ou de matières premières et les emprunts de titres ou de matières premières, les opérations d'achat-revente et les opérations de vente-rachat, ainsi que les opérations de prêt avec appel de marge.

Afin d'accroître la transparence de ces opérations, le règlement (UE) 2015/2365 prévoit notamment les trois dispositions suivantes:

- premièrement, il introduit l'obligation pour les contreparties aux opérations de financement sur titres de déclarer les éléments de toute opération de financement sur titres qu'elles ont conclue, et toute modification ou cessation de celle-ci, à un référentiel central;

- deuxièmement, les gestionnaires d'organismes de placement collectif doivent fournir des informations sur l'utilisation des opérations de financement sur titres et des contrats d'échange sur rendement global afin que les investisseurs puissent connaître les risques associés à leur utilisation;

- troisièmement, la réutilisation d'instruments financiers est davantage encadrée. Ainsi, des exigences minimales en matière d'information sont prévues, de sorte que la réutilisation ne devrait avoir lieu que si la contrepartie fournissant la garantie a été dûment informée de cette opération et qu'elle y a expressément consenti.

Les autorités veillant au respect des dispositions du règlement (UE) 2015/2365 seront la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) et le Commissariat aux assurances (CAA). Ceux-ci ne sont d'ailleurs pas désignés formellement dans le projet de loi sous rubrique, mais le sont directement en vertu de l'article 16 du règlement (UE) 2015/2365 qui fait référence à d'autres actes législatifs en vertu desquels les autorités compétentes sont déjà désignées.

Cependant, afin de garantir l'opérationnalisation du règlement en question, il est nécessaire que les États membres habilitent les autorités compétentes à prononcer des sanctions administratives, ainsi que d'autres mesures administratives, en cas de violation des articles 4 et 15 du règlement (UE) 2015/2365 ou des mesures prises pour leur exécution.

Finalement, le présent projet de loi modifie ponctuellement la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs et la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances afin de parfaire l'opérationnalisation du règlement (UE) 2015/2365.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 10.10.2017
Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

17.11.2017	Désignation d'un rapporteur
19.01.2018	Présentation du projet de loi
04.05.2018	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.05.2018
Loi du 6 juin 2018
Mémorial A: 2018, n°463, page 1

SÉANCE 33

MERCREDI,
25 AVRIL 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Présentation par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, du Programme de stabilité et de croissance (PSC) et du Programme national de réforme (PNR)

- *Exposés: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie (interventions de M. Claude Wiseler)*

3. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR)

- *Débat général: M. Claude Wiseler (interventions de M. le Ministre Xavier Bettel, Mme Josée Lorsché, M. le Ministre Marc Hansen, Mme Nancy Arendt et M. Marc Spautz), M. Alex Bodry (interventions de M. Gast Gibéryen, M. Fernand Kartheiser et M. Claude Wiseler)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(Début de la séance publique à 08.34 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- E schéine gudde Moien! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a verzichten och op déi klassesch Fro.

Mir géifen dann direkt weiderfuere mat eise Presentatiounen an Debatten zur Lag vun der Natioun. Wéi Der wësst, ass haut de Moien d'Presentatioun duerch déi Häre Finanzminister Pierre Gramegna a Wirtschaftsminister Etienne Schneider vum Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm PSC souwéi vum nationale Reformprogramm PNR. Den Här Finanzminister Pierre Gramegna huet direkt d'Wuert. Här Gramegna!

2. Présentation par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, du Programme de stabilité et de croissance (PSC) et du Programme national de réforme (PNR)

Exposé de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, léif Kolleegen aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, ech freeë mech haut kënnen déi 19. Aktualisatioun vum Pacte de stabilité et de croissance virzestellen, an dat um Uschloss vun der Ried zum État de la nation vum Premierminister gëschter. Dat heiten ass eng gutt Zäit, fir de Bilan ze zéie vu véier an en halleft Joer Finanzpolitik vun dëser Regierung a fir ze kucken, wéi d'Weiche gestallt si fir d'Zukunft.

De Premierminister huet et gëschter richteg ënnerstrach: D'Regierung huet hir Versprieche gehalen an d'Land ass kärgesond a gutt opgestallt fir d'Zukunft. Datselwecht gëllt fir d'Statsfinanzen. D'Investitioune leien op engem Rekordniveau. D'Steierreform, wou haut bewisen ass, dass se finanzéierbar ass, suergt fir sozial Gerechtegkeet a méi Kafkraaft. D'Schold geet erof par rapport zu eisem Räichtum an all Kritäre vun der Union européenne si largement respektéiert.

D'Zuelen, op déi d'Statsfinanzen an d'Hypotheesen, op deenen dat alles opgebaut ass, komme vum Statec. A meng Equipp am Finanzministère an an der Inspection générale des finances, déi ech wéilt fir hir extrem gutt Aarbecht och hei luewen, huelen déi Zifferen esou, wéi se se vum Statec kréien. Dat ass och esou vun der EU virgeschriwwen, dass een déi Zifferen esou hëlt, well de Statec ass onofhängeg.

Wat soen eis dann déi Ziffere vum Statec? Dat ass den éischten Deel vu menger Presentatioun.

Op engem Graphique 1 gesi mer, dass d'Croissance an Europa säit 2017 wierklech gutt ass, an zwar bei 2,4%, a se wäert 2018 bei 2,2% leien. Fir 2022 geet déi Croissance erof op 1,2%. Lëtzebuerg profitéiert natierlech vun deem gudden Ëmfeld an Europa, an de Statec gesäit vir als Croissance fir Lëtzebuerg 2018 4,6%. Wa mer elo fënnef Joer zréckkucken, gesäit een, dass de Wuesstum an deene leschte fënnef Joer zu Lëtzebuerg ronn 20% war. Dës Dynamik wäert iwwert déi nächst Jore vum Pluriannuel bäibehale ginn, obwuel den Taux wäert zum Schluss vun der Period liicht erofkommen op 2,9%.

Op dem zweeten Diagramm gesitt Der d'Statistiken, wat de Chômage ubelaangt. De Chômage wäert vu 7,1% Sommet, wou en 2014 war, weider ënner 5% bleiwen an d'Tendenz wäert sinn, fir ganz no bei 5% ze sinn am Laf vun der Period. Lëtzebuerg profitéiert also vun enger gudder Konjunktur, mä déi gutt Resultater, déi mer an de Statsfinanze schreiwen, hänken net nëmme vun der Konjunktur of, mä och vun de Mesuren, déi geholl gi sinn. An ech wëll dat direkt am Ufank vu mengem Exposé hei ënnersträichen. Mir wäerten dat am ganzen Discours kënne verfollegen. Mä déi gutt Resultater sinn haaptsächlech dorop zréckzeféieren, dass mer d'Depensen an de Grëff kritt hunn.

An der Period 2015 bis 2017 ass den Effet vun der Reduktioun vun den Depensen oder vum manner Wuesse vun den Depensen zu zwee Drëttel responsabel fir déi besser Zifferen, déi mer schreiwen, an nëmmen zu engem Drëttel d'Resultat vu bessere Recetten. Déi besser Recettë sinn natierlech eng Konsequenz vun der Croissance. Fir also e richtegt Bild ze hu vun den Effete vun deenen engen an deenen aneren, muss een déi zwou Saache kucken.

D'Inflatioun bleift niddreg an zwar ënner 2% op der ganzer Period.

Wa mer zréckdenken un de Budget 2015, kann ech mech erënneren, dass den Här Claude Wiseler Folgendes gesot huet: „Wann ech d'Analys", an ech zitéieren, „vun der aktueller Situatioun maachen, an dat hu mer scho bei der Presentatioun vum Budget 2014 gesot, dann ass et an eisen Ae ganz kloer, datt déi Viraussetzungen, déi hei un der Basis vum Budget leien, vill ze vill optimistesch sinn. Iwwer 3% gëtt hei agesat vun 2015 bis 2018. Domadder soll et dann opgoen." Eh bien, d'Zuele weisen, et ass opgaangen! En fait waren d'Zifferen nach vill méi optimistesch (veuillez lire: vill besser) wéi dat, wat mir agesat hunn, wat awer d'Ziffere vum Statec waren.

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Komme mir elo dann op den zweeten Deel, justement op d'Mesuren, déi d'Regierung an dëser Legislaturperiod geholl huet. Et ass gutt, sech nach emol an Erënnerung ze bréngen, vu wou mir 2013 ausgaange sinn, an de Premierminister huet dat och gëschter a senger Ried schonn ënnerstrach, mä ech wëll et hei nach eng Kéier ënnermolen och mat verschiddene Graphiquen.

Dir gesitt um Graphique 3, wéi d'Lag war. Fir 2015 an 2016 war an der Administration centrale en Defizit vun all Kéiers méi wéi enger Milliard virgesinn, 2% vun eisem PIB. D'Statsscholden hu riskéiert, komplett aus dem Rudder ze kommen, wéi Der dat um Diagramm gesitt, soudass d'Situatioun natierlech dramatesch war. Mir woussten och säit 2007, dass mer d'Recettë vum Commerce électronique géife verléieren, déi sech ongeféier op eng Milliard situéieren, an trotzdeem gouf näischt gemaach.

Lëtzebuerg hätt 2016 e Solde structurel vu minus 1,1% gehat, woubäi den Objectif à moyen terme deemools bei plus 0,5% geleeën huet, wat anescht heescht, dass mer de Pacte de stabilité et de croissance zu Lëtzebuerg fir d'Éischt an eiser Geschicht net méi agehalen hätten. Den Triple-A, dee mer deemools haten, war a Gefor.

Eng aner grouss Gefor, déi mer haten, dat waren d'Contestatioune ronderëm d'Bankgeheimnis an déi Onsécherheet, déi dat op der Bankeplaz mat sech bruecht huet, wat och menacéiert hunn, dass eis Recettë beim Stat géife schrompen. Ausserdeem - ech erënneren nach eng Kéier drun, et ass net agreabel -, zum Schluss vum Joer 2013 si mer och nach vun der OCDE an hirem Global Forum op eng schwaarz Lëscht gesat ginn. Jo, dat waren d'Viraussetzungen, déi mer virfonnt hunn.

A wat hu mer du gemaach?

D'Regierung huet mam Zukunftspak strukturell Reforme gemaach, déi net all populär waren, mä déi hir positiv Auswierkunge bis haut nach weisen. Mir hunn et och fäerdegbruecht, e Mentalitéitswiessel am Stat mat sech ze bréngen, andeem vill besser opgepasst ginn ass, wéi ausgi ginn ass, wéi d'Depensë gemaach gi sinn. Dat gesäit een am allerbeschten an de Fonctionnementskäschte vum Stat, déi an där ganzer Period ganz lues gewuess sinn. An am Joer 2017, wat elo eriwwer ass, sinn d'Fonctionnementskäschte vum Stat ëm 0,1% an absolutten Zifferen erofgaangen.

Mir hunn also eng Stabilitéit vun de Fonctionnementskäschte beim Stat, wat beweist, dass de Stat bei sech selwer ugefaangen huet, fir ze spueren. Mä mir hunn net an all Domän gespuert. Op verschidde Plazen hätt et kee Sënn gemaach, ze spueren, ënner anerem an de Ressources humaines, wou vill Besoine waren, fir e Service vu Qualitéit kënnen ze liwweren a fir och ze sécheren, dass de Stat all seng Missioune kann erfëllen.

An engem anere Beräich hu mer och net gespuert. Dat ass dee vun den Investissementer. Mir hu Joer fir Joer Rekordinvestissementer gehat a sinn elo wäit iwwer zwou Milliarden.

Wann een haut mam Zuch an d'Stad kënnt, am Pafendall de Funiculaire hëlt oder mam Tram iwwert de Kierchbierg fiert, da realiséiert jiddwereen, deen dat hëlt, wéi batter néideg déi Investissementer waren. Mä et hätt vill méi fréi missen investéiert ginn. An ënner anerem gesäit een dat och iwwert d'Grenz ewech. Dofir huet och dës Regierung mat de franséischen Autoritéite rezent en Accord gemaach, fir och iwwert d'Grenzen ewech Investissementer an d'Schinn ze maachen. All déi Saachen hätte kënnen, hätte misse méi fréi gemaach ginn!

Mir hunn, an dat ass mäin zweete Punkt an dësem zweeten Deel, d'Finanzplaz renouveléiert an nei opgestallt. D'Bankgeheimnis, un dat sech déi viregt Regierung ugeklamert huet, war zu engem Handicap ginn, mam Resultat, dass Lëtzebuerg op schwaarz Lëschte komm ass an d'Bankenhaiser an hire Kapitallen net méi op Lëtzebuerg wollten investéiere kommen. A Rekordzäit a mat groussem diplomateschen Effort si mer vun alle schwaarze Lëschten ewechkomm. Mir hunn awer och eis Finanzplaz diversifizéiert, an dat hu mer am beschte gewisen am Domän vun de FinTech an awer och am Domän vun den nohaltege Finanzen.

De Kontext vum Brexit weist, dass Lëtzebuerg haut ganz kompetitiv ass, well mer an deem Kontext vill Entreprisë konnten op Lëtzebuerg unzéien. Ech war d'lescht Woch zu New York an zu Washington um FMI, hunn zu New York vill Banquiere begéint a se hu mer all gesot, wa mer 2014 net d'Bankgeheimnis opginn hätten, fir et einfach auszedrécken, da wär Lëtzebuerg iwwerhaapt net a Betruecht komm am Kontext vum Brexit, fir sech hei bei eis nidderzeloossen oder d'Präsenz hei ze verstäerken.

Wann ech d'Fongenindustrie kucken, do schreiwe mer säit Méint ëmmer nei Rekorder. Haut sinn ongeféier 4.200 Milliarden, déi do geréiert ginn an eisem Land. An och am Domän vun den Assurancen an de Reassurancen hu mer e spektakuläert Resultat kënnen enregistréieren.

D'Bourse vu Lëtzebuerg, wou de Stat och eng Participatioun huet, huet och ganz vill innovéiert, huet eng Green Stock Exchange gegrënnt, wou exklusiv nohalteg Obligatiounen, op Englesch Green Bonds, cotéiert ginn. En fait, d'Halschent vun alle Green Bonds op der Welt sinn hei zu Lëtzebuerg cotéiert.

Mir hunn et also fäerdegbruecht, dës Finanzplaz flott a kompetitiv ze diversifizéieren. De Global Green Financial Index seet, dass Lëtzebuerg no London déi zweetnohaltegst Finanzplaz op der Welt ass. Eis Finanzplaz ass also haut eng aner wéi viru fënnef Joer. Si ass de Moteur vun engem nohaltege Wuesstum a si ass en zouverlässege Steierzueler.

Mir hunn natierlech och a ganz aneren Domänen innovativ gewierkt, an de Minister Etienne Schneider huet am Space Mining do ganz nei Bunnen erfuerscht, déi eis, och wat den Image vu Lëtzebuerg ubelaangt, immens vill hëllefen.

Drëtte Punkt: Mir hunn de budgetäre Spillraum genotzt, fir eng sozial gerecht Steierreform ze maachen an den Invest op Rekordniveauen ze halen. D'Steierreform huet d'Kafkraaft vun de Leit gestäerkt a war haaptsächlech gemaach, fir der Mëttelschicht an deene klenge Revenuen zeguttzekommen. Dat huet och gehollef, d'Konjunktur unzedreiwen, an dat war och néideg.

Och d'Entreprisen hu vun der Erliichterung profitéiert. Am Laf vun der Legislaturperiod hu mer den Deel vum Invest erhéicht. 2013 huet Lëtzebuerg 3,5% vu sengem PIB an d'Investissementer gestach. Mir hunn deen Niveau op 4% bruecht, wou en och haut, wéi 2017, läit. Fir 2014 (veuillez lire: 2018) ass virgesinn, dass mer 2,4 Milliarde sollen investéieren an dat geet bis 2022 op 2,8 Milliarden erop, wéi Der dat och um Diagramm N°4 kënnt novollzéien.

Lëtzebuerg mécht domat eppes, wat den FMI, d'OCDE an d'Kommissioun all deene Länner réit ze maachen, déi budgetäre Sputt hunn: méi ze investéieren an dee Spillraum auszenotzen. Déi Eenzeg, déi dat net richteg fonnt hunn, war d'Oppositioun heiheem, déi säit Jore jo soss näischt mécht wéi Schwaarzmolerei.

Véierte Punkt: Wat ass d'Resultat vun dëse Mesuren, kombinéiert mat der gudder Konjunktur?

An do invitéieren ech lech, den Diagramm N°5 ze kucken, wou ee gesäit, wat d'Politik vun dëser Regierung geännert huet. Fir 2014 war am leschte PSC virgesinn, dass beim Gesamtstat en Defizit vu minus 270 Milliounen sollt sinn. A wat hu mir dorauser gemaach? En Excedent vu 663 Milliounen!

Fir 2015 war en Defizit vu 654 Milliounen virgesinn. Do hu mir en Excedent vu 710 Milliounen gemaach.

A fir 2016 war en Defizit vu 684 Milliounen virgesinn. Mir hunn en Iwwerschoss vun 856 Milliounen.

Wa mer d'Joer 2017 kucken, dat lescht, wou mer definitiv Zifferen hunn, da läit den Iwwerschoss bei 858 Milliounen beim Gesamtstat, dat Duebelt vun deem, wat wierklech 2013 erreecht ginn ass!

Dëst Resultat ass natierlech och d'Resultat, well mer et an der Administration centrale fäerdegbruecht hunn, den Defizit vill méi niddreg ze hale wéi dat, wat mer souguer selwer virgesinn haten. An ech mengen, dat ass dat wichtegst Element vun dem Budget, vun de Konte plutôt vun 2017. Do war en Defizit vun enger Milliard 39 Milliounen virgesinn, an deen Defizit wäert dann erofgoen op 220 Milliounen, wéi ech dat och gëschter an der Kommissioun am Parlament erklärt hunn. An dat Resultat ass also eng Verbesserung vun 819 Milliounen par rapport zu eise Previsiounen.

A mir hunn dat erreecht trotz - trotz! - de Changementer bei der TVA électronique, vun där ech scho geschwat hunn, trotz Investissementer méi héich wéi zwou Milliarden, trotz enger Revisioun no ënne vun der Croissance vum Statec, dee jo fir 2017 nëmmen 2,3% virgesäit, trotz engem méi attraktive System bei de Chèques-services accueil an der Reform vum Congé parental, dee jo och vill méi gënschteg ass a vu vill méi Leit geholl gëtt, trotz Personalkäschte beim Stat, déi relativ spektakulär an d'Luucht ginn, a leschtens trotz enger Steierreform, géint déi d'Oppositioun gestëmmt huet, déi awer, wéi elo bewisen ass, finanzéierbar war.

Wéi erklärt sech dann dës spektakulär Verbesserung?

Zwee Facteuren: D'Depensë sinn am Grëff, d'Fonctionnementskäschte vum Stat sinn dat beschte Beispill. A mir hunn och an den Investissementer net zu 100% alles kënnen ëmsetzen. Wat d'Recetten ubelaangt, do gesi mer, dass se trotz der Steierreform erëm zolidd wuessen.

Dës positiv Entwécklung, déi ech hei beschriwwen hunn, bréngt mat sech, dass de Solde structurel fir 2017 fir Lëtzebuerg op plus 2,2% wäert si par rapport zum PIB. Dir wësst, dass den Objectif à moyen terme, dee Lëtzebuerg muss anhalen, minus 0,5% ass. Mir leien also ganz largement driwwer fir 2017, mä awer och fir déi Joren duerno. A wat d'Dette ubelaangt, déi ass am Joer 2017 op 23%, dat ass 0,7% manner wéi am Ufank vun der Legislaturperiod, a se wäert, wéi mer dat méi spéit nach wäerte gesinn, regelméisseg erofgoen.

Mir hunn dee positiven Effet de base, also déi besser Ziffere vun 2017, natierlech och op 2018 iwwerdroen. An dofir wäert den Defizit vun 2018 beim Zentralstat vun 890 Millioune virgesinn op 587 Milliounen erofgoen.

A wann d'Tendenz, déi mer am éischten Trimester bei de Recettë gesinn hunn, dëst Joer géif unhalen, sinn ech optimistesch, dass deen Defizit fir 2018 am Zentralstat nach méi niddreg gëtt.

Wat sinn dann d'Perspektive fir déi nächst Joren? Dat ass den drëtten Deel.

Eh bien, alleguerten d'Ratingagencë confirméieren, dass Lëtzebuerg en Triple-A wäert hunn a behalen an dass d'Perspektive stabel sinn. Dat ass also déi héchsten Nummer. Wann ech den Indicateur de confiance kucken, deen d'Lëtzebuerger Zentralbank ausrechent, do gesi mer um Graphique N°7, dass déi Confiance nach ni esou héich war wéi elo.

Dat ass e Cercle vertueux, an deem mer de Moment dra sinn, well d'Entreprisë bereet sinn, vill ze investéieren, aus zwee Grënn: well se e gudde Rame vun de Statsfinanze gesinn an unerkennen, éischtens, an zweetens, well se wëssen, dass de Consommateur bereet ass, méi ze kafen a méi ze consomméieren. Dat huet natierlech e positiven Effekt op d'Recettë vum Stat.

Wat d'Depensen ubelaangt, muss ech erëm énnersträichen, dass d'Effete vum Zukunftspak durabel sinn an hiren Effet weider an Zukunft ausstralen.

Wéi gesäit et dann elo aus an der Administration publique? Do gesitt Der um Graphique N°8, dass mer elo fir 2017 858 Milliounen hunn als Excedent. Dee geet op 647 erof fir 2018 an da regelméisseg erop, fir an der Period largement iwwer eng Milliard ze kommen.

Wéi gesäit dat am Detail aus?

Dir wësst, dass mer beim Gesamtstat nieft der Administration centrale och d'Sécurité sociale hunn. An do gesitt Der um Graphique N°9, wéi den Excedent vun der Sécurité sociale evoluéiert. Well mer ëmmer méi Aarbechtsplaze schafen, ass deen Excedent regelméisseg geklommen. E wäert fir d'Eischt an eiser Geschicht am Joer 2018 iwwer eng Milliard leien a regelméisseg an der Period bis 2022 weider wuessen. D'Reserve vum Fonds de compensation, wou jo déi Excedenten dra verséiert ginn, belafe sech um Enn vum Joer 2017 op 18,1 Milliarden. An dat ass en fait eng Zomm, déi entsprécht 32,7% vun eisem Räichtum.

An dësem Kontext geet de PSC dëst Joer speziell op de Sujet vun de Pensiounen an an huet och fir verschidden Opreegunge gesuergt. Wat sinn dann d'Constaten?

Wann een dovunner ausgeet, dass an Zukunft zu Lëtzebuerg manner demografesche Wuesstum ass, manner Aarbechtsplazen, wéi virdru virgesinn, da géifen d'Gesondheets-, d'Sozialan d'Pensiounskäschte spektakulär eropgoen. Mat Referenz op 2060 huet d'Kommissioun ausgerechent, dass d'Pensiounskäschte vun 13,4% op 16% géifen eropgoen.

D'Regierung huet awer schonn eng Rei Mesurë geholl, fir deem entgéintzewierken. Ech wëll hei eng Rëtsch Mesuren énnersträichen, déi vläicht net genuch an de Vierdergrond gesat gi sinn:

Mir hunn am Juli 2017 en Dispositiv géint Laangzäitaarbechtslosegkeet agefouert, dee mat sech bréngt, dass vill méi Leit de Wee zréckfannen an d'Aarbechtswelt.

Mir hunn eng Reform vum Reclassement professionnel gemaach, déi 2016 a Kraaft getrueden ass an déi mat sech bréngt, dass mer eng Baisse vu 15% hu vun den Demandeurs d'emploi, déi an dëser Kategorie waren.

Mir hunn Enn 2017 am Dezember d'Reform vun der Preretraite gemaach, déi d'Préretraite solidarité, déi e Modell war, dee wierklech net méi zäitgeméiss war, ofgeschaaft huet.

A leschtens, mir hunn eng Reform vun der Assurance dépendance gemaach, déi dëst Joer a Kraaft trëtt. Dofir gëtt et keng Urgence, fir Hals iwwer Kapp wëlle Mesuren ze huelen am Domän vun de Pensiounen a scho guer net Pensiounskierzungen an d'A ze faassen!

Wat d'Administration locale ubelaangt, dat ass den Diagramm N°11, gesi mer, dass déi Finanze gesond sinn an dass déi regelméisseg wäerte klammen, fir an der Période sous revue bis 2022 tëschent 200 an 300 Milliounen Excedent ze hunn.

Bei der Administration centrale um Graphique 12 gesitt Der d'Evolutioun vum Defizit bei der Administration centrale. Do gesi mer, dass mer vun 2014 bis 2017 Defiziter haten, déi sech ronderëm 200 Millioune gehalen hunn, deen dëst Joer e bësse méi staark ass, mä dee regelméisseg resorbéiert gëtt a souguer 2020 an de positiven Territoire kënnt.

Elo wäerte Verschiddener soen: Firwat ass net derfir gesuergt ginn, dass elo direkt, haut, en Defizit vun null geschriwwe ka ginn? Eh bien, dat ass ganz einfach: Dës Regierung mécht keng kuerzfristeg Politik fir déi nächst Wahlen! Mir maachen eng laangfristeg Politik mat Bléck op déi nächst Generatiounen.

Plusieurs voix.- Ganz gutt! Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Et wär nääämlech ganz einfach gewiescht, e puer honnert Millioune manner ze investéieren, an dann hätte mer elo eng schwaarz Null. Mä mir hu léiwer investéiert, well dat bereet d'Zukunft fir Lëtzebuerg vir.

Et war och richteg, an enger Period, wou d'Zënsen extrem niddreg sinn, en Emprunt d'lescht Joer opzehuelen, wéi mer dat gemaach hunn, zu engem Taux vun 0,625%, bäi Wäitem deen niddregsten Taux, dee Lëtzebuerg jee kannt huet, fir esou Obligatiounen erauszeginn.

A wann een an d'Zukunft investéiert, da séchert een och d'Croissance vun den nächste Joren. Dat hu mer gemaach. A mat der Steierreform hu mer och d'Croissance énnerstëtzt. An et soll een net mengen, dass d'Croissance eppes Automatesches ass an dass dat en theoretesche Risiko ass, dass déi méi niddreg ass, well mir gesinn, dass am Joer 2017 de Statec nëmmen eng Croissance vun 2,3% virgesinn huet, wat e bëssen eng Iwwerraschung ass. Mir waarden do nach op definitiv Zifferen. Mä dat beweist, dass déi Steierreform, déi Geld an d'Wirtschaft gepompelt huet, am richtege Moment komm ass.

Wat sinn dann d'Risiken, op déi d'Regierung muss oppassen?

Där gëtt et natierlech ganz vill. Et gëtt geopolitescher an Nordkorea an a Syrien, et gëtt awer och der um Niveau vun der Weltwirtschaft. Ech géif der gär do haaptsächlech zwee énnersträichen:

Dat eent sinn d'Konsequenze vun der neier Steierpolitik an Amerika, déi mat sech bréngt, dass Amerika erëm vill méi attraktiv gëtt fir Investisseuren, wat natierlech negativ Konsequenzen huet fir Europa. Mä dat ass natierlech d'gutt Recht vun Amerika, dat ze maachen, à supposer, dass déi Mesuren alleguerte kompatibel si mat der WTO, der World Trade Organization.

An eng zweet Saach, déi mer musse ganz no verfollegen, ass d'Evolutioun vun den Zënsen an Amerika, déi méi séier wäerte wuesse wéi virgesinn. An dat muss een natierlech suivéieren.

An dat drëtt Element ass d'Volatilitéit vun de Bourssen, wat natierlech och Konsequenzen op eis Finanzplaz kann hunn. Mir hunn och aus dësem Grond eng Analyse de sensibilité gemaach. Dat heescht, mir hunn zwee Zeenarioe gemaach, wat géif geschéien zu Lëtzebuerg, wann d'Zënse géife méi séier eropgoen op där enger Säit, an en anere Zeenario, wat géif geschéien, wann d'Croissance 0,5% méi schwaach wär wéi dat, wat de Statec virgesinn huet. Dir gesitt d'Konsequenzen dovun hei um Schema.

Et ass berouegend ze énnersträichen, dass mat deene Schockzeenarioen, déi hei gemoolt sinn, Lëtzebuerg net géif aus der Bunn geroden an nach ëmmer d'Kritäre vun Europa géif anhalen. D'Schold géif an der Period 2018 bis 2022 méi héich sinn natierlech, wéi de Moment virgesinn, mä se géif landen op 23,6% vum PIB, wat nach ëmmer e ganz gutt Resultat wier.

Et ass schwéier, Hypotheesen ze maache fir de moyen an de long Terme, wat d'Ekonomie ubelaangt, a scho guer net op 30 oder 40 Joer. Dat ass ee vun de Grënn, firwat mer de Fonds souverain intergénérationnel vu Lëtzebuerg gegrënnt hunn. Dee Fong ass haut gespeist mat bal enger Véierel Milliard, 240 Milliounen Euro. An ech muss soen, ech freeë mech fir déi nächst Generatiounen, dass mir dee Schrëtt geholl hunn. A wann een dat e bësse fir d'Zukunft projezéiert, muss ee sech awer d'Fro stellen, mat deem Spillraum, dee mer elo och am Budget hunn, ob een an Zukunft net méi Speisunge soll vun deem Fonds virgesinn.

Trotz all deene gudden Noriichte muss een awer an der Émsetzung vum Budget ëmmer virsiichteg bleiwen an d'Depensekritären anhalen, Fouss bei Mol halen, wéi mer dat op Lëtzebuergesch soen, a Fouss bei Mol halen och an der Exekutioun vun de Budgete vun den nächste Joren.

Ech kommen elo op de véierten Deel, dat ass deen, dee consacréiert ass zur Statsschold. D'Statsschold, oder méi präzis d'Dette vun der Administration publique, dat sinn d'Emprunte vum Stat selwer, awer och déi vun den Établissement-publicken an och d'Garantien, déi mer wäerte ginn.

Vu wou si mer fortgaangen?

2013 hate mer eng Schold vun 23,7% vun eisem Räichtum. Haut si mer op 23%. An 2022 wäerte mer souguer ënnert der Grenz vun 20% leien. Dee Wäert ass par rapport zum Zil, wat d'Regierung sech ginn huet vun 30%, natierlech exzellent. Par rapport zu de Parametere vun Europa, déi 60% als Maximum virgesinn, leie mer do natierlech ganz gutt, esou wéi mer dat och am Diagramm N°15 kënne gesinn.

D'Schold stellt vun der Valeur hier den Equivalent duer vun nach net emol der Halschent vun eisen Avoiren. D'Avoire vum Stat sinn zirka 53% vun eisem PIB. Entspriechend grouss ass also de Spillraum, wann eng Kris op Lëtzebuerg géif falen. D'Schold wäert sech och an absoluten Zuelen tëschent 2018 an 2022 stabiliséieren an zum Schluss vun der Period erofgoen. De PSC vum leschte Joer hat nach eng Dette vu 15,8 Milliarde virgesinn; dat stabiliséiert sech elo op 13,5 Milliarden. Dat ass, mengen ech, och eng ganz gutt Evolutioun.

Ech wëll och nach drun erënneren, an Dir gesitt dat um Diagramm N°16, dass den aktuelle Scholdestand 12,7 Milliarden ass an dass 11 vun deenen 12,7 Milliarde vun de viregte Regierunge gemaach gi sinn, dat sinn also 86,7% vu Scholden, déi mer geierft hunn, wéi mer dat um Graphique 16 gesinn. D'Regierung huet weder 2014 nach 2015 nach 2016 en Emprunt gemaach, nëmmen 2017, wéi scho virdru gesot. Mir hunn an der Period 2014 bis 2018 ronn zéng Milliarden investéiert, an dat mat engem Emprunt vun zwou Milliarden. Dat heescht, mir hunn ee Fënneftel vun den Investissementer finanzéiert mat Emprunt a véier Fënneftel mat lafende Recetten!

Ech kann Iech soen, vill Länner beneiden eis, dass mer dat fäerdegbréngen! An Dir gesitt och op den Diagramme 17 an 18, dass de Prozentsaz vun den Zënsen, déi mer musse bezuelen, nëmmen 0,3% ausmécht vun eisem PIB par rapport zu enger Moyenne vun 1,8% an Europa an dass eis Verschëldung mat 23% déi zweetklengsten an Europa ass.

Am leschten Deel wëll ech d'europäesch Kritären nach eng Kéier ënnert d'Lupp huelen. Mir sinn hei am Exercice vum Semestre européen, deen derfir suergt, dass d'Länner d'Budgetspolitik esou maachen, dass se d'europäesch Kritären anhalen. Mir hunn zu Lëtzebuerg d'Forces vives de la nation mat agebonnen, den CES ass regelméisseg consultéiert ginn. Mir hunn e Comité économique et financier national gegrënnt, fir d'Koordinatioun zu Lëtzebuerg an der Administratioun ze verstäerken. An ech hunn och en Accord mat dem Conseil national des finances publiques geschloss, fir deene méi Accès un Informatiounen ze ginn.

Ech mengen, dass et wichteg ass ze énnersträichen, dass de Pakt, deen d'Länner aus der Eurozon matenee verbënnt, heescht: Pacte de stabilité et de croissance. Verschidde Leit schéngen ze vergiessen, dass d'Croissance wesentlech ass! Ouni Croissance lant een am Krees an ouni Croissance kann een d'Kritäre vun der EU net anhalen. Dass een also nëmmen, wann een eng gutt Croissance huet, kann déi Kritäre realiséieren, dat ass u sech eng Evidenz, déi awer verschidde Leit wëllen a Fro stellen.

Eh bien, dës Regierung stellt dat net a Fro. Mir freeën eis, dass mer eng gutt Croissance hunn an domadder d'Kritäre vu Bréissel largement respektéieren. Dir gesitt dat am beschten um Graphique N°19, wou Der gesitt, dass mer an där ganzer Period, wou mer am Amt ware säit 2014, e Solde structurel haten, dee ronderëm 2% war. Am Ufank vun der Period hu mer missen 0,5% anhalen an no der Revisioun, déi d'Kommissioun proposéiert, souguer nëmme minus 0,5%. An ech ka mech erënneren, dass mer Debatten hei haten, dass d'Regierung hätt missen dee méi ambitiéisen Objektiv anhalen. Eh bien, mir haten deemools gesot, mir géifen esou een anhalen, a mir hunn och do eist Versprieche gehalen.

Zum Schluss wéilt ech nach soen, dass mer en Exercice ugefaangen hunn zesumme mat der Chamber, fir d'Zifferen an der Presentatioun vun der SEC 2010 vun Europa an déi vun der Comptabilité nationale vum 1999er Gesetz méi no uneneenzebréngen. Ech freeë mech iwwert déi Aarbechten a mir wäerten do nach weider mat der Chamberskommissioun virukommen.

D'Konklusioun: Zuele léien net. An déi Zuelen, déi ech Iech haut virgestallt hunn, schwätze fir sech. D'Schwaarzmoler hunn onrecht behalen. Der Regierung ass et iwwert dës Legislaturperiod gelongen, d'Statsfinanzen nohalteg ze sanéieren an erëm op zolidd Féiss ze setzen, an dat net nëmme wéinst der Konjunktur, wéi virdru gesot.

An à propos Konjunktur wëll ech awer och énnersträichen, wéi mer dat um Diagramm 20 gesinn, dass d'Moyenne vun der Croissance vun der Period 2014 bis 2018 bei 3,7% läit. Wa mer dat vergläiche mat der Croissance virun 2008 an der Period 1996 bis 2007, do gesi mer, dass mer eng méi héich Croissance zu Lëtzebuerg haten, an zwar eng Croissance vu 4,8%. An där Period hate mer och eng Aarbechtsplazschafung vun 3,7% an der Moyenne, wat méi héich ass wéi dat, wat mer haut kennen.

Jo, déi Joren 1996 bis 2007 waren eng gëllen Zäit fir eis Ekonomie. An an deene Jore wär et evident a batter néideg gewiescht, e Fonds souverain ze maachen! Wa Lëtzebuerg nawell all europäesch Kritären erfëllt, souguer nach iwwertrëfft, da solle mer eis awer och bewosst sinn, dass dat nëmmen ass, well mer déi richteg Mesurë geholl hunn a progressiv a Richtung qualitative Wuesstum gaange sinn. Den FMI, d'OCDE, d'Ratingagencen, d'Kommissioun bestätegen dat.

An dofir bleiwe mir op dëser responsabeler Budgetspolitik, déi mat sech bréngt, dass mer d'Investissementer op Rekordhéicht halen, dass mer d'Kafkraaft vun de Leit duerch d'Steierreform stäerken an dass mer d'Kompetitivitéit vun eisem Land a vun eisen Entreprisen énnerstëtzen, andeem mer méi eng liicht Besteierung hunn.

Lëtzebuerg huet also all Grond, fir optimistesch ze sinn. Wéi och ëmmer déi nächst Regierung wäert ausgesinn, ech hunn e rouegt Gewëssen! Si wäert Statsfinanze virfannen, déi besser si wéi déi, déi dës Regierung geierft huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Finanzminister. An d'Wuert huet elo de Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider. Här Schneider!

Exposé de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass dat fënneft Joer en suite, dass d'Europäesch Kommissioun eis bestätegt, dass mer an enger permanenter Reprise économique hei zu Lëtzebuerg sinn. De Finanzminister ass virdrun op eis Tauxe vu Croissance agaangen, déi fir dëst Joer 4,6%, fir d'nächst Joer 4,6% virgesinn an déi Period 2022 ëm 3,5%. Mir wëssen alleguerten, dass, wat ee méi laang an d'Zukunft kuckt, wat d'Kommissioun natierlech och méi virsiichteg ass mat hiren Tauxen. Mä alles dat sinn Tauxen, fir déi aner Länner sech géife streiden, fir se ze kréien.

Mir hunn eng Création d'emploi vun iwwer 3% d'Joer hei zu Lëtzebuerg a mir hunn et fäerdegbruecht, de Chômage vun engem Taux vun iwwer 7% erofzedrécken, an dee geet elo weider mat grousse Schrëtt an Direktioun vun nëmme méi 5% Chômage.

D'Kommissioun seet dofir och wuertwiertlech, an Dir erlaabt mer se ze zitéieren: «La forte dynamique de croissance du Luxembourg donne la possibilité de garantir une croissance économique durable et d'améliorer la résilience. L'économie (...) affiche des performances supérieures à la moyenne de la zone euro depuis la récession économique mondiale de 2009.»

Dir Dammen an Dir Hären, dat kënnt eigentlech schonn engem Ritterschlag no, deen d'Kommissioun eis do ausstellt. Et ass och esou, dass d'Kommissioun Schwieregkeeten hat, Recommandatioune fir Lëtzebuerg ze maachen, wéi mer eis Situatioun nach sollte verbesseren. Dofir sinn och nëmmen zwou Recommandatiounen erauskomm, mat deenen ech awer zum groussen Deel esou eigentlech net liewe kann, an ech wäert mech erklären.

Déi éischt Recommandatioun seet, dass mer eis Ekonomie musse méi diversifizéieren, dass mer méi mussen an der Recherche maachen an dass mer eng Rei Obstacles d'investissement mussen ophiewen hei zu Lëtzebuerg, dass mer also hei scheinbar där Obstaclen hunn.

Ech sinn, Dir Dammen an Dir Hären, erstaunt driwwer, vun der Kommissioun gesot ze kréien, dass mir eis musse méi diversifizéieren! Ech mengen, dass d'Kommissioun net wierklech matkritt huet, wat an deene leschte Joren alles hei gemaach ginn ass, fir eis ze diversifizéieren,

sief dat Beräicher wéi den Automotive, wéi den ICT-Beräich, wéi d'Logistik, wéi den Health-Tech, den EcoTech, de BioTech oder och nach d'Initiativ Space Resources, mat där mer weltwäit fir Erstaunen an och fir vill Unerkennung gesuergt hunn.

Ech sinn och erstaunt driwwer, dass d'Kommissioun net matkritt huet, dass, wat d'Recherche ugeet, d'Depensë vum Stat vun 23,6 Milliounen op 345,5 Milliounen am Joer 2017 an d'Luucht gaange sinn. Et ass och déiselwecht Kommissioun, déi eigentlech eis seet, mir géifen net genuch an der Recherche maachen, déi eis awer de Lead gëtt an engem enorm wichtegen europäesche Projet, nämlech deem vum High Performance Computing. Do si grouss aner Länner mat derbäi, mä Lëtzebuerg huet de Lead kritt, well mer déi Performancen hunn, déi d'Kommissioun sech erwaart, fir esou e Projet kënnen ze realiséieren. Also mengen ech, dass mer och doran net kënnen esou schlecht sinn.

Ech wëll och un all déi Konventiounen erënneren, déi den Héichschoulminister an de Rechercheminister gemaach huet, ënner anerem mat der Uni Lëtzebuerg, mam Fonds national de la recherche, mat de Centres de recherche publics. Ech ginn zou, dass et e Problem am Privatsecteur gëtt. Mä mir hunn x Mesurë geholl, fir ebe just och d'Aidë fir de Privatsecteur am Beräich vun der Recherche ze verbesseren, ze vereinfachen an och an d'Luucht ze setzen. Mä et muss ëmmer nach de Privatsecteur decidéieren, Recherche hei zu Lëtzebuerg ze maachen. De Stat ka se nun emol net forcéieren, dat ze maachen.

Dir Dammen an Dir Häre, am meeschte rose mécht mech awer, wann ech d'Kommissioun liesen, déi Remark, dass mir Obstacles à l'investissement hei zu Lëtzebuerg hätten, e Land, wou ech mengen, dass et an Europa kee méi oppent Land gëtt, kee méi accessibelt Land gëtt, fir Investissementer ze maachen!

An dat kréie mer gesot vun enger Kommissioun, déi elo seet, wou e grousse Lëtzebuerger Betrib, deen awer weltwäit e wichtege Betrib ass, nämlech ArcelorMittal, wëllt investéieren, wëllt an Italien eng Firma iwwerhuelen, do seet déiselwecht Kommissioun eis: „Da muss dee Betrib desinvestéieren! Fir dass mir em erlaben, deen do Investissement ze maachen, muss en desinvestéieren."

A wann dat zoutrëfft, wat een de Moment esou liest an héiert, dass duerch déi iwwerlieften Industriepolitik, duerch déi iwwerliefte Konkurrenzpolitik vun der Kommissioun elo de Site Diddeleng vun ArcelorMittal muss oder soll verkaaft ginn un e russesche Konzern, da si mer an enger Situatioun, wou d'Kommissioun eis forcéiert, e Wierk ze zerschloen a seng Deeler ze verkafen un e russesche Konzern, géint deen déiselwecht Kommissioun awer Sanktioune verhänkt!

Also, do muss ech Iech wierklech soen, do verstinn ech d'Kommissioun net méi. Mir hu Sanktioune géint Russland verhaangen a mir maachen awer eng Industriepolitik, déi e Betrib, en europäeschen, e Lëtzebuerger Betrib forcéiert, Deeler vu sech selwer u russesch Betriber ze verkafen. Dat ass mir an deem dote Punkt awer dann e bëssen ze héich, fir dat kënnen nozevollzéien!

Ech wëll Iech och da bei dëser Geleeënheet drop opmierksam maachen, dass ech gëschter Owend nach eng Reunioun hat mat de Gewerkschaften LCGB an OGB-L, fir iwwert deen Dossier ArcelorMittal ze schwätzen, wou mer eis och eens gi sinn, dass mer zwou Saache wäerte maachen.

Éischtens wäert ech un d'Kommissioun schreiwen, fir um nächste Conseil «Compétitivité» iwwert d'Sujeten Industriepolitik a Konkurrenzrecht - dat ëmmerhin datéiert vun 2004, also mat Sécherheet muss reforméiert ginn - ze diskutéieren, fir ze kucken, ob dat, wat mir de Moment an Europa praktizéieren, nach d'Riicht hält, ob dat nach sënnvoll ass.

An op där anerer Säit wäert ech awer och zesumme mam Nicolas Schmit e Bréif un déi Verantwortlech vun ArcelorMittal schreiwen, wou mer se wäerten op hir Verantwortung opmierksam maachen, déi se hu vis-à-vis vum Site Lëtzebuerg, vum Standuert Stolindustrie Lëtzebuerg. No all deene ville Jore vu Restrukturatioun, no all deene villen Affer, déi vun de Leit gemaach gi sinn, déi vun der Regierung gemaach gi sinn, déi vun de Gewerkschafte begleet gi sinn, mengen ech, dass ArcelorMittal och hei eng besonnesch Verantwortung huet, wat de Site Diddeleng ugeet. Dofir wäerte mer och eng Reunioun mat hinnen ufroen, fir iwwert d'Zukunft vun deem Wierk hei zu Lëtzebuerg ze schwätzen. Mir wäerten als Regierung op alle Fall net zouloossen, dass dat Wierk einfach esou verkaaft gëtt, ouni ofzesécheren, ouni sécher ze sinn, wat an Zukunft domadder geschitt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech kann och Är Bréiwer mat ënnerschreiwen, Här Schneider, just petite Précision,...

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Ech wollt lech net froen,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...fir datt Dir et elo net braucht ze soen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Här Wiseler, ech wollt Iech net froen, ob Der mat ënnerschreift, well Der waart d'Lescht esou derangéiert. Mä ech sinn awer frou, dass Der dat…

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech war net derangéiert, ech war ganz präzis an ech sinn och elo nach eng Kéier ganz präzis.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Wonnerbar! Da maache mir dat zesummen, Här Wiseler.

Eng zweet Recommandatioun, déi awer net manner erstaunlech ass vusäite vun der Kommissioun, ass déi iwwert d'Viabilitéit à long terme vun eise Renten a vun eise Pensiounen. Ech mengen, jiddwereen heibanne weess, dass mer eng grouss Rentereform gemaach hunn, de Pensiounssystem reforméiert hu mat der Reform vun 2012, wou eng ganz Rei Stellschrauwen dra virgesi sinn, déi sech eben ëmmer un d'Situatioun adaptéieren, a wou mer och haut scho mierken, dass se fonctionnéieren.

Mir hunn eng Reform gemaach vum Reclassement professionnel, mir hunn d'Gesetz gemaach iwwert d'Lutte géint de Chômage longue durée a mir hunn d'Reform gemaach vun der Preretraite. An, Dir Dammen an Dir Hären, Dir alleguerten heibanne wësst, dass eis Rentereserven esou héich sinn, wéi se nach ni waren. An dofir si mer och der Meenung, dass et kee Besoin gëtt, fir d'Renteleeschtungen erofzesetzen, fir de Rentenalter eropzesetzen oder fir d'Cotisatiounen eropzesetzen.

Ech hunn nach eng Kéier nogelies, wat e ganz eminenten CDU-Minister eng Kéier 1997 am Oktober am däitsche Bundestag gesot huet, ee Saz, deen, mengen ech, bei jiddwerengem, deen an där Generatioun grouss ginn ass, hänke bliwwen ass, dee gesot huet an och plakatéiert huet: „Denn eines ist sicher - die Rente!" Den Här Blüm huet dat deemools gesot, well e sech konnt ausrouen op enger Reserv vun 0,6 Méint. Dat heescht, den Här Blüm, wéi en decidéiert huet, dass d'Renten awer elo definitiv sécher wieren an Däitschland, hat genee fir 18 Deeg Reserven a senge Rentekeesen.

Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg huet véier an en halleft Joer Reserven an de Rentekeesen, oder anescht ausgedréckt 1.650 Deeg, wou keng Cotisatioun misst bezuelt ginn, fir d'Rente kënne vollstänneg weider auszebezuelen. An dofir mengen ech, Dir Dammen an Dir Hären, dass d'Regierung och hei richtegläit an net der Demande vun der Oppositioun oder der gréisster Oppositiounspartei muss nokommen, fir un d'Rente fréckelen ze goen.

Une voix.- Très bien!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Et gëtt nach en zweete Volet, dee mer mat Bréissel all Joer op de Leescht huelen, dat ass d'Strategie 2020, wou mir eis als Land jo fënnef Objektiver ginn hunn, wéi mer eist Land wëlle besser opstellen. Och do si mer an deene meeschte Beräicher um ganz gudde Wee. D'Kommissioun seet dat zumindest. Zum Beispill am Beräich vun den Énergies renouvelables hu mer eis Ziler alleguerten erreecht, am Beräich vun der Energieeffizienz wäerte mer och eis Ziler alleguerten erreechen.

Do, wou mer nach Nohuelbedarf hunn, ass am Beräich vun den CO_2-Emissiounen, déi mer jo sollen ëm 20% reduzéiere bis 2020. Dofir huet d'Regierung eng Rei Aktiounen an deene leschte Méint a Jore geholl. Den zweete Plan d'action national de réduction des émissions de CO_2, den drëtte Klimaplang, d'Klimabank, déi mer agefouert hunn, de MoDu an elo d'Mobilité-durable-Strategie, wou Investitiounen an den éffentlechen Transport gemaach gi sinn - de Premier ass gëschter drop agaangen -, sief dat den Tram, de Funiculaire, den Ausbau vum Schinnennetz et j'en passe.

En anere Punkt ass dee vum Décrochage scolaire. Hei läit Lëtzebuerg och alt erëm eng Kéier bedeitend besser wéi d'Moyenne vun der Europäescher Unioun. Bei eis briechen nëmmen - „nëmmen" entre guillemets - 6,7% vun de Schüler hir Schoulen of. An der Europäescher Unioun läit d'Moyenne bei 10,6%. A mir haten eis en Zil ginn, fir ënner 10% ze bleiwen, wat mer largement also mat engem Taux vu 6,7% erreecht hunn. Mä mir wäerten trotzdeem weider doru schaffen, fir deen och an Zukunft nach erofzesetzen.

Diplomëierter aus dem Enseignement supérieur, och do läit Lëtzebuerg bedeitend besser wéi d'europäesch Moyenne. Mir haten eis en Zil gi respektiv mir sinn op engem Taux vu 54,5% vun Héichschoulofschléss hei zu Lëtzebuerg. D'Moyenne an der EU läit bei 39,7%. A bei eis ass d'Tendenz nach weider no uewen, dat heescht, ëmmer méi Leit, ëmmer méi jonk Leit, déi en Héichschoulofschloss kréien. Dat huet och net zulescht domadder ze dinn, dass mer natierlech eng Uni zu Lëtzebuerg entretemps hunn an dass mer déi Uni mat deenen néidege Moyenen dotéieren. Fir Iech ze soen, 2009 huet d'Uni eng Subventioun kritt vun 72 Milliounen, entre-temps sinn et déck 100 Millioune méi, nämlech 173,5 Millioune fir d'Joer 2018.

Beim Taux d'emploi huet Lëtzebuerg sech en Zil ginn, dass 73% vu senger Bevëlkerung sollen an engem Aarbechtsverhältnis sinn. Mir sinn haut bei 71,5%, et feelt also net méi vill, fir eist Zil ze erreechen. Et muss een allerdéngs soen, dass mer bei deenen 71,5% stagnéieren. Dofir hu mer och do eng Rei nei Mesurë geholl, ënner anerem och eng, déi méi symbolesch ass, mä awer wichteg, déi de Finanzminister proposéiert huet, wat d'Imposition individuelle optionnelle ugeet, fir dass déi Leit, déi zu zwee schaffe ginn, och gesinn, wat si reell verdéngen, an net d'Gefill hunn, dass deen, deen déi zweet Steierkaart huet, deen ass, dee just fir d'Steiere schaffe geet.

Mir hunn de Plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes an d'Liewe geruff, d'Plattform JobBoard bei der ADEM, mir hunn d'Garantie pour la jeunesse agefouert, mir hunn och rezent d'Reglementatioun vun de Stagen erneiert, alles Mesuren, fir eben den Taux d'emploi zu Lëtzebuerg weider an d'Luucht ze bréngen, well mat all Resident, dee schaffe geet, brauche mer finalement och ee Frontalier manner, deen natierlech dann och manner op de Stroossen ënnerwee ass, wat jo en anere Sujet ass, deen de Premier gëschter ugeschwat huet.

Dann dee leschte Punkt, dee vum Risque de pauvreté. Risque de pauvreté, deen zu Lëtzebuerg e gudde Krack ënnert deem läit vun der Moyenne vun der Europäescher Unioun. An awer si mer net zefridden domat. Mir kënnen net akzeptéieren an engem Land wéi Lëtzebuerg, dass Leit, dass 19,8% vun der Populatioun net forcement aarm sinn, mä am Risiko sinn, eng Kéier aarm ze ginn. An dofir huet dës Regierung och eng ganz Rei Mesurë geholl, fir déi Situatioun ze verbesseren, sief dat iwwert d'Steierreform, wou mer de Crédit d'impôt fir déi ënnescht a fir déi mëttel Akommesklasse verduebelt hunn, sief dat duerch all déi Mesuren, déi mer gemaach hu fir d'Monoparentallen, sief dat d'Reform vum REVIS, d'Allocation de vie chère, déi mer verbessert hunn, de Mietzuschuss, d'gratis Kannerbetreiung, gratis Schoulbicher an esou weider.

Et muss een allerdéngs och hei soen, dass all déi Sachleeschtungen do net mat consideréiert ginn, all déi Transferts sociaux net mat consideréiert ginn, wann eisen Aarmutsrisiko gerechent gëtt, soss wäre mer bedeitend manner héich wéi déi 19,8%, déi mer de Moment um Leescht stoen hunn. An nach ass et esou, dass dës Regierung sech eens ass, dass och hei nach Handlungsbedarf bleift an dass mer an dëser Regierungsperiod, an dëser Legislaturperiod, an de Finanzminister huet et op eng beandrockend Aart a Weis elo just duergestallt, déi makroekonomesch Facteure vun dësem Land erëm alleguerten op gréng Konte stellen, sief dat, wat den Defizit ugeet, sief dat, wat d'Statsschold ugeet, sief dat, wat de Wuesstum ugeet, wat de Chômage ugeet. Dat hu mer alles fäerdegbruecht!

Mir hunn awer parallell nach eng Steierreform fäerdegbruecht, wou anerer heibanne gesot hunn, déi kéinte mer eis net leeschten. Mir hunn eng ganz Rei sozial Mesurë geholl. Ech hunn eng Rei dovu virdrun ugeschwat. An nach si mer der Meenung, dass déi nächst Regierung, nodeem déi makroekonomesch Facteure vun dësem Land erëm an der Rei sinn, derfir suerge muss, dass déi Schéier tëschent deenen, deen et manner gutt geet, an deenen, deen et besser geet, nach méi enk zesumme wäert kommen, speziell an de Beräicher vun de Monoparentallen, vun de klenge Rentner, vun der Besteierung och vun deene Renten, vun de Familljе mat méi Kanner.

An ech mengen, dass d'Parteien hei ronderëm den Dësch an deenen nächste Wochen a Méint och alleguerten hir Propositiounen dozou wäerte maachen. Ech wëll just soen, dass dës Regierung - dës Regierung! - de Spillraum geschaaft huet, fir an där nächster Legislatur hei nach eng ganz Rei Mesurë kënnen ze huelen.

Voilà, dat gesot, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Wirtschaftsminister. Da fänke mer elo mam allgemengen Debat un. An éischte Riedner ass de Fraktiounschef vun der CSV, den Här Claude Wiseler.

3. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR)

Débat général

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Villmools Merci, Här President. 2013 koume mer aus enger vun deene schwéierste Finanz- a Wirtschaftskrisen eraus, déi Europa an d'Welt jee kannt hunn. Haut hu mer weltwäit, europawäit eng Wuesstumsphas, déi een zu Lëtzebuerg selbstverständlech spiert, mä déi een an all europäesche Länner an engem äänleche Mooss quasiment spiert. Zu Lëtzebuerg ware mer 2009 op minus 4,4% PIB-Wuesstum respektiv Regressioun. Haut si mer op méi wéi 3% respektiv d'Previsioune si méi wéi 4% an deenen nächste Joren.

An der Eurozon ass et bal äänlech. Mir waren 2009 op minus 4,5%, mir wäerten 2017 oder mir sinn 2017 op plus 2,4%. An anere Länner, just fir déi ze nennen, déi zum Beispill ënnert dem europäesche Parapluie waren, Irland war minus 4,3% 2009 an dat ass haut op plus 7,8% PIB-Wuesstum. En allgemenge Phenomeen, wou Lëtzebuerg selbstverständlech och dovunner profitéiert. A mir sinn extrem frou driwwer, datt dat esou ass. Dat spigelt sech wéi an all Land an Zuele vum Chômage erëm. Dat spigelt sech an Zuele vun Investissementer erëm. Dat spigelt sech selbstverständlech och a Budgetszuelen erëm.

Mir stelle fest, datt, wéi ëmmer an der Wirtschaftspolitik, an Zykle gefuer gëtt. An et ass esou, datt Lëtzebuerg, well mer awer nach méi oder wéineg monolithesch sinn, extrem exposéiert ass, mat där Oppenheet, déi mer hunn, datt mer extrem fragill sinn, den Zyklen, den ekonomeschen Zyklen ausgesat. A fir mech ass evident, all politesch Konklusioun muss dozou féieren, datt een, wann ee mëtten an engem Zyklus ass, ëmmer muss deen nächsten Zyklus scho virbereeden. Politik ass net maachen, wéi wann déi Situatioun, an där een haut wär, géif ëmmer an ëmmer an ëmmer weidergoen. Politik ass u sech deen nächsten Zyklus scho virbereeden.

Dat heescht, wann et eis schlecht geet, wéi an der leschter Legislaturperiod mat där gréisster weltwäiter Finanzkris, da geet et u sech drëm, op där enger Säit ze kucken, datt een d'Ausgaben am Grëff behält, datt ee Gerechtegkeet a senge Spuerprogrammer huet. Mä et gëllt awer och anerersäits ze kucken, datt ee prett ass, wann eng Reprise kënnt. Dat huet déi viregt Regierung gemaach, den Tissu économique gehalen, Programmer gemaach, datt eis Entreprisë konnten iwwert déi Kris kommen, fir datt et duerno kéint weidergoen.

Wann et eis gutt geet, da geet et drëm, wéi haut, fir de Wuesstum ze geréieren, fir dat uerdentlech, korrekt, gerecht ze verdeelen, an op där anerer Säit awer och, fir virzebereeden, datt ee prett ass, datt ee fit ass, wann déi nächst Kris da kënnt. An datt se eng Kéier kënnt, wéini weess ech net, mä datt se eng Kéier kënnt, dat schéngt evident an normal ze sinn. An duerfir ass eng Virbereedungsaarbecht eng Aarbecht, fir sech prett ze maachen, fir sech fit ze maachen, och dat, wat zu enger responsabeler Politik gehéiert.

Ech sinn, well mer an der Oppositioun jo sinn, ganz oft ënnerwee, schwätze mat ganz ville Leit, wéi vill vun Iech d'ailleurs, an ech stellen ëmmer fest - ech stellen ëmmer fest -, datt d'Leit mat deem, oder vill Leit, déi meescht Leit wëssen, datt et eis haut zu Lëtzebuerg gutt geet, och ganz zefridde sinn, bis natierlech op enger Rei Ausnamen, Sozialfäll, déi ëmmer Schwieregkeeten hunn. Mä e groussen Deel vun de Leit, dee weess, datt et hinnen haut gutt geet, mä dee stellt haaptsächlech d'Fro: Kënnt Dir eis als Politiker garantéieren, datt et eis och an den nächste fënnef, zéng, fofzéng Joer gutt geet?

An d'Erausfuerderung vun der Politik ass genau déi! D'Erausfuerderung vun der Politik ass, iwwer Jore laangfristeg kënnen dee Wuelstand ze garantéieren, ze geréieren. De Premier huet gëschter e Bild gezeechent, esou wéi mer haut sinn: Et ass alles schéin, et ass alles wonnerbar, e bloen Himmel. Ech wëll dat och laangfristeg kucken an da fält de Bilan awer liicht anescht aus.

En huet gesot, datt d'Budgetszuelen…

(Brouhaha)

Une voix.- Oh, wat en Aarmut!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- En huet gesot, datt d'Budgetszuelen, also ech hu gesot, datt d'Budgetszuele sech evidenterweis op déi ekonomesch Situatioun zréckspigele vun haut, wat eng gutt ekonomesch Situatioun ass. An trotzdeem, och wann d'ekonomesch Situatioun gutt ass, och wann d'Budgetszuele besser si wéi virun enger Zäit, wëll ech awer op eng Rei Fakten opmierksam maachen, déi fir mech trotzdeem wesentlech sinn.

Deen éischte Fakt, dat ass, datt mer mat engem Wuesstum vun 3%, 4%, 5% iwwert déi lescht Joren an och an der Previsioun vun den nächste Joren awer nach 2018 en Defizit am Zentralstat vu 587, 2019 vu 453 an 2020 vun 352 Millioune schreiwen. Dat ass erofgesat gi par rapport zu deene Previsioune virdrun, mä tëschent 2017 an 2020 reng faktuell an den Zuelen ass et e cumuléierten Defizit vun 1,6 Milliarden Euro, mat engem Wirtschaftswuesstum vu 4% bis 5% d'Joer.

D'Regierung huet den Defizit 2017 staark erofgesat, esou gesäit et op jidde Fall an dësem Moment aus, vun enger Milliard op ronn minus 220 Milliounen. D'Fro stellt sech: Wéi huet se et gemaach? Eng Rei Explikatioune si komm. Wat ass d'ekonomesch Situatioun? Et ass evidenterweis, datt méi Recetten erakomm sinn op deene verschiddene Budgetsposten.

Op där anerer Säit, an ech liesen dat an der Banque centrale an ech liesen et och an den Avise vum Statec, sinn awer och Arrierëë vu viru Joren 2017 méi staark eragefuer ginn, wéi dat déi Jore virdrun de Fall war. D'Avancen, déi iwwert d'Steierreform hätten theoretesch missen erofgesat ginn, sinn um selwechten Niveau weidergefouert gi wéi déi Jore virdrun.

An da stellen ech fest, datt par rapport zum Pluriannuel 2017 bis 2021, deen eis viru véier Méint virgeluecht ginn ass, wou Investissementer an dem Zentralstat vun 2,4 Milliarde virgesi waren, elo am PSC nach 2,056 Milliarden Investissementer virgesi sinn, dat heescht 360 Milliounen Investissementer manner wéi 2017, wann ech d'Zuele richteg verstinn. Mä ech waarde gär da muer op d'Explikatioune vum Finanzminister. 360 Milliounen Investitiounen, déi net getätegt gi sinn an déi zu engem Deel natierlech dozou bäidroen, fir ze explizéieren, firwat de Budget vun 2017 manner grouss ass.

Et gëtt gesot: „Mir hunn d'Scholdespiral am Grëff." Ech fannen dat ëmmer lëschteg, wann dat gesot gëtt. Wann ech kucken, 11 Milliarden, seet den Här Gramegna, hutt Der geierft vun der leschter Regierung, 11 Milliarde ware Scholden do, déi duerchaus an enger Wirtschaftskris erklärbar sinn, firwat se an d'Luucht gesat gi sinn. Wat mir manner verstinn, dat ass, datt se och bei engem Wuesstum vu 4% bis 5% nach an d'Luucht ginn, 12,7 Milliarden haut, 13,9 Milliarden 2020 geplangt, eng Schold, déi also en valeur absolue 27% an deene Joren do wäert klammen, 2020 wäert bei 13,9% vum PIB leien.

Dat sinn net meng Zuelen, dat sinn Zuelen, déi Dir eis gëschter an dem PSC selwer geliwwert hutt!

An aus dem PNR schléissen ech eraus, datt déi Diversifikatioun, déi soll gemaach ginn, seet de PNR, den Här Schneider huet dat probéiert virdrun ze erklären, ech stelle fest, datt awer déi Diversifikatioun an den Zuelen net esou gemaach ginn ass, wéi dat am Ufank geduecht war. An ech maachen et un enger Zuel fest, déi awer eng ass, déi net vill changéiert huet par rapport zu deem, wat virdru war. Mir hunn et net fäerdegbruecht. An ech weess, wéi schwéier et ass, fir d'Diversifikatioun vun eise Recetten hinzekréien!

43% vun enger ganzer Rei vu Recettë vu Steiere kommen nach wie vor aus dem Finanzsecteur. Dat heescht, mir sinn zu engem ganz groussen Deel monolithesch op de Finanzsecteur, wat eis Recetten ugeet, nach konzentréiert. An dat, wou och déi international Instanzen eis konstant drop opmierksam maachen, och wann den Här Schneider da seet, hie wär net domat d'accord, hie géif dat einfach net akzeptéieren, dat ass, datt mer déi laangfristeg Fragilitéit vun eise Sozialsystemer awer mussen am A behalen an drop reagéieren an datt mer och eng grouss Gefor an der Logementssituatioun hei zu Lëtzebuerg hu mat deene Präisser, déi Joer fir Joer an d'Luucht ginn.

Ech wëll haut awer net eng nächst Budgetsried halen. Déi hu mer scho virun dräi, véier Méint gemaach a meng Meenung driwwer, déi ass do ganz kloer, eis Meenung ass do ganz kloer zum Ausdrock komm.

Ech wëll haut e Bild zeechnen iwwert d'Situatioun, d'partiell Situatioun zumindest, esou wéi se eis virläit iwwert déi gemaachten Aarbecht, déi geleeschten Aarbecht an deene leschte Joren an iwwert déi politesch Noutwendegkeeten, iwwert déi Erausfuerderungen, déi mir momentan als CSV an der aktueller Situatioun gesinn, déi Erausfuerderungen, déi Reaktiounen dozou an déi Politikgestaltung, déi mer wëllen aus där Situatioun do erausleeden. An dat wäerten och sécherlech a mengen Aen d'Diskussiounen an deenen nächste Méint ginn, wat den Enjeu vun eiser Wahlcampagne ugeet.

Fir d'Éischt wëll ech soen, datt mer, fir de Wuelstand hei zu Lëtzebuerg ze halen, de Wuesstum evidenterweis brauchen. Dat ass mer kloer. D'CSV seet also Jo zum Wuesstum. Mir hunn awer haut den demografesche Wuesstum. An an deem Rhythmus, wou mer demografesch wuessen, ass et schwéier ze packen, wann dat laangfristeg am demografesche Wuesstum esou weidergeet.

Mir mussen oppassen, datt déi negativ Konsequenzen, déi aus deem demografesche Wuesstum erauskommen, net déi positiv Konsequenzen, déi ee klassesche Wuesstum huet, iwwerschreiden. Mir mussen de Wuesstum also begleeden, an duerfir wëll ech haut op 15 Punkten agoen, wou ech mengen, wéi mer eis sollen opstellen an deenen nächste Joren, fir u sech déi Evolutioun, déi virauszegesinn ass, esou ze begleeden, esou am Grëff ze behalen, datt d'Liewensqualitéit, d'Liewen hei zu Lëtzebuerg och nach sënnvoll ass.

Dat éischt grousst Kapitel, wou ech wëll drop agoen, dat ass u sech, wéi mer eis mussen organisatoresch, administrativ hei zu Lëtzebuerg opstellen, well och eis Organisatioun, déi Aart a Weis, wéi mer un dee Wuesstum eruginn, déi Aart a Weis, wéi mer eist Land opstellen, wesentlech ass, fir ze kucken, datt mer déi Modernitéit, an déi mer eraginn, och esou am Grëff behalen, datt et sënnvoll ass.

Duerfir soen ech ganz kloer, éischte Punkt: Eist Land brauch eng nei Verfassung an deenen nächste Joren, well mer Kloerheet brauchen, well mer haut a Gewunnechten, Verfassungsgewunnechten, géif ech et nennen, liewen, an déi mussen an Zukunft kloer beschriwwe ginn. Mir mussen eng Verfassung hunn, déi krisefest ass. 2013 hu mer bei där politescher Kris gesinn, datt dat net onbedéngt an allem Detail de Fall war. Do musse mer Kloerheet schafen.

Mir brauchen nei Instrumenter an der Politik, wéi de Vote de confiance, wéi d'Motion de censure.

Mir brauchen eng moderniséiert Justiz, e Conseil national de la magistrature.

Mir brauchen och an der Verfassung e festgehalenen Ëmgang mat Reliounen, fir datt mer déi ganz Diskussiounen, déi fir vill Opreegung gesuergt hunn an deene leschte Joren, an e rouegt, definitiv a rouegt Gewässer erakréien.

Mir brauche verschidden nei Rechter an der Constitutioun. Eist Land brauch et, a mir hunn duerfir och aktiv matgeschafft an deene leschte Méint an där Kommissioun vun den Institutiounen.

D'Regierung war ugetrueden, fir déi Verfassungsreform ze maachen. Et waren e puer Punkten, wou dës Regierung net mat der CSV eens war a wou se am Ufank vun der Legislaturperiod probéiert huet, d'CSV an den Eck ze drécken, andeem se e Referendum organiséiert huet mat am Ufank véier Froen, duerno dräi Froen, well se wollt iwwert d'Meenung vun der CSV ewechgoen, fir an deene Punkte recht ze kréien, well se wollt d'CSV mat dem Referendum an den Eck drécken.

Dat ass misslongen. Mir stoungen duerno mat 80% vun der Bevëlkerung am selwechten Eck an dee Calcul, deen d'Regierung sengerzäit gemaach huet, ass net duergaangen, mä e war awer ganz schlecht, ganz schlecht…

(Interruption)

Ech weess dat. Ech weess dat! Mä dat war ganz schlecht fir d'Kohäsioun vun eisem Land, well et eiser Diskussioun mat den Netlëtzebuerger ganz vill am Atmosphäresche geschuet huet.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- ...dat huet den Här Wiseler richteg gesot: „Mir stoungen", also als CSV, „mat deenen 80% am Eck!"

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et war eng Formule, fir et ironesch auszedrécken, Här Bettel, datt mer mat 80% net an engem Eck stoungen, mä datt mer mat 80%…

(Interruption et brouhaha)

Jo!

Här Bettel, ech passe ganz gutt op, datt ech nëmmen am éischten Degré mat Iech schwätzen.

(Hilarité générale et brouhaha)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Här Wiseler, fuert Dir weider!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dee Referendum war sengerzäit net gutt fir d'Kohäsioun, fir d'Zesummeliewe mat den Auslänner. A mir sinn der Meenung, datt mer duerch déi Diskussiounen, déi mer do haten, mindestens ee Joer verluer hunn, dat eis haut bei der Verfassungsreform ganz einfach feelt.

Mir hunn haut nach keen Text, deen definitiv fäerdeg ass respektiv mir hunn dee leschten Artikel d'lescht Woch fäerdeggestallt an der Verfassungsreform. A mir sinn elo eréischt amgaangen, d'Rapporten definitiv ze schreiwen. Ech wëll soen, datt dee Verfassungstext net hätt kënnen, och wa mir am Oktober 2016 net gesot hätten, mir géife kee Referendum méi wëlle maachen, datt deen Text a mengen Aen, an eisen Ae souwisou duerch déi verlueren Zäit dës Legislaturperiod net hätt kënne kommen.

Ech wëll awer soen, datt trotzdeem vill Aarbecht…

(Interruption)

...geleescht ginn ass,...

Plusieurs voix.- Aah!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- ...an ech wëll dem Här Meyers an dem Här Bodry, ech maachen et trotzdeem, och wann Der net do mat mer d'accord sidd, ech wollt Iech am Fong Merci soen, Här Bodry, fir déi Aarbecht, déi Dir an den Här Meyers virdru geleescht hutt, well mir sinn awer weiderkomm an den Aarbechte vun der Verfassung a mer hunn haut e Resultat um Dësch leien. Ob ech zefridde si mam Resultat, do soen ech: net ganz, well dat Resultat, wat mer doleien hunn, ass ëmmer e Resultat, e Kompromiss vu ville Parteien, deen ee muss sichen. Kee vun eis ass honnertprozenteg zefridde mat deem, wat um Dësch läit, mä mir kommen der Saach awer vill méi no.

Ech mengen, datt et elo muss weidergoen, andeem mer de Rapport fäerdeg maachen, dat hu mer esou och mateneen ofgemaach. An dann, ob mer dann en Engagement vun all Parteie maachen, fir ze kucken, datt mer eis engagéieren, fir no de Wahlen och déi Prozedur unzefänken, déi zu enger neier Verfassung féiert. Dat muss no de Wahle gemaach ginn. Ech mengen, datt mer e Referendum musse maachen no den nächsten Europawahlen.

Ech wëll hei op der Tribün zwou Saache soen, well déi Fro oft gestallt ginn ass. D'Fro gëtt jo oft gestallt: „Maacht Der dat do net, fir dann iergendzwousch als Partei ofzesprangen no de Wahlen?"

An ech wëll hei ganz kloer soen: Wa mir en Accord fannen, da géife mer gär deen Accord bei de Leit dobaussen och duerchdiskutéieren, da géife mer gär kucken, datt mer mat déi Explikatiounen un d'Leit kréien. A wann eppes Gréisseres ze ännere wär, wëlle mer eis op dozou weisen.

Mä vum Prinzip hier soen ech ganz kloer: Wa mir elo en Accord fannen, a mer wäerten ee fannen, da steet eis Partei, ob mer an der Majoritéit sinn oder an der Oppositioun, no den nächste Wahlen zu deem, wat mer ofgemaach hunn. Mir brauchen eng nei Verfassung an d'CSV wëllt se. Ech wéilt just datselwecht vun deenen anere Parteien, datselwecht Engagement vun deenen anere Parteien och héieren,…

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- ...ob Der an der Majoritéit sidd oder an der Oppositioun sidd! Ech soen eng Ausso fir meng Partei, fir eis Partei. Ech géif se och gäre vun Iech héieren.

An ech soen hannendrun, datt mer och e Referendum solle maache fir déi Verfassung! Ech gesinn näämlech net, wat een an e Referendum soll ginn, wann et net eng Verfassungsreform ass, wann et net dat wichtegst Gesetz ass, wat mer hei am Land hunn! Wa mer dat net iwwer Referendum ofstëmme loossen, da weess ech net, wat mer an eng Verfassung solle schreiwen. Et ass ee wichtegen Text. Duerfir soen ech: Kommt, mer ginn en an de Referendum, kommt, mir maachen dat!

Ech hu Vertrauen an deen Text, dee mer gemaach hunn. Ech hu Vertrauen an déi Explikatiounen, déi mer kënnen de Leit ginn, an ech hunn och Vertrauen an d'Lëtzebuerger, fir déi nei Verfassung do matzestëmmen. Ech wëll de Referendum an ech proposéieren, datt mer dee sollen no den nächste Wahle maachen, fir gutt unzekommen a fir eng nei konstitutionell Ära zu Lëtzebuerg unzefänken.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir brauchen och, fir dee Wuesstum, fir déi Evolutioun uerdentlech ze maîtriséieren, eng Territorialreform zu Lëtzebuerg. Mir brauche staark Gemengen! Dat dagdeeglecht Liewe weist, datt kleng Gemenge ganz oft Schwieregkeeten hunn, déi technesch Contrainten, déi Accueilscontrainten, déi se brauchen, déi se musse maachen, déi administrativ Contrainten, déi se hunn, uerdentlech, korrekt a gutt ze leeschten.

Mir sinn zur Konklusioun komm, datt dat mat 102 Gemengen hei an dësem Land net méiglech ass, datt et awer noutwendeg ass, datt mer dem Bierger eng Garantie ginn, fir déiselwecht Servicer iwwerall kënnen unzebidden, egal wou en um Territoire wunnt. Duerfir si mer der Meenung, datt eng Territorialreform gemaach sollt ginn, déi eis op 60 Gemengen erofsetzt. Dat ass evidenterweis eis Zilsetzung. D'Majoritéit ass d'ailleurs och därselwechter Meenung, datt mer sollen an déi Richtung goen. Deen eenzegen Ënnerscheed, dat ass, datt d'Majoritéit seet, dat muss fräiwëlleg gemaach ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- An deem Rhythmus, wéi et an deene leschte Joren dës Legislaturperiod, déi Legislaturperiod virdru gemaach ginn ass, dat heescht, véier Fusioune pro Legislaturperiod, si mer awer bis déi Zilsetzung 50 Joer - 50 Joer! - amgaangen! Dat ass ze spéit,...

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- ...wa mer wëllen de Wuesstum an de Rhythmus vum Wuesstum esou mathalen an esou organiséieren. Soudatt mir proposéieren, datt mer sollen esou schnell wéi méiglech eng Kaart zeechnen no den nächste Wahle vun de Gemengen, déi soll ëmgesat ginn, an esou schnell wéi méiglech och d'nächst Legislaturperiod, an datt déi nei Fusiounskaart soll eréischt 2029 a Realitéit antrieden, fir datt d'Gemengen d'Méiglechkeet hunn, wärend sechs Joer oder wärend siwen, aacht Joer sech uerdentlech drop virzebereeden, datt mer mat enger neier Territorialkaart kënnen à partir vun 2029 ufänken. Dat kann natierlech och schonn éischter si fir déi Gemengen, déi et éischter decidéieren. Op jidde Fall ass dat eng Propositioun, déi mir maachen, fir d'Organisatioun am Land hei besser am Grëff ze behalen a fir esou de Wuesstum besser ze geréieren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Niewent der Territorialreform sinn och nach aner Organisatiounsfroen, déi sech um Gemengeplang stellen. Mir hunn eng Diskussioun iwwert d'Trennung vun de Mandater hei zu Lëtzebuerg. Ech soen, fir eis ass dat och eng Fro vun der Professionaliséierung vun de Buergermeeschteren.

Am Kader vun enger Territorialreform, wou Der gréisser Gemengen hutt, wou Der gréisser Strukturen hutt, déi och eng professionell, och eng professionell politesch Féierung brauchen, schéngt et eis absolutt sënnvoll ze sinn, datt een déi Trennung vun de Mandater ugeet.

Duerfir och ganz kloer déi parallell Propos zur Territorialreform: Wa mer eng Reduktioun op 60 Gemenge maachen, si mer der Meenung, datt mer sollen higoen, fir dann e professionelle Buergermeeschter anzeféieren an d'Trennung vun de Mandater, vum Deputéiertemandat a vum Buergermeeschteschmandat, à partir vun 2029 virzeschloen. Dat ass fir eis eng Organisatiounsfro fir d'zukünfteg a performant Gemengen.

Véiertens, d'Gemengefinanzen. Dës Regierung huet eng Reform vun de Gemengefinanze gemaach. Déi Reform war och an eisen Ae wichteg a vum Prinzip aus ze begréissen. Mä et ass awer ganz kloer, datt mer an där Reform eng Benodeelegung vum ländleche Raum erëmfannen, andeem de Kritär vun der Zone verte aus deem doten Text erausgeholl ginn ass.

Duerfir ass fir eis och ganz kloer: Wa mer haaptsächlech déi Gemengen aus dem ländleche Raum an Zukunft uerdentlech a korrekt wëllen ënnerstëtzen, da muss dee Kritär vun der Zone verte erëm an dat Gemengefinanzgesetz eragefouert ginn. A souwisou ass et esou, wa mer eng Territorialreform maachen, wa mer op 60 Gemengen zréckginn, da muss dee ganzen Text nach eng Kéier ganz iwwerkuckt ginn, well da muss eng aner Organisatioun och an de Gemengefinanzen nach zousätzlech kommen.

Fënnefte Punkt, dee vun der Landesplanung. Eist Land ass kleng. Mir hunn e staarke Wuesstum. An duerfir musse mer eis gutt organiséieren. Dës Regierung war ugetrueden, fir der Landesplanung eng Prioritéit ze ginn! Dës Regierung war ugetrueden an huet eis gesot, elo

géif emol gewise ginn, wat politesche Courage wär, wéi ee géif an der Landesplanung Neel mat Käpp maachen! A wou sti mer do no véier an engem hallwe Joer Gambia-Politik?

Éischtens, mir hunn elo eréischt virun zwou Wochen e Gesetz kritt.

Zweetens, mir hoffen, datt an deem Gesetz och all déi Prozeduren, déi dra sinn, elo richteg sinn, datt déi Plan-sectoriellen och kënnen an d'Realitéit ëmgesat ginn. Mir zweifelen nach zu engem Deel dodrun.

A mir stellen och fest, datt aus deem Gesetz eng Rei Moossnamen erausgeholl gi sinn, déi an eisen Ae wichteg waren, well se u sech dem Aménagement du territoire Kraaft ginn hunn, verschidde Saachen an der Realitéit ëmzesetzen, wéi zum Beispill e contraignantë Parkraummanagement oder wéi zum Beispill d'Méiglechkeet, fir datt e Programme directeur d'aménagement du territoire och eng juristesch Basis huet, wou den Innenminister sech kann drop beruffen, wann e PAGen analyséiert. Dat ass net méi am Text heidran. Duerfir hu mer en net gestëmmt. Dat ass awer réellement problematesch a muss och an zukünftege Gesetzer verbessert ginn!

De Minister huet en Text vum Parkraummanagement separat versprach gehat, deen ass awer nach net do.

De Minister huet och eng Diskussioun iwwert de Programme directeur d'aménagement du territoire elo eréischt lancéiert, déi 2019 an 2020 da soll zu engem Schluss gefouert ginn. Mir hu keen neie Plan sectoriel, deen elo deposéiert ass. Mir waarde mat Ongedold drop, datt se dann an deenen nächste Woche presentéiert ginn.

Mir si mëtten an enger Prozedur, wou d'Gemengen amgaange sinn, hir PAGen nei ze maachen, wou 38 Gemengen an der Prozedur sinn a 64 Gemengen nach net an der Prozedur sinn! Ech froe mech, wat fir eng Uerdnung dat elo ass, wou mer fir d'Éischt emol d'PAGe fäerdeg maachen, da komme Plan-sectoriellen an da kënnt en neie Programme directeur d'aménagement du territoire! Misst et net ëmgedréit ugepaakt ginn? De Programme directeur d'aménagement du territoire, deen dat Ganzt encadréiert, misst virgemaach ginn, da misste Plan-sectoriellen do sinn an da missten d'PAGe kommen, ansonste muss erëm alles ëmgeännert ginn.

An haaptsächlech, an dat ass mäi grousse Risk:...

(Brouhaha)

Ech hoffe just,…

(Coups de cloche de la présidence.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...datt mer an deene verschiddene Saachen, déi mer elo kréien, net och nach Kontradiktiounen dran hunn, déi eis da blockéieren an der reeller Evolutioun.

(Interruption)

Véier wesentlech Froe wäerten an deenen nächste Wochen ugepaakt ginn an de Plan-sectoriellen, déi deposéiert ginn:

Wou schaffe mer? A mir wëssen, datt mer an deene leschte Jore vill Schwieregkeeten haten, haaptsächlech wa PMEe gesicht hunn, fir Terrainen ze fannen, fir sech ze implantéieren.

Wou wunne mer? Mir hu festgestallt, datt mer 6% bis 7% Augmentatioun vun de Präisser an deene leschte Jore kannt hunn.

Wou beweege mer eis? De MoDu 2.0 muss absolutt frësch gemaach ginn, fir deenen neie Croissancegegebenheeten ugepasst ze ginn.

Wou si mer an der Ëmwelt drun? An hei freet d'Agrikultur, hei freet d'Landwirtschaft, datt déi Flächen, op deene si schaffen, och reservéiert gi fir Agrikulturaarbecht an net kënne gebraucht gi fir schlussendlech Kompensatiounen, mä datt se reservéiert gi fir Agrikulturaarbecht.

Mir si gespaant, ob déi Plan-sectoriellen, déi dann an zwou, dräi Wochen erauskommen, op déi richteg Froen, déi sech stellen, Äntwerte ginn an ob mer an der Realitéit och eppes kënnen domadder ufänken, ob den Aménagement du territoire, esou wéi en dann an der Realitéit geplangt gëtt, och eng Chance huet, fir duerno effikass ze sinn an eppes ëmzesetzen.

Ech fannen et just erstaunlech, datt mer sechs Méint virun de Wahlen eng grouss Debatt iwwert den Aménagement du territoire musse féieren, eng iwwert de Logement musse féieren, eng iwwert d'Mobilitéit musse féieren, wou am Fong haaptsächlech e Katalog all Kéiers opgestallt ginn ass vun deene Saachen, déi an dëser Legislaturperiod net gemaach gi sinn an déi nach opbleiwen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- An aus där virdrun!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- E puer Wuert iwwert d'Logementspolitik, well d'Logementspolitik awer eng vun deene gréisste Suergen ass, déi momentan zu Lëtzebuerg sinn, säit Joren, soen ech awer och gär hannendrun! D'Regierung war ugetrueden, fir och do, esou ass et gesot ginn, 2013-2014 e Paradigmewiessel ënnert där fréierer Logementsministesch ze maachen. Doraus war eng Prioritéit gemaach ginn. De Premier sot a sengem État de la nation 2014, datt de Stat an deenen nächste Joren iwwer 10.000 Wunnechte géif bauen oder deelweis finanzéieren, e groussen Deel fir de Locatif. An de Bilan dovun ass net 10.000 Wunnengen, mä 2.000 Wunnenge si mat Hëllef vum Stat gebaut ginn, dovunner 735 Studentewunnengen a just 572 sozial Mietwunnengen.

De Fonds du logement huet et fäerdegbruecht, 2016 ganzer 19 Wunnengen ze bauen. D'SNHBM huet besser geschafft, huet an där ganzer Period der 770 gebaut. De Logement huet de Besoin. Wa mer d'Evolutioun vun haut kucken, missten all Joers mindestens 6.500 Wunnenge gebaut ginn. Mir sinn awer haut bei engem Taux tëschent 3.000 a 4.000, dat hänkt vun de Joren of.

Och do soen ech, et ass: Wëllkomm an der Realitéit! Dat heescht, dee grousse Paradigmewiessel ass net komm.

Mä ech wëll awer och soen, well dat evident ass: Jiddwer Politiker, och déi Regierunge virdru gradesou wéi déi heiten, mussen an der Logementspolitik eng gewëssen Humilitéit hunn. Et sinn eng ganz Rei vu positive Moossname gemaach ginn, mä mir hunn d'Effikassitéit um Terrain an deene leschte fënnef, an deene leschten zéng, an deene leschte 15 Joer net esou gespiert. Et ass eng Motioun, déi mer zesumme gestëmmt hu virun e puer Méint, wou mer villes erëmfannen, wat d'Regierung nach net gemaach huet, wat ee soll an deenen nächste Méint maachen. Ech wëll Iech fënnef, ech wëll Iech zéng Punkten hei opzielen, déi fir eis wichteg sinn a wou mer mengen, dat sollt kuerzfristeg realiséiert ginn an der Logementspolitik.

Dat Éischt, dat ass, mir mussen evidenterweis eng Politik vun der Offer maachen, net méi vun der Demande. Ech mengen, do si mer eis absolutt eens an där Ausso. Et muss méi gebaut ginn. Et muss méi op de Marché kommen. Dat ass déi eenzeg Chance, fir d'Präisser eroffzekréien. Eng Politik op der Demande ass zwar sozial hëllefräich, mä hëlleft eis näischt um Problem. Ech mengen, doriwwer si mer eis eens.

E puer konkret Moossnamen, déi fir eis wichteg sinn:

Dat Éischt, dat ass, selbstverständlech muss un enger Innenverdichtung geschafft ginn. Selbstverständlech muss u Baulücke geschafft ginn. Mä ech soen awer och hannendrun: Verschiddentlech an deenen nächste Méint musse mer awer och iwwert d'Opmaache vun enger Rei vu PAGen nodenken, well mir brauchen och méi Raum, wou kann drop gebaut ginn.

Zweete Punkt: Mir brauchen déi Plan-sectoriellen esou schnell wéi méiglech an an deene Plan-sectoriellen hoffen ech, datt eng ganz Rei vun deene Projet-d'enverguren, déi an deene virdru virgesi waren, och iwwerholl ginn. Well ouni grouss Projet-d'enverguren, déi och deelweis an de Gréngraum empietéieren, komme mer net weider. Ech si gespaant ze gesinn, wéi wat fir eng Plan-sectorielle vun der Regierung deposéiert ginn.

Drëttens: Fir datt mer déi Terraine kréien, muss de Stat sech jo och d'Moyene ginn, fir d'Terraine kënnen ze kréien, dann, wann en et wichteg fënnt an dee Moment, wou en et wichteg fënnt. Expropriatioune mussen an eisen Aen, ech soen dat ganz kloer, och d'Ausnam bleiwen! Si kënnen nëmmen da gemaach ginn, wann d'Utilité publique do ass a wann de Prinzip vun der Utilité publique ausgesprach ass, kloer ofgegrenzt a gesetzlech verankert, esou wéi dat an de Plan-sectoriellen ass.

Et muss een awer och kënne kloer an däitlech driwwer schwätzen an net deen Thema einfach ëmmer ëmschiffen. Mir mussen all d'Moyenen dem Stat ginn, fir op definéierten Terrainen, gesetzlech ofgegrenzten Terrainen Expropriatioune kënne spillen ze loossen, awer natierlech nëmmen, wann absolutt gerecht Contrepartië mat Kaf oder Tausch do sinn a wann all aner Moyen utiliséiert ass, éier mer dorobber kommen.

D'ailleurs soen ech Iech, datt d'Gesetz vum Aménagement du territoire, dat Gesetz, wat dës Majoritéit rout, gréng a blo d'ailleurs och gestëmmt huet virun zwou Wochen hei an der Chamber, genau déi Moyene virgesäit, fir dem Stat ze ginn, fir deen Typ vun Expropriatioun ze maachen. Mir hunn dat Gesetz net matgestëmmt aus anere Grënn, mä dës Majoritéit huet sech déi Moyene ginn, fir et ze maachen, all Parteien zesummen. Elo geet et just drëm, datt se och nach an d'Realitéit ëmgesat ginn, wann et da gebraucht gëtt.

Mir sinn d'ailleurs och der Meenung, datt aus deemselwechte Grond eng Rei Plan-sectoriellen och misste gemaach ginn op Bauten, wou Utilité publique an eisen Aen och drop ass, Plan-sectoriellen oder Plan-nationallen, deemno ëm wat et geet, Bauschuttdeponien, Flüchtlingen, Altersheimer, Schoulen, fir datt mer an deem Typ vu Bauten och weiderkommen.

Véiertens: Mir brauchen eng national Tax op bebaubaren Terrainen, déi aus Spekulatiounsgrënn zréckgehale ginn.

Fënneftens: Mir brauchen d'Kreatioun vun enger Privatgesellschaft, fir Acquisitiounen ze maache vun Terraine fir de Stat, fir d'Realisatioun mat Privatpromoteuren ze maachen a fir och de Gemengen ze hëllefen, wa si mussen d'Gestioun maache vu lokative Wunnengen, wat se net ëmmer eleng packen, sécher net esou, wéi se haut opgestallt sinn. An duerfir brauche mer d'Kreatioun vun enger Privatgesellschaft.

Sechstens: Mir brauchen eng Versioun 2.0 vum Pacte Logement.

Siwentens: Mir brauchen e staatlechen Taux fir Sozialwunnengen, dee mer vu 75% wahrscheinlech op 85% erhéijen.

Aachtens: Mir brauchen e gesetzleche Kader fir d'Contrats de mise à disposition, haaptsächlech fir Sozialwunnengen, mä och fir Wunnenge bei Refugiéen.

Néngtens: Mir sollen och nodenken, ob mer net Contrats de location vente sollen ausschaffen, wou jonk Koppele sech fir d'Éischt kënnen eng Wunneng lounen an duerno déi Wunneng da kafen, an där se schonn drawunnen.

An zéngtens: Mir brauchen evidenterweis Vereinfachung vu Prozeduren. Mir hunn d'Omnibusgesetz matgestëmmt. Mir sinn awer der Meenung, datt d'Naturschutzgesetz, esou wéi et doläit an dësem Moment, eis net d'Méiglechkeet gëtt, fir déi Simplification administrative ze maachen, déi mer brauchen. Mir hunn do 28 Amendementen erabruecht op deem Gesetz an déi 28 Amendemente sinn net ugeholl ginn. Ech hoffen, datt mer do nach eng Kéier kënnen eng Diskussioun féieren.

(Interruption par la présidence)

Ech wëll soen, Här President, ech sinn der Meenung, datt all Froe no menger Ried gestallt kënne gi respektiv datt Der genuch Zäit hutt als Regierung, fir no all deenen eenzelne Punkten dorobber an allen Detailer anzegoen. Ech invitéieren lech an ech hu souguer an der Conférence des Présidents gefrot, datt jiddwer Minister a sengem Domän…

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Ech hu keng Fro.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...datt jiddwer Minister a sengem Domän soll schwätzen, seng Froe stellen a seng Äntwerte ginn. An duerfir géif ech elo gäre weiderfueren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Et ass just, fir e Constat ze maachen.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hu ganz gutt opgepasst, weder de Statsminister nach de Wirtschaftsminister nach de Finanzminister ze ënnerbriechen. Ech hat 200 Froen ze stellen. Ech hu keng gestallt. An duerfir...

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Et ass just, fir de Constat ze maachen...

M. Claude Wiseler *(CSV).*- ...mä ech wëll, datt Der se herno stellt, wann Ären Tour ass.

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Et ass just, fir dem Här Wiseler recht ze ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Majo dat ass jo dann elo geschitt! Ech ka just feststellen...

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- Et ass just, fir dem Här Wiseler recht ze ginn,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister!

M. Marc Hansen, *Ministre du Logement.*- ...well mer vun all deene Punkten de Gros och schonn zesumme maachen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister! Ech wëll just soen, dass d'Regierung vu kengem Deputéierten ënnerbrach ginn ass an dass, wann e Riedner aus der Chamber hei net wëllt ënnerbrach ginn, ech dat och respektéieren.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ah sou! A firwat huet den Här Wolter mech dann ënnerbrach, Här President, gëschter?!

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also wann ech gelift! Wann ech gelift! Hei huet elo just den Här Wiseler d'Wuert!

(Brouhaha général et protestations)

Hei huet just den Här Wiseler d'Wuert!

Une voix.- Oh mei, oh mei, oh mei, wat en Aarmut!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Hei hust just den Här Wiseler d'Wuert!

(Protestation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État)

Wann ech gelift!!!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Bling bling!

(Brouhaha et hilarité)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mäi siwente Punkt, dat ass…

(Brouhaha)

Ech wollt elo waarden, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wiseler, Dir hutt elo ganz eleng d'Wuert.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President.

Mäi siwente Punkt, dat ass dee vun der Mobilitéit. Mir wëssen, wat d'Mobilitéit fir e Problem ass, well mer en all Dag spieren, physesch spieren an deene Stauen, wou mer drastinn, ee wéi deen aneren, egal vu wou e kënnt, all moies, all owes. Déi Investissementer, déi d'Regierung mécht, fannen eis voll Ënnerstëtzung. Ech wëll dat och kloer an däitlech soen. Déi sinn d'ailleurs d'Ëmsetze vun deene Moossnamen, déi déi lescht Regierung zu engem groussen Deel am Mobilité-durables-Programm festgesat huet. An ech si frou, datt d'Regierung déi och tel quel ëmsetzt, well ech se sënnvoll fannen. Ech sinn och frou iwwert dee Succès, deen den Tram, säin Ausbau fënnt, deen och den Arrêt Pont Rouge fënnt, déi initiéiert gi sinn ënnert der leschter Regierung, wat ech super Iddie fannen an déi och effikass sinn.

Mir sinn och der Meenung, datt déi Ausbauen op de Findel, de Ban de Gasperich, Hollerech a Bartreng, déi zu engem groussen Deel och scho vun der viregter Regierung geplangt waren, evidenterweis solle gemaach ginn.

Mir sinn och der Meenung, datt deen Ausbau op Esch an de Südtram eng gutt Iddi sinn. Déi eenzeg Fro, déi mer stellen, dat ass: Wat ass d'Capacitéit, déi gebraucht gëtt? Hu mer besser, mat engem schnelle Bus oder engem Tram dohinner ze fueren? De Minister Bausch huet eis gesot, hien hätt eng Etüd driwwer gemaach, déi en eis géif presentéieren. Wann déi Capacitéiten esou gefrot ginn, sti mer honnertprozenteg hannert der Iddi. An ech soe souguer hannendrun: Mir sinn der Meenung, datt deen Tram och nach soll weidergefouert ginn op där anerer Säit.

Mir fannen et sënnvoll, wann d'Regierung géif analyséieren, datt mer laanscht déi Pist op de Findel op Nidderaanwen zumindest géifen eroffuere respektiv laanscht d'N1 op de Fluchhafen, laanscht de Fluchhafen duerno op Contern, wou grouss Zone-industriellë gebaut ginn. Dat géif zumindest Sënn maachen, et ze studéieren. An ech proposéieren hei, datt dat och an déi Studien, déi elo zum Ausbau vum Tram gemaach ginn, schonn erageholl gëtt, well dat mussen nächst Etappen duerstellen.

Ech fannen et och gutt, datt elo déi Zuchstrecken esou ausgebaut ginn, wéi se ausgebaut ginn. Mä ech wëll och soen, datt ech der Meenung sinn, datt muss an dem Stroossebau an deenen nächste Jore méi investéiert ginn, datt do eng Rei Chantieren nach opstinn, déi musse gemaach ginn, a wou ech ganz grouss Retizenze spiere respektiv wou d'Dossieren nach net ugefaange sinn.

Loosst mech se emol opzielen, da kucke mer, ob Der nach positiv mam Kapp wénkt!

Éischtens mengen ech, datt de Boulevard de Merl an de Boulevard de Cessange absolutt noutwendeg sinn a scho laang missten ugefaange sinn.

Zweetens soen ech, de Contournement vun Alzeng ass mat deem, wat geschitt op dem Ban de Gasperich, eng absolutt Necessitéit a kann net méi laang waarden, éier déi nächst Etappe kommen. Well wann de Ban de Gasperich bis ganz fonctionnéiert, kréie mer an deenen Zoufaartsstroosse soss richteg Problemer. Dee muss esou schnell wéi méiglech kommen!

Ech sinn der Meenung, datt de Südcontournement vun Ettelbréck an den Nordcontournement vun Dikrech musse kommen. Ech stelle just fest, datt deen awer contestéiert ass vun der Regierung. An ech froe mech ganz gespaant, wat dann am Plan sectoriel a véierzéng Deeg, wat den Nordcontournement vun Dikrech ugeet, wäert drastoen. Ech sinn der Meenung, datt déi zwee Contournementen absolutt musse kommen!

Ech sinn der Meenung, datt d'N7 op véier Spure muss ausgebaut ginn!

(Brouhaha)

Ech sinn der Meenung, datt d'ganz Tangente Ouest muss gebaut ginn, e Projet, deen awer zu engem groussen Deel vun dëser Regierung vum Programm gestrach ginn ass.

An ech sinn der Meenung, datt een elo scho muss kucken, datt déi dräispureg Autobunnen iwwerall virgeplangt ginn, well fréier oder spéider komme mer eng Kéier dorop hin a brauche mer se.

Wann dann hei gesot gëtt, datt an deene leschte Regierungen do d'Investissementer net gemaach gi sinn, da soen ech, datt an deene leschte Regierungen - an ech schwätzen net nëmme vun där leschter, mä vun deenen dräi leschten! - d'Investissementsquote par rapport zum PIB ëmmer tëschent 3,7% a 4% vum PIB louchen. An dat ass haut genau d'selwecht, quitte datt et en valeur absolue méi mécht, mä d'Augmentatioun vun…, mä de Fait, datt e Pourcentage vum PIB investéiert gëtt vun deene viregte Regierungen, ass genau d'selwecht wéi dat, wat dës Regierung mécht.

Et ass richteg, datt de Fonds du rail momentan méi Depensen huet, zum Beispill well den Tram gebaut gëtt, zum Beispill well d'Plattform Multimodal zu Beetebuerg gebaut gëtt, zum Beispill well déi Strecke vun Hamm-Sandweiler respektiv d'Beetebuerger Streck gebaut ginn. Mä ech wëll awer just soen: Wann déi Strecke kënne gebaut ginn, dann ass dat, well déi lescht Regierung, an ech géif souguer soen, déi lescht Regierungen awer genau déi do Dossiere virugedriwwen hunn! Déi Beetebuerger Streck géif net gebaut ginn, wa mer se net scho virbereet hätten an der leschter Regierung. De Chantier vun Hamm-Sandweiler ass schonn ugefaange ginn an der leschter Regierung an duerfir kënnen elo déi Depensë gemaach ginn.

Ech ënnerstëtzen dat! Mä dann awer ze soen, et wär esou vill Retard an elo endlech géif eppes gemaach ginn! Et kann elo eppes an d'Realitéit ëmgesat ginn, well déi Regierung virdrun et virbereet huet a prett gemaach huet, inklusiv den Tram an den Arrêt Pont Rouge, fir datt se konnten an dëser Regierung gebaut ginn!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech ënnerstëtzen et, datt et gemaach gëtt. Mir ënnerstëtzen et, datt et gemaach gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An da wëll ech awer e puer Wuert iwwert de Fonds des routes soen, well dat fannen ech just nëmme witzeg, wat de Statsminister do gesot huet. E seet: Am Fonds des routes goufen 2013 knapp 180 Milliounen Euro investéiert. Fir dëst Joer sinn Ausgabe vun iwwer 340 Millioune geplangt. Dat hutt Dir gesot, Här Statsminister! An Dir sot, et kann een objektiv festhalen, datt den Invest an de Stroossebau massiv an d'Luucht gaangen ass. Massiv an d'Luucht gaangen ass! Dat ass dat, wat Der eis gëschter hei erzielt hutt. 340 Milliounen, massiv an d'Luucht gaangen.

Da kucken ech Ären Tableau hannendrun. An op Ärem Tableau hannendrun, do schwätzt Der schonn net méi vun 340 Milliounen! Do stinn 225 Milliounen Depensen dëst Joer! Da froen ech mech: Wat ass dann elo falschgelaf?

Da stellen ech just fest - da stellen ech just fest -, datt am Fong déi 340 Milliounen, déi Dir nennt, dat sinn Depensen, wann alles richteg leeft, wann all Chantier maximum leeft. Dat gëtt awer klassescherweis an dem Budgetsopschreiwen - an de Finanzminister kann lech dat eng Kéier erklären - do rectifiéiert mat Depense-ajustéeën! An déi 225 Milliounen, dat sinn Dépense-ajustéeën! An Dir kënnt net e Kont vergläiche mat Dépense-ajustéeën, well et och nach am Stroossebau an deene leschte Joren ëmmer esou war, datt souguer d'Dépense-ajustéeën, déi 225 Milliounen, déi Der hätt missen nennen amplaz 340, ni realiséiert gi sinn!

Dat Eenzegt, wat Dir mat Ärem Tableau gewisen hutt - a kuckt lech en emol eng Kéier gutt un! -, dat Eenzegt, wat Der mat Ärem Tableau gewisen hutt, dat ass, datt 2013 182 Milliounen ausgi gi sinn a säithier an dëser Legislaturperiod ni esou vill wéi 2013 fir de Stroossebau ausgi ginn ass wéi vun der leschter Regierung! Dat ass dat Eenzegt, wat Der beweist! Also, massiv méi investéiert! Am Fong hutt Der all Joers an de Stroossebau manner investéiert! An Är Zuelen, déi Der gewisen hutt, weisen et, an de Finanzminister erkläert lech den Ënnerscheed tëschent dem Budget an den Dépense-ajustéeën an dann de Kont vun deem, wat duerno erauskënnt, well do ass e groussen Ënnerscheed dertëschent.

Ech fannen et just nëmme witzeg, wann hei als Beweisféierung eppes bruecht gëtt, wou am Fong genau de Contraire domadder bewise gëtt.

(Interruption)

Aachtens: Wuesstum. Ech hunn et gesot: Wuesstum bedeit Wuelstand. Mir brauche Wuesstum fir d'Zukunft a mir wëllen dee Wuesstum och als CSV. Mä haut hu mer, hunn ech scho gesot, exklusiv en demografesche Wuesstum, manner e Produktivitéitswuesstum. Mir sinn der Meenung, datt mer de Rhythmus vun haut, wann et esou weidergeet am demografesche Wuesstum, laangfristeg Schwieregkeeten hunn ze packen.

D'Logementspräisser op där enger Säit an op där anerer Säit de Stau all Dag sinn deen allerbeschte Bewäis derfir. All siwe Joer eng nei Stad Lëtzebuerg bauen, all Joers en neit Beetebuerg derbäibauen, ass e Rhythmus, wat ee laangfristeg Schwieregkeeten huet, fir ze packen.

(Interruption)

Jo, mir sinn eng oppen Ekonomie, äntwert dann normalerweis de Wirtschaftsminister mer, jo, mir sinn eng oppen Ekonomie. Wéi solle mer dat regelen? Wéi solle mer dat an de Gréff kréien? Dat ass effektiv eng schwiereg Fro. Mä ech soen awer hannendrun: Mä mir hu Fräiraum, fir ze gestalten. A kommt, mir loossen dee Fräiraum awer voll ausnotzen!

Mir hunn eng Diskussioun d'ailleurs genau ëm deen do Sujet tëschent deene Gréngen an de Sozialisten an der Regierung, ëm d'Qualitéit vum Wuesstum an d'Aart a Weis, wéi mer hei zu Lëtzebuerg wuessen. Ech soen: Mir sollen hei higoen a ganz kloer eis Sektoren definéieren, wou mer wëlle wuessen. D'Regierung huet der eng Rei definéiert: d'Finanzen, d'Assurancen, d'IT, Biomedezinn, Recherche, Logistik, Weltraum; Projeten, hannert deene mer och voll stinn, wou mer hannendru sinn an déi mer mat ënnerstëtzen.

Ech géif der nach zwee derbäisetzen: Dat ass Medical Hub an dat ass alles dat, wat Kreeslafwirtschaft a grénge Bau ugeet. Kommt, mir ginn hin a wa mer Promotioun am Ausland maachen, da gi mer präzis d'Promotioun op deen Typ vu Betriber maachen an net op aner Betriber! Kommt, mir kucken, datt mer d'Kritäre vun der Usiidlung esou präziséieren, datt déi Betriber, déi mer siche ginn an hei op Lëtzebuerg wëllen installéieren, och deene Clusteren entspriechen, datt se relevant si fir eis Recherche an Developpement an datt se am Kader vum Landverbrauch a vun der Ëmweltbelaaschtung och an dat erapassen, wat mer zu Lëtzebuerg wëllen!

Ech wëll eng Prioritéit, mir wëllen eng Prioritéit op den Extensioune vun de Kleng- a Mëttelbetriber hei zu Lëtzebuerg, déi säit laange Joren d'Réckgrat vun eiser Ekonomie bilden, déi eise Räichtum gemaach hunn an deene mer och eng Zukunft mussen ubidden, andeem mer prioritär si ënnerstëtzen.

Ech wëll duerfir en Iwwerschaffe vu Subsidien a vu Steiergesetzer. Mir wëllen, datt d'SNCI och d'Instrument vun de PMEe gëtt. Mir wëllen, datt Digitalisatiounshëllefe fir d'PMEe gemaach ginn, a mir wëllen och, datt d'PMEen d'Méiglechkeet kréien, wat haut extrem schwiereg ass, mat der Uni zesummenzeschaffen, fir Recherche gemeinsam ze maachen.

An an deem Kontext, well fir mech och déi landwirtschaftlech Betriber PMEe sinn, e puer Wuert iwwer eng nohalteg Landwirtschaft, nohaltege Wäibau an nohaltege Gaardebau. Et ass e Secteur, wou mer wëssen, datt haut vill Schwieregkeete sinn, an dee sech beklot iwwer eng ëmmer méi grouss administrativ Belaaschtung.

Mir soen, éischtens, datt e gesonden Equiliber tëschent där enger Säit, dem Bio, an der klassescher Landwirtschaft eng absolutt Noutwendegkeet ass. Mir hunn haut d'Impressioun, datt déi biologesch Landwirtschaft favoriséiert gëtt par rapport zur klassescher Landwirtschaft. Mir froen e Kompetenzzentrum bei der Akerbauschoul zu Gilsdorf, wou d'Landwirtschaft soll e Kompetenzzentrum kréien, wou alles ronderëm soll gemaach ginn, Digitaliséierung, Innovatioun och do gedréckt ginn, deen der Landwirtschaft zur Verfügung steet.

Mir hätte gär administrativ Vereinfachungen a mir fannen, datt d'Naturschutzgesetz, esou wéi et elo um Dësch läit, absolutt de Contraire mécht vun administrative Vereinfachungen, notamment fir d'Landwirtschaft. An duerfir och déi grouss Unzuel, déi 25, mengen ech sinn et, Amendementer, déi mer eraginn…, déi 28 Amendementer, déi mer eraginn hunn ëm d'Naturschutzgesetz, fir Ännerungen notamment an deem do Kontext ze maachen.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Fir eis ass dat Wesentlecht, datt mer op deem doten Dossier och weiderkommen a weiderschaffen.

Laangfristeg Zukunftspolitik ass net nëmmen Organisatioun, net nëmmen Investissementer, net nëmmen Ekonomie, mä och fonctionnéierend Basisservicer an Aufgaben an eiser Gesellschaft, Leit ze hëllefen, sech ze entfalen, sech selbstständeg ze maachen, ze ënnerstëtzen, wa se et net méi fäerdegbréngen, selbstständeg ze sinn. Sou Politicke solle regelméisseg op d'Effikassitéit an op d'Zilgerechtegkeet iwwerpréift ginn. Ech mengen domat Familljepolitik, ech mengen domat Seniorepolitik, Gesondheetspolitik, Schoulpolitik, Justizpolitik, Sécherheetspolitik.

Ech wëll hei e ganz klengen, kuerze Bilan, well d'Zäit evidenterweis fortleeft, maachen iwwer en Deelaspekt vun deenen do Politicken.

Éischtens: d'Familljepolitik. D'Regierung huet am Ufank eng Rei Zilsetzunge gesat: Naturviru Geldleeschtungen, sozial Selektivitéit, Chancëgläichheet, individualiséiert Rechter, finanziellen Equiliber. D'CSV ass evidenterweis d'accord mat deenen Zilsetzungen, hätt awer nach gär d'Gerechtegkeet an de Choix vun der Famill fir hire Liewensmodell derbäi als Zilsetzung gesat. A vläicht ass dat och de groussen Ënnerscheed vun deene Politicken, déi mer maachen.

Dir hutt d'Allocation d'éducation, d'Allocation de maternité ofgeschaaft, dat, wat déi Leit kritt hunn, déi bis zu zwee Joer doheem bliwwe sinn, respektiv wat u sech och déi sozial schwaach Famillje kritt hunn. Dir hutt d'gestaffelt Kannergeld ofgeschaaft an e Montant unique ageschaaft; domat hutt Der kannerräich Familllje benodeelegt. Zum Beispill wann eng Famill zwee Kanner huet, kritt se 774 Euro manner Kannergeld pro Joer, an dat sinn, wa se och eng Allocation d'éducation net kritt, am Ganze 6.594 Euro manner. Fir dräi Kanner sinn et 2.860, mat der Allocation d'éducation 8.680 Euro manner. Eng Famill mat véier Kanner kritt manner 5.820 Euro an zesumme mat der Allocation d'éducation, déi se net méi kritt, sinn dat 10.000, méi wéi 10.000 Euro d'Joer manner.

Dir hutt de Congé parental agefouert, wou Der de Forfait als Revenu de remplacement ëmgewandelt hutt a wou Der elo sot, an dat begréisse mer, datt méi Flexibilisatioun nach soll dozoukommen. Ech wëll just soen, datt déi Amendementen, déi mir beim Text vum Congé parental sengerzäit gemaach haten, och méi Flexibilitéit sengerzäit schonn am Congé parental gefrot hunn.

Dir hutt de Pappecongé vun zwee op zéng Deeg an d'Luucht gesat, de Congé de maternité op zwielef Woche fir jiddwereen; dat si Moossnamen, déi mer selbstverständlech begréissen. Dir hutt d'gratis Kannerbetreiung vun zwanzeg Woche vun ee bis dräi Joer gesat. Ech soen lech duerno, wat eis Alternativ gewiescht wär zu där dote Propositioun.

Wann ech dat kucken am Cumul, op där enger Säit eng Allocation d'éducation, déi verschwënnt, op där anerer Säit e Congé parental, dee verbessert gëtt, an eng Gratuitéit notamment bei Kanner vun ee bis dräi Joer an de Crèchen, da soen ech, datt Der u sech manifestement an deene Reformen, déi Der gemaach hutt, déi Eltere favoriséiert, déi zu zwee schaffe ginn an déi d'Kanner ab sechs Méint an eng Struktur eraginn, einfach objektiv op den Zuele gekuckt.

Mir gi vun enger anerer Philosophie aus, wou mer am Fong d'Wahlfräiheet loossen a wou an eisem Empfanne méi Gerechtegkeet do gewiescht wär tëschent de Familljen. Duerfir si mer der Meenung, éischtens, datt zousätzlech Flexibilitéit vun dem Congé parental soll kommen, dat ass ugekënnegt, mä datt och eng Rei Leit, déi haut de Congé parental net kënne kréien an d'Allocation d'éducation net méi kréien, och kënnen an Zukunft vum Congé parental benefissiéieren.

Mir sinn der Meenung, datt d'Konditioun vum Congé parental also muss méi familljegerecht gemaach ginn. Mir hätte gär eng richteg Wahlfräiheet fir d'Kanner bis zu dräi Joer. A mir hätte gär à partir vun dräi Joer eng progressiv Gratuitéit vun de Foyere respektiv vun de Maison-relaisen oder vun der Hausaufgabenhëllef, déi momentan ugebuede gëtt. Ech soe progressiv, well et selbstverständlech net méiglech ass, dat alles op ee Coup ze maachen.

Mir hätte gär bei de Famillje mat dräi oder méi Kanner, déi u sech schlecht ewechkomm si bei där dote Reform, datt mer eng Allocation sociale fir Familles nombreuses géifen zousätzlech dohinner maachen, déi deene Familllje mat ville Kanner, déi a soziale Schwieregkeete sinn, och géif hëllefen. Mir hätten also gär bis zu dräi Joer d'Wahlfräiheet fir Familllje vun zwee Modeller an duerno hätte mer gär, datt mer lues a lues op e gratis Ganzdagsugebuet higinn.

Eelefte Punkt: e puer Wuert, déi ech wëll iwwert d'Fleegeversécherung soen. Säit Januar ass enorm vill, enorm vill iwwert d'Fleegeversécherung geschwat ginn. An am Secteur ass extrem Onrou momentan. De Minister huet fir de 7. Mee eng grouss Diskussioun ugekënnegt. Mä ech stellen haut fest, datt säit dräi oder véier Méint aus dem Code de la sécurité sociale en Artikel gestrach ass, wou d'Course-poursuitte kënne rembourséiert ginn.

De Minister ass drop opmierksam gemaach ginn.

(Interruptions)

D'Courses-sorties.

(Hilarité et interruptions)

Dir hutt absolutt recht, Dir hutt absolutt recht!

(Interruptions diverses)

Mme Nancy Arendt *(CSV).*- Jiddweree ka sech emol verschwätzen!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Neen, dat do war e falschen éischte Grad, Här Bettel.

(Hilarité)

Et deet mer leed. Also ech wollt am Fong vun de Course-sortië schwätzen an am Fong ass de Sujet net fir ze laachen. Well d'Course-sortien…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Neen, mä Dir waart et awer dës Kéier selwer.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech war et dës Kéier selwer, Här President. Ech sinn d'accord. Duerfir hunn ech mech jo iwwer kee geiergert, ausser iwwer mech selwer. Mä…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Gutt. D'Course-sortië sinn also gestrach ginn. D'COPAS huet gesot, de Minister huet et sengerzäit gesot, den LCGB huet et gesot, d'CNS huet et gesot, datt dat e Riseproblem géif ginn an datt um Terrain haaptsächlech eng ganz Rei Schwieregkeete kéinten esou entstoen. De Minister huet net gelauschtert, huet deen Text einfach duerchgesat, a mir hunn elo festgestallt, datt an deene leschte Méint extrem vill Onsécherheet a Gewulls um Terrain waren.

Mir hätte gär, datt juristesch Sécherheet géif kommen, datt de Gesetzestext géif geännert ginn. Mir hätte gär, datt transitoresch dat Reglement vun de Gardë géif ugepasst ginn, fir datt déi finanziell Situatioun elo scho ka geregelt ginn. A wann dat net geschitt, engagéiere mer eis, dat, wa mer d'Méiglechkeet kréien, esou schnell wéi méiglech erëm riichtzebéien, well ech fannen et net normal, datt haaptsächlech un deenen dote Leit gespuert gëtt.

Mä et ass net deen eenzege Problem, deen an der Fleegeversécherung dran ass. Genau déiselwecht Problemer besti bei den Activités, bei der Kierzung vun dem Soutien individuel, deen elo als Activités d'appui à l'indépendance ëmgewandelt ginn ass, wou d'COPAS eis seet, datt bis zu 36% vun de Beneficiairë manner kréien an datt bis zu 30% vun de Prestatiounen net méi kënnen zréckbezuelt ginn. Och dat fanne mer net akzeptabel! An deeselwechte Problem stellt sech an de Foyeren, wou 40 Stonne Garde en groupe virgesi waren, déi komplettéiert konnte gi soss mat Soutiens spécialisés, wat awer elo net méi an deemselwechte Mooss méiglech ass, soudatt och an de Foyere Schwieregkeete besti mat deem neien Text vun der Fleegeversécherung.

Mir fannen et net akzeptabel, datt haaptsächlech un deene Leit, déi richteg Schwieregkeeten hunn, hir Independenz ze erhalen, gespuert gëtt, datt un dements Leit gespuert gëtt, handicapéierte Leit gespuert gëtt. Deen Text muss an eisen Ae kloer an däitlech nach eng Kéier esou schnell wéi méiglech iwwerkuckt ginn!

Mir stellen och fest, wa mer kucken, wéi d'Evolutioun vun de Bettenzuelen an der Altersversuergung ass, datt tëschent 2009 an 2013 747 Better nei zur Verfügung gestallt gi sinn. Dat waren der tëschent 2013 an 2017 600. Mä wann een déi richteg Zuele kuckt, dann ass et tëschent 2014 an 2017, well 484 sinn der 2013 dohinnergestallt gi vu Projeten, déi opgaange sinn, da sinn et am Ganzen 116 Better, déi zur Verfügung gestallt gi sinn. An et sinn der nach 760 am Ganze fir déi nächst zéng Joer, mengen

ech, virgesinn! Fir déi nächst zéng Joer! Bei Projeten, déi schonn eng ganz Zäit doleien an déi nach net ugefaange sinn!

An duerfir soen ech hei hannendrun, wann ee kuckt, wat fir eng Evolutioun, wat fir ee Wuesstum mer kennen, wann ee kuckt, datt elo an deenen nächsten zéng, zwanzeg Joer och déi Babyboomer-Generatioun wäert an den Alter kommen, wou se vun deene Strukture muss benefissiéieren oder däerf benefissiéieren, wann een och gesäit, wéi d'Evolutioun ass vun Demenzkrankheeten, da fannen ech, datt et elo Zäit ass, fir sech dorobber virzebereeden, datt et elo Zäit ass, fir e Plang fir Senioren ze maachen, souwuel e Finanzplang wéi e generelle Plang, wéi mer d'Versuergung vun eelere Leit an deenen nächste Jore wäerte maachen. Op jidde Fall si mer Demandeur, fir dee Sujet esou schnell wéi méiglech unzegoen.

D'Gesondheetspolitik, e wéineg d'selwecht wéi d'Fleegeversécherung. Mir hunn e medezinnesche Secteur, deen a grousser Evolutioun ass: nei Technologien, nei Konzepter, nei Besoinen an enger steigender Bevëlkerung. An d'Regierung begéint deem do Problem just mat enger Reaktioun, andeem se de Plan hospitalier frëschmécht. Ech soe kloer an däitlech, datt sech an deem Plan hospitalier eng ganz Rei positiv Elementer erëmfannen: den Ausbau vu medezinnesche Basisaktivitéiten an den Haiser, e Gesetz selwer, wat eng Sécurité juridique gëtt, eng gesetzlech Basis fir Haiser an d'Erweiderung vun hirem Verwaltungsrot an och e Biergerrecht fir den universellen Zougang zu de medezinneschen Déngschtleeschtungen. Fannen ech richteg, ënnerstëtze mer och!

Mä mir hunn den Text net gestëmmt, well mer einfach d'Philosophie net matdroen, well mer fannen, datt d'Philosophie, déi aus dem Plan hospitalier erauskënnt, eng iwwerliefte Philosophie ass. Si ass depasséiert, si ass net zukunftsorientéiert a se passt net op eng modern Medezinn. Et ass keng Léisung vun den akute Problemer, déi sech haut all Dag, all Dag stellen!

Akut Problemer wéi zum Beispill Problemer vun den Urgencen, wou mer erzielt kréien, datt d'Leit alt dräi, véier, fënnef Stonne musse waarden, éier se an den Urgencë bäikommen, déi am Plan hospitalier awer net ugepaakt ginn.

Beim IRM, wou een heiansdo méintelaang muss waarden, éier een d'Imagerie médicale kritt a ganz vill Leit an d'Ausland sech bewegen, fir hir Resultater esou schnell wéi méiglech ze kréien.

Iwwert d'medezinnesch Analysen a Laboen, wou déi nei Nomenclature mat enger limitéierter Zuel vun Analysen éischtens d'Fro iwwert d'therapeutesch Fräiheet stellt, mä duerfir awer och an zousätzlech nach d'Delaie méi laang mécht, wou laang Delaien a verschiddenen Diagnostike wéi Histologie an Zytologie och eng ganz Rei schwiereg Situatiounen, notamment psychologesch schwiereg Situatioune bei ville Leit erbäibréngen.

An all dës Fakte gi säit Jore vu Responsabele vum Terrain ervirgestrach, gesot, mä ech hunn d'Impressioun, datt haut den Dialog mam Terrain, mam medezinneschen Terrain an dem Gesondheetsminister total ënnerbrach ass.

Mir si fest iwwerzeegt, datt de Plan hospitalier net dat Richtegt de Moment ass, fir zukunftsorientéiert Gesondheetspolitik ze maachen. Mir hätte gär e Plan de santé publique mat véier Sailen. Déi éischt Sail, dat ass de Plan hospitalier. An da kommen nach dräi anerer derbäi. Dat eent, dat ass de Basisversuergungsplang; dat Zweet, dat ass en ambulante Versuergungsplang, an dat Drëtt - dat Véiert hei - ass de präventive Feiler mat enger kohärenter Organisatioun tëschent all deene Feiler, déi mussen zesumme kënne fonctionnéieren. An duerfir hei e puer ganz konkret Iddien, déi wesentlech an eisen Ae sinn.

Mir hätte gär eng konsequent Förderung vun de Gemeinschaftspraxisse mat regionale Vernetzungen, e konsequenten Ausbau vun de Maison-médicallen, well dat an eisen Aen e wesentlechen Avantage ass fir d'Promotioun vum Referenzdokter an och fir d'Entlaaschtung vun den Urgencen.

Zweetens: Mir hätte gär eng Reorganisatioun vun den Urgencen, an zwar eng konsequent Reorganisatioun vun den Urgencen, mat Investissementer an Infrastrukturen an Apparater, fir schnell Diagnostiken ze erlaben, mat deem noutwendege Personal - ech weess, datt dat net einfach ass, mä dat gehéiert awer zu engem Méijoresplang - mat Ouvertureszäite 24 op 24 fir jiddwer Urgence a mat natierlech och Apparater, déi kënnen dauernd benotzt ginn, fir haaptsächlech an der Urgence esou schnell wéi méiglech eng Imagerie ze kréien, an och eng Reorganisatioun, fir Diagnostiken esou schnell wéi méiglech ze maachen.

Mir hätte gär drëttens d'Méiglechkeet, fir dezentral Diagnostiken a Behandlungszentren ze maachen, an dat a Vernetzung an a Synergie mat Referenzspideeler.

Mir hätte véiertens gär grouss Akzenter, e groussen Akzent soll geluecht ginn op Zwëschestrukturen, zum Beispill Zwëschestrukture fir Patienten, déi keen Akutbett méi brauchen, mä awer net méi kënnen doheem sinn. Mir hätte gär Zwëschestrukturen, fir Nobehandlung ze maachen. Mir hätte gär Zwëschestrukture fir Geriatrie an Zwëschestrukture fir Patienten, déi net méi verbesserungsfäeg sinn, mä déi awer nach net an engem Alter sinn, wou se an eng Maison de soins oder an eng Geriatrie erapassen.

Mir hätte gär, datt de Problem vun den IRMe soll geléist ginn duerch d'Personal, zousätzlecht Personal, mä awer och evidenterweis duerch zousätzlech Apparater. Mir fannen, datt déi Solutioun, déi beim Laboratoire national de santé fonnt ginn ass, fir eng Monopolkreatioun ze maachen, laangfristeg net gutt ass, weder fir d'Qualitéit nach fir d'Rapiditéit vun den Analysen, déi do gemaach ginn. A mir froen, datt an zwee bis dräi Joer eng Analys vun dësem Gesetzestext gemaach gëtt an deen eventuell iwwerschafft gëtt.

Mir hätte gär Iwwerleeungen iwwert d'Telemedezinn, well eng grouss Zukunft an der Telemedezinn läit, Operatiounen, déi vu Wäitem gemaach ginn op där enger Säit, mä awer och haaptsächlech dat, wat elo zum Beispill a Baden-Württemberg probéiert gëtt, eng Telemedezinn, wou ee ka fir d'Urgencë schonn engem Dokter telefonéieren, fir ze kucken, wéi wäit a wat fir eng Urgence an ob ee sech muss an d'Urgence beginn. Ech weess net, ob dat eng gutt oder eng negativ Experienz ass, mä ech hätt op jidde Fall gär, datt mer se zu Lëtzebuerg och solle kucken. Well géif se sech positiv entwéckelen, da géif et en enormen Apport gi fir eis Medezinn hei zu Lëtzebuerg an et géif och eng Entlaaschtung kënne bedeiten eventuell fir eis Urgencen.

A wa mer schonns bei der Uni Lëtzebuerg sinn an Developpementer an der Medical Research School maachen, am LIH maachen, am FNP, am LCSP maachen - all déi, déi eppes dovunner kennen, wëssen, ëm wat et geet -, da soen ech, datt mer de Medical Hub hei zu Lëtzebuerg mussen ausbauen, andeem mer Entreprisen an der Recherche och probéieren heihinner ze bréngen, fir zum Beispill iwwert d'personaliséiert Telemedezinn, iwwert d'moossgeschneidert Pharmakotherapien oder iwwert d'Nanotechnologien a Roboterchirurgie hei kënnen d'Recherche ze maachen. Dat ass e wichtege Schrëtt an der Personalized Medicine.

Eng Konklusioun, déi ech dorauser zéien, dat ass: Mir hunn zu Lëtzebuerg eng Qualitéitsmedezinn an duerfir ass et fir mech onverständlech, datt op engem zentrale wichtege Punkt wéi Urgencen, wéi IRMen, wéi Labo, wéi Analysen nach ëmmer grouss Problemer bestinn an datt eis Medezinn, soe mer, net zukunftsorientéiert momentan ass, mä spidolszentréiert ass. Mir hätten also gär e Plan de santé publique, fir eng zukunftsorientéiert Medezinn hei zu Lëtzebuerg ze maachen.

Educatiounspolitik, mäin 13. Punkt. Dës Legislaturperiod si 35 Gesetzestexter deposéiert ginn. 27 sinn der gestëmmt ginn, 19 huet d'CSV der net gestëmmt, wat schonn exceptionell ass, well déi meescht Texter hei, déi an d'Chamber kommen, mir stëmmen 80% mat. 19 Texter vu 27 an der Educatioun hu mer net matgestëmmt. An ech soen, 35 Gesetzer deposéiert, mä mir bréngen et net fäerdeg, datt am September eng Schoulrentrée uerdentlech klappt!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir bréngen et net fäerdeg, datt am September eng Schoulrentrée uerdentlech klappt! Do hu mer vläicht e Problem. A vläicht kënnt de Fait, datt d'Schoulrentrée net uerdentlech klappt, doraus, well esou vill Texter gemaach ginn. Vläicht kënnt et doraus, well all Reformen, déi hei proposéiert ginn, haaptsächlech Pabeierreforme sinn, déi net virdru mat de Leit duerchgeschwat ginn a wou d'Emsetzung um Terrain duerno net suivéiert gëtt.

(Interruption)

Vläicht ass dat genau de Grond, firwat d'Schoulrentrée net fonctionnéiert a firwat d'Schoulpartner och alleguer extrem onzefridde sinn. Vläicht awer och, well mer eng ganz Rei, eng ganz Wull vu Gremie kreéiert hunn, Observatoiren, Comitéen, aner Gremien, elo komme mer och nach op e Bildungsdësch, wou mer mussen zesummen diskutéieren. Vläicht ass et och, well esou vill aner personalintensiv Reforme gemaach ginn, wéi zum Beispill déi regional Direktiounen.

Dat wousst awer alles de Minister scho säit enger Rei vu Méint! An awer brénge mer et am September net fäerdeg. An awer musse mer elo an aller Panik e Gesetz proposéieren, wéi mer dann déi nächst Rentrée scolaire wëllen hikréien, mat enger ganzer Rei Léisungsversich, déi an eisen Aen oft kontradiktoresch si mat der Educatiounspolitik, esou wéi se an deene leschte véier, fënnef Joer gemaach ginn ass!

Hei froe mer, fir erëm pensionéiert Enseignanten zréck an den Enseignement ze kréien. Mir froen awer haaptsächlech, datt am Fong dat educatiivt Personal, wat an de Crèchen ass, wat bis elo gesot kritt huet, se däerfte keng Hausaufgabenhëllef maachen, well se net duerfir u sech déi noutwendeg Formatioun hätten, datt dat elo gesot kritt, se kéinten ouni Problem ganz Schoul hale goen! Mir stellen elo hei fest, datt e Bachelor, egal vu wat fir engem Fach en ass, mat 240 supplementaresch Stonne kann duerno voll Schoulmeeschter ginn. Wat ass dat da fir eng Referenz fir déi Leit, déi dräi respektiv haut véier Joer Pädagogie studéieren, déi dann Enseignant kënne gi mat véier Joer, wann aner Leit, déi am Fong iwwerhaapt keng Pädagogie studéiert hunn, mat 240 Stonne kënnen an Zukunft genau déiselwecht Aarbecht maachen?

Ech sinn och frou, datt de Minister op d'Drécke vun de Gewerkschaften, mä awer och vun der Oppositioun hei sech beweegt huet, fir doraus zumindest nëmmen eng provisoresch Léisung ze maachen an net, wéi initialement geplangt, eng definitiv Léisung.

A wann ech da kucken, wat fir eng aner Problemer mer nach an der Educatioun hunn, wéi datt - dat sinn Zuele vum Educatiounsminister selwer - 45% vun Néngjäregen net déi standard Liesekompetenzen hunn, déi se u sech missten hunn; datt och den Décrochage scolaire, obwuel d'Zuelen do besser gi sinn, den Här Schneider huet se virdru genannt, mä dat, wat bleift, eis awer nach eng ganz Rei Suerge stellt; datt mer schonns am Fondamental e Retard hu bei de Lëtzebuerger vun 13,6%, bei den Auslänner vun 28,3%, datt mer schonn am Secondaire 21,8% Auslänner hunn, wat absolutt net dem Taux vun den Auslännerkanner hei zu Lëtzebuerg entsprécht, da gesi mer, datt mer nach eng ganz Rei Suergen, Schwieregkeeten an den nächste Joren an der Educatiounspolitik hunn.

Fir eis ass, malgré deene 35 Reformen, oder vläicht just wéinst deene 35 Reformen, d'Educatiounspolitik ee vun deene gréissten Echecke vun dëser Regierung an deene véier, fënnef leschte Joren, well mer eng Educatiounspolitik maachen, déi an der Schoul Chaos organiséiert huet, eng Educatiounspolitik ouni d'Leit an ouni Suivi.

Une voix.- D'CSV huet déi matgedroen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- D'CSV, wëll ech lech just soen, huet 19 vun deene 27 Texter net gestëmmt.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Just den Här Wiseler huet d'Wuert!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir sinn der Meenung, datt ee muss ophale mat all deene Strukturreformen, ophale mat den Observatoiren, de Comitéen, de Gremien, de Bildungsdëscher an eng Prioritéit setzen, datt d'Léierpersonal a Serenitéit bei de Schüler ka sinn, fir Schoul ze halen. Manner Dossieren, manner administrativ Aarbecht, manner Belaaschtung a Comitéen an äänleche Saachen, méi Schoulhalen, bei de Schüler sinn, dat ass déi absolutt Zilsetzung, dorop musse mer schaffen.

Mir brauchen duerfir eng Rei Reformen, mir brauchen awer keng Strukturreformen, mä mer brauchen haaptsächlech grouss Iwwerleeungen iwwer eng kohärent Methodik, notamment am Sproochenunterrecht. Lëtzebuergesch muss am Cycle 1 si mat ugepasstem Material an, géif ech och soen, et muss am Cycle 1 eng Basis fir de Sproochenapprentissage scho geluecht ginn. Am Cycle 2.1 bis 4.2 muss e Reajustement vun de Sproocheprogrammer gemaach ginn, déi mussen duerchgeforst gi mat differenzéiertem Schaffen a systematiséiert Franséisch als Friemsprooch. Mir hätte gär Englesch schonn à partir vu Septième.

Mir hätte gär eng absolutt Vereinfachung vun den administrativen Aarbechten. Mir hätten och gär eng Schouldirektioun, déi all Dag an der Schoul ass, fir hir Aarbecht ze maachen an ze kucken, datt d'Schoul och uerdentlech organiséiert ass. Mir hätte gär en Ausbau vun der Hausaufgabenhëllef an den Ënnerstëtzungen an Zesummenaarbecht mat de Betreiungsstrukturen. A mir hätte gär notamment, datt déi Hausaufgabenhëllef och gratis kann an de Betreiungsstrukture gemaach ginn, well dat gëtt gebraucht do.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass an eisen Aen absolutt noutwendeg. An d'Madamm Hansen wäert duerno an enger spéiderer Etapp vun dëser Diskussioun nach eng Kéier dorop agoen.

Mir hätten och gär eng Upassung vun de Stagen, notamment vun den Enseignanten am Primaire. An am Secondaire, do soe mer Jo zum Prinzip vun der Autonomie, mä mir hätte gär eng positiv Evaluatioun bei der Autonomie. Si musse begleet ginn, fir d'Qualitéit ofzesécheren. A mir hätten haaptsächlech gär bei der Autonomie, datt eng Chancëgläichheet vun de Regioune besteet an datt mer flächendeckend och kënnen déi Ugebueder maachen. An duerfir musse mer och kucken, datt mer dee System vum Lycée de proximité hannerfroen, deen net onbedéngt mat Autonomie kompatibel ass, an datt mer och eis Froe stellen iwwert d'Affektatioun vun den Enseignanten, déi muss rediskutéiert ginn.

Mir sinn och der Meenung, datt den Enseignement muss méi divers sinn. Mir hu begréisst, datt Bac-internationallen, Bac-européenen agefouert gi sinn. Mir wëllen, datt dat och an der ëffentlecher Schoul soll ausgebaut ginn, mä et muss just uerdentlech duerchgeféiert ginn, net onbedéngt wéi déi Projeten zu Déifferdeng, déi mer vum Prinzip hier begréisst hunn, mä wou mer an der Duerchféierung awer extrem Schwieregkeeten domadder haten.

Et ass do, wou eis Zukunft spillt, an et ass do, wou an deenen nächste Jore muss Realitéit gemaach ginn, fir dee Schoulsystem esou hinzekréien, datt en effizient ass an datt en effikass ass. An et ass net, wa mer PISA nëmme méi eng vun zwou Kéiere maachen, datt mer de Schoulsystem domadder besser maachen.

De Statsminister ass och op d'Gesellschaftsreformen agaangen. Ech wëll och e puer Wuert doriwwer soen.

D'Regierung ass ugetrueden a seet och haut nach, grouss Reformen an der Gesellschaftspolitik wären ouni d'CSV (veuillez lire: mat der CSV) net méiglech gewiescht. Ech analyséieren dat kuerz a calme, well et mer awer wichteg ass.

Relatiounen tëschent Kierch a Stat, dat ass jo dat Éischt, wat ëmmer gesot gëtt. Do war munches noutwendeg. D'Basis fir d'Konventiounen ze fannen, hu mer och matgedroen. Munches hätte mer och anescht gemaach. Ech soen dat kloer an däitlech hei: Munches hätte mer anescht gemaach! Mir hätten de Reliounsunterrecht am Primaire net géint d'Leit ofgeschaaft.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir hätten d'Kierchefabricke sécherlech reforméiert, mä mer hätte se sécherlech net esou reforméiert, wéi et haut ass, well mer mengen, datt dat juristesch net haltbar ass a well et an eisen Aen am Sträit organiséiert ginn ass. Mir hätten aner Léisungen do fonnt.

Zweete Punkt, gläichgeschlechtleche Mariage, de Mariage homosexuel, hu mer matgedroen. Hu mer matgedroen! Mir hu Jo zu där Reform gesot. Zu där ass vum Här Biltgen, vun der Madamm Modert och deen éischte Jet ausgeschafft ginn. De Paul-Henri Meyers, CSV-Deputéierten, war Rapporteur vun deem Gesetz. Mir hunn et matgestëmmt.

Une voix.- Genau!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- D'CSV huet et matgestëmmt.

D'Gesetz vum Avortement, wat muss ech soen? De Statsminister huet dat gëschter ganz emotional nach eng Kéier ugeschwat. Ech maachen dat elo e wéineg méi calme, well meng Analys méi eng rationell ass. Ech mengen, datt déi grouss Reform am Avortement, do, wou d'Autodeterminatioun decidéiert ginn ass, do, wou eng Fristeléisung decidéiert ginn ass, eng Reform war, déi mer am Dezember 2012 gemaach hunn. Dat war an eisen Aen do, wou u sech e groussen Deel vun der Autodeterminatioun an d'Fristeléisung agefouert gi sinn.

(Interruption)

Déi hu mer matgedroen. Déi hu mer matgestëmmt.

An der Reform, déi 2014 gemaach gouf, sinn d'Consultatiounen ofgeschaaft ginn. Dir waart der Meenung, datt déi sollten ofgeschaaft ginn. Mir waren op deem Punkt enger anerer Meenung. Ech wëll just soen, fir eis war et wichteg, datt dat Gesetz vum Avortement, wat 2012 gestëmmt ginn ass, wat mer initiéiert hunn, wat mer matgedroen hunn, wat eng Fristeléisung an d'Autodeterminatioun zu engem groussen Deel agefouert huet, datt dat do gemaach ginn ass. Do ware mer ënnerschiddlecher Meenung.

Reform vum Nationalitéitegesetz. D'Reform vum Nationalitéitegesetz, do sinn ech frou, datt et do ass. Et ass effikass, et ass sënnvoll. Et ass gemaach ginn no engem Referendum, deen net hätt misse sinn, als Ausgang zu engem Referendum. Et ass schued, datt et am Fong an deem Kontext huet misse gemaach ginn. An ech wëll och soen, wa mer doraus eng grouss Gesellschaftsreform maachen, datt et och zu engem groussen Deel op Basis vun enger CSV-Propositioun gemaach ginn ass! Dat heescht, och op deem Punkt, am Kader vun der Modernisatioun vun der Gesellschaft, ass d'CSV Virreider. An dat Gesetz ass effikass an ech si stolz drop an ech si frou, datt mer dat fäerdegbruecht hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Aner Gesellschaftsreformen, déi sinn nach net gemaach ginn, déi bräichte mer awer an dësem Land. Zum Beispill d'Reform vum Divorce, d'Reform vun der Autorité parentale, d'Reform vun der Schafung vun engem Familljeriichter. Déi gëtt an der Kommissioun, an der Commission juridique ganz hefteg diskutéiert, ass awer momentan nach net do. Ob se da kënnt an dëser Legislaturperiod, dat gesi mer.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Mir stellen awer haut fest, datt mer elo en Text hunn, deen an eisen Aen en extrem onausgeräiften Text ass, dee laanscht d'Realitéit geet, deen ënnert dem Deckmantel vun der Pacificatioun vun der Scheedung, der Vereinfachung vun de Prozeduren, de gestäerkte Kannerrechter e Gesetz dohinnersetzt, wat d'Strooss duerno an der Realitéit juristesch net wäert halen!

Mir si fir d'Aféierung vum Zerrüttungsprinzip, mä mir sinn awer gläichzäiteg fir d'Bäibehale vun dem Divorce pour faute grave, well mer mengen, datt dësen Text an der Praxis vill Onmutt a vill Duerjernee wäert maachen. Mir froen eis, ob en nach dës Legislaturperiod kënnt. Mir hätte gemengt a mir hunn dat oft gefrot, datt et besser gewiescht wär, den Text vun der Autorité parentale ofzetrennen, dann hätte mer zumindest an dëser Legislaturperiod deen Text gehat.

(Interruption)

Zweeten Text, dat ass d'Reform vum Jugendschutz. D'Reform vum Jugendschutz ass och eng wesentlech Reform, ass awer elo just eréischt deposéiert ginn, an do sinn elo schonn eng ganz Rei Diskussiounen amgaangen, an et ass nach keen Avis vum Conseil d'État do. Ech froe mech, ob deen Text nach dës Legislaturperiod ka kommen. Ech mengen, oder ech si mer zimlech sécher, net.

D'Reform vun den Tutellen a vun de Curatellen, virun engem Joer grouss ugekënnegt, datt et misst reforméiert ginn. Ech stellen hei fest, et ass nach keen Text vun der Reform vun de Curatellen an den Tutellen do.

Ech schwätzen iwwert d'Vorratsdatespeicherung. Do hate mer an enger éischter Etapp ugekënnegt, et géif e grousse Lëtzebuerger Text kommen. Duerno hu mer gesot, mir setzen dat an den europäesche Kader eran. Haut läit deen Text scho säit 2014 do. Elo kucke mer, ob en an deenen nächste Woche kënnt oder net kënnt.

D'Gesetz iwwert den Dateschutz, d'Datenschutzgesetzgebung, wou mer an der Presidence gesot haten, du jamais vu, datt deen Text elo esou duerchgaangen ass! Ech gesinn hei en Text, deen eis vill Kappzerbrieches zu Lëtzebuerg mécht, wou de 25. Mee dat europäescht Reglement schonn a Kraaft wäert trieden a wou mer musse kucken, ob mer bis dohinner déi lëtzebuergesch gesetzlech Basis da packen. À voir! Dat gesi mer an deenen nächste Wochen.

Ech schwätzen iwwert d'Gesetz vun der Filiatioun, e schwieregen Text, eng richteg gesellschaftspolitesch Froestellung, déi sech do mécht. Schwiereg Sujeten och, Sujete wéi d'PMA oder d'GPA, d'Leihmutterschaft, wou zwar an der Kommissioun driwwer diskutéiert ginn ass, mä wou eis awer ganz kloer eng grouss Diskussioun no bausse feelt, déi awer nach muss gefouert ginn. Ech gesinn net, wéi dësen Text an deenen nächste Woche wäert weidergefouert ginn. Ech ka mer net virstellen, datt dat esou schnell ka goen. À voir! Dat gesi mer dann.

Dat, wat ech also wëll soen, dat ass, datt déi Meilesteng, déi d'Regierung an der Gesellschaftspolitik sollt gesat hunn, fir mech nëmmen e Mythos sinn. Dat, wat gemaach ginn ass, dat sinn eng Rei Texter, déi d'CSV deelweis matgedroen huet, respektiv d'Trennung vu Kierch a Stat, wou mer aner Iddien haten, respektiv eng Erweiderung vum Avortement, wou d'Majoritéit aner Iddien hat. Mä op all deenen aneren Texter si mer entweder mat Initiateur, hu mer se matgedroen, oder bei all deenen, déi ech opgezielt hunn, se sinn nach guer net do, se sinn nach net an d'Realitéit ëmgesat ginn.

Mäi leschte Punkt, dat ass d'Sécherheetspolitik. Dat ass e fundamentaalt Thema. Ech wëll och keng Politiséierung dovunner maachen, mä Realitéit an Ursaache kucken, déi komplex sinn. Mir wëllen, datt d'Police, d'Arméi, de Geheimdéngscht, d'Pompjeeën, d'Sekuristen, d'Giischtercher uerdentlech Aarbechtsméiglechkeeten hunn. Si sinn e wichtege Bestanddeel vum Zesummenhalt vun der Gesellschaft.

An de Premierminister sot 2016 - en huet dat och dëst Joer nach eng Kéier rappeléiert -, datt dat subjektiivt Sécherheetsgefill am Fong esou wär, datt et net op de Statistike géif berouen, well en Onsécherheetsgefill momentan do wär, wat een net kéint mat Statistike beleeën. En huet awer gesot, an en huet absolutt recht domat, datt och e subjektiivt Sécherheetsgefill ka richteg problematesch sinn. Wann d'Leit sech net sécher spieren, da féiert dat zu Nervositéit an zu Problemer hin.

An eis Responsabilitéit an der Politik ass et, ze kucken, konstant Suerg ze hunn, datt mer d'gesetzlech Basis schafen, datt all déi Sécherheetscorpse kënnen uerdentlech schaffen, datt mer d'Leit an d'Equipement dohinnersetzen an datt mer och kucken, datt d'Organisatioun um Terrain fonctionnéiert.

Dräi wichteg Texter huet dës Regierung gemaach. Hannert deenen Texter sti mer.

De Geheimdéngscht ass ëmfonctionnéiert ginn, krut en neit Gesetz. Mir hunn d'ailleurs och bewierkt, datt méi Personal ka rekrutéiert ginn an deem Gesetz. Ech fannen dat positiv, dat hu mer ënnerstëtzt, an als President vun der Kontrollkommissioun gesinn ech och, datt déi Exekutioun um Terrain uerdentlech a korrekt leeft.

Zweetens, d'Service-de-secourse sinn ëmgestallt ginn. Mir sinn do an enger Phas, wou d'Emsetzung op dem Terrain muss gemaach ginn. Mir hunn deen Text ënnerstëtzt. Elo kucke mer, wat d'Realitéit eis bréngt.

Drëttens, mir hunn an der Verfassung och den État d'urgence ëmgestëmmt. Och dat war e gemeinsamen Text, dee mer gemaach hunn, e wichtegen Text, wou et sënnvoll ass, datt mer en hunn. Mir sinn awer elo amgaangen, eng Rei Texter ze maachen, déi nach net fäerdeg sinn, nach net ugefaange sinn oder mat deene mer Schwieregkeeten hunn. Ech wëll dat eng Kéier och kloer hei soen, well se eis wichteg sinn, wann ee vun engem État de la nation schwätzt!

Deen éischten Text, dat ass d'Reform vun der Polizei. De Polizeiminister hat eis am Ufank gesot, datt en iergendzwousch alles eng Kéier selwer an der Nuecht géif schreiwen, fir deen Text do uerdentlech hinzekréien, dee seng Virgänger net uerdentlech gemaach hätten. Duerno sinn Audite komm, Analyse komm, mat all den Diskussioune ronderëm déi Auditen, mam Resultat, datt mer nach ëmmer keen Text hunn an datt mer haut en Text doleien hunn, wou bei eis net novollzéibar ass, datt déi Mission-de-proximitéen net méi drastinn, dat heescht, datt se net am Text definéiert sinn. Mir hätte gemengt, datt se missten anescht definéiert sinn an datt déi Mëttel missten am Text beschriwwe ginn.

Mir hunn eis gewonnert, datt d'Fouille-de-sécuritéen…

Une voix.- Här Wiseler, dierf ech Iech…

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- ...net an deem Text do stinn. De Minister huet e Projet fir d'Fouille-de-sécuritéen deposéiert, mä ech stelle fest, datt dee Projet nach ëmmer net do ass. Mir hätten net ongär gehat, wann dat an dësem Text gestanen hätt. Mir regrettéieren, datt och Moyenen, déi d'Polizei brauch, wéi zum Beispill de Platzverweis, deen der Polizei géif hëllefen, net Plaz an dësem Text fënnt. Ech weess net, ob den Text kënnt, mä an eisen Aen hëlleft deen Text eis hei net ganz vill.

(Interruption)

Ausser en aneren Text, dat ass de Gesetzestext, dee säit 2015 doläit, wat de Kampf géint den Terrorismus ugeet, dee mer no den Attentater vu Paräis hei op de Chambersdësch kruten. E war grouss ugekënnegt ginn, ass och als urgenten Text dohinnergesat ginn, ass awer ëmmer nach net do, aus wellechem Grond och ëmmer. En ass nach ëmmer net do! Mir hätte gär deen Text. An ech soen hei ganz kloer: Kënnt deen Text, wäerte mer e matstëmmen. Mir stinn do hannendrun, well mer e brauchen.

En neit Prisongsgesetz, wat d'Exécution des peines ugeet respektiv wat d'Administration pénitentiaire do ugeet, ass och nach ëmmer net do.

Une voix.- E kënnt!

(Interruption par la présidence)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat gesi mer dann, ob e kënnt. On verra! Ech soen elo just, wou mer haut dru sinn. État de la nation, den État ass haut. Ech maachen haut den Tour vun deem, wou mer dru sinn.

E Gesetz iwwert d'Reform vun der Arméi, wou eng Analys, en Audit versprach respektiv amgaangen ass gemaach ze ginn, dovunner hu mer näischt méi héieren. Op jidde Fall ass do nach keen Text do.

Déi zwee Texter iwwert d'Agent-municipallen, wou mer der Meenung sinn, datt se gebraucht ginn, datt mer se brauchen, fir d'Polizei an hirer Missioun, an hire verschiddene Missiounen ze entlaaschten. Den Avis vum Conseil d'État ass do. Mir hunn awer an der leschter Zäit näischt méi iwwert deen Text do héieren. Mir wëssen net, ob e kënnt, a mir musse kucken, wéi et weidergeet.

De Conseil national de la justice, wat e wichtegt Instrument ass a wou op eng parlamentaresch Nofro vum Alex Bodry de Justizminister gesot huet, datt hien der Meenung wär, datt dee Conseil national och kéint ouni Verfassungsbasis ëmgesat ginn an datt e géif kuerzfristeg e Gesetz derfir deposéieren. Dat war scho virun enger laanger Zäit. Ech stellen haut fest, datt awer nach ëmmer keen esou en Text do ass! Mir sinn der Meenung, datt en eng Verfassungsbasis brauch, duerfir reklaméiere mer net. Mä de Minister huet eppes anescht gemengt an eppes anescht behaapt an eppes anescht versprach. Den Text, stelle mer haut fest, ass nach net do.

Aacht Texter, déi nach net an der Realitéit sinn, zwee, déi nach net ugefaange si ginn, sechs, déi mer mussen an deenen nächsten dräi Méint kréien. Do stelle mer eis awer eng ganz Rei Froen driwwer.

Ech kommen zum Schluss. D'Gefill vu Sécherheet ass an eisen Aen essenziell fir den Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft. Et ass eng vun de fundamentale Missioune vum Stat. An en Onsécherheetsgefill, och wann et, esou wéi den Här Bettel et gesot huet, e subjektiivt an eiser Gesellschaft ass, ass ëmmer negativ fir den Zesummenhalt vun der Gesellschaft a vum Stat a mécht haaptsächlech de Fräiraum op fir vill Populismen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Duerfir, och en Onsécherheetsgefill an deenen eenzelne Corpsen, dat kann oft zu Nervositéit féieren an d'Nervositéit kann heiansdo zu Feeler féieren. Duerfir musse mer gemeinsam ganz gutt oppassen.

Mir sinn also Demandeur - dat ass dat, woumat ech wollt zur Konklusioun kommen -, fir datt déi Texter, e groussen Deel vun deenen Texter nach solle probéiert ginn, an d'Realitéit esou schnell wéi méiglech ëmgesat ze ginn, well mer brauche se, notamment dee vun der Terrorismusbekämpfung. Well et ass eng Evidenz an eisen Aen, datt et der Politik hir Responsabilitéit ass, déi gesetzlech Basissen ze schafen, déi Moyen-materiellen ze ginn, déi Moyenen u Leit ze ginn, déi Organisatioun ze schafen, déi eise Sécherheetscorpsen erlaben, ob dat elo d'Polizei ass, ob dat de Geheimdéngscht ass, d'Arméi ass, d'Sekuriste sinn, d'Giischtercher sinn, hir Aarbecht uerdentlech ze maachen. A mir sollen och gemeinsam als Politik zum Ausdrock bréngen, datt mer hanner hinne stinn, well mer wëssen, datt se alleguer eng extrem schwéier Aufgab ze maachen hunn, an datt mer hinnen dankbar sinn, datt se déi Aufgab fir d'Allgemengwuel halen.

Ech wëll als Konklusioun soen, datt Lëtzebuerg an Zukunft viru ganz groussen Erausfuerderunge steet, datt Lëtzebuerg all Viraussetzungen huet, fir déi Erausfuerderungen ze meeschteren, datt Lëtzebuerg d'Talent huet, d'Kompetenz huet, d'Energie huet, den Dynamismus huet, fir et ze maachen, datt Lëtzebuerg de Wëllen an den Optimismus huet, fir dat ze maachen, datt Lëtzebuerg och d'Traditioun huet an d'Kultur, déi eis en zolidd Fundament derfir gëtt, datt Lëtzebuerg op ass fir Neies, ob dat nei Leit sinn oder ob dat nei Iddie sinn, an datt mir als CSV Vertrauen an d'Zukunft vun eisem Land hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Exzellent!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci. An als Nächsten huet d'Wuert de Fraktiounschef vun der LSAP, den Här Alex Bodry.

(Brouhaha général)

Sou, wann ech gelift! Just den Här Bodry huet am Moment d'Wuert. Dat gëllt och fir Iech!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dës Regierungserklärung am Wahljoer, e puer Méint virum Ofschloss vun enger Mandatsperiod, huet natierlech ëmmer eng aner Gewiichtung wéi déi, déi een am Laf vun enger Period mécht. Si muss naturgedronge méi den Akzent op de Bilan setzen, op dat, wat ëmgesat ginn ass, op dat, wat ass, a muss méi kuerztrëppelen op deem, wat wäert kommen, well stellt Iech vir, eng Regierung hätt sech erdreist, an dësem Moment e Programm fir déi nächst fënnef Joer duerzeleeën, ech wëll net wëssen, wat dann d'Reaktioun vun der Oppositioun gewiescht wier!

Aus dem Respekt, mengen ech, vun deem Optrag, dee se huet, an dee geet am Oktober zu Enn, war et richteg, déi Gewiichtung vun den Inhalter esou ze maachen, wéi dat gëschter an der Deklaratioun vum Premierminister geschitt ass.

Et ass natierlech elo un de Parteien, déi sech do manner mussen zréckhalen, hir Virstellungen ze gi vun deem, wat ass, awer och vun deem, wat soll kommen an nächster Zäit. Do hu Parteie vill méi Spillraum, wéi eng Regierung als Dräierequipp, als Koalitioun dat huet. Dovunner wäerte mir selbstverständlech och als LSAP Gebrauch maachen. Zesumme mam Franz Fayot a mam Taina Bofferding wäerte mer versichen, aus der Siicht vun der LSAP d'Situatioun vum Land ze kucken an och e Bléck selbstverständlech an d'Zukunft ze woen.

No där harscher Kritik, déi vun der Oppositioun hei un de Premier mat senger Erklärung geriicht ginn ass, hat ech mer schonn, muss ech soen, allerdéngs vun der gréisster Oppositiounspartei e bësse méi versprach wéi e Medley vun deene beschte Stécker vun dëser Period, de Positiounen, al bekannt, déi se schonn hei duergeluecht huet, sief et op hire Kongresser, sief et an den eenzelnen Debatten, déi mer hei haten. Dat war och net dee grousse visionäre Worf!

Mä vläicht sinn och d'Zäiten net ausgeriicht derfir a vläicht si mer och alleguerten ze staark ageholl vun der Realpolitik, vun engem Pragmatismus, an deen ee besonnesch als Regierungsparteien, als potenziell Regierungsparteie gäre verfält, a léise mer eis net genuch eigentlech vun deem Alldeeglechen, vun den Detailpoliticken ewech op dat Allgemengt.

Mä eppes kann een, mengen ech, dëser Regierung, dëser Koalitioun net virwerfen - an dat Bild huet den Här Wiseler probéiert e bëssen ze verwëschen -: Dat ass, dass nach ni esou vill Gesetzestexter gestëmmt si gi wéi an dëser Period!

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Dat ass richteg!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Mir hunn d'lescht Joer... Dat ass e Kritär, wann et e Virworf ass, et géif näischt geschéien! An an engem Parlament ass nun eben d'legislativ Aarbecht d'Kärsteck vun der Aarbecht. An de Fait, dass hei esou vill Texter gestëmmt si ginn, iwwregens zu iwwer 80% mat der Zoustëmmung vun der CSV, also kann et jo kee Quatsch gewiescht sinn!

(Interruptions)

Also mussen et jo nëmmen exzellent Texter gewiescht sinn, déi héchste Qualitéitskritären entspriechen, soss hätt déi stolz CSV selbstverständlech déi Texter net gestëmmt.

(Brouhaha)

Iwwer 100 Gesetzestexter sinn eleng dat lescht Joer hei vun der Chamber gestëmmt ginn! An den Här Wiseler huet e bësse fréizäiteg d'Argument vun dem „verluerene leschte Joer" ugefouert. A gläichzäiteg nennt en awer eng Rei vun Texter, déi onbedéngt nach misste gestëmmt gi virum Enn vun dëser Legislaturperiod. Also kann dat Joer net esou verluer gewiescht sinn, wann eng ganz Rëtsch Texter, wichteg Texter, nach sollen da kommen, déi scho laang engagéiert sinn zum Deel an de Prozeduren, déi och wäerten zu engem Ofschloss kommen, och no laangjäregen Navetten, ënner anerem mam Statsrot.

Ech zielen der eng Partie dovunner op, wou ech sécher sinn, dass mer déi nach wäerte bis Enn Juli hei och an der Chamber kënne stëmmen, well se ebe gutt preparéiert sinn, well se diskutéiert gi sinn an den zoustännege Kommissiounen an elo eben deen Austausch notamment och mam Statsrot am Moment déck amgaangen ass.

Ech denken un d'Reform vun der Police, vun der Generalinspektioun vun der Police an d'Disziplinn. Ech denken un d'Reform vum RMG, d'Aféierung vum REVIS. Ech denken un d'Reform vun der Uni Lëtzebuerg. Ech denken un dat neit Déiereschutzgesetz, un dat neit Naturschutzgesetz, d'Scheedungsreform an d'Neiregelung vum Suergerecht. Ech denken un d'Reform vum Reklassement, un d'Archivegesetz,

un d'Reform vun den Agents municipaux. Dat ass nëmmen een Deel vun deene Projeten, déi esou wäit engagéiert sinn, dass se nach kënnen an deenen nächsten dräi Méint, an ech denke wäerten och an deenen nächsten dräi Méint hei vum Parlament diskutéiert an ugeholl ginn.

Et ass also alles aneres wéi e Stëllstand, deen een hei feststellt, mä et ass nach wie vor, mengen ech, deen Elan, deen dës Koalitioun matgeholl huet, dee geet bis zum Schluss weider.

Selbstverständlech gëtt munches vläicht net méi esou blauäugeg gekuckt, wéi dat nach am Ufank war, wann een d'Deklaratioun vum Oktober, vum Dezember 2013 noliest vun dëser Regierung. Villes beweegt sech och an enger Kontinuitéit! Duerfir ass jo déi Excessivitéit vun der Kritik un der Regierungspolitik fir mech net nozevollzéien!

Wann een op där enger Säit d'Theorie vertrëtt, dat war jo och déi, déi den Här Juncker ëmmer a sengen zwou Rieden hat, déi en hei gehalen huet als Oppositiounsführer; dat ass jo eigentlech déi Politik, déi mir och praktesch gemaach hätten. An da gläichzäiteg, jo gläichzäiteg gëtt een net midd, ëmmer erëm alles schlechtzerieden, alles klengzerieden, alles schwaarzzemolen! Jo, do ass awer e Widdersproch derbäi!

Wann et wierklech déi Politik wär, déi Dir och als CSV notamment weidergemaach hätt, jo, da verstinn ech eigentlech net, dass Der déi Politik esou an e schlecht Liicht wëllt féieren. Dir musst Iech do decidéieren! Ass et an der Kontinuitéit? Da misst eigentlech Är Kritik ganz anescht ausfalen, wéi se ausgefall ass. Oder awer et ass e Broch, an da géif een dat verstoen. Mä dat passt dann awer och net an déi aner Theorie eran, dass jo alles scho vun der CSV preparéiert ginn ass, an déi Leit, déi dat hei ausféieren, déi maachen dat alles nëmmen esou als Handlanger vun deene grousse Geeschter vun enger grousser, traditiounsräicher Partei.

Esou einfach kann een natierlech och d'Welt molen. Esou einfach ass et net. An zemools een, dee laang derbäi war, zwanzeg Joer mat därselwechter Partei an der Koalitioun war, weess, dass d'Realitéit heiansdo anescht ass an dass een d'CSV alt oft huet missen op eenzel Saache stoussen, zu Bewegunge féieren, well hiren normale Rhythmus ass net dee vun der Bewegung,...

(Interruption)

...et ass éischter dee vum Temporéieren, vum Bremsen, vum Kucken, vum Studéieren an net vum Handelen.

Dat huet sech, mengen ech, an engem wesentleche Punkt hei geännert. Ech hunn et schonn eng Kéier gesot. Fir mech huet de Changement, deen Enn 2013 komm ass, manner ze di mat engem komplette Paradigmewiessel an der Politik, mä méi ze di mam Rhythmus, wéi d'Saache gemaach ginn, mam Wëllen, och géint Widderstand gutt a wichteg Projeten duerchzezéien!

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat huet oft gefeelt an der Vergaangenheet, besonnesch och an der leschter Period gefeelt vun 2009 bis 2013. An duerfir ass déi ënner anerem och a Brëch gaangen. Dat war eng logesch Konsequenz vun där Haltung, déi sengerzäit festzestelle war.

Wat mech och da wonnert, manner haut an der Ried vum Virriedner wéi an deene Kommentaren, déi ee konnt soss liesen, dat ass de Fait, dass soll den Androck entstoen - dat gehéiert zu der Kommunikatiounsstrategie vun der CSV -, wéi wann all déi reell Problemer, déi et sécherlech och ginn hei zu Lëtzebuerg - mir kommen nach selbstverständlech drop ze schwätzen -, op eemol vum Himmel gefall wären am Dezember 2013!

Mä ech soen Iech hei: Net eent vun deene strukturelle Problemer, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, an déi sinn net all geléist, net eent ass an deene leschte puer Joren entstanen! Si hunn all hiren Ursprong geholl an deene leschten zwanzeg, wann net souguer drësseg Joren! An ze maachen, wéi wann elo dës Koalitioun schold wär un där doten Entwécklung - dat ass jo dat, wat insinuéiert gëtt, dat Gëft, dat destilléiert gëtt wärend Joren -, dat ass komplett falsch!

Och dës Koalitioun, wéi déi Koalitioune virdrun, huet keng Patentrezepter fir eenzel grouss strukturell Problemer, well se onheemlech komplex sinn a well et schwéier ass virun allem, se och schnell ze behiewen. Mir hunn do ugesat, wou aner Koalitiounen och schonn Hiert probéiert hunn, heiansdo mat méi Succès, heiansdo awer och mat deemselwechten Netsuccès wéi anerer.

Bleiwen also d'Problemer vum Logement, vun der Mobilitéit, an nach eenzel sektoriell Schwieregkeeten, déi bestinn, déi mat eisem ganze Wirtschafts- a Sozialmodell selbstverständlech zesummenhänken. A wa mer dee wëlle weiderféieren, da gëtt et och net einfach, déi aner Problemer schnell ze léisen. Dat musse mer alleguerte mat Éierlechkeet soen. An et soll kee maachen, wéi wann en hei fundamental eppes aneres gemaach hätt, wat hei probéiert ginn ass schonn iwwer eng Partie vu Joren.

Mir fält och op, dass, wann dës Period eng Period ass vun enger Rekordzuel vu Gesetzer, déi gestëmmt si ginn, dës Period wäert och eng si mat engem Minusrekord vu Gesetzesvirschléi vun der Oppositioun, déi komm sinn.

Une voix.- Ah!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Ech hu mer, well ech eng Aarbecht fir eng Uni maachen, dat eng Kéier ugekuckt. Ech sinn e bëssen duerch Zoufall, muss ech soen, drop gestouss, wivill dass esou där Proposition-de-loien da gemaach si ginn, wat jo dat klassescht Instrument ass vun der Oppositioun, fir hir Positioune kloerzemaachen an eenzelne Punkten. An ech hunn dat verglach mat deem, wat an deene véier Periode virdru war: Nach ni sinn esou mann Propositions de loi gemaach gi wéi dës Kéier! A besonnesch fält op, dass déi gréissten Oppositiounspartei der manner gemaach huet wéi kleng Oppositiounsparteien.

Une voix.- Ouh?

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Och dat schreift sech natierlech an eng Strategie an, fir méiglechst keng konkret a bannend Engagementer ze huelen, wéi een dat mécht selbstverständlech mat enger Proposition de loi. Well dat Éischt, wat ënner anere Regierungsverhältnisser vläicht eng Oppositioun da mécht, se zitt déi al Proposition-de-loien eraus vun deene Parteien! Duerfir waren déi gréng Kolleegen esou schlau, dass se am Ufank, wéi se an d'Regierung komm sinn, all hir al Proposition-de-loien zréckgezunn hunn.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Si schreiwe se nach of!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Si schreiwe se och of!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Bon, d'CSV wëllt net an déi dote Situatioun kommen, an duerfir hu se et bei enger Handvoll vu Proposition-de-loie wärend fënnef Joer belooss, fir eben an engem Flou artistique ze bleiwen, a ganz ville Froen net unzëecken, bal no riets, bal no lénks ze probéieren, Stëmmen ze glannen, fir esou bis zu de Wahlen duerch de Bësch ze kommen. Mir fannen, dass dat keng gutt Attitüd ass, mä jiddwereen ass responsabel fir déi politesch Strategie an déi Taktik, déi e sech gëtt.

Mech wonnert och net, dass den Här Wiseler ganz wortkarg war, en ass do an e puer Sätz schnell ewechgaangen iwwert dee ganze Finanzvolet, dee jo awer besonnesch, och well mer jo hei de Plan de stabilité et de croissance vun der Regierung diskutéieren, e wesentlecht Element vun dëser Debatt ass.

An dobäi op d'Budgetsdebatten ze verweisen, ass, mengen ech, och net richteg, well hei jo och déi méi laangfristeg Perspektiven a virun allem déi lescht Donnéeë mat erakommen. An ech mengen, et si besonnesch déi lescht positiv Donnéeën, wat de Kont vun 2017 ugeet, dat si jo praktesch definitiv Zuelen, déi elo op Bréissel gemellt ginn, déi an dësem Moment e ganz anert Bild weise wéi dat, wat versicht ginn ass, besonnesch vun CSV an ADR, an deene leschte Jore Joer fir Joer ze molen.

D'Seefeblos vun der schlechter Gestioun vun den éffentleche Finanze vun dëser Koalitioun, déi d'CSV opgeblosen huet, ass definitiv geplatzt. D'Seefeblos, dass mer hei eis onverantwortlech géife verschëlden, ass definitiv geplatzt. An dat wëllt natierlech d'CSV net hunn, dass dat soll elo an der leschter Debatt - et ass Pech fir si! -, an der leschter Debatt hei alles, wat opgebaut ginn ass iwwer laang Joren als Gespenst, als schwaarzt Gespenst vun enger onfäeger Regierung, besonnesch a Finanzmatièren, dass dat sech wéi mat engem Fiederstréch als falsch erwisen huet.

Duerfir wäerte mir haut doriwwer diskutéieren, och wann d'CSV net wëllt mat eis doriwwer diskutéieren! Mir diskutéieren op Fakten, op den Zuele vun de Joren 2014, 2015, 2016, 2017 an op den éischten Indikatioune vum Laf vun dem Joer 2018. Ech weess hoergenau, wat doriwwer erausgeet, do spillt, dat weist och d'Vergaangenheet, natierlech eng grouss Inconnue mat, och wann een awer perspektivesch muss festhalen, dass och déi mëttelfristeg Perspektiv vun der Finanzsituatioun sech gradesou verbessert huet, opgrond vun der Upassung vun den Zuelen no deene leschten effektive Resultater, op déi mer hei kënne verzichten (veuillez lire: verweisen).

Dës Regierung huet virun allem eppes fäerdegbruecht: Si huet, dat war fir eis onheemlech wichteg, si huet gebrach, et ass e Broch mat där Politik, déi zum Schluss war an der leschter Koalitioun. Déi war och net ëmmer esou! Mä dat war dee leschte sougenannte Spuerpak, dee geholl ginn ass, wou wëssentlech, mat Absicht d'Investissementer erofgesat gi sinn.

Ech soen haut, dat war menger Usiicht no e Feeler, dass mir och, d'Sozialisten, deemools zougestëmmt hunn. Doduerch sinn effektiv am Joer 2013 d'Investissementer op engem absolutten Déifpunkt ukomm, virdru ware se och an där Period méi héich, vun 1,6 Milliarden Euro. Mir leien elo, dat sinn dann d'Zuele vun 2017, bei 2,2 Milliarden. Fir d'lafend Joer rechent d'Regierung mat 2,4 Milliarden Investissementer. Dat ass awer eng Augmentatioun vu 40% bis 50% vun dem Niveau vun den ëffentlechen Investitiounen. Dat sinn déi direkt an déi indirekt.

A wat fir mech méi remarkabel ass, do komme mer op d'Scholdefro zréck, dovunner gëtt an dëser Period effektiv nëmmen e Fënneftel finanzéiert duerch Friemmëttel, duerch also en Emprunt, deen een tätege geet, a véier Fënneftel ginn iwwer normal Budgetsmëttel finanzéiert.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat ass en ausseruerdentlecht Resultat! An ech fanne souguer, dass dat souguer fir d'Zukunft eng gutt Opdeelung ass!

Mir fannen et als LSAP-Fraktioun normal, dass, wa grouss Investissementer gemaach ginn, wou och nach aner Generatioune wäerten dovunner profitéieren, do een Deel vun där Finanzlaascht och gestreckt gëtt op eng länger Zäit, an net nëmmen déi, déi haut do sinn, eigentlech déi Laascht do musse ganz droen. Dat geschitt net anescht an eisem Privatliewen, wa mer d'Decisioun huelen, eppes ze maachen. Och do ass et normal, dass mer op Emprunten zréckgräifen. An d'Gemenge maachen et jo och net anescht, ausser déi puer, déi am Floribus liewen an déi nach Sue kënnen all Joers op d'Säit leeën.

Mä dat ass awer en normale Wee, wéi finanzéiert gëtt. An ech fannen et also normal, dass een an enger Finanzsituatioun een Deel, e vernünftegen Deel vun deene groussen Investissementer an nei Infrastrukturen, dass een déi och iwwer Friemmëttel finanzéiert. Duerfir si mir der Meenung, dass mer hei dat Richtegt gemaach hunn, dass mer hei och d'Resultater hunn.

Dës Regierung stoung virun enger Herkulesaarbecht, wéi se ugefaangen huet op deem dote Punkt, well déi viregt Regierung och eng Partie Decisioune selbstverständlech geholl hat. Mir wëssen, wéi schwéier all Joers déi Diskussioune waren. Mir wëssen, dass de fréiere Fraktiounspresident vun der CSV, den Här Wolter, emol eng Kéier sideréiert war, wéi en déi éischt Virschléi vum Budgetsminister Frieden ze gesi kritt hat, well mer deemools als Deputéierte vun der Majoritéit der Meenung waren, dass nach zousätzlech Efforte misste gemaach ginn, fir u sech méi no erëm un den Equiliber vun de Statsfinanzen ze kommen.

Abee, dat ass fäerdegbruecht ginn. A virun allem, mengen ech, wat remarkabel ass, dat gëtt ëmmer an der Diskussioun ënnerschloen, well gewosst war, dass misst kuerzfristeg derfir gesuergt ginn, dass e Lach, wat sech haut summéiert op eng Milliard Euro manner Einnamen an der TVA, duerch déi Neiregelung vun der Berechnung vun der TVA beim E-Commerce, dass mer déi hu missen eranhuelen, well soss wär effektiv dat Lach esou ginn, dass mer definitiv ni méi aus där Defizit- a virun allem där Scholdespiral erauskomm wären.

Ech wëll soen, wat eng Milliard Euro duerstellt. Dat kënnt eis jo ewell esou liicht iwwert d'Lëpsen. Eng Milliard Euro am Verglach zu deenen 18 Milliarde ronn, déi de Statsbudget ausmécht, dat si praktesch 6%! Dat si 6% vum Statsbudget, déi iwwer fënnef Joer verschwannen an definitiv fort sinn! Dat Lach huet misse gestoppt ginn. An dat huet dës Koalitioun misse maachen. A si huet et gemaach. A si huet et fäerdegbruecht.

A si huet selbstverständlech dobäi gehollef kritt vun enger ganz positiver internationaler an europäescher Konjunktur, wéi viregt Regierunge selbstverständlech och net nëmmen aus eegener Brillanz eraus Budgete presentéiert hunn, déi nach laang net ëmmer iwwregens am Equiliber waren, mä déi an Zäiten, wou mer e Wuesstum haten, e Realwuesstum vu 5% am Schnëtt pro Joer, et relativ einfach haten, muss ech soen. Do brauch een net e grousse Finanzgenie ze sinn, fir et fäerdegzebréngen, wann ee 5% Wirtschaftswuesstum iwwer eng laang Period huet, fir da mat de Finanzen eens ze ginn. Wann een dat net fäerdegbréngt, dann huet een an der Politik näischt ze dinn, géif ech mengen.

Duerfir muss een also, mengen ech, déi grousse Aarteg Leeschtungen aus der Vergaangenheet vläicht e bëssen zréckstutzen, wat hir wierklech Envergure ugeet, an am Géigesaz dozou vläicht awer och dee Courage an dee Wëllen, dee politesche Wëllen, deen dës Regierung hat, unerkennen, dat net weider entgleeden ze loossen an net och, soubal erëm eppes erreecht ginn ass, méi no un den Equiliber ze kommen, dat erëm eng Kéier duerch nei Depensen direkt erëm verluer goen ze loossen. Ech mengen, dass doduerjer de Bilan vun dëser Regierung an där doter Fro grad méi héich ze schätzen ass wéi munch aneres, wat an der Vergaangenheet de Fall war.

Well grad déi Period 2008 bis 2013 beweist, dass och d'Finanzgenië vu fréier op eemol um Enn mat hiren Iddie waren, um Enn mam Wëllen och waren, fir munches ze maachen, a sech selwer eigentlech net un déi Prinzipie gehalen hunn, déi se sech ginn haten. Et ass wéineg gespuert ginn an de Fonctionnementskäschten. An et ass praktesch alles geholl ginn iwwer nei Steiere respektiv iwwert d'Erofféiere vun den Investissementer. An dat mécht et, dass hei eng wichteg Aarbecht ze maache war.

An et kann ee soen an deem dote Punkt effektiv, dass d'Regierung dat gemaach huet, wat se sech als Zil gesat hat. Ech gehéieren, soen ech och hei, net zu deenen, déi vum Prinzip hier den Zukunftspak kritiséieren. Den Zukunftspak war sécherlech an Detailpunkten net genuch preparéiert a munches huet misse revidéiert ginn en cours de route, well mer gesinn hunn, dass awer esou munches net esou einfach ze maachen ass, wéi et vläicht am éischten Äifer gemengt gi war.

Mä ech mengen, dass et awer richteg war - an d'Effete si jo haut nach do -, deen doten Effort ze maachen, fir ze weisen, hei, mir kucken och am Fonctionnement vum Stat, mir kucken och bei eise gängegen Ausgaben, déi erëm eng Kéier a Fro ze stellen, eppes ze maachen, wat misst dat Normaalst vun der Welt an der Politik sinn, eng Evaluatioun ze maache vun den Ausgaben, ze kucken, wann eng Kéier eng Ausgab decidéiert ginn ass, no e puer Joer ze kontrolléieren: Mä ass déi Ausgab nach gerechtfertegt? Huet déi Mesure déi Ziler erreecht, fir déi se eigentlech agefouert ginn ass? Musse mer net Reajustementer maachen? Musse mer se vläicht verbesseren? Musse mer vläicht souguer se ganz ofschafen, well se näischt bruecht huet?

A mir géifen eis als LSAP wënschen, dass mer wierklech eng Politik vun Evaluatioun vun den éffentleche Politicke géife maachen, dass mer en onofhängegen Observatoire hätten, deen d'Dépenses publiques géif kucken, deen och also en Instrument kéint vun der Chamber sinn, fir eigentlech déi dote Bewäertung an Afrostellung an Optiméierung och vun den éffentlechen Ausgabe kënnen ze organiséieren an deenen nächste Joren. Dat wär fir eis e qualitative Sprong, wa mer kéinten an déi dote Richtung goen.

Nei Steieren hu missen agefouert gi respektiv sinn eropgesat ginn. Dat gëllt fir d'TVA. Dat war iwwregens e Projet, deen och déi viregt Regierung schonn an dem x-ten Aktualitéiserungsprogramm vum Pacte de stabilité ugekënnegt hat, mä et muss een awer och soen, dass nëmme praktesch een Drëttel vun deem Lach, wat huet misse gestoppt ginn, duerch d'Erhéijung vun der TVA konnt ofgedeckt ginn, knapp en Drëttel, an dass also nach vill zousätzlech Moossnamen hu misse gemaach ginn, fir dat Zil do kënnen ze erreechen.

Dat war méiglech mat engem Wuesstum, deen am Schnëtt gutt 3,5% iwwert dës Period ausgemaach huet. Dat war an dat ass manner wéi deen duerchschnëttleche Wuesstum, dee mer virun der Kris vun 2008 haten, wou mer, wéi gesot, praktesch alt 5% an der Moyenne haten. A komescherweis huet sech an deenen Zäite kee Mënsch weider Gedanke gemaach iwwert d'Effete vum Wuesstum vu 5% op aner Situatiounen hei am Land. Et ass also e Phenomeen, deen éischter méi grouss war an der Vergaangenheet, wéi en haut ass, an deen also eppes ass, wat mer all gemeinsam, géif ech soen, ze verantwerten hunn.

D'Verschëldung, ech hunn et schonn ugedeit, fannen ech verstänneg, deemno wéi et ausgeet, ob elo 2018 nach muss en Emprunt opgeholl ginn oder net. Wann dat elo net de Fall wär, dann hätte mer praktesch eng Zousazschold an der Héicht vun 2 Milliarde par rapport zu deem, wat Enn 2013 war. Wéi gesot, am Schnëtt sinn dat 400 Millioune pro Joer bei engem Investissement vun am Schnëtt 2 Milliarde pro Joer. Wéi gesot, mir fannen et eigentlech normal, dass dat esou ass.

An d'Perspektive si jo déi, dass déi Schold verhältnisméisseg och wäert erofgoen déi nächst Joer. Déi ass scho liicht erofgaangen an dëser Period.

An ech mengen, et muss ee jo och... Ech weess, dass notamment d'ADR Problemer mat der Verhältnisméissegkeet huet. Dat ass vläicht, well et eng excessiv Partei ass an deenen eenzelne Positiounen. Mä eng Schold selwer an absolutten Zuele seet jo guer näischt aus! Et muss ee jo - dat ass d'Einmaleins vun der Statistik -, fir déi Schold kënnen anzeschätzen, se a Relatioun mat iergendengem anere Wäert setzen.

Une voix.- An et muss ee se zréckbezuelen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat kann de Budget sinn, dat kann de BIP sinn. Europäesch an international ass et d'Bruttoinlandsprodukt, deen als Referenzwäert geholl gëtt, well soss kann een net aschätzen, a wat fir engem Verhältnis dass et steet. Dat si jo och déi europäesch Kritären, gesetzlech Kritären, déi mer hunn, wou, de Kritär jo ass, dass een net méi wéi 60% vum PIB däerf ëffentlech Schold hunn.

An dat gëtt selbstverständlech an alle Länner esou gemooss. A viregt Regierungen hunn et natierlech och net anescht gemooss wéi dës Regierung. Par rapport also zum Räichtum eigentlech, dee produzéiert gëtt, gëtt dat gemooss. An dat ass och näämlech richteg, well soss kann een do eigentlech kee Verhältnis duerstellen.

Mir sinn do bal Nummer 1, mir sinn d'Nummer 2 hanner Estland, well mer selbstverständlech natierlech eng Zënslaascht hunn, déi ganz geréng ass mat 0,3% vum PIB. Iwwregens, d'Musterländle hei niewent eis, déi aner Säit vun der Musel, huet eng Zënslaascht, déi véiermol esou héich ass. An absolutten Zuelen, wann ech nom Här Gibéryen fueren, déi wahrscheinlech dausendmol esou héich ass,...

(Hilarité)

...wéi dat hei zu Lëtzebuerg de Fall ass. Dat nëmmen, fir ze soen, wou mer och an där doter Fro hei stinn, wann een elo nach weider déi Geschicht verzielt, mir wiere finanziell a budgetär schlecht opgestallt fir déi nächst Zäit.

A wat een och feststellt, dat war jo e Kritikpunkt, deen ech drolegerweis nach net héieren hunn haut vun der CSV, dass eigentlech mat där Finanzpolitik och déi nächst Regierung praktesch keng Margen hätt. Abee, déi lescht Zuelen, déi elo op Bréissel ginn, d'Projektiounen, dat ass wouer, weisen, dass Margen do sinn. Et si Margen do, fir Politik ze maachen. Och den Investitiounsstand, dee gëtt, och wann en eng Kéier e Knacks kritt, awer stabiliséiert praktesch bei knapp 4% vum PIB, wat en ëmmer a senge gudden Zäite war. 2013 louche mer natierlech net bei 4% vum PIB. Do louche mer, mengen ech, en hallwe PIBs-Prozent drënner.

Alles dat weist also, dass Viraussetzungen do sinn, egal wien herno d'Decisiounsgewalt kritt, fir weider och eegestänneg Politik ze maachen, wann déi Efforten am Beräich vun der Disziplin vum Budget bäibehale ginn. Dat ass natierlech d'Viraussetzung, fir dat Ganzt kënnen ze maachen.

Also, all déi Kriticken, besonnesch... Oh mei! Wat hu mer laang diskutéiert hei! Dat Wuert ass emol net méi am Här Wiseler senger Ried gefall: den Objectif de moyen terme, d'europäesch Norm fir d'Lëtzebuerger Statsfinanzen. Wat ass d'Regierung kritiséiert ginn, wéi se déi Norm acceptéiert huet, déi eigentlech ausgerechent gi war mat minus 0,5% vum PIB, wat ee sech all Joer als budgetäert Zil setzt fir de Gesamtstat! An d'CSV huet gesot, zumindest misste se op en hallwe Prozent oder tëschent engem hallwe Prozent an engem Prozent eropgoen, wat iwwregens och de Conseil national des finances publiques gesot huet.

Abee, man sehe und staune, aus deenen Zuelen, déi mer elo op Bréissel schécken, geet ervir, dass dës Koalitioun et fäerdegbruecht huet, an där ganzer Period - an där ganzer Period, dat wäert och fir 2018 gëllen - iwwer 1% strukturellem Saldo positif ze leien. An d'Perspektive sinn, dass dat och fir déi nächst Jore wäert gëllen.

Soudass also dat politescht Zil, wat mer eis gesat hunn, och hei zu 100% erreecht ginn ass. An all déi hefteg Diskussiounen, déi mer hei haten, mat all méiglechen Ënnerstellungen un d'Säit vun der Regierung, wat se alles vu Vergeudungspolitik elo wëlles hätt, hu sech vollstänneg als falsch erwisen.

Mir respektéieren net nëmmen deen offizielle Kritär, mä och dee politesche Kritär, dee mer eis ginn hunn, hu mer respektéiert. A wa mer en héije festgesat hätten, dee vu verschiddene Säite recommandéiert gëtt, da géife mer deen och weider respektéieren. A wann d'Konjunktur sech äänlech entwéckelt an deenen nächste Joren, wäert et och méiglech sinn, dat déi nächst Joren ze maachen.

Dat erkläert och, firwat dass all offiziell Stellen aus dem Ausland, ob dat d'EU-Kommissioun ass, ob dat de Weltwährungsfong ass, ob dat d'OCDE ass, och d'Ratingagenturen alleguerten, eigentlech eis Finanzsituatioun als positiv betruechen an als stabel betruechten an och gesot hunn, dass déi Steierreform, déi mer gemaach hunn, déi sech wäert ab dësem Joer mat ronn enger hallwer Milliard u manner Steieren repercutéieren, eigentlech och ze vertrieden ass.

Et ass also net dat geschitt, wat d'CSV ëmmer hei gesot huet, mir hätten de Leit ze vill Steieren nogelooss, de Betriber ze vill Steieren nogelooss. Mir hunn dat gemaach, wat richteg war, well mer an där heiter Situatioun op héich Investissementer fir nach besser Infrastrukturen am Land gesat hunn, fir dass eppes net geschitt, wat dat Schlëmmst ass fir d'Zukunft vun engem Land: wann en Investissementsdefizit entsteet, wann op eemol Strukturen, ëffentlech Strukturen net méi up to date sinn, wa se lues a lues degradéieren a wa keng neier derbäikommen.

Dat ass fir d'Zukunft a fir d'Begleedung vum Wuesstum, soen ech Iech, bal dat Wichtegst! An déi Fal ass dës Koalitioun net eragaangen. An esou muss et och an eisen Aen an Zukunft bleiwen. D'Investitiounsquot vun der ëffentlecher Hand muss héich bleiwen, muss zumindest op deem Niveau bleiwen, wou se elo déi lescht Jore war.

An, den zweeten Akzent vun dëser Koalitioun: Mir hunn eis decidéiert, och an Zäite vu méi héijem Wuesstum, fir d'Leit ze bedeelegen un deem Wuesstum, fir d'Friichte vun deem Wuesstum och un d'Leit zum Deel zréckzeféieren. Do, wou et vläicht an den normale Verhandlungen, wann et ëm d'Pai geet am Privatsecteur, net esou richteg fonctionnéiert, abee, de Stat huet Säint gemaach en huet gesot: „Mir ginn de Leit do erëm eppes zréck iwwer eng grousszügeg Steierreform, wou mer d'Kafkraaft stäipen an doduerjer och notamment de Commerce an aner Secteuren och hei weider ënnerstëtzen zu Lëtzebuerg."

Och dat war eng richteg Weichestellung, déi, wann ech d'Kommentarer vun anere Säiten héieren, esou net komm wär, wann eng aner politesch Konstellatioun hei d'Soe gehat hätt! Héich Investissementer, erop mat den Investissementer an erof mat der Steierlaascht, besonnesch fir déi kleng an déi mëttel Gehälter, dat war d'Zil, wat mer eis ginn hunn. An iwwert d'Methodik vum Crédit d'impôt hu mer dat fäerdegbruecht, ouni dass dat sech automatesch reperkutéiert huet op sämtlech Tranchë vum Barème.

Do, wou effektiv déi héich Gehälter am meeschte profitéiert hunn, dat war drolegerweis duerch d'Ofschafung vun eiser Krisesteier, well déi en fait linear war. Si ass zwar kritiséiert ginn, well se et net wär, mä se war en fait linear. A wéi déi - dat war natierlech eng Faute vu jiddwerengem - ofgeschaaft ginn ass, ass natierlech deen hallwe Prozent bei deenen héchste Gehälter voll zeguttkomm, dee se natierlech och déi zwee Joer voll bezuelt hunn, wéi déi Krisesteier do a Kraaft war. Wann een dat erausrechent, dann ass d'Bild e ganz anert, souguer an absolutten Zuelen, wann een dat kuckt.

Mä fir d'Frënn vun absolutten Zuele wëll ech och nach eppes hei ufëieren. An dat strooft de Vertrieder vun der ADR Ligen, deen a viregten Debatte gesot huet: „Hoho, Chômage! Dir bretzt Iech hei mam Chômage. Dee geet erof, awer nëmme prozentual. An absolutten Zuele geet e jo guer net erof!" Net wouer! Kuckt Iech déi lescht Zuelen un! Kuckt d'Zuelen u vum Mäerz - dat sinn déi lescht, déi disponibel sinn -, vum Mäerz 2018! A kuckt déi vu véier Joer virdrun am Ufank vun dëser Period, am Mäerz 2014! Da gesitt Der, dass, an absolutten Zuelen, d'Zuel vun deene Leit, déi no Aarbecht sichen hei zu Lëtzebuerg, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn, ëm 2.500 no ënne gaangen ass!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- 2.500 manner Chômeure wéi viru véier Joer, a 1.500 oppe Plaze méi wéi viru véier Joer! Dat ass och e Fakt! An ech wär frou, wann deen och géif zur Kenntnis geholl ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wäert déi Zuel och de Mëtten nennen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Elo? Dir nennt normalerweis déi Zuelen, déi Iech just an de Krom passen. Duerfir sinn ech virwëtzeg, dass Der dat dote géift nennen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wäert Iech déi Zuel vun 2.500 de Mëtteg nennen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- 2018 ass e Wahljoer, mä doriwwer eraus musse mer kucken, doriwwer eraus musse mer och kucken an der Steierpolitik. Ech wëll dozou e puer Wuert och am Numm vu menger Partei soen, well mer der fester Iwwerzeegung sinn, dass mer eng grouss, eng wichteg Steierreform gemaach hunn, dass mer do net däerfe stoebleiwen, dass nach Handlungsbedarf ass, fir iwwer eng geziilte Moossnam am Steierberäich eng nach méi gerecht Besteierung ze kréien.

Duerfir setze mir eis a fir Steierbefreiung bei Akommesse bis zum Mindestloun iwwert de Wee vun der Method vum Crédit d'impôt, ouni also un de Barème ze goen, well dat eng Repercussioun op sämtlech Revenuen huet, a besonnesch och op déi Revenuen, déi iwwert dem Mindestloun leien. Dat ass net beabsichtegt.

Mir sinn och der Meenung, dass mer iwwert déi steierlech Behandlunge vun den Elengerzéier, wéi och vun de Witfraen, de Witmänner, eng Debatt musse féieren, ouni déi grouss Prinzipien a Fro ze stellen. Do menge mer, dass och Sputt ass, fir méi ofzefiederen oder eventuell och iwwer en neien Agencement vun der Steiergrupp 1A do och méi deene klenge Mëttelrevenuen hir Situatioun ze verbesseren.

Mir si fir e progressiivt Eruféiere vun dem Besteierungstaux beim Revenu vum Kapital an dem Revenu vun der Aarbecht. Et ass net normal, dass op där enger Säit de Patrimoine an op där anerer Säit d'Akommes komplett anescht besteiert ginn. Do musse mer déi Tauxe progressiv eruféieren.

Mir sinn och der Meenung, datt d'Stock-Options mussen nei geregelt ginn opgrond vun deenen Donnéeën, déi mer wäerten an der nächster Zäit kréien, fir d'Éischt iwwert de Wee - well dat méi schnell geet - vun enger neier interner Circulaire. Awer dann, mengen ech, wann et definitiv soll ginn, komme mer net derlaanscht, dat och gesetzlech festzeleeën.

Mir sinn och der Meenung, dass Efforte gemaach gi sinn, wat d'Besteierung vun de Betriber ugeet, wou mer jo de Regelsteiersaz an dëser Period erofgesat hunn, an zwou Etappen. A mir mengen, dass do emol sollt eng Zäitchen eng Otempaus sinn an dass et net de Moment ass, fir elo do déi Regelbesteierung, de Regeltaux nach weider bei der Betribsbesteierung erofzesetzen, wat awer net ausschléisst, dass ee punktuell, fir gewëssen Aktivitéiten ze förderen, nach ka steierlech Verbesserunge virgesinn. Mä de Regelfall soll sinn, dass u sech d'Betribsbesteierung an deenen nächste Joren net méi soll erofgesat ginn.

Mir si selbstverständlech fir d'integral Bäibehalung vun der Indexéierung vu Léin, Gehälter a Pensiounen. Mir wäerten eis allen Diskussiounen entgéintsetzen, wa verschidde Parteien... D'DP an déi gréng hunn do eng gemeinsam Vergaangenheet, wat d'Eraushuele vun den Energieprodukter ugeet, an d'CSV, wat d'Limitéierung vum Indexeffet ugeet. Mir wäerten eis allem widdersetzen, wann déi dote Parteien erëm géifen op hir al Iddie wëllen zréckkommen. Mir si fir d'Bäibehalung vun dem aktuelle System vun dem Indexéieren.

A mir sinn och der Meenung - firwat net? -, dass och d'Indexéiere vum Kannergeld erëm soll hei op d'Tapéit kommen, wat eng viregt Regierung ofgeschaaft huet a wou een dat awer muss kucken, menge mer och, mat der Fro, wéi et weidergeet mat dem Bezuele vun der Kannerbetreiung u sech, wann do e Mouvement kënnt, wat weider sollt a méi eng staark Gratuitéit kommen, wou mer allerdéngs opgrond vun Iwwerleeung vu sozialer Selektivitéit eng aner Meenung hunn.

Da muss een dat natierlech och am Zesummenhang gesinn mat dem Kannergeld. Et muss een also dat een an dat anert, mengen ech, ofweien, eent par rapport zum aneren, an da kucken, wat een do mécht. Mä einfach e Status quo ass menger Ansicht no eppes, wat net geet.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, e Wuert och zu eisem Sozialsystem, deen et fäerdegbruecht ginn ass an dëser Period, net nëmmen ze halen, mä och punktuell auszebauen. Ech denken un d'Aféiere vun enger Loyerssubventioun, en neie klenge Pilier an dem Sozialsystem hei zu Lëtzebuerg.

Ech denken un déi Verbesserungen, déi och gemaach gi sinn am Beräich vun de Krankekeesen, opgrond vun der verbesserter Finanzsituatioun och vun de Krankekeesen; wat och erëm eng Kéier mat Reformen ze dinn huet, déi an der Vergaangenheet an deem dote Beräich gemaach si ginn. Ech denken awer virun allem och hei un eis nei Moossnamen, eis nei Ziffere, wat eigentlech de Pensiounsfong ugeet.

Och do repercutéiert sech natierlech deen Opschwong, dee mer hunn an der Wirtschaft a besonnesch natierlech awer och d'Zuel vun deene Leit, déi zousätzlech hei op den Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg kommen, mat engem Plus vu ronn 3% pro Joer, wärend déi éischt Berechnungen, déi mer bei der Reform 2012 gemaach hunn, eigentlech op engem Zouwuess vun 1,5% vun der aktiver Bevëlkerung pro Joer, Cotisante pro Joer gefousst hunn. Dat féiert natierlech derzou, dass sech d'Situatioun kuerz- a mëttelfristeg verbessert. Dat gesäit ee ganz kloer an deenen Zuelen, déi elo an deem Dokument sinn, wat vun der Regierung wäert u Bréissel geschéckt ginn.

Et ass haut gesot ginn: „Mir hunn haut schonn am Kompensatiounsfong 18 Milliarden Euro stiechen." Wann ech déi Zuele bäirechnen, déi elo projezéiert ginn - et muss een ëmmer virsiichteg sinn - fir déi nächst Joren, wou praktesch nach 1 Milliard Boni gemaach gëtt an dem Pensiounssystem pro Joer, da géifen also fënnefmol 1 Milliard nach derbäikommen. Ech rechnen dann nach eng Kéier Zënsen derzou, déi dann duerch déi Placementer, déi gemaach gi sinn, nach wäerten derbäikommen. Da kann een, wann een dat virsiichteg berechent, nach eng Kéier zwou Milliarden mat derbäihuelen. Soudass mer also hei praktesch, wann dat esou kënnt, a fënnef Joer an enger Situatioun wären, wou mer 25 Milliarden Euro an dem Kompensatiounsfong stoen hätten.

Dat ass sécherlech net de Moment, fir ze debattéieren, fir Leeschtungsverschlechterungen ze maachen oder souguer fir Cotisatiounserhéijungen ze maachen. Eigentlech misste mer no eisen aktuelle Regele souguer d'Cotisatioune momentan nach erofsetzen, well d'Réserve légale vun 1,5-mol jo erreecht ass. Do ass en Accord do. Dat fannen ech ganz verstänneg vun der Politik, mä och vun de Gewerkschaften a vum Patronat, dorunner näischt ze änneren an do bei deene 24% insgesamt vu Cotisatioun ze bleiwen.

Soudass et an eisen Ae kloer ass, dass et keen objektive Grond gëtt, fir irgendwellech einschneidend Moossnamen ze maachen. Et sollt een déi Mechanisme vun der Reform vun 2012, déi an der viregter Regierung ënner engem sozialistesche Sozialminister gemaach gi sinn, spille loossen. An déi sollt een als Effeten och voll spille loossen. An de Projektioune gëtt ëmmer nach gesot: „Mä déi spillen net zu 100%. Mir sinn do virsiichteg." An esou virun an esou weider. Et soll ee se voll spille loossen. An da gesäit een, dass do Mechanismen dra sinn, déi déi néideg Korrekture wäerte maachen, wann et néideg ass.

Fir awer d'Situatioun nach ze verbesseren, mengen ech, solle mer op engem Hiewel usetzen. Do, mengen ech, dass bis elo ëmmer e relativ grousse Konsens war. Dat deckt sech och mat där Obligatioun, déi mer hunn am Plan national de réforme fir eisen Taux d'emploi eigentlech eropzesetzen, deen zu Lëtzebuerg traditionell niddreg ass, méi niddreg ass wéi an der Moyenne vun der Europäescher Unioun, dass mer duerch duuss Moossnamen, duerch Incitatiounen, doduerch, dass mer d'Aarbechtsëmfeld och verbesseren, erreechen, dass den Taux réel vun dem Âge de la retraite, vum Rentenalter, méi no erugefouert gëtt un dee legale Rentenalter.

Do ass e groussen Ënnerscheed hei zu Lëtzebuerg. Ech war och selwer, muss ech soen, frappéiert iwwert déi Zuele vun Eurostat, déi elo an deene leschten Deeg publizéiert gi sinn, wou europawäit verglach ginn ass an der Alterskategorie 55 bis 64, wivill Leit dovunner nach aktiv sinn an den eenzelne Länner. 55 bis 64: Do läit d'europäesch Moyenne bei 57%, an Däitschland an a Schweden bei 70 respektiv 76%, mä virun allem awer zu Lëtzebuerg läit se bei eppes Klenges manner wéi 40%. Dat ass eigentlech keng normal Situatioun.

Ech mengen, et ass also do, wou een also muss awierken, dass mer do och e Mentalitéitswiessel kréien, fir eben ze erreechen, dass mer also den effektiven an de legalen Alter, fir an d'Rent ze goen, méi no uneneekréien. Do brauch ee keng Gesetzer ze änneren, mä et muss een, mengen ech, gesellschaftlech a politesch virgoen, fir dat ze erreechen. Do ass nach e Sputt do. Et ass eng vun deene berüümte Schrauwen, mengen ech, déi net wéidoen, wou et awer wichteg ass, an deenen nächste Jore weider dorunner ze dréien.

Mir hunn e gudde Rentesystem. Mir hu virun allem e Rentesystem an eisem ganze Sozialsystem, deen eppes verhënnert: Dat ass, dass mer hei de Phenomeen vun enger verbreetener Altersaarmut géife kennen. Dat ass fir mech... Et gëtt eigentlech, fannen ech, näischt méi Schlëmmes an enger Gesellschaft, wéi wann s de geschafft hues däi ganzt Liewen an du kënns herno an d'Situatioun eran, dass de am Alter, wou s de scho méi gebriechlech bass, wou s de ufälleg bass, op eemol net méi weess, wéi s de solls eens ginn, eigentlech net méi

weess, wou s de dru bass. Dofir ass et onheemlech wichteg, dass mer déi grousszügeg Sozialsystemer, déi mer hunn, dass mer déi halen, dass mer se stäipen, esou wéi et nëmme geet.

Mir bekennen eis, well dat ass och eng Viraussetzung als LSAP, zu engem intelligenten a virun allem awer och engem faire Wuesstum. En intelligente Wuesstum an e faire Wuesstum! Mir wëllen eis vläicht manner konzentréieren op d'Fro: wivill Wuesstum? Do gëtt et jo keng objektiv Kritären, wat dann elo wierklech gutt ass a wat wat ass a wéi een dat ka wierklech am Detail steieren. Mä mir wëllen eis konzentréieren op d'Ëmverdeelung, dorop, wéi d'Friichten eigentlech vun deem Wirtschaftswuesstum verdeelt ginn.

Wuesstum u sech ass jo kee Selbstzweck. Et ass jo net, denken ech, d'Profittmaximéierung, déi do als eenzegt Zil ass, mä de Wuesstum muss zu engem Bien-être féieren, fir dass et de Leit besser geet. An déi Verdeelung, déi ass net katastrophal zu Lëtzebuerg. Et soll ee jo och net alles schlechtrieden.

Well eben eis Sozialsystemer déi sinn, déi se sinn, ass d'Ofsécherung gutt. Mir wëssen awer och mat allen Imperfektiounen, déi de Berechnungsmodus a sech huet vun deem Aarmutsrisiko - et ass en Aarmutsrisiko, et ass net Aarmut; Aarmutsrisiko -, gesi mer awer, dass et tendenziell éischter eropgeet. Ech muss allerdéngs soen, souwäit ech weess, d'Zuele vun 2017 nach net do sinn. 2017 misst eigentlech duerch d'Effete vun der Steierreform, duerch d'Effeten och vum Index an anere Mesuren erëm liicht no ënne goen. Mä et bleift awer, dass do Handlungsbedarf och an deem no bausse räiche Lëtzebuerg muss geschéien.

A mir wäerten eis als LSAP also och staarkmaache fir eng Ëmverdeelungspolitik, derfir ze suergen, dass also och dee Wuesstum, deen do ass, dass d'Friichten och bei de Leit ukommen. Well dat ass awer en allgemenge Constat, deen europawäit gemaach ginn ass; an der Europäescher Kommissioun scho virun e puer Joer am Kader vun der Lissabon-Strategie, wou festgestallt ginn ass, dass zwar erëm e Wuesstum do ass, mä dass en onheemlech ongläich verdeelt gëtt, an d'Tendenz éischter d'Schéier méi grouss gemaach huet tëschent Aarm a Räich, wéi dass e reduzéiert ginn ass.

Ech hunn net präzis genuch Zuelen, fir dat hei zu Lëtzebuerg kënnen anzeschätzen. Mäi Gefill ass éischter, dass et awer riskéiert, d'europäesch Tendenz ze sinn, déi doten Entwécklung. Duerfir musse mer also dergéintsteieren. Duerfir och d'Fuerderung vun der LSAP fir ab dem 1. Januar d'nächst Joer en zolitten Hoff ze maache beim Mindestloun, mat alle Repercussiounen, déi dat selbstverständlech och op déi ganz aner Lounstruktur nach huet.

All dës Froe selbstverständlech... Ech mengen, all Politiker heibannen, a besonnesch och d'Vollekspartéien, musse sech mat den Alldagsfroe vun de Leit beschäftegen. Dozou gehéiert d'Fro vun der Zukunft, der perséinlecher Zukunft selbstverständlech, d'Positioun zur Zukunft an enger digitaliséierter Welt, wou enorm Erausfuerderunge kommen, wou ech awer bei allem, wat ech och an der Fachliteratur liesen, ëmmer méi Froe liese wéi Äntwerten. Mir sinn nach an där ganzer Diskussioun méi an der Froestonn.

An natierlech däerf een déi Diskussioun net op d'Fro vun den Infrastrukture reduzéieren. Déi ass wichteg, mä dat ass awer eigentlech net déi grouss Erausfuerderung, déi sech herno stellt, wa mer an där robotiséierter Welt an enger Rei vu Joren ukomm sinn. Do stelle sech ganz aner Froen: vu sozialem Zesummenhalt, vun Aarbechtsrecht, vu Fiskalrecht, an, an, an, alles méi, vu Formatioun, déi mer musse behandelen. Dat ass eng wichteg Fro, déi och an eisem Parteiprogramm wäert en héije Stellewäert kréie fir déi nächst Wahlen.

Jo, da gëtt ëmmer d'Fro gestallt: Wéi kréie mer d'Land besser organiséiert? A wéi ech de François Bausch hei héieren hunn, hunn ech mech esou u Riede vu mir erënnert, déi ech virun 20 Joer hei gehalen hu mat deemselwechte Prinzip: „Mir mussen déi Grondfonctioun méi no beienee féieren. Mir mussen derfir suergen, dass erëm Wunnen, Schaffen a Fräizäit méi no beienee gefouert gëtt." Jo, dat ass an allen Texter nozeliesen zënter 25 Joer oder 30 Joer vun der Landesplanung.

Duerfir ass fir mech déi kruzial Fro… Et sinn der zwou: Wëlle mer, dass d'Landesplanung hir Absichten deklaréiert? Wëlle mer, dass d'Landesplanung e Pabeiertiger bleift? Oder gi mer un zwee Punkten erun, déi essenziell sinn an déi sech ëmmer wäerte stellen, wann et ëm d'praktesch Ëmsetzung vun der Landesplanung geet? Dat ass op där enger Säit d'Autonomie communale - wien decidéiert -, an et ass op där anerer Säit déi helleg Kou vun der Propriété privée.

Wann dat alles helleg Kéi bleiwen, da bleift d'Landesplanung - dat soen ech Iech - mat allen Diskussiounen, déi mer hei féieren, bleift en zahnlosen Tiger. Et bleift eppes, wat net wäert gräifen an der Wierklechkeet. An et sinn aner Kräften, déi dann d'Landesplanung um Terrain wäerte virundreiwen. An do geet et net ëmmer ëm den ëffentlechen Interêt.

Une voix.- Richteg!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat ass eng Fro, déi mer eis alleguerte solle stellen. Mir kënnen do ëmmer ronderëm de Bräi rieden. Dat do si fir mech déi zwee kruzial Punkten, déi et sinn, wou mer alles bei deem loossen, wat et ass! Do maachen ech mer keng Illusiounen, wat u sech d'Resultater vun der Landesplanung och an deenen nächste Joren, egal wéi d'Regierung wäert ausgesinn, an der Praxis wäert sinn.

(Interruption)

Wéi bleiwe mer zu Lëtzebuerg mobill? Eng Fro, wou mer eis alleguerten iergeren, wa mer an de Staue stinn, wéi wahrscheinlech vill Leit sech iergeren, déi a Staue stinn a groussen Agglomeratiounen. Dat ass jo kee spezifesche Lëtzebuerger Phenomeen. Iwwerall do, wou s de eng Konzentratioun vun Aktivitéiten hues, vu Leit hues, hues de deen dote Phenomeen.

Mir sinn e klengt Land. Et spiert een et vläicht méi wéi zu Paräis, zu München, zu Stuttgart oder wou och ëmmer. Mä et ass e Fait, dass mer déi dote Problematik hunn. An do, mengen ech, ginn et och keng honnert Léisungen. Ech soen nach eng Kéier: Dezentraliséierung vun den Aktivitéiten, en neien Opbau vun den Aktivitéite ronderëm d'Land. Do gëtt et eng ural Etüd. Déi ass, wéi ech fort war, an engem Tirang vum Landesplanungsministère verschwonnen. Ech weess den Numm nach vum Büro: „BIP" huet e geheescht.

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Deenen hate mer den Optrag ginn, si sollten eis objektiv Kritäre ginn, wéi s de d'Verwaltung kanns dezentraliséieren, fir net an déi onsäglech Standuertdiskussiounen eranzekommen an och fir ze soen: Wou mécht et Sënn ze dezentraliséieren a wou mécht et manner Sënn, fir ze dezentraliséieren oder ze dekonzentréieren? Dat hänkt dovunner of, wat fir eng Approche dass een an deem Ganzen hélt.

Dat ass en Dossier, deen eigentlech ni méi opgegraff ginn ass hei zu Lëtzebuerg a wou souguer, muss ech éierlech soen, an der viregter an och an dëser Regierung eng Rei Decisioune geholl si ginn, déi e bëssen à contrecourant si par rapport zu enger Volontéit, d'Aktivitéite méi dezentral ze organiséieren. Doduerjer, dass zum Beispill regional Büroe vun eenzele Verwaltungen natierlech zougemaach ginn an an d'Stad geholl ginn, féiert dat natierlech derzou, dass dee Flux nach méi an d'Stad gedroe gëtt, an de Flux, dee virdrun anescht organiséiert ass, elo erëm eng Kéier wäert zu méi Stau eigentlech, eng kleng Waasserdrëps, dozo bäidroen.

Do, mengen ech, sinn Iwwerleeungen ze maachen, dass een esou Reorganisatiounen net däerf eleng no verwaltungstechneschen oder finanziellen Iwwerleeunge féieren. Et muss een och landesplaneresch Iwwerleeunge mat an esou politesch Decisiounen mat eranhuelen, well soss geet et net anescht.

Dezentraliséieren, also eng aner Organisatioun vun den Aktivitéiten, an den Ausbau selbstverständlech vum ëffentlechen Transport. Duerfir kann ech et net als Kritik ugesinn, dass, wann een d'Investitiounspolitik vun dëser Regierung kuckt an et kuckt een, wivill honnerte Milliounen an d'Schinn gaange sinn a wivill der an de Stroossebau gaange sinn; bei engem Kuch, dee jo awer predefinéiert ass, fanne mir als LSAP, dass déi Gewiichtung dës Kéier méi an d'Schinn, also méi an den ëffentlechen Transport ze setze wéi an de Stroossebau, eng richteg Prioritéitesetzung ass.

Et kann een net alles maachen. Mir brauchen och selbstverständlech nach weider Stroossen. Mir benotze se jo selwer alleguerten Dag fir Dag. Mä ech mengen, dass et awer wichteg war, och do eng nei Gewiichtung am Investissement an dat ganzt Transportwiesen eranzebréngen. An dat ass ënnert dëser Regierung geschitt. Dat géif ech net kritiséieren, ech géif éischter e Luef wëllen zu deem Ganzen ausschwätzen.

Da wëll ech op ee Punkt ze schwätze kommen, dee bis elo nach net erwäänt ginn ass. En Thema, wou ech mengen, dass et zu Onrecht ëmmer als Niewenthema betruecht gëtt, praktesch vun alle Parteien - ech soen et elo, ech maachen do keng Ausnam -: Dat ass d'Groussregioun.

D'Groussregioun gëtt oft an Zesummenhang bruecht mat sougenannte softe Politicken: Tourismus, Kultur, Bewegungen, gemeinsam Vëlosweeër an esou Saachen. Mä ech mengen echt, wa mer vu Landesplanung hei schwätzen a wa mer an engem Land sinn, deem seng Aktivitéit, déi et ze geréieren huet, dat Duebelt ass vun der Gréisst vun deem Land, an engem Land sinn, wou deemnächst wäerten 200.000 Pendler all Dag heihinner kommen, dass mer och d'Planung vun eisem Land net méi kënnen eleng maachen. Mir mussen d'Planung... Et geet bei der Planung un! Et geet net nëmme bei eenzelne Projeten un, et geet bei der Planung un, dat musse mer zesumme mat de Partner maachen.

Et ass emol e Strategiepabeier Saar-Lor-Lux ginn. Dat ass och scho laang hier. Dat geet an d'90er Joren zréck. Do huet emol een eng Kéier drageschriwwe gehat: Wa mir net der Tendenz entgéinttrieden, dass deen Ënnerscheed tëschent Lëtzebuerg an den Nopeschregiounen ëmmer méi wiisst, dat Sozialgefäll ëmmer méi wiisst, d'Wirtschaftsgefäll ëmmer méi wiisst tëschent Lëtzebuerg als Point d'attraction an den Nopeschregiounen, da riskéiere mer, eng Kéier ze erstécken um eegenen Erfolleg!

Ech mengen, dass mer amgaange sinn, eis genau an déi dote Richtung ze bewegen. An duerfir sollte mer keng Beréierungsängschten hunn. Ech hunn ëmmer den Androck, mir gesinn eis ëmmer nach esou als Konkurrenten, ee par rapport zu deem aneren. Mir sollte keng Beréierungsängschte mat den Nopeschregiounen hunn.

Si wësse genau, dass se eis net méi kënnen toppen. Si wësse genau, dass se ofhängeg si bis déif an hir Territoiren era vu Lëtzebuerg, a wéi et Lëtzebuerg geet. Si hu guer keen Interessi drun, dat gëllent Kallef hei matzeschluechten. Mä mer hunn awer alleguerten Interessi drun, eng Kohäsiounspolitik an der Grande Région ze maachen, derfir ze suergen, dass déi Niveauen net ze wäit auserneeginn.

Ech mengen, dass mer am Endeffekt vun esou engem Deelen och kënnen als Lëtzebuerg profitéieren. Dat ass en Discours, dee vläicht net jiddwerengem gefält. Duerfir huelen ech en emol fir d'Éischt emol op meng eege Kap, ouni meng Partei direkt wëllen domadder ze engagéieren.

(Interruption)

Mä et ass fir mech awer e wichtege Punkt. Et sinn Ufäng ginn. Et gëtt e Schéma de développement spatial Saar-Lor-Lux. Et ass emol virun iwwer 20 Joer ugefaange ginn, dorunner ze schaffen. Et sinn also Elementer do gewiescht, mä et ass net konsequent weidergedriwwe ginn, well et fir eis kee ganz héije politesche Stellewäert huet. Loosse mer et soen, wéi et hei ass! Ech mengen, zu Onrecht.

Wa mer vu Wuesstum schwätzen, wa mer vu Planung schwätzen, wa mer vu Landesplanung schwätzen, vu Mobilitéit schwätzen, komme mer net derlaanscht, déi Dimensioun vun der Grande Région méi staark och an eis national Politik an Iwwerleeunge mat eranzehuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt nach op de Wunnengsbau agoen, fir awer ze weisen, dass do Iddien do sinn, och wann de Premier net nach eng Kéier dat widderholl huet, wat d'Regierung jo viru sechs Wochen hei an enger Consultatiounsdebatt zu deem ganzen Thema gesot huet.

Ech mengen awer, dass ee wichtege Punkt elo ëmgesat gëtt. Den nächste Mount soll jo de Plan sectoriel «Logement» an d'Prozedur eragoen. Dat ass e wichtege Moment. Mer hätte gewënscht, e wär e puer Joer éischter komm. Mir wëssen, firwat dass et net de Fall war. Et ass awer wichteg, dass dat gemaach gëtt. Dat ass awer nach wie vor e Plan sectoriel. Et gëtt awer emol e Kader, an deem een och kann handelen, an deem een och kann en Effet laangfristeg um Terrain hunn.

Den zweete Punkt: d'Vereinfache vun de Prozeduren. Do musse mer weider dru schaffen. Mir schwätzen driwwer, dat stellt ee fest. Mä et huet net onbedéngt ëmmer eppes mat den Texter ze dinn. Et huet och oft eppes ze di mat der Applikatioun vun den Texter an der Approche, déi och a Verwaltungen - dat kënne lokaler sinn, dat kënnen nationaler sinn - zu Veränneruge besteet, wou ech och, muss ech soen, aus menger Erfahrung als Buergermeeschter soen, dass do net onbedéngt ëmmer en Excès de zèle gemaach gëtt, fir eenzel Projete virunzedreiwen.

Also, et ass wichteg, d'Vereinfachung vun de Prozeduren ze maachen. Mir hunn eis als LSAP ausgeschwat fir d'Schafe vun engem staatleche Fong, fir och kënne méi Terrainen ze kafen, well ouni an de Besëtz vun Terrainen ze kommen, geschitt näischt um Terrain. Mir si fir eng Antispekulatiounssteier. Mir si fir eng Wäert schëpfungstax.

Mir sinn och derfir, dass elo déi fiskalesch Ureizer, déi a Steierbefreiung jo bestanen hunn, wat d'Besteierung vun der Plus-value beim Verkaf vun Terrainen ugeet, dass déi net elo ad aeternam weider verlängert ginn. Mir hu se eng Kéier verlängert. Ech mengen, et ass eng Fro vu Glafwierdegkeet vun der Politik, dass een eng Kéier seet: „Elo ass et Schluss mat deem dote Régime de faveur! Elo musse mer op aner Instrumenter zréckgräifen."

Mir verspriechen eis ganz vill vun enger gutt organiséierter Reform vum Pacte Logement. De Pacte Logement ass u sech e richtegt Instrument, mä och do ass et eigentlech e reng administratiivt Instrument ginn. Et ass kee richtegt Kooperatiounsinstrument ginn. Et ass keen operationellen Outil ginn, fir um Terrain konkret mat de Projete kënnen ze plangen a virunzekommen.

D'Gemenge brauche Berodung an deenen dote Punkten. Dat musse mer schafen iwwer eng nei Organisatioun vun deem Pacte Logement, wou och déi Berodung an dat gemeinsamt Ofschwätze vu Projete wierklech en zentrale Punkt ginn, an net nëmmen en Austausch vu Statistiken, wéi dat gréisstendeels bis haut de Fall war, zënter dass dee Pacte Logement praktesch agefouert ginn ass.

Mir si fir d'Ausleeung vum Virkafsrecht vun der ëffentlecher Hand a mir sinn och derfir, dass déi Präisser sollen duerch onofhängeg Expertegremien och festgeluecht ginn. A mir sinn derfir - ech hu kee Problem, dat ze soen, zemools well mer viru Kuerzem dat Gesetz iwwert den Aménagement du territoire gestëmmt hunn, wou dat do virgesinn ass -, dass als allerlescht Mëttel och muss kënnen op eng Enteegnung, natierlech mat gerechter Entschiedegung, zréckgegraff ginn. Gutt wär, wa mer et net bräichten, mä vu vireran op esou en Instrument ze verzichten, wär an eisen Ae fatal, och als Signal no baussen.

Virun allem musse mer alleguerten déi Wunnengsfro an d'Schafe vun neiem Wunnraum op deene richtege Plaze, do, wou mer Decisiounen ze huelen hunn, als eis absolutt politesch Prioritéit gëlle loossen, net als eppes, wat och wichteg ass, mä wou mer eis awer vläicht méi mat anere Punkten ofginn, well dat heiten immens schwéier ass, well dat heite jo bedeit: um Terrain de Kontakt mat de Proprietairen. Et bedeit Diskussioune vu Projeten, déi oft feelen. Duerfir ass et natierlech och wichteg, en neie Statut vum Buergermeeschter ze kréien, dee méi zur Verfügung steet an deen och kann do mathëllefen, dat dann och praktesch ëmzesetzen, wéi mer och Fachleit op Gemengenniveau, op allen Niveaue brauchen.

Ech schwätze scho laang, vill ze laang. Ech wollt nach aner Saachen uschwätzen.

Ech wollt awer nach, dat muss ech bal maachen, op eng Fro zréckkommen. Dat ass de Referendum. Do hunn ech jo gutt gestaunt. Ech hu gutt gestaunt, éischtens, dass de Referendum als éischte Punkt genannt gëtt, wann et drëm geet, de Wuesstum ze begleeden. Et war mer nei, dass de Referendum iwwert d'Verfassung eppes wär, wat géif elo de Wuesstum begleeden.

Eng nei Verfassung brauche mer, dat ass ganz kloer. An ech soen Iech hei, wann ech déi Begeeschterung gesinn, déi den Här Wiseler un den Dag bruecht huet, wat elo de Verfassungstext ugeet: Effektiv hu mer an eiser Kommissioun d'Aarbechten ofgeschloss. D'Artikeldiskussioun ass eriwwer an d'Rapporteuren hunn den Optrag kritt, an den nächste Wochen un engem Projet de rapport ze schaffen.

Mä da soen ech awer: Wann dat esou ass, wa jiddweree seet: „Dat musse mer hunn", an den Här Wiseler seet: „All Parteie musse sech hei engagéieren, dat ze stëmmen." Ma firwat stëmme mer et dann net? Firwat stëmme mer et net? Firwat? De Verfassungsentworf ass fäerdeg! En ass kommentéiert! Mir sinn eis eens! Et ass en Entworf, dee voller Kompromisser ass. Ganz richteg! Mä dat musse mer jo och maachen, dass mer u sech hei eppes fannen, wou jiddweree sech dann erëmfënnt, ouni dass een honnert Prozent Recht kritt iwwert deen aneren. Well da gëtt dee Verfassungstext net acceptéiert.

Mir hunn et fäerdegbruecht, deen Equiliber hierzestellen. Den Text ass do. Mir si prett. Mir wëllen e Projet de rapport maachen. Abee, firwat solle mer net am Juli dee Rapport an der Kommissioun stëmmen? A firwat solle mer net en éischte Vott hei an dëser Chamber maachen?

Ech verstinn déi Argumentatioun net! A wat mech elo wierklech rose mécht, dofir sinn ech frou, dass ech d'Geleeënheet kréien, dat hei ze soen, zemools wann dat vum Här Wiseler kënnt, dee Member vun der Kommissioun ass, hei ze soen, ze insinuéieren, well et ass jo eigentlech dat, mir hätten net schnell genuch

geschafft - wann e seet „mir“, da mengt en natierlech net hien an der Kommissioun; en ass zwar Member, mä hien huet anscheinend näischt mat den Aarbechten ze dinn, da mengt en, d'Majoritéit hätt net schnell genuch geschafft -, dann ass dat falsch! Dann ass dat eng Onwourecht! Wann et net den Här Wiseler wär, géif ech en anert Wuert hei gebrauchen.

Wann Der géift d'Procès-verballen noliese goe vun de Kommissiounsaarbechten, dann hätt Der festgestallt, dass mer wärend där ganzer Campagne un eisen Amendementer geschafft hunn. An deenen éischte Méint vum Joer 2015 ware regelméisseg Sitzunge vun der Kommissioun, a mir hunn nach 14 Deeg virum Referendum eise ganze Pak mat Amendementen un de Conseil d'État weidergeschéckt.

Ze soen also, mir hätte wéinst dem Referendum ee Joer net un deem Text geschafft, ass einfach falsch! Et ass net richteg. An ech fannen et net korrekt, soen ech hei, och perséinlech par rapport zu mir, wéi Der hei insinuéiert. Dir wollt... Da soen ech Iech emol, wat et ass.

Une voix.- Jo. Ganz richteg!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dir wëllt aus parteipoliteschen Ursaachen net, dass ka gesot ginn, dës Koalitioun oder ënnert dëser Koalitioun... Well et ass ëmmer e Gemeinschaftswierk gewiescht, deen Text vun där neier Verfassung. E war et virdrun, en ass et elo.

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Dir wëllt dëser Koalitioun dee Succès - wou et net e Succès wär vun der Koalitioun, et wär e Succès vun alle Parteien, déi un deem Text do matgeschafft hunn - net gënnen. An Dir wëllt virun allem net - dat war fir mech ganz kloer, dat hutt Der jo och virun 19, 20 Méint dobausse gesot - viru Wahlen eng consensuel Campagne mat de Regierungsparteie maachen, wou Der am selwechte Boot sidd wéi d'Regierung, wou Der musst gemeinsam en Text eigentlech mat de Regierungsparteie verteidegen, wéi mir och ee mat der CSV da gemeinsam verteidegt hätten. Dat ass déi eigentlech Ursaach.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Gitt net aner Ursaache sichen! Wann ech déi Signaler do net kritt hätt, gleeft mer, et wär spilles gewiescht, fir e puer Sitzunge méi ze setzen, an da wär et theoretesch e puer Méint éischter fäerdeg gewiescht, mä dat hätt un Ärer Positioun hei näischt geännert.

Mä ech huelen Iech nach eng Kéier mam Wuert.

(Interruption)

Ech huelen Iech mam Wuert. Wann Der mam Text d'accord sidd - Dir hutt mer nach déi leschte Kéier gesot, Dir wiert mam Text d'accord -, firwat net deen Text och mat engem ofgestëmmte Rapport ofstëmmen an en elo an d'Prozeduren eraginn? Da kënne mer gemeinsam festleeën, wéini dass dann de Referendum stattfënnt. Do kënne mer eis jo duerchaus - duerchaus! - Delaie loossen, dass mer eng Campagne kënne féieren.

Dat muss net an der Haselegkeet geschéien. Mir si fräi, iwwer e Gesetz festzeleeën, wéini dass dat ass. Da kann een eng Campagne ronderëm organiséieren. Dir musst wëssen, dass Der mat där Haltung do e grousse Risiko agitt, dass eventuell an enger anerer politescher Konstellatioun Oppositiounsparteien en äänleche Reflex hunn, wéi Dir en hat wärend dësem…

(Interruption)

Zwar matschaffen. Do kann ech mech net bekloen.

(Interruption)

Do kann ech mech net bekloen. Et war eng Freed. Et war fir mech eng Freed, déi Kommissioun hei ze presidéieren.

(Brouhaha)

Et waren ëmmer flott Diskussiounen. Ech hunn dat genoss, déi Aarbecht do. Mä ech soen: De Risiko ass do. Dat musst Der wëssen. Dat hunn ech Iech och schonn an Zwiegespréicher gesot, dass fir mech eng grouss Gefor besteet, dass awer, erëm aus parteipoliteschen Iwwerleeungen, egal wien et och ass, no de Wahlen d'Diskussioun erëm ugeet.

A wann eng Partei ufänkt, un engem vun den Eckpfeiler vun deem Accord rappen ze goen, da fält dat ganzt Gebai. Dat muss een also wëssen. Duerfir, also ech hunn déi doten Diskussioun hei net eropbeschwuer. Dir hutt et selwer hei gemaach.

Mä ech wëll nach eng Kéier hei soen: Et ass net wouer, dass de Rhythmus vun eisen Aarbechten iergendeppes mat där doter Situatioun ze dinn huet. Eis Aarbechte sinn eigentlech ofgeschloss. Mir si prett, fir ofzestëmmen. D'CSV huet eis matgedeelt viru laanger, laanger Zäit, dass si dat net méi wëllt maachen. Dat respektéieren ech. Ech wëll keng Konfrontatiounen hei hunn. Ech hätt just gär, dass awer d'Tatsaache sollen Tatsaache bleiwen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Här President, ech schreiwe mech nach duerno eng Kéier, wann d'Riedner fäerdeg sinn, an, fir dorobber ze äntweren, well do ass eng Äntwert noutwendeg.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci!

Mir si beim Mëtteg ukomm. An ech mengen, mir packe kee weidere vun den Haaptriedner, soudass ech Iech géif proposéieren, wann d'Chamber do dermat d'accord ass, eis Sëtzung elo ze ënnerbriechen an dann um zwou Auer mat dem Här Berger unzefänken.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

D'Sëtzung ass elo eriwwer. E gudden Appetit Iech an deenen, déi eis nokucken!

(Fin de la séance publique à 12.01 heures)

SÉANCE 34 MERCREDI, 25 AVRIL 2018

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR) (suite)
- *Débat général (suite): M. Eugène Berger (interventions de M. Gilles Roth et M. Claude Wiseler), M. Henri Kox (interventions de M. le Ministre Etienne Schneider), M. Gast Gibéryen (intervention de M. Alexander Krieps), M. Marc Baum (intervention de M. Roy Reding), M. Gusty Graas*

3. Ordre du jour
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

4. Changement de composition d'une commission
- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

5. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR) (suite)
- *Débat général (suite): M. Marc Spautz, Mme Martine Hansen*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (interventions de M. Fernand Kartheiser, M. Gilles Roth et M. Alex Bodry)*
- *Débat sectoriel sur le volet «Économie et compétitivité»: M. Marc Spautz (interventions de M. le Ministre Nicolas Schmit, M. Claude Haagen et M. Alex Bodry), M. Franz Fayot (intervention de Mme Viviane Loschetter), M. André Bauler, Mme Martine Hansen (interventions de Mme Viviane Loschetter, M. André Bauler, M. Gusty Graas et M. Alex Bodry), M. Gilles Roth*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs (interventions de M. Marco Schank et Mme Martine Hansen)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Nicolas Schmit, M. Romain Schneider, M. Fernand Etgen, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op.

Mir fueren direkt mam Debat iwwert d'Lag vun der Natioun weider. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Eugène Berger, de Fraktiounschef vun der DP.

2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR) (suite)

Débat général (suite)

M. Eugène Berger *(DP)*.- Merci, Här President. D'Zukunft, déi preparéiert een net, andeems een u Grenzen denkt. D'Zukunft preparéiert een, andeems een un d'Chancen denkt an déi Chancen och notzt. An den Erfollegsmodell Lëtzebuerg, deen huet déi lescht 150 Joer ëmmer dorop opgebaut, datt déi Verantwortlech hei am Land, awer och d'Bierger am Land un déi Chancë vun der Zukunft gegleeft hunn an och ëmmer jiddwereen eng Hand matugepaakt huet, fir se ëmzesetzen.

Här President, ech sinn op alle Fall frou, datt ech an enger Fraktioun sinn, déi an de leschte véier an en halleft Joer keng Angscht hat, Courage hat an och déi Chancen ergraff huet an déi Politicke vun der Regierung mat ëmgesat huet an et erméiglecht huet, datt mer virukomm sinn, datt mer haut do stinn, wou mer stinn: dat heescht, vill besser wéi 2013. Mir hu mat gesonde Finanzen eng zolidd Basis fir d'Zukunft geluecht.

Anerer, Här President, déi denke bei der Zukunft net u Chancen. Si denke virun allem a Kategorië vu Risiko, vu Geforen. Heiansdo maache se och emol Angscht. Si zécken, si maachen Analysen am léifsten, si si géint ganz villes a si hunn och an de leschte Joren - wéi dat eben d'Oppositioun gemaach huet, déi ëmmer gezéckt huet, déi éischter a Kategorië vu Risiken a Gefore geduecht huet -, si hunn och géint ganz vill wichteg Reformen hei an der Chamber gestëmmt, ob dat am Familljeberäich war, bei der Steierreform an nach villen aneren.

An haut hu mer awer eppes Neies gesinn, well an deene véier leschte Joren, do hu se och an dem État de la nation praktesch ni - déi gréisst Oppositiounspartei - Iddien oder Alternativen op den Dësch geluecht, déi een hätt kënne matenee vergläichen, fir ze kucken, wat mer dann am beschte kéinte maachen, fir déi Zukunft fir d'Land ze preparéieren. Déi lescht Joren hu se ëmmer d'Finanze schlechtgeriet, mä elo, mat deenen Zuelen, déi mer virleien hunn, geet déi Nummer definitiv net méi.

Mir hunn duerfir haut, bon, eng Rei méi oder manner konkret Iddien oder vag Iddien hei virgeluecht kritt, op déi ech herno dann awer nach wäert méi konkret agoen.

Bon, op alle Fall mir, Här President, mir hunn eng Politik an deene leschte véier an en halleft Joer gemaach, déi virun allem och als Zil hat, datt mer d'Liewen, den Alldag vun de Leit méi einfach maachen. Mir hu besonnesch d'Familljen an d'Mëttelschicht finanziell entlaascht an hinnen däitlech méi Kafkraaft ginn. Mir hu konkret Sozialpolitik gemaach, well jo besonnesch déi Famillje mat Kanner heiansdo, an och Monoparentallen, méi Krämpes hunn, fir zum Schluss vum Mount d'Enner zesummezekréien.

A fir datt dat och net nëmmen einfach esou e Saz ass, wollt ech dat och hei direkt am Ufank mat zwee Beispiller illustréieren an awer och nach soen, mat wat fir enge Mesurë mer dat gemaach hunn. Ech picken elo do just dräi Mesuren eraus, net all déi Mesuren, déi mer zum Beispill am Beräich vun deem Soziale geholl hunn, just dräi Mesuren, fir ze illustréieren, wat dëst fir eng Famill finanziell ka bedeiten, wa mer d'Steierreform, d'Subvention de loyer, d'Gratuitéit vun de Schoulbicher am Secondaire huelen. Ech huelen elo nëmmen déi Elementer. Ech kéint nach anerer derbäihuelen.

Voilà, ech mengen, eleng duerch déi dräi Mesuren huet zum Beispill eng Famille monoparentale, déi eng Wunneng lount, déi en onqualifizéierte Mindestloun huet, zwee Kanner, eent am Lycée, déi huet 309 Euro de Mount méi an der Täsch. Dat sinn am Joer 3.708 Euro.

Oder en anert Beispill: Eng Famill, zwee Elterendeeler, zwee Kanner am Lycée, zweemol de Mindestloun, déi hunn duerch d'Steierreform, d'Subvention de loyer an d'gratis Schoulbicher d'Joer 4.056 Euro méi an der Täsch. Einfach nëmmen, fir konkret ze illustréieren, wat dat am Endeffekt ass, wa mer soen: „Mir versichen, d'Liewe vun de Leit mat eiser Politik all Dag ze vereinfachen an hinnen et besser ze maachen, hinnen och méi Kafkraaft ze ginn.“

Da schwätzen ech nach guer net vun zum Beispill deenen 20 Stonne gratis Kannerbetreiung. Eng Famill mat zwee Kanner kann zum Beispill zwëschen 3.000 a 5.000 Euro d'Joer do och nach eng Kéier spueren. Dat ass awer eng ganz substanziell Zomm!

Et ass einfach wichteg, fir esou Beispiller am Hannerkapp ze behalen, wa mer iwwer Sozialpolitik hei am Land schwätzen. A mir hate jo, oder et ass déi Diskussioun respektiv och zum Deel déi Kritik komm, datt hei zu Lëtzebuerg d'Schéier ëmmer méi wäit géif auserneegoen.

Mä et muss een einfach oppassen, wat ee kuckt, ob een einfach nëmmen de Revenu médian kuckt. Mir hunn eng ganz Rei Mesurë geholl, eng ganz Rei Sachleeschtunge gemaach, fir d'Leit ze entlaaschten, awer och nach eng Rei aner Transferte virgeholl. A mat deenen zwee Beispiller wollt ech illustréieren, datt awer trotzdeem duerfir eng ganz Rei Leit, besonnesch déi, déi et néideg hunn, ënnert dem Stréch méi hunn. D'Familllje goufen also hei am Land an deene leschte véier an en halleft Joer

egal wéi entlaascht. An dat ass gemaach ginn, net mat der Strenz, mä mat enger ganzer Rei vu sozial selektive Mesuren.

Wéi zum Beispill och d'Steierreform, déi setzt jo och do un, wou de Schong dréckt, zum Beispill bei den Elengerzéier, de Mëttelschichten, insgesamt do, wou den Aarmutsrisiko méi grouss ass. A wou ass den Aarmutsrisiko méi grouss? Mir wëssen dat: Dat ass zum Beispill bei de Monoparentaux, bei den Elengerzéier, där mer der ëmmer méi hei am Land hunn. An eiser Reform, an der Steierreform hu mer selektiv gestaffelt. Do hu mer zum Beispill de Crédit d'impôt fir d'Elengerzéier agefouert. Duerch de Crédit d'impôt monoparental kritt ee bis zu engem Revenu vu 35.000 Euro do 1.500 Euro méi. An da geet dat natierlech graduell no ënnen. Mir hunn och de Crédit d'impôt, deen einfachen, verduebelt fir déi ënnescht Kategorie vun 300 op 600 Euro. Och dat ass sozial selektiv. Een, deen iwwer 70.000 Euro d'Joer verdéngt, dee kritt zum Beispill dee Crédit d'impôt net méi.

D'Steiertabell gouf och nei gestaffelt. Mir hunn de Mëttelstandsbockel ofgeflaacht. A jiddweree profitéiert eigentlech dovunner, ausser deene breede Schëlleren, well mer jo uewen eng Tranche bäigesat hunn. Och do, fir ze weisen, datt mer eng sozial selektiv Steierreform gemaach hunn.

Zanter dem Oktober, ech hunn et och scho gesot, kënne ganz vill Familllje vun 20 Stonne gratis Kannerbetreiung profitéieren. Ech mengen, dat ass och eng substanziell Entlaaschtung. D'Allocation de vie chère gouf méi wäit opgemaach. De Moment ass et esou, datt laut Statistike ronn 1.500 Stéit dovunner kënne profitéieren.

Här President, dat ass einfach dat, wat ee muss feststellen. Wat ech och bedaueren, dat ass, datt déi gréisst Oppositiounspartei praktesch bei all deene Mesuren de groussen Absent war, wéi mer d'Weiche fir d'Zukunft gestallt hunn a virun allem och gekuckt hunn, fir dem Wuel vun eise Familljen entgéintzekommen. Si hunn zum Beispill weder de Congé parental nach d'gratis Kannerbetreiung nach d'Steierreform matgestëmmt.

Ech mengen, dat waren awer déi Chancen, vun deenen ech am Ufank vu menger Interventioun geschwat hunn, dat waren déi Chancen, déi ee muss notzen, déi ee muss ëmsetzen, wou Dir leider net matgemaach hutt.

An et ass jo esou, och an der Vergaangenheet hutt Der dann oft gesot, dat wieren net déi richteg, respektiv hutt Der gesot, dat wieren net richteg Visiounen, mä nach muss ech soen: Och haut hunn ech net vill Konkretes héieren, fir aner Propositiounen an deem Beräich ze kréien.

Dat ass och datselwecht, wa mer schwätze vun der finanzieller Entlaaschtung, wéi een dat kéint maachen. Et ass vläicht vill virdrun iwwer eng Steierreform geschwat ginn: Mir hunn net nëmmen driwwer geschwat, mir hunn et och gemaach!

Här President, fir all déi Mesuren, alles dat, wat ech elo opgezielt hunn, an et war wahrscheinlech net komplett, kënnen ëmzesetzen, huet ee sech natierlech fir d'Éischt missen déi néideg Basis schafen. Fir all déi Trëmp vun deene Chancë kënnen auszespillen, hu mer fir d'Éischt eis Statsfinanze missen an de Grëff kréien. Do féiert kee Wee derlaanscht. Wann ee wëllt, ech soen emol, e Kuch verdeelen, muss e fir d'Éischt gebak ginn. An dat ass eigentlech dat, wat ech domadder wëll soen: Dat ass, datt een also eng zolidd Basis muss hunn, datt ee Statsfinanzen huet, datt ee Finanzen huet, e Budget huet, deen dat kann erlaben.

A wou si mer eigentlech do 2013 fortgaangen? Ech wëll net méi alles do soen, mä awer trotzdeem e puer Chifferen eng Kéier kuerz rappeléieren: 2013 hate mer eng Statsschold vun 23,5% vum PIB. D'Statsfinanze waren an enger Scholdespiral. Wa mer op där Trajectoire deemools weidergefuer wieren, da wiere mer d'lescht Joer bei enger Statsschold vun 29,2% vum PIB ukomm. Et muss een awer och nach wëssen, datt een zousätzlech Schwieregkeeten hat, zum Beispill duerch d'Ewechfale vum Commerce électronique. Eleng d'lescht Joer hu mer doduerjer eng Milliard manner an der Statskeess gehat.

Haut ass d'Situatioun eng aner. Haut hu mer d'Statsfinanzen am Grëff. 2021 leie mer wahrscheinlech aller Viraussiicht no souguer bei ënner 20% Statsschold par rapport zum PIB. An ech mengen, wann een dat vergläicht mam Ausland, do si ganz wéineg Länner an Europa an och doriwwer eraus, déi op esou eng Situatioun kënnen zréckgräifen. Einfach nëmmen, fir ze ënnersträichen, datt dat eppes ass, wouriwwer mer eis solle freeën!

An ech kann einfach net verstoen, wann dat ëmmer erëm vun der Oppositioun kritiséiert gëtt a virun allem, wann da mat absolutten Zuelen operéiert gëtt. D'Schold gëtt ëmmer, d'Schold gëtt ëmmer par rapport zum Räichtum gerechent! Hei zu Lëtzebuerg gëtt dat esou gemaach. An anere Länner gëtt et esou gemaach. Et gëtt iwwerall esou gemaach. Och zu Bréissel, wa mer eis Zuelen op Bréissel schécken, déi eis jo dann eng Zensur ausstellen, och déi kucken dat op déi Aart a Weis.

Ech mengen, et ass esou, wann ee kuckt an och vergläicht mat 2013 an deene Joren duerno, do huet d'Oppositioun eis och ganz oft virgeworf, datt mer ze optimistesch Zuele géifen dohinnerstellen. Dat ass och e Refrain, deen all Kéiers bei alle Budgetsdebatten, och beim État de la nation nach eng Kéier zréckkomm ass.

Ma haut am Réckbléck kéint ech eigentlech soen: Mir waren eigentlech nach ze pessimistesch! Well, wann een nëmme kuckt: 2017 hu mer en Iwwerschoss beim Gesamtstat vun 858 Milliounen Euro. Dat ass dat Duebelt vun 2013. An och beim Zentralstat louche mer all Joers beim Ofschloss wäit ënnert deem, wat eigentlech an de Previsioune virgesi war. Zum Beispill 2017, fir elo dat lescht Joer ze huelen, 2017, do hu mer beim Zentralstat en Defizit vun nach knapps 220 Milliounen amplaz 819, wéi am Ufank virgesi war. Einfach, fir ze ënnersträiche mat Zuelen: Den Defizit gëtt ëmmer méi kleng.

A wa mer eigentlech esou weiderfueren, wann déi Trajectoire weider bestoe bleift, da wäerte mer an dräi, véier Joer praktesch déi éischte Kéier zanter 2008 am Zentralstat erëm eng Null schreiwen. Ech géif net soen eng schwaarz Null, mä eng blo Null géif dann dostoen. Ech mengen, dat ass einfach d'Resultat vun enger virsiichteger, awer och enger wäitsiichteger Budgetspolitik.

Datselwecht beim OMT. Do si mer och op där richteger Trajectoire. Mir leie wäit iwwert deem, wat Bréissel eis virginn hat. An ech wëll och nach eng Kéier kuerz dat awer rappeléieren: Bréissel, déi adaptéiere jo vun Zäit zu Zäit den OMT, déi Virgabe fir de Solde structurel. Bréissel hat proposéiert, vun 0,5 op minus 0,5 ze maachen. Mir hunn dat dunn och gemaach, fir eben och net eventuell an de Risiko ze kommen, datt een do an e Grenzberäich kéint kommen, wou Bréissel engem da géif soen, wéi een et ze maachen huet. Mir sinn ni awer och nëmmen de loin bis iergendwou an den, ech soen emol einfach „Geforeberäich", an de roude Beräich komm. Au contraire: Mir leie bei 2,2%. Dat ass wierklech wäit, wäit driwwer, dat sinn Distanzen iwwert där Norm, déi Bréissel eis virgeschriwwen huet: minus 0,5. Mir hunn also do en enormen Airbag, en enorme Coussin, op dee mer kënnen zielen. An och ass dat net nëmme fir ee Joer elo, mä, wann ee kuckt, bis 2018 1,2%, an da bis 2022 geet et bis op 2,4%.

Ech mengen, dat ass eppes… Insgesamt ass jo eis Finanzpolitik an deene leschte Joren ëmmer systematesch kritiséiert ginn. Déi Zuelen hei weisen also, datt déi Nummer elo net méi ka goe bei der Oppositiounspartei. An et ass jo och komesch, well dat ass jo och net nei, och net nëmmen dëst Joer, mä och déi Jore virdru si mer awer ëmmer vun anere Plaze gelueft ginn. Hei huet d'Oppositioun eis kritiséiert an op anere Plaze si mer gelueft ginn, zum Beispill vun der Kommissioun vum Här Juncker oder vun dem FMI, vu Ratingagencen an esou weider, déi eis ëmmer exzellent Zensuren ënnerschriwwen hunn, déi dat och gäre mat zwou Hänn gemaach hunn.

An dat war jo och ëmmer de Problem an der Vergaangenheet, datt eis dann d'Oppositioun, déi gréissten Oppositiounspartei ni gesot huet, wéi een et da géif aneschters maachen. Si hunn et kritiséiert, zu Onrecht, wéi d'Zuele beweisen. Mä si hunn och ni aner Saachen da proposéiert. Wat hätte se dann aneschters gemaach? Wou hätte se gespuert? Wou hätte se genee gespuert? Zum Beispill bei der Kannerbetreiung? Bei wat fir enge Schoulen? Wou hätt d'CSV de roude Bic ugesat? Dat wier op alle Fall an der Vergaangenheet interessant gewiescht ze gesinn.

Wann ech dat richteg verstanen hunn, ass dat haut elo manner e Problem. Ech hunn haut de Moien op alle Fall keng grouss Kritik héieren, datt mer ze vill géife spueren oder datt mer net genuch géife spueren an datt mer méi misste spueren.

Här President, mir kéinten eigentlech, wa mer wéilten, och elo scho beim Zentralstat keen Defizit méi hunn. Dat wier ganz einfach, andeems mer géife manner investéieren. Mä dat ass awer net dat, wat mer wëlle maachen! Mir wëllen, datt mer 290 Milliounen an de Fonds du rail investéieren. Mir wëllen 830 Millioune fir de Fonctionnement vum ëffentlechen Transport, mir wëlle méi Schoulen, mir wëlle méi Invester an d'Fuerschung, mir wëlle méi Investissementer an d'Mobilitéit an esou weider.

A virun allem, mir maachen dat och elo, well mer déi gënschteg Konjunktur wëllen notzen, well mer dann och geziilt wëllen investéieren. Et ass elo wierklech de Moment, wou een dat soll maachen. An dat si jo och Recommandatioune vun der Europäescher Kommissioun, mä awer och vum FMI, datt een an esou Zäiten, an och mat esou enger Keess, wéi mir se hunn, soll investéieren. A si hunn eis eigentlech och duerfir gesot, dat wier dee richtege Wee, Investissementer an och Steiererliichterungen, dat wier eigentlech dee richtege Wee, mir géifen also och do ganz genau dat Richtegt maachen.

Well, ech mengen, et ass jo awer de Moment, fir ze investéieren. Et sinn eng Rei Saachen, déi musse gemaach ginn. Ech wëll nëmmen un de Volet Mobilitéit erënneren. A wa mir et net maachen, da mussen déi Nächst et maachen! A mir wëllen net einfach soen: „Dann hannerloosse mer et deenen Nächsten, dann hannerloosse mer et de Kanner, der nächster Generatioun." Dat ass net déi Approche, wéi mir et maachen.

Eis Wirtschaft dréit. An dat kënnt ënnert dem Strëch jiddwerengem zegutt. Et ass och scho geschwat ginn: Doduerjer ass och eise Chômagetaux relativ niddreg. De Chômagetaux geet weider erof. 2013 louche mer bei 7%, mëttlerweil si mer bei 5,6%-5,7%. Et ass ee vun deenen niddregste Chômagetauxen zanter sechs Joer. Och doriwwer kann ee sech freeën, besonnesch, wann een dann och gesäit bei deene leschten Zuele vun der ADEM, datt dës Dynamik besonnesch deene méi Jonken zeguttkënnt. Ech mengen, hannert deene Prozenter sti Mënschen, deenen et da besser geet, déi dann eng Aarbecht hunn, déi dann och Perspektive fir d'Zukunft hunn.

All déi Zuelen, Här President, ënnersträichen einfach - ech kann der nach opzielen, et sinn der och schonn eng Rei vun aneren opgezielt ginn -, datt d'Land haut besser dosteet wéi virun 2013!

Sécher, d'Konjunktur kënnt eis och entgéint. Jo! An dann ass jo elo awer d'Diskussioun: Ass et dann elo haaptsächlech oder exklusiv d'Konjunktur? Oder ass et awer de Verdéngscht vläicht vun der Regierung, vun dem Finanzminister, deen Efforte gemaach huet, vum Wirtschaftsminister?

Ech mengen, et ass jo ëmmer esou: Wann et schlecht geet, dann ass et ganz sécher - sou gëtt dat emol oft duergestallt -, sinn d'Finanze schlecht, dann ass et d'Schold vum Finanzminister. Geet et gutt, dann ass et de Verdéngscht vun der Konjunktur. Et ass awer net gradesou einfach an esou simpel. Ech mengen, do muss een och ganz éierlech sinn, a mir soen dat jo och, ech mengen, de Minister huet dat och gëschter nach an der Finanzkommissioun gesot: Hei ass e Mix zwëschen deenen zwou Saachen.

Mir hunn eng gutt Konjunktur, jo, obwuel een och muss soen: D'Konjunktur ass op engem Niveau, 3,6%-3,7% déi lescht Joren, mä mir haten awer scho Perioden, wou d'Konjunktur vill méi héich war! 4,5%-4,6% an der Moyenne, iwwer Joren! Also och nëmmen, fir ze soen: D'Konjunktur ass an der Rei, mä et waren awer och scho besser Zäiten do.

Mä wat ech wëll soen, dat ass einfach: Et ass e Mix vun enger gudder Konjunktur an op där anerer Säit dann awer och dovun, dee Moment de Courage ze hunn, déi Chancen eben ze notzen, déi Mesuren ze huelen, déi Invester ze maachen, fir datt een dann déi richteg Entscheedungen hëlt a fir datt een dann och dovunner ka profitéieren.

Här President, 2013, do stoung och Lëtzebuerg nach op de groen an de schwaarze Lëschten. Dat war net agreabel, zemools net fir eise Finanzminister, mä awer och net fir eise Premier, deen alt emol verzielt huet, datt an där Zäit, wann e bei engem internationale Rendez-vous war, do och emol deen een oder deen anere Premier gefrot huet: „Musse mer niewent dem Lëtzebuerger Premier stoen?"

Dat ware keng flott Zäiten, mengen ech, wann een esou Situatiounen, wann de Premier esou Situatiounen erlieft huet! Glécklecherweis sinn déi hannerun eis. Hautzudaags si se eigentlech éischter erëm presséiert, fir nieft dem Premier, eisem Premier ze stoen. Mä dat war eigentlech deemools wierklech, et vergësst ee vläicht schnell, mä LuxLeaks, dat war wierklech am wahrsten Sinne des Wortes eng knaschteg Geschicht fir Lëtzebuerg, wou mer hu misse wierklech vill propper maachen, vill Schierbelen zesummekieren, eigentlech fir en Dossier, dee mir net au départ ze veränntwerten haten!

Mä mir hunn do net no hanne gekuckt. Mir hu keng Scholdzouweisunge gemaach. De Finanzminister huet de Reesstaf an de Grapp geholl an ass duerch d'Welt gereest, fir eis nees vill Saache riichtzestellen. An haut si mer erëm do, wou mer sinn. Mir hunn awer och, an dat ass och wichteg, e Paradigmewiessel an der Politik vun der Finanzplaz vollzunn. Mir hu voll op Transparenz a Kooperatioun, Échange d'informations an esou weider gesat. An duerfir gëtt haut och net méi mat engem béise Fanger op eis gewisen.

Ech mengen, ënnert dem Strëch, wann een elo kuckt no véier, fënnef Joer, sti mer mat eiser Politik, steet d'Finanzplaz Lëtzebuerg mat eiser Politik net nëmme propper, mä och gestäerkt do op der Weltkaart. Mir hunn eng ganz Rei Argumenter. Mir hunn eng ganz Rei Elementer, déi wierklech ganz en faveur vun der Finanzplaz schwätzen: Mir hu kuerz Weeër, dat ass awer gewosst hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn eng Expertise, mir hunn Erfahrung, mir hunn Know-how, mir hunn d'Méisproochegkeet an esou weider. An dat ass eppes, wat der Finanzplaz extrem guttdeet, wat se extrem attraktiv mécht.

Dat ass jo och grad am Kontext vum Brexit enorm wichteg a mir hunn dat jo och gesinn. Et war jo ënner anerem de Spriecher fir d'Finanzplaz vun der CSV, dee jo ëmmer gemengt huet, mir missten op London iwwerall Reklammen an d'Bréifkëschten droe goen, fir datt ee weess, datt een och hei zu Lëtzebuerg also Kompetenz hätt. Dat hu mer guer net misse maachen. Déi si vum selwen hei op Lëtzebuerg komm. A mir wësse mëttlerweil, datt verschidden Entreprisen, besonnesch och am Secteur vun den Assurancen, hei zu Lëtzebuerg ugeklappt hu respektiv sech och hei etabléiert hunn.

D'Finanzplaz, déi steet gutt do. An de Fongen, do si mer duerch den Know-how an déi grouss Investitiounskraaft (veuillez lire: Innovatiounskraaft) d'Nummer eent an Europa, d'Nummer zwee weltwäit. Mir hunn och an de leschte Jore Green Stock Exchange ugefaangen. Do gehéiere mer eigentlech och zu de Virreider vun der Green Finance.

An, wat ech och hei wëll soen: Mir setzen och an Zukunft weiderhin als DP op eng staark Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg. Et ass jo esou, et gouf an de leschte Méint vill och iwwer nohaltege Wuesstum geschwat. A wann een elo eigentlech kuckt, wat nohaltege Wuesstum ass, da freet ee sech jo ëmmer: „Wat fir eng Entreprisen hätt ee gären hei zu Lëtzebuerg?" Am léifsten déi, déi wéineg Ëmweltbelaaschtunge maachen. Am léifsten déi, déi eng relativ grouss Plus-value hunn an der Produktivitéit. Am léifsten Entreprisen, déi och héich qualifizéiert Aarbechtsplaze froen oder ubidden.

Ben, d'Finanzplaz war dat a bleift dat och nach ëmmer an Zukunft. Zum Beispill mat ronn 12% vun den Aarbechtsplazen, déi eben och op der Finanzplaz sinn, schaaft déi ganz Finanzplaz praktesch een Drëttel vun eisem Räichtum. Et gesäit een also, datt eigentlech bei all deene Kritären, déi ee sech wëllt setze fir nohaltege Wuesstum, d'Finanzplaz nach wie vor eng vun de Branchen ass, déi deene Kritären am nooste vläicht kommen. Sief, datt een och net weess, wat eigentlech déi komplett ideal Kritäre wieren!

Här President, all déi positiv Zuelen an déi Gestioun vun de Finanzen, déi hunn et jo och erméiglecht, datt mer bei den Investitioune gutt dostinn, datt mer kënnen eigentlech an deene leschte Jore Rekordinvestitiounen tätege fir d'Zukunft. Dat ass dann natierlech och déi Viraussetzung, fir datt mer och méi Liewensqualitéit schafen, fir datt mer de Wuesstum besser kontrolléieren, besser kënne guidéieren, wa mer zum Beispill ganz vill Efforte maachen an der Mobilitéit, fir datt mer d'Leit op den ëffentlechen Transport kréien, manner CO_2 hunn an esou weider.

Ech mengen, mir gehéieren och, wann ee kuckt a mat anere State vergläicht - elo a Prozenter natierlech, net an absolutten Zuelen -, zu deene Länner, déi par rapport zu dem Gesamtstat praktesch am meeschten investéieren.

Wou hu mer investéiert? Ganz kuerz, ech wëll net alles do opzielen. De Premier huet dat och scho gëschter gesot: 1,36 Milliarde sinn an de Schinnereseau investéiert ginn. Bis 2023 ginn 3,8 Milliarden investéiert. Also et ass net nëmmen, datt ee kuckt, wou mer sinn oder wat mer gemaach hunn, mä et sinn och schonn Decisiounen an d'Zukunft geholl. Mir haten d'Aweiung vum Tram, vun dem Deel Arrêt-Pafendall - Kierchbierg-Funiculaire. An et muss een elo kucken, datt mer natierlech esou schnell wéi méiglech weiderkomme mat den Trajete bis op de Findel, bis op d'Cloche d'Or.

Ech wëll net alles opzielen. Ech mengen, och ganz vill Efforte maache mer weiderhin fir d'Fuerschung, d'Schoulen, d'Familljen an esou weider an d'Ënnerstëtzung natierlech och fir d'Ekonomie.

An et ass jo och esou, wann ee kuckt elo bei all deene Mesuren, déi mer gemaach hunn, mat deem Budget… Ech hunn et schonn eng Kéier gesot, mä well ech elo bei der Ekonomie war, wëll ech nach eng Kéier ganz kuerz och op d'Steierreform zréckkommen, well bei der Steierreform hu mer natierlech den Haaptakzent geluecht op d'Personnes physiques, bei den Eenzelnen hei am Land, fir datt se méi Kafkraaft kréien. Mä mir hunn awer do och net vergiess gehat, fir och ze kucken, wat ee ka bei den Entreprisë maachen. An ech mengen, och do hu mer eng Rei Mesurë geholl, fir den Entreprisen entgéintzekommen. Och mëttlerweil dann, 2018, si mer op 18% komm vum Steiertaux. Och dat ass, fir datt eis Entreprisë kompetitiv bleiwen.

Fir nach ee Wuert awer och bei der Steierreform, wann ech elo do derbäi sinn, ze soen: Och ab 2018 wäert d'Individualisatioun am Kader vun der Steierreform méiglech sinn. Ech muss soen, datt op alle Fall meng Fraktioun, datt mir och ganz staark duerfir plädéiert hunn, fir datt dat soll an den Text materakommen.

Eis schwieft eigentlech vir, datt een an deenen nächste Joren, an deenen nächste fënnef Joer vläicht wierklech an déi Richtung kéint kommen, datt dat wierklech eng komplett Individualiséierung géif ginn, fir do och verschidden Ongerechtegkeete respektiv och Geforen dann aus der Welt ze schafen, datt jiddwereen eigentlech seng eege Carrière do kann opbauen. An et ass jo och esou, datt ebe ganz oft - mir hunn dat haut esou - awer vill Stéit auserneeginn, an da komme jo ëmmer d'Diskussiounen, déi ufänken. Wann een dès le départ do eng Individualiséierung mécht - jo, 50% vun den Hochzäite gi gescheet -, fir datt een dann also net Situatiounen huet, déi een haut oft huet, wou da vill Gestreits ass a wou och oft da Problemer herno kommen, fir sech eng eege Carrière opzebauen.

An haut wësse mer, déi Steierreform…, et war eis jo och virgeworf ginn, déi kéinte mer eis net leeschten, si wier ze grouss. Op där enger Säit sinn der, déi hu gemengt, se wier ze grousszügeg, op där anerer Säit hunn der gemengt, mir misste se aneschters maachen, wat awer vill méi deier gi wier. An op där anerer Säit hu si eis dann erëm gesot, mir missten awer spueren.

Ech ka mech erënneren - den Här Roth, den Expert vun der CSV, kuckt och elo ganz opmierksam, ech ginn elo net méi op déi ganz Diskussioun an -, mä mir haten awer déi Situatioun, datt Der gesot hutt, datt ganz ënnen d'Ufanksgehälter eigentlech misste komplett, praktesch komplett steierfräi sinn. An dann hätt sech dat natierlech duerch déi ganz Tabell duerchgezunn. An de Finanzminister hat jo deemools och kloer erklärt, datt dat net ze finanzéiere wier.

Op där anerer Säit hutt Der eis awer bei all Budget ëmmer gesot, mir géifen net genuch spueren. Dat war eng vun deene Saachen, wou een eigentlech ëmmer gemierkt huet, datt do a verschidde Richtunge geschwat ginn ass.

Wat ech einfach wëll soen: Mir gesinn haut…

Här Roth, Dir wollt eng Fro stellen, mä ech weess net, vläicht elo och nach eng Interventioun?

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech wollt Iech just soen, wann Der erlaabt: Dir musst dat och richteg kucken! D'CSV huet…

(Hilarité et interruptions)

Neen, d'CSV huet proposéiert gehat, de steierbefreite Minimum vun 11.265 op 12.000 Euro an d'Luucht ze setzen.

Firwat? An Däitschland huet d'Bundesverfassungsgeriicht déi däitsch Regierung dozou souguer opgefuerdert, fir dat ze maachen, well et seet: „Et gëtt en Existenzminimum, wou de Stat muss garantéieren, dass d'Leit vun der Steier befreit sinn."

An dann ass et och net esou, dass mir, wéi dat och gëschter indirekt ugeklongen ass, gesot hätten, ënne misst befreit ginn an do géif jiddwereen dermat profitéieren. Dat hu mer net esou tel quel gesot. Mir hu gesot: Fir déi Spëtzeverdénger, do géif een dat uewen eranhuelen, andeem een de Spëtzesteiersaz vun den Tranchen 41% an 42% éischter géif gräifen dinn.

A wann ech de Moien den Här Bodry gelauschtert hunn, da mengen ech, dass deen op deem Punkt net wäit vun där Meenung ewech ass.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, einfach nach eng Kéier als Konklusioun: Deemools war jo och gefrot gi souguer, fir datt de Minister eng Projektioun géif maache mat där Variant, wou mer einfach gesinn hunn, datt dat eise Budget da wierklech als Steierreform géif sprengen. Dat hätte mer net kënne bezuelen.

Mä mir hunn awer versicht, ebe mat anerem, Crédits d'impôt, awer och mat verschiddene Sozialleeschtungen, mat eben och Sachleeschtungen, déi ech virdru schonn opgezielt hunn, versicht, dat ze maachen, wou een dann och nach ka vill méi sozial selektiv sinn, fir datt sech dat net bis ganz uewen an de Barème hinzitt.

Egal wéi, et ass deemools gesot ginn, net nëmme vun den Oppositiounsparteien, och souguer vun anere Gremien, kann ech mech erënneren, der Zentralbank ënner anerem, wou mer eng Diskussioun haten natierlech iwwert d'Method, ass gesot ginn: „Dat do, dat packt Der net!"

Haut gesi mer, datt mer déi Steierreform wierklech gutt kënne schëlleren. An et muss ee jo och wëssen, dat hat de Statec deemools och gesot an dat ass och eigentlech dat, wat sech erausstellt: Duerch déi zousätzlech Kafkraaft, déi mer de Leit ginn, doduerch, datt d'Leit méi Suen an der Täsch hunn, gi se der natierlech och erëm méi aus. An dat kënnt dann am Endeffekt de Betriber zegutt, dat kënnt am Endeffekt der ganzer Ekonomie zegutt. An dat dréit also herno eigentlech ganz flott, net am Krees, mä domadder ass awer och eng ganz Relance vun der Ekonomie, déi sech matdréit.

Här President, ech géif elo eigentlech zum zweeten Deel vu menger Interventioun kommen. Ech hunn elo vill vun Zuelen a Sue geschwat. Ech kommen elo eigentlech op eppes zréck, op verschidde Sujeten zréck, déi net ëmmer einfach esou mat Euroen ze moosse sinn, mat Geld ze moosse sinn.

Dës Regierung huet jo an deene leschte véier an en halleft Joer net nëmmen de Familljen d'Kafkraaft zréckginn, mä si huet de Familljen och erëm méi Zäit zréckginn, méi Zäit fir sech selwer, mä virun allem och méi Zäit fir d'Famill.

Dat Éischt, wat ech hei wëll erwänen, dat ass deen neie Congé parental. Deen ass mëttlerweil, géif ech soen, eng Success Story. Et si schonn haut bal esou vill Pappen, déi méi Zäit mat hire Kanner elo kënne verbréngen, wéi d'Mammen. Et arrangéiert elo och vill méi Elteren, de Congé parental iwwerhaapt ze huelen, well en éischtens vill méi flexibel ass a well en zudeem och nach vill besser remuneréiert gëtt. D'Demandë bei dem Congé parental sinn insgesamt ëm 70% an d'Luucht gaangen. Et si knapps 3.200 Pappe méi wéi virdrun. Ech mengen, dat si Saachen, wou mer de Leit och einfach nëmmen d'Méiglechkeet schafen, fir méi Zäit ze hunn, fir besser Zäit ze hunn, fir Famill a Beruff ënner een Hutt ze kréien. Dat ass dat, wat mir eigentlech, wat och d'DP ënner enger moderner Familljepolitik versteet.

Béid Elterendeeler méi Zäit mat hire Kanner ze erméiglechen a gläichzäiteg ebe Famill a Beruff besser ënner een Hutt ze kréien, dat ass fir eis och eppes, wou eigentlech nëmme jiddweree ka gewannen. Datselwecht, méi Zäit fir d'Famill, gëtt och mam neie Pappecongé erreecht. De Pappecongé goung vun zwee op zéng Deeg erop. Et ass dann och esou, datt d'Pappe mëttlerweil da méi Zäit hunn, fir virun allem dann, wa se nach ganz kleng sinn, och hir Puppelcher eigentlech méi kennenzeléieren.

An och d'Mamme kréien an Zukunft méi Zäit, déi se direkt no der Gebuert mat hirem Kand kënnen zesumme sinn. De Congé de maternité gouf näämlech fir all Fra op zwielef Wochen erhéicht, onofhängeg dovun, ob se de Bëbee stëllt oder net. Ech mengen, dat ass dat, wéi mir gesinn, wéi een eng modern Familljepolitik mécht, an eng, déi wierklech och un d'Besoinen an un d'Realitéite vun haut ugepasst ass.

An ech wëll duerfir och nach eng Kéier ganz kuerz dorop agoen, wat den CSV-Spriecher, de Claude Wiseler, haut de Moie gesot oder kritiséiert huet: datt mir mat eiser Politik géife kee Choix méi fir Familljen erlaben. Dat ass net de Fall! Mir si fir de Choix, e Choix, dee sech och all Famill leeschte kann.

Wat war de Choix, oder wat ass nach weiderhin och de Choix vun der CSV fir d'Familljen? Dat war e Choix, wou een 20 Méint 485 Euro kritt an duerno guer näischt méi! Mam Risiko, datt dann déi Fraen herno konnten an d'Aarmut fale respektiv datt se Schwieregkeeten hunn, fir erëm an den Aarbechtsprozess eranzekommen, Schwieregkeeten hunn, iwwerhaapt eng Aarbecht ze fannen.

An ech hat elo virdru gesot: Mir hu mëttlerweil - dat ass esou, ech wëll dat elo net kommentéieren, dat ass einfach e Fait -, mir hu mëttlerweil iwwer 50% vun Divorcen hei am Land. Dat heescht also, datt een natierlech da muss kucken, virsuergen eigentlech, andeems een net d'Fraen derzou verleet, eng Zäit doheem ze bleiwen, d'Aarbecht an alles opzegi fir eng relativ kleng Pai, an dann duerno sinn et jo oft déi dann, déi mussen och nach d'Kanner huelen oder déi d'Kanner huelen, déi da Monoparentalle sinn, déi keng Aarbecht hunn an déi da wierklech an den Aarmutsrisiko falen. Dat ass eigentlech fir eis kee richtege Choix.

Mir, mat eiser Politik, sinn iwwerzeegt, datt dat de richtege Choix ass, wou ee wierklech de Famillen an och de Fraen all Chancë weiderhin erhält, mat all deene Mesuren, déi mer gemaach hunn, datt se do och alleguerte kënnen hir Responsabilitéit och an der Erzéiung iwwerhuelen, andeems se méi Méiglechkeeten hunn, méi Zäit hunn, fir kënne Famill a Beruff mateneen ënner een Hutt ze bréngen, ouni de Beruff awer mussen opzeginn.

An déi Mesuren, déi entspriechen och effektiv deem, wat d'Leit dobausse wëllen. Dat konfirméiert och e Sondage, dee mer vun der TNS ILReS d'lescht Joer maache gelooss haten, a mir haten do ebe verschidde Mesurë vu Familljepolitik a kannerfrëndlecher Politik offroe gelooss. 77% vun de Leit fannen et gutt, datt een déi Mesurë geholl huet, datt een ebe Famill a Beruff besser kann ënner een Hutt kréien.

Ech sinn elo net ob déi Mesuren agaangen, ech hat awer virdru schonn dovunner geschwat. 60% stinn och der méisproocheger Fréifërderung positiv géintiwwer, datselwecht ass mat der gratis Kannerbetreiung. An och 84% énnerstëtzen d'Steiererliichterungen, déi d'Famillje betreffen.

Dat ass einfach fir ze soen, datt eigentlech déi Politik, déi mer gemaach hunn, och dat ass, wat de Besoine vun de Leit dobaussen entsprécht, datt déi Politicken, déi mer gemaach hunn, eben dann de Leit d'Liewen all Dag méi einfach maachen, de Leit och méi Méiglechkeeten oder méi Zäit ginn, well Zäit eppes extrem Wäertvolles haut fir d'Leit ginn ass, och am sougenannte Workflow.

An an deem Sondage, dee mer maache gelooss hunn, war och interessant, datt sech d'Leit eigentlech haut och méi Flexibilitéit wënschen, méi Flexibilitéit am Beruff. An ech mengen, dat ass also deen Dossier, an de Premier huet deen och a senger Ried gëschter ugeschwat, op deem mer do musse weiderschaffen, fir ze kucken, Alternativen ze fannen, fir datt een nach méi kann op Flexibilitéit bauen. A sécherlech wäert dat op alle Fall och fir d'DP ee Sujet ginn, dee mer wäerten och an deenen nächste Wochen a Méint nach méi thematiséieren.

Här President, et ass jo och eigentlech, wat ech haut de Moien och net eraushéieren hunn, wat an der Vergaangenheet awer méi wéi eng Kéier gesot ginn ass, oder wou och widderspréchlech Aussoe waren… Ech hat jo gesot, datt d'CSV an der ganzer Familljepolitik déi wichteg Reformen net matgedroen huet, datt se se net matgestëmmt huet: de Congé parental, d'gratis Kannerbetreiung, d'kloer Qualitéitskritären, d'Steiererliichterungen. Et weess een awer elo net, dat huet den Här Wiseler haut de Moien net verlaude gelooss, wat si da géifen an Zukunft maachen. Si si jo dann net domadder d'accord. Wat géife si dann an Zukunft maachen? Géife si déi erëm ofschafen, zréckschrauwen? Aneschters maachen? Do wier ech och frou gewiescht, wann een do vläicht och e puer Indikatiounen hätt kënne kréien.

Ech hat elo gesot, datt Dir en anere Choix do geholl hätt. Mä och bei anere Mesuren, der gratis Kannerbetreiung, de Steiererliichterunge fir déi Elengerzéiend an esou weider, wat géift Der dann do maachen?

Fir eis op alle Fall ass kloer: Mir kënnen net domat d'accord sinn, datt déi Mesuren eng Kéier géifen zréckgeschrauft ginn. Au contraire, mir denken drun, datt an Zukunft en „Congé parental plus" och nach kéint weider ausgebaut ginn.

Här President, een Thema, wat jo vill elo déi lescht 24 Stonnen diskutéiert ginn ass, wou och vun deenen enge kritiséiert ginn ass, datt een nach méi hätt missen dovunner schwätzen, dat ass de Logement.

Ech wëll einfach nëmme rappeléieren, datt mer an deene leschte Joren all Kéiers beim État de la nation länger Proposen haten an dat och länger thematiséiert ginn ass vum Premier a sengen Interventiounen, datt mer och nach déi lescht Wochen e groussen Debat haten an datt dat also duerfir net e Choix war, fir dat net nach eng Kéier nei hei mussen ze thematiséieren.

Mir wëssen awer alleguerten - an dat wëllt wierklech net heeschen, datt een deen Dossier wëllt ignoréieren, guer net! -, mir wëssen, et ass awer keen einfachen Dossier. An et ass esou, datt mir et och an deene leschte Joren net esou gemaach hunn, wéi vläicht der, déi virdru waren, déi mam wäisse Fändel gewénkt hunn - wéi dat fréier emol e Premier gemaach huet a gesot huet: „Dat ass eng grouss Faillite" -, mä awer net onbedéngt vill Propose gemaach hunn.

Jo, mir wëssen, et gëtt en historesche Mangel u Wunnengen. An dat gëllt et einfach opzeschaffen. An do gëtt et keng Zauberformel, wou een einfach seet: „Zack! Elo hu mer all Problemer geléist." Esou einfach ass deen Dossier net. Et ass e komplexen Dossier.

Mir hunn eng Rei Mesurë geholl déi lescht Joren: d'Wunngeld, d'Verlängere vum „Quart taux", Agence immobilière sociale, Abattementer, wat d'Steieren ugeet, och d'Klimabank fir de Kampf géint d'Klimaaarmut kann een dramaachen, d'Baulandverträg, déi och nach an der Chamber an der Diskussioun sinn, an esou weider.

D'SNHBM huet virun zwee Joer 80 Logementen op de Marché bruecht. Aktuell sinn et der elo fir 2018 250, fir 2019 300. Och mir wëssen, dat geet net duer. Et muss nach weidergeschafft ginn. Mir hu Projeten op den Industriefrichen. Mir mussen natierlech kucken, och eis Prozedure méi einfach ze maachen. Mir sinn eis eigentlech do och all eens, an ech mengen, et waren och jo nach eng Rei Iddien, déi an der Diskussioun virun e puer Wochen hei och vun eisem Spriecher iwwert de Logement, vum Max Hahn, presentéiert gi waren.

Haut de Moien huet d'CSV dann nach eng Kéier eng Rei Mesurë proposéiert. Op den éischte Bléck hätt ee gemengt, dat wier eng „push notification", dat wieren „breaking news", mä do war awer eigentlech elo näischt ganz besonnesch Neies derbäi dran!

Ech wëll se elo net méi all opzielen, mä Dir hutt gesot, déi éischt Mesure: d'Offer méi grouss maachen. Jo, mir sinn eis do eens. Do hu mer kee Problem domadder. Dat ass dat, wat mer versichen, op alle Fall déi lescht fënnef Joer, ze maachen. D'Baulücken och, ech hunn elo grad dovunner geschwat, dat ass och näischt, wou mer eis net géifen eens ginn. Datt d'Plan-sectoriellen och ze laang gedauert hunn, doriwwer si mer eis och eens.

Awer vläicht e Wuert, wann ech elo bei de Plan-sectorielle sinn, wëll ech nëmmen drun erënneren, wéini eigentlech d'Originn ass vun de Plan-sectoriellen. D'Plan-sectoriellen, dat war eigentlech eng vun de Konklusioune vum IVL 2004. Ech ka mech nach gutt erënneren, well ech deemools och um IVL a menger Fonctioun als Statssekretär am Environnement matgeschafft hunn, fir virun allem och déi Zonen ze designéieren, déi, ech soen emol, wat e bëssen tabu ass, fir Infrastrukturen. Déi Aarbechte waren 2004 ofgeschloss an eigentlech hätten duerno d'Plans sectoriels 2004 sollen ausgeschafft ginn. 2004!

Ech ka mech erënneren, duerno 2008, 2009, 2010, 2011 hunn ech, ech mengen - ech misst eng Kéier nokucken -, mindestens eng hallef Dose Question-parlementaires, Question-orallen hei gestallt, wou ech ëmmer erëm gefrot hunn: „Wéini kommen déi Plan-sectoriellen, déi véier Plan-sectoriellen?" Wärend iwwer zéng Joer praktesch ass do näischt komm gewiescht. An da kann een also och elo net dëser Regierung virwerfen, si hätt deen Dossier verschleeft!

Neen, mir haten e Problem, well och dat Gesetz, dat derzou gepasst huet, den Aménagement du territoire, dat och eréischt 2012, 2013 gestëmmt ginn ass, dat huet net komplett op déi Saach gepasst. Nëmme fir ze soen, datt een also wierklech op där schlechter Säit steet, wann een esou vill Joren Zäit hat, fir déi Pläng an d'Wee ze leeden, fir dann elo ze soen, dat hätt vill ze laang gedauert. Mir haten der virfonnt, déi och schlecht preparéiert, schlecht ficeléiert waren. An duerfir hu mer nach eng Kéier missen eng Ronn dréien.

Dann ass d'Expropriatioun och haut de Moien erwäänt ginn. Dat ass e Punkt - ech hu gesot, bei deenen anere Punkte wiere mer eis eens - an dat ass och elo näischt Neies, dat ass gewosst, do si mer eis net eens: Fir d'DP kënnt d'Expropriatioun net a Fro.

Da sinn nach eng Rei aner Saachen, Pacte Logement, jo, och dat ass eppes, wat schonn amgaang ass gemaach ze ginn. Ech wëll elo net op all déi Mesuren agoen, mä einfach fir ze soen, datt dat elo näischt berauschend Neies ass, datt do eng Rei Saachen och an der Maach sinn. Also hu mer do da sécherlech en Alliéierten, fir egal wéi dorunner da weiderzeschaffen.

Här President, „Lëtzebuerg an deem Eenzelnen", hunn ech gesot, „geet et haut besser wéi viru fënnef Joer." Dat heescht awer net, datt keng Erausfuerderung méi bleift, datt een elo kann d'Hänn an de Schouss leeën. Neen, mir wëssen och, datt an Zukunft nach Erausfuerderunge sinn, eng ganz Rei. Ech hunn elo de Logement opgezielt, et gëtt och anerer, op déi ech wäert nach kuerz agoen.

Ech mengen, déi Defien, déi sech stellen, déi muss een awer positiv ugoen. Ech hat dat am Ufank och gesot. Lëtzebuerg ass eigentlech ëmmer en Erfollegsmodell gewiescht. Dat war schonn, wéi mer virun 150 Joer ugefaangen

hunn, wéi mer d'Minette fonnt hunn, wéi mer gekuckt hunn, déi Chancen ze notzen, fir no vir ze goen. Duerno, wéi et méi schwaach ginn ass mat der Stolindustrie, hu mer d'Finanzplaz opgebaut. Duerno och dann nach zum Beispill hu mer hei gemaach, datt Lëtzebuerg Standuert vun engem vun deene gréisste Satellittebedreiwer vun der Welt ginn ass. Et ass eigentlech esou, datt den Erfollegsmodell Lëtzebuerg, dat läit e bëssen an der DNA vun eiser Geschicht. An ech mengen, et ass do, wou mer sollen drop weiderfueren.

Wat sinn déi nächst, déi zukünfteg Chancen, Defien? Ech géif awer soen, Chancen och, well mer an deene Saachen eng grouss Chance gesinn: Dat ass eigentlech d'Digitaliséierung. D'Digitaliséierung wäert ee vun den zukünftegen Trëmp sinn, fir d'Zukunft besser ze gestalten, och fir do erëm jiddwerengem d'Liewe méi einfach ze maachen.

Et gëtt jo oft als Gefor gesinn. Mir sinn awer iwwerzeegt, datt och natierlech iwwerall op d'Gefore muss opgepasst ginn, mä datt een awer ënnert dem Stréch ganz vill Méiglechkeete gesäit, datt d'Digitaliséierung virun allem och eng grouss Chance ass, fir Lëtzebuerg op d'Zukunft virzebereeden an eben och fir d'Liewensqualitéit ze garantéieren, a besonnesch och am Beräich vun der Aarbecht.

D'Aarbechtsliewe wäert, ob mer et wëllen oder net - et ass haut scho voll amgaang, ech mengen, et ass net esou, datt dat muer eréischt wäert kommen -, gepräägt si vun der Digitalisatioun. Haut schonn an der Chamber, ech mengen, hei huet jiddweree säin Handy, Computer an esou weider. Ëmmer méi Aarbechtsbiller ginn dovunner gepräägt.

Gëtt d'Aarbecht an Zukunft vun engem Computer, engem Roboter gemaach? Muss een ëm seng Aarbechtsplaz fäerten? Sécher wäerte verschidde Beruffsbiller verschwannen. Mä et wäerten awer och nei Beruffsbiller doduerjer erëm entstoen. Ech weess net, déi, déi d'„Lëtzebuerger Wort" liesen, hu vläicht de leschte Samschdeg e Meenungsartikel vu mir am „Lëtzebuerger Wort" gelies, wou ech dat do mat engem Beispill illustréiert hunn, wéi eigentlech dat ganzt Bicherschreiwen oder eng Zeitung schreiwen bei de Mënschen ugaangen ass, déi do dat kopéiert hunn. Duerno ass da mam Gutenberg deen éischten Drock komm. Duerno sinn d'Schréftsetzer komm. Haut hu mer d'Mediengestalter fir Digitales a Print, déi dat da maachen. Nëmme fir ze weisen, datt also duerch d'Digitalisatioun vläicht dat eent Beruffsbild lues a lues verschwënnt, awer duerch en anert oder duerch anerer ersat gëtt.

An ech mengen, et ass einfach awer nëmmen, fir ze soen, datt mer dat also och als eng Chance musse gesinn, datt mer natierlech dat och musse begleeden, datt mer mussen Efforte maachen, fir datt d'Leit dorobber preparéiert ginn, forméiert ginn, weidergebilt ginn. An ech mengen och, dee ganze wirtschaftlechen Aspekt vun der Digitalisatioun, dat ass och eppes, wou Lëtzebuerg eng ganz Rei Trëmp an der Täsch huet. An d'Regierung huet och an deene leschte Jore grouss Efforte gemaach, fir attraktiv ze si fir innovativ Betriber. Ech mengen, datt Google iwwerhaapt drun denkt - ouni elo genau ze wëssen, wéi den Dossier weidergeet -, mä wann iwwerhaapt esou eng Firma drun denkt, fir op Lëtzebuerg ze kommen, eleng dat ass jo eigentlech schonn eng Reklamm, wou ee gesäit, datt Lëtzebuerg also do awer och op der Weltkaart iergendwou schonn existent ass.

Mir mussen do och am Creneau vu Fuerschung, Start-uppen, Datazentren an esou weider kucken. Och fir déi kleng Betriber, lokal Betriber ass d'Digitalisatioun eppes, wou ee sech, éischtens, muss drun upassen. Och de Schräiner muss kënnen hautzudaags digital präsent sinn, fir d'Holz ze schneiden, mä awer och, fir zum Beispill seng Produiten um Internet kënnen unzebidden. An ech mengen, dat ass eppes, wat mer op alle Fall mat all eiser Kraaft mussen ënnerstëtzen.

Mä ech mengen, doriwwer eraus wäert awer och déi Digitalisatioun deem eenzelne Mënsch zeguttkommen, an datt mer, wann een déi Saach richteg ugeet, eigentlech mat der Digitalisatioun do nei Aarbechtsplaze schafen, datt mer awer och déi Aart a Weis, wéi mer schaffen, domadder kënnen nei maachen, nei gestalten an datt jiddweree kann dovunner profitéieren.

Ech hat dat och de Samschdeg do esou geschriwwen, datt eigentlech déi nei Medien d'Méiglechkeet bidden, fir d'Aarbechtswelt erëm méi human ze gestalten, datt eigentlech de Mënsch erëm méi am Mëttelpunkt ass. Fir et einfach ze illustréieren: Ech mengen, et ass jo esou, ech hat dat virdrun och gesot, datt d'Leit, och aus dem Sondage ass dat ervirgaangen, erëm wëlle méi Zäit hunn, fir Famill a Beruff besser ënner een Hutt kënnen ze kréien, an datt mer eigentlech dann an déi Richtung gi mat ëmmer méi Aarbechtsplazen am digitale Beräich, mä awer och, datt, wa mer ëmmer méi digital schaffen, dat also och dann an déi Richtung geet, datt mer méi Flexibiliséierung vun der Aarbechtszäit kënne virhuelen.

Et sinn 88% am Sondage, déi gesot hunn, datt se eigentlech léiwer géife méi flexibel schaffen. Net manner schaffen, mä méi flexibel schaffen, dat wëll ech betounen. An dat ass hautzudaags nach net ëmmer méiglech. Mä et gëtt ëmmer méi a méi méiglech, zum Beispill datt een doheem schafft, dat nennt een Teletravail oder Home Office, datt een also fir eng Rei Aarbechten oder besonnesch och am Déngschtleeschtungssecteur, sief dat awer och bei Verwaltungen, esou ka schaffen, datt een do also doheem um Computer schafft, via Internet, datt ee vläicht moies méi dann no de Kanner kuckt, datt ee sech do méi der Famill consacréiert, da vläicht duerno méi intensiv schafft, vläicht och nach owes, also vill méi Här a Meeschter ass iwwer seng Aarbechtszäit, iwwert déi flexibel Aarbechtszäit, datt een net manner schafft an datt jo dann deen Dag duerno oder um Enn vun der Woch d'Verwaltung oder de Patron dann och hir Aarbecht kréien.

Ech hunn awer och drop higewisen, dat war och an deem Artikel, datt een awer och do muss kucken, datt een eng Rei Regele festsetzt. Dat ass eigentlech eppes, mengen ech, wou mer net derlaanschtkommen, datt mer am Endeffekt e Kadergesetz brauche fir Teletravail, fir Home Office. Am Moment ass et esou, datt dat nach vill iwwer individuell Kontrakter esou gemaach gëtt. Et ass och e Pilotprojet, dee beim Stat leeft. Mä et muss een also do kucken, e Kadergesetz ze maachen, fir datt een also do déi Flexibilitéit an engem Gesetz regelt, datt een natierlech och d'sozial Acquisen do muss garantéieren. Et dierf net sinn, datt duerch Home Office dann de Patron versicht ze kucken, do Saache lues a lues ausser Kraaft ze stellen. Et dierf och net an e Freelance-Kontrakt ofdriften.

Wat och ganz wichteg ass, dat ass, datt een och muss de Kontakt mam Betrib, mat der Verwaltung behalen, datt een zum Beispill awer eemol oder zweemol an der Woch oder e puermol an der Woch och an de Betrib geet. Well ech mengen, do muss ee sech och kënnen austauschen. An do entstinn och eng Rei sozial Relatiounen, déi do awer och wichteg sinn.

Och d'Recht op d'Deconnexioun ass an esou enger neier Aarbechtswelt, enger Aarbechtswelt 4.0 immens wichteg. Haut hu mer jo oft Situatiounen, schonn elo, och wann een net Home Office huet, datt een nach no sechs Auer SMSen, Maile geschéckt kritt vum Patron: „Kanns de mer net nach déi do Aarbecht maachen?", oder och de Weekend, soudatt een eigentlech zu all Moment haut bal supposéiert ass, erreechbar ze sinn, jee nodeem wat fir eng Aarbecht et ass, soudatt een och do muss kënne soen: „Neen." Et gëtt Phasen, wou ee wierklech net schafft, wou ee seng Fräizäit huet, soudatt also och dat Recht op Deconnexioun an esou e Kadergesetz misst agefouert ginn.

Wa mer vun Zäit schwätzen, da muss ech och nach eng Kéier ganz kuerz op den Transport kommen. Ech mengen, dat ass fir jo eppes, firwat ech op den Transport kommen: Jo, well een natierlech op dem Wee fir op d'Aarbecht ganz oft vill Zäit verléiert, onnëtz Zäit, wat beim Home Office zum Beispill och en Avantage wier. Mä ech mengen, et ass esou, datt mer och musse kucken, datt mer an der Mobilitéit, an der Offer vum ëffentlechen Transport do nach eng Rei Efforte maachen, datt mer eigentlech déi nächst Joren do nach weider déi Mobilitéitsoffensiv musse féieren.

An och do vläicht just eng Iddi, déi ech kuerz nach wëll erausträichen, dat ass déi, déi och an der Ried vum Premier ugeträift ginn ass, datt een och den Tram bis op Esch mécht, mä awer och aner Saachen, ech mengen, ech denken do u mäi Kolleeg Gilles Baum, zum Beispill déi Iddi vum Tram op Jonglënster. Ech mengen, de Gilles Baum wäert herno och nach...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dideleng net ze vergiessen!

M. Eugène Berger *(DP).*- Jo, neen, datt een do eigentlech net soll,...

(Brouhaha)

Ech hunn am Ufank gesot, Här President, d'Zukunftschancen dierft een net a Grenzen denken, fir datt mer och eigentlech hei de Courage hunn, an och de Courage hunn, dat herno och ëmzesetzen, fir och vläicht méi futuristesch Iddien, Alternativen, fir déi och an Zukunft determinéiert kënnen ëmzesetzen.

Ech wëll awer och kloer soen, datt fir eis den Auto och nach eng Plaz wäert an der Mobilitéit hunn. Deen ass, soulaang mer net e perfekten ëffentlechen Transport hunn, einfach net ewechzedenken. Dee brauche mer dann nach op enger ganzer Rei Plazen am Land, wat awer och zum Beispill duerch méi intelligent Verkéiersleitsystemer an esou weider nach ka verbessert ginn.

Ech mengen, déi Technologiefrëndlechkeet, d'Digitalisatioun, dat ass och e Stéchwuert nach fir d'Weiderentwécklung vun eiser Wirtschaft. An ech mengen, wa mer un eng nohalteg Wirtschaft, en nohaltege Wuesstum denken, dann ass natierlech alles dat, wat am Beräich vun IT ass, alles, wat Digitalisatioun ass, dat sinn déi Pisten, déi ee muss weider suivéieren. Dat ass och eng Plus-value.

Et muss ee virun allem kucken, datt een do och bei de First Mover ass. Ech mengen, sou wéi mer beim Space Mining - ech soen dat elo emol esou - First Mover sinn, musse mer och versichen, bei deenen ze bleiwen. FinTech ass eppes, wou mer och musse kucken, datt mer weider virbäi bleiwen.

Ech mengen, wann ee wëllt kucken, wéi een d'Zukunft vum Land gestalt, wann een déi Diskussiounen huet, op déi ech elo net weider méi wëll agoen, net nëmme vun der Landesplanung, mä wéi mer eis an Zukunft entwéckelen, da sinn dat einfach déi Secteuren, dee ganze Beräich vun der Digitalisatioun mat all deene Facetten, déi ech gesot hunn, déi do eis wierklech d'Chance ginn, fir an Zukunft nohalteg kënnen eist Land ze gestalten.

Här President, wann een iwwert d'Zukunft vun eisem Land schwätzt, däerfe mer och net vergiessen, wou mer hierkommen. Eis Vergaangenheet, eis Identitéit, eis Kultur hunn eis zu deem gemaach, wat mer haut sinn. A fir eis, fir d'DP steet eng zukunftsorientéiert Politik net a Kontradiktioun zur Erhalung vun eisen Traditiounen an eise Wäerter. An ech mengen, dat ass jo och besonnesch d'Lëtzebuerger Sprooch, déi an deene leschte Méint a Jore méi an der Diskussioun war, déi mer och weider däitlech wëlle stäerken. Mir hunn och en Aktiounsplang Lëtzebuergesch, dee mer wäerte konsequent ëmsetzen. A Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch wäerte mer och weider förderen a stäerken.

Ech wëll awer och op där anerer Säit soen, datt och de Multilinguismus immens wichteg ass. Dat ass och eng Stäerkt, datt mer heiheem mat jiddwerengem am Bistro kënnen, beim Bäcker kënne Lëtzebuergesch schwätzen, mä datt mer awer och déi Stäerkt hunn, datt mer dobaussen an der Welt iwwerall gutt kënne mat de Leit schwätzen.

Här President, bei deene verschiddene Sujeten, déi ech ganz kuerz wollt uschwätzen, sinn der nach zwee. Dat ass zum engen d'Gemengefusioun an dann och nach d'Verfassung, well dat och haut de Moie vum CSV-Fraktiounspresident ugeschwat ginn ass. Hien huet jo do och proposéiert, datt d'CSV also Fusioune wëllt erreechen, Gemengefusiounen erreechen, datt mer an Zukunft just 60 Gemengen hei am Land hunn; vun uewen erof dekretéiert.

Ech kann Iech kloer soen, Här President: D'DP ass do dergéint! Mir sinn net géint d'Gemengefusiounen, mä net op déi do Aart a Weis. Dat wëll ech hei kloer an däitlech...

(Interruption)

...ënnersträichen. Dat muss sech vun ënnen erop maachen, awer net vun uewen erof.

An et ass jo och interessant, well ech hat gemengt, an enger viregter Ried, et ka vläicht bei Iech um Nationalkongress gewiescht sinn, datt Der do gesot hätt: „Per Referendum sollen déi Decisioune geholl ginn." Haut de Moien hutt Der net méi esou dervu geschwat.

Wat wier dat da fir e Referendum, en nationale Referendum, wou géifen déi Leit an der Stad matdecidéieren, ob zwou Gemengen am Norde misste fusionéieren oder sollte fusionéiert ginn?!

Une voix.- Dat kann dach net sinn!

M. Eugène Berger *(DP).*- Ech weess net, do wier ech frou, wann ech nach eng Kéier eng Präzisioun géif kréien. Mä egal wéi ass dat do eppes, wou mir net dermadder d'accord sinn.

(Interruption)

Dir hutt dann och vun enger Kaart...

(Interruption)

Eng zweet Saach ass, Dir hutt och vun enger Kaart geschwat, déi Der géift no de Wahlen dann eng Kéier presentéieren. Ech fannen, da soll een d'Kaz virdrun aus dem Sak loossen, da soll ee wierklech hei da soen: „Hei ass eis Kaart..."

Une voix.- Mat wiem fusionéiert Stadbriedemes dann?

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir musst emol nolauschteren! Ech hu gesot, datt mer no de Wahlen eng Kaart géife mat de Gemengen zesummen opstellen. Dat ass awer e liichten Ënnerscheed. Ech hunn dat de Moie gesot.

M. Eugène Berger *(DP).*- Dir hutt Är Virstellungen, Dir wësst op alle Fall schonn, datt et der nëmme solle 60 sinn. An da wier et awer gutt, wann ee vun deene Kaarte schwätzt, datt een dann do mat oppene Kaarte spillt an net mat zouene Kaarten.

Här President, nach en zweete Punkt, deen ech wollt kuerz...

(Brouhaha)

Här President, nach och e Wuert zur Verfassungsreform. Och do muss ech soen, datt ech haut de Moie grouss gekuckt hunn an erstaunt war. Den Här Zeimet an ech, mir haten haut de Moien e Face-à-face am 100,7. Hien hat dat och do schonn ugeträift, do hat ech leider keng Geleeënheet, fir drop ze äntwerten, et war zum Schluss. Mä awer och do war ech erstaunt, soss hätt ech et schonn dem Här Zeimet gesot.

Un eis louch et net, datt mer net an der Verfassung weiderkomm sinn! An ech mengen, och de President vun der Verfassungskommissioun huet dat jo haut de Moien nach detailléiert gesot, wéi mer eigentlech gekuckt hunn, do intensiv drun ze schaffen. An am Endeffekt, datt mer net virukomm sinn, dat ass eigentlech un der CSV gescheitert, mä awer net un deenen anere Parteien.

(Brouhaha)

Dee Virworf kënnt Der eis wierklech, wierklech net maachen!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dann erkläert eis awer elo firwat! Dann erkläert eis awer elo firwat!

M. Eugène Berger *(DP).*- Här President, ech géif dann zum Schluss kommen.

État de la nation, dat heescht: Wou steet d'Land? Ech mengen, dat ass dat, wat den État de la nation à l'origine ass. An duerfir ass och e Bilan gemaach ginn. Dat ass d'Geleeënheet, fir e Bilan ze maache vun der gemaachter Aarbecht. Et ass och e Bilan um Enn vun enger Legislatur vum Ëmsetze vun deem, wat an engem Regierungsprogamm, engem Regierungsaccord steet. An ech mengen, datt mer do wierklech eis To-do-Lëscht intensiv opgeschafft hunn. Et bleiwen nach e puer Projeten, an déi wäerte mer och dann nach bis de Summer kënnen hei an der Chamber stëmmen.

Op alle Fall ass et e Bilan, Här President, dee sech weise léisst, well mir hu mat eiser Politik déi lescht fënnef Joer d'Land fit gemaach. Mir hunn et op zolidd finanziell Féiss gestallt an domadder d'Zukunft preparéiert. Égal wien an Zukunft méi domadder an der Verantwortung ass, fir d'Zukunft ze gestalten, mir hunn eng zolidd Basis hei fir jiddweree gestallt.

Mir hunn eis Statsfinanzen erëm an de Gréff kritt. An dat huet eigentlech och erméiglecht, fir an deene leschte Joren déi Politik ze maachen, fir déi Jonk, fir d'Famill, fir jiddwer Eenzelnen, fir datt jiddwer Eenzelnen hei am Land et méi einfach huet, datt jiddwereen hei am Land och nei Chancen huet. Dat ass dat, wat mir konkret ënnert dem Erfollegsmodell Lëtzebuerg verstinn a wéi den Erfollegsmodell Lëtzebuerg och konkret a konsequent déi lescht fënnef Joer ëmgesat ginn ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Nächste Riedner ass den Här Henri Kox fir déi gréng.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ech muss mer fir d'Éischt e bësse Waasser ginn. Dat kann ech vläicht brauchen.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Hären, Lëtzebuerg 2018: ronn 600.000 Awunner, Projektioune vu wäit iwwer 4% Wirtschaftswuesstum, e Chômagetaux vu just nach 5,6% mat weiderer Tendenz no ënnen a Finanz-Triple-Ae vu sämtleche Ratingagencen. Souguer den europäesche Stabilitéitskritär gouf iwwer all déi Jore spilles respektéiert a wäert weider respektéiert ginn. Et ass dach alles gutt, oder?

Eis Statsfinanze si gesond an eis Statsscholden hu mer op 23% vum BIP stabiliséiert, Tendenz no ënnen. Duerch d'Gemengefinanzreform gouf eng méi gerecht finanziell Opdeelung tëschent de Gemengen erreecht. Eis Wirtschaft ass amgaang, sech weider ze diversifizéieren. Eis Finanzplaz ass méi propper wéi 2013. Nei Finanzinstituter kommen op Lëtzebuerg, net wéinst dubiose Steierpraktiken, mä wéinst eiser Kompetenz. Mir ginn a Richtung vun enger grénger Bourse a si weltwäit d'Nummer eent am Handel vu gréngen Obligatiounen.

Am Joer 2018 kann ee sech zu Lëtzebuerg mat just engem Euro selbstständeg maachen. Als innovativ Start-up kritt een déi néideg administrativ a finanziell Hëllef, fir sech ze lancéieren. An et gëllt am Business och net méi ausschliisslech de schnelle Profitt. Mat der neier sozialer Gesellschaftsform, der SIS, also der Société d'impact sociétal, gouf en attraktive Kader geschafe fir Betriber, déi mat hiren Aktivitéiten zum Gemeinwohl vum Land a vun de Leit bäidroen. Et ass dach alles gutt, oder?

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Joer 2018 schütze mir zu Lëtzebuerg weiderhin eis natierlech Grondlagen, de Buedem, d'Waasser an d'Loft, an zwar besser wéi virdrun. Duerch besser Ëmweltimpaktstudien analyséiere mir an Zukunft bei all gréisserem Projet fréizäiteg de komplette Käschtepunkt. Dat heescht, mir kucken och verstäerkt den Impakt op eis Ëmwelt an eis Liewensqualitéit an domadder also och op d'Awunner respektiv de Mënsch am Allgemengen.

Eist Waassergesetz schützt eist Drénkwaasser, erméiglecht e besseren Héichwaasserschutz a bitt en zousätzlechen Ureiz fir d'Renaturaliséierung vun eise Baachen. D'Bësch-, d'Naturschutz- an d'Buedemschutzgesetz sinn allen dräi um Instanzewee, a sämtlech Ëmweltpläng goufen iwwerschafft.

Haut, am Joer 2018, huet Lëtzebuerg duebel esou vill Naturschutzgebidder wéi nach viru fënnef Joer. A bei den Drénkwaasserschutzzonen ass de Bilan nach méi impressionnant: Goufen et viru fënnef Joer nach null Quelleschutzgebidder, sou hu mer der elo schonns 11, a weider 24 Drénkwaasserschutzgebidder sinn ënnerwee. Enn 2018 wäerte mer domadder ronn 86% vun eise Grondwaasserressourcë geschützt hunn. Jo, de Schutz vun eisem Drénkwaasser gëtt endlech eescht geholl. Et ass dach alles gutt, oder?

2018 ass de Klimaschutz och weiderhin net just en eidelt Stéchwuert. Bei de Reduktiounsziler vun den Zäregase si mer weiderhin „on track". Mir erreechen eis Ziler fir 2020, ouni dass mer eis musse fräikafen. D'Wandenergieproduktioun huet sech an dëser Legislaturperiod praktesch verdräifacht. An och d'Solarenergieproduktioun klëmmt däitlech. Dank dëser politescher Dynamik wäerte mir eist nationaalt Zil vun 11% erneierbarer Energie bis 2020 erreechen.

Dëst Joer wäerte mer och bei der „Biergerenergie", dat heescht der Demokratiséierung vun der Energieproduktioun, e gutt Stéck no vir kommen. Den Eegeverbrauch vun der selwer produzéierter Energie wäert endlech geregelt ginn.

D'Antiatominitiative vun dëser Regierung waren nach ni esou konsequent, an och queesch duerch all Regierungsressorten. An de rezente Projet de loi zur Atomhaftung ass e wichtegt zousätzlecht Drockmëttel géint Tihange a Cattenom. Et ass dach alles gutt, oder?

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, 2018 gi mer heiheem méi sécher. D'Reform vun der Police wäert derzou bäidroen, dass eis Police besser fonctionnéiere wäert an dass si am Déngscht vum Bierger méi effikass wäert schaffe kënnen. Mat der Opferambulance krute mer e wichtegt Instrument am Kampf géint d'haislech Gewalt, bei deem d'Wuelbefanne vum Affer am Mëttelpunkt steet. Leit an Nout kréien, Dank der rezenter Reform vum Rettungswiesen, méi schnell gehollef.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Joer 2018 liewe mir an enger moderner Gesellschaft. D'Rolle vum Stat an de Kierche si gréisstendeels getrennt. Dobäi gëtt d'Reliounsfräiheet awer vum Stat assuréiert an all déi unerkannt Reliounsgemeinschafte ginn no faire Prinzipien ënnerstëtzt.

Och dëst Joer wäerten, Dank dem neien Nationalitéitegesetz, méi Leit d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien. Eiser Sprooch geet et esou gutt wéi nach ni. Si gëtt gefërdert a gläichzäiteg preparéiere mir eis Kanner op e Liewen an enger méisproocheger Gesellschaft.

Gläichgeschlechtlech Koppele kënne sech bestueden an eng Famill grënnen. Am Géigesaz zu nach virun e puer Joer hunn d'Frae beim Bestietnis endlech déiselwecht Rechter wéi d'Männer. Bei den nächste Chamberwahle wäerten esou vill Fraen op der Lëscht stoe wéi nach ni. Den Avortement ass entkriminaliséiert an d'Fraen hunn d'Recht, fir fräi iwwer hiren eegene Kierper ze bestëmmen. D'Mammen an d'Pappen hunn d'Recht an och de reelle Choix drop, Congé parental ze huelen an Zäit mat hire Kanner ze verbréngen. Dank den neie Regele profitéieren elo wesentlech méi Pappen a Mammen dovunner.

Gläichzäiteg ass vill Zäit a Geld an den Opbau vun enger héichwäerteger Kannerbetreiung gestach ginn. Et gëtt méi streng Qualitéitskritäre fir d'Privatcrèchen an et gëtt och kontrolléiert. Et ass dach alles gutt, oder?

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Joer 2018 fuere mir mam Funiculaire a mam Tram op de Kierchbierg. D'Investitiounen an der Mobilitéit si massiv eropgaangen a bleiwen héich. An de Schwéierpunkt läit weiderhin zu zwee Drëttel bei dem ëffentlechen an zu engem Drëttel beim Individualverkéier. Och déi duuss an d'Elektromobilitéit gi weider staark gefërdert.

Net nëmmen an der Mobilitéit gouf vill investéiert, mä iwwert déi ganz Legislatur goufen héich ëffentlech Investitioune gehalen a si louchen ëmmer iwwer 4% vum Bruttoinlandsprodukt.

Dat neit Landesplanungsgesetz ass gestëmmt an déi véier sektoriell Pläng, déi participativ ausgeschafft goufen, ginn deemnächst an d'Prozedur. Et ass dach alles gutt, oder? Souguer beim Logement, oder?

Neen, et ass selbstverständlech nach net alles gutt!

Mir sti moies nach ëmmer am Stau an d'Stater Gare ass och weiderhi verstoppt. De Bevëlkerungswuesstum dréit zu engem extrem héijen Drock op eis Ressourcen an Infrastrukture bäi an d'Logementspräisser ginn och nach ëmmer weider an d'Luucht.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wann dës Regierung, an och déi gréng, an deene leschte fënnef Joer villes ugepaakt an erreecht hunn, bleift och elo nach ëmmer vill ze maachen. Villes ass besser wéi viru fënnef Joer, mä et ass nach net alles gutt. Ech wëll dëst unhand vun e puer Beispiller, déi och haut de Moien an de Mëtte schonn illustréiert goufen, opzielen.

Éischte Punkt: de Wunnengsbau. Jo, mir brauchen eng nei Offensiv am Wunnengsbau. Fir déi gréng kann et do just iwwert de Wee vun der ëffentlecher Hand goen. Souwuel de Stat wéi och d'Gemenge musse méi an d'Verantwortung geholl ginn a musse selwer méi bauen, fir d'Wunnengsoffer ze erhéijen. Besonnesch bei de soziale Locatiounswunnengen a beim Kaf vun erschwéngleche Bauterraine besteet akuten Handlungsbedarf.

Zousätzlech logistesch a finanziell Hëllefe fir d'Gemenge sinn deemno néideg. Mir mussen och endlech iwwer e besseren Equiliber tëschent engersäits dem Schutz vum Privateigentum an anerersäits de legitimmen Interesse vun der Allgemengheet an dem Allgemengwuel diskutéieren an handelen. Et ass och de Moie vu menge Virriedner schonn erwäänt ginn.

Zweete Punkt, d'Mobilitéit: Obschonns mir an de leschte Joren e massiven Investitiounsschub gemaach hunn, fir d'Retarden opzehuelen, bleift nach munches ze dinn. D'Prioritéit muss weider eendeiteg op den ëffentlechen Transportinfrastrukture bleiwen. Mir Gréng ënnerstëtzen dobäi och sënnvoll Stroosseprojeten uechtert d'Land. Mä amplaz vun dëse geziilten a sënnvolle Projeten einfach hott an har zousätzlech nei Stroossen ze bauen, wäert eisem Land sécherlech net guttdoen. Dat ass e Punkt, wou mer eis ganz kloer vis-à-vis vun der CSV ënnerscheeden.

De Klimaschutz. Mir sinn éierlech: D'Paräisser Ziler ze erreechen, gëtt e Kraftakt, net nëmmen, mä ganz kloer och fir Lëtzebuerg. Mä et ass néideg. Dës Koalitioun huet och gewisen, dass et machbar ass, wann een et konsequent ugeet. Dofir wäert Lëtzebuerg seng Klimaziler fir 2020 och elo erreechen. Iwwer 2020 eraus bleift awer nach munches ze maachen.

Sämtlech Secteure wäerte mussen hire Bäitrag leeschten, vun der Mobilitéit iwwert d'Industrie an hin zur Landwirtschaft. D'Viraarbechte fir en Energie- a Klimaplang bis 2030, voire 2050 lafen a goufen dem interesséierte Publikum och scho presentéiert.

Laanscht e seriöen Ëmbau vun der Mobilitéit komme mer net. Och d'Elektromobilitéit eleng wäert et net kënne riichten. A fir dass och wirtschafts- an industriepolitesch Entscheedunge konform mat eise Klimaziler fir 2030 bleiwen, musse mir kënnen d'Gewiichtung tëschent zum Beispill enger Steewollfabréck an eiser Landwirtschaft seriö analyséieren, wat den Ausstouss vu Klimagasen ugeet.

Domat kommen ech op d'Finanzplaz an eis Wirtschaft. Gréng Finanze si jo schonn emol net schlecht. Mä et geet nach net duer! D'Finanzplaz muss weider diversifizéiert ginn a mir sollte besonnesch d'Usiidlung vun Investmentfonge förderen, déi sozial engagéiert an ëmweltverträäglech Projete finanzéieren.

Mä net nëmmen innerhalb vum Finanzsecteur musse mer méi diversifizéieren. Den Undeel vun der Finanzwelt mat iwwer engem Drëttel un eise Statsrecetten ass nach ëmmer ganz héich. D'Diversifizéierung vun eiser ganzer Ekonomie bleift dofir weiderhin eng wichteg Aufgab. Dobäi heescht et och, eis besteeënd Industrielandschaft ze erhalen, andeems mer innovative Betriber hei am Land Zukunftsperspektiven hei bidden. An et heescht och, speziell eis Kleng- a Mëttelbetriber besonnesch ze förderen.

Als fënnefte Punkt kommen ech bei den Ëmweltschutz. Dat neit Naturschutzgesetz, wat mer an e puer Wochen hei wäerten hoffentlech stëmmen, geet ganz kloer an déi richteg Richtung. D'Emsetzung um Terrain awer bleift nach ze maachen. De Réckgang vun der Biodiversitéit, dat heescht vun de Planzenzorten, den Insekten, de Vullen an esou weider, dëse Réckgang däerf net op déi liicht Schëller geholl ginn, well en ass dramatesch, well et ass de Mënsch, dee schliisslech ënnert dësem Réckgang wäert leiden.

Déi dräi Grondelementer, Buedem, Waasser a Loft, brauchen och weiderhin eis voll Opmierksamkeet. De Constat ass do an d'Instrumenter sinn definéiert. Elo heescht et, Neel mat Käpp ze maachen an dës Instrumenter um Terrain effizient ëmzesetzen.

Nach e kuerzt Wuert zur sozialer Kohäsioun an zur Familljepolitik: D'Schéier tëschent Aarm a Räich däerfe mer net aus dem Rudder lafe loossen a mir mussen an den nächste Joren nach gréisser Efforten ënnerhuelen, fir d'Famill, d'Schoul, d'Schaff an d'Fräizäit zum Wuel vu jiddwerengem besser ënner een Hutt ze kréien. Meng Kolleegin Sam Tanson wäert muer an hirer Interventioun niewent dem Volet Institutiounen och nach zum Beispill op d'sozial Kohäsioun an d'Familljepolitik agoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, am drëtten a leschten Deel vu menger Interventioun wëll ech mat positivem Bléck no vir kucken a beschreiwen, wéi déi gréng Lëtzebuerg och an den nächste Jore wëlle weiderbréngen.

Eis politesch Approche ass bekanntlech onopgereegt, éierlech, respektvoll, optimistesch a motivéiert. Dës Regierung, an och déi gréng, hunn hiren Job gemaach. Dës Regierung, an och déi gréng, hu vill ugepaakt an ëmgesat. Dës Regierung, an och déi gréng, hu Mutt bewisen, wéi se all déi onbequem oder onpopulär Dossieren ugepaakt hunn, déi d'Virgänger bewosst verschleeft hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Dës Regierung, an och déi gréng, hu bewisen, dass et och anescht geet, an hunn de geierfte Reformstau konsequent opgeléist. Dës Regierung, an och déi gréng, weisen, dass et derwäert ass, sech ze engagéieren, ze diskutéieren an ze iwwerzeegen, nei Themen a Beräicher unzestoussen an e groussen Debat iwwert d'Zukunft lasszebriechen.

Nei Forme vun der Zesummenaarbecht mat der Zivillgesellschaft goufe lancéiert a sinn och nach ëmmer amgaangen. Niewent dem klassesche Modell vun der Tripartite gouf zanter 2013 wesentlech méi op d'Biergerbedeelegung gesat. Eng ganz Rei vu wäertvollen Impulser an Iddie sinn iwwert dëse Wee gesammelt an diskutéiert ginn. Verschiddener si schonns a Gesetzer oder Projeten agefloss. Anerer wäerten deemnächst nach afléissen.

Sou hunn zum Beispill am Rifkin-Prozess an enger Rei vun Aarbechtsgruppen iwwer 350 Leit sech engagéiert. Si wäerten och nach weiderhin ëm hir Mathëllef gefrot ginn. Iwwer 500 Leit sinn de Moment a véier regionalen Aarbechtsgruppen aktiv, fir d'Zukunftsentwécklung vun eisem Land ze diskutéieren an och konkret Virschléi ze proposéieren. Wäit iwwer 120 Leit souzen e ganze Weekend am Neumënster zesumme mat Experten, fir den drëtte Klimaaktiounsplang virzebereeden.

Dës dräi Beispiller vu ville weisen, dass dës Regierung, an och déi gréng, d'Entwécklung vum Land net am stillen Kämmerlein preparéieren. Zesumme mat de Leit um Terrain si mer amgaangen, d'Zukunft vu Lëtzebuerg konkret ze gestalten.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et sti ganz wichteg Veränneruge respektiv Transitioune fir eis Gesellschaft virun der Dier an als Politiker hu mir, mir all heibannen, d'Flicht, eist Land beschtméiglech op déi Verännerungen ze preparéieren.

Verschidde Weiche goufe scho gestallt, zum Beispill mat zwee wichtegen Accorden, deene mir als Lëtzebuerg 2015 op internationale Konferenzen zougestëmmt hunn: Éischtens sinn dat déi 17 Objektiver vun New York fir eng nohalteg Entwécklung vun eisem Planéit, déi sougenannt ODDen, an zweetens de Klimaaccord vu Paräis. Zwee Accorden, déi bal vun alle Länner op der Welt d'Zoustëmmung kruten, well d'Problemer an d'Zukunftsperspektiven, op déi dës Accorde verweisen, u sech kloer sinn.

Et kommen also Transitiounen op eis duer, déi e globale Charakter hunn an déi sämtlech Beräicher vun eiser Gesellschaft wäerte betreffen: d'Transitioun an der Wirtschaft an an der Aarbechtswelt. Hei sinn d'Stéchwierder Digitaliséierung, Robotiséierung a kënschtlech Intelligenz, mä och Circular Economy oder den Teletravail, d'Schaffe vun doheem.

Et kënnt eng Transitioun an der Landwirtschaft. Jo, vun der konventioneller Richtung musse mer op 100% biologesch Landwirtschaft hikommen. Eng Transitioun an der Energieproduktioun, Stéchwuert 100%eg erneierbar Energien an d'Demokratiséierung vun der Energie. D'Transitioun am Beräich vun der Mobilitéit, wou an Zukunft de Mënsch am Mëttelpunkt steet, dee vun A no B muss, an net säi Moyen de transport.

Fir dës sëllechen Transitiounen an eiser Gesellschaft ze packen, fir eis fréistméiglech an och beschtméiglech ze preparéieren a fir sécherzestellen, dass keen dobäi op der Streck bleift, fir alles dat brauche mer Mutt! Mutt, fir léifgewonne Gewunnechten däerfen a kënnen a Fro ze stellen a se, falls néideg, och opzeginn.

Mir brauche Mutt, fir d'Saachen nei ze maachen, d'Saachen anescht ze maachen! Well, kommt, mir sinn éierlech mateneen! Eppes ass honnertprozenteg sécher a gewëss: Weder e krampfhaft Festhalen un ale Rezepter nach en Ausblende vun der Realitéit a scho guer net eng Ofschottung à la „Luxembourg first" wäerten eis bei grousse globalen an nationalen Erausfuerderungen hëllefen.

Här President, Dir Dammen an Häre: Lëtzebuerg, e Land um Limitt, oder?

Lëtzebuerg ass 2018 a ganz villen Hisiichten esou erfollegräich wéi scho laang net méi. Eist Land boomt an zitt international Entreprisen aus ganz ënnerschiddleche Branchen un. Mënschen aus aller Welt komme bei eis, fir hei ze liewen an och ze schaffen. Dat ass flott. Dat heescht näämlech, dass mir an där multikulturneller Gesellschaft liewen, déi eist Land ausmécht an op déi mir all houfreg sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- De schnelle Wuesstum vun eiser Bevëlkerung bréngt awer mat sech, dass d'Erausfuerderunge ganz grouss sinn. De Bevëlkerungswuesstum an de Pendlerverkéier féieren zu Stau op eise Stroossen an zu iwwerfëllten ëffentlechen Transportmëttel. Bezuelbare Wunnraum ass knapp an d'Präisser klammen. A bei Wäitem net jiddwer Awunner profitéiert vum Wuesstum am gläiche Mooss.

Munnech Leit hunn d'Suerg, net méi matzekommen. A bei ville mécht sech d'Gefill breet, dass mat all Prozent méi Wuesstum och eppes vun deem verluer geet, wat Lëtzebuerg fir si ausmécht. An zu gudder Lescht huet de staarke Wuesstum vun eiser Gesellschaft selbstverständlech och en Impakt op eis natierlech Ressourcen an eis Ëmwelt.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Modell Lëtzebuerg ass um Punkt, sech ze iwwerheizen. D'Bild vum Maschinist op enger Dampflok weist, wéi et net däerf sinn: Ze mengen, et géif ee méi schnell weiderkommen, andeem ee just nach méi Kuelen an d'Feier gehäit, ass falsch, well da flitt engem iergendwann de Kessel vun der Dampflok ëm d'Oueren.

Wuesstum eleng kann d'Land och méi aarm maachen, an et ass dofir Zäit, de Fouss vläicht e bësse vum Gas ze huelen an ze froen: A wéi engem Land wëlle mer an Zukunft liewen? Wéi wëlle mer an Zukunft wirtschaften? A wéi eng Wäerter wëlle mer an Zukunft bäibehalen?

Mä kënne mer iwwerhaapt beaflossen, wéi d'Land wiisst a sech entwéckelt? Kann d'Politik dat steieren? Fir déi gréng ass d'Äntwert: Jo! Alles aneres wär eng Failliteerklärung fir d'Politik.

Den Afloss an de Spillraum vun der Politik probéieren ech, kuerz mat Beispiller ze illustréieren. A mengem Budgetsrapport vun 2015 hat ech d'Geleeënheet, eng Rei vun Iwwerleeungen iwwer Lëtzebuerg ze formuléieren. Ënner anerem gouf de Modell Lëtzebuerg dobäi beschriwwen, dee jo haaptsächlech op déi massiv Zounam vun Aarbechtsplazen opgebaut ass, besonnesch well eise generéise Sozialsystem drop baséiert.

A sämtleche Publikatiounen, déi vun der EU am Kader vum Semestre européen a vun internationalen Organisatioune kommen, gëtt sech ëmmer nees iwwert dëse Modell Gedanke gemaach.

A mengem Budgetsrapport ass och eng Analys vun der grousser Steierreform vun 2001/2002 gemaach. Statt den Apel fir den Duuscht goufen deemools monter zwou Milliarden ausgedeelt, eng Milliard fir d'Privatstéit an eng Milliard fir d'Betriber, mam Zil, de Wuesstum an de Konsum unzekuerbelen.

De Spëtzesteiersaz gouf deemools ëm ganzer 8% erofgesat. D'Weiche goufen also voll op Wuesstum gesat, statt en Deel an e Fonds souverain ze stiechen, sou wéi de Moien den Här Finanzminister dat hei developpéiert huet. Mir, dës Regierung, mat grénger Bedeelegung, hunn dat bekanntlech anescht gemaach. Ech verweisen hei gären op d'Ausféierunge vum Här Bodry.

Ech mengen, dass mer eis heibannen doriwwer och eens sinn, dass mer en anere Modell fir Lëtzebuerg mussen ausschaffen. D'Regierung ass sech däers och bewosst an huet jo och eng Rei vun neien Iddien a Visioune formuléiert, fir en neie wirtschaftleche Modell auszeschaffen. E puer zentral Iddie sinn an der Rifkin-Strategie beschriwwen, ouni dass dës Etüd awer komplett an ausféierlech ass. Den Ufank ass allerdéngs gemaach. An dorobber kënne mer alleguerten hei opbauen.

Mäin zweet Beispill, dat vun der Juggurtsfabrick, weist fir mech awer och, dass mer nach ëmmer ewech si vun enger éierlecher a kohärenter Approche, fir déi zukünfteg Entwéck lung hei am Land matzehëllefen ze steieren.

Ech probéieren, mat véier Punkten an e bësse méi enger kritescher Betruechtung esou eng Fabréck hei zu Lëtzebuerg ze beliichten.

Éischte Punkt, zu den Aarbechtsplazen: 200 Aarbechtsplaze géifen entstoen. Aarbechtsplazen, déi awer dann och a Griichenland wäerte feelen. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, verstitt mech net falsch! Och déi gréng si fir nei Aarbechtsplazen. Mä mir wëllen Aarbechtsplazen a Beräicher, déi sou wäit wéi méiglech kompatibel si mat engem neien, méi nohaltege Modell Lëtzebuerg.

Zweete Punkt: Wat a wéi gëtt do produzéiert? Et ass net de regionale Juggurt vun niewendru mat Mëllech aus der Regioun, deen do produzéiert gëtt. Neen, et ass e Joggurt aus Mëllech, déi als Iwwerproduktioun um Spot-Marché méiglechst bëlleg akaaft gëtt a vun där a leschter Konsequenz d'Baueren nach méi produzéiere mussen, fir dass iwwerhaapt eng Plusvalue fir si eraussprëngt. Dës Iwwerquantitéiten entstinn awer just, well massiv Fudder, deels och genmanipuléiert, aus Südamerika importéiert gëtt, fir mat ëmmer méi Turbo-Mëllechkéi ëmmer méi Piff ze produzéieren, deen eis Landflächen awer guer net méi kënnen ophuelen.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Dir kennt Saachen aus dem…

M. Henri Kox *(déi gréng).*- En drëtte Punkt zum Waasserverbrauch.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- ...déi ech ni gesinn hunn.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Ass et dénglech, engem eenzelne Betrib den Equivalent vun 20.000 Awunner zouzegestoen?

An e leschte Punkt...

(Interruption et hilarité)

Dat gëtt mer d'Méiglechkeet, fir nach eng Kéier ze drénken.

An e leschte Punkt iwwert d'Industriezon selwer. Och vill aner Betriber hei am Land wäre bestëmmt frou, fir en Terrain vum Stat offréiert ze kréien, Betriber, déi schonn…

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie.*- Si kruten en net offréiert.

M. Henri Kox *(déi gréng).*- …eng richteg a wichteg Substanz hei zu Lëtzebuerg hunn.

Si mer dofir géint weider Industriebetriber hei am Land, wa mir als Gréng esou Froen opwerfen? Si mir dofir géint eng Weiderentwécklung vun eisem Land, wa mir als Gréng esou Froen opwerfen? Natierlech net!

Mir Gréng sinn net géint Industriebetriber, mä mir begleede gären eis Betriber a méi eng nohalteg Richtung. D'Asphaltwierk um Monkeler zu Esch ass e gutt Beispill, wat mir ënner moderner Industriepolitik verstinn. Et ass net e grénge Minister oder Statssekretär gewiescht, deen dësen onbequemen an onpopulären Dossier einfach ouni Visioun an ouni Decisioun am Tirang leie gelooss huet. Dat waren d'Virgänger!

Une voix.- Ooh!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Et war awer elo e grénge Ministère, deen de Courage hat, den Dossier nees aus dem Tirang ze huelen, dee sech d'Méi gemaach huet, déi beschtméiglech Léisung mam Bedreiwer a mat de betraffenen Awunner ze fannen. D'Resultat ass haut bekannt: Zu Esch steet elo eent vun deene modernsten Asphaltwierker a ganz Europa. Dat ass gréng Wirtschaftspolitik. Dat ass gréng Ëmweltpolitik.

D'Iddi vun engem interministeriellen Aarbechtsgrupp ass da vläicht ubruecht, e Gremium, deen dann zesummen déi wirtschaftlech Entwécklung vum Land koordinéiere kéint an d'Usiidlung vun neien Industriebetriber kann evaluéieren a gegebenenfalls da vläicht d'Promotioun entspriechend ofbrécht.

E weidere Punkt, deen ech gradesou wichteg fannen, betrëfft och vläicht mäin eegene Liewenswee. Ech hunn der Lëtzebuerger Industrie perséinlech vill ze verdanken, konnt ech dach meng Carrière an der Léierbud zu Belval ufänken a selwer sechs Méint vu menger Ausbildung beim Héichuewen C verbréngen, dee jo bekanntlech an den 90er Joren un d'Chineese verkaaft ginn ass. Och kucken ech gären op meng Zäit als Professeur-ingénieur an der Handwierkerschoul zréck, wou ech d'Chance hat, Industrie- an Handwierksberuffer auszebilden.

Nach haut stellen ech awer fest, wéi erschreckend de Stellewäert vun dëse Beruffer an der Lëtzebuerger Gesellschaft ass a wéi wéineg Unerkennung se ganz dacks fannen.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(déi gréng).*- Och no deene villen alen oder méi neien oder rezente Schoulreforme bleift dëse Gruef leider ëmmer nach ganz grouss. Fir dëse Gruef ze iwwerwannen, si mer heibannen all gefuerdert.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, niewent der wirtschaftlecher an industrieller Entwécklung hei am Land bleift d'Transitioun am Energieberäich hin zu erneierbaren Energien eng wichteg Prioritéit. Am Beräich vun den erneierbaren Energië wënsche mir eis eng vill méi schnell Entwécklung. Et freet mech, dass de Wirtschaftsminister och elo mat op dëse Wee geet. Elo si mer eis méi wéi d'accord. Als Gréng kënne mer seng Aussoe vum EU-Energiesommet d'lescht Woch dofir nëmme mat ënnerstëtzen, fir den Undeel vun den erneierbaren Energië bis 2030 op 35% ze steigeren.

(Interruption)

„D'EU muss a soll méi an erneierbar Energie investéieren", sou seng Ausso, amplaz weider pro Dag eng Milliard a Kuel, Uelech oder Atom ze stiechen. Dëst sinn och nëmme meng Wierder an ech kann dat nëmmen ënnerstëtzen. Ech wënsche mer dofir am Beräich vun den erneierbaren Energien déiselwecht Dynamik an Offensiv wéi déi, déi de Wirtschaftsminister bei de Weltraumtechnologien an dem Space Mining un den Dag geluecht huet. Bis op Weideres spillt d'Musek näämlech nach ëmmer hei op der Äerd!

Mat der neier Gesetzespropos iwwert den Eegeverbrauch vu selwer produzéiertem Stroum ass en éischte Schratt an déi richteg Richtung gemaach. Jo, mir brauchen och weiderhin eng méiglechst staark Entwécklung vun den erneierbaren Energien an de Späicherléisungen. Da sinn och 100% erneierbar Energië bis 2050 keng Utopie.

En zweet Beispill, wou mir als Gréng eis méi e staarken Ausbau wënschen, ass an der biologescher Landwirtschaft. Dëst wäert hëllefen, eis Biodiversitéit ze schützen. Eis Wisen a Felder sinn näämlech esou gréng wéi nach ni. Net dass ech eppes géint eng gréng Faarf hätt, mä leider si bal keng Blummen a bal keng wëll Kraider méi wäit a breet ze gesinn. Keng Blummen heescht keng Insekten. Keng Insekten heescht keng Vullen a keng Fliedermais.

De Réckgang vun der Biodiversitéit ass leider eng erschreckend Realitéit an ech verweisen hei gären op d'Carte Blanche de Moie vum Jean-Luc Thill op RTL. Mir erhoffen eis, dass mer et zesumme mam Secteur fäerdegbréngen, eis Landwirtschaft esou opzestellen, dass erëm méi eng breet a variéiert Produktpalett ka produzéiert ginn, eng Produktpalett, déi souwuel dem Konsument, dem Bauer an dem Naturschutz gerecht gëtt. Well Naturschutz ass a bleift fir eis och ëmmer Mënscheschutz!

Här President, Dir Dammen an Hären, mir verspriechen de Leit keng einfach Léisungen, wann et déi guer net gëtt. Déi gréng sti fir eng éierlech Politik a fir eng courageiert a kompetent Aart a Weis, d'Problemer unzegoen an ze léisen.

An dofir och en éierleche Fazit haut op dëser Plaz: Och wann dës Regierung an de leschte fënnef Joer e gudden Job gemaach huet an eist Land elo a ville Beräicher besser dosteet wéi viru fënnef Joer, sou ass nach laang net alles gutt. Et bleift nach ëmmer vill ze dinn. An dofir wäerten déi gréng sech och weider aktiv abréngen, zesumme mat alle motivéierte Biergerinnen a Bierger, fir Lëtzebuerg fit fir d'Zukunft ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gast Gibéryen fir d'ADR.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Debatt iwwert d'Lag vun der Natioun, déi gëtt eis all Joers d'Geleeënheet, fir e Punkt ze setzen, wéi d'Situatioun hei am Land ass. Dëst Joer, um Enn vun enger Legislaturperiod, ass et normal, datt se aneschters behandelt gëtt, well mer jo do net nëmme kucken, wéi d'Situatioun haut ass, mä well een, an dat ass normal, e gewëssene Bilan iwwert déi lescht Legislaturperiod zitt.

Duerfir hunn ech et och normal fonnt, datt den Här Statsminister dat gëschter hei gemaach huet, datt e gekuckt huet, wou d'Land an deene leschte véier Joer higesteiert ass.

Ech hunn dat normal fonnt an ech fannen et och normal, datt net onbedéngt hei all Partei muss hikommen an haut soen, wat se wëllt an hirem Wahlprogramm maachen oder an der Zukunft maachen, mä et ass de Bilan: Wou sti mer haut?

Dat Eenzegt, wat ech bedauert hunn, gëschter, dat ass, datt de Statsminister am Fong déi Situatioun vum Land nëmmen als positiv dohinnergestallt huet. Ech hu keen eenzege Punkt fonnt, deen e méi kritesch gekuckt hätt, wou e gesot hätt: „Hei sti mer net gutt am Land." Et huet also un der Objektivitéit vun der aktueller Situatioun verlaangt (veuillez lire: un Objektivitéit ugesiichts der aktueller Situatioun gefeelt), well nëmmen alles positiv dohinnergestallt ginn ass: „Alles ass schéin, alles ass gutt, et geet dem Land…

(Interruption)

…an et geet de Leit gutt." Den Här Bettel seet et richteg; et stinn der och nach vill am Stau derbäi!

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll duerfir op e puer Punkten agoen haut, vun deenen ech mengen, datt se net behandelt si ginn oder aus eiser Siicht net richteg behandelt si ginn.

Dat Éischt ass d'Wuesstumsfro. D'Wuesstumsfro ass praktesch gëschter an deem Debat vum Här Statsminister, a senger Deklaratioun praktesch guer net behandelt ginn. Obschonn et d'Wuesstumsfro ass, a mäi Virriedner ass och drop agaangen, déi am Fong d'Ursaach ass vun all deene grousse Problemer, déi mer hei am Land hunn. An duerfir, mengen ech, komme mer net derlaanscht, ons mat där Fro wierklech seriö ausenanerzesetzen. Et kann net sinn, datt mer einfach net driwwer schwätzen a just iwwert d'Konsequenzen dervunner schwätzen.

A wa mer gëschter Moie vun der Regierung de Programm iwwert d'Stabilitéit an de Wuesstum virgestallt kritt hunn, an et geet een op d'Säit 10 an deem Rapport kucken, da stellt ee fest, datt am Fong dës Regierung op de stramme Wuesstum gesat huet an och an Zukunft op nach praktesch méi en héije Wuesstum setzt. Et konnt een do feststellen, datt zwëschen 2013 an 2018 an der Eurozon de Wuesstum am Schnëtt 10% war iwwert déi fënnef Joer. Lëtzebuerg hat am gläichen Zäitraum e Wuesstum vun 20, also dat Duebelt.

An da mécht d'Regierung eng Projektioun an d'Zukunft, déi nächst fënnef Joer, an da seet se: „An der Eurozon wiisst de Wuesstum an deenen nächste véier Joer vun 2018 op 2022 ëm 7%, an deen zu Lëtzebuerg, dee wiisst ëm 20%." Wa mer also an deene leschte véier Joer dat Duebelt hate vu Wuesstum wéi an der Eurozon, sou geet d'Regierung dervun aus, datt mer an deenen nächste véier Joer dat Dräifacht vu Wuesstum hu wéi an der Eurozon.

Dat sinn Zifferen, déi kënnt Der op der Säit 10 an hirem Stabilitéitsplang noliesen, do sti se ganz kloer dran.

Dës Regierung setzt also och weider op nach méi en héije Wuesstum wéi mer en an der Vergaangenheet haten an hëlt dann natierlech selbstverständlech déi Chifferen, fir eben och d'Statsfinanzen ze extrapoléieren op déi nächst Joren, a kënnt dann zu engem Resultat, datt am Joer '20, '21, '22 mer erëm schwaarz Zuelen am Statsbudget schafen, datt mer keen Defizit méi maachen, datt dann am Fong d'Scholden zréckginn. Alles Perspektiven, déi op e Rekordwuesstum opbauen a wou d'Konsequenze vun deem Wuesstum, déi jo enorm kaschten - dat gesi mer jo am Ableck, well de Stat kënnt jo haut net méi no, fir an d'Infrastrukturen ze investéieren, déi mer brauchen, wat d'Nofolleg vun deem stramme Wuesstum ass -, net mat berücksichtegt ginn.

Mir mussen also - dat däerf keen Tabuthema sinn - heibannen a mat der Gesellschaft iwwert déi Wuesstumsfro diskutéieren. Keen huet e Patentrezept an der Täsch, mä net driwwer schwätzen, ass e Crime vis-à-vis vun deenen nächste Generatiounen.

Mir mussen driwwer schwätzen, wéi d'Populatioun sech hei am Land entwéckelt. Mir hu schonn dës Éfteren heibannen doriwwer geschwat, mä ech wëll nach eng Kéier un d'Chifferen erënneren, wéi laang mer brauchen, fir 100.000 Awunner hei am Land bäizekréien:

Vun 1900 bis 1970, also 70 Joer, hu mer gebraucht, fir 100.000 Awunner bäizekréien. Vun 1971 bis 2001, dat waren 30 Joer, hu mer déi nächst 100.000 bäikritt. Vun 2001 op 2013, dat waren 12, 13 Joer, hu mer déi nächst 100.000 Awunner bäikritt. A fir déi lescht, wou mer elo amgaange sinn, hu mer aacht Joer gebraucht, fir 100.000 Awunner bäizekréien.

An d'lescht Woch huet d'Regierung eis hei erkläert, fir déi nächst 100.000 Awunner brauche mer nëmme méi siwe Joer, fir déi bäizekréien. Dat muss eis dach Froe stellen! Wa mer elo an e Rhythmus kommen, wou mer soen: All siwe Joer kréie mer 100.000 Awunner bäi an an deemselwechten Zäitraum 50.000 Frontaliere bäi, da musse mer wëssen, datt all déi Infrastrukturen, déi mer elo am ëffentlechen Transport, am Stroossennetz bauen an investéieren, datt déi quasi schonn erëm opgeschafft sinn, ier se iwwerhaapt realiséiert sinn, duerch dee stramme Wuesstum. Mir wäerten also ni méi nokommen, och an der Fro vum Logement, wa mer net d'Diskussioun iwwert de Wuesstum féieren.

D'Entwécklung vum Chômage. De Kolleeg Alex Bodry huet de Moien d'Chifferen och hei genannt. Ech hu mer se gëschter och nach eng Kéier erausgezunn.

(Interruption)

Ech mengen, mir sinn…Gelift?

Une voix.- Et ass alles an der Rei.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass alles an der Rei, jo.

D'Entwécklung vum Chômage; ech mengen, mir sinn alleguer frou heibannen, wann de Chômage zréckgeet. Jiddwereen ass frou fir all Mënsch, deen hei eng Plaz huet. Mir hunn als ADR an dëser Legislaturperiod praktesch all déi Projeten, déi den Aarbechtsminister, den Här Schmit, heibanne presentéiert huet, matgestëmmt, och wann et nëmmen deelweis Léisunge waren, well mer gesot hunn: Et gëtt och do kee Patentrezept, fir vun haut op muer de Chômage ofzeschafen, mä et ass e Puzzle vu ville klengen Aktiounen. An duerfir hu mer se och alleguer matgestëmmt.

Mir sinn och frou, datt d'Ekonomie ugezunn huet. A wa mer haut d'Chiffere kucke vun 2013, do hate mer am Chômage an an de Beschäftegungsinitiativen 23.546 Leit. A wa mer haut d'Chiffere kucken, Chômage a Beschäftegungsinitiativen, hu mer der 20.974. Dat sinn 2.562 (veuillez lire: 2.572) Leit manner. Den Här Bodry huet de Moien 2.500 gesot. Mä et sinn der genau 2.572. Dat ass eng positiv Entwécklung, iwwert déi mer solle frou sinn. Mä wa mer déi dann awer a Relatioun stelle mat deene geschafenen Aarbechtsplazen, datt mer an deemselwechten Zäitraum 60.000 nei Aarbechtsplaze geschaaft hunn, an de Chômage ass ëm 2.500 Leit zréckgaangen, och da musse mer eis erëm Froe stellen. An och déi Leit, déi soen: „Mir mussen dee Wuesstum hunn, well mir mussen esou vill Aarbechtsplaze schafen, fir de Chômage ze bekämpfen", musse sech mat dëse Chifferen dann auserneesetzen!

Wa mer all Kéiers, fir 2.500 Chômeuren erofzegoen, musse 60.000 Aarbechtsplaze schafen, jo, da musse mer nach eng Millioun Aarbechtsplaze schafen, bis mer de Chômage ewech hunn. Mä dee Problem, dee...

(Interruption)

...läit anzwousch aneschters. Dee läit einfach un der Schoul, um Bildungssystem, dee mer hunn, un all deene Problemer läit et, well mir wëssen, datt d'Betriber haut déi Leit huelen, vun deene se mengen, datt se déi bescht wieren, fir an hirem Betrib ze schaffen, a si kucken net, ob se hei zu Lëtzebuerg wunnen oder déisäit der Grenz wunnen. An duerfir muss een also och kucken: Et gi 60.000 Aarbechtsplaze geschaaft an de Chômage geet ëm 2.500 erof, da muss dach jiddweree sech Froen dozou stellen.

D'Statsfinanzen. Et gëtt hei permanent vun der Majoritéit gesot: „Mir hunn d'Statsfinanze saméiert." Ech hunn déi Chiffere gëschter Owend schonn um Fernseh genannt. Wa mer d'Konte kucke vun 2013, hate mer en Defizit vu 464 Milliounen. Wa mer de Budget, ech betounen „de Budget", vun 2018 kucken, huet de Budget vun dësem Joer en Defizit vun 1.062.000.000. Elo kann ee soen: „Dat eent sinn d'Konten, dat anert ass de Budget." Mä et sinn awer déi Chifferen, mat deenen, wéi d'Regierung seet, dëst Joer den Exercice géif ofschléissen. Mir sinn herno och zum Schluss frou, wann e besser ofschléisst.

Gëschter hu mer gesot kritt, am Kader vum Stabilitéitspak, datt mer kéinten dervun ausgoen, datt et keng eng Milliard wier, mä datt et 587 Millioune wieren. Och dat ass eng Previsioun, déi d'Regierung elo, am Abrëll, mécht. Am Mee (veuillez lire: Am Dezember) war d'Previsioun eng Milliard. Bon, mir huelen déi Chifferen zur Kenntnis. Eng Milliard am Dezember, 587 Milliounen elo. A wat zum Schluss vum Joer erauskënnt, dat gi mer dann d'nächst Joer am Mäerz gewuer. Mä et muss een awer déi Chifferen nennen! Et ass gesot ginn: „Ma et muss een dat vergläichen, wann een d'Konte vun 2013 hëlt, ma da muss ee se mat de Konte vun 2017, vum leschte Joer, vergläichen." An do hu mer dann 220 Milliounen.

Mä da muss een awer och soen, wann een d'Konte vum leschte Joer hëlt, datt mer do exzeptionell Recetten haten. Dat ass awer net derbäigesot ginn. Et ass eis virun e puer Méint an der Finanzkommissioun gesot ginn, datt zwee exzeptionell grouss Dekonte mat zwee grousse Betriber gemaach ginn. Et ass eis zwar kee Chiffer genannt ginn.

Et ass eis och gesot ginn, datt d'lescht Joer fir d'physesch Persounen a fir d'Betriber d'Steierreform géif spillen, mä datt d'Avancen net erofgesat si ginn. Dat heescht, datt d'Betriber méi (veuillez lire: manner) Steiere bezuelt hätten, wann d'Steiertabell oder d'Avancen un d'Steierreform ugepasst gi wieren. Et ass also och versicht ginn, an dem Joer virun de Wahle méi Suen eranzekréien, wéi et normal gewiescht wier, fir eventuell politesch ze soen: „Ma, mir hunn e gutt Resultat." Mir huelen dat alles zur Kenntnis. Mir wëllen dat just an e kloert Liicht stellen.

D'Statsscholden. Et gëtt permanent gesot: „D'Statsscholde ginn erof." Da gëtt mat Prozenter gerechent. Ech hunn och gëschter nach gesot: Ma d'Scholden, déi gi vun 11 op bal 13 Milliarden erop. Da gëtt gesot: „Ma, laut den europäesche Kritäre si mer awer vun 23% op 21% erofgaangen." Och dat ass richteg. Mä déi reell Schold sinn an d'Luucht gaangen! An da kann een net soen: „Ma, et muss een dat awer kucke vis-à-vis vum wirtschaftleche Wuesstum." Dat wier genau wéi wann eng Famill géif Schold maachen an elo géif ee weider verdéngen, da géif se soen: „Ma elo hunn ech manner Schold, well ech verdénge méi."

Een, dee 500.000 Euro Schold huet, deen huet och nach muer 500.000 Euro Schold, och wann e weider verdéngt.

An duerfir, déi Schold, déi de Stat huet, déi gëtt keen Euro méi kleng, wann de Wirtschaftswuesstum klëmmt, mä déi muss vum éischte bis de leschten Euro zréckbezuelt ginn. Wat de Stat jo net mécht! De Stat bezilt nëmmen d'Zënsen zréck a kee Kapital. A wa mer zréckbezuelen, da maache mer dat duerch en neien Emprunt, woubäi eng Privatpersoun oder e Betrib oder eng Gemeng hir Scholden alleguer selwer zréckbezuelen.

Dat heescht, d'Finanzsituatioun ass, wann een dat objektiv kuckt, net besser haut wéi wéi se viru véier Joer war. Et muss een net soen, si wier méi schlecht,...

(Brouhaha général)

...mä si ass och net besser. Mir hunn nach ëmmer,...

(Protestations)

…mir hunn nach ëmmer…

Dir kënnt elo esou vill jäizen...

(Brouhaha)

Dir kënnt elo esou vill jäizen, Här Berger, wéi Der wëllt, mir hunn nach ëmmer en Defizit...

M. Alexander Krieps *(DP).*- D'Gemeng Fréiseng, schwätzt vun där!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...am Statsbudget an d'Schold ass och an dëser Legislatur net zréckgaangen, mä si ass weider geklommen.

A wa gëschter den Här Gramegna gesot huet, Lëtzebuerg wier finanziell gesi kärgesond, ma wann ee seet, et wier haut kärgesond, da misst ee fairerweis och soen, datt et och viru véier Joer kärgesond gewiescht wier, well et huet sech am Prinzip näischt un der ganzer Situatioun geännert.

An dat, trotzdeem dës Regierung direkt no de Wahlen eng TVA-Erhéijung gemaach huet, wou se virun de Wahle sech am Fong géint eng TVA-Erhéijung ausgeschwat haten, wou se gesot hunn: „Dat ass déi sozial ongerechtste Steier, déi et gëtt." A si hu se no de Wahlen direkt agefouert. An dat, obschonn e Spuerpak gemaach ginn ass, deen och d'Leit bezuelt hunn. Dat heescht, de Gros vun de Leit hunn dat, wat se als Steiererliichterung kritt hunn duerch d'Steierreform, virdru schonn duerch d'TVA-Erhéijung an duerch de Spuerpak misse virfinanzéieren.

Den Zukunftsfong gëtt ëmmer erëm hei ugefouert, mir hätten elo 240 Milliounen do drop. Dat stëmmt! Mä et muss een awer wëssen, wa mer déi 240 Milliounen net op den Zukunftsfong gesat hätten, dann hätt de Stat och 240 Millioune manner Schold. Dann hätte mer déi Sue manner brauche léinen ze goen.

Also hu mer op där enger Säit der kommender Generatioun elo 240 Milliounen op d'Säit gesat an op där anerer Säit hu mer 240 Millioune Schold gemaach, déi mer net zréckbezuelen. A mir soen zu der zukünfteger Generatioun: „Déi musst dir bezuelen. An da kënnt der jo déi 240 Milliounen, déi mer iech op d'Säit gesat hunn, huelen, fir déi 240 Milliounen zréckzebezuelen." Da si mer genau do, wou mer waren! Also ass dat e blanne Manöver, just fir d'Leit irzefféieren, mä an der Realitéit ass et anescht.

Wa mer deemools higaange wieren, wéi de Stat nach Iwwerschëss gehat huet, an den 90er Joren, 2000, a mir hätten dunn d'Iwwerschëss geholl a mir hätte se op en Zukunftsfong gesat, wou kee méi dru komm wier, dann hätte mer eppes Guddes fir d'Land gemaach! Mä déi hu mer an d'Tresorerie gesat a mir hu se fiktiv op d'Fonge gesat, wou mer haut soen, op deene Fonge géifen 1,7 Milliarde stoen, wou mer alleguer wëssen, datt an der Realitéit keen Euro méi op deene Fonge steet. Déi Sue sinn alleguer verschafft ginn. An haut schafe mer e Fong mat Schold.

D'Lëtzebuerger Sprooch, Här President. D'Lëtzebuerger hunn an engem Referendum…, deen iwwregens vum Här Statsminister och gëschter guer net hei ernimmt ginn ass,…

(Interruption)

…obschonn e Referendum eppes Extraordinäres an der Geschicht vun engem Land ass. Mir hu jo net all Dag hei zu Lëtzebuerg e Referendum. Ech mengen, et war dee véierten. An all Mënsch an der Geschicht gëtt ëmmer erëm un déi Referendumen erënnert, a wéi et schéngt huet d'Regierung awer schonn no dräi Joer deen heite vergiess.

Et pour cause! Ech mengen, wann ech mer esou eng blo Nues huele gaange wier wéi d'Regierung, verstinn ech, datt een dat léiwer vergësst, datt een et da léiwer vergësst an net méi wëllt driwwer schwätzen.

Mä d'Lëtzebuerger hunn eng kloer Sprooch do geschwat! Si hunn zu 80% dräimol Nee gesot! Mä wann een elo awer mengt, d'Regierung hätt dorauser déi néideg Konsequenze gezunn! D'Regierung huet jo och d'Vollek net esou richteg fir eescht geholl. Verschiddener hu jo souguer gemengt, d'Leit wieren domm, wa se géife mat Nee wielen. Ech ka mer net virstellen, datt mer 80% domm Leit hei am Land hunn a soss just 15 intelligenter an déi sëtzen dann och zoufälleg alleguer an der Regierung.

(Brouhaha)

Also d'Vollek ass net méi domm wéi d'Regierung. An eng Regierung wier gutt beroden, wa se géif higoen, si géif de Vott an d'Meenung vun engem Vollek fir eescht huelen! Dann hätt se näämlech zum Beispill beim Nationalitéitegesetz den Niveau, dee gefrot ass fir d'Sprooch, fir d'Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, net erofgesat, mä si hätt en zumindest op deem Niveau gelooss, wou e war.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Och huet dës Regierung d'sozial Kohäsioun…, eist Land war nach ni esou gespléckt an der Gesellschaft, wéi et haut ass. An da schwätzen ech net vu Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, wat och e Problem ass vun der sozialer Kohäsioun, mä ech schwätze vun de Lëtzebuerger, déi zum Beispill - oder net vun de Lëtzebuerger, mä vun de Leit hei am Land - de Choix net méi hunn, ech huelen de Choix vum Reliounsunterrecht, deen d'Leit geholl kritt hunn. Fréier hat all Mënsch d'Recht ze decidéieren, all Famill, ob hir Kanner an de Moralunterrecht ginn oder an de Reliounsunterrecht. Haut hu se dee Choix net méi. Ech erënneren un d'Familljen, ech kommen herno drop, wou se net méi de Choix hunn, fräi ze wielen, fir kënne schaffen ze goen oder net. Ech wäert nach dorobber zréckkommen.

Och duerch d'Trennung vu Kierch a Stat ass dës Gesellschaft gespléckt ginn. Dat hätt ee kënnen,...

(Brouhaha général)

…dat hätt ee kënnen am Dialog maache mat de Kierchefabricken an et hätt ee sécherlech e Wee fonnt, wou een hei zu Lëtzebuerg eppes, wat iwwer Jorhonnerte gewuess ass, an enger uerdentlecher Diskussioun hätt kënnen zu engem gudde Resultat féieren, wou all Mënsch hätt kënnen dermat d'accord sinn, ouni datt hei esou vill Sträit an d'Land gefouert gi wier, wéi dat vun dëser Regierung gemaach ginn ass.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Och d'Steierreform gëtt dohigestallt als déi soziaalst vun der Welt. An och hei gëtt da mat Prozenter gespillt. Hei gëtt gesot: „Majo, een, deen de Mindestloun huet an an der Steierklass 1 ass, deen huet virun der Reform 70 Euro Steiere bezuelt, e bezilt der elo nach 30." Also huet dee 40 Euro manner Steier, mä vun deene 40 Euro schwätzt keen, do gëtt da gesot: „Ma dee bezilt 57% manner Steieren." Do gëtt de Prozentsaz gekuckt. Dat heescht, e bezilt 57% manner.

An een, dee 15.000 Euro de Mount verdéngt, deen huet nëmmen eng Steierreduktioun vun 2%. Also, dat ass eng sozial Reform, well dee Klengen, dee kritt 57% manner Steier, an deen Décken, dee kritt nëmmen 2%. Mä wann een da kucke geet, da maachen déi 57% 40 Euro aus an déi 2% maachen 135 Euro aus!

Elo froen ech Iech: Hätt Der léiwer 2% Steierreduktioun mat 150 Euro oder hätt Der léiwer 57% mat 40 Euro? Also et ass ëmmer, wéi et der Regierung grad passt, ob de Prozentsaz geholl gëtt oder reell Chiffere geholl ginn. Mir huelen de Prozentsaz a mir huelen déi reell Chifferen.

Ech mengen, datt den Här Statsminister hei net op déi negativ Punkten agaangen ass, dat huet en am Prinzip net brauchen ze maachen, Här President, well déi lescht puer Wochen an och an der Zukunft hu mer hei an der Chamber, an ech hunn dat scho gesot, fënnef Débat-de-consultationen.

Wann dës Regierung alles wéisst an alles gemaach hätt, dann hätt se net zum Schluss vun enger Legislaturperiod fënnef Débat-de-consultatione gemaach. Well déi Débat-de-consultatione ginn net vun engem Parlament ugefrot, déi gi vun enger Regierung ugefrot, wou eng Regierung e Parlament freet: „Wat solle mer an deene Punkten do maachen?" An et waren de Logement, d'Mobilitéit, d'Landesplanung, d'Integratioun, an d'Educatioun, déi steet eis nach aus.

Datt eng Regierung dat am Ufank vun enger Legislaturperiod mécht, schéngt mer normal ze sinn. Awer datt se e puer Wochen, ier mer hei d'Dieren hannerun eis zoumaachen, dat freet, dat ass dach eng Farce! Dat ass eng Failliteerklärung! Dat ass gewisen: „Mir wëssen net méi, wat mer solle maachen. Élo froe mer d'Parlament."

An ech hunn dat och d'lescht Woch gesot, wa se seet: „Mir froen d'Parlament", da freet se jo net d'Majoritéit, well do weess se d'Meenung. Si kënnt also bei d'Oppositioun froen a seet: „Wat solle mer an deenen Domänen do maachen? Mir wëssen et net", mä quitte datt se weess, datt se an deenen nächste Méint mat all deem, wat mer elo an deene leschte Wochen hei diskutéiert hunn, näischt méi kann ufänken.

Och beim Logement ass de Problem net geléist ginn. Et si wuel vill Debatte gemaach ginn. Et ass och eng Ministesch ausgewiesselt ginn; am Sënn vum Wuert ass se an d'Wüst geschéckt ginn, mä um Problem selwer ass näischt geléist ginn. Mir stinn haut genau do, wou mer viru véier Joer stoungen. D'Präisser sinn nach ni esou vill geklomme wéi an deene leschte fënnef Joer. 25% sinn d'Präisser méi deier ginn. Dat ass nach ni do gewiescht, datt mer esou eppes matgemaach hunn.

An den Här Statsminister huet um DP-Kongress, mengen ech, gesot, e wéilt net Statsminister vun engem Land sinn, wou d'Leit mussen auswanderen.

Mä ech wëll dem Här Statsminister soen: Et sinn nach ni esou vill Lëtzebuerger ausgewandert wéi an dëser Legislaturperiod! Gitt an d'Grenzregioun kucken, wivill Lëtzebuerger hu missen auswanderen, well se an dësem Land net méi d'Méiglechkeeten haten, sech eng Wunneng ze schafen!

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et gëtt geschat, datt am Ableck 30.000 Leit an der Grenzregioun wunnen. All siwente Frontalier, dee moies iwwert d'Grenz kënnt, ass e Lëtzebuerger. Dat ass d'Resultat vun deem stramme Wuesstum! A well mer net d'Konsequenze beduecht hunn, déi dat op de Logement, och op de Logement bedeit!

An dann diskutéiere mer hei an der Landesplanung: „Mir musse kucken, wunnen a schaffen zesummenzebréngen." An da schécke mer 30.000 Lëtzebuerger an d'Grenzregioun wunnen, déi da mussen hei op Lëtzebuerg schaffe kommen. Mir maachen also just de Contraire! Mir maache just de Contraire! Amplaz datt mer de Leit Wunnraum bei den Aarbechtsplaze schafen, musse se an d'Ausland wunne goen a si musse sech och all Dag eng, zwou, dräi Stonne fir hin a fir heem an de Stau stellen.

Et ass wuel am ëffentlechen Transport vill investéiert ginn. Et ass och wichteg. Dat leeft schonn iwwer zéng Joer. A mir wëssen, d'Projeten am ëffentlechen Transport, wa mer se hei ufänke mat diskutéieren, bis se fäerdeg sinn, dauert dat 10, 15, 20 Joer. An duerfir ass et och wichteg, datt mer doriwwer eraus denken, wat am ëffentlechen Transport geschitt, niewent deene Projeten, déi mer scho gestëmmt hunn an diskutéiert hunn.

Et gëtt haut scho geschwat, datt d'Gare vu Lëtzebuerg elo um Enn vun hire Capacitéiten ass an datt mer mussen eventuell e Bypass maachen. An ech wëll duerfir nach eng Kéier soen, och wann déizäit d'Regierung eis Iddi vum City-Tunnel net eescht geholl huet, ech verspriechen Iech, Dir kënnt alleguer sécher sinn: Enges Daags wäerte mer heibannen och doriwwer schwätzen, an dat wäert och realiséiert ginn!

D'Renten. Här President, et si Leit, déi soen, mir bräichten net iwwert d'Renten ze diskutéieren. Dat kann ee maachen. Mä wann een net wëllt iwwert d'Renten diskutéieren, da muss een awer och de Courage hunn, de Leit d'Wourecht ze soen. Sécher ass, datt d'Pensiounen am Ableck sécher sinn. Mir hunn 18 Milliarde Reserven. An déi Reserve wäerten och nach an deenen nächste Jore weider klamme bis 25 Milliarden Euro.

Mä wa mer an d'Zukunft kucken, maache mer dacks Pronosticken: iwwert de wirtschaftleche Wuesstum, wivill Leit datt bäikommen, wivill Aarbechtsplaze mer schafen. Dat sinn ëmmer Estimatiounen. Si si richteg oder si si falsch. Mä eng Zuel ass richteg an dat ass déi, wivill Leit an deenen nächste 40 Joer an d'Pensioun ginn. Dat wësse mer haut op dee Leschte genau, well dat sinn déi Leit, déi haut schaffen. Do kënne mer eis net iren.

Mir wësse genau, wéini déi Leit, déi haut schaffen, an deenen nächste 40 Joer an d'Pensioun ginn. A wann déi an d'Pensioun ginn, da wësse mer och genau, wivill datt mer brauchen, fir déi Pensiounen ze bezuelen, a wivill Leit mer mussen hunn, fir eben déi Suen eranzekréien, fir déi Pensiounen ze bezuelen. Haut hu mer 170.000 Fonctionnairen (veuillez lire: Pensionären) a mir hu 435.000 - elo scho vill méi, dat hei ass vun 2015, dat sinn déi lescht Chifferen, mä et geet haut scho bal op 500.000 zou - Aktiver. Mir hunn also haut méi Aktiver, wéi mer brauchen. Duerfir maache mer en Iwwerschoss a mir hunn eng Milliard Rescht, déi mer op Reserv hunn.

Mä schonn am Joer 2030 hu mer 270.000 Aktiver (veuillez lire: Pensionären) a fir dann d'Pensiounen ze bezuelen, musse mer da 620.000 Aktiver hunn, fir déi Pensiounen ze bezuelen. 2045 hu mer 375.000 Pensionären am Land. Dat ass doudsécher, well déi schaffen haut schonn alleguer. A fir déi 375.000 Pensiounen ze bezuelen, musse mer 840.000 Aktiver hunn. An am Joer 2060 hu mer ronn 500.000 Pensionären, dat ass haut a 40 Joer, da sinn alleguer déi pensionéiert, déi haut schaffen, da brauche mer 1.100.000 Aktiver, fir déi Pensiounen ze bezuelen.

Dat litt net: Wa mer näischt um System änneren, ass dat doten d'Evolutioun. Mir wësse genau, wivill Leit an d'Pensioun ginn. Mir wësse genau, wivill Leit datt mer brauchen, fir déi Pensiounen ze bezuelen. Dann ass dat doten déi Evolutioun.

Da froen ech, wien heibannen der Meenung ass, datt mer a 40 Joer mussen eng Millioun Aktiver am Land hunn. Ech schwätzen net vun der Populatioun, mä ech schwätzen nëmme vun deene Leit, déi schaffen. Ech mengen, jiddwereen, deen objektiv ass, seet dann: „Dat wëlle mer net." A wann een dat net wëllt a wann een dat doten net eise kommende Generatioune wëllt hannerloossen, da muss ee bereet sinn, doriwwer ze diskutéieren, dann däerf näischt en Tabuthema sinn.

Ech ënnerstelle kengem eppes heibannen, an och mir wëlle keng Pensiounskierzunge maachen, och mir wëlle kee Pensiounsalter hiewen, mä mir musse kucken: Wat fir eng Weeër fanne mer? Well, wat mer méi laang waarden, fir Ännerungen ze maachen, wat déi Ännerunge wäerte fir déi kommend Generatioune méi drastesch ginn. Duerfir ass et onverantwortlech, wann een net wëllt doriwwer diskutéieren.

Ech war duerfir frou, wéi de Kolleeg Bodry haut awer schonn eng Propositioun an de Raum gesat huet, wou en zwar gesot huet, duerfir bräichte mer keng Gesetzesännerung, mä mir kéinten awer emol kucken, ob d'Leit tëschent 55 a 57 a 65, vun deenen hei zu Lëtzebuerg nëmme méi 40% schaffen, ob mer d'Leit net duerch eng gesellschaftlech Diskussioun derzou beweegt kréichen, datt se, obscho se kënnen an d'Pensioun goen, nach géife méi laang schaffe goen.

Ech versprieche mer net allze vill vun esou enger Astellung, well och elo hu mer eng Astellung gemaach, ënnert der leschter Regierung, wou den 1. Januar 2013 eng Pensiounsreform a Kraaft getratt ass, wou mer jo etappeweis de Pensiounsalter all Joers hiewen. Entweder et geet ee mat 60 an da kritt een e bësse manner Pensioun oder et geet ee méi laang schaffen an et kritt ee seng voll Pensioun. An dat geet herno erop bis op 63.

Mä ech weess net - den Här Minister ass heibannen, da kann en eis vläicht drop äntwerten -, ech mengen, datt haut déi meescht Leit herno awer nach versichen, mat 60 ze goen an net onbedéngt nach zwee oder dräi oder véier Méint, wéi et am Ableck ass, weider schaffen ze goen.

Duerfir mengen ech, muss een iwwer all déi Froen diskutéieren, ouni et direkt ofzeblocken an ze soen: „Ma da sidd Dir fir Pensiounskierzungen oder derfir, datt de Pensiounsalter gehéicht gëtt." Dat hu mer an der Reform vun 2013 gemaach. Do ass och gesot ginn, et kritt een also manner, wann ee mat 60 geet, et muss ee méi laang schaffe goen, an et ass och do gesot ginn: Wann eben e gewëssene Seuil erreecht gëtt, da fält déi Allocation de fin d'année ewech, a wann déi Situatioun kënnt, da geet d'Cotisatioun an d'Luucht.

Et kéint een am Fong soen, alles dat, wat elo deene virgeworf gëtt, déi wëllen iwwert d'Pensioun schwätzen, alles dat huet schonn eng viregt Regierung, wou eise Chamberspresident déizäit Sozialminister war, gemaach. Mir mussen also de Courage hunn, driwwer ze diskutéieren, an net een deem anere virwerfen, e wéilt engem eppes ewechhuelen. Dat ënnerstellen ech kengem heibannen. A mir wëllen dat och net maachen.

Dann nach e Wuert zur Familljepolitik, wat am Fong eng regelrecht, fir eis, ideologesch Familljepolitik war, wou wuel Projete gemaach si ginn, an dat hu mer och alles matgestëmmt fir déi Famillen, déi sech decidéieren, fir zu zwee schaffen ze goen. De Congé parental, guer keng Diskussioun, do si mer derfir. Mä mir hätte gären als ADR och eng Unerkennung fir déi Famillen, déi sech decidéieren, ganz doheem ze bleiwe fir d'Kannerbetreiung. Duerfir hu mer d'Elteregeld als ADR proposéiert. Ech ginn net méi drop an. Dat ass bekannt, wat eis do vun dëser Regierung differenzéiert.

Ech wëll awer soen, datt, wann een déi gratis Kannerbetreiung wëllt aféieren, wéi dat elo geschitt ass, datt een dann awer och muss dat néidegt Personal an déi néideg Infrastrukturen hunn. A mir haten elo viru 14 Deeg eng Table ronde op RTL, wou net Politiker souzen, mä Leit vum Terrain, an déi hu sech ganz, ganz grouss Suerge gemaach iwwert d'Behandlung, wéi d'Kanner haut do behandelt ginn, wou masseg Kanner sinn, d'Kanner nervös sinn, d'Kanner aggressiv ginn. An ech mengen, dat kann awer net dat sinn, wat mer als Kannerbetreiung hei am Land maachen. An da soe vill Leit a vill Elteren, an ech mengen d'Gesellschaft insgesamt, datt mer iergendwann eng Kéier dovunner an 10, 15 Joer d'Konsequenze kréien. Duerfir mengen ech, datt d'Eltere sollen de Choix behalen, fir ze decidéieren, ob se hir Kanner an eng Betreiung ginn, d'accord, oder ob se dat wëllen doheem maachen. An déi Eltere mussen, laut eiser Meenung, och ënnerstëtzt ginn.

Nach e Wuert zur Aarmut, iwwert déi gëschter guer net geschwat ginn ass hei. Wa mer gesinn, datt och an dëser Legislaturperiod de Prozentsaz erëm iwwer 1% geklommen ass vun de Leit, déi an der Aarmut sinn, da schéngt dat fir dës Regierung kee Problem ze sinn. Ech weess och net, wou dës Regierung sech Dag an Nuecht erëmdreift, op jidde Fall net bei den normale Leit am Land, soss géif se feststellen, datt ganz, ganz vill Leit hei am Land Problemer hunn, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, datt mer ganz vill Leit hunn, déi ënnert déi Aarmutsgrenz falen, well déi si vum Statsminister a senger Deklaratioun, vun dëser Regierung, gëschter total vergiess ginn.

Mir hunn also haut vun deene 600.000 Awunner - an dat ass jo erschreckend, wann een dat héiert! - 100.000 Leit am Land, déi ënnert déi Aarmutsgrenz falen. Dat ass sécherlech kee Luef fir e Land, wat sech als eent vun deene räichsten op der Welt opféiert. Wa mer also hei am Land esou vill Räichtum verdéngen a mer verdeelen en esou ongerecht, da misste mer eis heibannen am Fong alleguer schummen, datt et hei am Land nach iwwer 100.000 Leit gëtt, déi ënnert déi Aarmutsgrenz do falen.

Vill aner Problemer sinn ugeschwat ginn: „An der Gesondheetspolitik hu mer alles gemaach."

Schwätzt emol mat deene Leit, déi stonnelaang an den Urgencë sëtzen! Schwätzt emol mat deene Leit, déi mussen an d'Ausland fueren op hir eege Käschten, fir an den IRM ze goen, well se hei am Land méintelaang musse waarden, fir drunzekommen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Kolleege Roy Reding a Fernand Kartheiser wäerten nach op eng ganz Rei vun anere Punkten agoen. Ech wëll just soen, datt mer och bedauert hunn, datt de Statsminister mat kengem eenzege Wuert hei d'Flüchtlingsproblematik undiskutéiert huet oder diskutéiert huet.

Et soll net mat der Flüchtlingsproblematik Politik gemaach ginn. Mir hunn dat als...

(Hilarité et brouhaha)

Neen, neen, elo braucht Der net ze laachen. Mä näischt…

(Interruptions diverses)

Jo, jo, elo laacht Dir, elo beweist Der Äert richtegt Gesiicht, wéi Der dozou stitt. Mä seriö iwwer eng Flüchtlingsproblematik diskutéieren, dat muss sinn. Et kann net sinn, et kann net sinn, wa Leit am Land doriwwer diskutéieren, datt d'Politik grad mécht, wéi wann et kee Problem am Land doriwwer géif ginn. Et gëtt doriwwer och am Land Problemer. A wann een dat seriö a responsabel diskutéiert, wéi mer dat bis haut hei an der Chamber ëmmer fäerdegbruecht hunn, da fënnt een och eng Léisung, parteiiwwergräifend, fir datt een dorauser kee politesche Wahlkampf mécht. Mir wëllen dat och net maachen. Mä et muss een awer de Courage hunn,...

(Brouhaha)

Et muss een awer de Courage hunn, fir driwwer ze diskutéieren. Eppes ënnert den Teppech ze kieren, wat am Land awer vun de Leit vill diskutéiert gëtt, ass eiser Meenung no onverantwortlech. Et war och onverantwortlech, datt de Statsminister net doriwwer diskutéiert huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jo, et ass an dëser Legislaturperiod och Guddes geschitt. Et war nach ni...

Plusieurs voix.- Aah!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- ...eng Regierung do, déi alles gutt gemaach huet oder déi alles schlecht gemaach huet. Dës Regierung huet och Guddes gemaach. Mä si huet och ganz, ganz villes schlecht gemaach. Ech war elo op e puer Punkten agaangen. Meng Kolleege wäerten op anerer agoen.

An duerfir hoffe mir, Här President, datt dat heiten net déi lescht Ried zur Lag vun der Natioun war vum Här Statsminister an dëser Legislaturperiod, mä definitiv.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Wat e Folklor!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wéi ass et elo op eemol esou roueg ginn!

(Hilarité et interruptions diverses)

Den Här Baum huet d'Wuert.

Et war vill méi haart, wärend den Här Gibéryen geschwat huet, wéi dee Moment, wou en opgehalen huet. Dat ass en objektive Constat.

(Interruption)

Den Här Baum huet elo d'Wuert fir déi Lénk.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Mir hu gëschter Mëtteg déi virleefeg lescht Ried vum Premier Xavier Bettel héieren.

M. Roy Reding *(ADR).*- Endgülteg!

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Et war eng Ried, an där versicht ginn ass, e Bilan ze zéie vun der Regierungsaarbecht. A wann een d'Commentairen herno héieren huet, da mengen ech, datt ganz vill Leit onzefridde ware mat där doter Ried, well et kee wierkleche Bilan war. Et war eng Opzielung vun eenzelne Projeten a Mesuren, déi d'Regierung ergraff huet. Mä et war eigentlech keng wierklech Bestandsopnam, wou eis Gesellschaft, wou mir hei zu Lëtzebuerg haut dru sinn, a virun allem hätt ee sech um Enn vun enger Legislaturperiod awer vun engem Premierminister, vun engem Statsmann d'Opzielung vun deene grousse Chantieren erwaart, déi, onofhängeg dovunner, wéi eng Parteien an engem hallwe Joer wäerten déi nei Regierung bilden, mussen ugegraff ginn, déi grouss Chantieren, déi grouss Erausfuerderunge vun eiser Gesellschaft.

Här President, déi Fro, déi sech d'Regierung - an domadder och natierlech d'Parteien, déi d'Regierung bilden, dat heescht d'DP, d'LSAP an déi gréng - muss gefale loossen an un där se gemooss gëtt, ass: Geet et dem Land dann nu wierklech besser?

(Interruption par la présidence)

Ass et besser preparéiert op d'Zukunft? Geet et de Leit an deem Land besser? Hu Jonker haut méi Perspektiven a besser Perspektive wéi nach viru fënnef Joer? An ass eng Politik gemaach ginn am Interessi vun de Leit?

D'Vertrieder vun de Regierungsparteien hunn och de Moie gesot: „Jo, natierlech!" A wann een hiren Tunnelbléck entwéckelt a sech just déi Zuelen ukuckt, déi engem grad an de Krom passen, da kann ee souguer de Premier verstoen. D'Statsfinanze spruddelen, d'Wirtschaft boomt an och fir déi nächste Jore gëtt weider mat rekordverdächtege Wuesstumszuele gerechent.

An, jo, dat bedeit natierlech och, datt et bestëmmten Deeler vun der Populatioun besser geet wéi viru fënnef Joer. De multinationale Boîten a Superräiche geet et ganz gutt zu Lëtzebuerg, souguer exzellent. Och wäerte sech d'Perspektive vun de Groussgrondbesëtzer an Immobiliespekulante verbesseren. De Steieroptimiséierungsfirme geet et blendend, gradesou wéi den Detenteure vu Bréifkëschtefirmen. All deenen, déi vun hirem Kapital liewen, geet et op jidde Fall prächteg.

Mä geet et dann och deene Leit besser, déi vun hirer Aarbecht liewen? Ass eist Land, eis Gesellschaft an deene leschte fënnef Joer éischter zesummegewuess oder hu mer eis ausenanergelieft a liewen a Parallelluniversen, wou d'Liewenskonditioune vun deenen enge guer näischt méi mat de Liewenskonditioune vun deenen aneren ze dinn hunn? Ass d'sozial Kohäsioun am Land méi grouss ginn oder huet sech déi sozial Keelt nach weider ausgebreet?

No fënnef Joer DP/LSAP/déi gréng-Regierung muss een déi batter Feststellung maachen: Déi Räich si méi räich ginn an déi Aarm méi aarm.

(Interruption)

Déi sozial Ongläichheeten hei am Land sinn enorm geklommen, och wann dat en alen Hummer schéngt, deen awer ënnert dëser Regierung eng nei Aktualitéit kritt huet, an ëmmer méi Leit hei zu Lëtzebuerg kréien déi zwee Enner um Enn vum Mount net méi zesummen.

Dëst ass dat gréisst Versoe vun dëser Regierung. Mä dovunner huet de Premier kee Wuert gesot!

No deenen aktuellsten Zuelen ass bal all Fënnefte vun Aarmut oder sozialer Ausgrenzung bedrot. Sou vill wéi nach ni virdrun! Den Aarmutsrisiko huet en negative Rekord erreecht. An net nëmmen dat: D'Salariatskummer huet an hirem Sozialpanorama nogewisen, datt och d'Intensitéit vun der Aarmut zouhëlt. Dat heescht, datt ëmmer méi Leit ganz wäit ewech dovunner sinn, aus där Situatioun erauszekommen. An och dëst gehéiert awer zum Bilan vun dëser Regierung.

Den Aarmutsrisiko klëmmt a klëmmt. An amplaz resolutt dogéint virzegoen, huet d'Regierung als Éischt emol eng Etüd an Optrag ginn, fir erauszefannen, wat een dann am spezielle lëtzebuergesche Kontext bräicht, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, dee sougenannten „budget de référence", deen de Statec opgestallt huet.

A wat ass erauskomm? Ma datt e Mënsch, fir mënschewierdeg zu Lëtzebuerg ze liewen, wesentlech méi Akommes brauch wéi den international unerkannte Seuil vum Aarmutsrisiko.

A wat huet d'Regierung du mat dëser Etüd gemaach? Ma si huet d'Etüd emol als Alleréischt ganz ënnen an den Tirang geluecht an d'Konsequenz vun dëser Etüd ass näischt, guer näischt, och net beim REVIS, deen d'Regierung elo als Allheilmëttel géint d'Veraarmung propagéiert, esou wäit, datt souguer de Statsrot sech just wonnere kann, datt déi Montante vum neie REVIS kaum dozou dénge wäerten, de Leit e mënschewierdegt Liewen ze garantéieren an d'sozial Inklusioun ze förderen.

Wat awer besonnesch schlëmm a bedenklech ass, ass, datt d'Koalitiounsparteien elo versichen - och virdru schon -, dës desastréis Zuele schéinzerieden, andeems se soen, déi Leit hätte jo nei Sachleeschtungen zegutt, déi d'Regierung geschafen hätt, wéi zum Beispill d'gratis Kannerbetreiung. Mä do muss een awer éierlech sinn: Och beim ale Chèque-service-System hu Mënschen a prekäre Situatioune quasi näischt misse bezuelen. Domadder stellen ech de Prinzip vun der gratis Sachleeschtung net a Fro. Ech stellen awer fest, datt een dat net ufëiere kann als Element am Kampf géint d'Aarmut. Do däerf ee sech, mengen ech, selwer net an d'Täsch léien.

Trotz deem enorme Wirtschaftswuesstum geet nawell de Chômage just liicht zréck. En ass nach ëmmer op engem fir Lëtzebuerger Verhältnisser historesch héijen Niveau.

A virun allem: E wäert trotz weiderem Wuesstum, dee mer jo de Moien en long et en large explizéiert kruten, an deenen nächste Joren net ënner 5% falen. Souguer an deenen optimisteschsten Zeenarie wäert en net ënner 5% falen. Dat heescht, datt mer trotz enger enormer Croissance net méi zu deenen Zuelen, wat de Chômage ugeet, zréckfanne wäerte wéi virun der Finanzkris. An dat sinn definitiv keng dichteg Perspektiven, a scho guer keng, fir sech domadder ze bretzen!

Här President, wa mer de Problem vum Chômage an enger esou oppener Ekonomie wéi där lëtzebuergescher wëllen an de Gréff kréien, da musse mer jiddwerengem, deen hei lieft, schaffe wëllt a schaffe kann, och déi Méiglechkeet ginn, dat ze maachen. An Aarbecht, gesellschaftlech nëtzlecher, gëtt et der méi wéi genuch.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Do däerfen awer net d'Leit einfach nëmme geparkt ginn a vun enger Mesure zur anerer weidergereecht ginn, well domadder ginn d'Prekaritéit an d'Perspektivlosegkeet einfach just verlängert. Et muss d'Aufgab vun der ëffentlecher Hand sinn, dat Recht op Aarbecht och an der Realitéit ëmzesetzen. Dëst muss eng vun deene grousse Prioritéite vun zukünfteger Politik sinn.

Awer zu Lëtzebuerg schützt och Aarbecht scho laang net méi virun Aarmut. 12% vun deenen, déi schaffen, si Working Poor. Och dat ass en traurege Rekordwäert, deen nach ni zu Lëtzebuerg esou héich war an deen och an Europa sengesgläiche sicht. Just d'Kriselänner Spuenien a Griichenland hunn nach méi schlëmm Zuelen. Doriwwer, menge mir, kann een net einfach esou ewechgoen.

Déi sozial Schéier geet ëmmer weider auserneen. An dat gesi mer ganz gutt bei den Akommesënnerscheeder. An den 90er an den 2000er Jore war et nach esou, datt déi iewescht 10% fënnef- bis sechsmol méi Revenu hate wéi déi ënnescht 10%. Dunn, zanter der Kris, ass et op eemol sechs- bis siwemol méi ginn, wat déi iewescht hunn. An haut hunn déi iewescht 10% aachtmol méi Revenu wéi déi ënnescht. Deeselwechte Phenomeen gesi mer bei de Léin. D'Kafkraaft vun deenen ënneschte Léin ass zanter 2010 just ëm 0,8% geklommen a bei deenen ieweschten ëm 5,9%, also iwwer siwemol méi wéi bei deenen ënneschten.

An a kengem vun eisen Nopeschlänner ass de Bruttomindestloun esou no bei der Aarmutsgrenz wéi zu Lëtzebuerg. Duerfir brauche mer, an dozou sti mir als Lénk, dréngend eng Erhéijung vum Mindestloun, souwuel duerch eng Erhéijung vum Bruttoloun wéi och duerch steierlech Entlaaschtunge vun den niddrege Salairen. Wien zu Lëtzebuerg Vollzäit schafft, muss wéinstens 2.000 Euro netto um Enn des Mounts mat heem huele kënnen. E Mënsch, dee Vollzäit schafft, deen däerf einfach net dem Aarmutsrisiko ausgesat ginn! Net zu Lëtzebuerg!

Et sinn iwwerproportional vill Fraen, déi Aarbechte maachen, déi um Mindestloun bezuelt ginn. En anstännege Mindestloun ass och en Deel Geschlechtergerechtegkeet, besonnesch fir déi, déi zanter zéng Joer haart an engem Job schaffen an déi hir Qualifikatioun nach ëmmer net unerkannt kréien. An dat sinn Aarbechten, déi een net einfach delokaliséiere kann. Et si Servicer, déi hei am Land an Usproch geholl ginn.

Insgesamt geet hei am Land d'Lounquot, also den Undeel vun de Léin um geschafene Räichtum, zanter Joren a Jorzéngten ëmmer weider zréck, wourop d'Caritas, zu Recht, higewisen huet. Dës sozial Entwécklung hei am Land ass d'Resultat vun enger Austeritéitspolitik, déi certes Virgängerregierungen ugefaangen haten, mä zumindest dës Regierung am Ufank och weidergefouert huet. Dës Regierung huet gläich am Ufank e Spuerpak presentéiert, mat enger Hällewull sozial ongerechte Mesurë wéi der TVA-Erhéijung, dem Aspuere bei de Studentebourssen, der Reduzéierung vun de Familljenzoulagen an dem Kannergeld.

Elo stellt d'Regierung dat esou duer, wéi wann dës Aspuerungen d'Viraussetzung gewiescht wieren, fir datt d'Ekonomie elo nees erëm brummt. Mä wier de Wirtschaftswuesstum da manner héich ausgefall ouni dëse Spuerpak? Wuel kaum! Mä wann ee jiddwerengem eppes ewechhëlt, da verléieren déi am meeschten, déi am mannsten hunn.

Här President, et gëtt och en anere Beräich, an deem mir traurege Spëtzereider an Europa sinn, an dat ass dee vun der Aarbechtszäit. Mir hunn zwar formal eng 40-Stonne-Woch. Mä an der Moyenne schafft e Vollzäitbeschäftegten zu Lëtzebuerg bal 41 Stonnen. An Europa leie mer do un éischter Plaz a just virun deem Zweeten, an deen Zweeten ass Griichenland. All déi aner Länner hunn däitlech manner héich reell Aarbechtszäiten. A mir hunn hei zu Lëtzebuerg zanter iwwer 40 Joer keng Aarbechtszäitverkierzung méi gehat. De gesellschaftleche Fortschrëtt, d'Digitaliséierung an d'Automatiséierung, d'Verdichtung vun der Aarbechtszäit,

also de Stress an och seng Folgen, Burnout a psychosozial Problemer, sinn net begleet ginn duerch e Méi u Liewensqualitéit, duerch e Méi u fräier Zäit an duerch e Méi u Selbstbestëmmung.

Vereenzelt Regierungsmemberen hunn dat effektiv an der Vergaangenheet ëmmer nees ugeschwat, mä et ass awer näischt geschitt, weder eng strukturell Reduzéierung vun der Aarbechtszäit nach eng partiell a Form vun Aarbechtszäitkonten, iwwert déi e Salarié selbstbestëmmt verfüge kann. An der däitscher Industrie, déi jo Exportweltmeeschter ass, déi also héich kompetitiv um Weltmaart ass, do gëtt et scho laang eng 35-Stonne-Woch. An haut gëtt do iwwer eng 28-Stonne-Woch diskutéiert. Just zu Lëtzebuerg schéngt dat iergendwéi tabu ze sinn. Mir mengen, datt et Zäit gëtt, dësen Tabu ze briechen.

Als Lénk si mer der Iwwerzeegung, datt et héich Zäit gëtt, datt d'Mënschen endlech och an de Genoss vun de Friichte vun den technologesche Fortschrëtter an der Produktivitéitsentwécklung kommen an datt mer eng Perspektiv zum Hamsterrad, an deem vill Leit sech agespaart spieren, bidde mussen. Et gëtt Zäit fir eng progressiv a strukturell Reduzéierung vun der Aarbechtszäit.

Här President, virun zimlech genee zwee Méint hu mer hei an der Chamber eng Orientatiounsdebatt iwwert de Logement gefouert. De Problem, mat deem mer an der Logementskris konfrontéiert sinn, ass esou gewalteg, datt ee sech zu Recht d'Fro stelle kann, firwat ee sech do nach orientéiere muss, no bal fënnef Joer Legislaturperiod, well et gëtt eigentlech just zwou Optiounen: Entweder et stécht een de Kapp an de Sand an et mécht ee weider sou wéi bis elo oder et versicht een, de Problem resolutt unzegoen.

D'Regierung huet sech fir déi éischt Optioun entscheet. Dat weist sech eleng schonn doduerch, datt säit där Debatt absolutt näischt geschitt ass. Et gouf kee Bilan vun den Diskussiounen an der Kommissioun gezunn. De Minister huet keng Konklusioune gezunn, zumindest keng, déi iergendwellech praktesch Konsequenzen hunn. Déi Motiounen, déi hei gestëmmt goufen, leien also elo op engem Koup. An do bleiwe se da wuel och leien, bis dann déi nächst Regierung sech där doter Fro erëm unhëlt.

Wou si mer haut dru beim Logement? Wat ass de Bilan vun dëser Regierung? Ma dat Éischt, dat weess jiddwereen, ass, datt massiv Wunnenge feelen. De Wirtschafts- a Sozialrot chiffréiert de Besoin un zousätzleche Wunnenge fir den Zäitraum 2010 bis 2030 op 129.000 Wunnengen. Mam aktuelle Rhythmus wäert héchstens d'Halschent vun deene Wunnengen iwwerhaapt gebaut ginn. D'Caritas schwätzt vun 30.000 Sozialwunnengen, déi feelen. Den Observatoire de l'habitat seet eis souguer, datt all Joer 8.000 Wunnenge misste bäikommen, och fir deen historesche Réckstand opzehuelen.

D'Präisser klammen opgrond vun dësem décken Defizit enorm séier. Am Schnëtt klammen d'Präisser vu Wunnengen all Joer ëm zirka 5%. An deene leschten zéng Joer sinn d'Loyere vun Appartementer ëm 45% eropgaangen, vun Haiser souguer ëm 76% innerhalb vun zéng Joer.

Wann een dës Zuele mat der Lounentwécklung vun de leschten zéng Joer, also deemselwechten Zäitraum, vergläicht, da gesäit een direkt e risegt Lach. An dat Lach gëtt ëmmer méi grouss an et falen ëmmer méi Leit dran. Net nëmmen déi 20%, déi vun Aarmut oder sozialer Exklusioun bedrot sinn, wat scho schlëmm genuch ass, mä och ëmmer méi Leit, déi zwar vläicht nach gutt Paien hunn, mä ouni eegene Patrimoine kaum Accès zu engem Kreditt hunn oder ënnert der finanzieller Laascht vun deene Kreditter zesummebriechen.

Eng Famill mat duerchschnëttlechem Revenu, déi eenzeg an eleng vun hirer Aarbecht lieft, kann zu Lëtzebuerg kaum méi eng Existenz ouni finanziell Suergen opbauen. Dat huet dës Regierung natierlech net eleng ze verschëllen. Si huet awer an der Kontinuitéit vun der Politik vun deene viregte Regierunge gehandelt a si huet kee besonneschen Effort gemaach, fir dës Entwécklungen ze änneren.

De Premierminister weess dat selwer am beschten, duerfir huet e gëschter a senger Ried kee Wuert doriwwer verluer. Well wat hätt en och kënne soen iwwert de Logement zu Lëtzebuerg? En hätt kënnen erklären, wéi d'Regierung méi Terraine wollt mobiliséieren, andeems se d'Steieren op der Mehrwertsteigerung erofgesat huet an domadder virun allem de Grondbesëtzer en zolitte Gefale gemaach huet, déi hire Spekulatiounsgewënn esou astieche konnten. Eng Wunneng méi wäert domadder net gebaut ginn.

En hätt kënne vun der Subvention de loyer schwätzen, déi iwwert den Ëmwee vum Locataire de Wee op de Bankkonto vum Proprietaire wäert fannen, well d'Loyerspräisser esou schnell klammen, datt dës Subventioun bei engem duerchschnëttleche Loyer schonn no zwee Joer erëm wäert opgefriess sinn. Kee Stot wäert mat dëser Mesure dem finanziellen Drock entgoen.

En hätt och kënnen erklären, datt de Rentefong dem Fonds du logement iergendwann 23 Appartementer zu Gréiwemaacher ofkafe wäert an dat als grouss ëffentlech Wunnengsbauoffensiv verkaaft ginn ass, obwuel duerch dës Mesure objektiv net eng eenzeg Wunneng méi gebaut gëtt.

En hätt missen erklären, datt dës Regierung bereet ass, méi Suen a Militärinvestitiounen ze stieche wéi an de Wunnengsbau. De Wunnengsbauminister, besser de Wunnengsbauministère bleift och weiderhi chronesch ënnerfinanzéiert.

An en hätt och missen erklären, datt déi Baulandverträg - vun deene mir mengen, datt se wahrscheinlech en zimlech zahnlosen Tiger wäerte sinn -, déi hien a senger Ried zum État de la nation 2014 ugekënnegt hat, nach ëmmer um Instanzewee viru sech hindümpelen.

Nieft der Reform vum Fonds du logement, déi bis elo just Personal verbrannt a keng Wunneng méi bruecht huet, ass et dat dann och schon! Virschléi gëtt et der awer genuch, a mir hunn der genuch gemaach an dëser Legislaturperiod. Déi lescht Initiativ vun eis ass e Gesetz, fir d'Loyersentwécklung ze bremsen. Mä och an der Debatt virun zwee Méint hu mer Texter proposéiert, déi Iddie beinhalten, u wéi enge Stellschrauwen een dréie misst.

Mä virum Hannergrond vun der Regierung hirem Bilan am Logement ass d'Aart a Weis, wéi mat dëser Thematik hei ëmgaange ginn ass, onverantwortlech, an et ass dat zweet grousst Scheitere vun dëser Koalitioun.

Madamm Presidentin, zur Fro vun der Steiergerechtegkeet: D'Regierung argumentéiert, si hätt jo no deem Austeritéitspak mat der Steierreform vun 2017 eng sozial Reform bedriwwen, bei där quasi jiddwereen, also och déi niddreg Salairen, profitéiert hätten, an datt dat zu méi sozialer Gerechtegkeet géif bäidroen.

Elo ass et awer esou, datt souguer déi Europäesch Kommissioun an hirem Country-by-Country-Report virgerechent huet, datt et alt nees déi iewescht 10% sinn, déi vun der Steierreform proportional am meeschte profitéieren, also net nëmmen an absolutten Zuelen, mä och proportional am meeschten. Den OGB-L huet ausgerechent, datt eng Koppel, wou se allen zwee Vollzäit schaffen (veuillez lire: an de Mindestloun verdéngen), mat zwee Kanner, haut no Sozialtransferte manner Suen iwwreg huet ewéi 2014, an inflatiounsberengegt souguer manner wéi 2009.

Konkret an Zuelen heescht dat, wéi gesot, inflatiounsberengegt: 2009 hätt dës Koppel 4.028 Euro zur Verfügung gehat, no Steieren a Sozialtransferten; 2014 waren et der nach 3.969; an haut, 2018, mécht dat nach 3.870 Euro aus.

Vu sozialer Gerechtegkeet kann do keng Ried sinn! An et fänkt een un ze verstoen, firwat esou vill Leit Dag fir Dag struewelen, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. An déi sozial Ongerechtegkeet ass hei am Land zu engem ganz groussen Deel hausgemaach.

De Problem vun der sozialer Ausgrenzung an der Onfäegkeet vun der Politik, fir Aarmut a Chômage am Land effektiv a konsequent ze bekämpfen, alles dat kann een op een eenzegen zentrale Constat erofbriechen: Et gëtt keng Steiergerechtegkeet hei zu Lëtzebuerg. Net virun dëser Steierreform a scho guer net duerno!

Wie säi Geld mat Aarbecht verdéngt, gëtt zu Lëtzebuerg ëm e Villfaches méi héich besteiert wéi een, deen einfach seng Aktien oder Obligatioune fir sech schaffe léisst. D'Dividende si jo emol direkt zu 50% exoneréiert. D'Plus-valuen op Finanztitele si komplett fräi vun der Steier, wann ee se op d'mannst sechs Méint laang hält. De Steierbarème ass komplett iwwerholl, well e säit Jorzéngten net méi ugepasst gouf un déi real Verdeelung vum Räichtum hei am Land.

Donieft gëtt et natierlech nach eng ganz Batterie vu legale Methoden, spezielle Fongen a Steiernischen, déi et de grousse Fortunnen erlaben, hir Steierlaascht nach weider erofzesenken. Aarbecht gëtt ëm e Villfaches méi héich besteiert wéi Kapital.

Dat heescht op gutt Lëtzebuergesch, datt déi schaffend Leit ganz einfach déi domm sinn. Zu Lëtzebuerg bezilt e Millionär, deen op de Finanzmäert spekuléiert, e méi niddregen effektive Steiertaux wéi e Salarié mat engem duerchschnëttleche Salaire. Dat ass eng Realitéit, déi lech all Steierberoder ka bestätegen. A bei der Betribsbesteierung ass et d'selwecht. Och do ginn d'Steiertauxe stänneg weider erofgedréckt, soudatt dem Stat erëm Milliounen a Milliounen entginn.

A genee do läit de Problem. Wann een ëmmer nees nei Steierkaddoe fir déi grouss Fortunne mécht, dann ass op eemol kee Geld méi do, fir déi sozial Problemer seriö unzegoen, well déi, déi d'Geld hunn, also déi esou dacks zitéiert „breet Schëlleren", net méi hire faire Bäitrag zu der Gesellschaft leeschten. An dat ass d'Schold vun deene Politiker, déi dës Spillregelen agefouert hunn a weiderhin op d'Spëtzt dreiwen.

An et ass och d'Schold vun dëser Regierung: fir d'Éischt mat engem Spuerpak déi sozial Prestatioune kierzen an duerno d'Sue via eng Steierreform erëm verdeelen, vun där d'Betriber an déi Räich erëm am meeschte profitéieren.

Här President, mir hate gëschter net nëmmen eng historesch kuerz Ried, mir haten och e weidert Novum: Fir d'éischte Kéier, op jidde Fall déi éischte Kéier, datt dat mir bewosst ass, sinn an der schréftlecher Fassung vun enger Ried zur Lag vun der Natioun do d'Logoe vu véier Privatboîtten opgetaucht. Et waren déi vun deene véier grousse Ratingagencen, an dëst ass esou bezeechnend an et weist, wéi selbstverständlech d'Verknüpfung vu privaten Agencen a vun ëffentlechen Interessien ass.

Et ass nach guer net esou laang hier, datt de Spëtzekandidat vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei, deen elo grad net do ass, de Wirtschaftsminister Etienne Schneider, eng aner Lobbygrupp, näämlech d'ABBL, d'Associatioun vun de Banken a Banquieren, als „premier conseiller de Gouvernement" genannt huet. A wou liewe mer dann? Dat ass dach méi wéi bedenklech!

Et ass schonn erstaunlech, wéi déi successiv Regierungen et ëmmer erëm fäerdegbruecht hunn, hir Steierpoliticke bei de Leit ze verkafen. D'Haaptargument, wat bei esou Geleeënheeten ëmmer erëmkënnt, ass, datt mer musse kompetitiv bleiwen.

Dat betrëfft an éischter Linn net déi produktiv Industrie oder déi kleng a mëttelstännesch Betriber. Wa mer elo op en nominalen Taux vun 18% wäerten erofgoen, dann ass dat net an éischter Linn, fir de Coiffer um Eck oder de klenge Supermarché méi kompetitiv ze maachen, well do wier jo och d'Fro: Kompetitivitéit par rapport zu wiem?

Neen, wann et heescht, mir missten alt nees d'Steieren op Fortunnen, Kapitalrevenuen oder Benefisser vun de Firmen erofsetzen, wa stänneg nei Steiernischen agefouert ginn, wéi nach virun e puer Wochen d'Patentbox, da geet et ëm d'Kompetitivitéit vun engem ganz spezielle Secteur, näämlech dem Secteur vun der Finanzplaz, dee säi Geld mat Steiertricksereie verdéngt. Dat ass, wat een dann haut „optimisation fiscale" nennt, wéi et esou schéin heescht, déi awer natierlech just fir d'Multinationallen an d'Multimillionären a Fro kënnt.

An do bäisst sech, mengen ech, d'Kaz an de Schwanz: Ouni dës Steiertricksereien, sou gëtt behaapt, ass eise Budget net soutenabel. A well et déi Steiertricksereie gëtt, kënne mer leider keng Steiergerechtegkeet hierstellen a mussen en enormen Déchet fiscal op nationalem Niveau einfach akzeptéieren.

Bon, ech ka mer virstellen, datt eng ganz Rëtsch Leit vun där Zwéckmillche relativ vill profitéieren. Mä wat bréngen eis déi Steiertricksereien da wierklech? Ass et tatsächlech esou, datt de Statsbudget an de Koup fale géif, wann een déi Steiernische géif lues a lues ofbauen? D'Wourecht ass: Mir wëssen et net! Et gëtt dozou keng Zuelen. Et gëtt keng Analysen. Et gëtt keng Statistiken. D'Vollek ass gebieden ze gleewen, datt dee Secteur esou enorm wichteg ass, a fir de Rescht soll ee wann ech gelift keng Froe stellen!

Genee wéi nach virun net allze laanger Zäit bei der Fro vum Tanktourismus, wou mer jorzéngtelaang gesot kruten, datt deen esou onheemlech wichteg wier fir Lëtzebuerg, bis datt op eemol eng wëssenschaftlech Etüd festgestallt huet, datt en eis bei Wäitem méi kascht, wéi en eis abréngt.

(Interruption)

Déi Steiernische fir d'Finanzplaz, déi kaschten eis och vill. Deen enormen Déchet fiscal op nationalem Niveau an déi sozial Konsequenzen, déi domadder verbonne sinn, hunn ech schonn ugeschwat. D'Auswierkungen op den Immobiliesecteur sinn och enorm, zum Beispill wann et drëms geet, Superräicher unzezéien, déi d'Präisser an d'Luucht dreiwen, oder zum Beispill, wann déi ganz grouss Promoteuren iwwer SICAVe fueren, fir enger Besteierung vun hirer Plus-value ze entgoen. Da kommen d'Käschten an d'Auswierkunge vun deem héije Wuesstum derbäi, dee jo och zum Deel vun deem Secteur ugedriwwe gëtt.

Schwätze muss een och iwwert d'Repercussioune vun deem Secteur op de Ruff vum Land am Ausland oder och säin negativen Afloss op d'lëtzebuergesch Demokratie. Dës Regierung huet zwar d'Trennung vu Kierch a Stat virugedriwwen, si huet awer net d'Verflechtung téschent (veuillez lire: d'Entflechtung vu) Stat a Finanzplaz virugedriwwen.

Och de politesche Spillraum vu Lëtzebuerg zu Bréissel ass extrem ageschränkt, well mer vill vun eisem Kreditt verspillen a vill vun eiser Energie domadder verbréngen, fir d'Privileegie vun engem bestëmmte Secteur ze verteidegen. An da misst ee jo och nach déi negativ Auswierkungen op déi europäesch Wirtschaft a Betruecht zéien, wat jo och zwangsleefeg Repercussiounen op eis eegen Ekonomie huet.

Den Elefant mëtten am Gank, deen all Progrès verhënnert an deen dem Land all Zukunftsperspektive verbaut, ass deen Deel vun der Finanzplaz, dee säi Geld mat eben deenen Tricksereie verdéngt. Net déi ganz Finanzplaz, well, wéi d'Akteuren et jo selwer soen, dee gréissten Deel vun der Kredibilitéit vun der lëtzebuergescher Finanzplaz berout op der Kompetenz, an net op de Steiernischen. Mëttlerweil gëtt et jo och e Secteur hei, dee sech an der nohalteger Finanzéierung engagéiert. Et geet also net ëm déi ganz Finanzplaz als solch, mä et geet ëm deen Deel vun där Finanzplaz, dee groussen Entreprisen a Milliardäre bei der Steieroptiméierung hëlleft.

A wa mer wëllen aus deem aktuellen Däiwelskrees ausbriechen an eng nohalteg Entwécklung aleeden, da féiert kee Wee derlaanscht: Mir mussen ufänken, driwwer ze diskutéieren, wéi mer progressiv aus deene Steierspuermodeller erauskommen, an dat mat enger klorer mëttel- a laangfristeger Strategie.

Laangfristeg sinn déi Aktivitéite souwisou net ze halen, well eis europäesch Noperen deem net éiweg wäerten nokucken. Mir mussen éierlech analyséieren, wat dee Business eis wierklech abréngt, an dat dann ofweie géint alles dat, wat en eis an och de Rescht vun der Welt kascht. Mir mussen eis froen, ob dee Modell weiderhin d'Zukunft vum Land ass oder ob en net justement zur Vergaangenheet gehéiert.

De Stat brauch Geld, fir d'Zukunft vum Land virzebereeden. De Stat brauch Geld, fir Wunnengen ze bauen, den ëffentlechen Transport auszebauen, fir Schoul- a Gesondheetsstrukturen unzepassen, fir endlech déi ökologesch Transitioun anzeleeden a fir d'Weichen ze stellen op eng Gesellschaft, déi ouni en demesuréierte Wuesstum auskënnt. An dat geet just, wa mer d'Recetten erhéijen duerch méi e faire a solidaresche Bäitrag vun deene grousse Fortunnen an den Entreprisen.

Här President, Madamm Presidentin - nach ëmmer -,…

(Brouhaha)

…Wuesstum heescht bei eis am Land scho laang net méi allgemenge Wuelstand. Dobäi ass de Wuesstum u sech net de Problem, mä d'Fro, wéi e verdeelt a wéi en organiséiert gëtt.

Wie profitéiert vun där grousser Croissance? A wie geréit trotz oder grad wéinst deem Wuesstum ënnert d'Rieder? Wann de Wuesstum net méi alle Mënschen an enger Gesellschaft zeguttkënnt, dann hu mer an där Gesellschaft e seriöe Problem. Dann ass déi sozial Entwécklung am Land fundamental gestéiert an déi sozial Kohäsioun op d'Spill gesat. An dowéinst funktionéiert och de soziale Lift net méi.

Guer net dovunner ze schwätzen, datt de Wuesstum enorm Erausfuerderungen un eis Gesellschaft an hir Infrastrukture stellt, déi mer net einfach esou meeschtere kënnen. Mir lafen elo schonn de verpassten Entwécklunge vun de Jorzéngte virdrun hannendrun. An och dës Regierung huet net d'Kraaft, fir zukünfteg Entwécklungen ze anticipéieren. Mir sinn ëmmer nach amgaang, Retarden opzehuelen. Also kee Land a Siicht! Néierens!

De Wuesstum ass awer steierbar. Sécher net zu 100%, mä e kann awer encadréiert ginn, prinzipiell iwwer zwee Instrumenter: éischtens d'Landesplanung, wou mer nach ëmmer net richteg vum Fleck kommen, an zweetens, an dat ass dat Wichtegst, iwwert d'Steierpolitik. Bis elo ass dat just an eng Richtung gaangen, näämlech méiglechst d'Steieren erofzesetzen, Steiernischen ze schafen, fir méiglechst vill Entreprisen op Lëtzebuerg ze lackelen.

De Stat kritt zwar dann, relativ gesinn, manner Recetten, well en d'Steieren erofgesat huet, mä duerch d'Mass vun de Betriber gëtt de Steierausfall kompenséiert. Duerfir, wa mer net iergendwann ënnert dem Wuesstum erstécke wëllen, komme mer net derlaanscht, déi Politik vu Fiskaldumping aus deene leschte Joren emol grondsätzlech op de Leescht ze huelen.

A mir hu Sputt! Dat weisen eis d'Zuele vu PricewaterhouseCoopers, déi jo net am Verdacht stinn, eng lénksradikal Organisatioun ze sinn. Do gesi mer, datt mer bei der effektiver Steierlaascht,...

(Brouhaha)

…also der Steierlaascht plus de Cotisatiounen, zu Lëtzebuerg do bei 20,5% einsam an eleng un der Spëtzt vun den EU- an EFTA-Länner sinn. Hanner eis kënnt Kroatien, e Land, mat deem mer jo an direkter Kompetitioun stinn, sou wéi ech dat dann an der Vergaangenheet ëmmer erëm héieren hunn, duerno Zypern, Dänemark, Irland. Wou mir 20,5% hunn, huet Irland 26%. Och den United Kingdom läit bei iwwer 30%, Däitschland, eisen direkten Noper, bei 48%, d'Belsch 57%, Frankräich 62%.

Also, et ass Sputt no uewen do, fir kënnen u Stellschrauwen ze dréien, fir déi Sue kënnen ze generéieren, déi eist Land brauch, fir sech kënnen op d'Zukunft ze preparéieren.

Madamm Presidentin, zanter gefillten Éiwegkeete gëtt iwwert d'Diversifikatioun vun eiser Wirtschaft geschwat an datt mer mussen aner ekonomesch Standbeen opbauen. Mir mierken zwar, datt d'Gewiicht vun der Finanzplaz och ënnert dëser Regierung net weider zréckgaangen ass - jo, Verschiddener heibannen hu sech scho beim Gedanken un de Brexit d'Sabbeldicher ugedoen -, mä et sinn trotzdeem vun dëser Regierung interessant Initiativen ergraff ginn. Stéchwierder sinn do: Économie circulaire, Logistik, Wood Cluster, Recherche an Digitaliséierung. Dat sinn alles duerchaus sënnvoll Pisten, déi nach ausbaubar sinn.

Mä bei engem Punkt vun där berüümter Diversification économique, do kënne mer net mat der Regierung averstane sinn. An dat sinn d'Erhéijunge vun de Militärbudgete mam Zil, eng Zort Militärindustrie zu Lëtzebuerg opzebauen. Dës Regierung huet eist Land beim NATO-Sommet zu Wales 2014 dozou verflicht, säi Verteidegungsbudget bis 2020 ëm iwwer 50% an d'Luucht ze setzen. Esou héich, datt an e puer Joer d'Militärausgabe méi grouss wäerte si wéi d'Ausgabe vun der Entwécklungshëllef!

Lëtzebuerg dréit domadder also säin Deel bäi zu enger komplett geckeger Oprüstungsspiral, déi d'Krichsgefor net méi kleng, mä éischter méi grouss mécht, op engem weltwäite Plang.

Dobäi ass de Militärtransporter, den A400M, just eng Allaascht, déi ëmmerhin 200 Milliounen Euro kascht huet, mä och nach 420 Milliounen an Zukunft kaschte wäert fir den Ënnerhalt. Wesentlech méi gefäierlech sinn d'Initiative ronderëm eis Militärsatellitten. Net nëmmen de GovSat, deen, wéi mer elo héieren hunn, jo dann och Frequenzen un d'amerikanesch Arméi verkeeft, mä och deen neie Satellitt, dee präzis Biller, och a Krichsgebidder, schéisse kann an deen d'Klengegkeet vun 170 Milliounen Euro kascht. All déi Satellitte sinn Deel vun enger Regierungsstrategie, fir hei zu Lëtzebuerg eng Rüstungsindustrie opzebauen, mat Return on invest an anstännege Profitter. Dogéint wäerte mir eis als Lénk wieren!

An ech kann nëmmen erstaunt sinn, datt ee vun deene Grénge bei deenen dote Froen näischt héieren huet bis elo. Si waren dach emol eng Kéier, viru Joren, Deel vun deem, wat Friddensbewegung genannt ginn ass. An et ass schonn erstaunlech, dee Silence, dee vun hinne kënnt, wann hei eng Oprüstungsspiral bedriwwe gëtt.

Madamm Presidentin, an der Ried vum Premierminister an de Jore virdrun huet hien ëmmer, wann och kuerz, d'Klimapolitik ugeschwat. Dëst war 2015 an 2016 natierlech och e spannende Sujet, well esou konnt gemaach ginn, wéi wa Lëtzebuerg an d'Regierungsaarbecht quasi eng Pièce maîtresse vum Zustanekomme vum Paräisser Klimaaccord gewiescht wieren.

D'Regierung ka sech awer net un der COP21 moosse loossen, mä si muss sech un hirem Bilan vun deene leschte fënnef Joer musse loossen. An do muss een dann awer vläicht scho wäit siche goen, fir wierklech Initiative fir de Klimaschutz ze fannen. Déi eenzeg wierklech wierksam Mesure a Saache Klimaschutz vun dëser Regierung ass de Klimapakt. Dat ass sécherlech en interessant Instrument op lokalem Plang,...

(Brouhaha)

…mä dat awer nëmme complémentaire ka sinn zu enger nationaler Strategie, déi sech an de Kader vun der Groussregioun afüge muss.

An do läit de Problem: Säit der COP21 kréie mer en neie Klimaaktiounsplang an Aussiicht gestallt, mä zwee an en halleft Joer méi spéit läit ëmmer nach kee vir. Et gëtt absolutt keng national Strategie, zumindest keng, déi eis bekannt ass, fir d'CO_2-Emissiounen drastesch ze reduzéieren an de lëtzebuergesche Bäitrag zum Klimaschutz ze leeschten. E reelle Bäitrag wuelverstanen, mat Mesuren op eisem Territoire, an net mat akaafte Mesuren aus dem Ausland, wou aner Leit d'Efforte fir eis maachen.

Ech gi véier Beispiller iwwert déi verpasste Chancen:

Éischtens: den Tanktourismus. Bal d'Halschent vum CO_2, dee fir Lëtzebuerg kontabiliséiert gëtt, kënnt just aus dem Tanktourismus. Do ass de Spritt, dee vu Residentë getankt ass, emol net agerechent. De Gros vun deem Spritt gëtt vu Camione getankt, déi deelweis wäit Ëmweeër duerfir fueren. D'Regierung huet eng Etüd doriwwer an Optrag ginn, déi kloer beseet, datt d'ökologesch an d'mënschlech Käschte vun dëser Nisch déi finanziell Recetten däitlech iwwersteigen. Aktiv ginn ass d'Regierung awer trotzdeem net. Déi Etüd läit an engem Tirang. An do bleift se wuel och bis op Weideres.

Zweetens: Erneierbar Energien. Säit dës Regierung ugetrueden ass, huet den Undeel vun den erneierbaren Energien um Energiemix quasi stagnéiert. En huet just minimal zougeluecht. Den Ausbau vun dëser Energieerzeugung ass awer d'Réckgrat vun der ökologescher Transitioun vun all Wirtschaft, well se nei Produktiouns- a Verwäertungskette kreéiert, nei Beruffer, nei Aarbechtsplaze schaaft an d'Recettëquelle vum Stat op eng méi breet an nohalteg Basis stellt.

Drëttens: D'Energieeffikassitéit. D'Verbesserung vun der Dämmung vu Wunnengen, déi klimapolitesch interessant an awer och en Instrument ass, fir akommesschwaache Stéit ze hëllefen, huet d'Regierung „ofgeschenkt". D'Ausgaben, déi d'Regierung bis 2021 fir dëse Poste virgesäit, si beschtefalls anekdotesch.

Véiertens: d'Landwirtschaft. D'Reform vum Agrargesetz an de ruralen Entwécklungsplang, déi 2016 gestëmmt goufen, droen de klimapolitesche Erausfuerderungen iwwerhaapt net Rechnung. D'Subventiounspolitik dréit zu enger Konzentratioun vun de Betriber bäi a virun allem gëtt d'Gewiicht ëmmer méi op eng intensiv Fleesch- a Mëllechproduktioun geluecht, déi mat hiren Niewenerscheinungen eng immens Belaaschtung fir d'Klima, d'Waasser, d'Biedem an d'Aartevillfalt bedeit.

Madamm Presidentin, dëst Land steet op enger Kräizung a mir mussen eis decidéieren, wou mer hiwëllen: Entweder mir maache weider esou wéi bis elo, mat all deene Konsequenzen, déi mer elo scho gesinn, oder mir orientéieren eis ëm a maachen domadder nei Perspektiven op.

Einfach weidermaache wéi bis elo géif bedeiten: Eng Minoritéit beräichert sech op d'Käschte vun deene villen hei am Land, gedriwwe vun enger schifer Wuesstumsdynamik, där mer wéi den Zauberlehrling hannendrulafen an net nokommen; e Wirtschaftsmodell, deen op Steiertrickserei berout, fundamental ongerecht ass a vun deem ëmmer manner Leit hei am Land eppes hunn, ënnert deem sengem Drock d'Wunnengspräisser an d'Astronomeschtklammen an d'sozial Segregatioun zu Lëtzebuerg ëmmer méi grouss gëtt an deen eis an der internationaler Effentlechkeet ëmmer nees erëm wéi Schmuddelkanner am Eck stoe léisst.

Oder awer mir denken ëm a si bereet, eist Land ze veränneren, hin zu engem Land, an deem d'Ekonomie dem Mënsch déngt an net ëmgekéiert. E Land, wat seng Souveränitéit dozou notzt, Kompetenzen opzebauen an net dubiéis Nischen. E Land, dat a Kooperatioun mat sengen Nopere schafft an net a permanenter Konkurrenz zu hinne wierkt. E Land, an deem Aarbecht sech lount an d'Mënschen och vun där Aarbecht éierbar liewe kënnen an net mussen Angscht hunn, an d'Aarmut ofzerutschen. E Land, wat sech zum Zil setzt, déi materiell Aarmut auszeläschen, an net probéiert, se ënnert den Teppech ze kieren.

E Land, wat et all Bierger erméiglecht, anstänneg ze wunnen, ouni sech mussen iwwer béid Oueren ze verschëllen oder Loyeren ze bezuelen, déi engem d'Loft zum Ootmen huelen. E Land, an deem de Schoulsystem déi sozial Ënnerscheeder tëschent de Kanner méi kleng mécht, amplaz se nach ze verstäerken.

E Land, an deem de Schutz vun der Biodiversitéit an den natierleche Ressourcen als Atout ugesi gëtt an net als lästegt administratiivt Hindernis. E Land, dat resolutt an d'Energietransitioun investéiert an net iergendwellech Statistiken um aneren Enn vum Kontinent akeeft. E Land, dat seng Landwirtschaft biologesch ëmbaut.

E Land, an deem de Generatiounevertrag tëschent Jonken an Alen erneiert a bekräftegt gëtt an net ee géint deen aneren ausgepillt gëtt. E Land, an deem eeler Leit dee Respekt an déi Plaz an der Gesellschaft kréien, déi se verdéngt hunn, an net als ze reduzéierende Käschtefacteur ugesi ginn. E Land, an deem Jonker wierklech Perspektiven hunn, fir hir Dreem, Wënsch an Hoffnunge kënnen ze erfëllen.

E Land, an deem d'Kultur Mëttel an Ausdrock vun der Emanzipatioun vun de Mënschen ass an net degradéiert gëtt zu engem Amusement bei Schampesreceptioune vun der High Society. E Land, an deem d'Mënschen déi vill Sproochen hei als Stäerkt a Bréck erliewen an net als eppes, wat eis vuneneen trennt.

E Land, an deem déi breet Schëllere méi droe wéi déi schmuel.

E Land also, dat ronderëm Wäerter wéi Fräiheet, Gläichheet a Solidaritéit opgebaut ass. Jo, dat ass e ganze Programm. Mir mengen, datt et sech lount, duerfir ze schaffen. Mä duerfir brauche mer en Ëmdenken. Awer mir brauche virun allem eng aner Politik.

Merci.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Baum. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gusty Graas, mengen ech emol. Et ass jo esou richteg, gell? Jo. Ass et richteg?

Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, Här Statsminister, Vertrieder aus der Regierung, „An dëser Legislaturperiod huet Lëtzebuerg sech gutt entwéckelt", huet de Statsminister gëschter a senger ganz gudder Ried hei gesot. An dat kann een och nëmmen ënnersträichen. Dat kann ee fir ganz vill Secteuren hei esou gesinn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

An dat gëllt mat Sécherheet och fir ee Secteur, deen zwar bis elo nach net esou am Vierdergrond vun den Diskussioune stoung, mä deen awer eng ganz grouss Wichtegkeet huet: Dat ass d'Landwirtschaft. Villes ass ouni Zweifel an deene leschte Jore geschitt. Natierlech bleift nach munches ze maachen, och wann e klengt Land wéi Lëtzebuerg natierlech net op all Entwécklungen Afloss kann hunn.

Et gouf wahrscheinlech an der Geschicht vun der Mënschheet nach keng Period, wou esou intensiv iwwer eng gesond Ernärung diskutéiert ginn ass wéi elo. Dat bréngt dann automatesch och mat sech, datt ee sech och muss méi grondleeënd Gedanken iwwert d'Landwirtschaft an eiser Gesellschaft maachen. Jiddefalls, d'Haaptakteuren - dat sinn d'Baueren, dat sinn d'Wënzer, dat sinn d'Geméisubauer, dat sinn d'Uebstubauer - mussen hei ëmmer méi an de Fokus geréckelt ginn.

An amplaz regelméisseg - dat muss ee leider feststellen - ëmmer erëm op dee Secteur ze klappen, soll ee sech awer emol méi mat senger wichteger Fonctioun an eiser Gesellschaft auserneesetzen. Och wann hiren Undeel um PIB moderat ass, sou däerf een awer net vergiessen, an dat gëllt besonnesch fir Lëtzebuerg, datt d'Landwirtschaft eng wichteg Roll ze spillen huet, wichteg am Hibléck op eis Kultur, wichteg awer och fir d'Formatioun vun eenzelne Regiounen.

Mir sollen eis alleguerte bewosst sinn, datt mer och fir d'Zukunft eng staark Landwirtschaft brauchen, déi natierlech ëmmer méi op eng ëmweltfrëndlech Produktioun setzt. Mä duerfir brauche mer awer och eng fair Partnerschaft zwëschen der Landwirtschaft an och dem Konsument.

An der Etüd Rifkin sinn natierlech ambitiéis Ziler zréckbehale ginn. Ech erënneren drun, datt den Här Rifkin mengt, mir sollte bis 2050 eng Landwirtschaft hunn, déi zu 100% bio fonctionnéiert. Dat ass natierlech en ambitiéist Zil. Mä et muss een awer och realistesch sinn an et muss een awer och wëssen, datt dat zwar nach e relativ laange Wee ass, datt een dat net vun haut op muer kann erreechen.

Jiddefalls, den Debat iwwert d'Lag vun der Natioun gëtt eis dann awer och d'Geleeënheet, fir u sech eis méi genee mat deem Secteur auserneenzesetzen. Et sti grouss Defie virun eis: de Klimawandel, deen ouni Zweifel och wäert säin Impakt op d'Landwirtschaft hunn, déi volatill Mäert, déi mir natierlech als klengt Land net kënne beaflossen, an dann, wéi gesot, de Wonsch vu ganz ville Konsumenten, fir an Zukunft nach méi gesond Produite kënnen ze konsuméieren.

An iwwert deem steet natierlech virun allem awer och den Afloss vun der PAC, dat heescht vun der gemeinsamer Agrarpolitik, déi jo elo zënter 1962 a Kraaft ass. Et ass déi, déi zu engem gudden Deel d'Lëtzebuerger Landwirtschaft och mat beaflosst, d'Landwirtschaft, déi natierlech och muss déi néideg Mëttelen zur Verfügung gestallt kréien, sief dat direkt Bäihëllefen, sief dat Ënnerstëtzung oder Investitiounen oder virun allem awer och um Niveau vun der Berodung a vun der Recherche an och der Weiderbildung.

D'PAC gëtt eis haut all déi Méiglechkeeten. An duerfir hu mir och hei zu Lëtzebuerg profitéiert, fir dat konsequent ëmzesetzen. Ech erënneren drun, datt mir am Développement rural hei zu Lëtzebuerg eng gutt gefëllten Handwierksgeschierkëscht hunn an datt op all Euro, dee vu Bréissel kënnt, mir der hei zu Lëtzebuerg nach véier dropleeën.

Jiddefalls däerf dës konsequent Politik net a Fro gestallt ginn. A wann ee sech d'Iwwerleeunge vun der Kommissioun zu der Weiderentwécklung vun der PAC ukuckt, da kann ee ganz gutt feststellen, datt jiddefalls dës Regierung an deene leschte Joren eng Approche ageholl huet vis-à-vis vun der landwirtschaftlecher Politik, déi am Fong geholl och am Sënn vun der PAC ass.

Et ass jo elo ugeduecht, fir an där neier PAC méi eng Subsidiaritéit materanzebréngen. Dat ass eppes, wat mir nëmme kënnen ënnersträichen. Et ass jo virgesinn, datt um europäeschen Niveau d'Ziler esou solle gesi ginn, datt d'Memberstate méi Fräiraum solle kréien. Et muss ee sech also op eng spannend Zäit astellen. Et wäerten interessant Diskussioune kommen, déi jo och elo schonn ugefaangen hunn, jiddefalls alles dat, wat déi legislativ Prozedur vun der PAC no 2020 ubelaangt.

Wat mir brauchen, ass zu dësem Moment jiddefalls e staarke Plädoyer fir eng PAC. An et ass och de Beweis, a besonnesch och elo am Hibléck vun engem Brexit, et ass och de Beweis, datt Europa och an deem Secteur muss eng staark Positioun anhuelen. An et ass och virun allem, mengen ech, erëm de Beweis vis-à-vis vun deenen, déi ëmmer erëm e bëssen Europa wëllen negativ gesinn, negativ maachen, datt dat de falsche Wee ass, datt mer grad um europäesche Plang musse staark zesummestoen an och staark zesumme mussen agéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, eppes ass ganz kloer: Mir brauchen och hei zu Lëtzebuerg eng méi diversifizéiert Landwirtschaft, well all Betrib huet säi Stellewäert - och dat soll nach eng Kéier hei kloer ënnerstrach ginn -, sief dat en Hiersteller fir eng gewëssen Nisch vu Produiten, sief dat d'Biobaueren, ech hunn dat virdru scho gesot, well d'Nofro no deene Mëttelen ëmmer méi grouss gëtt, sief et, well se eben och eng direkt Vermaartung kënne maachen um Haff selwer oder och op regionale Mäert. Dann och Produkter hierstelle fir Leit, déi Glutenintoleranz hunn oder déi d'Laktos net verdroen, a Betriber, déi awer och déi Basisproduiten hierstelle fir agroalimentär Industrien: Och alles dat - dat däerf hei net vergiess ginn - wäert an Zukunft nach eng wichteg Nofro duerstellen.

Mir däerfen awer dann och net déi interessant Perspektive vergiessen, déi sech stellen, wann ee méi geziilt a méi staark och nei Technologien um Niveau vun der Landwirtschaft asetzt. Stéchwuert Precision Farming, oder och an der Vermaartung, wou d'Traçabilitéit vun dem Produit nach méi an de Vierdergrond gestallt soll ginn, virun allem awer och d'Qualitéitsbezeechnung, an natierlech och virun allem den E-Commerce, deen um Niveau vun der Agrarwirtschaft eng ëmmer méi interessant Roll wäert spillen.

An der Landwirtschaft gëtt jiddefalls d'Innovatioun mat engem groussen „I" geschriwwen. Duerfir ënnerstëtze mir als Demokratesch Partei och all Moossnam, déi um Niveau vun dem PEI geholl gëtt, dat heescht dem Partenariat européen pour l'innovation. Dat si Projeten, déi mat bis zu 600.000 Euro subventionéiert ginn.

Eppes ass ganz kloer: D'Regierung ass sech dem Stellewäert vun der Landwirtschaft bewosst. A si huet och net gezéckt an Zäiten, wou et méi schwiereg war, fir mat engem Hëllefspak ze hëllefen. Wéinst de schlechte Maartpräisser zum Beispill an de Joren 2015 an 2016, wou och grouss Betriber Liquiditéitsproblemer haten, ass d'Regierung zum richtege Moment agesprongen.

Just als klenge Rappell: 2015 goufe ronn 14 Milliounen un Hëllefen un d'Baueren ausbezuelt, 2016 5 Milliounen, an 2017 gouf jo och déi berüümten, bekannten „Année blanche" geschafen.

Nieft de Krisebäihëllefe sinn awer och eng Rei aner Instrumenter vun der Regierung proposéiert ginn. Ech denken un den „carry back, carry forward"-System, deen de Baueren et jo dann erlaabt, eventuell Gewënner oder och eventuell Verloschter op d'Joren duerno ze verlageren.

An dann däerf ee jo awer och net vergiessen, datt Assurancëprimmen agefouert ginn, dat heescht, zu 65% kënnen déi subventionéiert ginn. An et gouf och eng Grénglan-Assurance agefouert.

Och beim Ëmsetze vum Agrargesetz vum 27. Juni 2016, an op dat muss een hei besonnesch nach eng Kéier agoen, si jo eng ganz Rei Mesurë virgesinn, wat d'Investitiounen um Niveau vun der Agrarwirtschaft ubelaangt. An hei wëll ech virun allem op d'Jongbaueren hiweisen, datt grad d'Agrargesetz eis d'Méiglechkeet gëtt, fir Jongbauere ganz geziilt ze ënnerstëtzen. Dat ware Prioritéiten aus dem Agrargesetz, déi haut eng ganz grouss Wichtegkeet hunn. Mam Resultat zum Beispill, datt tëschent dem Juli 2014 an dem Mäerz 2018 net manner wéi 51 jonk Leit e Betrib konnte kreéieren. Dat beweist also och, datt si un d'Zukunft vun der Landwirtschaft gleewen. Dat beweist och, datt et eng Perspektiv fir d'Lëtzebuerger Landwirtschaft gëtt.

An e jonke Bauer kritt jo och, wann en Investitiounen innerhalb vu fënnef Joer no der Installatioun realiséiert, dann och nach eng Majoratioun vu 15%. Jiddefalls sinn och dat Moossnamen, déi derzou bäidroen, datt mer der Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg eng seriö Zukunftschance proposéieren.

Déi Selektiounskritäre goufe jo am Ufank esou kontradiktoresch a kontrovers diskutéiert, mä och do jiddefalls mierkt een haut, datt dat net méi esou en däischtert Gespenst ass, wéi dat duergestallt gouf. A jiddefalls konnt ënner anerem zum Beispill och e jonke Bauer sech elo op engem Betrib net nëmme méi eleng installéieren, mä dat zesummen och nach mat aneren. Dat ass och eng Fuerderung, déi jiddefalls laangjäreg vum Beruff selwer gestallt gouf.

Wichteg ass just, datt all dës Installéierungen an engem Betribsentwécklungskonzept virgesi sinn. An da soll och déi integréiert Berodung dem jonke Bauer eng Hëllefstellung a puncto Ëmweltaspekter ginn.

Bei den Investitiounen, wou jo dann d'Dossieren an d'Procédures de sélection vill méi komplex gi sinn, sinn dann awer och d'Delaien, fir dem Antragsteller innerhalb vu véier bis sechs Wochen ze äntwerten, agehale ginn. An et muss een och nach eng Kéier hei ënnersträichen, datt innerhalb vun dräi bis sechs Méint Ausbezuelunge stattfannen, also och hei enorm Efforte gemaach gi vum zoustännege Landwirtschaftsministère. E Beweis och duerfir, datt, wann ee wierklech wëllt, d'Simplification administrative an der Praxis gutt dee Moment ka fonctionnéieren.

Mir hunn natierlech mat dësem neien Agrargesetz - op dat een ëmmer erëm awer soll zréckkommen -, et kann ee bal soen, ee vun deene beschte Kaderen a ganz Europa gesat. Ech wëll och drun erënneren, datt de Landwirtschaftsminister, de Fernand Etgen, elo kierzlech nach e Projet de loi deposéiert huet, fir den Hëllefstaux bei de jonke Baueren och ze accordéieren, wann d'Investissementskäschten elo iwwer 150.000 Euro erausginn.

Landwirtschaft ass u sech e Sammelbegréff. Ech hunn et virdru scho gesot: Dat beinhalt natierlech net nëmmen déi klassesch Landwirtschaft u sech, wou d'Baueren d'Akteure sinn, mä et beinhalt natierlech awer virun allem och de Wäibau, deen an dëser Legislaturperiod, ënnert dëser Regierung eng ganz wichteg Roll gespillt huet.

Natierlech muss een do bedaueren, datt et Ofsazschwieregkeete gëtt, datt de Lëtzebuerger Wäibau net méi déi héich Produktiounscapacitéit huet, well eben d'Nofro, a leider och hei zu Lëtzebuerg, zréckgaangen ass. Dat huet eng Rei vun Ursaachen, op déi een net am Detail hei kann agoen.

Eppes ass kloer: Och mir als Konsument, och vill Lëtzebuerger hunn ewell net méi automatesch de Reflex, wa se wäisse Wäin drénken, fir dann op deen exzellenten, gudde Lëtzebuerger Wäin zréckzegräifen. Dat ass e bëssen ze bedaueren.

Ech wëll drop hiweisen, zum Beispill 2016-2017 goufen 92.900 Hektoliter (veuillez lire: 82.900 Hektoliter) Wäin hei zu Lëtzebuerg produzéiert. Wa mer dann an der Zäit zréckginn op 1999-2000, du waren dat der nach 194.300. Den Export ass virun allem réckleefeg. Mä wéi gesot och nach eng Kéier: D'Nofro um heemesche Maart ass zréckgaangen. Bon, Ursaache kéint een der e puer nennen. Mä dat géif elo hei da vläicht e bëssen ze wäit féieren.

Jiddefalls, mir mussen et fäerdegbréngen, fir Lëtzebuerg op där internationaler Wäikaart nach besser kënnen ze placéieren. Un der Wäiqualitéit hänkt et mat Sécherheet net. Mir hunn exzellent Wäiner. Dat kann een net oft genuch hei ënnersträichen. D'Vermaartung kann nach vläicht verbessert ginn. Mä och do, et ass eng zoustänneg Etüd jo och gemaach gi vum Landwirtschaftsministère, och do ass d'Politik natierlech an deem Sënn gefuerdert, datt déi néideg Ënnerstëtzung muss accordéiert ginn.

An dowéinst musse mer och insgesamt, wéi gesot, nach versichen, d'Qualitéit an der Landwirtschaft ze verbesseren. Duerfir gëtt jo elo en Agrement fir en nationale Label hei agefouert. Mir hunn de Moment plus ou moins 20 Labelen. An et ass evident, dat ass net déi beschte Situatioun. Mir mussen also do méi reduzéieren, méi eppes Klores dohinnerstellen, ëmsou méi, an ech wëll hei e Lien maachen och op dat neit Soumissiounsgesetz, wat mer jo elo kierzlech hei diskutéiert hunn, wou jo och Kritäre virgesi sinn nieft dem Präis, Kritären, wat d'Qualitéit virun allem ubelaangt an d'Nohaltegkeet ubelaangt.

Dowéinst ass et och interessant, datt de Minister jo elo kierzlech e Gesetz hei deposéiert huet, wou dann, wéi gesot, en nationale Label soll agefouert ginn. Den Avis vum Statsrot ass jo entre-temps och do a mir wäerten an der Kommissioun esou séier wéi méiglech dat Gesetz och elo do zur Diskussioun stellen.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech mengen, et ass scho vun deem engen oder deem anere Riedner hei ugeschnidde ginn: Dat ass natierlech och de Problem vun de landwirtschaftlechen Terrainen, vum Schutz vun de landwirtschaftlechen Terrainen. Mir brauche gudde Buedem. Mir hu gudde Buedem. An dat ass de Garant, fir Qualitéitsproduiten hierzestellen. Duerfir ass jo och elo am neien Naturschutzgesetz virgesinn, datt de wäertvolle landwirtschaftleche Buedem an Zukunft nach besser soll geschützt ginn.

An et ass och interessant, hei ze erwänen, nach eng Kéier, datt de Fernand Etgen drop bestanen huet, datt den Droit de préemption aus dem Plan sectoriel «Paysages» gestrach soll ginn.

Kompenséierungsmoossnamen däerfe jiddefalls an Zukunft net op guddem Lëtzebuerger Buedem stattfannen, dee prioritär fir d'Landwirtschaft reservéiert soll ginn. Do huet natierlech och den ONR eng interessant Roll ze spillen, haaptsächlech beim Tosch vun Terrainen. D'Zil muss et jiddefalls sinn, an Zukunft déi wäertvoll Terraine prioritär der Landwirtschaft zur Verfügung ze stellen, an dat net mat onméiglechen Oplagen.

Duerfir muss och an Zukunft vläicht déi Koordinatioun, déi Kollaboratioun zwëschen deenen zoustännege Verwaltungen aus dem Landwirtschaftsministère an och dem Ëmweltministère nach weider verbessert ginn.

Dann och nach e Wuert zum neie Pachtgesetz. Och dat bitt awer eng wichteg Perspektiv fir d'Baueren, besonnesch fir déi, déi, wéi gesot, Lännereie gepacht hunn. Och do si mer an der Kommissioun scho relativ wäit fort. Mir hunn elo schonn no dem Avis vum Statsrot eng éischt Analys vum Gesetz gehat. Mir waarden elo op den Avis complémentaire vum Statsrot, hoffen, datt deen esou séier wéi méiglech eis och virgeluecht gëtt, well et ass e wesentlecht, et ass och e wichtegt Gesetz. Et gëtt virun allem de Baueren awer méi eng Sécherheet an der Planung, wéi se hire Betrib an deenen nächste Joren da kënnen organiséieren. An ech mengen, et entsteet mat Sécherheet och e bessert Zesummeliewen zwëschen dem Piechter an dem Verpiechter, well dann och méi eng Rechtssécherheet, kann ee scho bal soen, och geschafe gëtt.

Lëtzebuerg brauch jiddefalls ouni Zweifel eng modern, eng dynamesch Landwirtschaft, déi, wéi gesot, resolutt no vir kuckt a wou awer och, an dat kann een net oft genuch ënnersträichen, e gutt Partenariat zwëschen der Landwirtschaft an och dem Konsument besteet. Dat ass ouni Zweifel keen einfache Wee. Dat ass och e Wee, deen d'Politik genee muss begleeden an och ënnerstëtzen. Well d'Landwirtschaft huet ouni Zweifel e Recht op eng sachlech Diskussioun, woubäi een allerdéngs net soll aus den Ae verléieren, datt d'Landwirtschaft natierlech och eng Rei Obligatiounen huet.

Ech denken do natierlech an éischter Linn un hir Obligatioune vis-à-vis vun dem Ëmwelt- an dem Naturschutz. Datt den Asaz vu chemesche Sprëtzmëttelen an och Düngemëttelen op e Minimum reduzéiert muss ginn, däers si mer eis alleguerte bewosst. Och d'Akteure si sech däers bewosst, obwuel och d'Politik do elo schonn eng Rei Pisten opgezeechent huet, och eng Rei gesetzlech Dispositiounen an deene leschte Jore geholl huet, wat eng ganz gutt Saach ass.

A mir mussen, wéi gesot, d'Biodiversitéit besonnesch och um Niveau vun der Natur an Zukunft nach besser fleegen, nach besser och schützen. Ech wëll drop hiweisen: Elo d'lescht Woch hat Bio-Lëtzebuerg dunn zur hirem 30-järege Gebuertsdag agelueden, wou ganz interessant Referater gehale gi sinn a wou och Pisten opgezeechent gi sinn, wéi an Zukunft nach eng besser Symbios zwësche Landwirtschaft an Naturschutz ka stattfannen. An ech mengen, mir sollen eis och deelweis dorun orientéieren, souwäit dat méiglech ass.

Da wëll ech och op en anere wichtege Punkt hiweisen, wou d'Landwirtschaft eng positiv Roll spillt. Zum Beispill um Niveau vum Stausëi, wou se jo mam SEBES am Kader vun der LAKU eng Partnerschaft gemaach hunn, wou eng Rei Betriber sech derzou verflicht hunn, fir u sech elo net méi esou eng direkt chemesch Behandlung vum Onkraut ze maachen, mä wou eng mechanesch Manéier agesat gëtt. Ech mengen, och dat si wichteg Initiativen, déi souwuel wëlle vun der Politik begleet ginn an déi mer och sollen der Landwirtschaft dee Moment guttschreiwen.

Schlussendlech däerf een awer och net vergiessen, datt och de Konsument awer eng wichteg Responsabilitéit ze spillen huet. Et ass ëmmer einfach, mam Fanger op deen aneren ze weisen. Mä vläicht soll ee sech awer och bewosst sinn, datt een och selwer kann derzou bäidroen, datt en Ëmdenke kënnt, datt eng Verbesserung kënnt, datt méi Qualitéitsproduiten hiergestallt ginn, déi méi ëmweltschounend hiergestallt goufen, wann deen Eenzelne beim Choix och emol eng Kéier vläicht sech bewosst ass, datt en domadder ka villes bewierken.

Mir bedaueren u sech ëmmer, datt d'Bioprodukter hei zu Lëtzebuerg net an deem Mooss konsuméiert ginn. Jo, mä wien ass dann dorunner schold? Mat Sécherheet net de Produzent, mä zu engem gudden Deel awer och de Konsument. De Konsument muss natierlech och bereet sinn, dann en ugemiessene Präis ze bezuelen. Mä wann e gär Qualitéit hätt, da soll en och, wéi gesot, déi Decisiounen huelen, wat immens wichteg ass. An dann droe mer och derzou bäi, datt u sech d'Produktioun vu Biomëttele ka gesteigert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer schonn iwwer eng modern, zukunftsfäeg Landwirtschaft diskutéieren, da kënnt een natierlech och net derlaanscht, iwwer eent vun de wichtegsten Elementer an der Landwirtschaft och e Wuert hei ze verléieren: Dat sinn d'Déieren.

A grad do si mer de Moment jo amgaangen, e wichtegt neit Gesetz - et kann ee roueg iwwerdreiwen, wéi gesot -, eent vun deene modernsten Déiereschutzgesetzer a ganz Europa hierzestellen. A mir sinn och do op der leschter Ligne droite. Mir waarden nach op en Avis complémentaire vum Statsrot. An ech sinn do ganz grousser Hoffnung, datt mer dat Gesetz an deenen nächste Wochen hei zur Ofstëmmung wäerte virleeë kënnen.

Et ass ouni Zweifel e wegweisend Gesetz. Ouni dat elo hei am Detail esou wëllen ze presentéieren, mä vläicht just: Ee wesentlechen, ee wichtege Punkt ass, an dat ass och den Haaptmessage, deen aus deem Gesetz erausgeet, datt d'Déier an Zukunft eng Dignitéit kritt, datt d'Déier net eng Saach ass, mä datt d'Déier en net mënschlecht Wiesen ass, wat och Gefiller huet. An dat ass dat, wat am Fong geholl hei wichteg ass, datt dee Message da ganz kloer no bausse vermëttelt gëtt.

An ech mengen, och dat hëlleft der Landwirtschaft. An ech sinn och iwwerzeegt, datt d'Landwirtschaft mat op dee Wee geet, datt d'Landwirtschaft sech bewosst ass, datt d'Déier eng wesentlech Roll spillt an deem ganzen Ëmfeld. A wa mer dat Gesetz bis hunn, sinn ech iwwerzeegt, datt sech dorauser wäerten nei interessant Pisten entwéckelen.

Et ass ouni Zweifel, ech mengen, et ass hei scho gesot ginn, dee leschten Debat iwwert d'Lag vun der Natioun an dëser Legislaturperiod. Duerfir ass et eben och vläicht erlaabt, nieft engem Réckbléck, wat jo d'Kolleege virdrun och alleguerte gemaach hunn, wat och verständlech ass, awer och e klengen Ausbléck ze maachen. Ech wëll dat ganz kuerz nach am Numm vun der Demokratescher Partei och maachen, wat eis Visioune fir eng modern Landwirtschaft an der Zukunft sinn.

Mir hu ganz villes duerch de Minister Fernand Etgen an deene leschte Joren ëmgesat, mä mir hunn natierlech awer och Virstellungen, wéi dee Wee nach ka weider poursuivéiert ginn. Do denken ech jo an éischter Linn och un d'Digitaliséierung. D'Digitaliséierung däerf och net virun der Landwirtschaft Halt maachen: zum Beispill mat Hëllef vu Sensoren, vun Dronen, déi ee ka ganz geziilt och fir eng ëmweltfrëndlech Landwirtschaft asetzen, fir eben dann och manner Pestiziden a chemesch Mëttelen dee Moment anzesetzen.

Mir wäerten eis och an Zukunft kloer derfir asetzen, datt d'Asetze vum Glyphosat zum Beispill soll verbuede ginn. Och do huet de Landwirtschaftsminister, zesumme mat der Ëmweltministesch, e ganz wichtegen, e ganz gudde Rôle um europäeschen Niveau gespillt. Datt se sech do net konnte ganz duerchsetzen, ass mat Sécherheet net hire Feeler. Mä d'Demokratesch Partei ass der Meenung, datt mer och op deem Gebitt do musse ganz kloer no anere Léisunge sichen.

Mir wäerten dann awer och an Zukunft vill op d'Fuerschung setzen. Mir wäerten och kucken, datt mer manner ofhängeg vum Soja ginn, datt mer kënne méi Fuddermëttel produzéieren hei op eisem eegenen Territoire, déi net mussen importéiert ginn, déi net gewësse Gefore mat sech bréngen. An da si mer natierlech ganz kloer fir gentechnikfräit Geseems an och d'Zortevillfalt.

Jiddefalls, et mussen nach Kaderbedéngunge geännert ginn. Et mussen nach besser Kaderbedéngunge geschafe ginn. Dat sinn déi Virstellungen, déi mir op alle Fall fir déi nächst Joren hunn, fir datt u sech nach zousätzlech an nach méi Produiten aus eenheemescher Produktioun hei kënnen entstoen.

Eppes ass ganz kloer, an dat soll dee leschte Message sinn: D'Biolandwirtschaft huet ouni Zweifel eng grouss Zukunft viru sech. Mä et soll een hei kee Käil dreiwen tëschent déi sougenannt Biolandwirtschaft an déi traditionell Landwirtschaft. Ech wëll dat Wuert „intensiv" guer net méi benotzen, well och déi traditionell Landwirtschaft huet längst erkannt, datt se och méi ëmweltfrëndlech muss produzéieren. Kommt, mir sollen also do net eng Kategoriséierung maachen zwësche gudden a schlechte Baueren! Et gëtt u sech nëmme gutt Baueren. A mir sollen awer drop hiweisen, datt et wichteg ass, datt an Zukunft d'Landwirtschaft soll vill méi ëmweltfrëndlech produzéieren.

D'Demokratesch Partei jiddefalls ass gewëllt, op dee Wee ze goen. An an deem Sënn soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président*.- Merci och. Domat wäre mer um Enn vun där éischter Ronn ukomm. Ech sichen de Finanzminister, deen haut dorop wollt äntwerten, wann ech dat richteg verstanen hunn.

(Interruption et brouhaha)

3. Ordre du jour

Da géife mer weiderfuere mam Ordre du jour. Ech wollt awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir der Chamber Bescheed ze soen, dass mer am Konsens eng kleng Ännerung am Ordre du jour vu muer de Mëtteg gemaach hunn: No den zwou erweiderte Froe wäerte mer direkt de Projet iwwert den Accord salarial huelen, also just eng Inversioun vun zwee Punkten. D'Kolleegen an de Rapporteur sinn domat averstanen, och selbstverständlech de Minister.

(La Chambre marque son accord.)

4. Changement de composition d'une commission

An da wollt ech d'Chamber ëm nach en Accord froen: Ech hu matgedeelt kritt vun de Kolleege vun der grénger Fraktioun, dass vum 1. Mee un d'Madamm Viviane Loschetter d'Presidence vun der Commission juridique un d'Madamm Sam Tanson wëllt iwwerginn.

Vu dass dat déi zwou lescht ëffentlech Sëtzungen elo virum 1. Mee sinn, wollt ech lech froen, ob d'Chamber mat där doter Ännerung d'accord ass.

(Interruption et assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Voilà, den Här Finanzminister ass dann elo prett an ech ginn him direkt d'Wuert.

(Interruptions)

5. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR) (suite)

Débat général (suite)

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Dir musst eis entschëllegen, mä mir verstinn hei elo d'Prozedur am Debat net méi. Mir hu gesot kritt bei eis, Leit, déi zu der Landwirtschaft wollte schwätzen, dat géif an en aneren Themeblock gehéieren. Den Här Graas huet elo gutt iwwert d'Landwirtschaft geschwat. Et ass kee Virworf un den Här Graas. Mä mir wëssen awer net méi, wou mer an der Prozedur dru sinn, well mir hu gesot kritt, d'Landwirtschaft misst beim Thema vum Bien-être...

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Neen, Ekonomie!

M. Marc Spautz *(CSV).*- …bei der Ekonomie matbehandelt ginn.

(Interruption)

Dofir si mer e bëssen duerjerneen, well mer elo net méi genau wëssen, wou mer an der Prozedur dru sinn, wat nach Débat général ass a wat elo déi eenzel Themebléck sinn. Ech wollt dat awer just gesot hunn, well et net méi mat deem opgeet, wat mir gesot kritt hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci, Här Spautz. Ech wëll lech just soen: Ech hunn den Här Graas zum Débat général gemellt kritt an ech hunn him och dofir d'Wuert am Débat général ginn. Bei de Wuertmeldunge gesäit een net, zu wat fir engem Thema dass ee schwätzt. Et kann een natierlech och soen, dass d'Landwirtschaft en Deel ass vun der Gesamtsituatioun.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Da musse mer dat déi nächste Kéier emol besser definéieren, fannen ech…

(Hilarité et brouhaha général)

Kann ech och elo direkt kommen, wa mer d'Landwirtschaft fäerdeg maachen?

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also ech wëll just soen, dass eng ganz Rei vu sozialen Themen och am Débat général ugeschwat gi sinn a mir awer och nach de Block Soziales hannendrun hunn.

Ech ginn dann direkt d'Wuert weider un den Här Finanzminister, de Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, léif Regierungskolleegen, ech hat gefrot, fir kënnen haut ze äntwerten op déi Froen, déi direkt mat de Statsfinanzen a mam Budget verbonne sinn, woubäi et jo kloer ass, dass de Statsminister muer wäert Stellung huelen zu enger Rëtsch Froen oder Kommentaren, déi zur Lag vun der Natioun gemaach gi sinn.

Ech hunn a menger Ried gesot, dass eis Statsfinanze kärgesond sinn. An dozou stinn ech. Ech sinn och frou, dass d'Majoritéitsparteien dat d'selwecht gesinn. Mä dat ass net, dass si einfach eng Meenung hunn. Si beruffe sech do, sou wéi och d'Regierung, op d'Zifferen an op dat, wat d'Europäesch Kommissioun, d'OCDE, den FMI, alleguerten déi international Organisatiounen, soen.

Trotzdeem ass et hei engem gelongen, deen elo leider net am Sall ass, dem Här Gibéryen, fir ze soen, oder et fäerdegzebréngen ze soen, dass d'Situatioun vun eise Statsfinanzen haut net besser wär wéi 2013.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Sou ass et och!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- An do muss ech soen, do brauch ee wierklech ganz vill Imaginatioun. An do muss een och ganz einfach net nogelauschtert hunn oder einfach d'Aen zougemaach hu bei all deenen Tableauen, déi ech gewisen hunn.

Ech hunn näämlech gewisen, an dofir soen ech et elo nach eng Kéier, well ech hat guer net d'Intentioun, laang doriwwer ze schwätzen, mä ech muss et awer hei nach eng Kéier widderhuelen: De Pacte de stabilité et de croissance, deen 2013 virgesi war, huet eis an de Gënz geféiert, eis aus der Bunn gehäit, a mir hätten d'europäesch Kritären net méi agehalen! Mir hätte se net méi agehalen!

An do waren zwou Saachen dru schold: Dat Eent war en Defizit, wou mer a posteriori wëssen, dass et ronn 500 Millioune waren deemools, an eng Perte vum Commerce électronique vun enger Milliard, vun där den Här Gibéryen kee Piipcheswuert gesot huet.

(Interruption)

Neen, neen, loosst mech emol mäi Räsonnement fäerdeg maachen! Dat heescht: Mir haten e Lach vun 1,5 Milliarden, wat mer hu misse stoppen. 1,5 Milliarden! A wou sti mer haut do? Mir stinn haut do, wat d'Administration centrale ubelaangt, fir 2017, mat engem klengen Defizit vu minus 220 Milliounen. A mir halen d'europäesch Kritären all largement an!

Fir dann op d'Konklusioun ze kommen, dass d'Situatioun net besser wär, wéi se virdru war, muss ech éierlech soen, ass intellektuell net novollzéibar!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Den Här Bodry huet richtegerweis ënnerstrach, dass déi eng Milliard Euro Commerce électronique 6% vun eise Revenue sinn. 6%! Dat ass eng riseg Zomm, déi mer hu misse kompenséieren. A mir hunn dat gemaach. Vun deem wëllt haut kee méi eppes héieren, och bei der Haaptoppositiounspartei wëllt een näischt méi dovunner héieren!

Et riet ee sech domadder eraus, dass ee seet: „Mir haten dat an de Programm geschriwwen, dass mer do eppes géife maachen." Mä zwëschen 2007 an 2013 ass näischt ënnerholl ginn! An et huet een där nächster Regierung d'Verantwortung iwwerlooss, Mesuren ze huelen.

An dës Regierung huet hir Verantwortung geholl an huet et gemaach an huet misse Mesuren huelen, déi net kamoud waren an net agreabel waren. An dofir wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, dass mir dat seriö gemaach hunn an dofir och déi gutt Ziffere schreiwen, déi mer haut hunn.

Well dat, wat ënnerschwelleg gesot ginn ass vun den Oppositiounsparteien oder insinuéiert ginn ass, wëll ech hei awer och riichtbéien: Et ass jo awer net esou, dass all déi Problemer, déi mer an de Statsfinanzen haten, also déi 1,5 Milliarde ronn, déi mer hu misse fannen, dass déi eis vun der Weltkonjunktur geschenkt gi sinn. Beileiwen net! Well och wann ee vill Croissance huet an doduerch e bësse méi Recettë kritt, kompenséiert een domat net e Lach vun där Gréisst!

Ech hunn a menger Ried gesot, an dofir wëll ech dat nach eng Kéier haut hei ënnersträichen, dass zwëschen 2015 an 2017 déi besser Resultater op der Administration centrale folgendermoossen zustane komm sinn: Zwee Drëttel kommen dovunner, dass mer manner Depensen hate wéi virgesinn a well mer den Zukunftspak gemaach hunn, an een Drëttel kënnt duerch besser Recetten.

An ech mengen, mat deem Ratio, zwee Drëttel zu engem Drëttel, kann een zu engem gewëssenen Deel déi zwee Elementer beschreiwen, déi eis gehollef hunn, déi gutt Zifferen ze schreiwen, déi mer haut hunn. Déi zwee Drëttel manner Depensen, dat ass natierlech dat, wat d'Mesurë vun der Regierung sinn. An deen een Drëttel, dat ass effektiv déi besser Konjunktur an Europa an zu Lëtzebuerg.

Dat bréngt mat sech, dass de Solde structurel fir d'lescht Joer zu Lëtzebuerg 2,2% ass, woubäi den Objectif de moyen terme nëmme minus 0,5 ass an dee viregten, dee méi streng war, plus 0,5. A wann ech mech gutt erënneren, oder wann ech dat net verpasst hunn, huet den Här Wiseler doriwwer iwwerhaapt kee Wuert verluer. Or hu mer 2014, 2015, 2016 déi ganzen Zäit vum Solde structurel geschwat. A mir hunn erkläert kritt vun der Haaptoppositiounspartei, dass et net responsabel wär vun dëser Regierung, fir den Objectif de moyen terme op minus 0,5 ze setzen, dat, wat d'Kommissioun eis en fait recommandéiert huet. Mä mir haten eis engagéiert, moralesch engagéiert, hei an dëser Chamber, dass mer natierlech alles géifen drusetzen, fir méi ambitiéis ze sinn a fir ze kucken, de plus 0,5 anzehalen.

A wat hu mer fäerdegbruecht? Mir sinn op 2,2!

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- D'nächst Joer si mer dann op engem Solde structurel, deen nach ëmmer iwwer 1 ass. An da geet dee Solde structurel erëm kontinuéierlech an d'Luucht. Bref, mir halen den Haaptkritär vum Pacte de stabilité et de croissance largement an. An dofir behaapten ech nach eng Kéier, dass eis Statsfinanze kärgesond sinn.

Et ass ënnerstallt ginn, och hei, dass déi Ziffer vu minus 587 Millioune fir d'Joer 2018… Dat war erëm eng Kéier den Här Gibéryen, dee gesot huet: „Oh, wie garantéiert eis, dass déi Ziffer esou gëtt? Déi ka vill méi schlëmm ginn!"

En huet och mat Ziffere gespillt, déi vereelzt sinn. Eh bien, ech ka just Folgendes soen: Mir waren an deene leschte véier Joer ëmmer virsiichteg. A mir hunn ëmmer vill besser ofgeschnidde wéi dat, wat mer an de Budget geschriwwen hunn. An ech kann lech elo scho soen, dass ech ganz zouversiichtlech si fir d'Joer 2018, dass mer nach besser Ziffere wäerte schreiwe wéi déi verbessert Zifferen, déi mer haut hei op den Dësch leeën.

An ech sinn net deen Eenzegen, deen dat seet, de Conseil national des finances publiques seet dat och a sengem Avis, an deem e mengt, dass de Solde nominal souguer nach besser wäert ginn.

An dann eng lescht Noriicht: Wann ech deen éischten Trimester kucke vun dësem Joer, wéi do d'Recettë sinn, sinn ech och optimistesch gestëmmt, wat d'Ennresultat vun 2018 wäert sinn. Wat dann och kéint en Impakt hunn op d'Emprunten, dorobber, ob et iwwerhaapt néideg ass, dëst Joer een ze huelen. Mir brauchen do net an der Urgenz dat elo ze decidéieren, mä dat wäerte mer da méi spéit am Joer maachen.

Den Här Wiseler huet ganz richteg gesot, dass et d'Roll ass vun enger Regierung a vun engem Finanzminister, fir de Budget esou ze gestalten, dass ee fir déi nächst Kris preparéiert ass. Ech kann deem nëmmen honnertprozenteg zoustëmmen. Mä dat ass jo exactement dat, wat mer gemaach hunn!

Fir d'Éischt hu mer de Fonds souverain intergénérationnel gemaach. Do ass elo eng Véierelsmilliard dran. Dat sinn 240 Milliounen, fir méi präzis ze sinn. An déi Sue si fir déi nächst Generatiounen do, fir déi nächst Kris. An déi hélt och keen der nächster Generatioun méi ewech.

Une voix.- Ganz richteg.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- An dat ass nach ni gemaach ginn an dësem Land. An ech soen et nach eng Kéier: Mir haten zwëschen 1996 an 2007 mat Croissancen ze dinn, déi hiresgläiche sichen a wou mer Milliarden - deemools nach Lëtzebuerger Frangen - haten a wou et einfach gewiescht wär, eppes fir déi nächst Generatiounen ze maachen. Eppes, fir déi Kris vun 2008 besser ze verdauen, dat hätt ee kënnen an deene Jore maachen.

Bref, mir hunn do ambitiéis gehandelt. Wéi preparéiere mer dann nach d'Zukunft? Majo, mam Excedent vun der Sécurité sociale. Ronn eng Milliard d'Joer kënnt elo derbäi. Mir hunn 18,1 Milliarde Reserven am Fonds de compensation. Majo, domat séchere mer d'Pensioune vun der Zukunft an domadder maache mer eis Zukunft méi sécher.

Eng drëtt Manéier, wéi mer d'Zukunft sécheren, sinn d'Investissementer. Wat ass da méi intelligent haut ze maachen: Suen op engem Kont stoen ze loosse fir de Stat oder Sue fir 0,6% léinen ze goen, fir Investissementer ze maache fir déi nächst Generatioun? Ass dat net gutt fir de Futur vun eise Kanner a fir eis eegen Zukunft?

A well ënnerstrach ginn ass, wat net falsch war, vum Här Wiseler, dass mer net ëmmer de Maximum erreecht hu vun den Investissementer, déi mer eis als Zil gesat hunn - an dat ass richteg, dat kann ech net leegnen -, wëll ech soen: Dat ass net, well mer net wollten, mä dat ass, well een d'Projeten net ëmmer all zu 100% ëmgesat kritt.

Nichtsdestotrotz waren d'Investissementer am Joer 2016 fir d'Éischt iwwer zwou Milliarden, sinn duerno 2,3% gewuess 2017, also erëm en neie Rekord vun den Investissementer, a wäerten d'nächst Joer, dat heescht 2018, 12% wuessen. Déi 12% erkläre sech och duerch deen Decalage vu Projeten, déi nach net fäerdeg gi sinn.

Eng Schlësselfro, wann een de Budget preparéiert a wann een d'Exekutioun kuckt, ass de Wuesstum. Den Här Wiseler huet gesot, dass d'CSV zum Wuesstum steet. Dont acte. Ech si frou, dat ze héieren, well ouni Wuesstum kréie mer keng equilibréiert Finanzen an ouni Wuesstum kënne mer eis de soziale Stat, dee mir hei zu Lëtzebuerg hunn, net leeschten.

Elo ass vill geschwat gi vum Aarmutsrisiko: Jo, et ass en Aarmutsrisiko, et ass keng Aarmutscertitude - Punkt eent. An zweetens ginn an deem Aarmutsrisiko all déi Mesuren, déi sozial Mesuren oder d'Avantages en nature, déi et zu Lëtzebuerg gëtt, net gekuckt. Et gëtt Statistiken an Europa, déi weisen, dass mir d'Nummer eent sinn an Europa, wéi mer Sozialleeschtungen a Saachleeschtungen utiliséieren, fir de Revenu vun deenen, deenen et schlecht geet, méi héich ze setzen.

Dofir, et muss een dat ëmmer erëm ënnersträichen. An ech sinn dem Här Berger dankbar, deen a senger Presentatioun gesot huet, mat Beispiller, dass d'Kafkraaft vu Kleng- oder Mëttelverdénger an engem Joer mat deene verschiddene Mesuren, déi geholl gi sinn, gewuess ass, wat zwëschen 3.000 a 4.000 Euro d'Joer ausmécht. Dat ass considerabel! Dat ass och méi wéi dat, wat een eleng mat der Steierreform kann erreechen.

Wat mech dann zur Steierreform bréngt: fir d'Éischt emol d'Steiergerechtegkeet. Et sinn déi eng oder déi aner, déi dat ugeschwat hunn. An et ass e Sujet, dee mer ganz nolàit, well mer do wierklech innovéiert hunn an eppes gemaach hunn, wat zu Lëtzebuerg nach ni gemaach ginn ass, wat och am Ausland net esou oft geschitt:

Mir hunn de Crédit d'impôt salarié an de Crédit d'impôt pensionné an de Crédit d'impôt monoparental verduebelt. Dat ass emol dat Éischt. Mä mir hu se sozial gerecht gemaach. Dat heescht: Déi sinn elo un de Revenu gekoppelt. Déi räich Leit kréien deen elo net méi. No 80.000 Euro pro Joer an der Steierklass 1 kritt een iwwerhaapt kee Crédit d'impôt méi. Wann dat net sozial gerecht ass, da froen ech mech, wat sozial gerecht ass!

An dofir ass dat eng besser Mesure wéi ënnen de Minimum an d'Luucht ze hiewen, well dee Minimum, deen een dann hieft, repercutéiert sech jo op d'ganz Steiertabell. Fir dann e Correctif ze maachen an ze soen: „Da muss ech uewen nach d'Tauxen erëm eng Kéier méi héich maachen", do gesäit ee jo, dass een do un der Steiertabell muss fréckelen a réckelen op ville Plazen, well dat Instrument esou kompakt ass an esou automatesch ass. An dofir ass de Crédit d'impôt salarial eng vill besser, eng vill méi modern Method.

Mir hunn dës Steiererliichterungen, déi mer gemaach hunn, haaptsächlech wéi gesot fir de Mëttelstand a fir déi méi kleng Salairë gemaach, mä si hunn awer herno all Mënsch benefissiéiert. An dofir ass et eng Steiererliichterung fir praktesch jiddweree gewiescht.

An déi Steiererliichterungen, déi hu mer jo och fir d'Entreprisë gemaach. Do ass d'Besteierung vun 21% op 18% erofgaangen. Déi 18% spille vun dësem Joer un. A bei de klengen Entreprisë si mer vun 20% op 15% erofgaangen. Deen Taux spillt scho vum leschte Joer un. Mir hunn also eppes Spezielles fir d'PMEe gemaach, fir d'Start-uppen.

An trotzdeem dass mer also Steiererliichterunge gemaach hu fir bal all Mënsch, mat Ausnam vun deene ganz Räichen, wou den Taux e bëssen eropgaangen ass, a fir alleguerten d'Entreprisen, mat engem speziellen Effort fir d'PMEen, hunn d'Oppositiounsparteien all dergéintgestëmmt. Dat muss emol ee mir erklären!

Une voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- De beschte Steierzueler bei den Entreprisen ass, richtegerweis, wéi och vum Här Wiseler ënnerstrach ginn ass, de Bankesecteur. An dat trotzdeem dass de Bankesecteur sech vill renouveléiert an transforméiert huet. An trotzdeem, oder vläicht grad well de Secret bancaire ofgeschaaft ginn ass an elo Transparenz besteet, entwéckelt sech dee ganze Finanzsecteur vill besser. A vläicht och dofir, well e sech selwer diversifizéiert.

Mir schwätze ganz vill vun der néideger Diversifikatioun vun eiser Ekonomie, an ech si voll hannendrun, ech hu mäi Liewe laang däers gemaach, an ech wäert es och weider maachen, am Interêt vum Land. Mä wat gradesou wichteg ass, dat ass, dass mer de Secteur financier selwer diversifizéieren. An dat ass an deene leschte véier Joer geschitt wéi nach ni, an zwar op zwou Haaptaart a -weisen.

Dat Eent ass mat FinTech, wou mer immens vill Efforte gemaach hunn, d'Luxembourg House of FinTech gegrënnt hunn, do Dosende Startuppen dran hunn an do e Stellewäert kréien, deen och international erkannt gëtt.

Ech war d'lescht Woch um Fonds monétaire international, do ass eng Expertegrupp vun enger Dose Leit, wou an Zukunft och e Lëtzebuerger Vertrieder wäert dra sinn, well Lëtzebuerg vill Kredibilitéit an deem Domän huet.

An eng zweet Saach, déi ech nawell ganz gär wëll ënnersträichen, dat sinn all déi Developpementer, déi mer maachen an der nohalteger Finanz, an der grénger Finanz. An ech hunn do mat der Madamm Minister Dieschbourg ganz vill Saache gemaach. Mir hunn eng hallef Dosen Initiative geholl - ech zielen déi elo net alleguerten op, Dir kennt se -, déi och ganz seeënswäert sinn. A mir waren zesummen zu Bonn, wou mer gemierkt hunn, dass vill vun deene Saachen, déi mir scho maachen, vun deenen aneren als Méiglechkeete beschriwwe ginn.

Mir sinn do Pionéier. A mir anticipéieren, an ech sinn och frou, dass den Här Kox all déi Aspecte beschriwwen huet. Hien huet och gewisen, dass mer budgetär vill méi fir d'Natur gemaach hunn, haaptsächlech am Domän vum Waasser, vum Waasserschutz, dass mer am Domän vun der Energie renouvelable, ob dat elo zum Beispill Wandenergie ass oder anerer, ganz vill Progrèse gemaach hunn. Och dat kascht alles Suen, mä bréngt natierlech ganz vill Benefisser.

Zum Ofschloss géif ech gäre soen, dass ech op jidde Fall, wat d'Statsfinanzen ubelaangt, iwwerhaapt keng alternativ Propositioun héieren hunn. Net eng! Et ass liicht kritiséieren: „Mir fannen dat net gutt, wat d'Regierung gemaach huet", trotzdeem, dass de Bilan ganz gutt ass. Mä et kéint ee jo emol aner Iddien hunn. Ech hu keng héieren!

D'Statsfinanze sinn also kärgesond an erlaben, d'Zukunft gutt virzebereeden. Wann Der mer eng kleng Uspillung erlaabt un den Här Wiseler, deen am Ufank, wéi ech mäin Amt ugeholl hunn, eng Remark doriwwer gemaach hat, géif

ech Folgendes soen: D'Qualitéit vun engem gudden Diplomat ass also net inkompatibel mat där vun engem responsabelen an effikasse Finanzminister.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Roth hat schéi fei gefrot fir d'Wuert. Ech géif Iech bieden, nach ee Moment heizebleiwen. Den Här Roth huet d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Zuele kann een natierlech liesen op ënnerschiddlech Manéieren. Dat gehéiert och zur Politik. Ech wëll awer just dorobber reagéieren, wat de Minister gesot huet: „Mir hu missen eng Milliard kompenséiere vum Commerce électronique."

De Commerce électronique war eng Nischepolitik, déi d'Lëtzebuerger Regierung, déi mir geholl hunn. Ech mengen, déi war largement gedroe sengerzäit, queesch duerch vun der Oppositioun deemools an de Majoritéitsparteien. Et war och eng Politik, déi et erlaabt huet, eng ganz Rei vun Internetfirmaen zu Lëtzebuerg direkt oder indirekt unzesidelen, mat all deene positiven Nieweneffekter, déi dat mat sech bruecht huet.

Elo wëll ech awer just dem Finanzminister soen, dass déi Regelung iwwert den E-Commerce dem Lëtzebuerger Land net manner wéi sechs Milliarden Euro bruecht huet. Sechs Milliarden Euro!

An, Här Finanzminister, Dir hutt dat elo gesot: „Mir hunn dat misse kompenséieren." Wësst Der, wat fir e Joer den E-Commerce am meeschten TVA dem Land bruecht huet? Mä 2014! An dëser Legislaturperiod hutt Dir vun deene sechs Milliarden zwou Milliarden iwwert den E-Commerce als TVA-Rentrée kritt.

An duerfir, mengen ech, ass et awer e bësse vermessen, fir deene fréiere Regierunge virzegeheien, dass do näischt gemaach gi wier, fir e Regime de remplacement ze sichen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Also ech kann, vu dass ech nach op der Tribün sinn, jo ganz einfach drop äntwerten. Dir hutt elo déi Ziffer fir 2014 verduebelt: Dat waren näämlech net zwou Milliarden, mä 2014 eng Milliard, maximal!

Une voix.- Eng!

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Hien huet „zwou" gesot.

Mä dann hutt Dir Iech verschwat.

(Brouhaha)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech hu gesot, eng Milliard; 2014 war deen héchste Montant, deen d'Lëtzebuerger Land un TVA vum Commerce électronique kritt huet. An iwwert déi ganz Legislaturperiod 2014...

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Richteg. Jo, jo. Da si mer eis eens.

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...bis 2018 krut Der zwou Milliarden.

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Neen, do si mer dann eis eens um Montant. Do ass guer keen Zweifel!

Mä wat een awer muss da soen, dat ass, dass, wann Dir dann déi véier Milliarden, déi Der virdru krut, wann Der déi an eng Reserv gesat hätt, dann hätte mir se och fonnt. Dat wär jo och eng praktesch Saach gewiescht!

(Brouhaha général)

Mä mir hu se net fonnt, well déi Recetten, vun deene mer woussten, dass mer se géife verléieren, ganz einfach a lafenden Depensen ausgi gi sinn. An dofir hu mir grad missen en Zukunftspak maachen, well, obwuel mer do nach eng Milliard erakruten 2014 an nach an der Period, déi duerno komm ass, de Residu, dat alles net méi opgaangen ass. Wat also eng virsiichteg Politik gewiescht wär bei enger Recette, déi net durabel ass, dat ass, dass een op d'mannst en Deel op d'Säit gesat hätt. Dat ass net geschitt!

An zweetens, an do hutt Der recht, wann Der dat ëmmer ënnersträicht, si mam Accord vum Parlament hei Emprunte gemaach ginn, fir kontrazyklesch Politik ze maachen. Mä mir sinn eis awer eens, mengen ech: Dir hutt déi Recetten, déi net durabel waren, ausginn an Dir hutt Emprunte gemaach. An dofir ass eben net gehandelt ginn. An dofir huet missen déi nächst Regierung handelen. D'Faite sinn eben esou. Ech ka se net änneren!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Jo, Här Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Ech wëll just dem Finanzminister - an dann hale mer op mat där Diskussioun - soen: Déi véier Milliarden, déi sinn net...

(Brouhaha général)

...déi véier Milliarden, déi sinn net einfach geholl ginn, fir ausginn ze ginn. Déi véier Milliarde si geholl ginn, fir d'Land an där schwieregster Wirtschaftskris,...

(Interruptions)

Une voix.- Genau!

M. Gilles Roth *(CSV).*- ...déi d'Land no dem Krich hat, fir d'Land do duerchzefidderen a fir ze kucken, dass Investissementer geregelt goufen an enger Situatioun, wou mer net déi Iwwerschëss haten an dem Budget, an enger Situatioun, wou de Wirtschaftswuesstum net dee war, deen zënter 2014 hei am Land, Gott sei Dank, eis zeguttkënnt.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption par M. Alex Bodry)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Waart Dir dunn an der Regierung?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Neen, dunn net! Dee gréissten Defizit hate mer 2004, bei engem Plus vu 4%. Ära CSV/DP...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà, den Här Roth huet selwer gesot, dass d'Diskussioun eriwwer wär.

(Hilarité générale et interruptions diverses)

Une voix.- Bien trouvé!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann ass se och elo eriwwer.

Ech wollt awer, ier ech dem Här Spautz d'Wuert ginn, nach eng Explikatioun ginn zu där Fro, déi den Här Spautz virdrun opgeworf huet zu der Interventioun vum Här Graas am Débat général.

Ech wëll soen: Ech hunn déi ursprénglech Lëscht elo nach extra eng Kéier heihigeholl. Den Här Graas war en bonne et due forme bei engem sektoriellen Debat gemellt. Bei enger improviséierter Émfro, déi de Moien iwwert d'Riedezäite gemaach ginn ass an déi ech verulasst hunn, ass en, malgré lui, an déi éischt Kategorie eragerutscht.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- D'Servicer hunn doru keng Schold, wann de President méi genee wëllt wëssen, wéi laang geschwat gëtt.

Also, Här Spautz: J'assume. A mat deenen Explikatiounen hoffen ech, dass dat dote keen dauernde Schued wäert...

Plusieurs voix.- Oh! Oh!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- ... hannerloossen.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wéi ass et mat de Konsequenzen, Här President?

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo, et ass ze spéit. Fir Konsequenzen ass et ze spéit, éierlech gesot. Also dat hätt Der Iech missen éischter iwwerleeën!

Den Här Spautz huet elo als Éischten d'Wuert zum Volet „Ekonomie a Kompetitivitéit" fir d'CSV-Fraktioun. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat sectoriel sur le volet «Économie et compétitivité»

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Dir assuméiert, sot Der. An dësem Punkt ass et dann also, wann ech richteg verstanen hunn, esou, dass alles, wat riichtleeft heibannen, waren déi aner, an alles, wat schifleeft, dat waart Dir, wann ech dat dann elo esou däerf...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech kann domat liewen!

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...kuerz resuméieren.

(Hilarité)

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Wirtschaft, Aarbecht, Beschäftegung ware Voleten, déi am Débat général vu ville Leit gesträift gi sinn. Et ass och ënnerstrach ginn, an ech mengen, et waren e puer Riedner, déi dat gesot hunn, dass d'Aarbechtsmaartzuelen hei zu Lëtzebuerg gutt sinn an dass se erëm a Sphären zréckkomm sinn, wou se scho laang net méi waren. An dofir kann een all deene Leit, déi dozou bäigedroe hunn, Merci soen, ob dat d'Politik ass, ob dat d'Administration de l'emploi ass, ob dat d'Betriber sinn - well et sinn nach ëmmer d'Betriber, déi se schafen, an och dat ekonomescht Émfeld -, dass et do méiglech war, fir do erëm eng Kéier de Chômage méi déif ze kréien.

16.000 Leit sinn awer nach ëmmer op der Sich no enger Aarbecht. An do musse mer eis och d'Fro stellen, wéi mer deene Leit kënnen hëlfen. A mir mussen eis awer och gläichzäiteg d'Fro stellen, wa mer schwätzen, dass et eis a puncto Aarbechtsmaart esou gutt geet wéi scho laang net méi, firwat mer Wirtschaftsberäicher hunn, déi bal zur Halschent vun eise Grenzgängerkolleege musse bedéngt ginn. An ech wëll do zwee Secteuren ënnersträichen: Dat ass de Secteur vum Handwierk an dat ass och de Secteur vun de Fleege- a Gesondheetsberuffer, wou mer frou musse sinn, dass mer dat engagéiert Personal aus den Nopeschlänner hunn, wat mer do brauchen, well soss géif villes am Handwierksberäich, awer och am Gesondheets- a Fleegesecteur net méi gutt lafen.

An ech mengen, do solle mer eis och Froe stellen. An do musse mer eis d'Fro stellen, wéi mer et fäerdegbréngen, déi Beruffer méi attraktiv ze gestalten. Wéi kënne mer déi Beruffer méi attraktiv gestalten, fir dass och jonk Leit, jonk Residenten interesséiert sinn, fir sech fir déi Beruffssparten ze engagéieren?

Mir brauchen e Mentalitéitswiessel. Am Handwierk an och an de Beruffer an der Fleeg, obwuel dat zwou grondverschidde Richtunge sinn, musse mer de Leit méi Carrièresméiglechkeeten, méi Chancëgläichheetsméiglechkeete ginn. A mir mussen eis d'Fro stellen, wéi mer déi Betriber an déi Beruffer kënne méi interessant maache fir eis Residenten.

Well virun allem, och wa mer elo vun der Digitaliséierung a vun der Moderniséierung schwätzen, sou wäert och d'Digitaliséierung an d'Moderniséierung e groussen Afloss op d'Handwierk hunn, awer gläichzäiteg wäerte mer ëmmer Leit am Handwierk brauchen a mir wäerten och ëmmer Leit brauchen, déi an der Fleeg aktiv sinn.

A fir déi Viraussetzung ze schafen, fir do e Mentalitéitswiessel ze kréien, musse mer Efforte maachen. Mir mussen Efforte maachen an der Orientation professionnelle, mir mussen do weisen, wat alles an deene Beruffer méiglech ass. An dofir begréisse mir och ausdrécklech d'Schafung vun der Maison de l'orientation, déi gemaach ginn ass. Do géllt et och, elo nach zousätzlech Efforten ze maachen, fir et fäerdegzebréngen, dass d'Ministèrë vun der Educatioun, der Aarbecht an der Wirtschaft, déi jo do dra chaperonnéieren, soe mer et emol esou, an der Maison de l'orientation, nach méi mat deene Gegebenheeten, Chancen, déi déi Beruffer eis bidden, do eppes maachen.

Mir musse maachen, dass d'Beruffsausbildung opgewäert gëtt an dass d'Beruffsausbildung en anere Stellewäert kritt.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Wa mer hei zu Lëtzebuerg kucken, wann een do seet: „Dat ass een aus dem Handwierk", da gëtt e komesch gekuckt. Wann Der an aner Länner gitt an do sot Der: „Dat ass en Handwierksbetrib mat esou vill Salariéen", dann ass dat e Groussen, en Décken an en Dynameschen. An dee Stellewäert huet d'Handwierk hei zu Lëtzebuerg net. Hei zu Lëtzebuerg hat d'Handwierk an der Zäit esou e Stellewäert, an deen ass net méi do. An do géllt et, dee Stellewäert erëm hierzestellen an et erëm fäerdegzebréngen, fir dass och erëm méi Leit vu sech aus alles wäerte maachen, fir och kënnen en Handwierksberuff, eng Beruffsausbildung ze kréien.

Do sinn d'Politik, d'Patronat, d'Gewerkschaften alleguerte gefuerdert. Do geet et drëm, un engem Strang ze zéien, fir dee Volet vill méi interessant ze maachen.

Do géllt et och, virun allem, wa mer schwätzen, fir dat méi interessant ze maachen, dass mer och méi investéieren an d'Dualausbildung. D'Dualausbildung, wat ëmmer hei zu Lëtzebuerg e groussen Erfolleg war, an dat Land, wat fir de Moment am beschten dosteet - a wa meng Chiffere stëmmen, mä d'Regierung huet héchstwahrscheinlech e bësse méi modern oder déi allerrezentst Chifferen -, ass virun allem och grad den däitsche Maart, deen eis am Handwierk ganz vill beliwwert, a wou d'Dualausbildung ëmmer ganz uewe steet. An do géllt et, fir nach méi Zesummenaarbecht ze maache mat deene jeeweilege Beruffschamberen, ob dat an Däitschland ass, wou ee kann och an der dualer Beruffsausbildung léieren. An et geschéie scho verschidde Formatiounen, wou een deen ee Volet hei zu Lëtzebuerg ka maachen an deen aneren am Ausland. Dass een dat och vläicht weider ausbaut, dass een och do dovun ausgeet, fir ze kucken, wéi een dat ka maachen.

A wann ech schwätze vun Dualausbildung, muss dat net onbedéngt heeschen, eemol d'Woch an d'Schoul, wéi dat emol an der Zäit war, oder zweemol d'Woch an d'Schoul an dräi Deeg am Betrib, mä dat kann een och mat Blockunterrecht maachen. An ech betounen dat mam Blockunterrecht. Dat huet jo och mat de Saisonen ze dinn, dat huet mat der saisonaler Aarbecht ze dinn, wou et oft och virkënnt, dass een am Wanter manner Aarbecht huet an am Summer méi an ëmgedréit, soudass een och dat muss kucken. An dat soll een ouni Hindernisser diskutéieren zwëschen de Ministèren, de Beruffschamberen, déi jo d'Träger si vun der Beruffsausbildung, ob een do net a verschiddene Beruffer nei Weeër ka goen, well et wichteg ass, dass mer et do fäerdegbréngen, méi Leit an d'Beschäftegung ze kréien, an dass mer et och fäerdegbréngen, méi Residenten an déi Beräicher eranzekréien.

Et geet och drëm, wa mer vun Aarbecht a Beschäftegung schwätzen, wa mer vu Formatioun schwätzen, dass mer och musse schwätzen iwwert d'Form vun der Aarbechtszäitorganisatioun. Et gëtt elo de Moment ëmmer vill geschwat, et muss een et méi fäerdegbréngen, fir d'Famill an d'Aarbecht uneneen unzepassen.

Ech mengen, dass et nach ëmmer ass, dass d'Famill muss do sinn an dass et dofir méiglech muss sinn, d'Organisatioun vun der Dagesaarbechtszäit, der Wochenaarbechtszäit, den Aarbechtszäiten pro Mount, Joer kënnen ze diskutéieren, an dass een do och an deem ganze Kader d'Liewensaarbechtszäit muss materanhuelen.

Well, wa mer iwwert d'Familljen an d'Vereenbarkeet vu Famill a Beruff schwätzen, ass et heiansdo oft schwiereg, déi zwou Saachen beieneenzebréngen, soudass mer do musse kucken, ob mer do net méi flexibel kënnen agéieren; flexibel agéieren, dat heescht, dass a verschiddene Betriber heiansdo méi Besoin ass, heiansdo manner Besoin ass. Mä et ass awer och bei der Famill, wou heiansdo doduerch, dass e Kand an iergendeng Situatioun geroden ass, ee méi Zäit brauch, fir kënnen doheem ze bleiwen, wéi dat soss de Fall ass, an do soll een ouni Virbehalt un déi Diskussiounen erugoen.

An dat ass eng Aufgab, déi een zesumme muss féieren, d'Sozialpartner mat der Politik, well et ass net un der Politik, fir vun uewen erof ze decidéieren, wéi et geet, mä d'Sozialpartner sollen an engem éischte Volet... Et ass un der Politik, de Kader ze setzen: Wat sinn d'Minima a wat sinn d'Maxima? Mä duerno ass et un de Sozialpartner an de Leit am Betrib, fir ze kucken: Wéi kënne mer eis organiséieren, fir déi zwou Saache méi no beieneenzeféieren?

An do ass et un eis als Politik, dee Wee ze maachen, fir dass mer et fäerdegbréngen, dass a) fir de Mëttelstand et méi attraktiv ass, a b) awer och fir déi Leit, déi dohinner schaffe ginn, an dass een der Bereetschaft vun deene Leit, déi wëllen dohinner schaffe goen, och ka Rechnung droen.

An dann e leschte Punkt dozou, dat ass dee vun den Aarbechtszäitkonten. An der Fonction publique komme se jo elo, an dofir wier et vläicht och gutt, wa mer do am Privatsecteur och déi Léisung géife fannen. An do ass et fir d'Éischt un de Sozialpartner, fir sech eens ze ginn. An et ass eréischt, wann d'Sozialpartner...

(Interruption par M. Nicolas Schmit)

Ech wollt elo just soen: A wann d'Sozialpartner et dann net fäerdegbréngen, et ass eréischt dann un der Politik, als neutrale Vermëttler anzeklamme respektiv dann ze soen: „Elo geet et duer a mir maachen e gesetzleche Kader, fir et do mat dranzekréien."

Mä fir mech bleift et nach wie vor, dass et fir d'Éischt d'Sozialpartner solle sinn, déi an deem dote Punkt diskutéieren, an duerno ass et eréischt un der Politik, fir anzeschreiden.

An ech ka mech erënneren, dass emol eng Kéier viru laange Joren e Projet de loi do war, an deen ass deemools zréckgezu ginn, well et geheescht huet, mir misste kucken, an deenen zwee Wirtschaftszweiger virunzekommen. D'Fonction publique huet en elo, de Privatsecteur net. Dat ass kee Virworf un Iech.

(Interruption par M. Nicolas Schmit)

Jo, ech weess. Ech weess dat.

(Interruption par M. Nicolas Schmit)

Dofir musse mer dann elo, wann et esou ass, wéi Der sot, wann d'Sozialpartner net vum Fleck kommen, da musse mer elo en neie Projet kréien, wat d'Aarbechtszäitkonten ubelaangt, well et wichteg ass, wann ee kuckt, wéi dat an anere Länner ass, wat een an anere Länner domadder erreecht huet, dass mer och hei zu Lëtzebuerg do net hannendrustinn an dass mer et och fäerdegbréngen, Aarbechtszäitkonten hei zu Lëtzebuerg anzeféieren.

Dir Dammen an Hären, léif Frënn, wann ee schwätzt och vun der Digitaliséierung, da wësse mer alleguerten, dass d'Digitaliséierung vill Chancen huet fir en nohaltegen an ëmweltfrëndleche Wuesstum, och eng Chance ass fir

d'Humaniséierung vun der Aarbechtswelt an dass een och d'Aarbecht zum Deel ka vun doheem aus maachen. Eng Méiglechkeet also och, fir Famill a Beruff méi einfach mateneen ze verbannen a keng Zäit am Stau ze verléieren. Dat gëllt fir alleguerten déi Leit, déi an eisem klenge Ländche wunnen.

Alleguerten déi, iwwert déi mer de Moie jo och laang geschwat hunn, ob se vu Metz, vu Bernkastel oder vun Namur kommen, bei deene geet et net, well mer do opgrond vun de bilateralen Ofkommessen, déi et gëtt - et ass net, fir déi dräi an een Dëppen ze geheien, bei deem engen ass et méi einfach, bei deem aneren ass et méi schwéier -, well mer da Problemer kréien iwwert de steierleche Wee an de Wee vun der Sécurité sociale.

Dofir musse mer eis och do Froe stellen, wat mer do kënne maachen, wéi mer do kënne virukommen. Et si scho Modeller gesot ginn, den Här Gloden hat eng Kéier gesot, e kéint e grousst Gebai op de Potaschbierg stellen, da kéinte se just bis dohinner kommen a vun do aus Teleaarbecht maachen. Dat ass e Beispill, wat kéint goen. Mä et gëtt sécherlech och aner Modeller. An et muss ee sech och do d'Fro stellen, an ech weess, dass een dat net…

(Interruption)

Gelift?

Une voix.- Um Potaschbierg…

M. Marc Spautz *(CSV).*- Maja dofir, da kënnt e just bis op de Potaschbierg an e fiert net bis op de Kierchbierg oder op de Boulevard Royal, Här Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Mä déi Däitsch, déi dohi géife kommen, falen ënnert déi Regel, déi Dir elo just ugeschwat hutt, dat heescht, déi ass ganz limitéiert praktesch op een Dag.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mä wann een hei zu Lëtzebuerg schafft um Potaschbierg, Här Schmit?

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Dat geet net.

M. Marc Spautz *(CSV).*- A firwat dann net?

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Ah, um Potaschbierg geet dat. Okay, et ass gutt.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Um Potaschbierg, deen ass jo hei zu Lëtzebuerg. Dofir fält een dann ënnert d'Lëtzebuerger Bedéngungen.

(Hilarité et interruptions diverses)

Dat ass elo ee Beispill. Et gëtt och nach anerer. Ech hätt och elo kënne soe laanscht d'N4, Här Haagen. Iech läit vläicht den Norde méi um Häerz.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Oder d'N7! Oder d'N7!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Vun der N4 fuert Der riets eran, da sidd Der an der Belsch. Da sidd Der zu Rammerech.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech mengen, Dir hat d'N7 gemengt.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Jo, jo, jo!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Mä Dir hutt verstanen...

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Dir hutt vestanen, datt Der net vestanen hutt, datt dat awer net d'Léisung vum Problem ass.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dach, et kann deelweis d'Léisung sinn.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Neen, neen, neen. Dat huet jo näischt mat der Aarbecht ze dinn… Kommt, haalt op!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Kolleegen, kommt mer fueren elo emol erëm esou weider, wéi mer dee ganzen Dag gefuer sinn. Den Här Spautz...

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Elo war et emol flott!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Spautz huet d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- De Punkt ass, et ass sécher net d'Léisung absolutt, Här Haagen, do sinn ech mat Iech d'accord. Mä et géif awer hëllefen, plazeweis, de Stau moies fir an den Zentrum vum Land ze entlaaschten.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Dat ass an der Rei!

M. Marc Spautz *(CSV).*- An dat sinn och Méiglechkeeten, iwwert déi ee sollt nodenken.

Mä wann een iwwert den Teletravail schwätzt a wa mer vun der Digitaliséierung schwätzen, da musse mer och iwwert d'Aarbechtsrecht schwätzen. Well mir wësse jo, dass et do ganz vill Problemer am Aarbechtsrecht gëtt, tëscht Guillemets „Problemer". Well, et ka jo net sinn, dass d'Digitaliséierung d'Aarbechtsrecht komplett aushielegt. Dofir ass et wichteg, dass mer do och d'Aarbechtsrecht deenen neie Methoden, déi d'Digitaliséierung mat sech bréngt, mussen upassen an do verschidden Ännerunge virhuelen.

De Mënsch muss do am Mëttelpunkt stoen an net d'Technik. Dofir mussen och do déi sozial Basics stëmmen. D'Onlineaarbecht muss konform sinn zu der Lëtzebuerger Legislatioun an och deementspriechend bezuelt ginn. Déi gesetzlech Aarbechtszäite mussen agehale ginn. An et schéngt mer och kloer ze sinn, dass déi Klausel mat erreechbar an net erreechbar - mä wann ech hei an de Sall kucken an ech kucken déi 60 plus déi 15 dohannen, do wëssen déi och, wat ech mengen, wann een den Handy och emol eng Kéier kann ausmaachen an et muss een net erreechbar sinn -, dass och déi Roupausen, wou een net brauch erreechbar ze sinn, och kloer an däitlech mussen definéiert ginn. Och dat ass wichteg, wa mer schwätze vun de Virdeeler vun der Digitaliséierung, dass mer dat och net däerfen aus dem Kapp verléieren.

An da musse mer eng Fro stellen, wa mer schwätzen iwwer Digitaliséierung, Aarbechtsmaart, Beschäftegung, da musse mer och kucken, wat mer nach kënne maachen, fir de Mëttelstand och ze encouragéieren, fir nach méi Aarbechtsplazen ze schafen, wéi dat elo schonn de Fall ass, virun allem de Mëttelstand, deen deen zweetgréissten Arbeitgeber hei zu Lëtzebuerg als Secteur gekuckt ass, fir deem och e positivt Gefill ze ginn.

An ech mengen, déi Debatt, déi gefouert ginn ass, ob dat elo Google zu Colmer-Bierg oder Juggurt zu Beetebuerg ass, dass d'Leit d'Gefill hunn, et géif mat zweeërlee Mooss geschafft ginn an dass déi eng Entreprisë méi géife gehollef kréien, dass et méi séier prozedural géif lafe wéi bei aneren, dat ass net gutt. Mir mussen et fäerdegbréngen, dass och déi Betriber aus dem Mëttelstand, déi wëllen op nei Terraine goen, déi op nei Plaze wëlle goen, schnellstméiglech eng Standuertäntwert kréien, wou se sech kënnen nidderloossen a wou se sech kënnen implantéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Wann ech dat soen, da geet dat och drëm, fir eng Planungssécherheet ze hu fir déi Betriber, wou se investéieren. An dofir waarde mer da voller Spannung op de Plan sectoriel «Zones d'activités économiques», deen an deenen nächste Woche soll kommen, well dat kann hëllefen, engem Deel vun deene Problemer entgéintzewierken, déi déi Betriber hunn, déi amgaange sinn, nei Terrainen ze sichen.

Wann dee Chiffer stëmmt, deen ech emol eng Kéier an enger Ried vun dem Mëttelstand gelies hunn, da wieren 123 Betriber amgaangen ze sichen, fir nei aner Terrainen ze fannen, soudass mer deene Leit och kënnen hëllefen, dass déi Betriber, déi schonn zu Lëtzebuerg sinn, déi wëllen expandéieren, déi wëlle Succursalë bauen, och d'Méiglechkeet kréien, sech nidderzeloossen.

An dann hu mer awer och en anere Problem, deen an där ganzer Geschicht mat den Zone materakënnt, dat ass dee vum Bauschutt. A mir hunn de Moien iwwert de Logement geschwat. Do gëtt et Berechnungen. Also ech huelen déi just aus dem Rapport annuel vun enger Beruffschamber, well ech hunn déi net selwer gemaach. Dee Bauschutt, deen ufält, wann Der en neit Haus baut, dee kënnt Iech an der Valeur zu 10.000 Euro, deemno wou Der hifuert, deemno wou dee muss entsuergt ginn, an heiansdo, wa se net wësse wouhin dermat, da gëtt et nach méi deier. An dat geet jo och op de Präis vum Bau. Soudass et dofir wichteg wier, dass mer et géife fäerdegbréngen, nach Zone kënnen ze definéieren, wou een dat kann hiféieren.

An deemselwechte Bericht hunn ech gelies - ech wousst dat guer net -, dass, wann ee géif nei bauen, 50 Camione Buedem fortginn, fir kënnen duerno en Haus, dat ënnerkellert ass, dohinnerzestellen.

50 Camionen, wann ech mer déi ukucken, dat ass enorm. An dat sinn och Saachen, ech sinn éierlech, mir war dat net esou bewosst, do muss ee sech och duerch de Kapp goe loossen, wat fir eng aner Methoden et do gëtt. An do si jo verschidde Gemengen amgaangen, fir ze soen, eng aner Aart a Weis vu bauen, fir nohalteg kënnen ze bauen, dass een och dat materanhëlt. Mä gläichzäiteg däerf een awer net vergiessen, an den Här Berger huet et de Moien nach eng Kéier hei ënnerstrach, mir brauche 6.000 Wunnengen d'Joer an dësem Moment,…

(Interruption)

...da bräichte mer jo dann nach méi, déi mer géife bauen, an da rechent Iech dat elo emol vir: 6.000 mol 50 Camionen. Dat sinn der enorm vill, soudass mer dofir musse kucken, wéi mer dee Problem geléist kréien. Dat Nohaltegt ass ee Volet,…

(Interruption par Mme Carole Dieschbourg)

Dat ass ee Volet, Madamm Dieschbourg.

…dass mer op déi Aart a Weis kënne bauen, mä mir mussen eis och do d'Fro stellen, wéi mer dat hikréien an ob mer eis do net selwer blockéieren, a selwer soen: „Hei maache mer eis selwer e Problem, amplaz eng Léisung ze sichen."

An da misst een och, an eisen Aen, en Omnibus-2-Gesetz maachen. D'Omnibusgesetz vun 2017 huet Verbesserunge mat sech bruecht, mä och do muss et nach méi wäit goen. Mir haten dat och deemools heibannen am Plenum gesot a mir sinn der Meenung, dass een do och nach eng Kéier muss nofueren, fir dass mer déi Prozeduren an en aneren Zäitraum erakréien, dass déi méi räsonabel ginn, fir méi séier kënnen do och eng Äntwert ze ginn.

Ech war an engem Land elo dëser Deeg, et ass net wäit vun hei ewech, also do, wou ech war, war e bësse méi wäit ewech, mä et ass déisäit der Musel, an do hu mer geschwat iwwer bauen. Wa bei hinne bis feststeet, wou gebaut gëtt, geet et e bësse méi séier wéi bei eis!

Ob et bei hinnen esou laang dauert, prozedural, fir dohinnerzekommen, dat hänkt och nach bei hinnen dovunner of, ob et Bundesland ass, ob et Nationalgefüge ass, wéi d'Gemeng ass an a wat fir engem Bundesland et ass, mä am Allgemengen dauert et méi laang bei eis, fir grouss Projeten ze realiséieren, wéi do.

An ech wëll jo awer soen: Däitschland ass jo elo net grad op der sozialer Ketten an och net grad op der finanzpolitescher Ketten dat allerlescht Land. Sécherlech, sozialpolitesch hu se heiansdo op eis gewësse Retarden, heiansdo si se eis och a verschiddene Punkte viraus, mä et muss ee sech awer dann d'Fro stellen, ob een dat net aneschters kann organiséieren.

An datselwecht ass dat mat den Ëffnungszäiten, ass dat mat den Aarbechtszäiten. Och do gesäit een an deem Land - an de Moien, ech weess net méi, wien et hei ënnerstrach hat -, wat jo och den Exportweltmeeschter ass, ob een och net do aus deene Modeller ka verschidde Saachen iwwerhuelen. A wann dat an der Produktioun an an der Aarbechtszäit méiglech ass, misst et jo och méiglech sinn an de Prozeduren, wéi séier ee ka bauen an duerch wivill Verwaltungen een duerch muss, ier een eng Geneemegung huet - dat géif manner Leit ofschrecken -, fir och dodra méi ze investéieren.

Fir d'CSV ass et ganz kloer: Mir musse prioritär deene Kleng- a Mëttelbetriber hëllefen, dass se hei zu Lëtzebuerg bleiwen an dass se net un de Prozeduren erstécken, fir sech hei kënnen nidderzeloossen, mä dass mer hinnen och do mussen hëllefen, dee Wee ze maachen. An do kéint et och an deem Sënn sinn, dass och den SNCI ënner bestëmmte Konditiounen de PMEe kéint hëllefen. Si kënne jo de groussen Industriebetriber hëllefen, mä dass och do nei Méiglechkeete géife geschafe ginn, fir och de PMEe kënne finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen.

An et muss ee sech och do d'Fro stellen, ob een do net och steierlech aner Mesurë ka fannen, fir dass déi kleng Betriber erëm reinvestéiere kënnen, an dat iwwer eng länger Zäit, dass se zwee, dräi Joer kënne soe bei der Besteierung: „Mir reinvestéieren dann déi Suen an nei Anlagen". Well an engem klenge Betrib, wou manner Kapital ass, ass et heiansdo méi schwéier, fir Reserven ze bilde fir Zukunftsinvestitiounen, wéi dat an engem grousse Betrib de Fall ass. Dat just als Stéchwuert, dass een dat kéint maachen, äänlech wéi et och bei der SNCI ass fir déi gréisser Betriber.

Dat, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ass fir eis wichteg, souwuel well een déi Betriber brauch fir d'Beruffsausbildung, well wa mer keng Handwierksbetriber hunn, brauche mer och net un der Beruffsausbildung am duale System ze schaffen, fir dat och kënnen attraktiv ze maachen.

Da wollt ech och ënnersträichen: Haut de Moien ass heibanne geschwat gi vum Problem vun Arcelor Diddeleng. De Claude Wiseler hat dem Etienne Schneider de Moie scho geäntwert. D'CSV ënnerstëtzt all Initiativen, déi do gemaach gi sinn, fir dass dee Betrib muss bleiwen, ënnerstëtzt mat, wat d'Regierung do ënnerhëlt.

Ech wëll awer nach eng Kéier ënnersträichen, an och op d'Nofro hin hu mer dat nach eng Kéier gesot kritt: Et ass net d'Europäesch Kommissioun, déi de Choix vun Diddeleng gemaach huet. De Choix vun Diddeleng ass komm vum Betribsproprietaire. Dat heescht vum Haaptaktionär. Et ass net Bréissel, déi gesot hunn, et misst Diddeleng sinn, mä si hu gesot: „Déi éischt Lëscht, déi agereecht ginn ass vum Aktionär, vum Betrib ArcelorMittal, déi gefält eis net, gitt eis eng aner!" An do war Diddeleng drop. Mä et ass net d'Kommissioun, déi gesot huet, et misst Diddeleng sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Très juste.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ech wëll dat just eng Kéier gesot hunn. Mä et ass kloer, dass d'CSV all déi Initiative matënnerstëtzt, déi vun der Regierung do kommen, fir de Site vun där aler Galvalange, där aler Giebel, der haiteger ARBED Diddeleng, kënne matzeënnerstëtzen.

An ech wëll och do dem Aarbechtsminister an engem anere Punkt, mä deen och um europäeschen Niveau ass, d'Ënnerstëtzung vun der CSV zousécheren, an dat ass dee betreffend d'Chômagebezuelungen. An e weess dat. Mir haten och schonn an der Kommissioun e puermol driwwer rieds, dass an Zukunft d'Kommissioun driwwer nodenkt, an et kënnt ëmmer méi no, an de Ball gëtt ëmmer méi waarm, dass alles, wat vu Chômage…

(Interruption)

Neen, Dir hutt mech scho verstanen. …dass et dofir wichteg ass, dass mer och do zesummestinn, fir do kënnen dat Schlëmmst nach ze vermeiden, well do gesäit een, dass do vläicht Leit d'Situatioun vu Lëtzebuerg net kennen, well soss wéisste se, wat dat gegebenenfalls fir Lëtzebuerg ka bedeiten.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- A wie kéint dat sinn?

M. Marc Spautz *(CSV).*- Oh, ech kann Iech et net soen. Dir denkt elo bestëmmt un eng ganz aner Persoun wéi ech, gellt. Dovu ginn ech emol aus.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- D'Madamm Thyssen ass aus dem Nopeschland.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ah, d'Madamm Thyssen, ech hunn och un d'Madamm Thyssen geduecht. Dann ass et gutt.

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.*- Voilà, dann ass et gutt.

(Hilarité)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Soudass et dofir och wichteg ass, dass mer do och déi Beméiunge vun der Regierung ënnerstëtzen, fir do eppes kënnen ze änneren.

Wa mer da schwätze vun deene Leit, déi schaffe ginn, vun deene Leit an Ausbildung, geet et och ëm d'Famill, well da gëtt eng Famill gegrënnt. An do ass haut de Moie vum Här Bodry ënnerstrach ginn, dass d'Lëtzebuerger Sozialistesch Aarbechterpartei der Meenung ass, dass et och erëm misst zu Upassunge beim Index komme beim Kannergeld. Dat huet den Här Bodry eis heibannen haut de Moie gesot.

Ech stelle mer dann d'Fro, wat mam Projet de loi 7003 ass! De Projet de loi 7003 geet op en Accord zréck, deen tëscht der Regierung mat de Gewerkschafte getrennt an och mat de Patrone getrennt - dat hei war en Thema, dee se mat de Gewerkschafte fonnt haten - erauskomm ass. De Projet ass deposéiert ginn den 20. Juni 2016 an der Chamber. An den 20. Oktober 2016, dat ass elo annerhalleft Joer, ass deen Avis komm. Här President, ech hat Iech och schonn e Bréif geschriwwen,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Marc Spautz *(CSV).*- ...well Der meng Question parlementaire refuséiert hat, well am Reglement steet, wann e Projet ënnerwee ass, däerf ee keng Question parlementaire méi stellen, wéi et dann elo mam Projet 7003 ass.

Ech verheelen et net, mir haten och deemools scho gemellt, dass mer mam Inhalt vum Projet verschidde Problemer hunn. A mir haten dat och vun Ufank u gesot. Ech hunn och duerno gelies, dass de Conseil d'État souguer schreift, de Projet wier a sengen Ae superfetatoire.

Ech weess elo net, wat richteg ass a wat d'Politik oder d'Majoritéit dovun denkt, ob de Projet 7003 elo nach kënnt oder ob d'Regierung decidéiert, de Projet 7003 ze stoppen an de Projet 7003 zréckzezéien. Mir fannen et awer trotzdeem komesch, dass e Projet färdeg doläit, vum Conseil d'État aviséiert, wou et dach soss ëmmer heescht, et géif net virugoen, et léich um Conseil d'État, an dass en awer elo schonn iwwer annerhalleft Joer doläit an et ass an der Chamber nach näischt geschitt. An ech hoffen, dass mer do an deenen nächste Wochen an Deeg och eng Äntwert kréien.

Här President, ech hat Iech am Mäerz eng Question parlementaire gestallt betreffend d'Situatioun, wa mer bei der Famill sinn, net vun de Jugend- an de Kannerstrukturen - d'Problemer, déi déi hunn, si scho vun anere Riedner haut de Moien hei ënnerstrach ginn, och dee Problem, deen et e bësse gëtt mat der Kannerbetreiung -, fir elo net all Thema wëllen eenzel ervirzehiewen, well ech nach menge Kolleeg muss Riedezäit loossen, mä ech hat do eng Fro gestallt, wéi et mat de Fleegebetter wier.

An, Här President, do hunn ech eng Äntwert kritt. An do hunn ech geäntwert kritt, dass d'Fleegebetterzuel vun 2013 bis 2017 ëm déi magesch Zuel vu 600 Better an d'Luucht gaangen ass. An dat ass och richteg. Et si 600 Better bäikomm. Ech muss Iech awer soen, déi 484 Better, déi 2013 bäikomm sinn, also ech weess emol, wat fir eng Regierung de Gros vun deene Better ageweit huet - en neit Altersheim zu Dikrech, en neit Altersheim zu Veianen, en neit Altersheim zu Clierf, eent zu Woltz -, ech muss Iech awer soen, dat ass awer net d'Regierung gewiescht, déi elo do ass! Dat waren awer, also ganz ouni elo wëllen iergendengem ze no ze trieden,…

(Interruption)

…dat waren awer alles Initiative sief et vun der Madamm Jacobs, sief et vun der HPPA gewiescht, sief et soss vun anere Privaten. A fir do elo ze soen an der Question parlementaire an der Statistik, et wäre säit 2013 bis 2017 600 Better geschaaft ginn! A wann een dann de Rapport hëlt, sinn et 484 Better, déi geschaaft gi sinn tëschent 2013 an 2014, an nach ganzer 116 vun 2014 bis 2017! Dat sinn d'Chifferen, déi aus de Rapporten erauskomme vun de Ministèren.

An an der Question parlementaire, ech kann net soen, si wier falsch, mä just: 2013, dat Joer, wat materageholl ginn ass, wou iwwer 400 Better vun deene 600 geschaaft gi sinn, do war et awer nach net dës Regierung, déi do war. Et ass just eng Remark, fir dat kënnen ze soen, well déi Chifferen, déi ech Iech elo genannt hunn, kënnt Der alleguerten noliesen an de Rapporte vun deenen eenzelnen Haiser an och an de Rapporte vun de Verwaltungen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, an dat ass ee vun de Problemer: Mir schwätzen doriwwer, wat mer maache fir eis Jugend, mir schwätzen doriwwer, wat mer maache fir eis Famillen, wat och gutt esou ass a wou mer och deene vill mussen hëllefen. Mä mir mussen och doriwwer schwätzen, wat mer maache fir déi eeler Leit, déi eeler Leit, déi am Fong de Verdéngscht hunn, dass dat Land haut esou dosteet, wéi et dosteet! Well dat waren net déi Jonk an dat waren net d'Kanner, mä déi, déi dat Land esou opgebaut hunn, wéi et esou dosteet, dat sinn haut déi Leit, déi an der Pensioun sinn an heiansdo Fleeg brauchen an déi och op déi Servicer musse kënnen zréckgräifen, soudass et och do wichteg ass, dass mer do genuch Better hunn, dass d'Leit net brauchen ze laang ze waarden, a virun allem, och wa mer e klengt Land sinn, dass se net musse 50, 60 km fueren, fir en Ënnerdaach ze fannen, mä bei hirer Famill, do, wou se sinn.

An och innerhalb vun den Haiser musse mer eis Froe stellen, well opgrond vun der Fleegeversécherung ass et oft och schwiereg: Een, dee méi en héije Grad huet, dee gëtt direkt geholl, an een, deen e manner héije Grad huet, dee muss e bësse méi laang waarden. An dat ass ekonomesch verständlech, awer mënschlech net!

Ekonomesch ass et verständlech, well dann natierlech den Taux méi héich ass a puncto Schlëssel fir d'Aarbechtsplazen, déi an deenen Alters- a Fleegeheemer sinn, soudass et dofir heiansdo méi interessant ass, een ze huele mat engem héije Bedierfnis u Fleeg wéi e Mënsch, dee guer keng Fleeg brauch. Dat ass e Problem, dee mer hunn, an dee Problem solle mer ugoen.

Ech weess och, dass dat net vun haut op muer ze léisen ass. Mä et ass awer wichteg, dass mer et fäerdegbréngen, dass déi Leit do ënnerdaach kommen. Well fir mech ass et onmënschlech, wann deen ee Partner, well en Demenz huet, an deem engen Haus ugeholl gëtt, an dee Partner, dee keng Demenz huet, deen och eng Demande mécht, gëtt net geholl, well d'Fleeg net staark genuch ass, an da geet deen an en anert Haus. An do muss ech Iech soen: Dat ass da fir déi Betraffe ganz schlëmm! Mä dat ass och fir deenen hir Famill onverständlech, dass se heiansdo alt an därselwechter Uertschaft deen ee Partner an deem engen Haus hunn an deen anere Partner an deem aneren Haus, well do eben ënnerschiddlech Interesse sinn.

An et ass do, wou mer musse reagéieren a wou mer eppes musse maachen. Ech maachen do kengem e Virworf, mä et geet drëm, fir de Problem, wann een en erkannt huet - an ech ginn do no enger aler Regel: Voir, juger, agir! -, wann ee gesinn huet, wat de Problem ass, da soll een eng Decisioun huelen an och duerno handelen, fir dat kënnen ze maachen.

An do stellen ech mer dann och eng aner Fro. Ech hunn elo an der Zeitung gelies, den Här Minister Schneider géif de 7. Mee d'Sozialpartner an d'COPAS gesinn, fir iwwert d'Resultater vun deenen éischte véier Méint vun der neier Fleegeversécherung ze diskutéieren. Här President,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ja.

M. Marc Spautz *(CSV).*- …hei an dëser Chamber, an dësem Parlament huet den Här Schneider gesot, e géif no véier Méint, an dat wier den 30. Abrëll, d'Parlament informéiere kommen. Ech hu kee Problem, wann hie mat de Sozialpartner schwätzt a mat deenen e Bilan mécht, mä hie misst awer och d'Chamber informéieren, wat dann déi véier Méint bruecht hunn. A bis elo war et ëmmer üüblech, dass een emol fir d'Éischt mat der Chamber geschwat huet, ier een erausgeet an all déi aner Leit informéiert.

Här President, ech wëll dee Message just ginn hunn, an ech soen him et och nach selwer. Mä et wier gutt, wa mer eis awer heibannen eens wieren, dass, wa mer eis selwer den Optrag ginn, fir ze soen, dass mer no véier Méint e Bilan maachen, dass mer eis dann och heibanne selwer dorunner halen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, mir hunn och iwwer ganz aner Problemer geschwat, déi mer kennen. Ech hunn elo dee vum drëtten Alter gesot, ech kann och iwwert déi Problemer schwätzen, déi mer hunn an der Medezinn an an de Spideeler. De Claude Wiseler hat haut de Moie schonn e puer Saachen ugeschnidden. Ech wëll mer do just erlaben, bei der Gesondheet iwwer verschidde Fäll nozefroen. Ech wëll elo keng Detailer hei soen, mä awer dach de Prinzip, dass Leit, wa se Hëllef gebraucht hunn, dann ëmmer erëm gesot kruten, si missten an d'Ausland goen. Ech weess, dass dat mat den IRMe jo elo decidéiert ginn ass, dass Lëtzebuerg sech méi IRMe géif uschafen. Mä et muss ee sech och do d'Fro stellen,…

Une voix.- Enfin.

M. Marc Spautz *(CSV).*- …ob mer net och doriwwer mussen nodenken, wéi laang déi Maschinne lafen. An ech mengen, dass do - ech kucken dofir op meng lénks Säit - e Parteikolleeg vun Iech, deen och Dokter ass, eng Kéier ënnerstrach hat, ob een do net misst kucken, fir déi Maschinnen anescht auszelaaschten. Well wéi ech elo d'lescht Woch dann am Ausland war, do hu se mer dat an engem Spidol gewisen. Déi Maschinne lafe jo iwwert d'Aktivitéit, déi Maschinne lafen iwwert d'Stonnen a ginn och iwwert d'Stonne verrechent.

An do ass jo och d'Technik! Well esou, wéi wa mer mam Auto aus der Garage erausfueren, deen da schonn näischt méi wäert ass, ass déi nächst Technik schonn hannendrun, a bei der medezinnescher Technik geet dat vill méi séier. An dat, wat am Januar, wann Der et bestellt, nach supermodern ass, wann Der dat am Abrëll geliwwert kritt, da si schonn erëm dräi méi modern Maschinnen entdeckt ginn. A wann ee weess, dass déi Maschinnen eréischt ersat ginn no de Stonnelafzäiten - dat heescht also, wann den Apparat manner laang leeft pro Dag, da brauch ee méi laang, fir op d'Gesamtstonnenzuel ze kommen - da muss ee sech do d'Fro stellen, ob een dann nach ëmmer dat Allermodernst huet, wann een da bis alles ageriicht huet, soudass een dann awer erëm e Problem huet.

An déi Kolleegen, déi méi am Oste wunnen, déi kennen déi Wanderung an déi däitsch Spideeler, virun allem an d'IRMen. Dat sollte mer verhënneren, dass se dee Pilgerwee maachen. Dat kéim och eisem Gesondheetssecteur hei zu Lëtzebuerg zegutt. An dat géif och sécherlech aner Méiglechkeete schafen. An et ass dofir wichteg, doranner ze investéieren.

Gläichzäiteg, ech hat et schonn a menger Aleedung gesot, musse mer et och fäerdegbréngen, dee Secteur méi interessant ze maachen, oder „méi interessant" ass vläicht e schlecht Wuert, mä méi Propaganda ze maache fir déi Méiglechkeeten, déi et do gëtt. Well an der Tëschenzäit géif am Gesondheetssecteur - net nëmmen, wat d'Dokteren ubelaangt, mä och, wat d'Fleegepersonal ubelaangt - de Lëtzebuerger System net méi fonctionnéieren, wa mer net op déi auslännesch Matbierger an op d'Frontaliere kéinten zréckgräifen. An dat sollt eis ze denke ginn. An do solle mer investéieren an d'Formatioun, an d'Propaganda, fir de Leit ze soen, wat een do alles ka maachen, fir an deene Secteure kënnen aktiv ze sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, e leschte Punkt, deen ech nach wollt bréngen, dat ass dee vun der sozialer Schéier. Ech hat dat am Fong net virgesinn, mä opgrond vun Aussoen, déi am Laf vum Dag hei gefall sinn, wëll ech awer just soen, dass een ëmmer héiert, et géif kengem a Lëtzebuerg méi schlecht goen, wéi dat 2013 de Fall war. An ech behaapten elo net, dass déi Zuelen, déi ech Iech elo wäert kommentéieren, vu mir kommen, mä dat sinn Zuelen, déi am „Quotidien", enger Zeitung, déi déi meescht heibanne kennen, den 31. Januar 2018 stoungen. An déi hu Beispiller ginn. An déi hu Beispiller gerechent, wat d'Entwécklung hei zu Lëtzebuerg matmécht.

Eng Famill mat zwee Erwuessener an zwee Kanner, eent a fënnef Joer al, déi hat 2008 e Revenu total vu 47.918 Euro. An eng Famill mat zwee Erwuessener an zwee Kanner, mam Salaire social minimum an engem Kand vun engem an engem Kand vu fënnef Joer, huet am Joer 2018 46.005 Euro d'Joer. A wann Der den Ënnerscheed maacht, da stellt Der fest, dass dat 1.805 Euro (veuillez lire: 1.913 Euro) manner sinn, ganz genau, nach mat allen dräi Kommaen hannendrun. An dat ass eppes, wou ech kengem e Virworf maachen, mä dann däerf een awer net soen dobaussen: „Et geet jiddwerengem besser." An ech wëll just soen: Déi Chiffere kommen net vu mir, si stoungen am „Quotidien", an et sinn d'Erklärungen an d'Berechnunge vum OGB-L a vun der Chambre des Salariés,…

(Interruption par M. Eugène Berger)

…déi hunn dat gemaach. Si schreiwen extra hannendrun, Här Berger, ech hunn dat net hannendrugeschriwwen, mä si haten dat schonn hannendrugeschriwwen: Do sinn d'Familljeleeschtunge selbstverständlech mat dran! Si hunn et extra betount. Si hunn Är Fro vläicht kannt. Oder si woussten dat schonn den 31. Januar, dass se dat esou derbäigeschriwwen hunn. An et ass dofir, wou ech soen: Dat do ass eng Kategorie. Et sinn aner Kategorien, do ass et anescht, do sinn ech mat Iech d'accord.

Mä et muss een awer soen, dass dat do Chiffere sinn, déi publizéiert gi sinn an enger Dageszeitung, si si publizéiert gi vun enger Gewerkschaft, si stinn an de Publikatioune vun der Chambre des Salariés, si stinn an der Publikatioun vun der Caritas, déi gëschter erauskomm ass, dem Sozialalmanach, deen dorobber hiweist, a si stinn och am Avis vum Conseil d'État zum Projet de loi iwwert d'Reform vum REVIS. An et ass de Conseil d'État, deen déi drageschriwwen huet, net ee vun eis. Dofir, et si keng Chifferen, déi ech elo selwer zesummegerechent hunn, Här Berger, et sinn alles Chifferen, déi op Documents parlementaires ganz kloer zustane komm sinn.

An ech hunn do keen héieren, weder vu Majoritéit nach Oppositioun, deen déi Chiffere contestéiert, déi de Conseil d'État do publizéiert huet. A wann déi vum Conseil d'État jo richteg sinn, da sinn och déi richteg, déi d'Chambre des Salariés publizéiert huet an och déi aus dem Sozialalmanach, well déi baséiere sech deelweis op dat Zuelematerial. Ech wëll domadder kengem e Virworf maachen, mä ech wëll just soen, dass een dann net andauernd soe kann: „Et ass alles besser an et ass näischt méi schlecht."

Also, dat, wou ech hiwëll, wat ech wëll soen, ass: Mir mussen eis bewosst sinn, dass, wann déi sozial Schéier méi wäit auserneegeet, dat net gutt ass fir d'Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg, an dass mer do zesummen - an ech betounen: zesummen! - mussen Initiativen huelen, fir déi Problemer kënnen ze behiewen. Et ass wichteg, dass mer et fäerdegbréngen, dass hei zu Lëtzebuerg manner Leit dem Risiko vun Aarmut ausgesat sinn. An do spillt de Logement eng grouss Roll, an do spille virun allem - wa mer vun Aarmut am Alter schwätzen - d'Präisser an alles, wat an den Altersheemer geschitt, mat. A wann et an der Fleegeversécherung erofgeet, da geet d'Selbstbedeelegung méi an d'Luucht. Also ass dat och kloer, dass mer do mussen agéieren, fir dass och fir déi Leit, déi jo awer de Grondstee geluecht hunn, fir dass d'Lëtzebuerger Ekonomie an d'Lëtzebuerger Land esou dosti wéi haut, dat och erhale bleift.

Dir Dammen an Dir Hären, wat ech soen zu deem, wat am Alter geschitt, do solle mer och net déi Jonk géint déi Al ausspillen, mä mir sollen allen Alterskategorien déi Hëllef zoukomme loossen, déi se brauchen. Dofir solle mer bei verschiddene Saachen nodenken iwwert d'sozial Selektivitéit. Déi eng Leit brauche méi wéi déi aner. An do solle mer all zesumme kucken, wat mer do kënne maachen, awer verschidde Saachen och hannerfroen. Hannerfroen: War déi Decisioun, déi mer do geholl hunn, richteg? Solle mer net mat deene Suen eppes anescht maachen, wou mer vill méi konkret a vill méi präzis kënnen hëllefen?

Ech weess, dass een dat net vun haut op muer aus der Täsch rëselt, mä dass een déi Analys Fall fir Fall a Gesetz fir Gesetz mécht. Well et ass keng Schan, wann een an engem Gesetz eppes gemaach huet, wat net gutt war - mir haten dat jo schonn emol heibannen -, dass een dann dräi oder véier Méint drop seet: „Bon, mir mussen hei en Artikel änneren, do ass eis eppes ënnerlaf, dat hu mer net betruecht."

Dat soll e gemeinsame Message sinn, ob dat Oppositioun oder Majoritéit ass, dat ass scho jiddwerengem geschitt. Mä et soll een derzou stoen. An et soll een dann alles maachen, fir dee Feeler schnellstméiglech ze regléieren. Dat war an der Vergaangenheet esou, et waren och Regierunge mat der CSV, wou dat de Fall war, wou dat gemaach ginn ass. Da soll een och de Courage hunn, wa Problemer entstane sinn, wann een do Saache gestrach huet, fir déi och erëm réckgängeg ze maachen. Domadder fält kengem en Zack aus der Kroun. Mä et géif awer fir de Mënsch a fir déi Leit, déi dovu betraff sinn, däitlech Verbesserunge mat sech bréngen.

Här President, wa mir et fäerdegbréngen, déi sozial Problemer, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, an déi sozial Schéier méi kleng ze kréien, da kënne mer och aner Saachen an Ugréff huelen. Den Här Haagen hat mech beim Budget gefrot, wa mer géifen iwwert de Salaire médian schwätzen, ob ech do bereet wier, och Saachleeschtunge matanzerechnen.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Wa se kënnen agerechent ginn.

M. Marc Spautz *(CSV).*- A mengem perséinlechen Numm soen ech Iech: Jo. Mä ech soen Iech awer, dass Eurostat…

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Richteg,…

M. Marc Spautz *(CSV).*- …an all déi aner wäerte soen: „Gitt spillen!" Mä ech sinn awer der Meenung,…

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Jo, jo.

M. Marc Spautz *(CSV).*- …dass een och déi sozial Leeschtungen an och d'Prestation-ennaturen, déi kommen, soll mat an der Diskussioun féieren. Et schéngt mer evident ze sinn. Well anerefalls schwätze mer vun zwou verschiddene Saachen. Mä dat rett eis awer net virdrun, dass mer an de Statistiken nach ëmmer esou dostinn, wéi mer dostinn. Mä da solle mer och deen Debat objektiv féieren, zesumme féieren an dann och zesumme Léisunge fannen. Well ech soen Iech…

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Da gi mer vu richtegen, objektiven Zuelen aus, an da kënne mer deen Debat féieren, an net Zuele géint Zuelen ausspillen! Dat ass kee Reproche, mä dat ass awer…

M. Marc Spautz *(CSV).*- Ma da kommt, da maache mer eng Bestandsopnam an dann diskutéiere mer en connaissance de cause, jiddwereen, iwwer all dat, wat um Dësch läit, well dat géif hëllefen, dass d'sozial Kohäsioun hei zu Lëtzebuerg…

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Richteg!

M. Marc Spautz *(CSV).*- …besser gëtt. An dat géif dann och hëllefen, dass déi Schéier net ëmmer méi wäit auserneegeet.

Dass mer domat all Problem geléist kréien, do sinn ech mat Iech d'accord, dat gleewen ech och net. Mä mir géifen awer en Deel vun de Problemer geléist kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech kéint nach virufueren, mä da kréien de Léon Gloden an d'Martine Hansen gro Hoer, well déi brauchen och nach Aarbechtszäit,…

Une voix.- Ooh!

M. Marc Spautz *(CSV).*- …Riedezäit. Ech wëll just soen,…

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Hien huet se schonn.

M. Marc Spautz *(CSV).*- …et geet drëm, fir konstruktiv déi Problemer hei unzegoen. A mir sollen eppes maachen am Interesse vum Mëttelstand an am Interesse vun deene Beschäftegten. An ech sinn dovunner iwwerzeegt, dass mer all zesummen dat och kéinte packen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Ech wollt awer just den Här Spautz froen, ob hien net och duerch e Malentendu an déi falsch Kategorie eragerutscht ass, well e ganze Koup vun deene Froen, déi hien opgeworf huet, déi hätten eigentlech an de Volet «Cohésion sociale et bien-être»…

Une voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- …an net an d'«Économie et compétitivité» gehéiert.

Soudass ech elo awer an eiser klenger Ausenanersetzung géif mengen, dass et zumindest 1:1 steet.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, ech wollt Iech jo och just soen: Wa mir der hätte kënne méi beim Débat général aschreiwen - mir sinn dervun ausgaangen, et wier ee pro Fraktioun -, dann hätte mir der och sécher méi am Débat général gehat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Aah! Et ass also,...

(Brouhaha)

...et war also eng Kompetitioun do, wien an déi éischt Kategorie a wien an déi zweet Kategorie kënnt.

(Hilarité)

Nee. Dat gesot, wann...

(Interruption)

Ech wollt just soen: Wann den Här Spautz déi Froen iwwert den drëtten Alter muer de Moien opgeworf hätt, da wär selbstverständlech och de Sozialminister do gewiescht. Deen ass näämlech dervun ausgaang, dass déi doten Diskussioun muer de Moie géif stattfannen. Just als Präzisioun.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Den Här Spautz ka jo nach eng Kéier erauskommen.

(Brouhaha)

Dann ass just keng Riedezäit méi do fir déi aner.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dat gesot,...

(Interruptions)

...dat gesot, huet elo deen nächste Riedner zu dem Thema «Économie et compétitivité» d'Wuert, den Här Franz Fayot.

Plusieurs voix.- Aah!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Do si mer sécher, datt hien zum Thema schwätzt.

(Brouhaha)

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, et geet an enger éischter Phas nach e bësse weider mat «Cohésion sociale».

(Brouhaha)

Net laang. Awer e bëssen.

Une voix.- Lauschtert dem Här Fayot no!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- Här President, wann ech moies duerch mäi Quartier ginn, de Garer Quartier, an ech ginn iwwert d'Paräisser Plaz - wat eng flott Plaz ass, eng flott urban Plaz mat Caféen, Restauranten, wou d'Leit iesse ginn, een huele ginn -, da sinn ech an deene leschten Deeg a Wochen ëmmer moies laanscht ee Mann gaangen, deen do um Eck loung a sengem Schlofsak, mat senge Saachen nieft sech, deen no der Wanteraktioun ganz kloer op der Strooss war. A wann ech dann nach e bësse weiderginn an ech gi mer meng Mëtsch kafe bei den Namur, do sëtzt och ëmmer een...

Plusieurs voix.- Oh!

M. Franz Fayot *(LSAP).*- An dat si Leit, wann een da mat deenen an d'Gespréich kënnt, da léiert een eng aner Realitéit kennen. Da léiert een eng Realitéit kenne vu Leit, déi keng Wunneng hunn, déi keng Pabeieren hunn, oft well se se verléieren op der Strooss oder well se se ofgeholl kréien, déi sech net kënne bei der ADEM aschreiwen, well se keng Adress hunn, déi natierlech och keen RMG kréien. Dat si Leit, déi komplett duerch de soziale Grill falen. Do schwätze mer net vun Aarmutsrisiko, do schwätze mer vun absolutter Aarmut!

Wann een e bësse weidergeet an Hollerech bei d'„Stëmm vun der Strooss": Déi haten 2015 1.046 verschidde Leit, déi se empfaangen hunn op hirem Site zu Hollerech, fir do eppes ze iessen, fir eng Dusch ze huelen, fir Kleeder ze kréien, bei de Coiffer ze goen oder bei den Dokter.

An 2017 waren et 3.600 verschidde Leit, déi iwwert dat Joer dohinnerkomm sinn. Dat ass e Plus vun 244%. Dat sinn net nëmmen Obdachloser, dat si Leit, déi Schwieregkeeten hunn, d'Enner zesummenzekréien um Enn vum Mount, oder déi och Gesellschaft sichen an a verschiddene Fäll e bësse Wäermt.

Wivill Obdachloser et gëtt, ass eng Donkelziffer. Dat weess kee genee. D'Caritas schätzt se op tëschent 100 an e puer Honnert.

Här President, ech weess, dass ech hei am Block «Économie et compétitivité» schwätzen, mä ech muss Iech soen, wann ech esou Realitéite gesinn an der Strooss a wann ech op där anerer Säit dee Räichtum gesinn, dee mer an dësem Land hunn, dee mer generéiere mat eiser Ekonomie, eis Croissance, dann dinn ech mech heiansdo schwéier, fir nach weider iwwer Wirtschaft a Kompetitivitéit ze schwätzen. An ech soe mer, dass d'Gesondheet vun enger Gesellschaft sech och dru miesst, wéi se mat deenen Allerschwächsten an der Gesellschaft ëmgeet. An do steet et net ëmmer ganz glorräich bei eis zu Lëtzebuerg.

Et sinn och net nëmmen déi Leit, déi ganz aarm sinn, d'Sozialfäll, déi vun eisem Wirtschaftsmodell net méi ganz profitéieren. Ech wëll just e puer Wuert soen iwwert d'Wunnengsproblematik. Déi ass schonn ugeschwat ginn, déi betrëfft mëttlerweil all Sparte vun der Gesellschaft an net nëmmen déi, déi am „Panorama social" vun der Chambre des Salariés ugeschwat ginn oder am „Almanach" vun der Caritas. Och guttgestallte Lëtzebuerger mierken, dass hir Kanner ouni Hëllef vun doheem sech zu Lëtzebuerg keng Wunneng méi kënne leeschten, oder wann, da just nach eng kleng. Well bei Präisser um Meterkaree vun tëschent 5.000 a 6.000 Euro an der nationaler Moyenne kritt ee vläicht e klengt Appartement. Mä wann dann dat éischt oder dat zweet Kand kënnt an ee muss eng méi grouss Wunneng kafen, dann ass Schluss.

Op där anerer Säit hu mer awer och eng Realitéit, wou Leit mat Terrainen an Haiser spekuléieren, wou dat e Spekulatiounsobjet ass, deen als reng Renditt gebraucht gëtt. Dës Woch war nach am „Land" en Artikel vun engem Journalist, deen d'Strukturatioun iwwert d'Immobiliefongen thematiséiert huet, iwwert d'SICAV-FIS. Do kann een Terrainen, Immobilien an e Fong paken an do am Fong dat komplett fiskal neutraliséieren an och d' Plus-valuë wäitestgeeënd neutraliséieren. Dat si Praktiken, déi u sech contradictoire sinn, am Géigesaz sinn zu där Politik, fir déi mer eis missten asetzen ze maachen a Richtung méi Offer, och a Richtung vu Mobilisatioun vum Foncier. An dat ass, mengen ech, eng Zäitbomm, déi tickt, déi mer onbedéngt mussen an Ugréff huelen.

Mäi Parteifrënd Yves Cruchten an och de Moien den Alex Bodry hunn do verschidde Mesuren ugeschwat, déi mer proposéieren als LSAP. An ech ënnerschreiwen déi natierlech mat zwou Hänn.

Muer kënnt meng Parteikolleegin, d'Taina Bofferding, hei op d'Bün, fir iwwert d'Cohésion sociale ze schwätzen, an dofir halen ech elo hei op, soss kréien ech effektiv erëm Reprochë gemaach, dass ech hors sujet wier.

Här President, ech wëll nach e puer Saache soen iwwert d'Digitaliséierung. Mat der drëtter industrieller Revolutioun huet eist Land sech e Plang ginn, wéi mer eise staarke Wuesstum méi harmonesch an ouni exzessiven Impakt op d'Ëmwelt kënne gestalten. Mir wäerten Enn Juni an enger Commission jointe de Punkt maachen iwwert de Fortschrëtt an der Ëmsetzung vun där Strategie no der Veröffentlechung vum Rapport intermédiaire Enn d'lescht Joer.

Wat kloer ass, dat ass, dass eis Wirtschaft an de kommende Joren nach vill méi staark wäert digitaliséiert ginn. Nei Technologien, wéi Algorithmen, artifiziell Intelligenz, Roboter an esou weider wäerten nach vill méi präsent ginn an der Aarbechtswelt.

Wat genee den Impakt gëtt op d'Aarbechtswelt, dat ass nach wäitgeeënd Zukunftsmusek. Et gëtt do zum Deel ganz pessimistesch Previsiounen. Et gëtt e bekannte Rapport vun den englesche Fuerscher Osborne a Frey aus dem Joer 2013, dee virausgesäit, dass ongeféier 47% vun den Aarbechtsplazen an den USA a wahrscheinlech och an aneren entwéckelte Wirtschaften à risque vun der Automatiséierung stinn. Déi Studie gëtt allerdéngs haut contestéiert an als depasséiert ugesinn.

Nei, e bësse méi reng Analyse ginn awer an d'Richtung, fir ze soen, dass et eng Polariséierung vum Aarbechsmaart gëtt. Et gesäit een, dass Aarbechten, déi manner repetitiv sinn, manner op Routine baséieren, besser Chancen hunn an enger digitaliséierter Welt. An Ekonomien, déi scho méi staark digitaliséiert sinn, gëtt do d'Offer vun deenen Jobbe méi héich wéi déi vu Routinnen- a repetitiven Aarbechten, ob dat manueller sinn oder intellektueller.

An dat féiert schonn zu enger éischter Konklusioun, oder enger éischter Pist, déi een awer, mengen ech, scho kann adoptéieren. Dat ass, fir ze soen, dass d'Mënsche sech am Fong solle spezialiséieren op dat, wou se net kënnen „ewechrobotiséiert" ginn. Dat ass d'Kreativitéit, dat ass d'Empathie, d'Mënschlechkeet. Alles, wat am Beräich vun de Soinen ass, wou et ëm de Mënsch geet, si gutt Pisten. An ech mengen, dat ass och eppes, wat ee kéint mat op de Wee huelen an eiser Educatiounspolitik, fir sech méi dorobber ze konzentréieren an eisem Bildungssystem.

E weideren Trend ass, dass déi nei Technologien och nei Aarbechte schafen, déi mer zum Deel nach net kennen. Ech mengen zum Beispill d'Autoen, déi muer wäerte selwer fueren, déi „self-driving cars": Do gesäit een, dass engersäits déi Autoen natierlech musse produzéiert ginn. Do sinn aner Piècen, déi nach derbäikommen, si musse reparéiert ginn, si mussen och programméiert ginn. An et kommen aner Aarbechten derbäi, wéi zum Beispill déi vun den Datenanalysen. Déi Autoe funktionéieren natierlech mat ganz vill Daten a Support-Servicer, déi wahrscheinlech méi opwendeg si wéi déi vun normalen Autoen.

An esou ass et och an anere Sparten. Et gesäit een, dass u sech bei all Hightech-Job, esou gëtt geschat, fënnef extra Jobben derbäi entstinn.

Här President, mir gehéieren als LSAP net zu deenen, déi mengen, et misst een onbedéngt Angscht hu virun der digitaler Zukunft. D'Wirtschaft wäert sech ganz sécher änneren. Aarbechtsplaze wäerte verschwannen. Mä anerer wäerten och geschaaft ginn. Wéi all industriell Revolutioun, an dëst ass eng, an et ass eng éischter gréisser, bréngt déi hei och zolidd Changementer mat sech. An et ass eis fest Iwwerzeegung, dass mer eis dofir mussen asetzen, dass d'Digitaliséierung encadréiert gëtt, fir dass eis Gesellschaft och kee Schued dovunnerdréit.

Da frot Der mech: Wéi mécht een dat? Wéi encadréiert een esou eppes wéi eng Digitaliséierung?

Ech mengen, do huet d'Politik e puer Levieren, fir dat ze maachen. Deen éischte Levier ass dee vum Dateschutz. Mir sinn amgaang, an der Chamber dat europäescht Reglement iwwert den Dateschutz, de GDPR, ëmzesetzen, fir de Moment an der Kommissioun vum Enseignement supérieur. De GDPR, deen iwwregens ënner Lëtzebuerger Presidence 2015 adoptéiert gouf, gëtt vun Dateschützer a Mënscherechtler als en Duerchbroch um Wee zu engem bessere Schutz vun der Privatsphär am Internet an op de soziale Medie bal gefeiert. An et gesäit een um Beispill vu Cambridge Analytica - där Entreprise, déi engem amerikanesche Milliardär gehéiert, dee fir den Donald Trump Campagne gemaach huet -, un deem Beispill alleng, dass grav Abuse kënne geschéien, wann Daten, an dësem Fall vu Facebook, mëssbraucht gi fir politesch Zwecker. Wahle kënne beaflosst ginn, Mënsche kënne manipuléiert ginn, sief dat fir kommerziell oder fir politesch Ziler.

„Data is the new oil", dat ass esou e Schlagwuert, wat een oft héiert, wat, mengen ech, komplett richteg ass. Date sinn effektiv dat, wat déi nei Ekonomie lafen deet. Et ass eng nei Wärung. An dofir ass et extrem wichteg, dass mer als Europäesch Unioun higaange sinn als Virreider an dësem Domän, am Schutz vun der Privatsphär vun de Leit. All déi Solutiounen, déi mer am GDPR hunn, ob dat den Droit à l'oubli ass, ob dat en Droit de regard ass op Daten, déi traitéiert ginn en rapport mat enger Persoun, dat sinn och Acquisen, déi scho virdru vun der Jurisprudenz vun dem Europäesche Geriichtshaff consacréiert waren, an déi fanne sech an deem Reglement do erëm.

Wat interessant ass, dat ass, dass dee GDPR amgaang ass, den neien internationale Standard ze ginn, dass en och adoptéiert gëtt vun de GAFAen, op d'mannst, wa se mat Europa ze dinn hunn, als eng Aart Benchmark fir hir Aktivitéiten och um internationale Plang.

Mir sinn amgaang, wéi gesot, un deem Projet de loi do ze schaffen. Deen trëtt den 23. Mee a Kraaft. Et besteet also do eng grouss Urgence. An ech wënsche mer just, dass déi Behörde CNPD, déi et jo scho gëtt, mä déi mer musse renforcéieren en vue vun der Entrée en vigueur vun deem Reglement, dass déi all d'Moyene kritt, fir déi enorm Tâche, déi op se zoukënnt, seriö ze maachen an déi Akteuren, déi och zu Lëtzebuerg - an där gëtt et der jo, an et si keng kleng - aktiv sinn, richteg ze iwwerwaachen an och ze sanktionéieren, wann et muss sinn.

E leschte Punkt am Beräich vum Dateschutz: Ech géif och gär begréissen, dass d'Regierung e Schrëtt gemaach huet am Beräich vun der Surveillance sur le lieu du travail. Am initiale Projet ass et do kee speziellen Traitement ginn. Mir wëssen, dass dat europäescht Reglement dat hiergëtt. An et ass elo en Amendement komm, fir effektiv, wann eng Surveillance gemaach gëtt um Lieu de travail - a mir wëssen alleguerten, dass dat extrem sensibel Traitements de données sinn, dass dat e ganz sensibele Beräich ass -, dass et do en Droit de regard gëtt vun der Délégation du personnel, dass et do verschidde Mechanisme gëtt, fir déi Traitementer do besser ze encadréieren. An dat fanne mer eng gutt Saach, dass dat elo säi Wee an de Projet de loi erafonnt huet.

Deen zweete Levier, Här President, ass dee vum Aarbechtsrecht. Als LSAP ass et eis extrem wichteg, dass och digital Aarbechtsplaze gutt a sécher Aarbechtsplaze sinn. D'Mënschen dierfen net an d'Prekaritéit falen, well se zum Beispill als falsch Onofhängeg, ouni Aarbechtsvertrag an ouni Sozialversécherung, fir eng Plattform wéi Uber schaffen. D'Aarbechtsrecht steet fir eis och an enger digitaler Welt net zur Dispositioun.

Ech hunn dem DP-Spriecher nogelauschtert, dee proposéiert huet, e Gesetz ze huelen, fir den Teletravail ze encadréieren. Ech mengen, dass dat eng Méiglechkeet ass. Dat ass och vläicht scho geplangt. Firwat net? Doriwwer kann een nodenken, wëssend, dass d'Schwieregkeet hei haaptsächlech eng steierlech ass an eng vun der Sozialversécherung. Mir wëssen awer och, dass op verschiddenen Duebelbesteierungsofkommessen, wéi deem mat Frankräich, mer elo 29 Deeg negociéiert hunn, wou d'Leit kënne vun doheem aus schaffen, wat natierlech mat de Frontalieren eng gewësse Flexibilitéit gëtt. An deem mat der Belsch, do sinn et der e bësse manner, an deem mat Däitschland och. Mä ech mengen, dat ass och e Wee, deen ee kann aschloen, fir am Teletravail mat de Frontaliere sech e bësse méi Marge ze ginn.

Et gëtt jo oft behaapt, oder gehofft, dass d'Aarbechtszäit tendenziell erofgeet an enger digitaliséierter Wirtschaft. Meng perséinlech Erfahrung - an ech si sécher, och déi vu ville Kolleegen heibannen -, säit ech e Blackberry an e Smartphone hunn, ass, dass se éischter eropgeet. Wann een déi ganzen Zäit Maile ka kucken, wann een déi ganzen Zäit connectéiert ass, da schafft een am Fong och méi. Dat ass e schläichende Prozess. Dat ass eng Zäit, déi ee vläicht net esou wouerhëlt, mä et kuckt ee seng Mailen owes, et kuckt ee se moies, et gëtt een och liicht ofhängeg vun deem Spillgezei an dat ass alles net komplett ongeféierlech.

Dofir ass et fir eis kloer, dass mer fir en Droit à la déconnexion sinn, dass mer mussen doriwwer nodenken, wéi mer dat och an eist Aarbechtsrecht verankeren, fir Iwwerfuerderung ze vermeiden a fir Burnouten ze evitéieren, déi do sécher wäerte kommen.

En anere ganz wichtegen Aspekt an der Aarbechtswelt ass natierlech dee vun der Formatioun. Weiderschoulung an Ëmschoulung sinn an enger Phas vun Transitioun an en anere Wirtschaftsmodell extrem wichteg. Den Aarbechtsminister Nicolas Schmit huet d'Initiativ „Digital Skills Bridge" presentéiert Enn d'lescht Joer. Dat gëtt den 2. Mee elo offiziell lancéiert an dat ass eng Initiativ, déi de Betriber soll hëllefen, déi amgaange sinn, sech ze digitaliséieren, sech op méi Digitalisatioun ëmzestellen, fir éischtens deenen hir Besoinen ze identifizéieren, wat d'Formatioun ugeet, ze kucken, wat fir eng Plaze méiglecherweis verschwannen a wat fir eng Leit mussen ëmforméiert ginn. A wann dee Plang, deen déi Entreprisen ënnerbreeden, approuvéiert gëtt, da kënnen déi profitéieren oder benefissiéiere vu Subside vum Ministère du Travail, souwuel wat d'Ëmschoulung ugeet oder och méiglecherweis bei enger Hëllef vun engem Reclassement, ob deen intern ass oder extern.

Ech mengen, dat ass e Beispill vu genee deem Wee, deen ee sollt aschloen. Dat ass och, mengen ech, esou e Beispill vu Good Practices, dat ee gesäit, wann een e bësse liest och international, wat iwwert dee Beräich do geschriwwe gëtt, dass gesot gëtt: Dat ass genau dat am Fong, wat ee sollt maachen; d'Leit fit maache fir déi nei digital Ekonomie duerch Formatioun, Formation continue, Schoulung an Ëmschoulung.

Mä et ass och wichteg, dass eis Schoulen do nei Weeër ginn. An ech si frou, dass de Bildungsminister och do ass. Ech hat him ufanks des Mounts eng Fro gestallt, déi net op menger eegener Mëscht gewuess ass, mä déi ech ofgekuckt hu bei de Representantë vum Jugendparlament a vun der Initiativ 99ID vum Nohaltegkeetsrot, déi all am Fong op eng konkordant Aart a Weis gesot hunn: „Éischtens kréie mir net déi richteg Schoulung, wat d'Informatik ugeet a wat den Ëmgang mat den informateschen Outilen ugeet, a mir mierken och, dass eis Proffen zum Deel net genuch preparéiert sinn an hiren Niveau an der Informatik net ëmmer gutt genuch ass, fir eis do op déi Saache virzebereeden."

Meng Fro ass, op meng Question parlementaire bezunn, éischtens, ob dee Constat gedeelt gëtt, an zweetens, wa jo, ob do verschidde Mesuren ugeduecht sinn am Ministère de l'Éducation, fir dat doten unzegoen. Mä ech mengen, dass et eng vu ville Froen ass, déi och op d'Schoul duerkënnt, wann et drëm geet, sech ze froen, wéi mer eis virbereeden op d'Digitaliséierung a wéi mer och déi Jonk virbereeden op d'Digitaliséierung.

Ech hunn et gesot, wann ee gesäit, dass et eng vun den Tendances lourdes ass, dass d'Kreativitéit an d'Empathie an, jo, vläicht och méi Sciencen, Mathematik eng wichteg Roll spillen an deenen neien Jobs, da sinn dat awer vläicht Pisten, déi ee sollt seriö huelen an iwwert déi mer och sollte bei eis seriö nodenken.

(M. Alex Bodry prend la présidence.)

En drëtte Punkt, deen ech wollt uschwätzen, ass dee vum sougenannten „digital divide". Op Lëtzebuergesch géif een dat dann nennen, ech weess net, déi „digital Faille" oder „digital Spléck", mä op alle Fall ass et esou, dass et op allen Niveauen eng Gefor gëtt, déi an där ëmmer méi grousser Ofhängegkeet vum Internet läit. Dat ass dee sougenannten „digital divide". An eng Illustratioun vun dësem Phenomeen war déi Petitioun vun der ULC, déi virun enger Partie Méint dem Parlament ënnerbreet gouf a wou méi wéi 10.000 Leit ënnerschriwwen haten, déi sech u sech beschwéiert hunn iwwert de Fait, dass se aner Tariffer hätten duerch de Fait, dass si hir Transaktiounen am Guichet maachen - Bancomatsretraiten oder zum Beispill Viremenenten -, déi se net hunn, wa se hir Viremente per Internet maachen.

Et gëtt nach ëmmer vill Leit, déi kee Computer hunn oder net mat engem kënnen ëmgoen: al Leit, Kanner, Jonker. Jonker kënnen alleguerte spillen, ganz gutt, mat Tablets, mat Smartphones, mä ech weess dat vu mengem Teenager, si kënnen net super gutt mat hirem Laptop oder esou ëmgoen. Dora brauche se effektiv nach eng gewësse Formatioun. Och sozial schwaach Leit hunn net ëmmer Accès zu engem Computer. Si hu keen oder si kréien och keen zu hirer Dispositioun.

A sief et, ob an Administratiounen, Banken, op der Post oder wann ee wëllt Saachen online kafen, mir sollten oppassen, dass mer Leit net op der Streck loossen, net aus der Gesellschaft erausdrécken, well se ebe keen Accès zu engem Computer hunn. Dat ass och nach eng Lëtzebuerger Realitéit, dass et där Leit gëtt. Wéi gesot, do spillt och erëm e soziale Facteur mat.

An ech géif an dësem Kontext gären eng Initiativ hei wierklech ernimmen an och begréissen, dat ass d'Asbl Digital Inclusion. Dat ass eng Asbl, déi virun zwee Joer gegrënnt ginn ass vum Patrick de la Hamette an Isabelle Mousset, déi hunn elo eng Equipp vun enger Partie Leit, do sinn och Benevoller derbäi, an déi maachen e ganz flotte Projet mat ënner anerem Refugiéen, wou se Computeren, al Computeren an Tablets an iPhonen oder soss Tëlefone sammelen, déi reparéieren, astand setzen an déi da Leit zur Verfügung stellen. Si maachen och Coursen, Formatioune vun Digital Literacy fir Leit, déi näischt dovunner kennen. Dat ass och eng ganz flott Initiativ, déi een hei, mengen ech, sollt begréissen.

Här President, ech kommen dann zum Schluss. D'Digitaliséierung betrëfft eng ganz Rei vu Gebidder a vu Politikthemen. An e gudde Bewäis derfir war fir mech deen Hearing, dee mer organiséiert hunn d'lescht Joer am Hierscht zum Rifkin-Rapport. Do hate mer eng véier, fënnef Kommissiounen, déi zesummen hei all d'Representanten empfaangen hunn aus der Zivillgesellschaft. An do huet ee gemierkt, dass dee ganze Sujet vun der digitaler Transformatioun, vun der drëtter industrieller Revolutioun u sech am Fong en transversale Sujet ass.

An engem däitsche Bundesland, a Schleswig-Holstein ass de fréiere grénge Europadeputéierte Jan Philipp Albrecht, dee justement Rapporteur war vum Reglement iwwert den Dateschutz, elo just Minister gi fir Digitales, Agrikultur, Emwelt an Energie. An dat sinn och déi Beräicher, déi am Rifkin-Rapport wierklech eng zentral Roll spillen. An ech mengen, dat ass e Gedanke wäert, fir sech ze froen, ob mer net och zu Lëtzebuerg sollten nodenken iwwer e Ministerium fir d'Zukunft oder fir digital Ekonomie, an enger Form, iwwert déi ee muss schwätzen - gëtt dat e Koordinatiounsministère, gëtt dat e Ministère, wou verschidde Ressorte vläicht zesummekommen? -, mä justement, fir déi transversal Natur vun dëser industrieller Revolutioun mat ze begleeden a fir se richteg ëmzesetzen.

Ech mengen, dat wär e Gedanke wäert an dat ass sécher een, dee meng Partei wäert weiderdreiwen an och weider iwwerleeën am Kader vun hirem Wahlprogramm.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Alex Bodry, *Président de séance*.- Merci, Här Fayot. An als nächste Riedner hätt den Här André Bauler d'Wuert.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP)*.- Här President Alex Bodry, Dir Dammen an Dir Hären, egal ob mir iwwer eis...

(Hilarité et interruption par la présidence)

Et ass gär geschitt, Här Bodry!

(Brouhaha)

Egal ob mir iwwer eis Kompetitivitéit oder iwwer eise Wuesstum debattéieren, mir befaassen eis schlussendlech ëmmer mat de Stäerkten a mat de Schwächte vun eisem Lëtzebuerger Standuert. Dëse Standuert ass eng Erfollegsgeschicht! Et ass besonnesch d'Diversitéit u Standuertvirdeeler, déi d'Unzéiungskraaft vun esou engem spezielle Site wéi Lëtzebuerg ausmécht.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Lëtzebuerg ass bäi Wäitem net dat Land, wou d'Entreprisen am mannste Steiere musse bezuelen. Jo, et ass nach Sputt no ënnen, wat den Taux affiché ugeet. Mä et ginn nach aner Ursaachen, firwat Lëtzebuerg fir Investisseuren interessant ass.

Wat eise Standuert besonnesch attraktiv mécht, ass de Set, de Package u Virdeeler, déi mir als klengt Land matzen an Europa ubidden. Mir hunn e Standuert, dee sech souwuel duerch en ofwiesslungsräiche Schoulsystem wéi och duerch eng diversifizéiert kulturell Offer auszeechent. Eise Fuerschungssystem entwéckelt sech weider an e spezialiséiert sech. Mir garantéiere sozial Sécherheet a Sécherheet am Allgemengen. Mir liewen an engem Ëmfeld, an deem sech virun allem verschidden europäesch Kulture begéinen, a mir schwätzen, nieft eiser Heemechtssprooch, och nach aner Sproochen! Bei eis fille sech souwuel englesch-, franséischwéi och däitschsproocheg Mënsche wuel. Mënschen, déi hei liewen, wunnen a schaffen.

D'Begéinung tëschent ënnerschiddleche Bankkulture mécht eis Plaz méi attraktiv a méi staark. Hei kann ee vun deem anere léieren, vun deem anere senger Kultur a senger Eegenaart. Kommt, mir sinn éierlech mat eis selwer: Ouni eis performant Finanzplaz, ouni eist innovatiivt Handwierk, ouni eis mëttelstännesch Betriber, déi voll am Digitaliséierungsprozess dra sinn, an ouni déi vill schaffend Leit, déi all Dag hei zu Lëtzebuerg hiert Brout verdéngen, kéinte mer eis dee Wuelstand an dee Sozialstat, dee mer kennen, net leeschten!

Jiddwereen, deen zu Lëtzebuerg schafft, genéisst net nëmmen eng zolidd Sozialversécherung, e kritt och no senger Carrière eng Pensioun, mat där een dezent liewe kann.

Jo, de Lëtzebuerger Modell ass e sozial orientéierte Modell. Et ass och e Modell vum sozialen Dialog. Wann an anere Länner d'Leit op d'Strooss ginn, fir ze manifestéieren, gëtt sech bei eis am Prinzip ausgeschwat a verhandelt. Dat huet och a grad domat ze dinn, dass eis Ekonomie exzellent opgestallt ass.

Der DP läit dann och ganz vill dorunner, dass d'Aarbechtskonditioune vun de Leit, déi bei eis schaffen, dass déi Konditioune stëmmen. Wat eis awer op d'mannst genausou wichteg ass, dat ass, dass d'Leit och genuch Zäit hunn, fir ze recuperéieren a fir sech ze erblosen, dass se Zäit hu fir hir Famill, besonnesch fir d'Kanner. An op deem Plang sinn déi lescht Joren - et ass haut schonn e puermol gesot ginn - Akzenter a Richtung vu méi Flexibilitéit gesat ginn. Et geet dodrëm, de Bedürfnisser, de reelle Bedürfnisser vun de Leit entgéintzekommen. Mir hunn de Congé parental esou reforméiert, dass en och fir Pappen attraktiv ass. Mir hunn d'Congéen un d'Besoinen ugepasst.

Och dës Moossnamen droen zu der Attraktivitéit vun eisem Standuert bäi. An als DP wëlle mir derfir suergen, dass d'Aarbechtszäite weider am Interessi vun de schaffende Leit flexibiliséiert ginn. Kënnt een de Leit op deem Plang entgéint, huet dat ouni Weideres e positiven Néierschlag op der Aarbechtsplaz. Hei kann um Enn jiddweree gewannen, de Patron sougutt wéi de Salarié.

Här President, d'Akteuren op eisem Standuert hunn et och fäerdegbruecht, fir sech stänneg unzepassen. Aus engem Agrarland ass en Industrieland ginn, ier mer zu enger vun de bedeitendste Finanzplazen opgestige sinn. Am Zäitalter vun der Globaliséierung muss ee sech am Klore sinn, dass d'Digitalisatioun e weltwäiten an technologesche Phenomeen ass, dee sech beschleunegt, ob mir dat wëllen oder net. Mir hunn de Choix: Mir kënnen nokucken a stoe bleiwen oder mir huelen de Courage an déi zwee Gräpp a setzen eis mat der Digitaliséierung auserneen!

Déi lescht véier Joer hu gewisen, dass Lëtzebuerg déi zweet Optioun gewielt huet. Eist Land stellt d'Innovatioun an d'Kreativitéit vun de Mënschen an de Mëttelpunkt, well si si jo schliisslech de Schlëssel fir eng erfollegräich an eng ressourcëschounend Ekonomie.

Jo, e rasante Wuesstum iwwerfuerdert d'Leit a mécht ville Bierger Suergen. Denke mer, fir nëmmen ee Beispill ze nennen, un déi rapid Digitaliséierung vun der Aarbechtswelt. Et ass ganz kloer un der Politik, de Leit dës Suergen ze huelen an hinnen och d'Potenzialer vun dëser Entwécklung ze weisen, ouni awer d'Risike vun der digitaler Welt, denke mer zum Beispill un den Dateschutz, ze vernoléissegen oder erofzespillen.

Verschiddener vun eise Matbierger fäerten dann och, dass duerch d'Digitalisatioun Aarbechtsplaze wäerte verluer goen. Jo, a ville Beräicher wäerten déi klassesch Produktiounsmethode sech veränneren. Gläichzäiteg wäerten digital Innovatiounen derfir suergen, dass penibel, monoton an och geféierlech Aarbechten an Zukunft méi einfach a méi sécher wäerte ginn.

D'Digitalisatioun muss begleet ginn a si kann d'Liewen erliichteren. Et wäerte sécherlech Aarbechtsplaze verschwannen, mä gläichzäiteg wäerten och nei Aarbechtsplazen an nei Beruffsprofiller entstoen. Et ass un eis, fir haut esou vill wéi méiglech Mënschen, besonnesch awer déi Jonk, dorobber virzebereeden. Mir däerfe keen hänke loossen. An a ville Betriber gëtt sech beméit, fir d'Leit op déi dote Welt virzebereeden. Hei däerf keen am Ree stoe gelooss ginn, och a grad net eeler Leit, déi engem Betrib e Liewe laang kompetent a loyal Déngschter geleescht hunn!

Besonnesch am Handwierk hunn d'Patronatsvertrieder erkannt, dass et an Zukunft ouni Digitaliséierung net wäert goen, zemools wann ee bedenkt, dass de Manktem u qualifizéierten Aarbechtskräften akut ass an d'Unzuel u Léierbouwen a Léiermeedercher der aktueller Demande net gerecht gëtt.

2017 goufen am Ganze 4.600 Patronen an der Handwierksbranche am Handwierk gezielt, déi 50 oder méi Joer al sinn. Dës Chiffere weisen, wéi dramatesch sech d'Situatioun fir d'Lëtzebuerger Handwierk an deene leschte Joren entwéckelt huet, an dass een onbedéngt motivéiert, engagéiert jonk Leit brauch, déi d'Relève kënnen a wëllen iwwerhuelen.

Mat der Steierreform hu mir jo agefouert, dass bei der Transmissioun vun enger Entreprise d'Besteierung op der Plus-value vun Immobilien ewechfält, wann déi nächst Generatioun iwwerhëlt. Dat erliichtert sécherlech eng Reprise. Mä an deem Domän musse sécherlech nach weider Efforte gemaach ginn.

Amplaz dass se e Betrib grënnen, muss een deene jonken Entrepreneuren och als Alternativ proposéieren, e gutt gefouerte Betrib ze iwwerhuelen, dee schonns iwwer eng gewësse Renommee, e gewëssene Fonds de commerce verfüügt. Et ass näischt méi traureg, wéi wann e rentabele Betrib seng Diere muss zoumaachen, nëmme well e kee Repreneur fonnt huet.

Mir mussen och ganz kloer ewechkomme vun deem Bild, dass d'Handwierk Beruffsprofiller huet, déi net attraktiv wieren. Dat ass renge Mumpitz! D'Handwierk huet ënnerschiddlech Facetten. Do ginn net nëmme manuell Kompetenze gefrot, mä och där intellektueller a kreativer. Denke mer un de Schräiner oder un de Schneider, fir nëmmen déi zwee Beispiller ze nennen. A wann een et net gleeft, da brauch ee jo nëmmen an d'Stad kucken ze kommen. Do ginn all Dag zum Beispill Kleeder op Mooss kreéiert. An net nëmmen an der Stad! Oder et kann een och nach op Housen an d'Éislek fueren, do ginn héichwäerteg Brëllegesteller produzéiert, déi an aller Häre Länner exportéiert ginn, dacks zu Héchstpräisser. Oder et kann een op Stroossen e Betrib kucke goen, deen liewen op Mooss produzéiert. Dat sinn individuell Bestellungen, déi an der ganzer Welt verkaaft ginn.

Bal 10% vun eisem PIB ginn duerch d'Branchë vum Handwierk produzéiert. Interessant an deem Kontext ass, dass de Bankesecteur, eis Finanzplaz, déi jo ronn een Drëttel vum PIB duerstellt, mat hiren iwwer 46.000 Aarbechtsplazen am Verglach nëmmen hallef esou vill Aarbechtsplaze wéi d'Handwierk schaaft. Dofir musse mer eis weider konkret Gedanke maachen, wéi een d'Handwierksberuffer an Zukunft méi attraktiv gestalte kann.

D'Handwierk schonn am Fondamental ze thematiséieren, ass do bestëmmt eng pertinent Pist. Och muss een insistéieren, dass d'Beruffsausbildung e gläichwäertegen Zweig vun eisem Bildungssystem ass a fir gräifbar Perspektive steet. Dofir sinn ech zefridden, dass de Statsminister en Dënschdeg a senger Ried ugekënnegt huet, dass an noer Zukunft e Pilotprojet vum Bildungsminister virgestallt gëtt, deen et erlabe wäert, dass e Schüler parallell zu enger Première am Enseignement secondaire général en zweeten Ofschloss an der Beruffsausbildung ka maachen. Dat ass net nëmmen eng Opwäertung fir d'Formation professionnelle, mä et erméiglecht engem Jugendlechen och, fir sech all Méiglechkeeten opzehalen: an de Beruff eranzeklammen, weider ze studéieren oder sech drop virzebereeden, e Betrib, eng Entreprise ze iwwerhuelen.

Här President, souwuel eise Finanzsecteur wéi och eist Handwierk wieren awer ouni Digitalisatioun net méi denkbar an net méi konkurrenzfäeg. Dës Branchë vun eiser Wirtschaft si scho laang amgaangen, sech dorop anzestellen. Dat ass e Prozess, dat ass eng Evolutioun, dat ass jo näischt, wat op eemol vum Himmel gefall wier. An dës Entwécklung gëllt et ze notzen.

Et ass virleefeg och nach ëmmer esou, dass d'Digitalisatioun déi mënschlech Kreativitéit an déi emotional Intelligenz soubal net ersetze kann. Alles, wat e perséinlechen, en individuellen Touch huet, wat originell a moossgeschneidert ass, wat eenzegaarteg a sengem Genre ass, alles dat brauch souwuel innovatiounsfreedeg Käpp wéi och geschéckt Hänn. Nach viru Kuerzem sot en Éisleker Schräinermeeschter, dass säi Betrib längst ënnergaange wier, wa se net op d'Mooss géife schaffen a wa se sech net ëmmer eppes Neies géifen afale loossen. A si wieren och schonn d'Baach eragaangen, wa se sech deem Digitalen entzunn hätten.

Jo, mir mussen déi nächst Generatiounen op déi digital Erausfuerderunge virbereeden. Dës Regierung huet eng Informatiksektioun an de Lycéeën an d'Liewe geruff. Derniewent kruten dräi Lycéeën de Label vun engem sougenannten „Future Hub"; dat sinn da Clierf, de Lycée technique vun Esch an den Arts et Métiers. Dat heescht, dass dës als regional Kompetenzzentren deene Jonke spezialiséiert Formatioune wäerten ubidden. Den zoustännege Minister huet dës nei Bildungszentre passenderweis als „Léierbude vum 21. Jorhonnert" bezeechent, par analogie zu der Stolindustrie a fréierer Zäit.

Här President, Jonker mussen awer net nëmmen op digitalem Feld preparéiert ginn, mä och geléiert ginn, dass een dës Welt mat kriteschen Ae kucke muss a sech emol fir d'Éischt op säin eegene Kapp verloosse soll, ier een direkt un de PC denkt oder de PC fir sech denke léisst. A wann een dann och nach keng zwou lénker Hänn huet a souwuel fläisseg wéi och virwëtzeg ass, jo, dann ass ee flott eraus. Well wann ee mat sech selwer éierlech ass, da weess een, dass och dat Manuellt säi Stellewäert an eiser Gesellschaft huet. Vläicht vill méi, wéi munchereen denkt! Vill Handwierker verdéngen hiert Geld och domat, well et méi Leit gëtt, déi nach ni en Hummer, e Pinsel oder en Tournevis am Grapp haten an dofir op manuell Hëllef ugewise sinn.

Eis Digital Natives brauchen awer och fundamental Kompetenzen, déi net eleng duerch Computer & Co geléiert kënne ginn; Kompetenzen am Redigéiere vun Texter, d'Kompetenz fir ze formuléieren an ze konzeptualiséieren. Et brauch een also béides, souwuel dat Digitaalt, dat eis d'Aarbecht an eist alldeeglecht Liewen erliichtere soll, wéi och dat Fundamentaalt. Basics an der Mathé an och an de Sprooche sinn e Schlëssel, wann een dat mat Erfolleg studéiere wëllt, wat haut méi wéi jee gebraucht gëtt: Informatik, Naturwëssenschaften, Medezinn, Droit, Handwierkleches an esou weider.

Mir mussen d'Digitaliséierung als Chance gesinn, net als Problem, och net als Gefor. Si ass e wichtege Schlëssel fir d'Performance vum Erfollegsmodell Lëtzebuerg a fir deen och an Zukunft ze erhalen. Wie fit wëllt bleiwen, muss sech bewegen, sech upassen an däerf Ustrengungen net scheien. D'Digitalisatioun kënnt, dat wësse mer, an et ass och haut gesot ginn, esou oder esou, ob mer dat wëllen oder net.

D'Initiativ „Digital Lëtzebuerg" koordinéiert all d'Mesuren, déi mer an dësem Beräich lancéieren, soudass déi riets Hand och weess, wat déi lénks mécht. Well nëmmen esou kann een d'Chancen, déi eis déi nei Technologië bidden, op wierksam Manéier wouerhuelen. Géife mer vun haut op muer stoe bleiwen, wiere mer schonn e Schrack zréckgaangen. De Stat muss sech also d'Mëttele ginn, fir d'Gesellschaft op déi technologesch Veränneren anzestëmmen, well déi, déi mer grad erliewen, wäerte wuel och net déi lescht sinn.

Dës Regierung huet dat erkannt an déi lescht Joren ouni Zweifel duerchgezunn, wat muss duerchgezu ginn. Eréischt virun zwou Wochen huet Lëtzebuerg véier Deklaratioune mat aneren EU-Memberstaten am Kader vum Digital Day 2018 zu Bréissel ënnerschriwwen, fir eng Rei digital Prioritéiten ze definéieren an ze förderen. Et handelt sech heibäi ënner anerem ëm d'Zesummenaarbecht am Beräich vun der kënschtlecher Intelligenz, ëm d'Deele vun Daten iwwert d'Gesondheet vun de Leit an ëm den europäesche Partenariat am Beräich vun der Blockchain Technology.

Här President, Konnexioune mat héijer Vitesse a mat grousse Capacitéite ginn ëmmer méi wichteg, egal ob bei fixen oder mobillen Inter-

netverbindungen. An deem Kontext géif ech gären d'Beispill vum Glasfasernetz hei zu Lëtzebuerg uschwätzen. D'Post huet an de leschte Joren e puer Honnert Milliounen Euro an den Ausbau vun dësem Netz investéiert, mam Resultat, dass ufanks des Joers bal 62% vun de Wunnengen, de Menagen hei am Land couvréiert waren. D'Zil ass et jo, bis 2020 d'Glasfasernetz am ganze Land auszebauen. Elo scho si mer eent vun deene Länner, déi am beschte vernetzt sinn. Besonnesch den Taux vu Leit an Entreprisen, déi Zougang op de séieren Internet hunn, ass immens héich a wäert och an deenen nächste Jore weider klammen.

Wärend eis Nopeschlänner nach amgaange sinn, de 4G am ländleche Raum anzeféieren, steet bei eis zu Lëtzebuerg de 5G an de Startlächer. Fir de Leit hei am Land innovativ Déngschtleeschtungen op Basis vun engem leeschtungsfäegen Netzwierk an innovativen Technologien ubidden ze kënnen, gëtt de 5G ab 2020 schrëttweis agefouert. D'ICT bilden e Secteur, dee vill méi breet ugeluecht ass, wéi ee mengt. An dofir ass et wichteg, dass een all Facetten dovunner ofdeckt: Big Data, Cybersecurity bis hin zu Cloud Computing. An all dësen Domäne gëtt gekuckt, wou sech Opportunitéite fir eise Standuert erginn, fir dës och esou séier wéi méiglech ëmzesetzen.

Här President, besonnesch fir déi Leit, déi bei hirer Aarbecht e Computer musse benotzen, ass d'Plaz, wou se sech aloggen, net onbedéngt wichteg. Dofir wëllt d'DP erreechen, dass d'Leit, an net nëmmen déi, déi um Computer schaffen, mä souzesoen tous secteurs confondus, erëm méi no bei hirem Wunnsëtz kënne schaffen. Dat kann een duerch verschidde Moossnamen erreechen:

Éischtens, dat Einfachst ass natierlech, dass een direkt vun doheem aus schafft. Den Teletravail, et ass jo scho vill haut dovunner geschwat ginn, do, wou e sënnvoll ass - ech betoune wierklech: do, wou e sënnvoll ass! -, gëtt ëmmer méi an Usproch geholl. Hei gëtt et sécherlech nach Spillraum no uewen. D'Viraussetzung ass awer, dass ënner anerem déi steierlech Froen, déi d'Grenzgänger uginn, gekläert ginn. Den Teletravail ass eng Optioun an et kann een en op eng limitéiert Manéier asetzen.

Zweetens, wat d'Grenzgänger ugeet, wat hinnen awer zegutt géif kommen, dat sinn déi sougenannt „Coworking-Strukturen", déi no un der Grenz leie géifen an esou och méi no un hirem Wunnsëtz. Et muss net jiddwereen an der Stad schaffen. Dee gréisste Stau ass meeschtens do, wou d'Leit bal um Zil sinn: a groussen Zonen, a grousse Quartiere wéi dem Kierchbierg oder der Cloche d'Or oder och nach natierlech dem Stadzentrum. De Statsminister huet et en Dënschdeg ugekënnegt: E Pilotprojet wäert an noer Zukunft an dësem Beräich um Belval ulafen.

Drëttens, eng aner Moossnam ass d'Usiidlung vu wirtschaftlechen Aktivitéiten do, wou vill Leit wunnen, an do, wou an Zukunft vill Leit wunne wäerten, well do Wunnprojeten, konkret Wunnprojete geplangt sinn. Um Kierchbierg gouf dat leider falsch gemaach. Do goufe fir d'Eischt d'Aarbechtsplaze geschaaft an elo si mer amgaangen, lues a lues d'Schéier tëschent Wunnraum an Aarbechtsplazen nees zouzemaachen.

Och staatlech Verwaltunge mussen net all an der Stad sinn. Den Ëmweltministère huet zum Beispill e puer Verwaltungen um Belval ugesidelt. Mä och an der Nordstad sollt de Stat op administrativem Plang weider dezentraliséieren. D'Direktioun vun der Natur- a Bëschverwaltung ass jo do en treffend Beispill.

Här President, d'Dezentraliséierung vun den Aarbechtsplazen ass eng vun de Léisungen, fir de Verkéier zu Lëtzebuerg erëm méi fléissend ze kréien. Dofir ass et wichteg, dass déi dräi Mesuren, déi ech elo grad evoquéiert hunn, ëmgesat ginn. Dat géif d'Liewensqualitéit vun de betraffene Leit verbesseren an awer och déi Regioune beliewen, wou bis elo manner Aarbechtsplazen ugesidelt waren.

Här President, d'Lëtzebuerger Wirtschaft gëllt an der Welt als ultraconnectéiert, dynamesch an innovativ. Mir sinn eis all eens, dass Lëtzebuerg seng wirtschaftlech a gesellschaftlech Attraktivitéit behale muss. D'Politik kann dobäi vill hëllefen, virun allem duerch Investitiounen an Infrastrukturen, déi hëllefen, eis Ekonomie méi performant ze maachen an d'Liewensqualitéit vun eise Matbierger ze verbesseren.

Mir sinn eis bewosst, dass d'Verfüügbarkeet vun Humankapital eng besonnesch Erausfuerderung fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg ass, dat, mir wëssen dat jo, vun dauerhafter Ressourcëknappheet gepräägt ass. Humankapital ass deemno eng spierbar Contrainte, déi net eleng mat Investitiounen an de Bildungssystem gelockert ka ginn. Loosse mer eis näischt virmaachen: Eist Land ass zum Deel op héich qualifizéiert Leit aus dem Ausland ugewisen an eng echt Attraktivitéitspolitik an dëser Hisiicht ass zwéngend!

Mir sinn eis och bewosst, dass eisen aktuelle Wirtschaftsmodell u Grenze stéisst an dass en zu Enkpäss a Beräicher wéi Mobilitéit a Wunnraum féiert. Dofir ass et och noutwendeg, dass mer dëse Modell upassen. Sou eng schrëttweis Upassung oder Ëmgestaltung vun eisem Wirtschaftsmodell wier awer nimools ouni d'Gestaltungskraaft an d'Intuitioun vun den hei zu Lëtzebuerg schaffende Mënschen ze erreechen. Innovatioun ass net nëmmen duerch applizéiert Fuerschung méiglech! Innovatioun ass och a grad d'Resultat vun Interaktiounen tëschent kreativ denkenden an agéierende Leit!

Une voix.- Très bien!

M. André Bauler *(DP).*- Wa Mënsche sech regelméisseg begéinen, sech iwwer Iddien a Produkter a Konzepter austauschen oder iwwer Aarbechtsmethoden a Léisunge schwätzen, kann et duerchaus vill méi liicht, vill méi séier zu Erkenntnisser kommen. Dofir kann een den Teletravail nëmme begrenzt asetzen. Innovatioun reimt eben och op tëschemënschlech Begéinungen. Si huet eppes mat wëssenschaftlechen Iwwerlappungen ze dinn, mat emotionaler Intelligenz a mat Intuitioun.

Mir erliewen dat grad am Finanzsecteur, fir e Beispill ze ginn, besonnesch am Beräich vun de Finanztechnologien, wou dës sougenannt - wéi dat an der Fachsprooch genannt gëtt - „spillovers" spillen a kreativt Schaffen ugesot ass. Et ass grad dat, wat ech um Standuert Lëtzebuerg, fir op dat Wuert „Standuert" nees zréckzekommen, esou spannend fannen. Hei kann ee vun deem anere léieren duerch dat Zesummespill vun ënnerschiddlechen ekonomesche Kulturen, Aarbechtskulturen, an doduerjer entstinn nei Produkter, nei Servicer.

An dësem Zesummenhang kann den Digitaliséierungsprozess beschtefalls en Hëllefsmëttel sinn. En ersetzt awer kengesweegs d'Kreativitéit vun de Leit. Grad dofir musse mer eis ëmmer nees déi human Dimensioun vum Wuesstumsprozess virun Ae féieren. Ouni dës wier en dauerhafte Wuesstumsmodell fir Lëtzebuerg ondenkbar.

Här President, de Standuert Lëtzebuerg attraktiv halen, dat bleift eng Prioritéit fir déi nächst Joren. Ouni dës Attraktivitéit kënne mer eis sozial Errungenschaften net verdeedegen. Et ass weiderhi wichteg net nëmmen, fir eis Ekonomie ze diversifizéieren, mä och innerhalb vun de verschiddene Branchen, den diverse Branchë vun eiser Ekonomie nei Produkter ze konzipéieren an unzebidden.

Ech denken do ganz konkret un eis Finanzplaz, déi an der Vergaangenheet och fir hiert robust Bankgeheimnis bekannt war. Dëst ass haut net méi de Fall. An et ass gemengt ginn, dat wier den Ënnergang vun der Plaz. Ma neen, de Géigendeel ass de Fall! D'Plaz ass amgaangen, sech nei ze erfannen, zum Beispill mat de Green Bonds, mat deene mer am Beräich vun den nohaltege Finanzprodukter zur Spëtzt gehéieren. Dat huet et eis och erlaabt, fir d'Finanzplaz nach e Stéck besser opzestellen, och a grad mam Bléck op déi grouss Defien am Beräich vun den neien an alternativen Energien. De Moment si scho 50% vun alle Green Bonds zu Lëtzebuerg cotéiert. Eis Finanzplaz besteet awer net nëmmen aus Fongen a klassesche Banken, si berout op engem kompakten a villsäitegen Ekosystem mat ënnerschiddlechen Akteuren.

Mir mussen de Lëtzebuerger Modell, de Lëtzebuerger Erfollegsmodell weider ausbauen, fir esou de jéngere Generatiounen eng gutt Liewensqualitéit an och konkret Beruffsperspektive garantéieren ze kënnen.

Här President, d'Demokratesch Partei gleeft un de Standuert Lëtzebuerg a seng Zukunft, e Standuert, dee sech ëmmer nees nei erfënnt an eng Eegendynamik entwéckelt zum Wuel vun eis all!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächst Riednerin ass d'Madamm Martine Hansen. An ech mengen, et ass och déi lescht Riednerin fir den Owend. Madamm Hansen!

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. An ech verspriechen Iech, datt Der um aacht Auer spéitstens fort sidd. Et dauert net esou laang.

Dir Dammen an Dir Häre, och d'Landwirtschaft, an d'Landwirtschaft am wäite Sënn, mam Gaardebau, Wäibau an esou weider, ass fir eis e ganz wichtege Wirtschaftssecteur. Leider huet de Premierminister bei senger Ried iwwert den État de la nation bal kee Wuert doriwwer verluer! Da maachen ech dat elo.

Mir haten a leschter Zäit eng Partie Treffe mat Bauerenorganisatiounen, fir e bëssen de Bols um Terrain ze fillen. A si fäerten definitiv, datt d'Landwirtschaft an Zukunft keen eegestännege Ministère méi hätt. A si begrënnen dës Angscht doduerch, datt an dëser Regierung, esou soe se - an dat war wahrscheinlech e Koalitiounsdeal -, de Landwirtschaftsministère näischt mécht, näischt decidéiert, ouni de Seege vum Ëmweltministère ze hunn.

Plusieurs voix.- Ooh!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Wéi kënnt Der esou eppes soen?!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An ech zitéieren och...

(Brouhaha)

Ech zitéieren dat, wat d'Leit soen, Madamm Loschetter. Mir hu mat de Leit geschwat. An ech soen...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dir sot, dat war en Deal. Wat ass dat fir eng Logik?

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- D'Madamm Loschetter versteet d'Wuert „Deal" net. Ech kann dat erklären: Ech huelen un, datt dat bei de Koalitiounsverhandlungen esou ausgemaach ginn ass.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Wéi kënnt Der esou eppes soen?!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An da soe se och nach...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Ma ech ka jo awer sécher unhuelen, wat ech wëll, Madamm Loschetter!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Wéi kënnt Der esou eppes behaapten?! Dat ass eng Behaaptung!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- An da soen ech och nach,...

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Wann net eng Ënnerstellung!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ...datt d'Bauere gesot hunn,...

(Brouhaha général)

...a si bezeechnen de Landwirtschaftsministère ganz dacks esou,...

(Interruption)

Une voix.- Jo, et ass wouer!

Une seconde voix.- Typesch Bauer!

Une troisième voix.- Déi Baueren!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ...als „Marionett" vum Ëmweltministère. An ech fannen et schonn erstaunlech,...

(Brouhaha)

Une voix.- Voilà!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ...datt d'Madamm Loschetter sech doriwwer esou opreegt hei.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Iwwer Äre Langage.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Sou. Dat kann net sinn.

Une voix.- Dat kann net sinn!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- D'Landwirtschaft brauch erëm dee Stellewäert, dee se verdéngt, a si brauch e staarke Vertrieder an der Politik.

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

Mme Martine Hansen *(CSV).*- A fir eis als CSV...

Also ech si frou, datt ech d'Leit schonn emol erëm erwächt hunn! Dat ass awer schonn emol net schlecht.

(Brouhaha général et hilarité)

Also fir eis als CSV...

Une voix.- Wann dat Är eenzeg Ambitioun ass!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Awer nëmmen déi, déi hei sinn!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Awer zumindest déi! Dat sinn der schonn eng Partie!

M. André Bauler *(DP).*- Vun Iech sinn der och net méi vill hei.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ...steet et fest, datt mer net nëmmen en eegestännegen, mä och en eegestänneg agéierende Landwirtschaftsministère brauchen.

(Exclamations et brouhaha)

D'Landwirtschaft ass net nëmmen e wichtege Wirtschaftssecteur fir eist Land,...

(Brouhaha)

Une voix.- Mon Dieu!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift, Kolleegen!

La même voix.- Mon Dieu, mon Dieu!

M. Gusty Graas *(DP).*- Ma da gitt emol Erklärunge fir dat, wat Der hei vun Iech gitt, wann ech gelift!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- ...si bewirtschaft 50%...

Ma ech gi se! An ech hunn Iech gesot, dat ass dat, wat d'Leit denken!

Si bewirtschaft 50% vun eiser Fläch, si erhält eis schéi Landschaft a si betrëfft eis alleguer all Dag, well mir musse schliisslech alleguer eppes iessen an déi meescht maachen dat nawell gären!

Mir schwätzen hei zu Lëtzebuerg am Moment vill iwwert de sougenannten „qualitative Wuesstum", mä an deem Kontext net esou vill iwwert d'Landwirtschaft, ausser enger ideologescher, net realistescher Visioun vun 100% Bio, déi eis absolutt esou net weiderbréngt an och net d'Biobaueren, well mir hunn nach keen 1% biologesch Landwirtschaft derbäigewonnen.

Mir stellen eis hei zu Lëtzebuerg Froen, an dat zu Recht: Wou solle mer wunnen, wa mer wuessen? Wou solle mer schaffen, wa mer wuessen? Wéi solle mer mobill bleiwen? Mä keen, an dat ass wierklech e Problem, stellt sech d'Fro: Op wéi enger Fläch solle mer sécher Liewensmëttel fir eis wuessend Bevëlkerung produzéieren?

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Wéi solle mer déi 1 Million, 1,2 Milliounen Awunner ernären? Verloosse mer eis hei einfach nëmmen op Importer, wou mer et net an der Hand hunn, wéi produzéiert gëtt? Oder baue mer an Zukunft vläicht, well mer jo esou innovativ sinn, esou wéi ech et viru Kuerzem an enger Zeitung gelies hunn, op kënschtlecht In-vitro-Fleesch aus engem alimentären 3D-Drécker? Ech géif mengen, dat wëlle mer net.

Une voix.- Neen! Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Fir d'CSV kann dat op jidde Fall net de Wee sinn. Et ass a bleift wichteg, datt mer hei zu Lëtzebuerg natierlech, gutt Liewensmëttel produzéieren an datt mer an deem Beräich net nach méi ofhängeg gi vum Ausland. An dat ass keng Selbstverständlechkeet!

Duerfir musse mer eis Landwirtschaft ënnerstëtzen, a mir solle frou sinn als Gesellschaft, als Politik, soulaang mer nach jonk Leit fannen, déi e Betrib iwwerhuelen, déi en ausbauen an entwéckelen, sief et am Duerf oder och als Aussiidlungsbetrib. Et verdéngt ee keng gëlle Kou an deem Beruff. Mir solle si ënnerstëtzen an net drop klappen; ech mengen, esou äänlech hätt den Här Graas dat och gesot.

Dee fir d'Landwirtschaft wichtegste Produktiounsfacteur, de Buedem, d'Grondlag fir eis Liewensmëttelproduktioun, dee muss geschützt ginn. Déi vum Marco Schank a Romain Schneider virgeschloe Zone agricole ass vun dëser Regierung am Pabeierkuerf gelant. Ech weess net, wat den Här Minister Schneider an d'LSAP dozou soen - et géif mech awer interesséieren! -, mä als CSV soe mer: „Dat ass net gutt!"

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Sou däerf dee gudde Buedem net geholl ginn, fir zum Beispill ze kompenséieren. Dat gëtt awer gemaach an dat ass net akzeptabel!

An deem Sënn hate mer och een Amendement beim Naturschutzgesetz gemaach. Leider ass e vun alle Majoritéitsparteien an der Kommissioun refuséiert ginn. Och vun där Partei, déi seet, si wär manner fir d'Fliedermaus a méi fir de Mënsch, an och vun där Partei, déi an der leschter Regierung d'Zone agricole virgeschloen hat.

Une voix.- Très bien!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Datt vill Leit elo de Bezuch zum Buedem, zur Produktioun verluer hunn, dat weist och e Liesербréif vum 31. Mäerz aus dem „Wort" mat der Iwwerschréft: „Naturschutzaktivismus, eine unendliche Geschichte". Als Kompensatiounsmoossnam fir en Industriegelände op engem fréiere Schlakentipp solle fënnef Hektar frucht-

baren, gudden Akerbuedem opgefëllt gi mat Steng. Hei soll also bewosst fir d'landwirtschaftlech Produktioun oder d'Liewensmëttelproduktioun wäertvolle Buedem u sech zerstéiert ginn! Dat ass net nohalteg. Et ass u sech verréckt! Wa mer wëlle wuessen, musse wuessen, da kann et net sinn, datt et nëmme geet, wa mer engem anere Wirtschaftssecteur d'Produktiounsgrondlag forthuelen!

Ech erënneren nach eemol drun: Mir sollen och Liewensmëttel fir eis Leit, déi hei wunnen, produzéieren. An e puer Zaloten op den Diecher vu verschiddenen Héichhaiser uplanzen, dat ass keng Léisung. Mir brauche Buedem! Sou sot mer déi lescht Woch och nach e Vertrieder vun de Biobaueren dat an en huet mer dat confirméiert.

An ech ka mech nach un Zäiten erënneren, wou dat komplett anescht war. An et sinn heibannen nach e puer Leit, déi méi al si wéi ech, déi misste sech och nach dorunner kënnen erënneren.

(Interruption)

Ech komme vun Tarchamps, do ass de Remembrement gemaach ginn, ee vun deenen éischten hei am Land. Ech war nach zimlech kleng, mä ech ka mech nach drun erënneren, also ass eppes hänke bliwwen.

De Remembrement ass eng gutt Saach fir d'Landwirtschaft. D'Fläche si getosch ginn, soudatt jiddwereen d'Flächen zimlech ronderëm säin Haff konnt kréien. A mir hunn eng Fläch kritt, déi war zum Deel eng al, hiwweleg Steekaul. Dës Fläch ass riicht gemaach ginn; dat war dunn nach méiglech. Hei wäerten elo schonns däischterrout Luuchte bei de Gréngen ugoen! An ech ka mech gutt erënneren, datt mer do ganz vill Steng opgeraf hunn. Ech weess net, ob een heibannen ass, dee scho Steng opgeraf huet, mä ech kann Iech soen: Da reeft ee Steng op an et geet ee schlofen, et schléift ee gutt, et steet ee moies op an et mierkt een nach net, datt ee Steng opgeraf huet, well da leien nach ëmmer Steng do! An dat alles mat där Sisyphusaarbecht, fir u sech aus engem schlechten...

(Interruptions et hilarité)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- ...besonnesch wann et drëm geet, fir den éischte Steen ze werfen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Mir hu kee geworf, mir hunn der opgeraf, Här Bodry!

(Brouhaha)

...fir aus engem net fruchtbare Buedem en anstännegt Akerland respektiv eng Wiss ze maachen. A mir kruten och nach mat op de Wee: Wann ech gelift ni ëmplouen, well soss kommen d'Steng erëm!

Mir hunn och do keng Natur zerstéiert. Ech behaapten dat. An ech sinn dovunner iwwerzeegt. Mir hunn eng aner Natur geschaaft, u sech mat vill Aarbecht, awer eng zousätzlech Grondlag fir eng Liewensmëttelproduktioun geschaaft. Mäi Papp krut souguer nach e Präis - dat wär wahrscheinlech elo och net méi méiglech -, well en ebe ronderëm déi Wiss, déi dunn entstanen ass, 160 Beem geplanzt huet. Sou!

Wann awer elo een aus der Stad, aus dem Environnementsministère dohinnerkéim, een, dee wahrscheinlech nach ni esou praktesch geschafft huet, an dee géif soen: „Elo musst Der erëm Steng do aschaffen!", esou wéi am Lieserbréif beschriwwen, dee géif soen, de Buedem, dee mat vill Méi verbessert gi war, misst erëm zerstéiert ginn, ech mengen, mäi Papp, an deen ass definitiv e ganz gedëllege Mënsch - ech hunn e bëssen do vun em geierft, awer net alles -,...

(Hilarité)

...dee géif dann awer liicht aus der Këscht sprangen! An hien hätt recht!

An esou denken hei zu Lëtzebuerg Gott sei Dank nach aner Leit. Awer op verschiddene Plazen, op Plazen, wou decidéiert gëtt, ech hunn et schonns gesot, hu ganz vill Leit de Bezuch zum Buedem verluer. An dat ass schued. Mat engem anere Wirtschaftssecteur géif een dat net maachen! Do géif ee sech net trauen, esou dermat ëmzesprangen!

En anert absurd Beispill: De Stat keeft Flächen op fir Kompensatiounen, verpacht se dann dem Bauer, dee se souwisou hat, erëm weider; dat ass och gutt esou. Mä den Ëmweltministère schreift dann eng Beweedung mat extensive Rasse vir. Obwuel de Bauer heimadder guer näischt um Hutt huet, awer an anere Produktioune ganz vill Know-how huet. Dat ass dem Ëmweltministère egal. Si soen, wou et higeet! Firwat dann net probéieren, mat - ech betounen „mat"! - dem Bauer een u säi Betrib ugepasste Projet ze maachen? Firwat diktéiert den Ëmweltministère ënnert dem Motto „Vogel friss oder stirb!": „Entweder du méchs mat oder en anere kritt d'Land!"? Dat kann net sinn!

Matenee schaffe gesäit anescht aus! Dat „Mateneen" an déi participativ Politik, déi ginn awer ganz dacks gepriedegt. An do froen ech mech ëmmer: Firwat agéiert hei net de Landwirtschaftsministère?

An nach e klengt Beispill iwwert d'Willkür an d'Muecht vum Ëmweltministère: Wann e Bauer mat engem Stall an der Gréngzon wëllt am Sënn vun der Nohaltegkeet vu sengem Betrib seng Produktioun ëmstellen, dat heescht seng Gebaier, seng Ställ zum Beispill fir aner Déiere benotzen, eng aner landwirtschaftlech Aktivitéit do maachen, ouni datt sech iergendeppes um gesamte Véibesaz géif änneren, da muss de Bauer awer fir d'Éischt Feu vert vum Ëmweltministère kréien, well et ass Zone verte. Dat ass och nach an der Rei.

An dann ass et schonns esou lues awer zur Gewunnecht gi vum Ëmweltministère, datt hie säin Okay nëmmen da gëtt, wann de Véibesaz am Ganze reduzéiert gëtt, dat heescht, wa manner produzéiert gëtt! An dat obwuel mer aner Gesetzer hunn, europäesch Direktiven hunn, un déi sech d'Bauere souwisou mussen halen! Dat ass ganz einfach nëmmen eppes imposéiert, eppes diktéiert, ouni iergendeng logesch Erklärung, awer mat engem direkten Afloss op d'Kompetitivitéit vun de Betriber. An och hei froen ech mech: Wat seet de Landwirtschaftsminister hei derzou?

An dës Willkür gëtt mat deem neien Naturschutzgesetz nach vill méi schlëmm. An ech maachen u sech nach eemol en Appell un déi Blo an ech erënnere si awer un de Sproch, si wäre manner fir d'Fliedermais, mä méi fir de Mënsch do: Iwwerleet Iech nach eemol, ob Der net awer mat eis eis Amendementer beim Naturschutzgesetz am Sënn och hei fir d'Landwirtschaft stëmmt!

Dir Dammen an Dir Hären, stellt Iech emol vir, dat géif mat engem anere Wirtschaftssecteur gemaach ginn! Zum Beispill e Schräiner an enger Aktivitéitszon wëllt seng Miwwelproduktioun, ech weess et net, vu Schief op Dëscher ëmstellen. Dat hätt jo och keen Afloss op d'Natur. Da misst hien dat fir d'Éischt emol froen. Dat géif wahrscheinlech scho schwiereg akzeptéiert ginn. Da krit en een Okay. Mä da géif den Ëmweltminister soen: „Okay, dat däerfs de maachen, mä da produzéiers de manner Dëscher!"

Dat ass mat den Hoer erbäigezunn, awer net méi mat den Hoer erbäigezu wéi dat Beispill aus der Landwirtschaft! Also, dat wär net ze akzeptéieren. Et géif net akzeptéiert ginn. An esou mann ass et och an der Landwirtschaft ze akzeptéieren. Den Environnementsministère däerf kee Fräifaartschäi kréien, fir all méiglech a virun allem onméiglech Fuerderungen ze stellen!

A wéi gesot, ech wéisst wierklech gären d'Positioun hei vum Landwirtschaftsminister, oder vun der Regierung. An ech hoffen, datt dat dann déiselwecht ass.

An ech wëll nach eemol betounen: Landwirtschaft an Ëmwelt, dat geet zesummen a muss zesumme goen! Eis Landwirtschaft wäert, genausou wéi alleguer déi aner Secteuren, genausou wéi mir an eisem Handelen, nach zousätzlech Efforten a puncto Ëmweltleeschtunge maachen. A fir dëst nach weider ze promouvéieren, kéint ee sech och virstellen, fir d'Ëmweltprogrammer alleguer, déi mat der Landwirtschaft ze dinn hunn, an dem Landwirtschaftsministère unzesidelen. Eng Ulafstell fir d'Baueren; ech sinn dovunner iwwerzeegt, datt mer dann op vill méi breet Akzeptanz géife stoussen.

A wann et elo geschwë soll drëm goen, déi nei NEC-Direktiv ëmzesetzen, d'Ziler, fir d'Emissiounsreduktioun ze erreechen, da muss hei och onbedéngt mat den Akteuren aus der Praxis zesummegeschafft ginn. Hei wär et net schlecht, et géif e konkreten, objektive Monitoring gemaach gi vun de méigleche Moossnamen, fir dës Ziler ze erreechen. An ech betounen: en objektive Monitoring!

Hei muss, wéi gesot, mat der Landwirtschaft geschafft ginn an net vun uewen erof decidéiert ginn. A mir mussen alles drusetzen, am Sënn vun der Nohaltegkeet, datt dës zousätzlech Ëmweltleeschtungen och vum Maart honoréiert ginn. Dofir brauche mer e richtegt Marketingkonzept fir d'Landwirtschaft. Mir hu schonns eenzel Aktiounen, déi immens gutt sinn: „Fro de Bauer" oder och d'Foire agricole, déi all Joers zu Ettelbréck ass. Mä mir brauchen nach méi koordinéiert a systematesch Informatiounscampagnen. De Konsument muss d'Landwirtschaft kennen, fir datt hie se versteet an och hir Leeschtungen honoréiert, well d'Kluft tëschent deem, wat de Konsument mengt, wat d'Landwirtschaft wär, an deem, wat se tatsächlech ass, déi ass risegrouss. An déi Schéier riskéiert ëmmer méi wäit auserneenzegoen.

Dat musse mer verhënneren, an do wär et wichteg, schonns an der Grondschoul domadder unzefänken, mat enger richteger Informatiounsoffensiv. Firwat net Konventioune mat Betriber maachen? Et wär wichteg, wann d'Praktiker de Kanner géifen erklären, wéi d'Liewensmëttel produzéiert ginn. Si wëssen et. Da kéim och näischt esou eppes vir - ech schwätzen aus Erfahrung -, datt d'Kanner erkläert kréien, et géif „Vollkornkartoffeln" ginn. Ech maachen do kengem Enseignant e Virworf. Den Enseignant kann net Spezialist an allem sinn. Dofir soen ech: Firwat net hei d'Praktiker matabannen?

Just nach eng Klamer: Wa mer mat esou Konventioune schaffen, da muss och den Environnement erëm eng Kéier säin Okay ginn, an dat och an der Gréngzon. Wann deen d'„landwirtschaftlech Aktivitéit" ze vill enk gesäit, da kënne mer villes vergiessen. U sech brauche mer net nëmmen e Bioaktiounsplang, mä mir bräichten een Aktiounsplang „Regional Landwirtschaft an Ernärung".

Dir Dammen an Dir Hären, just nach ee Stéchwuert: Kompetenzzentrum. De Kompetenzzentrum steet am Regierungsprogramm. Ech hat hei eng Motioun deposéiert, déi war vun alle Parteien ugeholl ginn. Geschitt ass awer näischt. Souvill dann zur Bedeitung vun enger Motioun.

Awer ob mer et elo Kompetenzzentrum nennen oder anescht, mir mussen et fäerdegbréngen, duerch eng enk Zesummenaarbecht vun allen Akteuren d'Landwirtschaft ze stäerken an no vir ze bréngen. Et ass en Dauerschued, datt dës Regierung verhënnert huet, datt d'Schoul, d'Landwirtschaftskummer, d'ASTA op engem Site kënnen zesummekommen a Synergien notzen. Mir brauchen an Zukunft eng breet gefächert, villfälteg Landwirtschaft, eng gutt ausgebilte Landwirtschaft. Mir mussen déi jonk Bauere geziilt ënnerstëtzen. Mir brauchen eng innovativ Landwirtschaft. Mir mussen Alternative geziilt förderen, wéi Start-uppen an anere Beräicher, an hei däerf den Ëmweltministère net erëm eng Kéier bremsen. Ech soen nach eng Kéier d'Stéchwuert „activité agricole".

Fir d'Fuerschung, d'Berodung, d'Aus- a Weiderbildung, d'Innovatiounen, kuerz, fir d'Nohaltegkeet vun eiser Landwirtschaft wär e Kompetenzzentrum Landwirtschaft immens wichteg. Nëmme wa mer eis intensiv mat dem Thema Liewensmëttelproduktioun beschäftegen, stäerke mer eis Souveraineté alimentaire. An esou eppes misst dach méiglech sinn an engem Land, wat awer x Milliounen a Recherche stécht, och fir am Weltall Ressourcë sichen ze goen. Loosst eis dach emol eis natierlech Ressourcen hei am Land, eise Buedem, optimal notzen!

An ofschléisse wëll ech da mat der Fro: Firwat ass déi Motioun zum Kompetenzzentrum ugeholl ginn? Firwat steet et am Regierungsprogramm? Firwat ass näischt geschitt? Ech hoffen, dat spigelt d'Bedeitung vun der Landwirtschaft fir eis Regierung net zréck!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Weider Wuertmeldungen?

(Brouhaha)

Dat ass fir de Moment net de Fall. Da géif ech proposéieren, fir d'Sëtzung fir haut ofzeschléissen an Iech Rendez-vous gi fir muer de Moien néng Auer, fir dann déi Kapitelen „Sozial Kohäsioun a Wuelbefannen" an „Institutiounen a Reform vum Stat" ze diskutéieren, mat deenen Iwwerraschungen, déi mer da muer de Moie wäerte kréien.

Här Roth, Dir huet eng Fro.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Sot, mä den Här Etgen... D'Madamm Hansen huet jo awer hei konkret Froe gestallt, wéi dann d'Positioun vun dem Landwirtschaftsminister dozou wär. Wéini kréie mer déi Äntwerten dann? Och muer de Moien?

Une voix.- Muer.

(Brouhaha)

M. Gilles Roth *(CSV).*- Muer, bei der fräier Aussprooch. Dat ass dann notéiert.

Une autre voix.- Mir hu jo awer elo nach Zäit!

(Interruption par M. Alex Bodry)

La même voix.- Jo, mä a wat fir enger Prozedur si mer?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà. Also ech hu keng...

(Brouhaha)

...Wuertmeldunge kritt. Wollt den Här Minister eppes dozou soen?

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- Aah!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dann ass et gutt, dass ech nach net geschellt hunn. Här Minister, wann ech gelift.

(Interruptions)

Déi, déi nach hei sinn.

(Brouhaha)

Prise de position du Gouvernement

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Merci villmools, Här President. Erlaabt mer fir d'Éischt, deenen zwee Riedner, déi iwwert d'Landwirtschaft geschwat hunn, souwuel dem Här Gusty Graas wéi och der Madamm Hansen Merci ze soen, datt se dee wichtege Stellewäert vun der Landwirtschaft an der nationaler Ekonomie ervirgehuewen hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Och ech sinn der Meenung, opgrond vun deenen Evolutiounen, déi an der Landwirtschaft an deene leschte véier, fënnef Joer geschitt sinn, datt et wichteg ass, datt mer hei zu Lëtzebuerg en „eegestännegen an eegestänneg agéierenden" Landwirtschaftsminister hunn.

An ech kann am Fong geholl och e puer Beispiller opzielen, firwat datt dat esou ass. Ech huelen d'Beispill vum Naturschutzgesetz. Mir kennen alleguer dee Projet, deen ënnert der viregter Regierung, ënnert dem fréieren Ëmweltminister, dem Marco Schank, deposéiert ginn ass. Mir hunn am Fong geholl dat Gesetz op enger ganzer Rei vu Punkte wesentlech am Interêt vun der Landwirtschaft kënnen änneren. Virun allem: An deem neien Naturschutzgesetz, wat elo vun dëser Regierung ficeléiert ginn ass, gëtt net méi konzeptlos kompenséiert, mä aus geziilte Flächepoolen, déi vum Stat oder der staatlecher Kontroll geréiert ginn. Ech mengen, dat ass eng ganz grouss Verbesserung, déi jiddefalls...

(Brouhaha)

M. Marco Schank *(CSV).*- De Flächepool war..., Här Minister, Dir wësst dat!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- ...vun de jëtzegen CSV-Memberen an der Ëmweltkommissioun Ënnerstëtzung fonnt huet.

(Interruptions)

Dat bréngt engersäits eng Rei Virdeeler am Kader vun den Autorisatiounsprozeduren, well op dës Flächepoolen zréckgegraff gëtt, an anerersäits awer och, well mer méi eng professionell Gerance vun den Terraine kréien.

Duerfir hunn ech mech och derfir agesat, datt den Office national du remembrement, wat eng Verwaltung ass, déi ënner menger Kompetenz steet, soll eng Hand mat upaken, well dëse Service eng grouss Kompetenz an deem dote Beräich huet. An déi kënnen dann de Contraintë vun der Landwirtschaft Rechnung droen, fir einfach besonnesch bei den Autorisatiounen, oder an Eenzelfäll de Bauerebetriber, ze hëllefen, eng Léisung ze fannen, wa Fläche betraff sinn, déi vun hinne bewirtschaft ginn.

Duerfir ass och an dësem Gesetz festgehale ginn, datt landwirtschaftlech gutt Biedem solle fir Kompensatiounsmesuren ausgeschloss ginn...

Une voix.- Dat stëmmt net.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- ...an datt dës Biedem hei zu Lëtzebuerg virrangeg solle geholl ginn, fir Liewensmëttel ze produzéieren.

Do dernieft ass dann och derfir gesuergt ginn, datt an Zukunft solle verschidden Ziler mat verschiddene Mesurë kënne verbonne ginn. Esou kann een zum Beispill an engem Waasserschutzgebitt gläichzäiteg och Mesurë vum Waasserschutz oder och Biodiversitéitsmoossnamen ëmsetzen. Dat heescht a ganz anere Wierder, datt et eben einfach méiglech soll sinn, datt op engem an deemselwechten Terrain kënne Liewensmëttel produzéiert ginn, Biodiversitéit ka produzéiert ginn an datt propert Waasser op därselwechter Fläch ass.

Am Kader vun de Plan-sectoriellen huet och de Landwirtschaftsminister sech derfir agesat, datt d'Fonction agricole soll definéiert ginn. An dann hu mer och nach gekuckt gehat am Plan sectoriel «Paysages», wou virauser de Stat sech ënnert dem Projet, dee vum Marco Schank de-

poséiert gi war, e Virkafsrecht op 42.000 ha reservéiert hat! An dat hu mer erofgesat, soudatt de Stat nach just dat Virkafsrecht op 7.000 ha huet.

(Brouhaha et interruptions)

Alles dat ass den Asaz vum Landwirtschaftsministère, fir dat hei zu Lëtzebuerg ze maachen.

M. Marco Schank *(CSV).*- Dir wësst genee, datt de Projet net diskutéiert gouf an datt d'Kompenséierung iwwerhaapt nach net zur Sprooch koum. Dir wësst et ganz genee! Firwat sot Dir dat dann?

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Gelift?

M. Marco Schank *(CSV).*- Dir wësst ganz genee, datt d'Kompenséierung iwwerhaapt nach net diskutéiert gi war. Et war ee Projet do, deen emol net an der Chamber war.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Jo, mä et war awer am Gesetz esou dran, an u sech am Fong geholl hate mer net déi Méiglechkeet, déi...

(Interruptions et brouhaha)

Dann huet d'Madamm Hansen geschwat gehat vun der Zone agricole, déi...

(Brouhaha)

...ënnert der viregter Regierung proposéiert gi war. Mä ech mengen awer, datt mat deene Jurisprudenzen, déi mer haten, mer juristesch Schwieregkeete gehat hätten, fir esou eng Zon drop ze maachen, an datt awer och an där dote Fro de Beruff sech net eens war, well soss wier et awer schwéier ginn, fir an der Zukunft en Aussiidlerhaff an der Zone agricole ze implantéieren. An duerfir si mer eben de Wee gaangen, datt mer déi do Mesuren innerhalb vun deenen aschreiwe gelooss hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Dann huet d'Madamm Hansen gesot gehat, datt mer misste méi e grousse Stellewäert kréie vun der Landwirtschaft insgesamt. Si huet dann am Fong einfach eng ganz Rei gutt Mesuren ernimmt gehat, Aktioune wéi „Fro de Bauer", d'Foire agricole.

Mä mir sinn och higaangen a mir hunn déi Zäitschréft „GUDD!" un all d'Menagë verdeelt, wou mer wierklech eng positiv Reklamm fir d'Landwirtschaft maachen. Ënner eiser Presidence hunn ech mech derfir agesat, datt de Schoulmëllechprogramm an de Schouluebstprogramm solle fusionéieren. An ech sinn net wéineg stolz drop, well mer dat an eiser Presidence erreecht hunn.

(Brouhaha)

An do hu mer dann och gesot gehat, datt u sech grad bei deem dote Programm solle pädagogesch Moossnamen derbäi sinn. An et ass e Programm, deen awer eisem Land ganz vill Sue brëngt, fir dat ze maachen. An ech mengen, dat maache mer da besonnesch bewosst am Kader vun der Mëllechfro.

An esou kéint ee Punkt fir Punkt am Fong geholl all déi Saachen, déi d'Madamm Hansen elo hei gesot huet, widderleeën, an datt u sech dat, wat ëmmer erëm gesot ginn ass, awer net deem entsprécht, wat am Fong geholl d'Wourecht ass.

Ech jiddefalls si stolz, an dëser Regierung Landwirtschaftsminister ze sinn. An hei gëtt esou e bëssen d'Fro gestallt, wéi wa Landwirtschaft an Ëmwelt Géigner wieren. Ech soen: Landwirtschaft an Ëmwelt, dat si Partner!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Si hunn nämlech als Zil, fir am Fong geholl gesond Liewensmëttel op eng nohalteg Aart a Weis ze produzéieren. A mir hunn an deene verschiddene Gesetzer genuch Mesurë geholl, fir dat doten Zil ze erreechen. An ech mengen, et war nach keng Regierung, déi sech esou agesat huet fir eng nohalteg Liewensmëttelproduktioun hei zu Lëtzebuerg, wéi dat bis elo de Fall war.

A wann een da seet, datt d'Chance verpasst gi wier, fir e Kompetenzzentrum ze schafen, an datt d'Chance verpasst gi wier, fir Infrastrukture fir de Lycée technique agricole ze maachen, da froen ech mech awer: Wéi eng sinn da Reprochë vun Iech, enger Partei, déi 25 Joer un enger neier Akerbauschoul...

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- ... geschafft huet, déi näischt Opweises hat,...

(Brouhaha)

...déi e Projet hei an der Chamber stëmme gelooss huet, wou se wousst, datt en u sech net ëmsetzbar wier, well se net de Kontakt zu deene betreffende Gemenge gesicht hat an déi doten Accorden net hat!

M. Gusty Graas *(DP).*- Très bien! Très bien! Jo, très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Ech muss eng Schlupp huelen.

(Brouhaha et interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Selbstverständlech ginn ech d'Wuert. Den Här Minister huet de Choix, fir weiderzefueren,...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- D'Madamm Hansen wollt eng Fro stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ah, wann de Minister gestatt, ganz gär. Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Jo. Fir d'Éischt wëll ech soen, datt ech gesot hunn: „Landwirtschaft an Ëmwelt muss zesumme goen", a géif och zesumme goen. Ech hu just gesot, den Ëmweltministère géif an dëser Regierung zimlech vill diktéieren. Dat war dat Éischt.

Dat Zweet, den Här Minister huet gesot...

(Brouhaha)

...den Här Minister huet gesot, an dësem Naturschutzgesetz géif stoen, datt op landwirtschaftlech wäertvollem Buedem net géif kompenséiert ginn. Da muss ech dem Här Minister soen, datt dat genau dat Amendement war, wat mir gemaach hunn. Well an dësem Projet de loi steet, et géif probéiert, fir ze verhënneren, datt op landwirtschaftlech wäertvollem Buedem soll kompenséiert ginn. Also do si relativ vill „wann a wannen" dran. A mir haten déi einfach fortgelooss a mir hu gesot: „Et gëtt net drop kompenséiert!"

An da wëll ech dem Här Minister nach als Drëtt soen: Ee Kompetenzzentrum ass net eng Schoul!

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Dat weess ech!

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Keng Schoul! Ech hu gesot: Dozou gehéiert en Zesummeschaffe vu méiglechst villen Akteuren, op engem Site am beschten. An dat do stoung am Regierungsprogramm, et war eng Motioun ugeholl ginn an et ass näischt geschitt!

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Minister.

M. Fernand Etgen, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.*- Ech mengen also, datt déi gutt landwirtschaftlech Fläche solle vun der Kompensatioun ausgeschloss ginn a virrangeg fir den Ubau vu Liewensmëttel solle reservéiert ginn. Do hu mer am Kader vun den Diskussiounen iwwert d'Naturschutzgesetz nach genuch Méiglechkeeten, fir doriwwer ze schwätzen, well dat expressement awer an deem neien Naturschutzgesetz drasteet.

Dir huet dann u sech do awer eng aner Interpretatioun wéi déi, déi de Landwirtschaftsminister huet, a wéi dat, wat de Landwirtschaftsministère zesumme mat der Kolleegin Ëmweltministesch ausgemaach huet a wat expressement an zwee verschiddenen Artikele vum Naturschutzgesetz drasteet.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Merci, Här Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechte vun den Owend ukomm. An ech géif d'Sëtzung ophiewen an Iech wënschen: Kommt gutt heem! Bis muer de Moien.

(Fin de la séance publique à 19.48 heures)

SÉANCE 35

JEUDI,
26 AVRIL 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- *M. Mars Di Bartolomeo, Président*

2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR) (suite)

- *Débat sectoriel sur le volet «Cohésion sociale et Bien-être»: Mme Martine Hansen, Mme Taina Bofferding, M. Gilles Baum (intervention de M. Roy Reding), M. Roy Reding, M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Claude Wiseler et M. le Ministre Xavier Bettel)*
- *Débat sectoriel sur le volet «Institutions et Réforme de l'État»: M. Léon Gloden (interventions de M. le Ministre Dan Kersch), Mme Sam Tanson, M. Claude Wiseler (interventions de M. Eugène Berger et M. le Ministre Dan Kersch), M. Alex Bodry (intervention de M. Claude Wiseler), M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry (intervention de M. Claude Wiseler)*
- *Prises de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (interventions de M. Claude Wiseler, M. Fernand Kartheiser, M. Michel Wolter, M. Jean-Marie Halsdorf et M. Eugène Berger), M. Marc Spautz (intervention de M. Eugène Berger), M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur*
- *Parole après ministre: M. Michel Wolter (interventions de Mme Lydie Polfer, M. le Ministre Xavier Bettel, M. André Bauler, M. Alexander Krieps et M. le Ministre Dan Kersch), M. Alex Bodry (interventions de M. Claude Wiseler, M. Michel Wolter et M. Alexander Krieps)*
- *M. Alexander Krieps (fait personnel) (intervention de M. Alex Bodry)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Romain Schneider, M. Fernand Etgen, Mme Lydia Mutsch, M. Dan Kersch, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen et Mme Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 09.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech maachen heimat d'Sëtzung op. A mer fueren direkt weider am Rame vum État de la nation mat de Voleten „Sozialkohäsioun a Wuelbefannen", gefollegt vun dem Kapitel „Institutiounen a Reforme vum Stat".

Als éischt ageschriwwe Riednerin, et geet also esou weider, wéi et gëschter Owend opgehalen huet, ass d'Madamm Martine Hansen.

2. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le programme national de réforme (PNR) (suite)

Débat sectoriel sur le volet «Cohésion sociale et Bien-être»

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. „Education is the passport to the future", een Zitat vum Malcolm X. A wa mer vu

(Interruptions par M. Alex Bodry et Mme Martine Hansen)

(Hilarité)

D'Madamm Hansen huet d'Wuert.

Kompetitivitéit schwätzen, dann ass ee vun de Schlësselen, fir dëst ze erreechen, ze förderen, ze garantéieren, ganz sécher d'Schoul. Ech wäert awer elo hei net am Detail op d'Educatioun agoen. Do kréie mer nach ganz dacks d'Geleeënheet bis zum Summer, well et kommen nach vill Gesetzer bis zum Juli. An eng Hällewull vu Gesetzer, a meeschtens virun der grousser Vakanz, a meeschtens mat direktem Afloss awer op déi nächst Rentrée, dat ass u sech symptomatesch fir dës Regierung am Beräich vun der Educatioun.

An ech widderhuele mech, ech hunn dat schonn op ville Plaze gesot: Et kann ee vill maachen, erreechen, bewierken, an d'Weeër leeden ouni Gesetzer. An et kann een awer och vill zum Onwee maache mat enger Lawin vu Gesetzer, Reformen, virun allem, wann een d'Ëmsetzung um Terrain net anstänneg virbereet. An et huet sech vill Onrou breetgemaach. D'Léierpersonal, d'Elteren, d'Kanner hetze ganz dacks de Verännerungen hannendrun. Mir brauchen endlech Rou a Stabilitéit an der Educatioun!

Eis Riedensaart: „Et soll een net méi lasskappen, wéi ee schëppe kann" beschreift et gutt. Awer genau de Géigendeel ass gemaach ginn. De Chaos war virprogramméiert. An ech erënneren hei nach eemol un de Chaos bei der leschter Schoulrentrée; ee gutt Beispill vun ze vill Lasskappen. Problemer sinn ze spéit erkannt ginn oder se wollten net erkannt ginn; dat weess ech net.

Op jidde Fall hat de Minister am September nach an engem Interview gesot, hien hätt kee

Stress, et wär alles optimal virbereet. Duerno, wéi d'Enseignanten aus der Regioun 15 Alarm geschloen hunn, huet e si indirekt als Ligener bezeechent, well dat wier alles net esou schlëmm. Duerno hat d'Verwaltung schold, well si nach e puer Joer virdru vun enger Lehrerschwemme geschwat hunn. Déi woussten awer wahrscheinlech zu deem Zäitpunkt nach net, wéi eng personalintensiv Reforme kéimen. Dann ass et och schwéier ze plangen. Duerno sollt een Audit gemaach ginn, an elo kënnt en neit Gesetz, fir kënne méi Enseignanten ze rekrutéieren. Ech ginn och net op dëst Gesetz an. Hei kréie mer och nach d'Méiglechkeet derzou.

Mä ech wëll soen: Eng Pompjeesléisung eleng - an dat ass dëst Gesetz -, dat geet net duer. Duerfir ass et u sech schued, datt d'Interpellatioun vum Här Adam, fir u sech méi eng breet Diskussioun iwwert de Beruff vum Enseignant ze kréien, datt déi, wéi den Här Adam nach hei war, zweemol vum Ordre du jour geholl ginn ass an datt se elo definitiv net méi um Ordre du jour ass.

An ech zitéieren den Hattie an dësem Kontext: „Wat d'Schüler léieren, hänkt vum Enseignant of." Op de gudden Enseignant kënnt et un! An déi musse mer stäerken. Dat ass 80% bis 85% vum Loyer, vill méi wichteg wéi Strukturen. Awer virun allem där Strukturreforme si gemaach ginn. Et si ganz vill Gremie geschaaft ginn. U sech Strukturen ouni wierklech Struktur. Et ass theoretesch ugeduecht, awer praktesch net duerchduecht a schwéier ëmsetzbar. An et huet een d'Kärgeschäft, näämlech d'Schoulhalen, d'Kanner, den Enseignant, komplett aus den Ae verluer. Mä op déi kënnt et un. Mir brauche motivéiert, gutt ausgebilten Enseignanten.

(Interruption)

An den Enseignant muss fachlech a pädagogesch um Topniveau sinn. Et ass och keen einfache Beruff, mä et ass ee ganz schéine Beruff. A fir datt mer déi gutt Leit, déi mer brauchen, erëm an den Enseignement kréien, muss de Beruff erëm méi attraktiv ginn. An dat ass sécher net mat engem Gesetz mat den neie Rekrutementsméiglechkeete gedoen.

Ech wëll duerfir hei just op dräi Punkten hiweisen, wou mer eppes mussen ënnerhuelen.

Éischtens, mir mussen de komplette Stage iwwerdenken an upassen. Einfach just eng Kierzung, esou wéi et elo virgesinn ass, dat ass Fassadegepléischters. Mir brauchen een anstänneg duerchduechtend Konzept, deen de jonken Enseignant begleet an ënnerstëtzt.

Ech erënnere mech do nach u mäi Stage. Dat ass schonn eng Zäitchen hier, mä ech weess net, ob sech esou vill do geännert huet. D'Theorie, déi huet mer net allze vill bruecht. Ech hu se geléiert an ech hu se och gepackt, mä dat ass e bëssen esou wéi danzen ouni Musek, an heiansdo och nach am Däischteren, well et weess een net ëmmer, wuer et soll higoen.

Wat mer awer eppes bruecht huet, dat ass, wéi ech Stonne gehalen hunn, wann ee mer gesot huet: „Dat do hues de net gutt gemaach. Maach dat do déi nächste Kéier besser!" An dann hunn ech et déi nächste Kéier anescht probéiert. Wann ech duerno kucke gaange sinn, wa mer zesummen Evaluatioune gemaach hunn, wa mer zesummen Tester virbereet hunn, wa mer also praktesch geschafft hunn.

An duerfir wëll ech allgemeng zum Stage soen: En ass nach ëmmer ze vill theoretesch. An déi leschte Kéier war ee Lieserbréif am „Lëtzebuerger Wort". Do ass beschriwwe ginn, wéi Enseignantë virun enger Kéistaart sëtzen a se hunn d'Kéistaart evaluéiert.

Bon, wann dat elo an der Beruffsausbildung gewiescht wier, da géif ech soen: Okay, de Bäcker muss wëssen, wéi eng gutt Kéistaart soll ausgesinn. Mä et war awer net an der Beruffsausbildung, et war am allgemengen Enseignement. Do kann ee sech zumindest Froe stellen; soen ech emol einfach. Ech soen erëm eng Kéier: danzen ouni Musek.

Dann ass nach ëmmer ze vill double Emploi an deem Stage. Dat heiten, d'Grondschoulenseignanten, dat si schonn ausgebilte Pädagogen. De Stage soll virun allem eng Hëllef si beim Schoulhalen, och bei der Elterenaarbecht. Dat ass och net einfach. Et soll eng Begleedung, ee Coaching sinn. An dee jonken Enseignant soll sech missen oder kënnen op d'Schoulhale konzentréieren an eben net op Dossiere schreiwen.

Da musse mer, zweetens, den administrativen Opwand reduzéieren. Ech hu mat ville Leit geschwat. Et hu souguer Enseignantë mer gesot, datt se géifen duerwéinster an de Régime préparatoire wiesselen, well si hätten es u sech genuch mat där gesamter, kompletter Administratioun an der Grondschoul. Well fir de Preparatoire ass et gutt, dann hu mer och do emol eng Kéier kee Mangel méi.

Mä mir mussen hei all virgeschriwwe Prozeduren, Note-de-servicen, Rapporten op de Leescht huelen an op e Minimum reduzéieren. D'Gremie mussen analyséiert ginn. D'Dechargë sollen op de Leescht geholl ginn: Wat muss wierklech vum Léierpersonal gemaach ginn a wat kéint een aneren iwwerhuelen?

Ech soen: Mir hu jo e Mangel beim Léierpersonal. Den Enseignant soll sech virun allem kënnen op d'Schoulhale konzentréieren. Vläicht kéinten och eenzel administrativ Aufgabe vun engem Schoulsekretariat iwwerholl ginn, oder et kéinten nei informatesch Programmer ausgeschafft ginn, déi déi administrativ Weeër verkierzen. Et gëtt Léisungen! Et muss ee se just sichen.

Da soen, drëttens, d'Enseignanten och ganz dacks, datt se net de Réck gestäipt kréien. Si fille sech ganz dacks eleng gelooss. D'Direktioun, déi Eenzeg, déi en hierarchesche Pouvoir huet, ass ganz dacks wäit fort an och zum Deel nach iwwerlaascht. Eng Direktioun, déi an der Schoul wär an net direkt iergendzwousch an der Regioun, déi kéint direkt agéieren, déi kéint direkt beim Schüler, bei den Elteren intervenéieren, wann et Problemer ginn. Déi kéint och d'Elteren emol an hir Responsabilitéit huelen.

Da sinn d'Prozeduren, fir verhalensopfälleg Kanner ze mellen, nach ëmmer schwéierfälleg. An d'Hëllef léisst och do dacks op sech waarden. An ech bezweifelen, datt déi virgesinne Prozedur mat den I-EBSen, den ESEBen, de Sousdirekteren dat Ganzt méi séier mécht. Mir haten do eng Evaluatioun gefrot. An ech hoffe wierklech, datt, wann alles bis um Lafen ass, déi Evaluatioun séier gemaach gëtt, a wann Upassungen noutwendeg sinn, datt déi dann och séier gemaach ginn.

Elo huet de Minister Meisch mat senger Propos, fir all Bachelor, deen iergendeppes mat den Ziler vun der Grondschoul ze dinn huet, zouzeloossen zum Stage - Gott sei Dank hu mer et fäerdegbruecht, datt hien elo averstanen ass, fir et zäitlech ze begrenzen -, mä en huet mat dëser Mesure nach eng ganz aner Diskussioun lancéiert, näämlech déi iwwert de Spezialist, esou wéi am Secondaire, oder de Generalist.

Hie féiert de Spezialist duerch d'Hannerdier an, well ee Bachelor an der Geschicht, an der Geo, am Däitschen, am Franséischen, am Sport - ech mengen, bal all Bachelor - kann elo Enseignant an der Grondschoul ginn. Hien huet doduerch d'Diskussioun lancéiert, mä u sech wëllt en déi Diskussioun awer net féieren.

Fir eppes kloerzestellen: Als CSV wëlle mir den Enseignant-Spezialist, esou wéi en am Secondaire ass, net an de Grondschoulen. D'Schüler brauchen eng Haaptbezuchspersoun an der Grondschoul.

Mä et muss een awer och d'Realitéit gesinn. An hei wëll ech op zwee Punkten agoen.

Den éischte Punkt ass: Et ass eng Tatsaach, datt mer an der Grondschoul schonns méi wéi een Enseignant pro Klass hunn, ganz dacks souguer méi Intervenanten, och doduerch, datt verschidde Leit nëmmen eenzel Fächer halen. Heiansdo hunn d'Kanner dann awer nach eng Basteljoffer, eng Museksjoffer, eng fir d'VieSo, een, dee fir den Appui kënnt, an da kommen d'I-EBSen nach an esou weider.

An zweetens ass et eng Tatsaach, datt mer net méi dee Generalist, deen alles kann, esou hunn. Dat ass natierlech och op eise Schoulsystem zréckzeféieren, wou mer och Schwächten zouloossen. Dat ass och okay esou, mä mir mussen et awer erkennen.

(Interruption)

Jo, Här Kartheiser, mir hunn nach ëmmer gesot: Och am Enseignement secondaire classique, och am Enseignement secondaire général, do kënne mer eng Kéier eng Schwächt zouloossen. Mä da muss een awer och soen: „Do ass eng Schwächt do."

Sou, an datt Schwächten do sinn, dat gesäit een engersäits bei de Resultater zum Opnametest vun der Uni.lu. Laut mengen Informatioune packen der ganz vill de Franséischtest net. Et sinn der awer och, déi d'Mathé, d'Däitscht oder och d'Sciencen net packen. Et muss ee 50% vun de Punkten hunn, fir den Test ze packen. An Der kënnt deen Test selwer eng Kéier maachen. Dir fannt en op bsce.assessment.lu/admission. Dir kënnt also selwer eng Kéier deen Test oder esou een Test probéieren.

Sou, mir ginn awer nach ëmmer dovunner aus, datt mer dee Generalist hunn, deen alles kann: vun de Sproochen, der Mathé, de Sciencen, der Geschicht iwwert d'informatescht Wëssen an esou weider. Dat ass an der Realitéit awer net méi esou. An ech mengen, dat ass och bal normal, well et wäre riseg Ufuerderungen.

Ech kréien och gesot, datt an de Schoule bei der Stonneplangorganisatioun zum Deel op dës Schwächten opgepasst géif ginn. Dat hänkt awer vun de Schoulen of. Dat ass awer u sech net gutt. Ech mengen, hei bräichte mer eng richteg Diskussioun heiriwwer. Well ech sinn näämlech dovunner iwwerzeegt, datt den Enseignant nieft der Pädagogik och säi Fach muss gutt beherrschen.

An och do erëm eng Kéier aus eegener Erfahrung - ech sinn Ingénieure agronome, ech hunn eng Spezialisatioun Agrarpolitik, Économie rurale, dann hunn ech mech nach am Grengland spezialiséiert -: Mäi fréiere Chef, deen huet ëmmer gemengt, en Ingenieur kéint alles. Ech ka vläicht soen: En Ingenieur ka vill, mä e ka sécherlech net alles!

An dunn hat ech eng Kéier misse Coursen hale bei der Fidderung vun de Schwäin. Schwäin ass elo net esou komplizéiert, well d'Fidderung fonctionnéiert äänlech..., oder d'Verdauung fonctionnéiert äänlech wéi beim Mënsch. Ech hunn dat och gemaach. Ech hunn och keng Dommheete gesot, well ech hu mech jo virbereet. Ech hunn also näischt Falsches gesot, mä wann een net 100%eg a sengem Fach ass, dann hält ee kee gudde Cours! Dann ass een net à l'aise! An dat ass schlecht! Dat soll een also probéieren ze verhënneren.

Firwat soe mer also net ganz éierlech: Mir akzeptéiere vläicht emol eng Schwächt beim Enseignant. Hie sollt d'Méiglechkeet da kréien, dës Lacune wärend dem Studium oder an der Weiderbildung opzeschaffen. Wann d'Lacune dann dobleift - a wuelverstanen, et däerf een awer nëmmen eng Lacune hunn -, dann däerf den Enseignant dat Fach net ënnerriichten.

Hie wär awer vläicht gutt an aneren Niewefächer, well och déi si wichteg. Ech soen zum Beispill d'Sciencen. Mir brauchen och gutt Leit, déi Sciencen an der Grondschoul ënnerriichten.

Dëst géif net méi Intervenanten op der Klass erfuerderen, et géif awer eng Qualitéit garantéieren, an eventuell krite mer souguer méi Enseignanten. Dëst bedeit awer eng e bësse méi opwendeg Schoulorganisatioun, wat erëm fir en Direkter an der Schoul schwätzt. An d'Schoulorganisatioun ass eng schwiereg Zäit. En Direkter, deen iwwert de Leit steet an Decisiounen hëlt, dee géif dem Léierpersonal hei vill Konflikter an Energie spueren.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, hei sinn nach vill Diskussiounspunkten, déi missten op de Leescht geholl ginn, zesumme mat de Leit vum Terrain. Ee Mangel u gudden Enseignanten ass dramatesch fir e Land. Ech widderhuelen nach eemol den Hattie: „Op de gudden Enseignant kënnt et un." Dat ass 80% bis 85% vum Loyer, net déi vill Strukturen. A mir mussen drëngend dru schaffe mat de Leit, fir de Beruff erëm méi attraktiv ze maachen. Mir brauche gutt Leit. Mir brauchen déi bescht Leit am Enseignement! An dat mécht een net eleng mat Gesetzer.

Duerfir, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn nach vill „pain sur la planche" oder op Lëtzebuergesch „Brout op der Schéiss".

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Taina Bofferding.

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'sozial Kohäsioun ass e Sujet, dee menger Partei, der LSAP, um Häerz läit. Fir eis zielen do ganz besonnesch d'sozial Gerechtegkeet, d'Aarmutsbekämpfung, d'sozial Ofsécherung, eng fortschrëttlech Aarbechtspolitik an och eng modern Familljepolitik.

De Statsminister sot a senger Deklaratioun: „Lëtzebuerg ass 2018 kärgesond a gutt opgestallt fir d'Zukunft." Effektiv, bal all zweeten Euro, dat sinn 11,7 Milliarden, fléissen an d'Sozialpolitik, sief dat fir Sozialleeschtungen oder an d'Sécurité sociale. Fir eis Sozialisten eng ganz wichteg Investitioun.

Trotzdeem geet et awer nach net jiddwerengem gutt hei am Land. Au contraire, vill Leit befanne sech a prekäre Situatiounen, sief et, well se keng Aarbecht hunn, se wéineg verdéngen oder nom Ofzéie vum Loyer net méi ganz vill Enn des Mounts iwwreg ass. An da ginn et och nach déi Leit, déi iwwerhaapt keen Daach iwwert dem Kapp hunn.

Heescht dat elo, dass d'Politik versot huet, dass d'Regierung hir Hausaufgaben net gemaach huet? Ben, ech mengen, dat kann een net esou soen. Dozou zwou Iwwerleeungen.

Éischtens, d'Schéier tëschent Aarm a Räich an der westlecher Welt ass esou grouss wéi säit 30 Joer net méi. No enger Etüd vun der OECD hunn d'Ongläichheeten an deene meeschten Industrielänner zougeholl, dat souwuel a gudde wéi och a schlechten Zäiten, schreiwen d'Auteuren.

En zweete Punkt ass d'Differenz tëschent dem Risque de pauvreté an der tatsächlecher Aarmut. De sozialistesche Wirtschaftsminister hat scho gëschter ugeschwat, dass d'Sachleeschtungen an d'sozial Transferen an der Aarmutsstatistik meeschtens net consideréiert ginn. Et geet net drëms, de Problem hei schéinzerieden, trotzdeem, mengen ech, muss een hei déi Differenz maachen. Mä op dee Punkt wäert ech spéider nach eemol zréckkommen.

Déi meescht Leit hei am Land profitéieren zwar weiderhi vum Wuelstand, wéi och schonn déi Jorzéngte virdrunner, mä mir mussen awer bei der Verdeelung vun de Friichte vum Wuesstum oppassen. An hei huet d'Regierung reagéiert. An dëser Legislaturperiod gouf wierklech vill ëmgesat, wat de Leit zeguttkënnt.

Fir méi sozial Gerechtegkeet an d'Stäerkung vun der Kafkraaft gouf et zum Beispill eng Steierreform mam Fokus op déi kleng a mëttel Revenuen an och op d'Elengerzéier, d'Erhéijung vum Mindestloun, dem RMG an d'Pensiounen, méi Remboursementer vun der CNS bei Brëll, Lënsen, Zänn an och bei de Leeschtunge fir d'Kanner. A vergiesse mer och net, dass mat dëser Regierung net um Index manipuléiert ginn ass an dass souguer d'Studiebourssen nees indexéiert goufen.

Bei der Bekämpfung vun der Aarmut an der Prekaritéit, eng weider Prioritéit fir d'Sozialistesch Partei, goufe vill wichteg Initiative géint de Chômage geholl, sief dat beim Laangzäitchômage, awer och bei deene Jonken. Denke mer do un d'Garantie pour la jeunesse oder de Pakt mat de Betriber, wou 5.000 ageschriwwen Demandeurs d'emploi solle weidervermëttelt ginn. Mir denken awer och un déi kierzlech agefouert Aide à la formation fir ebe Jonker, déi keng finanziell Moyenen hunn a sech awer an enger Formatioun wëlle weider ausbilde loossen.

Effektiv hu mer zurzäit en niddrege Chômagetaux, wuel wëssend, dass awer all Chômeur nach ëmmer ee Chômeur ze vill ass. De Kampf géint den Aarmutsrisiko an d'Inegalitéiten ass e permanenten, och a grad an engem Land wéi Lëtzebuerg mat engem héije Wuelstand.

Esou villfälteg och d'Facettë vun der Aarmut an der Prekaritéit sinn, esou verschidde mussen och d'Léisunge sinn. Eng wichteg staatlech Ënnerstëtzung dobäi ass den RMG. Mat der Reform, déi elo deemnächst gestëmmt ka ginn, ass et fir eis wichteg, dass net nëmmen d'Verpackung, also d'Nimm, changéiert, mä dass et och zu wierkleche Verbesserunge kënnt, dass deene Leit, déi eben hei a prekäre Situatioune sinn, gehollef gëtt.

No eiser méi kritescher Positioun begréisse mer, dass nach emol nogebessert konnt ginn an dass et eben elo zu Ännerunge kënnt, wéi gesot zu Verbesserungen, déi dann och d'Besoine vun de Familljen, ganz besonnesch deene Menagen, déi elengerzéiend mat engem Kand oder méi Kanner, méi staark berücksichtegen. Bon, d'Detailer dozou wäerte mer sécherlech spéider da beim Vott vum Projet de loi diskutéieren.

En nächste Punkt, deen ech wëll uschwätzen, ass de Phenomeen vum Working Poor. Laut enger Etüd vun der CSL ass de Risiko fir en Aarbechter, an d'Aarmut ze verfalen, hei méi grouss, obwuel mer jo den héchste Mindestloun an der EU hunn, wéi fir soss en Aarbechter an der ganzer EU. Et ass frappant an aus sozialistescher Siicht ongerecht an net akzeptabel, dass d'Zuel vun deenen, déi schaffen an engem Aarmutsrisiko ausgesat sinn, an d'Luucht geet, an d'Zuel vun deenen, déi net schaffen an hiert Kapital schaffe loossen an ni dem Risiko ausgesat sinn, an Aarmut ze falen, och stänneg an d'Luucht geet.

Vu dass de Phenomeen multifaktorial ass, mussen och d'Instrumenter zur Bekämpfung multidimensional sinn. Ech verweisen hei op d'Ausso vum sozialistesche Fraktiounschef fir eng méi gerecht Besteierung vum Kapitalakommes vis-à-vis vum Aarbechtsakommes.

Beim Mindestloun wëlle mir Sozialisten, amplaz just eng Adaptatioun un déi allgemeng Lounentwécklung, strukturell Adaptatiounen a schloen dofir eng Erhéijung vum Mindestloun vir. Eng Rëtsch LSAP-Politiker hunn heizou scho ganz kloer Stellung geholl. Fir eis ass et näämlech eng Fro vun der Loungerechtegkeet, egal ob dëse Sujet elo op der politescher Agenda steet oder net.

Säit dem 1. Januar 2017 hu Mindestlounempfänger duerch den Index, d'Steierreform, awer och d'Upassung vum Mindestloun ongeféier 6% netto méi. D'LSAP wëllt nach weidergoen: wéi gesot, iwwer eng vollstänneg Be-

freiung vum Mindestloun vun der Akommessteier an eben duerch eng strukturell Erhéijung.

Wéi steet et iwwerhaapt da mat eise Sozialtransferen? Musse mer déi iwwerdenken? Obwuel se zu deenen héchsten an der EU gehéieren, hu mer awer nach ëmmer en héije relativen Aarmutsrisiko. An dofir ass de Ruff no méi sozialer Selektivitéit berechtegt. Bei ville Mesurë gëtt dëse Prinzip ugewannt, e misst awer eiser Meenung no an Zukunft nach vill méi staark applizéiert ginn, wéi zum Beispill bei de Familljeprestatiounen.

Mat der Reform virun zwee, dräi Joer hu mer en Eenheetsbetrag agefouert, fir alleguerten d'Kanner gläich ze behandelen, well jo dem Stat d'Kanner alleguerten och gläich vill wäert sinn. En Accord tëschent Regierung an de Gewerkschafte gesäit vir, dass e gesetzleche Mechanismus d'Prestation familiale all zwee Joer upasst, geméiss der Entwécklung vum Salaire médian. Dee Calcul schéngt awer net esou evident ze sinn. Dat stellt jo och de Statsrot a sengem Avis fest. Op Detailer gëtt et Divergenzen.

Mir stinn zu där Reform vum Kannergeld, mir sinn awer och der Meenung, dass et regelméisseg zu Adaptatioune muss kommen. An dofir froe mer eis, ob et net besser wär, d'Kannergeld carrement nees ze indexéieren, esou wéi de sozialistesche Fraktiounschef dat gëschter och schonn ugedeit huet.

A wa mer wierklech fir eng méi sozial Gerechtegkeet am System wëllen antrieden, musse mer eis iwwerleeën, ob mer d'Kannergeld net unhiewen a besteieren, d'Montante vum Kannergeld adaptéieren an da jee nom Steiertaux vum Menage ebe besteieren. Et ass eng Fuerderung, déi net nei ass, schonn a fréieren Diskussioune war, mä et huet ëmmer geheescht, dat vun der Steierverwaltung a vun der Kannergeldkeess, dass et an eisem System net méiglech wär, notamment well Lëtzebuerg keng Donnéeën hätt iwwert d'Akommes an d'Besteierung vun de Frontalieren an hirem jeeweilegen Heemechtsland.

Elo, duerch d'Steierreform 2017-2018, wat de Volet vun der Besteierung vun de Frontaliere betrëfft, hu mir an Zukunft déi néideg Donnéeën, och vun de Grenzgänger. An der Praxis géif dat dann näämlech bedeiten, dass d'Kannergeld géif erhéicht ginn an dann entspriechend dem Akommes an dem applizéierte Steiertaux vum Menage géif besteiert ginn. Dat heescht mat anere Wierder: Wie vill verdéngt a vill Steiere bezilt, géif méi ofginn a manner Kannergeld erauskréien; wie manner verdéngt a manner oder guer keng Steiere bezilt, géif da méi Kannergeld erauskréien. Also ganz am Sënn vun der sozialer Gerechtegkeet.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Très bien!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Mä allgemeng ass och den Appell un d'Regierung, fir d'Iddi vun enger Matrix vun de sozialen Transferen nach eng Kéier opzegräifen. Mir stellen näämlech fest, dass et net evident ass, fir erauszefannen, wien e Recht op wéi eng Sozialleeschtungen huet. Weder fir d'Bierger nach fir d'politesch Decideuren nach fir déi zoustänneg Verwaltungen ebe schéngt dëst ëmmer kloer ze sinn.

Mir bräichten emol e kompletten Iwwerbléck, en Tableau oder, nach besser, en informateschen Tool, wou ee säi Revenu, seng Familljesituatioun agëtt an dann op ee Bléck gesäit, wéi eng Hëllefen een zegutt huet respektiv wéi eng net. Dat géif der Politik näämlech hëllefen, de System besser ze steieren; Stéchwuert „Selektivitéit", „geziilten Aarmutsbekämpfung" an „Kohärenz vun der Politik". An et géif dem Bierger hëllefen, fir erauszefannen eben, wéi eng Aiden, wéi eng Sozialtransferen en dann am Endeffekt zegutt hätt a wéi eng em net zoustinn.

Här President, de Statsminister sot virun zwee Deeg: „Déi sozial Kohäsioun ass awer net just eng finanziell oder eng materiell Fro." Dat gesi mir Sozialiste genausou. An dofir stelle mir de PIB als eenzege Wuelstandsmoossstaf a Fro. De Wuelstand ass eben net exklusiv monetär ze erfaassen a schonns guer net am Kontext vun der Sharing Economy. Dofir setze mir op den «PIB du bien-être».

De Conseil économique et social huet e Set vu 65 Indicateuren ausgeschafft, déi vill méi breet erfaassen, wat Wuelstand a Liewensqualitéit hei am Land ass. Dat ass e wäertvollt Instrument a mir sollte méi systematesch dorop zréckgräifen, fir eist politescht Handelen ze evaluéieren.

Une voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Déi Sozialleeschtungen net an d'Aarmutsstatistik mat aberechent ginn. Iwwerdeems d'Geldleeschtungen als Revenu erfaasst ginn, ginn d'Prestations en nature an d'sozial Servicer net als Revenu consideréiert a fléissen domadder och net an d'Berechnung vum Revenu disponible vun engem Menage mat eran. An dofir eben eis Fuerderung, méi Konsequenz op déi dote Calcullen zréckzefeieren.

An der Familljepolitik zum Beispill spillen dës grad eng ganz wichteg a ganz bedeitend Roll, wou mer jo manner op Geldleeschtunge setzen a vill méi cibléiert op Sachleeschtungen. An och grad dëst dierfe mer an der Diskussioun net vergiessen.

Et ass net gespuert ginn, wéi jo ëmmer esou schéi vun der Oppositioun monéiert gëtt, mä et gouf massiv investéiert. Ech denken do ganz konkret un Investitiounen an d'Kannerbetreiung, d'Fréikandfërderung an déi bilingual Betreiung. Ech denken awer och u Mesuren, déi den Elteren hëllefen, fir Famill a Beruff besser openeen ofzestëmmen, eben déi rezent Reform vum Congé parental, dann déi fräi Deeg, déi ee kritt, wann engem säi Kand krank ass, déi zousätzlech Deeg fir frëschgebake Pappen, awer och de Congé d'allaitement, deen elo all Mamm zousteet, onofhängeg ob se am Endeffekt eben niert oder net.

Fir d'LSAP beschränkt sech dofir eng fortschrëttlech Familljepolitik, déi och d'Lutte géint d'Kanneraarmut zur Aufgab huet, net just op d'Ausbezuele vun de Suen, mä se besteet eben aus engem Mix mat Geldleeschtungen a Sachleeschtunge mat Mesuren, déi allgemeng d'Konditioune vun de Familljen hei sollten ebe verbesseren.

Wann ech schonns bei der Familljepolitik sinn, awer nach eng Remark zu deem berüümtberüchtegte Choix. Och wann aus dem konservative Lager ëmmer erëm widderholl gëtt, wéi och gëschter, dass Mammen, déi doheem bleiwen, déi de Choix ebe gemaach hunn, doheem d'Kanner ze betreien, dass déi elo géifen alles ewechgeholl kréien, ass dat esou net richteg, och wann dës Ausso ëmmer erëm esou widderholl gëtt. Well dee Choix, vun deem ëmmer geschwat gëtt, ass am Endeffekt kee wierkleche Choix. Et war an et bleift e Choix fir déi finanziell besser situéiert Familljen hei am Land!

Une voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Weider wëll ech awer och nach drop hiweisen, dass d'Liewenswierklechkeet vun de Familllje sech ganz staark verännert huet. Déi al Rolleverdeelung tëschent Fra a Mann entsprécht gréisstendeels net méi de Wënsch vun den haitegen Elteren. Vill Mamme wëllen hautdesdaags net komplett drop verzichten, aus der Aarbecht erauszeklammen a sech nach jorelaang dem Stot an de Kanner ze verschreiwen. Vill Mamme wëllen hautdesdaags déi zwee. Déi wëlle schaffen an nawell sech gutt kënnen ëm hir Kanner këmmeren a vill Zäit mat hinne verbréngen.

Une voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Genausou wéi och ëmmer méi Männer dat wëllen, déi net just de ganzen Dag wëlle schaffen an op de Feierowendpapp reduzéiert ginn, mä si wëllen Zäit, fir ebe mat hirer Famill, mat hirem Partner a ganz besonnesch mat hire Kanner ze verbréngen. Dofir dee Choix, jo, mä trotzdeem, mengen ech, solle mer awer net vergiessen, wat d'Elteren hautdesdaags verlaangen.

An ech mengen, do si mir als Politiker ebe gefuerdert. Och wann dat vläicht net all Konservativem hei däerft schmaachen, däerfe mer net vergiessen, dass mer mat enger Realitéit konfrontéiert sinn, déi eben net méi vläicht deem Bild entsprécht, wat virun 30, 40 Joer méi gefrot war, mä dass mer musse kucken, eben déi modern Familljepolitik zesummen op d'Schinn ze kréien.

Une voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- An deem Kontext stelle sech awer och nach eng Rëtsch Erausfuerderungen, déi mer ze bewältegen hunn, wéi zum Beispill: Wéi kënne mer den Accès vun de Fraen op den Aarbechtsmarché verbesseren?

Ech denken hei ganz besonnesch eben un déi Mammen, déi jorelaang aus dem Beruffsliewen eraus sinn, oder awer och déi Mammen, déi elengerzéiend sinn, oder eben och d'Männer, déi elengerzéiend sinn.

Virun allem stellt sech awer och hei d'Fro: Wéi packen d'Fraen de Sprong aus enger Deelzäitaarbecht nees zréck an eng Vollzäitbeschäftegung? Hei fuerdere mir Sozialisten e Recht op Aarbechtszäitverkierzung, dat - an ech mengen, dat ënnerscheet eis vläicht vun deenen aneren - mat enger Garantie vun esou engem Recht, eben och spéider erëm kënnen zu enger Volltâche ze kommen. Dat heescht, wann een de bewosste Choix trëfft, fir eng gewëssen Zäit manner u Stonnen ze schaffen, muss een d'Garantie hunn, herno eben zréckzekommen an erëm an enger Volltâche ze sinn.

Wat eise Steiersystem ugeet, muss d'Politik oppassen, dass si keng falsch Ureizer schaaft oder oprechterhält, déi besonnesch d'Fraen decouragéieren, an Aarbecht ze bleiwen oder hir Aarbechtsstonnen ze erhéijen. Ech schwätzen hei geziilt vu finanzielle Bremsen, der Niddreglounfal fir den Zweetverdénger am Stot. Déi riskéieren och, Altersaarmut ze provozéieren, well keng oder net genuch eege Pensiounsrechter opgebaut goufen. Trotz enger gudder Steierreform musse mer eben hei weider diskutéieren an och hei verweisen ech op d'Ausso vum LSAP-Fraktiounschef, dee gëschter gesot huet, dass mer musse kucken, wéi mer eise Steiersystem nach kënne besser opstellen.

Här President, e bessere Schutz géint Aarmut a sozial Ausgrenzung ass nach ëmmer eng gutt a gerecht bezuelten Aarbecht. A grad elo am Kader vun der Digitaliséierung ass dëst nach méi akut. Mat all deenen neien Aarbechtsforme geet et näämlech drëms, d'Aarbecht, d'Qualifizéierung, d'Matbestëmmung an och d'sozial Sécherheet weiderzedenken an un déi nei Defien unzepassen.

De Kolleeg Franz Fayot huet gëschter bei sengen Aussoen zur Digitaliséierung ganz kloer gesot, dass d'LSAP keng Angschtdebatt, mä eng Gestaltungsdebatt féiert.

Une voix.- Très bien!

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Existenzängscht musse mer eescht huelen, gläichzäiteg awer no de Chancë gräifen an de Wandel sozial gerecht matgestalten. Fir eng gerecht Verdeelung vun de Produktivitéitsgewënn ze erzilen, plädéiere mer dofir fir eng Lounerhéijung oder eng Aarbechtszäitverkierzung. Déi erwirtschaft Produktivitéitsgewënn däerfe fir eis net just an d'Täsche vun de Patrone fléissen, mä fir eis ass et och ganz kloer, dass déi Beschäftegt dovunner musse profitéieren. Dat versti mer ënner sozialer Gerechtegkeet an dat ass säit ganz ville Joren den Erfolleg vun der sozialer Maartwirtschaft hei am Land.

Ofschléisse wëll ech mam Verweis, dass et anscheinend ëmmer méi Leit hei zu Lëtzebuerg ginn, déi keen oder nëmmen e limitéierten Zougang zu de Soins de santé hunn. Mir sinn der Meenung, dass een do onbedéngt muss Méiglechkeeten a Weeër sichen, fir fir jiddwereen, deen hei am Land lieft, Zougang zu enger héichwäerteger Gesondheetsversuergung ze kréien. Dofir plädéiere mer zum Beispill fir den Tiers payant généralisé.

Fir d'LSAP ass kloer: Eise Sozialsystem steet net zur Dispositioun. Eise System ass e ganz héichwäertegen, dee jiddwerengem Zougang zu deeneselwechten a gudde Leeschtunge garantéiert an op eng solidaresch Finanzéierung opgebaut ass. D'LSAP gëtt allen eng Ofso, déi sech aus der solidarescher Finanzéierung oder dem Conventionnement wëllen zréckzéien an déi op déi eng oder aner Aart a Weis dëse System a senge Grondprinzipien a Fro stellen an och d'Fundament a Fro stellen.

D'Sozialiste sinn de Garant fir d'Erhalen, d'Ofsécherung an den Ausbau vun eisem soziale System, deen op Solidaritéit opbaut an deen als héchst Zil huet, de sozialen Zesummenhalt ze garantéieren. Dat soll d'Obleie vun eis alleguerte sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och.

(Interruption)

Mme Taina Bofferding *(LSAP).*- Deen Dag, wou ech lech iwwerzeegen…!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Nächste Riedner ass den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum *(DP).*- Gudde Moien, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Gudde Moien, Här Baum.

M. Gilles Baum *(DP).*- Gudde Moien, Kolleeginnen a Kolleegen.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Gilles Baum *(DP).*- Emol eng Kéier, wou ech däerf moies schwätzen, well dat kënnt jo och net all Dag vir.

(Brouhaha général et hilarité)

Mir hunn nach Manéieren hei am Parlament.

De Premier huet eis virgëschter a senger Deklaratioun, esou wéi en et schonn déi véier Joer virdru gemaach huet, nach eemol däitlech gemaach: Et ass de Mënsch, dee fir dës Regierung am Mëttelpunkt steet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- Dës Regierung huet erkannt, wat d'Biergerinnen an d'Bierger vun der Politik verlaangen, wat d'Fraen an d'Männer brauchen, wa si an der Rush Hour vun hirem Liewe sinn, wéi eng Ënnerstëtzung si brauchen, wa si sech entscheeden, eng Famill ze grënnen, wéi d'Zukunftsperspektive vun eise Kanner, vun eiser Jugend verbessert kënne gi mat Aussiichten, déi eiser Gesellschaft zeguttkommen an do ukommen, wou se am meeschte bréngen a wou se am meeschte gebraucht ginn.

Här President, iwwert déi lescht fënnef Joer war dës Regierung sech bewosst, wéi wichteg et ass, an d'Jugend an an déi kommend Generatiounen ze investéieren an déi an de Mëttelpunkt vun eisem Schaffen ze stellen. A fir si esou gutt wéi méiglech op d'Zukunft virzebereeden, goufen eng sëlleche familljepolitesch Mesuren a Reformen um Niveau vun der Schoul a vun der Kannerbetreiung geschafen.

Well d'Ongläichheeten an eiser Gesellschaft leider scho bei deene Klengsten ufänken, ass et wichteg, dass all Kand déiselwecht Startchancen a säi Liewe kritt. Fir all eise Kanner besser Zukunftsperspektiven ze bidden, huet d'Regierung massiv, massiv an d'Qualitéit vun der Kannerbetreiung investéiert. Eis Kanner sollen esou gutt wéi méiglech betreit ginn, och wann hir Eltere schaffe ginn. Duerfir sinn d'Qualitéitskritären agefouert ginn an de Personalschlëssel an de Crèchen ass ganz staark eropgesat ginn. Et geet awer mat Sécherheet net duer, d'Kanner nëmmen ze versuergen, mä et geet drëm, d'Kanner geziilt ze färderen. A mir wëssen, dass am fréien Alter, besonnesch tëschent een a véier Joer, d'Kanner ganz séier léieren.

Ee Wuert iwwert d'Gratuitéit och an der Kannerbetreiung. Ech kennen net d'Dekonte vun alleguerten de Gemengen, ech kennen awer den Dekont vun der Gemeng Jonglënster aus dem Joer 2016. An ech kann Iech soen, dass d'Participatioun vun den Elteren a menger Gemeng, dat heescht de Bäitrag, de finanzielle Bäitrag zu der Maison relais, zum Service éducation et accueil, dee läit nach bei ronn 10%. Dat ass och zréckzeféieren op déi sozial selektiv Kritären, déi iwwert d'Gesetz 6410 agefouert goufen. Also d'Participatioun vun den Elteren ass och massiv erofgaangen, wat natierlech zum Virdeel vun den Elteren an de Familljen ass an hirem Portmonni.

Et ass am jonken Alter, wou ee muss usetzen, wa mir wëllen, dass den Ëmgang mat de Sprooche spéider am Verlaf vun der Schoulcarrière net zur Brems gëtt. D'Crèchë souwéi och eis Schoule sinn e Spigelbild vun eiser Gesellschaft. An déi verschidde Mammesproochen, déi bei eis doheem geschwat ginn, däerfen net benodeelegt ginn. Well kleng Kanner besonnesch einfach a fréi Sprooche léieren, muss an der Kannerbetreiung d'Gefill fir eis Sprooch, eis Sproochen, vermëttelt ginn. Duerfir hu mer déi multilingual Fréifërderung agefouert.

A wéi ech et hei schonn e puermol gesot hunn: Et geet net drëms, dass d'Kanner solle Vokabele léieren, mä et geet drëms, op eng spilleresch Aart a Weis iwwer kleng Lidder, iwwer kleng Reimer, iwwer kleng Theaterspiller a kleng Geschichten de Kontakt mat der franséischer Sprooch an der Lëtzebuerger Sprooch ze kréien.

An ech wëll nach eng Kéier ganz kloer drop hiweisen, dass an all deene Crèchen, wou bis elo net Lëtzebuergesch geschwat ginn ass, och elo Lëtzebuergesch muss geschwat ginn. Dat heescht, déi auslännesch Kanner, déi an enger auslännescher Crèche sinn, an enger englescher Crèche, enger franséischer Crèche wäerten och an de Kontakt mat der Lëtzebuerger Sprooch kommen, wat natierlech eendeiteg zu enger Stäerkung vun eiser nationaler Sprooch bäidréit.

Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch op där enger Säit an awer och eis geliefte Méisproochegkeet op där anerer Säit, dat sinn zwee Standbeen, op déi mir kënnen, dat sinn zwee Standbeen, op déi mir sollen houfreg sinn a firwat aner Länner eis beneiden. Kommt, mir notzen déi Chance!

Lëtzebuergesch schwätzen ass in. Wann ee sech interesséiert fir d'Sproochecoursen, déi ugebuede ginn am Centre de langues oder an de Gemengen, do mierkt een, dass déi Coursë voll sinn. D'Lëtzebuerger Nationalitéit unhuelen ass in. An eleng d'lescht Joer hunn iwwer 9.000 Leit hei am Land déi Lëtzebuerger Nationalitéit ugeholl.

Ech mengen, et steet gutt ëm eis Lëtzebuerger Nationalitéit an et steet gutt ëm eis Sprooch.

Här President, dee beschte Moyen, fir de Kanner Zukunftsperspektiven ze erméiglechen, ass, derfir ze suergen, dass et an der Schoul klappt. D'Schoul muss zur Aufgab hunn, d'Ongläichheeten ze bekämpfen an ofzebauen. A wa mir wëllen, dass d'Schoul erëm als soziale Lift fonctionnéiert, musse mir derfir suergen, dass d'Schüler gutt duerch d'Schoul kommen an dass se och e Schoulofschloss kréien.

Mir wëssen awer och, dass net all Kand déiselwecht Stäerkten an Interessen huet. A well d'Lycéeën elo méi Autonomie kréien, nom Motto „ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Kanner", wäert et méiglech sinn, besser op d'Besoine vun den Eenzelnen anzegoen. An deem Kontext gëtt elo och d'Offer vun den ëffentlechen Europaschoulen am Fondamental an am Secondaire erhéicht, fir sech besser un d'Schülerpopulatioun upassen ze kënnen.

Här President, d'Schoul soll als Trampolin gëllen, fir alle Kanner déiselwecht Chancen unzebidden. A scho ganz fréi an der Kannerbetreiung an och weiderhin duerno an der Schoul sollen d'Sproochebarrièren ofgebaut ginn, well d'Sprooch ee Grond vum Échec scolaire ass. Mir wëssen awer och, datt de sozioekonomeschen Hannergrond vun der Famill en immens groussen Impakt op déi schoulesch Carrière vum Kand huet. D'Kanner aus sozial schwaache Familljen di sech an der Schoul méi schwéier. An déi Ongläichheet hält eben net am Klassesall op eemol op. Och wa Lëtzebuerg mat sengem PIB pro Awunner zu deene räichste Länner op der Welt gehéiert, ass en Aarmutsrisiko, an dat besonnesch bei de Kanner, reell an existent.

A besonnesch fir déi Familljen huet d'Regierung iwwert déi lescht Jore ganz konkret finanziell Entlaaschtungen decidéiert, ugefaange bei der Steierreform, déi fir däitlech méi Gerechtegkeet a Selektivitéit suergt. Hei kréie virun allem déi kleng a mëttel Akommessen däitlech méi Kafkraaft duerch eng Upassung vun der Steiertabell an och d'Verduebelung vum Crédit d'impôt, dat och bei de Pensionnairen. An och d'Monoparentaux, déi et jo wierklech am schwéiersten hunn, kruten hire Crédit d'impôt op elo 1.500 Euro am Joer verduebelt.

D'Steierreform setzt och hei un, andeems d'Abattemente bei engem Bausparvertrag fir Jonker bis 40 Joer op 1.344 Euro verduebelt ginn an d'Abattemente fir d'Scholdzënsen um Eegenheem däitlech no uewen adaptéiert ginn.

Zu Lëtzebuerg liewen, ass net bëlleg. An d'Wunnkäschte belaaschten de Portmonni vu ganz ville Bierger. Dat wësse virun allem Familje mat niddregem a mëttlerem Akommes. Duerfir gouf et och hei däitlech Verbesserunge beim Wunngeld. A säit 2016 existéiert d'Subvention loyer, déi och schonn nogebessert gouf. Zwee Drëttel vun de Locatairen zu Lëtzebuerg profitéiere vum Wunngeld vu bis zu 300 Euro de Mount.

An eng weider finanziell Entlaaschtung fir Famillje mat Kanner sinn déi zwanzeg Stonne gratis Kannerbetreiung. A bei dëser Rentrée kréien all Secondairesschüler hir Schoulbicher gratis. Eleng dës zwou Mesuren - eleng dës zwou Mesuren! - bedeite fir ganz vill Stéit zu Lëtzebuerg eng substanziell Entlaaschtung.

Sou zum Beispill huet e Stot, eng elengerzéiend Mamm oder en elengerzéiende Papp mat engem net qualifizéierte Mindestloun, eleng duerch d'Steierreform, d'Subvention loyer an duerch d'Schoulbicher ronn 300 Euro de Mount méi an der Täsch. Dat sinn 3.600 Euro am Joer, an dat ass en décke Batz u Sue fir e Stot, deen et net einfach huet, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

Ech wollt awer och nach eng Kéier op d'Kannergeld zréckkommen, well gëschter hei monéiert ginn ass, wéi vill dass d'Leit géifen ewechgeholl kréie respektiv wéi vill dass se géife verléieren. Et ass effektiv esou, dass den 1. August 2016 eng Reform agefouert ginn ass, bei där de Montant vun 265 Euro pro Kand bezuelt gëtt.

Ech géif awer da gäre wëssen, wat ewechgeholl gëtt! Well alleguer déi Leit, an där si jo awer nach eng Partie dobannen, och hei zu menger rietser Säit, déi nach Kannergeld kréie fir déi Kanner, déi schonn op der Welt ware virum 1. August 2016, déi hunn hoergenau bis op de Komma hannendrun datselwecht Kannergeld, wat se virun der Reform haten. An et ass falsch a mengen Aen, et ass falsch, et ass faktesch falsch an et ass och onéierlech, fir virzerechnen, wéi vill d'Eltere verléieren, déi d'Kanner duerno kritt hunn.

(Interruption par M. Roy Reding)

Här Reding, se kënnen näischt verléieren! Wa se virdru keng Kanner haten, da kréie se 265 Euro de Mount. A wa se der zwee hunn, da kréie se 530 Euro de Mount.

M. Roy Reding *(ADR).*- Dat ass Sophismus!

M. Gilles Baum *(DP).*- An ech sinn an där glécklecher Situatioun, Här Reding, well Der mech grad ukuckt, Iech kënnen ze soen: Mäi Cousin huet zwee Kanner kritt. Dat lescht ass elo virun zwou Wochen op d'Welt komm. Mengt Der, deen hätt zu mir gesot, wéi vill Kannergeld dass e kritt? Leit - an ech gleewen onverbesserlech un dat Gutt um Mënsch -, déi frou matenee sinn, a Leit, déi wëlle Kanner kréien, déi kréie Kanner, well se frou matenee sinn an net, well se Kannergeld kréien.

(Interruptions diverses)

An déi Rechnung, déi hei gemaach gëtt vun der CSV, ass faktesch falsch an intellektuell onéierlech.

Une voix.- Neen, se ass richteg!

Une autre voix.- Très bien!

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

M. Gilles Baum *(DP).*- A firwat ass se onéierlech? Ma well Der all déi Mesuren, déi ech Iech elo opgezielt hunn, an et kommen der nach, well Der all déi Mesuren, déi ech opgezielt hunn, dat heescht déi nei Tariffer an der Kannerbetreiung, déi zwanzeg Stonne gratis, d'gratis Schoulbicher an de Congé parental, an Ärer Rechnung einfach op der Säit loosst.

An dat ass net éierlech, an ech kann Iech soen, et gëtt nach eng Mesure am Kannergeld, déi derfir suergt, dass d'Leit méi hu wéi virdrun. An zwar ass et déi, dass, wann Der dräi Kanner hutt an ee Kand fält aus dem Kannergeld eraus, well et säi Lycéesofschloss huet, da fält net méi déi décksten Tranche beim Kannergeld ewech, wéi et bis elo war, mä et fält en Drëttel ewech.

An esou ass et, dass alleguer d'Elteren…

(Hilarité)

Jo, et ass awer esou. Et ass awer esou! Dir kënnt laachen. Et ass awer esou!

(Brouhaha général)

Et ass en Ënnerscheed, Här Kartheiser, ob Der, wann e Kand fortgeet aus der Rechnung doheem, 450 Euro ewechgeholl kritt vum Stat oder ob 300 Euro ewechfalen. Dat ass…

(Interruption par M. Fernand Kartheiser, brouhaha et hilarité)

Här Kartheiser, dat sinn einfach Fakten.

Dat sinn einfach Fakten. Voilà. An domadder, mat Fakte muss ee sech auserneesetzen, mat richtegen Zuelen, an net mat Saachen, wou gesot gëtt, wat d'Leit alles ewechgeholl kréien. Et ass falsch, wat hei vun der rietser Säit gesot gëtt, well alleguer d'Elteren hunn duerch dës Regierung däitlech méi am Portmonni duerch dat, wat fir d'Kanner an d'Kannerbetreiung gemaach gëtt.

Elo ass et Madamm Presidentin, gesinn ech hannendrun. Déi Leit, déi Hëllef brauchen, sollen a mussen och gehollef kréien. Si mussen ënnerstëtzt ginn, fir op eegene Been ze stoen. Loosst mech an deem Kontext e puer Wuert iwwert d'Reform vum RMG, dem neie REVIS soen!

Vill Commentairen zirkuléieren. Neen, de REVIS schaaft d'Garantie op e Mindestakommes net of. D'Zil vum REVIS bleift weiderhin, Leit ouni oder mat net genuch Akommes ze ënnerstëtzen. An d'Akteuren um Terrain, d'Akteure vum Secteur si sech alleguer eens: De System muss reforméiert ginn, den aktuellen RMG ass a senger Ausriichtung einfach net gerecht.

Et gëtt gemengt, de REVIS géif d'Beneficiairë stigmatiséieren. Et gëtt och gemengt, de REVIS géif manner Gerechtegkeet mat sech bréngen. Ech stellen Iech d'Fro: Ass et da gerecht, e System bäizehalen, an deem déi zweet Persoun am Stot, an dat ass jo ganz dacks d'Fra, kenger Aarbecht däerf nogoen?

D'Frae ginn am Moment vum Aarbechtsmarché ewechgehalen, amplaz hir Situatioun selwer kënnen ze verbesseren. Andeems déi zweet Persoun och elo däerf schaffe goen, kréien d'Leit och méi Suen. Am Moment ass den RMG-System esou ausgeluecht, dass et sech emol net lount, fir schaffen ze goen. An dat däerf net sinn.

A mir sinn eis eens: D'Zil vum RMG, d'Zil vum neie REVIS ass et net, fir jiddwereen op den Aarbechtsmarché ze kréien, well et gi Leit, déi bréngen dat einfach net färdeg. Duerfir mécht de REVIS e kloren Ënnerscheed tëschent op där enger Säit der professioneller Aktivatioun, fir déi d'ADEM zoustänneg ass, an op där anerer Säit der sozialer Aktivatioun. An Zukunft wäert den ONIS d'Betreiung vu sozial a gesondheetlech schwaache Leit assuréieren. Dem ONIS ginn dann och d'Moyenen zur Verfügung gestallt, fir déi beschtméiglech Betreiung ze garantéieren.

20% vun den RMG-Bezéier bestinn aus zwee Erwuessene mat engem oder méi Kanner, 13% sinn elengerzéiend mat engem oder méi Kanner. A ronn 7.000 Kanner liewen an RMG-Stéit a mir wëssen, dass den Aarmutsrisiko do besonnesch héich ass. An duerfir wäert de REVIS och genau do usetzen, an den Undeel fir e Kand, dat an engem RMG-Stot opwiisst, gëtt eropgesat vun 10% op 30% a bei de Monoparentaux vun 10% op 40%.

Här President, de Premier huet et virgëschter op de Punkt bruecht: An dëser Legislaturperiod gouf d'Approche vis-à-vis vun de Kanner an de Familllje geännert. Op Eegestännegkeet an Onofhängegkeet vun den Elteren - vu Mann a Fra! - an op d'Zukunftschancë vun de Kanner gouf grousse Wäert geluecht. D'Eltere wëlle méi Zäit mat hire Kanner verbréngen. An dat huet d'Reform vum Congé parental hinnen elo erlaabt.

Méi Eltere profitéiere vun dëser Zäit. An déi éischt Zuele beweisen, dass et an déi richteg Richtung geet. D'Demandë sinn zejoert ëm 70% eropgaangen a souguer ëm 190% bei de Pappen, wat mat Sécherheet dorunner läit, dass véier nei Modeller niewent deenen zwee besteeënde proposéiert gi sinn. An ech weess vu Kolleege vu mir, déi an de Congé parental ginn, dass besonnesch dat, dass se kënnen een Dag an der Woch wärend zwanzeg Méint bei hirem klenge Kand bleiwen, bei ganz ville Pappen eng attraktiv Offer ass, souwuel fir de Papp wéi och fir de Patron.

Ech denken awer och un de Pappecongé, deen eropgesat ginn ass, un de Congé de maternité fir all Fra, dee verlängert ginn ass op dräi Méint, dat heescht déi dräi éischt Méint no der Gebuert, onofhängeg dovun, ob déi Fra niert oder net, well dat geet kee Mënsch eppes un.

Wat Familljen haut brauchen, ass méi Zäit. Si wëlle méi Zäit mat hirer Famill verbréngen, an duerfir wëllt d'DP och weiderdenken am Congé parental an eventuell nach nei Flexibilitéitsmodeller proposéieren. Méi Zäit brauchen d'Leit och fir hir Hobbyen, fir de Benevolat, fir sech selwer. A fir déi Zäit och ze hunn, brauchen d'Leit méi Flexibilitéit, an dat haaptsächlech och um Niveau vun den Aarbechtszäiten.

D'Demokratesch Partei war 2013 mat engem Programm an d'Wahle gaangen, deen d'Ambitioun hat, fir eng modern an zäitgemëiss Politik ze féieren. Mir hunn an de leschte fënnef Joer an der Chamber Gesetzer gestëmmt, déi et de Leit erlaben, Familljen- a Beruffsliewe besser ënner een Hutt ze kréien. Mir hu Gesetzer gestëmmt, déi eis Schüler fit fir d'Zukunft maachen, well se den Erausfuerderunge vum 21. Jorhonnert gerecht ginn. Déi Leit, déi mussen ënnert d'Äerm gegraff kréien, wäerte mam REVIS nei Perspektive kréien, fir hir Plaz an der Gesellschaft ze fannen. Villes gouf gemaach, mir sinn um gudde Wee an et bleift och nach munches ze maachen.

D'Demokratesch Partei ass héich motivéiert, fir weiderhin an där doter Richtung weiderzeschaffen.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Baum.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci och.

(Hilarité)

Mme Simone Beissel, *Présidente de séance.*- Merci dem Här Baum. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR).*- Merci, Madamm Presidentin. Zur Kohäsioun gehéiert och, datt all Schichten, all Beruffer, all Leit an der Gesellschaft sech richteg a fair behandelt fillen. Dozou gehéieren och Baueren a Wënzer, Selbstänneger, Handwierker, Wiert, Hotelieren, Geschäftsleit a souguer déi béis Promoteuren.

Goufe si gutt a fair behandelt vun dëser Regierung? Mir mengen neen. D'Horesca (veuil-

lez lire: den Horeca) gouf zum Beispill ganz schlëmm gebeutelt, och, mä net nëmmen, duerch déi onsääglech TVA-Erhéijung, an dat an engem souwisou scho ganz, ganz schwieregen Emfeld.

Ech hat viru fënnef Joer de Pleséier, fir meng Partei hei zur Landwirtschaft ze schwätzen. Eise Premierminister huet a senger Ried geschwäermt vun eisem Land mat engem ländleche Raum, mat Natur, Bëscher, Wisen a Felder, en ass scho bal poetesch ginn. Jo, mir hunn eng Kulturlandschaft, well Baueren a Wënzer se mat Respekt virun der Schëpfung bewirtschaften. Hei ass ee Secteur, dee fir ganz wéineg Suen der Gesellschaft insgesamt ee Risendéngscht leescht.

Gi se ëmmer fair bezuelt fir hir Produiten? Ech soe kloer neen. Mä wat méi schlëmm ass: Kréie se de Respekt, dee se verdénge fir hir Aarbecht? An och hei soen ech kloer neen. Si waren déi éischt Affer vun dëser Regierung, hirem onsääglech Spuerpak. Ech weess elo net méi auswenneg, wéi vill Mesurë se getraff hunn, mä si waren déi Branche, déi am schrooste betraff ginn ass vun deene Mesuren.

Besonnesch administrativ Vereinfachung, an den Här Wiseler huet do gëschter mat Recht op dat neit Naturschutzgesetz verwisen a wat et alles wäert mat sech bréngen, muss fir d'Landwirtschaft wéi fir de Rescht vum Land eng Realitéit ginn a keng Floskel bleiwen. Et muss een och ee fir alle Mol kloerstellen, datt eng Simplification administrative net bedeit: Mir maachen der Administratioun d'Aarbecht méi einfach. Neen, mir mussen dem Bierger et méi einfach maachen, fir u seng Autorisatiounen ze kommen.

Ech erënneren u meng Ried am Numm vun der ADR zu deem onsääglecheGesetz iwwert d'Produits phytosanitaires, wou eng Dosen Administratioune kënnen Dag an Nuecht op Bauerenhäff Hausduerchsuchunge maachen a wou scho fir klengste Vergeeë grouss Geldstrofe bis eng Véierelmillioun Euro virgesi sinn, an dat an engem Secteur, dee souwisou mat deenen niddregsten Akommesse muss auskommen.

Madamm Presidentin, wéi dës Regierung ugetratt ass, war meng Partei skeptesch mat villem, mä mir hunn awer och gewëssen Hoffnung an den Här Bettel gesat, besonnesch wéi en deemools a senger Untrëttsried gesot huet, ech zitéieren: „A fir den Entrepreneuriat zousätzlech ze promouvéieren, hu mir eis iwwerluecht, fir e Statut vum Independant anzeféieren an dem Independant iwwert dee Wee gläichwäerteg sozial Rechter ze ginn." Dat aus dem Mond vum engem Mënsch, dee virdrun Independant war, huet Hoffnunge waakreg gemaach. Leider si se enttäuscht ginn!

Ech wëll just e weidert Beispill erausschielen, wou de Premier, an hie selwer, hie ganz perséinlech, schifläit. Digital Luxembourg ass eent vun deene groussen nationale Schlagwierder an deem Nation Branding an alt nees eng Kéier gouf sech hei ze wäit zur Fënster erausgeluecht.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Déi Offensiv an der Digitalisatioun ass gutt. Mir hu gutt Infrastrukturen, souwuel legal wéi technesch. Mä net méi spéit wéi Enn Mäerz dëst Joer hunn Organisatioune wéi AMCHAM, Fedil, ALFI, ASPI, Firme wéi Deloitte a PwC gemeinsam en SOS-Schreiwes un de Premier geriicht. Et kënnt extrem seele vir, datt esou Organisatiounen an esou Firmen eng Regierung offe kritiséieren. Den Hannergrond ass, datt et zwee bis dräi Méint dauert, fir eng Aarbechtsgeneemegung ze kréie fir Informatikspezialisten aus Drëttlänner oder och aner Spezialisten, déi dréngend gebraucht ginn. Oft sinn d'Kandidaten ofgesprongen, éier eng Decisioun ka geholl ginn, well dat si Leit mat héijer Qualifikatioun, déi x Offeren hunn, an natierlech akzeptéiere se déi, déi se am schnellsten an am einfachste kréien.

Et gouf scho ganz interessant Start-uppen hei zu Lëtzebuerg, déi Lëtzebuerg de Réck gedréit hu wéinst deem dote Problem. Firwat et net méiglech ass, schnellstens Ofhëllef ze schafen, dat erschléisst sech mir net, besonnesch wann ee Milliarden investéiert huet an d'Digitalisatioun an dann de Succès duerch esou bürokratesch Attitüden a Fro stellt, duerch eng falsch ideologesch a bürokratesch Approche vum Ausseministerium! Dat ass fir eist Land eng Katastroph an de Contraire vu gudder Publicitéit dobaussen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Roy Reding *(ADR).*- Ech ginn elo net op alles an, wat hei am Land net a Botter ass, egal wat soss gesot gëtt vu Regierungssäit, weder op déi onsozial Steierreform, d'Benodeelegung vun de Familljen, déi hir Kanner wëlle selwer grousszillen, Wittfraen a Wittmänner, déi sech an dësem Haus den Hohn vum Finanzminister ofgeholl hunn, d'Deierecht vum Wunnraum, net zulescht duerch d'Erhéijung vun der TVA op Mietwunnenge vun 3% op 17% an esou weider an esou fort. Dat huet de Gast Gibéryen scho gemaach an dorobber wäert och de Fernand Kartheiser nach agoen.

Ma deeselwechte Ras-le-bol wéi am Vollek gëtt et och an der Wirtschaft, am Commerce, bei Investmentfongen, Banken, bei Entrepreneuren, Promoteuren. Eisen Här Premierminister huet vläicht net Zäit, fir mat de Leit ze schwätzen, vu lauter Kussen an Heemelen.

(Brouhaha)

Wann Der mat hinne schwätzt, gitt Der gewuer, si sinn degoûtéiert! Si sinn degoûtéiert! Ëmmer méi Paperassen, ëmmer méi „red tape", ëmmer méi Verantwortung fir Scholden, eng Sàrl, déi keng Responsabilité limitée méi huet, an insgesamt ëmmer manner Respekt! A wann ëmmer méi vun deene Leit Iech soen - mir soe se et! -, datt se deemnächst wëlle verkafen, hire Buttek zoumaachen, ophalen, auswanderen oder an d'Pensioun goen, da wësst Der: Lëtzebuerg ass 2018 net eng Start-up-Nation, et ass eng Fed-up-Nation.

(Brouhaha)

D'Leit hunn es sat, d'Land huet es sat. Wéi am Prisong gi Stréchkalennere gefouert: nach 171 Deeg bis de 14. Oktober, 171 Deeg bis zum Wiessel. A wéi den Här Baum sinn och mir als ADR héich motivéiert, dozou bäizedroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Leschte Riedner zu dësem Block ass den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu gëschter eng Debatt ugefaangen iwwert den Etat de la nation. Ech wëll just drun erënneren, datt als Titel vun där Erklärung, déi den Här Premierminister hei presentéiert huet, op sengem Ziedel nach ëmmer steet „l'état du pays".

Ech wëll dat just nach eng Kéier an Erënnerung ruffen, well et weist, wéi dës Regierung eigentlech zu deem Begréff vun der Natioun steet, well si huet et ageféiert ze probéieren, dee Begréff eben ze ersetzen, an ass nach ëmmer op där Schinn, obschonn dat ganzt Land jo schwätzt vun der Diskussioun iwwert d'Lag vun der Natioun.

Déi Ried wor, wat se war. Ech mengen, et ass schonn amplement kommentéiert ginn, datt vill Leit hongreg bliwwe sinn, nodeem se dem Här Premierminister nogelauschtert hunn. Mä et kann ee sech zwou Froen emol direkt stellen. Et ass ëmmer erëm gesot ginn, mir wären eng räich Gesellschaft. Mä räich si mer am internationale Vergläich, obschonn et vill aarm Leit hei am Land gëtt.

Mä si mer net och eng materialistesch Gesellschaft? Si mer net och vläicht eng ze vill egoistesch Gesellschaft? Wa mer hei esou vill Scholde maachen, an d'Regierung huet och Scholde gemaach, a mir hunn awer fir Lëtzebuerger Begréffer eng héich Scholdelaascht, da gëtt dacks an de Vergiess gesat, datt jo déi Generatiounen no eis se mussen zréckbezuelen. Dat ass en Egoismus, dee mir als ADR net richteg fannen. An dofir hale mir och drop, fir de Budget ze equilibréieren.

Mä dann ass gesot ginn, mir géifen eng „modern" Politik maachen. Déi Regierung verschreift sech dem Begréff vun der „Modernitéit". Mä wat heescht dat eigentlech? Soll de Begréff „modern" eng Ursaach sinn, e Grond sinn, fir zum Beispill eng ethesch Dimensioun, eng Verantwortungsdimensioun aus der Politik hei am Land auszeklameren?

D'Gesellschaftsreforme sinn hei zitéiert ginn. An ech wëll der vläicht just dräi hei nennen, fir ze soen: Wou ass dann eigentlech dat, wat eis och misst auszeechnen an der Politik, näämlech déi Dimensioun, dat Bewosstsinn vun der Noutwendegkeet vun der Verantwortung?

Mir haten hei, den Här Statsminister hat et rappeléiert, d'Aféierung vum homosexuelle Bestietnis. Eng Aféierung, déi sech gemaach huet, andeem versicht ginn ass, eng effentlech Diskussioun esou wäit wéi méiglech ze evitéieren, wou Petitionäre Problemer haten, hei an der Chamber gehéiert ze ginn. Dat ass net richteg!

Mir hu Konsequenzen haut dovunner. Mir hu Länner, déi eis keng Kanner méi zur Adoptioun gi wéinst där Aféierung vun deem Bestietnis.

(Interruption)

Et ass net vill driwwer diskutéiert ginn, mä et bleift fir eis eng Problematik an der Familljepolitik an an der sougenannter Moderniséierung vum Land.

Dat Zweet, wat hei vum Här Statsminister ënnerstrach ginn ass, dat ass d'Ofdreiwung. Et ass bal eng Kompetitioun gewiescht tëschent der Regierung an der CSV, wien an där Hisiicht am meeschte gemaach hätt. D'Regierung huet erënnert un hire Projet, dee se am Ufank vun dëser Legislaturperiod presentéiert huet, an d'CSV ass dunn direkt komm an huet gesot: „Jo, mir waren et jo awer, déi d'Fristeléisung ageféiert hunn."

Fir eis als ADR gräift dat alles ze kuerz. Fir eis ass de Schutz vum Liewen déi wichtegst Dimensioun. Natierlech muss eng Fra, déi an enger Situation de détresse ass, am Fall vu Gesondheetsproblemer fir si selwer, am Fall vun enger Vergewaltegung an esou weider an esou virun, déi Méiglechkeet kënnen hunn.

Awer fir eis ass d'Hëllef och fir d'Fra eng wichteg Dimensioun. An eis Politik mécht do net genuch. Mir sollen déi Fraen net eleng dostoe loossen, déi virun där Decisioun stinn. Déi zweet Consultatioun ass ofgeschaaft ginn, wat e Feeler ass. Mä och wann ech haut kucken: Wat geschitt dann, wat mécht de Stat da fir jonk Meedercher, déi op eemol an aneren Ëmstänn sinn, fir hinnen ze hëllefen, och fir vläicht d'Liewen ze schützen, fir ze probéieren, déi, déi dann an Nout sinn, zemools och mannerjäreg Meedercher, ze ënnerstëtzen? Ma esou gutt wéi näischt!

De Stat verléisst sech op Benevollen, op kleng Associatiounen, déi sech sacrifiéieren, déi eise ganze Respekt hunn. Mä wann de Stat deen Optrag vum Schutz vum Liewe géif eescht huelen, da géifen och do virun allem Moossname geholl ginn, fir deenen ze hëllefen, déi wierklech Hëllef brauchen.

M. Roy Reding *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An déi drëtt Dimensioun, déi ech hei wëll ernimmen, dat ass dat neit Filiatiounsgesetz. Hei gëtt dat och als eng Neierung duergestallt. Mä d'Filiatioun, dat ass u sech eng nei ethesch Erausfuerderung un eis Gesellschaft. Et soll méiglech sinn, de Papp zum Beispill aus dem Liewe vun engem Kand komplett auszeklameren duerch eng PMA fir weiblech, lesbesch Koppelen. Dat gëtt scho gemaach hei am Land. Mä brauch dann net e Kand och säi Papp? Muss et net wëssen, wou et hierkënnt? Natierlech!

Da gëtt et eng PMA post mortem, dat heescht, de Stat wëllt hei erméiglechen, datt Weesekanner op d'Welt kommen, d'bewosst Erbäiféierung vun der Situatioun vum Kand als Weesekand. An d'Leihmutterschaft, eppes, wat viru Joren nach komplett inakzeptabel war, zemools och bei feministesche Kreesser, dat soll elo toleréiert ginn iwwert den Ëmwee vum Ausland. Dat heescht, d'Instrumentaliséierung vun der Fra als Gebärmaschinn, wéi et eben dacks kritiséiert gëtt.

Plusieurs voix.- Ooh!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Dach, et ass genau dat.

(Interruption)

An och déi Tatsaach, datt e Kand an deem Fall an enger ganz schwiereger Situatioun ass, well et net eng kohärent Filiatioun méi kann hunn. An et ass schued, fir ze gesinn, datt eng CSV an der Kommissioun, an der juristescher Kommissioun, wou dat diskutéiert ginn ass, eigentlech genau op deemselwechte Wee ass wéi d'Regierungsparteien.

Wann ech scho vun der CSV schwätzen, da wëll ech dach kuerz op dem Här Wiseler seng Ried vu gëschter agoen. Ech hu geduecht, d'CSV leit vläicht ënner Amnesie. Si huet hei duergestallt, als wären nom Referendum 80% mat hir an deemselwechten Eck. Mä neen, d'CSV, wat hat se da gesot am Referendum? Si huet gesot: „Gitt gutt informéiert an d'Wahlkabinn!" Dat war déi Positioun, déi d'CSV vertrueden huet!

A wann ee se gefrot huet: „Wat maacht Der dann, wann eng Majoritéit géint d'Auslännerwahlrecht ass?", do huet se gesot: „Ma mir kucken emol, wivill Prozent." Dat heescht, den Opportunismus, d'Ëmfalen, dat war d'Politik vun der CSV. An déi eenzeg Partei, déi kloer, kloer dräimol nee gesot huet, dat war d'ADR!

A wann d'CSV sech haut wëllt eppes op de Fändel schreiwen, da ka se héchstens soen: „Gitt gutt informéiert an d'Wahlkabinn!", well dat war hir Politik.

(Interruption)

D'CSV huet och eng ganz, eng ganz komesch Approche iwwert déi Zukunft vun der Natioun, an deem Sënn, datt se et net opginn huet, d'Auslännerwahlrecht anzeféieren. A wat se eis elo proposéiert, dat ass d'Direktwahl vum Conseil national des étrangers. Ma dat géif dozou féieren, datt mer niewent der Chamber e Parlament vun den Auslänner hei am Land hätten. Dat heescht, si spléckt! Si spléckt! D'CSV, déi ëmmer seet, se wéilt zesummeféieren, geet eigentlech op de Wee, fir d'Gesellschaft ze splécken.

En Auslännerparlament, wat geschwë géif d'Majoritéit vun der Populatioun vertrieden, an derniewent eng Chamber, déi d'Lëtzebuerger da géif vertrieden, obscho mer jo an der Constitutioun hunn, datt mir dat ganzt Land vertrieden. Mä et géif esou duergestallt ginn, als wär d'Auslännerparlament vun der Majoritéit d'Konkurrenz vun dem Lëtzebuerger Parlament vun der Minoritéit. A wéi dat sech géif dann iwwert d'Joren entwéckelen, dat kann ee sech jo virstellen.

Dat heescht, dat, wat d'CSV eis hei presentéiert, wat si an de Wahlkampf féiert, dat ass d'Spléckung vum Land, dat ass d'Auslännerwahlrecht iwwert d'Hannerdier, dat, wat se jo elo gëschter behaapt hätt, wat se net wéilt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech mengen, dat do ass awer puren, pure Populismus!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass och en neien Defi am Land. An ech wëll hei ganz kloer och den Thema vun der Migratioun uschwätzen, genausou wéi den Här Gibéryen et gëschter gesot huet, a Verantwortung, mä awer an Objektivitéit.

Wat ass dat fir eng statsministerlech Erklärung, fir heihinnerzekommen an den Thema vun der Migratioun, den Thema, deen Europa spléckt wéi kaum eng aner Fro am Ableck an och hei am Land zu groussen Diskussioune féiert, emol net unzeschwätzen?!

D'Migratiounskris vun 2015 ass ausgeléist ginn duerch e Rechtsbroch vun dem Dublin-Ofkommes, vun esou villen aneren, vun der véierter Genfer Konventioun, vun der Asylrechtskonventioun vun 1951, op d'mannst en dräifache Rechtsbroch, deen déi Migratiounswell an Europa bruecht huet. Ass et dann net politesch verantwortlech, fir ze soen, mir hätte gär, datt mer zréckkommen an eng rechtlech kloer Situatioun? Ass et net eng rechtsstaatlech Approche, fir ze soen, mir hätte gär, datt d'Gesetzer respektéiert ginn?

Mir als ADR, mir soen: Mir respektéieren déi international Konventiounen. An dat heescht och - loosse mer och do kloer sinn! -, datt déi Leit, déi hei Schutz kréien no de Konventiounen, datt deen ëmmer nëmmen zäitweileg ass, datt, wa sech eng Situatioun an engem Land verbessert, déi Leit mussen zréckgoen. An et ass och richteg esou, well déi Leit an hire Länner gebraucht ginn, fir déi Länner nees opzebauen. Dat ass de Sënn vun de Konventiounen. An dat ass och eis Approche.

Eng Regierung muss rechtsstaatlech handelen. Dat heescht och, si muss d'Uerteeler vun de Geriichter respektéieren. Mir hunn hei virum Statsministère, den Här Statsminister huet se bestëmmt schonn heiansdo gesinn, eng Demonstratioun vu Leit, déi aus dem Irak kommen, déi all Prozeduren hanner sech hunn, déi ofgewise gi si vun eise Geriichter an aus engem Land kommen, wou u sech op bal deem ganzen Territoire keng krichsäänlech Risikosituatioune méi bestinn. Firwat sinn déi nach hei?

E Land muss och de Courage hunn, fir ze soen: Wie keen Usproch huet op Schutz, wann déi Situatioun an deem Land, wou se hierkommen, et erlaabt, se zréckzeféieren, wéi déi international Konventiounen et och virgesinn, da muss dat geschéien!

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Et ass fir eis ganz kloer, datt mir déi Risiken och mussen uschwätzen, déi mat där massiver Migratioun an Europa komm sinn. Et ass schonn eng Ausblennung hei, an dat ass eng Onverantwortlechkeet, fir dat net unzeschwätzen!

Gëschter - gëschter - ass den Aktivitéitsrapport vun der parlamentarescher Kontrollkommissioun vum Service de renseignement publizéiert ginn. Do sinn déi Risiken ënner anerem opgezielt. An all Fraktiounscheffen heibannen, déi si Member, d'ADR net. Dat heescht, wat ech Iech elo virliesen, ass net eng ADR-Politik. Neen, neen! Et sinn déi Fraktiounen hei vun der CSV bis déi gréng, déi do mat dra sinn. Si missten déi Risiken also kennen: „Infiltratioun vun de Flux de réfugiés vun Terroristen ass e Risiko, Radicalisation à propension violente, Efforts de propagande. Pour le Luxembourg la menace que représentent notamment la radicalisation violente et les tentatives de recrutement de personnes demeure élevée."

Dat seet eng Kommissioun, an där d'ADR net Member ass. Mä wann dat de Fall ass a wann

d'Fraktiounen dat jo wëssen, se sinn all dra vertrueden, firwat handele se dann net an deem Sënn?!

Mir wäerten als ADR d'Sécherheetsorganer hei am Land dowéinst och ënnerstëtzen, vun der Police bis all déi aner, der Arméi an esou virun.

Ech wëll nach e Wuert iwwert d'perséinlech Fräiheete soen. An dat ass jo och eppes, wat dës Regierung sech op de Fändel geschriwwen huet, wéi se un d'Muecht koum, och eppes, wat eis Hoffnung ginn hat a wou mer och enttäuscht goufen.

Mir gesinn, datt et iwwert d'Zäit ëmmer méi grouss Aschränkunge bei der Meenungsfräiheet gëtt. Mir erkennen Tendenzen an eiser Gesellschaft zu enger Zensur. Mir wëllen déi net! Mir wëllen déi fräi Ried! Dat ass en demokratescht Grondrecht.

Mir erkennen Tendenzen zu enger Denunziatiounskultur. Mir wëllen dat net! Mir wëllen, datt d'Leit wëssen, datt se, soulaang se net zu Gewalt opruffen, selbstverständlech, mä datt se awer net dat Gefill hunn, kënnen denunzéiert ze ginn, verfollegt ze gi wéinst enger Meenungsäusserung. An dat ass awer ëmmer méi dat Gefill, wat vill Leit hunn, datt se net méi richteg fräi sinn.

Mir erkennen och, datt d'Regierung verschidden Dispositiounen hëlt, fir hir ideologesch Convictiounen op aner Parteien opzedrécken. Mir huelen als Beispill d'Parteiefinanzéierung. D'Parteiefinanzéierung wor agefouert ginn, fir de Parteie Fräiheet, Onofhängegkeet ze ginn, notamment géintiwwer ekonomeschen Akteuren; Firmen, déi Parteie gesponsert hunn. An elo gesi mer, datt d'Parteiefinanzéierung geholl gëtt, fir de Parteien Iwwerzeegunge virzeschreiwen, déi vläicht hir guer net sinn, wéi zum Beispill d'Quoten. Dat ass eppes, wat verschidde Parteien net wëllen. An awer hänkt hir Finanzéierung elo dovunner of.

An da kann ee sech froen: Wat sinn déi nächst Fuerderungen? Och d'Finanzéierung vun de politesche Jugendorganisatiounen ass ewell u politesch Konditioune gebonnen. Mir wëllen dat net! Och do soe mir als ADR: Wien eng fräi Gesellschaft wëllt, deen däerf de politesche Parteie keng Konditioune virschreiwen!

E lescht Wuert iwwer Lëtzebuergesch an d'Lëtzebuerger Sprooch. Dës Regierung, spéit, well se d'ADR fäert, well se de Wee 2050 fäert, well se weess, datt de Lucien Welter mat senger Petitioun en enormen Erfolleg hat, huet ganz spéit déi Lëtzebuerger Sprooch entdeckt, obscho se alles mécht an der Realitéit, fir géint d'Lëtzebuerger Sprooch virzegoen! Ugefaange mat der multilingualer Fréierzéiung, mat dem Bradéiere vun der Nationalitéit an dem Nationalitéitegesetz, wou ee ka Lëtzebuerger ginn no 20 Joer, ouni e Wuert Lëtzebuergesch ze schwätzen, a mat esou vill anere Saachen, Frequenze vu Radiochaînen, déi op Lëtzebuergesch waren, déi elo op Franséisch sinn.

Déi Realitéit vun der Politik vun dëser Regierung ass net fir d'Lëtzebuerger Sprooch! Et gëtt awer behaapt. Am ëffentlechen Déngscht gëtt et ewell ëmmer méi Ausnamen, Sproochenausnamen, fir datt och am ëffentlechen Déngscht kënne Leit schaffen, déi kee Lëtzebuergesch kënnen. Och am Enseignement ass dat esou. An dat wëlle mir och net!

Mir hunn eng Proposition de loi gemaach, fir Lëtzebuergesch elo schonn an d'Verfassung opzehuelen. Firwat gëtt déi net ëmgesat? Elo kéinte mer et maachen. D'ADR huet eng Proposition de loi gemaach. Mir kënnen dat direkt votéieren, wa Gambia dann de Wëllen huet, wierklech eppes fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze maachen.

Och déi Traditiounen, déi mer hunn... D'Ofschafung vum Te Deum, do kann een driwwer schwätzen. Mir hunn eng Nationalfeierdagszeremonie elo mat zivillem Charakter. Doriwwer kann ee schwätzen.

(Brouhaha)

Mä si däerf net politiséiert sinn! A wéi ass dat méiglech, datt mer vu Joer zu Joer bei enger Nationalfeierdagsparad Riede mussen héieren, wou d'Regierungspolitik gefeiert gëtt, an zejoert...

(Interruption par la présidence)

Ech hale gläich op, Här President, awer mat enger leschter wichteger Bemierkung.

(Brouhaha)

...an zejoert, wann ech mech richteg erënneren, mat kengem Wuert an de Rieden op Nationalfeierdag drun erënnert gouf, datt mer eisem Grand-Duc säi Gebuertsdag bei där Geleeënheet feieren. Amplaz hu mer politesch Propaganda héiere fir Gambia. Dat wëlle mir net!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech muss de Grand-Duc hei verteidegen, de Monseigneur. Hei ginn Ënnerstellunge gemaach vis-à-vis vun eisem Statschef, dass dee Wahlpropaganda géif maachen. Ech muss mech awer vun där Saach distanzéieren.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Monseigneur.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Mir hunn de Block „Cohésion sociale et Bien-être" domat ofgeschloss.

Mme Viviane Loschetter *(déi gréng).*- Dat war ganz Bien-être, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- An ech géif dann zum Volet „Institutiounen a Reform vum Stat" iwwergoen. An den éischte Riedner do ass den Här Léon Gloden.

Débat sectoriel sur le volet «Institutions et Réforme de l'État»

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Virun zwee Joer am Kader vum État de la nation hat ech folgende Saz op dëser Plaz gesot: „Den État de la nation ass méi wéi just Zuelen. Et geet och ëm d'Liewensqualitéit vun eise Bierger." An ee vu ville Kritären, fir dës Liewensqualitéit ze moossen, ass d'Sécherheet a méi präzis d'Sécherheetsgefill vun de Bierger. Dës Feststellung huet eise Premier och en Dënschdeg a senger Ried widderholl.

Am Januar 2017 hate mer eng Interpellatioun op Demande vun der CSV iwwert dëse Sujet. Wat ass an Zwëschenzäit geschitt?

Déi rezent Statistike vun der Police deiten op eng Baisse vun den Delikter de manière générale hin. 4,7% manner Delikter wéi 2016. Dëst begréisse mir. Ech wëll awer dem Premier seng Zuele korrigéieren a senger Ried. 2013 hate mer keng 43.000 Fäll vu Kriminalitéit, mä laut Policerapport 2017 39.957. Dee Chiffer, deen Der gesot hutt, ass dee vun 2014, Här Premier.

Mä spigelt sech dës positiv Entwécklung och an der Perceptioun vun der Sécherheet bei de Bierger zréck? Neen, ass d'Äntwert. Firwat ass dat esou? An de leschte Wochen a Méint waren eng Rei Incidenten, Iwwerfäll, geféierlech Verfolgungsjuegden, Messerpickereien, Iwwergréff op Leit an Uniform, sief dat Polizisten, Zuchpersonal, Rettungsdéngschter, also Leit, déi probéieren, aneren ze hëllefen.

D'lescht Woch huet de Justizminister eis och missen iwwer Mëssstänn am Prisong informéieren. Wéi den Etienne Schneider an engem RTL-Interview viru Kuerzem bedauert huet, hunn d'Bierger ëmmer manner Skrupel vis-à-vis vun den Autoritéiten. Mir als CSV bedaueren dat och ausdrécklech.

Fir d'CSV ass et ganz kloer: Verbal a physesch Attacke respektiv Menacen op uniformiéiert Leit kennt just eng kloer Äntwert: null Toleranz! Do ass d'Regierung mat eis op enger Linn. Am Kader vun den Incidenten am Prisong hu mer och d'lescht Woch an der Kommissioun doriwwer geschwat, wéi et ka sinn, datt trotz, wéi et schéngt, Kontrollen Handyen an Droge kënnen erageschmuggelt ginn. Do ass eis gesot ginn, datt dat schwiereg ze kontrolléiere wier. Wann déi aktuell Kontrollen net duerginn, Här President, da musse se verschäerft ginn.

Mir hunn och d'Problematik ugeschwat, datt, wann d'Prisonéier géifen op hiren Handyen eraustelefonéieren, déi Kommunikatioune musse brouilléiert kënne ginn. Eise Statsminister huet a senger fréierer Carrière oft Questions parlementaires doriwwer gestallt. Déi Debatt ass also net nei. Et misst een awer opgrond vun der Evolutioun vun der Technik dach nach eng Kéier kënnen analyséieren, ob et dann haut net méiglech ass - an ech kann net gleewen, datt et net méiglech soll sinn -, esou ee System beim Prisong anzebauen, ouni Repercussiounen op de Fluchverkéier.

Här President, trotz der éischter positiver Bilanz, wat d'Statistiken ugeet, déi den Här Minister och ëmmer erëm nees gären an d'Fënster stellt, gëtt et bei ville Leit awer dat subjektiivt Onsécherheetsgefill. Jo, zum Gléck sinn zum Beispill d'Drogenaffären ëm 32% erofgaangen. Mä zum Beispill d'Abrécher an d'Autoe sinn ëm 27,4% an d'Luucht gaangen. D'Gesamtzuel vun Abréch a bewunnten an net bewunnten Haiser si vun 1.892 op 2.024 Fäll eropgaangen. Vols mat violence si mat 417 Infraktioune praktesch um selwechten Niveau wéi 2016. D'Jugendkriminalitéit ass vun 9,1% op 9,3% eropgaangen.

Wéi héich ass d'Donkelziffer vu Fäll, wou d'Victime keng Plainte mécht oder gesot kritt: „Et huet dach keen Zweck."? Laut Policerapport vun 2017 läit den Opklärungstaux vun de Strofdote bei 44,6%. 2016 louch dësen Taux nach bei 47%.

De Premierminister huet schonn dëse Constat a sengem Discours vun 2016 gemaach: „Dat subjektiivt Sécherheetsgefill bei de Leit ass awer net deementspriechend..." - bezunn op de Réckgang vun der Kriminalitéit - „...besser ginn. An duerfir ass et a bleift et wichteg, dass déi zoustänneg Autoritéite besser a méi effizient ginn, dass méi Präsenz ka garantéiert ginn, wou dat och gebraucht gëtt."

Ginn Action-de-pointë gemaach an engem Beräich, stinn natierlech manner Polizisten an anere Beräicher zur Verfügung. Et kann awer net sinn, wann d'Police op eng Plaz geruff gëtt, wann eppes geschitt ass, zum Beispill vun enger Gemeng, also enger ëffentlecher Instanz, datt si da soen, si kéinten do näischt maachen oder kéinten do net agräifen. Dat ass eng Deelkapitulatioun vun enger vun den Haaptmissioune vum Stat.

Et ass net nëmme bei de Leit, wou dat Gefill vun Onsécherheet hänkt, mä och bei de Policebeamten an aneren uniforméierten Agenten. D'Stëmmung, Här President, ass net gutt! A genee dowéinst ass och d'Politik gefuerdert, déi néideg Moyenen zur Verfügung ze stellen, fir de Bierger, mä och den Agent ze schützen.

Ech wëll elo haut hei net op d'Reform vun der Police agoen. Déi Debatte solle jo deemnächst hei am Plenum stattfannen. Ech kommen awer net derlaanscht, nach eng Kéier op de Platzverweis ze schwätzen ze kommen.

Une voix.- Aah!

M. Léon Gloden *(CSV).*- Eis Positioun ass kloer. Mir hunn dat oft genuch a Kommissiounssëtzungen an a Pressekonferenze matgedeelt a mir hu konkret Proposen op den Dësch geluecht. Mir krute méi wéi eng Kéier kloer Ofsoe vun der Majoritéit, bis op d'DP. Déi ass mat eis d'accord, mä muss sech klenghalen aus Koalitiounsraison. De Platzverweis bleift an eisen Ae sécherlech net dat eenzegt, mä trotzdeem en noutwendegt Instrument fir d'Polizisten. Dat soen iwwregens d'Policegewerkschaft an och d'Leit um Terrain.

Une voix.- Très bien!

M. Léon Gloden *(CSV).*- Et ass awer net déi eenzeg Saach, an där mir Ënnerstëtzung kréien. Genee wéi eis Fraktioun weisen och aner Kolleegen am Plenum dacks nervös op de Fait hin, wa Policekommissariater, a besonnesch am ländleche Raum, zougemaach ginn. Vill Kolleeginnen a Kolleege parteiiwwergräifend maache sech Suergen, well d'Policekommissariater zougemaach ginn. Neen, Här Minister, d'Zoumaache vu Policekommissariater ass a bréngt keng Verbesserung!

Une voix.- Très bien!

M. Léon Gloden *(CSV).*- D'Proximitéit ass a bleift an eisen Aen eng wesentlech Komponent vun der Policeaarbecht, sief dat um präventive wéi och um repressiven Niveau. De Premierminister sot a senger Ried, datt déi administrativ a präventiv Aarbecht net méi noutgedronge muss vu Leit an Uniform gemaach ginn. Bei der administrativer Aarbecht, Här Premier, si mer d'accord mat Iech, mä bei der präventiver Aarbecht um Terrain kann net outgesourcet ginn u privat Sécherheetsfirmen. Dat ass och eng Kapitulatioun vum Stat viru senger Mission régalienne.

Firwat dann net och Teaseren, Waffe mat elektreschen Impulsen, testen? Ech hunn zesumme mam Kolleeg Marc Spautz de Minister fir d'banneescht Sécherheet gefrot, ob d'Regierung gewëllt wär, deem Beispill vun eisen däitschen Nopere vun Tréier nozegoen, déi iwwer e Joer den Teaser getest hunn an e positive Bilan gezunn hunn. Och hei ass d'DP op eiser Linn, well de Claude Lamberty an de Max Hahn och esou eng Question parlementaire gestallt hunn.

(Interruption)

Nëmme wann ech mech sécher fillen duerch meng Formatioun, duerch mäin Equipement, kann ech deem anere seng Sécherheet garantéieren. Duerch Teasere kann een aggressiv Persounen neutraliséieren, ouni Blesséierter ze verursaachen. De Minister Schneider huet zwar ëmmer erëm gesot, e géif d'Resultater vun der Testphas suivéieren an analyséieren, mä en huet awer gläichzäiteg schonn zimlech däitlech kloergemaach, datt hien eis Police net mat esou enger alternativer Dissuasiounsmethod wëllt equipéieren.

Eis Fraktioun huet am Kader vun der Sécherheet awer och nach aner Méiglechkeeten ugeschwat, wéi zum Beispill den informatesche Fréiwarnsystem Precobs géint d'Abréch, wéi en notamment a Schwäizer Stied agesat gëtt. Och do huet de Minister séier ofgeblockt mat, fir eis, net iwwerzeegenden Argumenter. D'CSV kritt da just gesot, si hätte keng Virschléi.

Een anere Punkt, deen ech och scho méi dacks ugeschwat hunn, ass de Phenomeen vun den Incivilitéiten, déi sougenannte Klengkriminalitéit, déi de Leit vill Suerge bereet a wouraus och d'Gefill entsteet, d'Police hätt net méi genuch Moyenen.

Mir begréisse selbstverständlech de Fait, datt d'Regierung wëllt nei Polizisten astellen, mä och dës Regierung muss feststellen, datt d'Rekrutementer net esou schnell gi wéi geplangt. Vun 2017 op 2018 si just 57 Poliziste bäikomm.

Mir begréissen d'Initiativ vum Här Innenminister, dee virun engem Joer en neie Projet de loi iwwert d'Sanctions administratives deponéiert huet. Doropshi sinn eng Rëtsch vu kriteschen Avise komm, wat bei esou engem Sujet och net iwwerraschend ass. Fait ass awer, datt zënter Enn vum leschte Joer an dësem Dossier näischt méi geschitt ass.

Wéi geet et elo weider? Kënnt nach eng Suite, Här Innenminister?

(Interruption)

D'CSV ass op jidde Fall bereet, do aktiv a konstruktiv matzeschaffen.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här Gloden, erlaabt Der mer, Iech driwwer ze informéieren, dass dat doten eng falsch Informatioun ass, déi Der do zum Beschte ginn hutt. Do sinn Amendementen duerch de Regierungsrot gaangen an déi sinn um Instanzewee. Mä ech begréissen awer Aert prinzipiellt Averständnis zum Projet.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Jo, Amendementer, déi net mat eis diskutéiert gi sinn. Mä esou... Ech sinn alt scho frou, datt keng Circulaire kënnt, datt Der fir d'Eischt d'Gesetz maacht, éier Der d'Circulaire maacht.

(Hilarité)

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech weess net, zënter wéini dass d'Regierung hir Amendemente mat Iech diskutéiert. Dat wär dann en neie Moment.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Och…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt d'Wuert, Här Gloden.

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President.

Och d'Videosurveillance op bestëmmten ëffentleche Plazen ass en effikasse Moyen.

Här President, d'Leit sollen net nëmme Vertrauen an d'Forces de l'ordre hunn, mä och an d'Justiz. Och d'Justiz brauch néideg Moyenen, fir d'Sécherheet ze garantéieren. D'Debatt vun Hate-Speechen iwwer Facebook ass net nei. Fir eis ass et en absolutten No-Go, Hate-Speechen iwwer Facebook oder soss e Medium ze verbreeden. Dëst huet näischt mat fräier Aussprooch ze dinn. Mir als CSV fuerderen, datt esou Delikter konsequent poursuivéiert ginn.

En Hate-Speech ass kee Kavaléiersdelikt. A wa mer da Preuvë musse vu Konzerner an anere Juridictioune kréien, da muss den Dialog mat deene Staten opgeholl ginn, fir datt mer déi Preuven och do kënne kréien. Et kann net sinn, datt esou Preuvë refuséiert ginn. Nach eng Kéier: Hate-Speech fält net ënnert d'Recht op fräi Meenung.

Une voix.- Très bien!

M. Léon Gloden *(CSV).*- Här President, d'CSV huet also kloer Iddien, ass dialogbereet a gëtt a ville Sujeten am Fong vun der DP ënnerstëtzt. Schued, datt keen Dialog mat der Regierung méiglech ass. De Wilhelm von Humboldt sot: „Ohne Sicherheit vermag der Mensch weder seine Kräfte auszubilden noch die Frucht derselben zu genießen; denn ohne Sicherheit ist keine Freiheit."

Let's make it happen!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Här President, Här Premierminister, Dir Dammen an Dir Hären, Här Premierminister, Dir hutt bei Ärer Ried virgëschter gesot, Lëtzebuerg wier haut anescht wéi viru véier Joer. Dat ass richteg. An absënns vum institutionelle Plang hu mer en zolitte Sprong no vir gemaach. 2013, wann Der Iech richteg kënnt erënneren, an der Wahlcampagne, waren eng Rei Sujeten zum Dauerbrenner um institutionelle Plang ginn: d'Trennung vu Kierch a Stat, d'Aféierung vu Quote bei de Wahlen, d'Reform vum Statsrot, d'Nationalitéitegesetz an natierlech de Geheimdéngscht.

Hei si Reformen an de leschte fënnef Joer gestëmmt ginn, mat deene mer e Stéck méi am 21. Jorhonnert ukomm sinn. Anerer vun dësen

Dauerbrenner sinn ugepaakt ginn, „an der Maach", wéi ee seet. Dofir huet de Premier recht, wann e seet, d'Land wier en anert wéi 2013.

Och wa mer vun enger duusser Revolutioun schwätzen, mä mir musse weider Saachen änneren, fir ze bleiwen, wat mer sinn. Ugefaange mat der Constitutioun. Et gëtt zënter zéng Joer un der Verfassungsreform geschafft, parteiiwwergräifend. Ech wënsche mer, datt d'Aarbechten an der Kommissioun un dëser Reform esou séier wéi méiglech ofgeschloss kënne ginn, am beschten nach an dëser Legislaturperiod. Da kéint déi nächst Chamber eng nei Etapp vun der Aarbecht ophuelen, näämlech d'Preparatioun vun engem Referendum, fir iwwert d'Verfassung ofzestëmmen, ouni datt déi ganz Diskussioun nees hei an der Chamber opgerullt gëtt.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Très bien!

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Mir si weiderhin och der Meenung, datt d'Wielerinnen an d'Wieler zum wichtegsten Text aus onsem Rechtssystem musse befrot ginn. Jo, et si vill an technesch a komplex Froen. A jo, mir haten e Referendum, deen ënner anerem aus grénger Siicht negativ ausgefall ass, mä dat ass fir eis awer keen Argument, fir ni méi an absënns net op esou engem wichtegen Text d'Wieler ëm hir Meenung ze froen.

Mir mussen d'Léieren aus dem Referendum vun 2015 zéien. Mir all sinn hei gefuerdert, fir den Text ze erklären an ons Positiounen a Choixen ze justifiéieren. Et ass immens wichteg, datt all d'Biergerinnen an d'Bierger adequat informéiert ginn. Et ass wichteg, datt se genee wëssen, iwwer wat se ofstëmmen. Si musse wëssen, wat fir e Choix datt se hunn. A si mussen och wëssen, wat d'Konsequenze vun deem Choix sinn.

An där neier Constitutioun ass och en Organ virgesinn, vun deem mer scho laang schwätzen an dat mer och kënnen afëieren, ier d'Constitutioun a Kraaft ass: de Conseil supérieur de la justice. E Gesetz an deem Sënn wäert an den nächste Wochen deposéiert ginn.

Dëst Organ, wat net just dierf mat Magistrate besat sinn, wäert zwou fundamental Rollen hunn: éischtens, d'Onofhängegkeet vum Justizapparat stäerken, well d'Nominatiounsprozeduren iwwert de Conseil sollen ofgewéckelt ginn, an zweetens, de Gruef tëschent dem Justiciabel an der Justiz méi kleng maachen, well all Privatpersoun an och all Affekot sech wäert kënnen un den neie Conseil wenden, wann en e Konflikt mat der Justiz huet.

Zënter Jorzéngten ass och eng Reform vum Familljerecht an der Diskussioun. D'Filiatioun brauch e moderne Kader, deen och der medezinnesch assistéierter Prokreatioun muss Rechnung droen.

Et ass haut och nach ëmmer ganz ëmständlech, sech scheeden ze loossen. De Gesetzesprojet, deen d'Scheedungsprozedur soll änneren, ass op der leschter Ligne droite. Wann dee Projet bis gestëmmt ass, brauch een net méi een artificielle Feeler beim Partner sichen ze goen, fir eng Scheedung ze kréien. Dann ass d'Notioun vun der Faute, dat heescht vum falsche Behuelen, aus de Motivatioune fir den Divorce verschwonnen. Och dëst ass e grousse Schratt fir onse Rechtssystem, deen der Famill vum 21. Jorhonnert Rechnung dréit.

Mir hunn haut och en nei opgestalltene SCAS, de Service central d'assistance sociale, d'Käreléement, fir en uerdentleche Jugendschutz ze garantéieren. Jorzéngtelaang war an dësem Dossier näischt geschitt an an der Moyenne huet eng Famill respektiv e Kand an Nout bis zu zwee Joer misse waarden. Eréischt de jëtzege Justizminister huet sech dëser Saach ugeholl an eng wäertvoll Preparatiounsaarbecht geleescht en vue vun der Reform vum Jugendschutz.

Den 13. Abrëll, bal 20 Joer nodeems et hei an der Chamber eng Spezialkommissioun zu deem Sujet gouf, ass d'Jugendschutzgesetz elo vun engem grénge Justizminister deposéiert ginn. D'Regierung huet sech dëser Fro ugeholl, sech der Responsabilitéit gestallt an an der Diskussioun mam Secteur e wichtegt Gesetz zum Schutz vun deene Vulnerabelsten an eiser Gesellschaft deposéiert.

An domat sinn ech beim zweete Stéchwuert vu menger Interventioun: der Famill. Lëtzebuerg steet finanziell gutt do. Ons Ekonomie boomt, onse Wirtschaftsstanduert lieft, mä de Räichtum vun engem Land mécht sech net nëmmen duerch d'Zuele vum PIB aus.

Onse Räichtum sinn un éischter Stell d'Mënschen, speziell ons Kanner. Si sinn d'Zukunft vun onsem Land. Si sinn ons wichtegst Ressource. A grad ons Kanner sinn engem héijen Aarmutsrisiko ausgesat. De Rapport „Travail et cohésion sociale" vum Statec weist, datt se mat de Jonke bis 24 Joer zu där Kategorie gehéieren, déi am meeschten dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn. Grad ons vulnerabelst Matmënschen, grad déi, déi iwwerhaapt net kënne responsabel gemaach gi fir déi Situatioun, an där se sech befannen!

Deeselwechte Rapport weist op, datt och Familje mat Kanner, virop déi Elengerzéiend, méi engem héijen Aarmutsrisiko ausgesat sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, dat dierft an esou engem räiche Land eigentlech net sinn. A mir mussen ons all d'Moyene ginn, fir ons Kanner aus der Aarmut erauszehalen. D'Reform vum RMG mam REVIS ass e wichtege Schratt, zemools fir elengerzéiend Elteren. Mä och Koppele mat Kanner riskéieren nach ëmmer der Aarmutsgrenz ze ënnerleien. De REVIS ass eng gutt Saach, mä mir sollen an zwee, dräi Joer eng Evaluatioun heivu maachen an zemools aus der Perspektiv vun de Familje kucken, wat d'Resultat ass.

Mir mussen och nees iwwert d'Kannergeld nodenken, well et sinn net just d'Familljen, déi de REVIS bezéien, fir déi et schwiereg ass. A mer sollten ons och dowéinst net der Diskussioun vun enger Neesindexéierung vum Kannergeld verschléissen.

Et gëtt awer net nëmme Familljen, déi finanziell schlecht gestallt sinn. Et gëtt ganz vill Elteren, déi, fir alles ënner een Hutt ze kréien, am Hamsterrad dréien an dacks net méi wëssen, wou hinnen de Kapp steet an dee Kapp also och net méi fräi hunn, wa se Zäit mat hire Kanner verbréngen. Mir musse fir d'Wuel vum Kand a vun den Elteren de Mënschen Zäit zur Verfügung stellen. Kommt, mir profitéiere vun onser gudder finanzieller Situatioun a kafen de Mënschen Zäit!

D'Reformen, déi am Congé parental gemaach goufen, woren néideg a richteg, well de Congé parental méi flexibel gemaach gouf an dowéinst och elo méi Männer drop zréckgräifen. Mä sech dierfen Zäit huele fir seng Famill ass nach net ganz an de Mentalitéiten ukomm. Op ville Plazen ass et nach schlecht gesinn, wann een um hallwer sechs heemgeet, fir seng Kanner ofzehuelen, vu véier bis sechs Méint Congé parental guer net ze schwätzen. D'Politik muss hei weider, wéi et scho gemaach gouf, kloer Zeeche setzen, fir de Mentalitéitswandel ze ënnerstëtzen.

Jo, mir liewen an enger digitaler Welt. An dat ka seng Virdeeler hunn. Teletravail an Aarbechtszäitkonte kënnen och en Deel vun der Léisung sinn, mä eben nëmmen en Deel. Well déi Zäit, déi ech mengen, dat ass déi, an där ee fräi am Kapp ass, och wäit ewech vum Tëlefon a vum Computer. D'Besoine vum Kand, fir seng Elteren a sengem Alldag ze hunn, halen och net mat sechs Joer op. Am Idealfall sollen d'Elteren, op d'mannst bis hir Kanner eng gewëssen Autonomie hunn, dat heescht bis aacht, zéng Joer, fir hir Kanner kënnen do sinn.

Eng Verlängerung vum Congé parental an eng weider Flexibiliséierung vun de Méiglechkeeten, fir de Congé parental opzedeelen, sinn an onsen Ae wichteg Outilen, fir méi Zäit fir d'Kanner ze hunn a fir eng besser Aarbechtsopdeelung tëschent Mamm a Papp ze kréien.

Une voix.- Très bien!

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Mir sollen och iwwer e Recht fir Elteren nodenke kënnen, an Deelzäitaarbecht ze schaffe bis zu engem gewëssenen Alter vun de Kanner.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach, op zwee weider Punkten anzegoen: den Zesummenhalt an d'Kultur. Punkten, déi ech an den Diskussioune vun de leschten Deeg e bësse vermësst hunn, zemools wat dee leschten ugeet.

Mir haten 2015 ee Referendum, deen dës ganz Legislaturperiod markéiert huet a wäert an d'Geschichtsbicher agoen. Mä mat esou engem Eintrag ass d'Geschichtsschreiwung vun der Integratioun vun den Netlëtzebuerger an onsem Land nach net gedoen. Mir sinn, Stand haut, zu 52% Lëtzebuerger. D'Nationalitéitegesetz huet d'Integratiounsméiglechkeeten an eis Gesellschaft wesentlech verbessert an ass e klore Succès. Mä domat ass den Trend héchstens gebremst an nach laang net inverséiert.

Mir kommen also an dëser eemoleger Situatioun net derlaanscht, ons weider Gedanken iwwert d'Integratioun ze maachen. De Gesetzesprojet, deen iwwert d'Sprooch virläit, ass positiv. E schützt ons Sprooch a setzt sech derfir an, datt se geschwat gëtt.

D'Aféiere vum Lëtzebuergeschen an de Crèchen ass positiv, well et d'Kanner am jéngsten Alter, do, wou se am receptiivsten derfir sinn, un ons Sprooch erubréngt. D'Nationalitéitesetz ass positiv, well eng Rëtsch Mënschen d'Nationalitéit kënnen unhuelen, fir déi et virdru méi schwiereg war.

Mä wéi implizéiere mer déi sëlleche Matbiergerinnen a Matbierger, déi net an deen dote Raster falen? Eng wichteg Realitéit däerfe mer näämlech net vergiessen: Zum Zesummenhalt, zu där vill strapazéierter Cohésion sociale gehéiert och den Zesummenhalt mat den Netlëtzebuerger. Mir brauche Methoden, fir och si mat anzebannen a mat eranzehuelen. A mir mussen déi selwer erfannen, entwéckelen, well Lëtzebuerg befënnt sech an enger eemoleger Situatioun.

Une voix.- Très bien!

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Mä et gëllt, sech drunzemaachen. No de Wahle misst den Tabu vum Referendum jo esou wäit ofgekillt sinn, datt ee sech mam Sujet Participatioun vun den Auslänner nees kann auserneesetzen. Mir mussen ons Weltoppenheet erhalen, well och si ass en Deel vun onsem Räichtum.

Onse Räichtum ass awer alles näischt wäert ouni Kultur. E Wuert, wéi gesot, wat ech déi lescht Deeg zimlech vermësst hunn. Mir hunn eng formidabel Kulturzeen. Mir sinn houfreg alleguerten, mengen ech, op Oscaren, Grammyen. Mä fir dohin ze kommen, brauch et Fräiraim an Ënnerstëtzung vu jonken Talenter. Mir hunn an de leschte Jorzéngte massiv an ons Kulturinstitutiounen investéiert. Mir mussen ons elo ëm ons national Kreatioun an ëm ons Kënschtler bekëmmeren.

De Kulturentwécklungsplang an d'Assises culturelles si positiv. Elementer, déi et der nächster Regierung wäerten erlaben, wann de Wëllen do ass, och ons Kulturzeen weider no vir ze bréngen.

Mir wäerten an der nächster Legislaturperiod déi drëtte Kéier d'europäesch Kulturhaaptstad am Land hunn. Dat ass nees e wichtege Meilestee fir ons Kulturzeen, déi ons fir déi viregt Editioun belieft huet a Kulturhaiser bruecht huet. Et geet awer fir d'Zukunft manner drëms, ëmmer méi nei Institutiounen ze schafen, mä mer mussen d'Ressourcë vun dësen Institutioune besser verdeelen.

D'Bewegungsméiglechkeete sinn haut scho begrenzt. Zwee Drëttel vum Kulturbudget gëtt vun den Institutioune verschléckt. Mir brauchen uerdentlech an op e puer Joer verdeelt Konventioune mat den Haiser, wou en obligatoreschen Accent op d'national Kreatioun geluecht gëtt.

Mir mussen awer och ons Kënschtler besser vermaarten. De Lëtzebuerger Marché ass kleng, also musse mer exportéieren, am Sënn vu music:LX, eis mat enger eenzeger Agence fir all d'Kultursparten no bausse verkafen.

Mir mussen och iwwer e Kulturfong nodenken, deen de Fonctionnement vun der Kulturpolitik kéint vereinfachen. An och eis iwweraus lieweg Filmindustrie, op déi mer jo och esou houfreg sinn, wa se am Ausland Präisser kritt, verdéngt et, adequat zu Lëtzebuerg ënnerstëtzt ze ginn. De Projet vun engem grousse Filmzentrum zu Diddeleng wier an deem Sënn eng gutt Saach, en neit Markenzeeche fir onst Land. Well och dat ass en Deel vun onsem Räichtum.

Une voix.- Très bien!

Mme Sam Tanson *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet onsem Land den Ament gutt. Fir datt dat esou bleift, musse mer ons weider veränneren, musse mer weider an ons Zukunft investéieren. Dat passéiert awer net nëmmen iwwert de Wirtschaftsstanduert. Dozou gehéiert och, ons Institutioune weider ze moderniséieren. Dozou gehéiert, verstäerkt an ons Kanner an an hir Elteren ze investéieren. Dozou gehéiert et, ons Weltoppenheet ze fleegen. A last but not least, dozou gehéiert och, ons Kënschtler ze ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. D'Wuert huet elo den Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Merci, Här President. Awer net fir ganz laang, mä just fir e puer Wuert ze soen, well de President vun der sozialistescher Fraktioun mer gëschter iwwert de Sujet Verfassung eng Rei Froe gestallt huet a well ech dat awer net wëll ouni Stellungnam esou stoe loossen; dat heescht, eng Rei Äntwerten drop ginn, nach eng Kéier mat der Ausso, déi mer scho gëschter gemaach hunn, datt eist Land an eisen Ae ganz kloer eng nei Verfassung brauch.

Datt mer och als Partei, als Fraktioun eng nei Verfassung wëllen, dat hunn ech gëschter kloer zum Ausdrock bruecht. Ech hunn och gesot, datt mer bis elo inhaltlech eng ganz gutt Aarbecht geleescht hunn an der Commission des Institutions souwuel ënnert dem President Paul-Henri Meyers wéi ënnert der Presidence vum Alex Bodry an och an der Mataarbecht vun deenen dräi Rapporteuren, deene véier Rapporteuren, déi un deem Text bis elo geschafft hunn.

Ech wëll erklären, wat eis Positioun ass, wat déi nächst Etappe sollen an engem an eisen Aen awer wesentlechen Dossier sinn. Déi nächst Etapp ass an eisen Aen, datt mer elo déi Rapporte fäerdeg schreiwen an datt mer eis eens doriwwer ginn an datt mer domat d'Aarbecht vun eiser Kommissioun definitiv finaliséieren an datt mer dat och sollen ëffentlech a public maachen.

Den Här Bodry huet mer d'Fro gestallt, firwat mer net sollen dee Rapport an der Kommissioun ofstëmmen. Meng Äntwert ass: aus zwee Grënn.

Deen éischte Grond, dat ass, well dat an eisen Aen en éischten Deel vun der Prozedur ass a mer mengen, datt et der nächster Chamber sollt reservéiert sinn, fir déi ganz Prozedur vun hanne bis vir ze maachen, fir déi Verfassung ëmzesetzen.

An deen zweete Grond, dat ass, datt een och domat géif zum Ausdrock bréngen, datt deen Text, deen elo finaliséiert gëtt, och mat kengem Millimeter méi an Zukunft ännerbar ass. Mir mengen awer, datt op Basis vun deem festgehalenen Text nach eng grouss Explikatiounsphas an eng grouss Diskussiounsphas dobaussen obligatoresch musse stattfannen, fir eis all Chancen ze ginn, all Méiglechkeeten ze ginn, datt mer och positiv an esou e Referendum kënnen eragoen.

A mir sinn der Meenung, datt een dat net mécht mat engem Text, wou een de Leit elo scho seet, datt et deen Text ass an datt et keen anere ka sinn an datt kee Millimeter kann dru geännert ginn, datt een dohinnergeet an de Leit seet: „Vogel friss oder stirb!" Well wann een esou an eng Diskussioun erageet, da riskéiert een natierlech, vun de Wieler net seriö geholl ze ginn.

Mir wëllen also kloermaachen, datt mer nach eng Dier oploossen, datt, wann een an där Diskussioun géif gemeinsam, am Konsens feststellen, datt ee gréissere Sujet nach geännert misst ginn, mer déi Dier net definitiv zougemaach hunn. Dat ass fir eis wichteg. Et ass fir eis wichteg, well mer eis do all Konditiounen oder all Méiglechkeeten op eis Säit setzen, fir besser an esou e Referendum eranzegoen. An dat ass net, well mer wëllen deem engen oder deem anere säi Meritt huelen.

Ech wëll dat och kloer soen: Ech fannen, datt d'Institutiounskommissioun gutt geschafft huet. Ech fannen, datt déi zwee Presidenten an d'Kommissioun, wou ech Member sinn, eng gutt Aarbecht geleescht hunn an där leschter Zäit. Ech hunn och absolutt kee Problem, dat no bausse kloer an däitlech ze soen. Mir menge just, datt de Wee, dee mer virschloen, dee Wee ass, deen eis am meeschte Chancë gëtt, eng Referendumsprozedur uerdentlech, korrekt duerchzekréien.

An da wëll ech zum Schluss soen, datt eis Positioun ganz kloer ass an ech wëll se nach eng Kéier hei evident soen.

Éischtens, mir wëllen eng nei Verfassung.

Zweetens, mir mengen, datt eng nei Verfassung och sollt iwwer e Referendum kommen, well mer net gesinn, wat fir een aneren Text dann iwwer e Referendum sollt goen, wann een emol net géif soen, de Verfassungstext, wa mer e ganz nei maachen, esou wéi mer en amgaange sinn ze maachen, géif iwwer e Referendum applizéiert ginn, a well mer och Vertrauen hunn an deen Text, dee mer elo gemaach hunn, an eis Explikatiounscapacitéiten no baussen, a well mer Vertrauen an d'Lëtzebuerger hunn, datt mer iwwert déi Explikatiounen kënnen eng uerdentlech Diskussioun mat hinne féieren an datt se och déi Verfassung matdroen.

Mir hunn d'ailleurs och kloer gesot, an ech soen et nach eng Kéier, kloer gesot, datt mer zu deem Text wäerte stoen, datt mer eis engagéieren, ob mer an der Majoritéit sinn oder an der Oppositioun, fir deen Text no de Wahle matzedroen.

An ech wär just frou - eis Positioun ass kloer -, wann aner Parteien och hir Positioun esou kloer an esou däitlech géife soen, wéi mir eis gesot hunn, wat hiert Verhalen no den nächste Wahlen ugeet, ob se an der Majoritéit da sinn oder an der Oppositioun.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption par M. Eugène Berger)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Eugène Berger *(DP).*- Merci, Här President, datt den Här Wiseler awer prett ass, fir da meng Fro entgéintzehuelen. Ech hat se

eigentlech gëschter scho gestallt. Et war am Kader vu menger Interventioun, wou ech iwwert d'Gemengefusioun geschwat hat, wou jo d'CSV eng Fusioun proposéiert, fir nach just 60 Gemengen am Land ze hunn, wou mir, dat hat ech gëschter gesot, net domat d'accord wieren. Mä ech hat gëschter gefrot, well ech hunn an Erënnerung, datt virun e puer Méint d'CSV gesot huet, dat géif dann iwwer Referendum gekuckt ginn, ob déi Fusioune géife gemaach ginn, datt awer mir komesch fannen, datt zum Beispill an der Stad Lëtzebuerg oder am Zentrum géife Leit decidéieren, wat fir eng Gemenge misste fusionéieren.

Gëschter hat ech dat net méi héiere vum Referendum. Duerfir meng Fro, ob dann nach an hirem Plang oder an der Propos vun der CSV esou e Referendum virgesinn ass oder net.

An eng zweet Fro war déi och vun der Kaart. Well wann een da 60 Gemenge fixéiert, ob et net awer da richteg wier, wann een och déi Kaart géif elo de Leit presentéiere virun de Wahlen an net iergendwann eng Kéier duerno.

Merci.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech soen dem Här Berger Merci fir seng Froen. Op déi zweet Fro ass meng Äntwert relativ kloer. Et kann een net eng Kaart vu Gemenge presentéieren, déi een nach net huet an déi een och nach net wëllt an dësem Moment hunn, well et fir mech evident ass, datt no den nächste Wahlen, wann een d'Méiglechkeet huet, eng grouss Consultatioun an deenen zwee éischte Jore muss stattfanne mat sämtleche Gemengeresponsabelen, mat sämtleche Gemengenadministratiounen, fir ze kucken, datt mer gemeinsam eng nei Kaart zeechnen. Et kann een net déi einfach vun uewen erof esou dohinnersetzen. Et muss ee se kloer an däitlech mat de Gemengen duerchdiskutéieren.

An dann, ob et der 60 sinn oder ob et der 58 sinn oder 62 sinn, dat ass fir mech keng Fro. Dat ass fir mech net de Problem. Ech hätt gär eng ganz zolidd Reduktioun vun de Gemengen, datt mer kënnen dee Wuesstum, dee mer amgaange sinn ze maachen, och a besseren an a gudde Konditiounen duerchstoen.

Ech fannen, datt dat eng Ausso (veuillez lire: Fro) ass, déi eis am Kader vun enger Wuesstumsdiskussioun och muss gestallt ginn: Wéi organiséiere mer eis um lokalen Niveau, fir qualitative Wuesstum ze maachen?

Reduktioun vun de Gemengen ass a mengen Ae wesentlech, well se den eenzelne Gemengen d'Capacitéit gëtt, Méiglechkeete gëtt, fir sech besser kënnen ze organiséieren, fir sech besser technesch ze organiséieren, fir sech besser administrativ ze organiséieren, fir besser den Accueil och vun de Leit ze garantéieren, fir iwwert déi eenzel Gemengen eraus och kënnen ze garantéieren, datt d'Qualitéit vun deem, wat ugebueden ass, iwwerall d'selwecht gëtt.

Duerfir fannen ech et eng Noutwendegkeet. Sech dann hannert der Gemengenautonomie ze verstoppen, fir ze soen: „Neen, mir maachen näischt", fannen ech eng Aart a Weis, déi u sech d'Ewechlafe virun de Responsabilitéiten ass.

Dir hutt fäerdegbruecht, an dëser Legislaturperiod véier Fusiounen ze maachen. Wa mer an deem Rhythmus weiderfueren, da si mer a 50 Joer nach net do, wou mer musse sinn!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Dat ass dee Rhythmus, deen Dir virginn hutt!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass déi Organisatioun… Jo, ech sinn…

(Interruption)

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Dat ass dee Rhythmus, deen Äre verantwortleche Minister, deem säi Ministère ech iwwerholl hunn, virginn huet. An dat ass dat, wat och fräiwëlleg entstanen ass. An dat ass och dat, wouzou mer stinn.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Mir kënnen elo eng Diskussioun driwwer féieren. Ech soen, datt an deene leschte fënnef, zéng Joer, op där enger sinn der véier an där anerer fënnef oder sechs Fusiounen entstanen.

Ech diskutéieren net doriwwer, a wat fir enger Legislaturperiod et der elo am meeschte ginn ass oder am beschten oder wat fir ee Rhythmus virgesinn ass. Ech soen, datt dee Rhythmus, dee mir an deene leschte fënnef, zéng, fofzéng, zwanzeg Joer hate fir déi Fusiounen, déi mer alleguerten als Zilsetzung hunn, datt dee Rhythmus net duergeet, fir zu engem Zil ze kommen an enger Zäit, wou mer mussen zum Zil kommen.

Duerfir soen ech, datt mer national un déi do Saach mussen erugoen, well et en nationale Problem ass, an net fofzeg Joer derfir brauchen, fir déi Reorganisatioun ze maachen. Dat schéngt mer duerchaus d'Problematik ze sinn.

Op déi aner Fro, déi Der gestallt hutt, déi vum Referendum, hunn ech effektiv proposéiert, e Referendum ze maachen, well ech mengen: Wat ass méi demokratesch wéi e Referendum ze organiséieren, fir d'Leit ze froen, wat se da wëllen oder wat se net wëllen?

Wann Dir sot, dat wär keng demokratesch Aart a Weis, fir dorun ze goen, wann Der sot, dat wär eng Aart a Weis, wou mer iwwert d'Käpp vun de Leit ewech decidéieren, wa mer e Referendum bei de Leit organiséieren, da muss ech natierlech froen: Wat ass dann demokratesch, wann ee kee Referendum organiséiert?

An da soen ech, fir op Är Fro ze äntwerten: Ech sinn op fir eng Diskussioun, wéi een dee Referendum do soll organiséieren a wéi een dat soll maachen.

(Brouhaha général)

Elo, ech sinn der Meenung, datt natierlech bei esou engem Referendum…

(Interruption)

Ech sinn natierlech der Meenung, datt bei esou engem Referendum eng Majoritéit muss erauskommen, éier een an engem consultative Referendum d'Méiglechkeet huet, fir eng Verfassung wéi déi do ëmzesetzen.

Ech ka mer awer och, wann een Äre Bedenke wëllt Rechnung droen, déi ech par ailleurs awer verstinn, zum Beispill virstellen, datt ee seet, datt een eng qualifizéiert Majoritéit soll hu bei de Gemengen, déi sech derfir entscheeden, eng Zweedrëttelmajoritéit oder wat och ëmmer. Mir kënnen diskutéieren, fir och do en Accord ze kréien. Also dat si sécher Konditiounen, iwwert déi mer op sinn, fir ze diskutéieren.

Mä ech gesinn näischt, wat méi demokratesch ass, wat méi op ass a wouriwwer mer eng besser Diskussioun kënne féieren, wéi e Referendum driwwer ze organiséieren, fir esou eng wichteg Reform ze maachen.

Ech mengen, datt se noutwendeg ass, an ech mengen, et soll een déi an der Rou an am Calme duerchféieren, wann een d'Méiglechkeet huet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Ech hunn eng lescht Wuertmeldung vum Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, eis bleift nach eng Rei vu Riedezäit, dofir wëll ech dat och maachen an e puer Wuert soen zu deem ganze Volet vun deenen Institutiounen.

Den Här Wiseler huet reagéiert op meng Interventioun gëschter, op seng Interventioun virdrun. An ech si frou, dass en op ee Punkt hei net méi agaangen ass. Ech huelen un, dass en dee fale gelooss huet, deen eigentlech den Ausléiser war vu menger Interventioun, wéi e behaapt huet, de Referendum wär schold dorunner, dass mer ee Joer an de Prozedure verluer hätten, wat d'Constitutioun ugeet. Dat huet en hei net méi widderholl.

Ech huelen also un, dass en net méi dozou steet, well dat ass och net wouer.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech wollt elo haut de Moie kee Sträit mat Iech ufänken. Mä ech sinn do enger anerer Meenung wéi Dir.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dir hutt och besser, Iech net unzeleeën.

(Interruption)

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech sinn do enger anerer Meenung wéi Dir, mä…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech kann Iech just soen, mir hate ganzer dräi Sitzungen an der Kommissioun, wou mer eis mat dem Gesetzesprojet iwwert de Referendum befaasst hunn. Mir hu weider un Amendemente geschafft. Mir hunn de 15. Mee 2015, dat war also just virum Referendum, 69 Amendemente geschéckt un de Statsrot. Dat war d'Resultat vun iwwer engem Joer Aarbecht, déi mer op deem dote Punkt haten. Dat wëll ech just hei soen. Do ass also keng Zäit verluer gaangen.

A wat Der hei da behaapt hutt, wat Der elo net méi widderholl hutt, dat ass och am klore Géigesaz zu deem, wat bei Ärer Kréinungsmass um CSV-Kongress am Oktober als Motiv gesot ginn ass, wou ech als President gewuer si ginn iwwert de Kongress, wat dann d'Positioun vun der CSV wär, wat de Referendum ugeet. Bis elo hat Der virdrun ni an der Kommissioun dat kloer gesot.

Do ass gesot ginn, ech zitéieren hei: „Wir sagen Nein zum Zeitplan und zur Eile, mit der die Regierungskoalition das Projekt vorantreibt." Also de Virworf war net, dass et géif ze lues goen, mä d'Motivatioun, fir ze soen: „Mir si géint e Referendum", dat war anscheinend déi Schnellegkeet, mat där dës Koalitioun deen dote Projet wëllt ofschléissen. Et muss een also wëssen, wat ee gären hätt. Et kann een net dat eent an dat anert behaapten, wéi et engem grad an de Krom passt.

Zweetens wëll ech nach eng Kéier soen, an ech géif do gär den Här Delpérée zitéieren, deen Iech jo politesch méi nosteet wéi mir, mä deen ech awer als Verfassungsrechtler uechten a mat deem ech och perséinlech e ganz gutt Verhältnis hunn, dee gesot huet, hei op der Konferenz zu Lëtzebuerg: «Il y a un moment à la discussion et un moment à la décision» an e wär absolutt der Meenung, dass de Moment à la décision elo komm wier, wat d'Lëtzebuerger Verfassungsreform ugeet.

Well mir sinn net eréischt zwou Perioden amgaangen! D'Madamm Tanson ass nach jonk, si ka sech dat net virstellen.

(Interruption)

Well den Ausgangspunkt meeschtens geholl gëtt dee Moment, wou déi éischt Proposition de texte deponéiert ginn ass. Mä déi Proposition de texte, déi den Här Meyers am Numm vun der Kommissioun deposéiert huet, ass jo d'Resultat gewiescht vu véier Joer laanger Aarbecht an der Kommissioun! Sou ass jo den éischten Text entstanen.

Dat heescht, et muss een also véier Joer bäirechnen an da si mer praktesch vun 2005 u bis 2018, also dräizéng Joer, wou mer amgaange sinn, un der Verfassungsreform do ze schaffen. A mir hu kee Firlefanz gemaach, mir hu seriö Aarbecht geleescht an der Kommissioun. An ech mengen, dass een och frou ka sinn, festzestellen, dass mer an der leschter Sitzung, déi mer viru véierzéng Deeg haten, en Accord haten um Text. Mir hunn d'Artikeldiskussioun ofgeschloss an déi véier Rapporteuren hunn den Optrag kritt, hiren Deel vum Rapport fir eng nächst Sitzung am Mee ze verfaassen, dass mer also de Projet de rapport do haten.

Fir mech ass et logesch, wann de Projet de rapport do ass, dass een och iwwert dee Projet de rapport ofstëmmt. Elo kann dee Projet de rapport a senge Konklusioune jo soen: „Dat heiten ass den Ofschloss vun eisen Aarbechte vun dräizéng Joer. Hei ass den Accord, dee mir hunn, dee gedroe gëtt vun enger breeder Majoritéit an der Kommissioun an deen och den Accord huet vum Statsrot." Well mir hunn den Accord op allem eigentlech an der Kommissioun, an der Majoritéit a mam Statsrot, soudass mer u sech dann an de Konklusioune jo och kënne soen: Wéinst der Proximitéit vun de Wahle maache mer dann de Referendum…, fënnt elo den éischte Vott net statt, a mir engagéieren eis awer, deen ze maachen an nächster Zäit.

Ech hunn der CSV eppes proposéiert gehat. Dat huet mech och queesch gemaach zousätzlech, wann hei e patheteschen Appell geriicht gëtt vum CSV-Spriecher un all déi aner Parteien, si misste sech elo hei formell engagéieren, mat deenen Antecedanten, déi d'CSV an deem heiten Dossier huet, déi manifestement iwwervirsiichteg war an, ech bleiwen derbäi, haaptsächlech aus parteipolitesche Grënn decidéiert huet: „Mir wëllen net méi, dass e Referendum soll an dësem Joer stattfannen."

Dann ass dat awer, muss ech soen, e bëssen eng Doppelmoral, déi hei virgefouert gëtt, wou ech him selwer proposéiert hunn, an dat ass ofgeleent gi vun der CSV, dass mer eng Resolutioun hei sollte stëmme vun dëser Chamber, wou dës Chamber sech engagéiert hannert deem doten Text a sech engagéiert virun allem, och no de Wahle gemeinsam déi Prozedur zu engem gudden Enn ze bréngen.

Ech reeditéieren nach eng Kéier hei meng formell Propositioun, dass mer zumindest no deem patheteschen Appell vum Här Wiseler dat géife maachen, dass d'CSV do net géif blockéieren an dass mer, nodeem mer de Projet de rapport zur Kenntnis geholl hunn an der Kommissioun, nodeem mer en dann och veröffentlechen an nodeem mer och den Text an enger Pressekonferenz virgestallt hunn, zumindest eng Debatt hei an der Chamber an ëffentlecher Sitzung sollen hunn!

Dat gehéiert och zur Ëffentlechkeetsaarbecht beim neie Verfassungstext, dass mir, d'Parlament, dann an enger gemeinsamer Resolutioun sollte soen: „Dat hei ass d'Resultat vun eisen Aarbechten. Mir schléissen déi elo net definitiv of, mä mir engagéieren eis alleguerten op der Basis vun deem doten Text, schnell an der nächster Legislaturperiod bis zu engem Delai x, no enger ëffentlecher Debatt, där mer genuch Zäit musse loossen, well et sech jo ëm eng nei Verfassung fir d'Land handelt, fir dat do zur Diskussioun ze hunn."

Ech reeditéieren nach eng Kéier déi Propos hei, déi vun der CSV, dat wëll ech nach eng Kéier soen, ofgeleent ginn ass bis heihinner. Ech mengen, dat wär propper no baussen, dat wär eng transparent Prozedur, dat wär eng demokratesch Prozedur an do géif och d'Parlament seng voll Roll an deem Ganze spillen. Well hei si mer wierklech an engem Domän, wou d'Kärkompetenz net bei der Regierung läit, mä d'Kärkompetenz läit beim Parlament a wou och ëmmer musse Majoritéite fonnt ginn, déi iwwert déi besteeënd Majoritéite vun enger Regierung erausginn. Dat war an der Vergaangenheet esou, dat wäert och dës Kéier esou sinn. Dat ass nach eng Kéier meng fair Propos, déi ech hei wéilt maachen. Dann ass kloergestallt, wéi et ass.

Fir meng Partei wëll ech nach eng Kéier hei widderhuelen: Et gëtt kee Grond, eppes un eiser Positioun ze änneren. Déi war schonn esou virun de leschte Wahlen. Dat heescht, dass mer et hei mat enger neier Verfassung ze dinn hunn. A wann een déi héchsten national Norm net méi kann engem Referendum ënnerwerfen, da froen ech mech, wat mer eigentlech engem Referendum kënnen ënnerwerfen, esou schwiereg déi Operatioun wäert ginn, esou vill Ängschten a Risikoe wéi ech spiere bei ganz villen hei. Dat geet och bis a meng eege Partei eran, dat wëll ech hei net verheemlechen. Aner Leit wéi de Paul-Henri Meyers an d'Simone Beissel hu sech och schonn zu deem dote Punkt geäussert.

Ech mengen awer, dass, wa mer eis Aarbecht seriö huelen, mer net brauchen Angscht ze

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

hunn, och opgrond vun der Qualitéit vun eiser Aarbecht, déi mer gemeinsam geleescht hunn iwwert déi lescht dräizéng Joer, dass mer dat Ganzt engem Referendum an enger ëffentlecher Debatt solle stellen an d'Fro kloermaachen, déi sech eigentlech stellt: Wëllt Der, dass déi besteeënd, déi al Verfassung bestoe bleift mat all hiren Imperfektiounen, mat all hiren Onzoulänglechkeeten a vereelste Passagen? Oder wëllt Der, dass se duerch déi heiten nei Verfassung ersat gëtt, déi sécherlech kengem senger Meenung zu honnert Prozent entsprécht, déi awer e gesonde Kompromiss duerstellt a ganz ville wesentleche Punkten an déi eis weiderbréngt par rapport zu deem Text, deen, wéi gesot, zu engem groussen Deel nach op dee belsche Verfassungstext vun 1831 zréckgeet?

Dat ass déi Fro, déi sech eigentlech stellt, an déi sollte mer gemeinsam ugoen. An ech géif et flott fannen, wa mer dat och géifen hei am Parlament duerch en Text, deen dëst Parlament géif huelen, no baussen dokumentéieren, dass dee Wëllen do ass, och iwwert d'Wahlen eraus, vun alle Leit, déi matgeschafft hunn un deem heiten Text, deen och op e gutt Enn ze féieren an der nächster Period.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Dozou den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- E puer Äntwerte wëll ech awer dozou ginn. Dat Éischt, déi Ausso, déi gemaach ginn ass op Basis vun deem, wat d'CSV am Oktober 2016 gesot huet. Ech wëll just erënneren, a wat fir engem Moment mer an deem Moment waren a wat fir eng Propositioune mer um Dësch haten. Do ware Propositiounen um Dësch, déi éischt, dat war, fir e Referendum ze organiséieren deeselwechte Moment wéi d'Gemengewahlen, respektiv déi zweet Propositioun, dat war, fir e Referendum ze organiséieren am Januar 2018.

An ech hu sengerzäit am Numm vu menger Partei gesot, datt déi do Terminer, weder deen, fir e Referendum ze organiséieren am Oktober 2017 mat de Gemengewahlen, nach deen am Januar 2018 eis géife realistesch a sënnvoll erschéngen, fir eng uerdentlech parlamentaresch Aarbecht ze maachen, fir en uerdentlechen Text ze kréien.

Hätte mer dat näämlech gemaach, notamment am Januar 2018 scho wëllen an e Referendum ze goen, dann hätte mer am Oktober 2017 schonn deen éischte Vott misse maachen, dann hätte mer scho fréistens oder spéitstens am Juni, Juli 2017 missen e fäerdegen Text hunn. Mir sinn elo Abrëll 2018, mer hunn elo just den Text ofgeschloss, mer hunn elo nach keng Rapporten. Dat wär an eisen Aen eng iwwerstierzt Aarbecht gewiescht, déi éischtens op déi Aart a Weis, wéi se hätt misse vun der Kommissioun gemaach ginn, net seriö gewiescht wär, déi zweetens eis och net erlaabt hätt, d'Explikatiounen no baussen un d'Leit esou ze ginn, esou wéi ech mengen, datt se opportun an obligatoresch wären, wann een an e Referendum géif goen.

An duerfir hu mer am Oktober 2016 gesot, mir wéilten deen do Zäitplang net, well wa mer dee géifen huelen, dann hätte mer all Chancen, fir dës Verfassung derniewentzesetzen. An dat war d'Argumentatioun, déi sengerzäit ugefouert gouf. A wann ech kucken, wou mer haut dru sinn, datt mer elo just den Text fäerdeg hunn, Gott sei Dank, an datt mer an deenen nächsten zwou, dräi Wochen de Rapport kréien, da gesinn ech mech absolutt bestätegt an deem Zäitplang, dee mer sengerzäit gesot hunn. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet, wat ech wëll soen, dat ass, datt ech mengen, datt ech dat, wat den Här Bodry elo virgeschloen huet, ganz gutt verstinn. Ech mengen, datt mer déi Aarbechte sollen an der Kommissioun uerdentlech, propper ofschléissen, datt mer dat och sollen no bausse soen, datt mer awer net sollen no baussen d'Impressioun ginn, datt mer et elo mat engem definitiv ofgeschlossenen Text ze dinn hätten, well déi Dier net oploossen, fir no enger Diskussioun nach am gemeinsame Konsens déi eng oder déi aner Ännerung ze maachen, dat mécht eis d'Diskussioun mat de Leit dobaussen an eisen Ae méi schwéier.

An duerfir si mer der Meenung, datt mer an der Kommissioun sollen en Accord fannen, fir den Text ofzeschléissen, fir eis Aarbechten ofzeschléissen, an net offiziell Akten an dem Chamberplenum duerch Votte setzen, déi da riskéieren, interpretéiert ze ginn dobaussen op eng Aart a Weis, déi d'Diskussioun mat de Bierger als iwwerflësseg erweist.

Ech géif gär all Konditiounen oprechterhalen, fir eng uerdentlech Diskussioun mat de Leit dobaussen ze kréien. Dir hutt eng aner Interpretatioun doriwwer. Dat ass eis Positioun. Ech fannen déi kohärent, logesch, propper. Mir wëllen déi Verfassung a mir ginn eis gär alleguer d'Konditiounen, datt mer se och kënne kréien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Bodry huet d'Wuert nach eng Kéier.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech wëll nach op dat Lescht reagéieren. Et ass näämlech net logesch. Dir hutt hei en Appell gemaach, all Partei sollte sech bekennen, dass se dat als Ausgangsbasis huelen, déi Aarbecht, déi mir gemaach hunn, fir se an där nächster Period op e gutt Enn ze féieren.

Abee, ech proposéieren nach eng Kéier hei, dass mer genau dat do, wat Dir vun deenen eenzelne Parteien eenzel fuerdert, gemeinsam maachen an enger Resolutioun, wou mer net soen, deen doten Text misst eent zu eent ofgestëmmt ginn, mä wou mer soen: Dat do ass d'Basis, déi Aarbecht vun dräizéng Joer, wou mer en Accord politique hunn, en ass d'Basis, fir schnell an där nächster Period no enger breeder Consultatioun mat de Leit an e Referendum eranzegoen.

Dat ass genau dat, wat Dir gären hätt. Dir wollt just hei Parteipolitik maachen. Ech wëll dorauser en Akt vun dëser héijer Institutioun vum Parlament maachen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ech hunn lech eis Erklärunge ginn.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat seet alles!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci. Domat hu mer eis Diskussiounen zur Lag vun der Natioun oder vum Stat gemaach. De Premierminister, den Här Xavier Bettel, huet d'Wuert fir d'Regierung a fir ze äntwerten.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Merci, Här President. Ech soen de Riedner Merci a wëll och schonn informéieren, dass, wann ech fäerdeg sinn, och de Minister Schneider an de Minister Kersch kuerz wäerten d'Wuert ergräifen.

Ech soe Merci, well ech mengen, et ass wichteg, dee Rendez-vous, dee mer haut hunn, fir wierklech e Balayage ze maache vun der Situatioun vun onsem Land.

Verschidden Orateuren hu probéiert ze behaapten, mir hätten hei nëmmen e bloen Himmel beschriwwen ouni Problem, wat falsch ass. Wat falsch ass! Mir sinn eis bewosst, dass et dem Land en gros gutt geet. Mir sti gutt do. De Finanze geet et gutt. Et geet eis besser wéi viru véier Joer. Mä selbstverständlech ginn et nach Dossieren, wou Problemer sinn. Mir hu selwer, an ech hunn et hei gesot, de Constat gemaach, dass mer am Stau stinn. Ech akzeptéiere just net, dass een d'Gefill gëtt, dass de Stau am Dezember 2013 kreéiert ginn ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Iwwert d'Croissance si mer eis eens a mir hunn et déi lescht Jore scho gesot: Mir wëllen eng gesond Croissance, an et ass nach ni esou vill… An deen, dee gutt nogelauschtert huet, hätt jo scho misse verstoen, dass dës Regierung Waasserschutzzonen definéiert huet, déi et net gi sinn. Mir waarden net op en Text, op deen zwanzeg Joer elo gewaart gëtt, fir d'Buedemprotektioun, mir maachen et selwer!

Dowéinst, fir ze mengen, dass hei an dësem Land egal wou egal wat egal wéi vill autoriséiert a gebaut gëtt an dass dat der Regierung egal wier, ass falsch! Wann ech vum Baue schwätzen, erlaabt mer da just, well hei ass jo och opkomm, wéi wann de Logement dem Premierminister egal wär. Et ass dem Premierminister guer net egal! A mir sinn eis och bewosst, dass an der Logementspolitik keen, keen heibannen eng Baguette magique huet, wou e vun haut op muer d'Solutioun kann hunn, soudass et guer keng Problemer géif ginn.

An dofir fannen ech et hypokritesch, engem d'Gefill ze ginn, wéi wann ee kéint direkt vun haut op muer plangen, d'Infrastrukture kéint bauen, alles kéint amenagéieren a scho carrement de Bändche schneiden, fir eng Wunneng anzeweien. Mir hätte kënne méi aweien, wann eng viregt Regierung och méi preparéiert hätt!

Mä dofir erlaabt mer just awer, op déi verschidden Texter anzegoen, déi elo do sinn, fir awer nach eng Kéier drun ze erënneren.

Mä virun dräi Woche war e ganzen Dag, also e ganzen hallwen Dag en Debat iwwert de Logement. Dofir hunn ech mer geduecht, ech bräicht net nach eng Kéier dat ze widderhuelen. Mä, wann dat dann de Fall ass, erlaabt mer just, dass ech dann a kuerze Stéchwierder op de Baulückenprinzip aginn, dee vun dem Regierungsrot de 4. Juli 2014 ugeholl ginn ass a wou mer och zesumme mat de Gemenge kucken, wéi mer do kënne schaffen, woufir Diddeleng och e Beispill ass, wou do och konkret geschafft ginn ass.

De Baulandvertrag, wou mer och der Meenung sinn, dass, wann en Terrain bis an de Perimeter kënnt, et net ka sinn, dass et keng Delaie ginn, fir op deem Terrain och eppes ze bauen, a wou mer op den Avis vum Statsrot waarden - wou mer op den Avis vum Statsrot waarden!

D'Friche ArcelorMittal, wou mer eis eens gi si fir Wolz, fir Diddeleng, fir Suessem, fir Péiteng, fir Esch/Lalleng, wou ongeféier 60 ha fräiginn. Dat ginn eng Kéier 1.500 Wunnengen, wou 3.500 Awunner wäerten en neit Doheem fannen. Dat sinn och nei Terrainen, déi fonnt gi sinn. An ech sinn och ganz frou doriwwer. Dat hätt och jo scho kënnen eng aner Regierung diskutéieren, mä mir hunn net nëmmen driwwer diskutéiert, mir hunn et och gemaach!

De Plan sectoriel «Logement», d'Plans sectoriels wäerte muer um Ordre du jour vum Regierungsrot sinn. De Fonds du logement, 2016, fir d'Éischt… Ech wëll elo net agoen op d'Organisatioun, ech mengen, dat huet den Här Hansen och schonn hei erkläert, iwwert d'Reorganisatioun vum Fonds du logement.

Mä beim Fonds du logement 2016 ass also d'Zuel vun de Logementen en cours de réalisation 213% an d'Luucht gaangen, vun 93 Unitéiten op 292 Unitéiten! 2018 wëllt de Fonds du logement och ongeféier 180 Unitéite liwweren, a wann en alles fäerdegbréngt, da si mer 2020 bei 300 Unitéiten, déi se och maachen. An de Fong haut 2017, also Enn 2017, hat mat 1.890 dee gréisste Parc locatif och aus dem Land.

D'SNHBM huet sech nei Objektiver ginn. Dat ass, dass d'Zuel vun den Unitéiten op eng Moyenne vun 250 d'Joer soll kommen, wat am Fong eng Verdräifachung ass vun deem, wat se am Moment maachen, wou se ongeféier 83 tëschent 2005 an 2014 an der Moyenne haten. A se hunn dat Engagement geholl fir déi nächst zéng Joer. Si wëllen och an nei Immeublen investéieren, déi fir sozial Zwecker och kënne benotzt ginn. An och eleng, fir dat doten och kënnen ze realiséieren, dat ass de Bewäis, dass et och seriö gemengt ass, ass d'Zuel vun de Leit, déi bei der SNHBM schaffen, vu 46 Employéen 2014 op 90 2017 eropgeschrauft ginn.

D'Gestion locative sociale, wou mer zesummen och mat der AIS e grousse Succès hunn, wou och d'Leit sech engagéieren, dass se fir 30% bis 40% jo méi bëlleg eppes an d'Locatioun ginn, mä awer eng Garantie kréien, dass och menus Travaux gemaach ginn et cetera et cetera. Dat heescht, dass se och eng Garantie vis-à-vis vum Revenu hunn.

Mir hunn hautdesdaags ongeféier duebel esou vill Organismen, mat deene mer schaffen. Mir sinn op 16 Stéck, mir ware virdrun op 8. An d'Zuele vun de Logementen, déi subventionéiert waren, waren 360 2016 a mir sinn haut op 512. Dat heescht, et ass eng Progressioun an deene leschte véierzéng Méint vun 42%!

Dann hu mer de Pacte Logement, wou mer an enger Phas sinn, fir och do Verbesserunge kënnen ze maachen, zesumme mat de Gemengen. Aide d'épargne-logement, d'Bonification d'intérêts, d'Garantie locative. D'Klimabank! D'Klimabank, et huet keen elo laang driwwer geschwat, mä och, wou mer der Meenung sinn, dass et wichteg ass, dass aneschters gebaut gëtt, wéi dat deemools an der Zäit war, dass mer och d'Leit encouragéiere mat der Klimabank, fir dat och ze maachen, mam Prêt climatique à taux réduit an dem Prêt climatique à taux zéro.

Och d'Guichet-uniquen, fir d'Aidë beim Logement, dass een do all d'Informatioune kann zesummeféieren. D'Subvention loyer, déi geännert ginn ass, wou ongeféier 64% vun de Locataren am Moment um Privatmarché eligibel si mat deenen neie Konditiounen, déi mer geschafen hunn. D'Conditions des loyers hu mer geännert, d'Critères de salubrité, wa mer vum Logement schwätzen. Well et geet net nëmmen ëm d'Zuel, et geet och drëm, wéi d'Leit logéiert sinn. A mir hu regelméisseg Prozesser, déi de Parquet och duerchzitt, well verschidde Leit einfach Sue wëlle maache mat der en plus fragiller Situatioun vun deene Leit, déi scho ganz schwaach an onser Gesellschaft sinn an déi da 700 oder 800 Euro bezuele fir e Cafészëmmer oder iergendzwousch an engem Keller.

Jo, dës Regierung huet net nëmme geschwat, mä och agéiert. An do ass en Text den 21. Februar 2018 am Regierungsrot ugeholl ginn. A mir hunn doduerch, dass mer mam Interieur et erméiglecht hunn, mat deene verschiddenen Akteuren eng Plattform ze schafen, wou virun de Prozedure Konzertatioune stattfanne mat deene verschiddenen Akteuren, déi dann duerno och kënne beim PAP mat agebonne sinn, fir d'Éischt an der Geschicht vum Land méi wéi 200 PAPen 2017 approuvéiert. Wann een awer gesäit: D'Moyenne tëschent 2010 an 2013 war 148 PAPen. Ronn 6.700 Unitéiten, genee 6.719 wann ee wëllt ganz präzis sinn, sinn nei approuvéiert ginn, also en absolutte Rekord, zanter 2010 ni iwwer 4.000. Mir haten eng Moyenne deemools vun 3.414 a mir sinn elo, wéi gesot, bei 6.700, bal eng Verduebelung. An d'Zuele léien net, dat seet jo jiddwereen.

An de Budget am Logement, wann ech de Budget total kucken, war 2014 de Budget voté 135,86 Milliounen an de Budget voté vun 2018 216,25 Milliounen, dat heescht, et ass eng Variatioun vun 80,3 Milliounen, dat heescht, eng Hausse vu bal 60% vum Budget am Logement. De Bewäis, dass am Logement eppes geschitt ass! A virun e puer Wochen huet de Minister vum Logement et hei schonn ervirgehuewen. An dofir war et fir mech wichteg, net nees dat ze soen, wat ech d'lescht Joer virdru gesot hunn, mä wéi gesot, lech kënnen ze annoncéieren, dass selbstverständlech dës Regierung am Logement där nächster Regierung - an ech hoffen, dass den Här Hansen dann och déi Logementer kann aweien - den Necessaire gemaach huet.

Et sinn hei och e puer Froe gestallt ginn zur Ëmwelt. Et ass dës Kéier déi éischte Kéier, dass Lëtzebuerg „on track" ass, wann een d'Klimaziler kuckt. A mir brauchen eis fir déi éischte Kéier eben net fräikafen ze goen - well hei ass gesot ginn, mir missten eis fräikafen -, mir brauchen eis net méi fräikafen ze goen, wéi dat virdrun ëmmer de Fall war. An dee Klimapakt ass ee gutt Instrument. En ass mat där viregter Regierung elaboréiert ginn an en ass och vun dëser Regierung konstant promouvéiert an ausgebaut ginn. An haut schafft zu Lëtzebuerg all Gemeng mat, an et ass och wichteg, dass dee Partner Gemengen direkt do matschafft.

Déi nei Klimaadaptatiounsstrategie gouf d'lescht Woch och vun der Regierung ugeholl. An zu den erneierbaren Energien: An de leschte véier an en halleft Joer gouf d'Stroumproduktioun aus der Wandkraaft, wann ee kuckt bis Enn 2017, quasi verdräifacht. A bei Solarenergie war et eng Augmentatioun vu méi wéi 50%. A wann ee kuckt, d'Administratioun huet ronn 15 Milliounen Euro Bäihëllefen ausgi fir d'Fotovoltaik op staatleche Gebaier, wat vum Ëmweltministère erauskoum.

Da sinn och gëschter eng Rëtsch vu Punkte soulevéiert ginn iwwert d'Justiz. Et ass zum Beispill gefrot ginn: Wou ass den Text iwwert d'Terrorismusbekämpfung? Dir wësst, mir waarden op den Avis vum Statsrot. Mir hunn Institutiounen an, dat ass de Prinzip, wa mer den Avis vum Statsrot hunn, da kënne mer och en Text stëmmen.

Et ass gefrot ginn, firwat mer d'Autorité parentale an den Divorce zesumme stëmmen. Well mer der Meenung waren, dass et wichteg ass, dass een zu Lëtzebuerg an där Institutioun ee Juge aux affaires familiales soll kréien, dass een ee Riichter huet, deen dat Ganzt suivéiert, dass net vun Affär zu Affär fir d'Éischt d'Scheedung gesprach gëtt, dann d'Autorité parentale, dann d'Pension alimentaire, dat heescht, dass een am Fong e Saucissonnage vun den Affaire-familiallen hat. An dowéinst si mer der Meenung, dass et wichteg ass, dat zesummen ze maachen.

An der Santé: Mir sinn eis ganz bewosst, dass et an der Santé Nachholbedarf ginn ass. An ech si ganz averstanen, dass et net normal war, dass een hei zu Lëtzebuerg bal fënnef Stonnen huet missen an enger Urgence - an enger Urgence! - waarden, fir drunzekommen. An de But ass, duerch deen Accord, dee fonnt ginn ass zesummen - an dat ass mer wichteg -, vun der Madamm Mutsch, zesumme mam Här Schneider, wou 150 eenzel Aktiounen a Léisungsvirschléi mat de Bedeelegten, mat den Dokteren, mat de Spideeler, mat den Urgentisten ausgeschafft gi sinn, dat bis 2019 op zwou an eng hallef Stonnen erofzedrécken. Et geet net duer, do si mir eis eens. Mä mir mussen awer och ufänken ze erklären, dass eng Urgence eng Urgence muss sinn an eng Urgence eben net den Dokter ass, deen do ass. An dowéinst ass den Tri a wéi een de Leit dat anstänneg erkläre kann, dat heescht, dass een d'Leit ka richteg guidéieren, ganz, ganz wichteg. A fir eis muss dat och gemaach ginn.

An 2015 ass och d'Pädiatrie reforméiert ginn duerch d'Schafung vun enger zentraliséierter Maison médicale pédiatrique an enger Reorganisatioun vun de Garden.

Dann iwwert d'IRMen: Mir sinn eis ganz eens, dass mat den IRMen, wann ee waart, well ee

vun engem Dokter gesot kritt: „Dir musst en IRM maachen, et ass en Doute do!“, all Dag, deen ee waarde muss, laang ass, all Dag. En Doute ass a Gesondheetsfroen dat Schwieregst. Mir hunn am Moment siwen IRMen zu Lëtzebuerg. An déi zwee Ministeren hunn en Accord de financement fonnt, dee virläit, fir dass mer elo op eelef eropkommen. An ech mengen, et ass wichteg, dass dat an den nächsten Etappen och weidergeet.

Erlaabt mer, wa mer vun de Problemer vun de Mënsche schwätzen, och ganz kuerz op verschidde Punkten zréckzekommen, iwwert déi hei diskutéiert ginn ass: iwwert d'Schéier, iwwert d'Leeschtungen. Mir sinn eis bewosst, an ech hunn et am Ufank scho gesot: Et geet dem Land gutt. Mä mir hu verschidde Leit, déi an dësem Land haut nach an enger prekärer Situatioun sinn. An doséinst war et dëser Regierung wichteg, bei de Sachleeschtungen deene Leit direkt ze hëllefen.

An ech mengen, de Moien huet eng Oratrice hei uewe gesot, dass déi Sozialleeschtungen et awer erméiglechen, dass déi Leit net an de Seuil de pauvreté falen. Mä dat soll eis net tréischte fir ze soen: „Da komme se just driwwer an da geet et duer.“ De But vun dëser Regierung ass net de Fatalismus, fir ze soen: „Et gëtt eng Aarmut, an déi muss een dann ebe geréieren.“ De But vun enger Regierung ass virun allem, d'Aarmut ze bekämpfen, andeem een de Leit hëlleft, déi an enger prekärer Situatioun sinn, fir aus där Situatioun erauszekommen.

De REVIS ass zum Beispill dee But. Et soll een net soen: Wann s de den RMG hues, dat ass eng Saach. Mä au contraire: Deaktivatiouun! A gleeft mer et, dee Mënsch, dee sech bewosst gëtt, dass en nach fir d'Gesellschaft gebraucht gëtt, dass en eppes ka maachen, dat ass en anere Mënsch wéi deen, dee just waart fir ze kucken, wéini en dann eppes iwwerwise kritt. An dat ass dat, wat mer wëlle maachen. Mä fir eis ass et wichteg, dass de Portefeuille net de Choix ass, fir duerno zum Beispill an eng Kannerstruktur ze goen oder fir Kannerbicher, Schoulbicher ze kafen oder all déi dote verschidde Sujeten. Mir mussen deene jonke Leit do hëllefe kënnen.

Mir hunn hei och zesummen diskutéiert iwwert d'Zesummeliewen, Här President, d'Zesummeliewen. Hei ass zum Beispill iwwert d'Naturalisatioune geschwat ginn. Ech si ganz frou, ech mengen, d'Regierung hat am Koalitiounsaccord op der Säit 4 de Referendum an d'Nationalitéitegesetz ganz genau op därselwechter Säit. Dat heescht, wann hei behaapt gëtt, dass d'Nationalitéitegesetz eng Äntwert vum Referendum wier, ass dat falsch. Et steet souguer am Text, dass mer verschidde Saache mat der Sprooch wëllen änneren. An dowéinst ass et fir mech ganz wichteg, net ze soen, dass dat eent d'Reaktioun op dat anert war.

Wann ech de Referendum, Här President, haut nach eng Kéier misst maachen, géif ech en nach eng Kéier maachen. Ech hunn et zouginn, point de vue Organisatioun hu mir keng grouss Traditioun vu Referendumen a mir mussen eis eben aneschters organiséieren, wann e Referendum organiséiert gëtt. Mä déi Froe sinn tranchéiert. A fir dann nach engem hei de Reproche ze maachen, dass et just de But war, fir d'Land ze deelen oder eng Partei an den Eck ze drécken! Et war just, fir hei an der Gesellschaft ze wëssen, wat de Bierger wëllt. An de Bierger huet eng kloer Sprooch geschwat a mir respektéieren och dat, wat de Bierger mécht.

Mä fir dann op eng Kéier hei ze soen: Mir an déi 80% sinn do an deen Eck gedréckt ginn! Ech reklaméiere mech net, weder vun deenen 80% nach vun deenen 20%, Här President, ech wollt einfach, dass an där Fro d'Lëtzebuerger Vollek eng Entscheedung soll treffen. An ech wollt net probéieren, duerno e Benefiss vun deem engen oder vun deem anere Camp ze recuperéieren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Är Aussoe virum Referendum waren awer anerer.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Hei ass och virdru gesot ginn,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Är Aussoe virum Referendum waren anerer.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …dach, ech muss Iech do ganz recht ginn, ech mengen, Här Kartheiser, ech muss Iech recht ginn.

(Interruption)

Jo, dat wierkt fir d'Opmierksamkeet hei am Sall.

(Hilarité)

Ech ginn Iech recht, Här Kartheiser, dass déi Propositioun vun der CSV, fir en zweet Parlament, oder eng zweet Chamber, oder wéi een et wëllt nennen, fir d'Auslänner ze maachen, net dat ass, wat ech, als Premierminister, an de Regierungsrot - ouni dass mer driwwer geschwat hunn -, géife proposéieren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat hu mer och net esou gesot, Här Bettel. Ech wëll Iech dat just kloer an däitlech soen. Detournéiert net dat, wat mer gesot hunn!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech sinn der Meenung, dass mer et musse fäerdegbréngen, well hei ass gesot ginn,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Detournéiert net dat, wat mer gesot hunn!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …dass de CNE soll kënnen der Regierung Avisen zu den Texter schreiwen. Dat gëtt et scho laang. Also fir zwee fréier…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Majo selbstverständlech, dat gëtt et scho laang.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …Premier Conseilleren, wann Dir jo elo sot, dass dat schonn de Fall ass. An ech mengen, si hu scho regelméisseg Avise geschriwwen. Dowéinst ass dat näischt Neies.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Ganz genau.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Mä wéi gesot, ze mengen, dass een de CNE soll renforcéieren, ass fir mech genau de Contraire vun deem, wat ech gär an dësem Land hätt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Wéi dann?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat ass Divergenz. Ech hätt gär Konvergenz. Déi richteg Integratioun ass déi vun deem, deen hei zu Lëtzebuerg wunnt a sech seet: „Mäin Zil ass, mech hei esou ze integréieren, dass ech gär de Lëtzebuerger Pass an der Täsch hätt.“

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Da maacht elo emol Propositiounen, wéi Der dat wëllt maachen!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wa mer scho vun Demokratie schwätzen: Mir wëlle keng Zwangsfusioune vu Gemengen. Dat soll och kloer hei gesot ginn. Mir wëllen dat net. Also Respekt fir de Ministère de l'Intérieur, mä et ass net an enger Administratioun, wou soll decidéiert ginn, wéi d'Land muer soll ausgesinn. Mir hunn eng Autonomie communale. Mir hu Leit, déi verschidden Traditiounen, verschidde Geschichten hunn, an dat soll een och respektéieren. Mir sollen als Regierung de Gemengen et schmackhaft maachen, fir Fusiounen ze maachen. Mir solle si encouragéieren, fir Fusiounen ze maachen. Mä ech hoffen,…

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass Iech jo gutt gelonge bis elo!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …dass och de President vum Syvicol, dee jo och bei Iech an der Partei ass, sech bewosst ass, wat Der do proposéiert hutt, an och mat senge Kolleegen am Syvicol wäert diskutéieren, fir wierklech ze kucken, ob dat dat ass, wat mer wëllen, dat heescht, vun haut op muer einfach bal 50 Gemengen hei am Land ze sträichen. Mir si géint Zwangsfusioune vu Gemengen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, wann ech vu Referendum schwätzen, an Dir hutt och vun engem Referendum geschwat, ech muss Iech ganz éierlech soen, Här President: Ee Referendum, wou am Fong elo schonn e bësse retropedaléiert gëtt, andeem gesot gëtt, dat kéint zum Beispill eng Majorité qualifiée sinn. Wéi, wat a wou? Et huet keen - an et soll keen et elo falsch huelen, ech si fréiere Buergermeeschter vun dëser Haaptstad - hei aus der Stad ze decidéieren, wat zu Wolz oder zu Esch geschitt. An et huet keen zu Wolz ze decidéieren, wat an der Stad oder zu Esch geschitt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Gemengenautonomie heescht, dass d'Bierger och déi Decisioun solle selwer treffe kënnen.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- D'Organisatioun vum Territoire ass en nationale Problem.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Hei ass och, wann ee vu Referendum schwätzt, Här President, an dat wëll ech just,…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat hutt Dir awer proposéiert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …well ech perséinlech, Här President, well ech hei perséinlech attackéiert gi sinn. Ech sinn attackéiert ginn…

(Brouhaha)

…ech sinn attackéiert ginn, Här President.

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann ech gelift! Hei kritt herno jiddwereen d'Wuert, deen et freet, mä elo huet de Statsminister d'Wuert.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, ech hu gëschter hei an de Mond geluecht kritt, dass ech gesot hätt,…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Wann déi dote Positioun 1920 gewiescht wär, wär d'Stad Lëtzebuerg haut nach um Bockfiels.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Wann 1920 bei de Virgänger vun Iech souwuel als Statsminister wéi als Buergermeeschter vun der Stad, wéi d'Buergermeeschtere vun den Nopeschgemengen, vun Hollerech, vun Eech an aus dem Pafendall, déi dote Positioun gewiescht wier, da wär d'Stad Lëtzebuerg haut nach reduzéiert op de Bockfiels.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Dat ass richteg.

M. Eugène Berger *(DP).*- Här Wolter, Dir sidd jo am beschte placéiert, fir Lektiounen ze ginn.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat ass einfach eng historesch Wourecht. Eng historesch Wourecht!

M. Jean-Marie Halsdorf *(CSV).*- Dat ass en historesche Fakt.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Oder sinn 1920 net och Fusioune gemaach ginn?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wolter, och Dir, wann Dir d'Wuert gären hätt, frot Der Iech et.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo.

(Brouhaha)

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll just op ee Punkt agoen, well hei ass mir gëschter esou e bëssen e Wuert an de Mond geluecht ginn, wéi wann ech de Reproche gemaach hätt, dass déi Leit, déi bei engem Referendum net därselwechter Meenung ware wéi ech, domm wieren.

Ech wëll Iech just soen, Här President, dass ech Doudesmenacë kritt hunn. Ech hunn Doudesmenacë kritt an der Campagne vum Referendum! A wann ech da behaapten, dass een, deen eng Doudesmenace mécht bei engem Referendum, net grad deen Intelligentesten ass, behaapten ech mech haut nach eng Kéier: Dat war keng gescheit Ausso, an et war keng gescheit Schréft vun deem, deen dat geschriwwen huet. Ech hunn et deemools gesot an ech stinn haut nach ëmmer dozou.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, iwwert d'Gesellschaftspolitik ass vill geschwat ginn. Ech muss Iech soen: Jo, tatsächlech, fir déi eng war et eng Revolutioun. Ech muss Iech soen, fir mech perséinlech war et eng Evolutioun, mä et war eng Évolution nécessaire. Mir schreiwen 2018. A wann ech hei gesot kréien, et géif sech fir verschidde Leit just op d'Hochzäit, de Mariage pour tous oder op den Avortement oder vläicht op d'Trennung vu Kierch a Stat limitéieren, ass dat falsch, Här President.

D'Familljepolitik: Fir dass een d'Fraen encouragéiert, dass se net de Choix mussen treffen tëschent enger Aarbecht an enger Famill, ass Gesellschaftspolitik. Dass een an enger Schoul engem Jonken, egal wéi e Pass dass en huet, mam Multilinguismus, mam Lëtzebuergeschen, d'Chance gëtt, fir duerno an der Gesellschaft méi Chancen ze hunn, en Trampolin ze hunn, ass Gesellschaftspolitik. Dofir soll een ophalen ze mengen, dass d'Gesellschaftspolitik sech op zwee oder dräi Sujete géif limitéieren. Dat, wat ech gesot hu virun zwee Deeg, ass nach ëmmer richteg.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An all déi opgezielt, déi Der net gemaach hutt!

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- D'Land ass haut anescht, Här President, an dat ass och gutt esou.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Spautz huet d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Jo, Här President, ech hat mech scho gemellt. Den Här Statsminister hat Iech och en Zeeche ginn, mä dat ass duerno iergendwéi am Eifer des Gefechtes verluer gaangen. Den Här Statsminister huet gesot, ganz oft géife Projete beim Statsrot hänken, dofir kéinte se net verabschit ginn. Ech kommen dann nach eng Kéier op meng Fro vu gëschter zréck, d'Kannergeldupassung. Dat, wat d'Regierung mat de Gewerkschaften ënnerschriwwen huet, do läit e Projet de loi vir. De Projet de loi ass un de Statsrot gaangen. Den Avis läit vir säit dem November 2016, dat ass elo iwwer annerhalleft Joer. Et ass awer näischt méi geschitt.

Wann een dann där Institutioun e Virworf mécht, dass et heiansdo net virugeet, da muss ee sech awer och d'Fro stellen, firwat dann elo scho säit iwwer 18 Méint den Avis vum Statsrot virläit, och wann d'Konklusioun engem vläicht net gefält, well de Statsrot seet, dee Projet wier vläicht superfetatoire. Da muss ee sech awer déi Fro stellen. Mä dann ass et net, fir heibannen ze soen, et géif net virugoen, dat géif heiansdo och um Statsrot leien.

Här Statsminister, dofir vläicht d'Äntwert vun Iech. Wat gedenkt d'Regierung mat deem Projet ze maachen, wou de Statsrot geliwwert huet a wou d'Chamber an och nach aner Leit drop waarden, wéi et endlech mat deem Projet virugeet?

An dann eng aner Remark. Dir hutt heibanne gesot, et wier ni eppes gesot ginn, fir d'CSV an den Eck ze drécke betreffend de Referendum. Also ech kann Iech just soen: Wéi et geheescht huet, dass mir bei deene véier Froen oder bei deenen Diskussiounen ëm déi Punkten do eng aner Meenung hätten an dass et jo awer nach ëmmer esou wier hei zu Lëtzebuerg, dass, wann ee gäre Verfassungssaachen ännert, een eng Zweedrëttelmajoritéit brauch, do hu Leit aus dëser Koalitioun, aus dëser Majoritéit gesot: „Ma wann d'CSV et net aneschters versteet, da wäerte mir hinnen et mat engem Referendum weisen!“

A fir elo ze soen, dat wier ni gesot gi vun de Majoritéitsparteien, Här Statsminister, dat ass net richteg. Dat ass vun de Majoritéitsparteie gesot ginn. „Da kréie si et op eng aner Method gewisen!“ An duerno ass dat geschitt. Just fir dat eng Kéier gesot ze hunn.

M. Eugène Berger *(DP).*- Wien, wou, wéini?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Statsminister.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Zwou Saachen. Also déi éischt Saach: Den Här Spautz seet, mir hätten hien an den Eck manövréiert. Ech wëll just soen, dass gëschter säi Parteipresident - neen, Dir sidd jo Parteipresident, mä dann de Spëtzekandidat - gesot huet, an hien huet selwer gesot: „80% a mir waren am selwechten Eck.“ Hien huet et gesot, ech hunn et net gesot, Här Parteipresident, Äre Spëtzekandidat huet dat gesot. Hien huet selwer gesot: „Mir waren an deemselwechten Eck wéi déi 80%.“ Also dowéinst, ech hunn et net gesot.

An déi zweet Saach ass: Hei sinn Texter, hei si spezifesch Froe gestallt ginn iwwert d'Bekämpfung vum Terrorismus, wou ech Iech soen, dass mer keen Avis vum Statsrot hunn. Mir hu ganz vill Avise vum Statsrot bei ganz villen Texter. A selbstverständlech, d'Chamber an d'Regierung organiséieren, och Dir, Ären Ordre du jour, wéi Dir et fir richteg fannt, an dat maache mer zesummen an der Conférence des Présidents, wann d'Texter prett sinn. Wann do nach Saache mussen diskutéiert ginn, da gëtt dat weidergemaach,…

(Hilarité)

…wa se prett sinn. Jo, mä Dir frot selwer Dialog, a wann een hei seet, et géif ee gären diskutéieren, da laacht Der. Ech weess net…

(Interruption)

Wéi ech jonken Deputéierte war, hate mer Proposition-de-loien, déi ware schonn zwanzeg Joer al, wann ech mech gutt erënnere kann, a mat Avis vum Statsrot et cetera, et cetera. Dowéinst, Här President, ech wier frou, wann een an der Oppositioun net alles géif schlechtrieden a mer och e bëssen Objektivitéit an dëser Chamber géife kréien.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Just vläicht zu deem Punkt, deen den Här Spautz ugeschwat huet vun der Upassung vun den Allocations familiales. Mir hunn e Bréif un d'Regierung gemaach, fir gewuer ze ginn, wat d'Intentioune sinn, an et wär gutt, wa mer och eng Äntwert doriwwer géife kréien. Just vläicht…

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …en passant.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà! Merci villmools. Da géif d'Wuert elo de Sozialminister kréien, den Här Schneider.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Et ass effektiv als Sozialminister, net als Sport- a Kooperatiounsminister, wou ech hei e puer Wierder wollt soen, well et mir awer virun allem als Sozialminister um Häerz läit. An engem Debat iwwert den État de la nation hunn ech schonn en Deel mat verfollegt, och en Deel kënne liesen, wou mir awer, ausser bei verschiddene Riedner, dee ganze soziale Volet gefeelt huet. An als Sozialminister laut ee vläicht heiansdo aneschters dorop, wéi wann ee generell a senge Ressorte schafft. Mä ech mengen, et ass mer éischtens wichteg, well eigentlech grad mir als Regierung et sinn, déi virun allem op europäeschem Niveau ëmmer drop drécken, datt mer dee ganze Volet, déi ganz Diskussioune ronderëm de Pilier social sollen héichhalen. Dat ass e ganz schwéiert Ënnerfangen, wat mer virun allem och gesi bei all eisen Entrevuen, déi mer zu Bréissel respektiv op informelle Conseilen hunn.

An ech hunn zesumme mam Nicolas Schmit wärend eiser Presidence agefouert, datt mer, wa mer de Budget kucken, net nëmmen dee finanzielle Volet kucken, mä och de sozialen Impakt vun all de Mesuren, déi an dësem Budget stinn. An dofir ass elo agefouert ginn - zënter eiser Presidence, no enger éischter Reunioun, déi mer hanner zouenen Diere gehalen hunn, ënner Sozialministeren an engem klenge Grupp -, datt all Kéiers dann, éier den ECOFIN, also d'Finanzministeren de Semestre européen kucken, en am Virfeld eng Kéier gekuckt gëtt vun dem EPSCO, de Sozial- an den Aarbechtsministeren. Dat ass en éischte Schratt an déi richteg Richtung.

An dofir ass et fir mech och ëmsou méi wichteg, datt een an dësem Debat - an ech ginn herno op eenzel Punkten an - dann net nëmme kuckt an all Kéiers d'Sécurité sociale an d'Spill brëngt, wann et drëms geet, ze weisen, wéi d'Situatioun vun der Administration publique ass, déi da selbstverständlech vill besser dosteet, well mer eben effektiv flott Solden aus deenen eenzelne Beräicher vun der Sécurité sociale hunn. An ech kommen dorop zréck.

Gewosst ass, och wa mer awer an der Administration centrale an der Tëschenzäit op ganz verstänneg Solde kommen, Här Wiseler, datt Dir awer ganz recht hutt mat Ärer Bemierkung, déi Dir gemaach hutt. Mä et ass mer awer wichteg, datt mer virun allem dëse Volet och eng Kéier ausdiskutéieren. An et goufe jo och eng Rei eenzel Punkten aus där ganzer Sozialpolitik erausgestrach, wou een och hei soll kloer Äntwerte ginn. Ech ginn herno an de Volete vun der Gesondheetskeess, der Fleegeversécherung a vun de Pensiounen dorobber an.

Ech wollt awer vläicht eng Kéier ufänken, datt, wéi ech 2013 dëse Ressort iwwerholl hu vu mengem Virgänger, Ärem jëtzege President, ganz schwiereg Situatioune waren, schwiereg finanziell Situatiounen an deenen eenzelne Keesen. Dat hat näischt mat mengem Virgänger ze dinn, mä dat hat virun allem domat ze dinn, datt et wichteg ass, datt déi Reformen, déi jo do geholl gi si bis 2013 - eng Gesondheetsreform, eng Pensiounsreform -, eréischt no 2013 gespillt hunn. An datt se gespillt hunn, gesi mer an deenen eenzelne Voleten.

An datt, niewent enger Konjunktur, déi elo wierklech gutt leeft a wou mer natierlech och duerch eng Création d'emplois besser Recetten hunn, mer an der Tëschenzäit an deenen zwee Volete Gesondheetskeess souwéi Pensiounskeess positiv Zuelen, richteg gutt positiv Zuele kënne schreiwen. A mer och an der Fleegeversécherung duerch eng Reform, déi jo scho vill am Virfeld kritiséiert gouf, elo nach kritiséiert gëtt, an der Tëschenzäit eng Perennitéit drabruecht hunn, déi déi nächst Joren och dës wäert ofsécheren.

Vläicht awer kuerz fir unzefänken zur Gesondheetskeess, wou mer, mengen ech, och politesch responsabel waren, zesumme mat de Sozialpartner, andeems mer eng positiv Situatioun, déi mer erëmfonnt hunn, mat Iwwerschëss, déi iwwert deem sinn, wat legal virgesinn ass, a wou mer hätte missen un d'Cotisatioune goen, fir déi erofzedrécken, gemeinsam an enger Quadripartite decidéiert hunn - a virun allem och an der Regierung decidéiert hunn -, datt mer net géifen un d'Cotisatioune goen, mä datt mer géife virun eis Reserven opbauen, fir dann, wa schwiereg Zäite géife kommen, kënnen dergéint virzegoen.

Mir hunn awer och op där anerer Säit Budgeten an der Gesondheetskeess opgestallt, déi engersäits all deenen neien Defie Rechnung droen. Dee ganze Plan hospitalier, déi nei Saachen, déi do nach kommen, fënnt een erëm. Et fënnt een de Kollektivvertrag am Spidolssecteur erëm. Et fënnt een eng ganz Rei vu Leeschtungen, déi och virun allem am Kader vum Plan hospitalier sinn, erëm, zum Beispill dee ganze Volet vum Finanzement vun deene véier IRMe fanne mer heiran zréck. An trotzdeem hu mer fir 2017 een Iwwerschoss vun 154 Milliounen, an d'Reserve ginn op 470 Milliounen erop.

Derniewent hu mer awer och decidéiert, fir een Deel vun deene Saachen de Leit zréckzeginn a Form vu Prestatiounen, déi mer nach zesummen an der Quadripartite decidéiert hunn. An dat war e Beräich vu plus ou moins 25 Milliounen. Een Deel dovunner goufen ëmgesat, déi konnte séier ëmgesat ginn iwwer Statutenännerungen. Een aneren Deel ass amgaangen ëmgesat ze ginn iwwer Ännerunge vun der Nomenclature respektiv och konkreten Akten, déi musse bäigefüügt ginn oder ersat ginn. Hei ass eng ganz Lëscht vun Ännerungen, déi decidéiert goufen an déi wäerte kommen; ech nennen der nëmmen e puer.

Engersäits alles dat, wat mer gemaach hunn am Beräich vun de Mesures socio-familiales, fir Familljen ze entlaaschten, all Remboursement zu 100% u Jugendlecher ënner 18 Joer, dee stattfënnt, alles dat ass schonn ëmgesat. Alles dat, wat ëmgesat ginn ass bei dem Beräich vun den Zänn, den zweeten Detartrage, d'Erofsetze vun de Protheese vu fofzéng op zwielef Joer. Anerer si mer de Moment nach amgaangen ze analyséieren, déi mussen an der Kommissioun Nomenclature decidéiert an diskutéiert ginn an duerno wäerten och si a Kraaft trieden. D'Auswäitung vun eenzelne Beräicher bei pathologeschen a chronesche Krankheeten, an hei als éischt Beispill dee ganze Volet vun der Diabetik, wou nei Prestatioune wäerte kommen.

Dann d'Modernisatioun vun de Standards de prise-en-chargen, virun allem a verschiddene Beräicher, sief et bei deem ganze Volet vum Lipom, deen och nei ugepaakt ginn ass, wou mer och besser Prestatioune wäerte maachen, fir och deem Beräich kënne besser entgéintzegoen, an an an. Dir gesitt, all déi Mesuren hunn een direkten Impakt op den Assuré a sinn eng Entlaaschtung fir d'Familljen, méi generell fir all d'Bierger dobaussen. A mir hunn awer net domadder all d'Keese geplëmmt, mir hu massiv Reserven opbruecht an derniewent nach fir 25 Milliounen nei direkt Prestatiounen un d'Leit viruginn.

Wichteg ass an deem dote Secteur och d'Ëmsetze vum Kollektivvertrag am Spidolssecteur, an ech verbannen heimat och de Secteur vun der Fleegeversécherung. Dat heescht, an dat soll een och vläicht eng Kéier rappeléieren, déi Honnerte Milliounen, déi dobaussen eigentlech am Ganzen, wann een iwwert d'Jore kuckt, investéiert ginn a richteg investéiert ginn, fir déi Aarbecht ze bezuelen, déi um Terrain vun deene Leit geleescht gëtt, ass dee richtege Wee gewiescht an ass och ee finanziellen Engagement, deen d'Regierung ginn huet an agehalen huet. Dat bedeit an der Moyenne eng Revalorisatioun vun der Carrière vun 10%, an dat, mengen ech, ass scho substanziell fir déi meeschte Leit, fir dat kënnen anzehalen.

Genausou, wéi mer déi heite Weeër gaange sinn am Beräich vun der Gesondheetskeess, wäerte mer och virufueren. A mir wäerten déi Diskussioun an deene leschte Méint vun dëser Koalitioun nach offensiv féieren, zesumme mat den anere Kolleegen aus der Regierung an hei virun allem a ville Beräicher zesumme mam Aarbechtsminister, wat de Volet vun den 52 Woche betrëfft, deen ugeschwat ginn ass.

Jo, et ass kee Konsens ënnert de Partner do gewiescht. Da muss ee politesch Responsabilitéit huelen an da muss ee soen: Dat heiten ass elo d'Solutioun, an dat ass och déi eenzeg Solutioun, déi de Moment geet, fir eng Verbesserung fir d'Leit, déi hei e massive Krankheetsproblem hunn, kënnen ze bréngen an der Optik, fir se virun an der Aarbechtswelt ze behalen. Well et si vill Leit, déi dat dote wëllen, trotz enger Krankheet och viru kënne sech anzebréngen. Mir wäerten do virun allem och déi progressiv Reprise du travail drunhänken, dat ass e wichtege Facteur: datt een no an no erëm kann an de Prozess zréckkommen, ouni doduerch dee ganze Status ze riskéiere respektiv säi Liewe respektiv och d'Krankheet erëm nei ausbriechen ze loossen.

Och d'Diskussioune ronderëm den Tiers payant généralisé - wa mer dann elo endlech eng Äntwert hu vun der AMMD - wäerte mer an der Kommissioun féieren. An duerno, wann déi Diskussioun gefouert ass, da musse mer och Konklusiounen huelen. An do musse mer Zeeche setzen, datt mer och hei endlech Dynamik an dëse Projet kréien, deen zënter Jorzéngten eng Iddi war, mä eigentlech ni konnt ëmgesat ginn.

Den zweete Volet ass dee vun de Pensiounen. D'Pensioune goufen hei ugeschwat. Si goufen eigentlech vu jiddwer Riedner ugeschwat- ausser dem Alex Bodry, deen ech héieren hunn, deen e puer Pisten hei opgezeechent huet, déi ee kënnt ernimmen, den Här Wiseler ass drop agaangen, den Här Gibéryen och liicht - a virun allem, virun allem gouf eng Analys gemaach an et gouf gekuckt: Jo, mir musse sécher eng Léisung fannen. Mir wëssen alleguerten, mengen ech, datt mer haut nach eng Situatioun hunn, wou eis Reserv - déi virgeschriwwe Reserv vun 1,5-mol de Montant vun den Dépenses annuelles - bis d'Joer 2035 ongeféier wäert reechen an datt mer dës Reserven ab 2043 epuiséiert hunn.

Haut si mer 2018, mä et ass awer richteg, datt d'Regierung d'Initiativ geholl huet, fir en Aarbechtsgrupp „Pensiounen" anzesetzen, zesumme mat de Chambre-professionnellen. Si sinn de Moment amgaangen, de Rapport zesummenzestellen, fir en da virunzeginn un d'Regierung an en duerno och an der Chamberskommissioun ze diskutéieren.

Mir mussen awer wëssen, datt mer hei eigentlech nëmme kënnen un zwee Rieder dréien. An ech kommen hei op deen ee Volet, wat d'Recettë betrëfft. Do ass eigentlech eng Ausso, déi e bëssen heiansdo erauszespiere war: „Jo, gutt, wann et net méi duergeet, da gi mer un d'Cotisatiounen erun, da regele mer et." Fir d'Depensen hunn ech eigentlech keng kloer Ausso héieren.

Eppes ass fir mech kloer: Déi Linn vun dëser Regierung war déi, datt mer op kee Fall géifen un den Niveau vun de Pensioune goen an op kee Fall och op eng Erhéijung vum Rentenalter. Mir hunn all Kéiers, an Dir konnt et noliese bei eise Recommandatiounen, déi mer op Bréissel geschéckt hunn, dorop gehalen. An et ass och e bëssen dat, wat den Alex Bodry hei gesot huet, datt mer viru probéieren, d'Leit esou laang wéi méiglech am Aarbechtsprozess ze behalen, andeem mer virun allem den Âge effectif an d'Luucht setzen, probéieren, deen an d'Luucht gesat ze kréie par rapport zum Âge légal.

An der Tëschenzäit si mer effektiv duerch eng Rei Mesuren, sief dat de Reclassement interne, sief dat virun allem och eng Rei vu Mesuren, déi konnte gemaach ginn a wou mer amgaange sinn, och drun ze schaffen, wat eng sougenannte Pension partielle betrëfft, wierklech och de Moment scho bei engem Alter ukomm vu plus ou moins 59 Joer, wann een déi eenzel Pensioune matenee vermëscht.

Mir weisen also, datt et effektiv méiglech ass, fir och an Zukunft ze kucken, d'Leit nach méi laang am Prozess ze halen, ouni datt een do u verschidden Dénger geet. Fir mech ass et op jidde Fall kloer an ech hunn och d'Ausso héiere vun dëser Regierung, datt mer an dësem Kader déi Analys maachen an datt duerno selbstverständlech all Partei sech zu de Pensioune soll och positionéieren.

Fir mech ass op jidde Fall kloer, datt meng Linn nach ëmmer déi war an an Zukunft wäert bleiwen, datt mer virun allem eis mussen domat befaassen, fir ze kucken, d'Leit, soulaang se kënnen aktiv sinn, och effektiv dran ze behalen, an den Âge effectif méi no un den Âge légal ze bréngen an datt mer effektiv hannendrun dann ëm d'Recettë kënnen eis Diskussioun féieren: Wat si Cotisatiounserhéijunge respektiv wat sinn nei Cotisantë vläicht an dësem System, déi kënne kommen?

Mir sollen op jidde Fall net de Feeler maachen a Renten an dësem Land kierzen, och wa mer wëssen - ech hu schonn de Moien den „Morgenmagazin" ganz fréi gekuckt, well ech deen all Kéiers kucken -, datt an Däitschland d'Debatt elo leeft, datt beim Ënnerscheed tëschent deem, wat ee verdéngt huet, an dann der Pensioun probéiert gëtt, op e Prozentsaz elo vun 48% ze kommen, vun dëser Regierung. Mir leie bei 88% vun Ersatz vun deem, wat mer verdéngen. Dat ass enorm, mä dat ass och gutt esou. An ech mengen, et ass och ee vun deene wichtege Facteuren, déi mer hunn, fir niewent dem Working Poor virun allem och den „Pension Poor" ze evitéieren.

Ech mengen also, datt mer hei selbstverständlech an deenen nächste Joren eis Responsabilitéite mussen iwwerhuelen. Mä ech mengen, mir hunn Zäit, fir dat ze maachen, a mir sollen dat an aller Rou analyséieren, fir déi richteg Entscheedunge fir d'Leit, fir d'Pensionären hannendrun och ze hunn.

Zum Ofschloss dann nach dee ganze Volet Reform vun der Fleegeversécherung, déi den 1. Januar 2018 a Kraaft getrueden ass. An ech muss soen, eng Fleegeversécherungsreform, vun där eigentlech ganz schnell Analysen, Bilane gemaach goufen, zwou Wochen, nodeem se eigentlech a Kraaft war.

An ech referéiere mech e bëssen an zu Recht och op d'Octavie Modert, dat eng Kéier an enger Debatt iwwert den Accord salarial gesot huet, an zu Recht gesot huet, muss ech soen, duerfir referéieren ech mech och drop, datt ee kee Bilan elo schonn no dräi Joer oder manner wéi dräi Joer mécht. Hei gouf e Bilan gemaach no zwou Wochen! Dat kann een net maachen. Et waren iwwerhaapt nach keng Vergläicher do. Et waren emol nach keng nei Evaluatioune gemaach, et waren nach keng Facturatiounen dobaussen.

Ech hu mech awer ewell am Virfeld, a genau de 14. Dezember, zesummegesat mat deenen eenzelne Partner, mat der COPAS a mat de Gewerkschaften, fir ze soen, datt mer no dräi Méint géifen eng Analys vun der Situatioun maachen. An dann, wa mer géife feststellen, datt effektiv Verschlechterungen am System wären, hunn ech deemools scho gesot, datt ech selbstverständlech direkt bereet sinn, Ännerungen ze maachen, sief dat reglementärer an, wann et gesetzlecher musse sinn, da maache mer gesetzlecher.

Well dës Fleegeversécherungsreform war op kee Fall geduecht an ass och net geduecht, fir Verschlechterunge fir déi eenzel fleegebedierfteg Persounen ze maachen! Et goung drëm, Qualitéit an de System eranzebréngen, Flexibilitéit eranzebréngen, Perennitéit an de System ze bréngen. Alles dat ass hautdesdaags garantéiert. An ech wäert mech de 7. Mee zesummesetze mat deenen dräi Partner, fir genau déi do Analys ze maachen op den Zuelen, déi mer elo hunn no dräi Méint vum 1. Januar bis den 31. Mäerz, op deenen neien Evaluatiounen, déi gemaach goufen, fir ze weisen: Wat hat et virdrun am System bruecht, wat huet et elo bruecht a wat sinn d'Ënnerscheeder? Mir vergläichen also Äppel mat Äppel.

A wann dobäi erauskënnt, datt souwuel am Domicile wéi am Etablissement Ännerunge musse gemaach ginn, majo da maache mer déi, da maache mer déi schnell. An esou, wéi ech d'Chamber hei verstinn, kann dat och, och wann dat gesetzlecher sinn, relativ schnell goen, well jiddwereen ass d'accord domadder, datt mer déi Ännerunge solle maachen, wa se musse gemaach ginn.

Zuelen, déi ech eng éischte Kéier konnt liesen, sinn déi, datt keng massiv Ännerunge musse

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:
Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

gemaach ginn. Et musse vläicht verschidde Saache kloergestallt ginn. Dat halen ech gutt. Dat ass mat Sécherheet och schnell ze maachen.

An ee Volet, deen hei ugeschwat ginn ass, war jo eigentlech dee grousse Scoop vun där Reform - ob ee se elo Course-sortie genannt huet oder Course-poursuite oder, wéi se eigentlech richteg geheescht hunn, Course administrative, ass eigentlech egal -, well all Partner, beim Brainstorming, deen ech am Virfeld vun där Fleegeversécherung gemaach hunn, waren eigentlech der Meenung, datt se soll, ech soen elo net grad, ofgeschaaft ginn, mä op jidde Fall eng massiv Ännerung kréien an eigentlech erëm eng Richtung kréien, datt se soll dozou féieren, datt d'Leit virun hir Autonomie behalen, datt se keng sozial Ausgrenzung aus der Gesellschaft solle behalen.

An dat hu mer geännert. Mir hu Qualitéit drabruecht. Mir hunn drabruecht, datt mer virun allem, d'Prioritéit Nummer 1, d'Leit sollen zesummebréngen, datt mer eben a Gruppe schaffen, wann d'Leit dat wëllen. Wann d'Leit dat net wëllen, da selbstverständlech musse se et net maachen, mä et ass eng Méiglechkeet, fir et ze maachen. A mir hunn och ganz kloer gesot, datt all déi individuell Saachen, déi se gemaach hu virdrun an de Courses administratives - nennen ech se dann esou, fir mech och net ze verschwätzen -, an de Course-administrativen, wéi Akafegoen, wéi an d'Apdikt goen, wéi an d'Bank goen, datt se dat och elo nach kënne maachen. Wa se et wëlle maachen, solle se hire Prestataire dovun informéieren, datt se déi Gruppen eben ëmänneren an individuell Stonnen. Dat ass méiglech.

An d'CNS huet net méi spéit wéi virun engem gudde Mount déi eenzel Prestatairen informéiert, datt an Tëschenzäit dat soll gemaach ginn an datt dat och esou ze interpretéieren ass. Ech muss soen, datt déi éischt Reseauen och ufänken, dat do ze applizéieren, an datt deen do Problem misst aus der Welt geschaaft ginn, zu Recht aus der Welt geschaaft ginn.

Ech halen awer nach drop, datt d'Prioritéit vum aktive Schaffe mat de Leit och ee Wëlle war an datt deen och viru soll verfollegt ginn, well eng Isolatioun, eng eenzel Isolatioun kann et net sinn. An et mierkt een ëmmer erëm méi, dann, wa Leit zesumme kënnen eppes organiséieren, dat ass dee richtegen Effet, fir och viru kënnen hire Gesondheetszoustand ze stabiliséiere respektiv ze verbesseren.

Den Här Spautz huet zu Recht gesot, datt ech an der Chamberskommissioun gesot hunn, ech kéim Enn Abrëll an d'Kommissioun, fir e Rapport ze maachen, e Bilan ze maachen. Et ass awer esou, datt ech deen Datum eigentlech ofgesot hunn, a menger ganzer Logik, well ech no Ouschterdag, nom hallwen Abrëll also wollt fir d'Éischt d'Partner gesinn, fir mat hinnen och den Echange ze maachen, wéi effektiv déi Donnéeë kéimen, an duerno dann d'Chamberskommissioun wollt informéieren. Dat geet net drëm, datt ech ee prioritär wëll behandelen, mä ech mengen, mir hunn déi ganz Reform ausgeschafft mat de Partner, mat der COPAS, mat de Gewerkschaften, fir och eng Reform ze kréien. An et ass fir mech och evident, datt een e Bilan muss fir d'Éischt mat deenen diskutéieren, déi um Terrain schaffen an déi eis och vläicht nach kënnen een Input ginn, wéi mer d'Chamber sollen informéieren.

A soubal ech de 7. Mee déi Reunioun mat de Partner hunn, wäert ech och d'Chamberskommissioun informéieren iwwert déi Resultater, déi dobäi erauskoume respektiv och déi Konklusiounen, déi mer do zesummen da vläicht kënnen huelen, fir deen heite Punkt aus de Féiss ze kréien, an dann eis ze orientéieren hin zu enger Fleegeversécherung an Diskussiounen, déi ganz kloer geziilt waren, fir eng Verbesserung ze bréngen, méi Qualitéit dran, méi Flexibilitéit an eng Perennitéit vum System. Dat si wichteg Facteuren, déi ech mer erlaben, hei nach eng Kéier ze widderhuelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och. Als Nächsten huet d'Wuert den Innenminister respektiv Fonction-publiques-Minister Dan Kersch.

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Merci, Här President. Erlaabt mer, och kuerz nach eng Kéier op déi Thematik anzegoe vun enger Reduktioun vun der Zuel vun de Gemengen, well dat, mengen ech, eng vun deenen Diskussiounen ass, déi eis alleguerte bewegen a wou et kloer ass, dass déi politesch Positioune vu jiddwerengem dann och kloergestallt musse ginn.

Ech wéilt soen, dass ech zum Thema Zwangsfusiounen am Fong elo näischt méi brauch ze soen, well déi Aussoe vum Premier, mengen ech, esou kloer waren, wéi ee se méi kloer net ka maachen, an duerfir vu menger Säit aus e ganz grousse Merci. Mä ech mengen awer kënnen ze soen, dass déi dote Fro vun alle Regierungsparteie gedeelt gëtt an dass mer do alleguerte ganz kloer op enger Linn sinn. An et wär vläicht wichteg, dass mer an deem weidere Prozess vun der Diskussioun iwwert d'Reduktioun vun der Zuel vun de Gemengen och nach méi e grousse parteipolitesche Konsens fanne géifen iwwert de Wee, wéi mer dohinner kommen.

Ech muss awer soen, Här President, ech war e bësse schockéiert iwwert dat Beispill vum Zesummekommen oder der Fusioun vun der Stad Lëtzebuerg vun 1920. Ech mengen, dass déi Method am Joer 2018 op jidde Fall net méi ka fonctionnéieren, well se ganz einfach ënnerschléit, dass mer 1986 eng Charte de l'autonomie communale kritt hunn, déi mer als éischt Land an Europa ratifizéiert hunn, wou mer ëmmer ganz houfreg drop waren an déi genau déi dote Prozedur ënnerseet an domadder och onméiglech mécht.

Wa mer dat géife maachen, da géife mer deen internationalen Traité verletzen. A mir wëssen alleguerten, wéi eng Wichtegkeet déi international Traitéen an eiser Hiérarchie des normes hunn. Mir géifen also hei praktesch och eng Verletzung vun eiser Constitutioun maachen. Deen do Virschlag ass fir eis net gangbar an duerfir och, mengen ech, net méi weider ze diskutéieren.

Ech wollt nach vläicht ee Wuert soen, well dat awer och wichteg ass, iwwert d'Form, wéi mer eng Kéier kënnen dohinner kommen, a firwat dass onser Meenung no den nationale Referendum net déi richteg Approche ass. Mir sinn der Meenung, dass, wa mer esou en nationale Referendum géife maachen, d'Gefor ganz grouss wär, dass eng Bevëlkerungsmajoritéit aus dem Zentrum an aus dem Süde vum Land géif driwwer decidéieren, wéi déi am Osten an am Norden, well et geet haaptsächlech ëm déi Gemengen, missten zesummeliewen.

Dat huet onser Meenung no relativ wéineg mat Demokratie ze dinn, mä vill méi mat Bevirmondung vum städtesche Raum vis-à-vis vum ländleche Raum, an ass duerfir fir eis inakzeptabel.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Ech wëll awer nach eng Kéier ganz kloer soen, dass mer eis am Zil eens sinn. Mir musse probéieren, manner Gemengen ze kréien. Mir mussen och virun allem probéieren, an Zukunft nëmme méi Gemengen ze hunn, déi e Mindeststandard u Leit hunn, also eng Mindestzuel u Leit hunn. Mir sinn eis am Moment an der Method nach net eens, wéi mer dohinner kommen. Duerfir gëtt et en Diskussiounsbedarf, dat ginn ech ganz gären zou. A mir sollte probéieren, do eenheetlech Léisungen als Politik ze detektéieren, déi mer och herno op eng demokratesch Aart a Weis dem Vollek kënnen erklären.

Fusiounen - fir eis ass dat kloer - kënnen nëmme mam Accord vun deene Leit geschéien, déi dovunner betraff sinn. Duerfir brauche mer och net ze waarden, dass d'Chamberwahlen eriwwer sinn, mä mir sollten de Moment elo notzen, elo, wou d'Gemengewahle kuerz eriwwer sinn, wou déi nei Gemengeréit, déi nei Schäfferéit en place sinn, wou also nei Leit zum Deel um Pouvoir sinn, fir ze probéieren auszeloten, wat auszeloten ass, ze kucken: Wou ass eng Fusioun méiglech an nächster Zukunft a wou ass keng méiglech?

An ech wëll och nach eng Kéier hei betounen, dass ech dat net kann eleng als Minister maachen, mä dass ech do ganz frou wär, wann ech de Syvicol mat am Boot hätt. D'Fro, wéi de Syvicol sech zur Positioun vun der CSV, der aktueller Positioun vun der CSV - well ech nach ëmmer gudder Hoffnung sinn, dass mer do eng Kéier e Konsens fannen - wäert stellen, ass och ganz interessant, wann ee jo weess, dass ënnerhalb vum Syvicol awer eng Majoritéit vun CSV-Mandatären am Moment am Comité sinn. Mä, wéi gesot, dat ass eppes, wat ech mat hinne wäert bilateral klären, an dann d'Hoffnung net opginn, dass ech zesumme mam Syvicol den Tour vun de Gemenge ka maachen, fir dann erauszefannen, wou eppes ze maachen ass a wat net ze maachen ass.

E kuerzt Wuert nach vläicht zur Chambre des élus locaux, déi jo och hei erëm eng Kéier an d'Gespréich bruecht ginn ass. Ech mengen, och dat ass keng nei Propositioun. Si läit scho méi laang um Dësch.

Ech wëll och soen, dass ech mech net hei prinzipiell a kategoresch géint d'Aféierung vun esou enger Chamber wäert wieren. Mä ech mengen awer och, an deem Kontext eng Rei Froen dierfen ze stellen. Mir maache jo net eng Chamber, fir eng Chamber ze maachen an e puer Leit e Posten zouzespriechen, fir dass se da roueg sinn, mä wann esou eng Chamber kënnt, da musse mer eis natierlech eng Rei Froe stellen: Iwwer wat deliberéiert déi Chamber iwwerhaapt? Wat geschitt mat hiren Deliberatiounen? Gi se an en Tirang gehäit? Oder huet et konkret Repercussiounen, wat an där Chamber diskutéiert respektiv decidéiert gëtt?

Une voix.- Ganz richteg!

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Komme mer an en däitsche Modell eran, wou mer e Vermëttlungsausschuss hunn, wann dëst héicht Haus an déi nei ze schafend Chamber sech eventuell net eens sinn? Hunn déi Deliberatioune vun där Chamber mindestens deen nämlechten Effet wéi eng Opposition formelle vun engem Statsrot? A wa mer dat alles beäntwert hunn, wéi eng Roll spillt de Statsrot dann nach eng Kéier an deem legislative Prozess? A riskéiere mer net duerch d'Schafung vun enger zousätzlecher Chamber dee legislative Prozess nach méi komplizéiert ze maachen, wat à l'encontre wär vun enger Simplification administrative?

Hei sinn also menger Meenung no just e puer Froen, mat deene mer eis am Kader vun deem dote Virschlag musse seriö ausenanersetzen. Ech mengen, esou einfach, wéi dat bis elo duergestallt ginn ass, ass et mat Sécherheet net.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Merci och dem Här Minister. Den Här Wolter huet d'Wuert gefrot.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt zu zwee Punkte Stellung huelen, déi vum Statsminister an och elo vum Innenminister opgeworf gi sinn an där leschter hallwer Stonn, well ech der Meenung sinn, dass esou einfach, wéi de Statsminister et sech mécht an der Fro vum Referendum, d'Welt awer net ass. A well een d'Geschicht awer och net iergendwann eng Kéier kann op d'Kopp setzen.

De Referendum an d'Responsabilitéit vum Referendum virun der Geschicht leien an den Ae vun der CSV eendeiteg bei dëser Majoritéit. D'Aart a Weis, wéi de Referendum zustane komm ass, d'Froen, wéi se gestallt gi sinn, sinn an engem net demokratesche Prozess zustane komm, am stillen Kämmerlein vun enger neier Majoritéit.

Déi véier Froen, déi erausgesicht gi sinn, ware véier bewosst Froen, à l'exclusion vun anere Froen, déi een och hätt kënne stellen; an ech kommen a mengem zweeten Deel dorobber zréck. Et hätt een näämlech de Leit och zum Beispill zum Prinzip vun enger Gemengefusioun kënnen d'Fro stellen, wat eng ganz seriö, och verfassungsrechtlech relevant Fro ass. Déi Fro ass net gestallt ginn, well dat verschidde Leit net arrangéiert huet.

D'Froe si bewosst erausgewielt ginn, bewosst erausgewielt im stillen Kämmerlein vun e puer Leit, fir op Froen, wou ee wéisst, dass een eng verfassungsméisseg Responsabilitéit huet an eng verfassungsméisseg Majoritéit brauch, der CSV eigentlech hire verfassungsméissege Rang ewechzehuelen, andeem een iwwer e Referendum, wou ee fir e positive Vott 50,01% brauch, eigentlech d'Méiglechkeet vun der CSV, déi se verfassungsrechtlech, wéi aner Parteien iwwregens och, säit iwwer 150, 160 Joer huet, ewechhëlt.

Dass eng véiert Fro net gestallt ginn ass, ass och net demokratesch diskutéiert oder decidéiert ginn, war och de l'effet du prince, no enger Verhandlung, déi op anere Plaze gefouert ginn ass.

Ech erënnere mech un Aussoe vum Här Braz, deen d'Chamber hei gefrot huet an enger Debatt, also d'CSV gefrot huet am Kader vun enger Debatt hei an der Chamber, wat dann d'Positioun wier, wa 50,01% vun de Lëtzebuerger beim Referendum géife Jo stëmmen. Eleng d'Aart a Weis, wéi en déi Fro gestallt huet, weist jo kloer an däitlech, wat d'Finalitéit vun deem Referendum war! Elo heihinnerzekommen an ze soen, et wär eigentlech nëmmen e Versuchsballon gewiescht an et hätt ee vun de Leit zu verschiddene Froen eng Meenung wëlle kréien, entsprécht absolutt historesch net der Aart a Weis, wéi dee Referendum zustane komm ass.

Zur Fusioun, wat keng Zwangsfusioun ass! D'Propositioun vun der CSV ass alles - alles! -, mä net eng Propositioun vun enger Zwangsfusioun,…

Une voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...well et eis och bewosst ass selbstverständlech, dass déi Fusiounen, wéi se fréier emol gemaach gi sinn, net méi esou kënne gemaach ginn. D'ailleurs, och schonn ënner CSV-Ministere sinn all Fusiounen, déi säit Enn der 90er Jore gemaach gi sinn, selbstverständlech engem Referendum ënnerluecht ginn, engem Referendum vun de Leit, déi hu missen zoustëmmen, a wou, wa se net zougestëmmt hunn, et net zur Fusioun komm ass.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Den Här Kersch mécht an där Aart a Weis…, Här President, den Här Minister mécht an där Aart a Weis, wéi en hei d'Froestellung nees gemaach huet, bewosst d'Vermëschung tëschent der Form an dem Inhalt. D'Ausso, déi ech virdrun an engem Tëscheruff gemaach hunn, dass, wann d'Leit deemools 1920 déiselwecht Reflexer gehat hätten, wéi verschidde Leit se haut an der Chamber hunn, notamment de Statsminister vun haut, fréiere Buergermeeschter vun haut, et zu der Fusioun vun 1920 net komm wier, dat war keng Ausso, fir ze soen, d'Aart a Weis, wéi d'Fusioun vun 1920 zustane komm ass, misst haut och op déi Aart a Weis weidergoen!

Dat war just eng Ausso, fir ze soen, dass scho virun honnert Joer d'Leit sech Froen iwwer Landesplanung, iwwert d'Organisatioun vum Land gestallt hunn, a Leit op eng aner Aart a Weis deemools iwwer Gesetz an awer och, nodeems se, huelen ech un, sech eng Rei Froe gestallt hunn, sech d'Fro gestallt hunn: Kann eng Stad, déi sech quasi op de Bockfiels an den Zentrum vun der Stad reduzéiert, kann déi d'Roll als Haaptstad an Zukunft féieren?

D'Äntwert vun deene Leit deemools war Neen. An dofir sinn d'Gemengen Hamm a Rollengergronn an Eech an Hollerech zesumme bei d'Stad geschloe ginn. An d'Fro, déi ech mer gestallt hunn,…

(Interruption par Mme Lydie Polfer)

Jo, jo, 1867, Madamm Polfer, 1867!

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Neen, dunn ass den Traité ugeholl ginn.

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Du gouf den Traité ugeholl!

(Interruptions par M. Xavier Bettel et Mme Lydie Polfer)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, iwwert d'Geschicht vum Land ënnerhalen ech mech ganz gär mat jiddwerengem.

M. André Bauler *(DP).*- D'Festung ass méi spéit ofgedroe ginn.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- An d'Festung ass bis Enn 19. Jorhonnert ofgedroe ginn.

(Interruption par M. Michel Wolter)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Innerhalb vu fënnef Minutten. Neen, Dir hutt keng Riedezäit méi. Den Debat ass ofgeschloss an et ass Parole après ministre.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dat ass natierlech komplizéiert,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo.

M. Michel Wolter *(CSV).*- …wa Ministeren nei Debatten ufänken a Froe stellen, wéi den Här Kersch,…

(Interruption par M. Xavier Bettel)

…den Här Kersch huet jo Froe gestallt, dass een net kann dorobber äntwerten.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, ech applizéieren d'Reglement, Här Wolter. Ech mengen, Dir sidd och menger Meenung, dass ech net à la tête du client kann d'Reglement applizéieren.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech si ganz Ärer Meenung.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Dir sidd vun 1920 op 1867 zréckgaangen. Wou haalt Der op am Zréckgoen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Wann natierlech Zwëschebemierkunge kommen, da kann ech déi net der Riedezäit vum Här Wolter urechnen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- D'Propositioun vun der CSV ass eng Propositioun, déi net nei ass an déi sech kloer an däitlech an d'Diskussioun iwwert d'Landesplanung areit, näämlech d'Fro: Wéi musse mer eist Land organiséieren, fir den Erfuerdernisse vun haut entgéintzegoen?

An dat, dat wollt ech dem Kolleeg vun der DP dohannen an der zweeter Rei soen, ass eigentlech d'Bréck zu 1920. Well d'Leit hu sech 1920 déiselwecht Froe gestallt!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Très bien!

M. Michel Wolter *(CSV).*- A mir sinn der Meenung, dass ee sech se nees muss stellen. An d'Fro vum Duebelmandat, déi och eng Fro ass, d'Fro vun der Chambre des élus locaux, ass eigentlech e Versuch, eng Äntwert ze ginn, fir ze kucken, an enger Welt, wou mer 60 Deputéieren, 60 Buergermeeschter sinn, dat war eigentlech den Ausgangspunkt vun der Diskussioun, ob dat 63 oder 64 oder 58 ass, dat ass eigentlech irrelevant, d'Fro ass: Si mer bereet, déi Diskussioun ze féieren? An d'Fro ass: Si mer wierklech bereet, net nëmmen an eise Wahlprogrammer, mä och an der Realitéit d'Duebelmandat ofzeschafen?

Do ass d'Propositioun vun der CSV eng méiglech Äntwert an eng Diskussiounsbasis, fir ze kucken, dass mer dat fäerdegbréngen. D'Fro vun der Chambre des élus locaux ass eng Äntwert drop, fir sech ze soen: Wann d'Kompetenz vum Gemengesecteur aus der Chamber géif verschwannen, doduerch, dass mer d'Duebelmandat ofschafen, wéi brénge mer et fäerdeg, dass déi Kompetenz awer am legislative Prozess nach bleift?

An d'Froen, déi den Här Kersch gestallt huet, déi si richteg. Mä déi stelle sech awer eréischt an engem Moment, wou een iwwerhaapt bereet ass, iwwert déi Fro ze diskutéieren!

(Interruptions)

A wann ee bereet ass, iwwert déi Fro ze diskutéieren, da muss ee selbstverständlech Äntwerte fannen, fir ze soen: Gi mer där Chambre des élus locaux legislative Pouvoir a gewëssenen Deeler? Gi mer hir e Pouvoir wéi bei engem Statsrot oder gi mer hir eng aner Form? Sou wäit si mer…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir misst zur Konklusioun kommen!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Sou wäit si mer awer leider nach net komm. A fir ze soen, et wär just eng Diskussioun vum Osten a vum Norden, ech kommen dann dorobber, firwat dass mer der Meenung sinn, dass et en nationale Referendum soll sinn. Et sinn och Gemengen aus dem Süden an aus dem Zentrum betraff!

Huelt just de Briddel, d'Gemeng Koplescht, wou d'Demande kloer an däitlech ass, fir an en anere Bezierk ze komme souguer! Och dat ass fir eis eng Fro, déi an esou engem Referendum misst mat tangéiert ginn, d'Fro vun der Zuel, mä d'Fro awer och vun der Appartenance vun deenen eenzelne Gemengen.

(Brouhaha général)

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- Här Wolter, do ass et jo genau ëmgedréit! Déi wëlle keng Fusioun, mä déi wëllen eng Segregatioun.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Doraus ergëtt sech d'Fro vun engem nationale Referendum, deen een awer selbstverständlech verhandele muss! Et muss ee kucken, et kann een en nationale Referendum maachen, deen eng national, oder muss ee kucken, dass een och gewësse Majoritéiten…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Här Wolter, kommt zur Konklusioun elo, wann ech gelift!

M. Michel Wolter *(CSV).*- ...um Niveau vun deenen eenzelne Gemenge muss hunn.

Fir awer ze mengen, an dat ass da meng Konklusioun, Här President, et kéint een eng nei Kaart zeechnen an et misst ee waarden, bis déi allerlescht Gemeng, egal a wat fir engem Bezierk se ass, domadder d'accord ass, bréngt an eisen Ae mat sech, dass een zu kenger Solutioun kënnt. An doraus ergëtt sech eis Fuerderung, fir en nationale Referendum ze maachen, quitte dass een e regional a lokal deklinéiert.

Merci.

(Brouhaha et interruptions)

M. Dan Kersch, *Ministre de l'Intérieur.*- An elo ass et erëm anescht! Elo ass et erëm anescht! Domadder, mat deem, wat den Här Wolter elo gesot huet, huet e säin eegene Virschlag ersoff, de Fësch am Waasser ersoff.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Bodry freet Parole après ministre.

Ech wëll awer, well den Här Premierminister elo wëllt de Premierminister vun Tunesien empfänke goen, ëm Versteesdemech vun der Chamber bieden, dass en eis elo verléisst.

Une voix.- Très bien!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Här President!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Bodry huet Parole après ministre gefrot.

M. Alexander Krieps *(DP).*- An ech och!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Okay.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- E Wuert just opgrond vun där Debatt, déi mer elo haten, opgrond vun den Interventiounen och a vun der Äntwert vun de Regierungsmemberen,…

M. Alexander Krieps *(DP).*- …an der zweeter Rei.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech wëll just eent kloerstellen, dat ass, dass déi Froe vum Referendum diskutéiert gi sinn, dass e Bréif gaangen ass u sämtlech Fraktiounen, u sämtlech Parteien hei am Parlament, fir Virschléi ze maachen, wat fir eng Froen an deem Referendum sollte behandelt ginn. An d'CSV huet nee gesot. Si huet net een eenzege Virschlag gemaach, fir am Referendum ze behalen.

Une voix.- Voilà!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech mengen, et soll een déi historesch Wourechten hei kloerstellen.

Déi véiert Fro, déi ugeduecht war, déi och ausformuléiert scho war, déi huet gehandelt iwwert d'Ofschafung vum Artikel, wat d'Bezuele vun de Gehälter a vun de Pensioune vun de Kierchendénger ugeet. Doduerjer, dass en Accord vun alle Parteien do war, mat Ausnam vun der ADR, fir op deen dote Wee ze goen, an d'Kierche selwer domadder averstane waren, dass dat do sollt aus der Constitutioun verschwannen, war keng Necessitéit méi, an enger Fro, déi esou eng breet Zoustëmmung hat, och nach e Referendum ze maachen. Dat zu där doter Erklärung.

Zweetens wëll ech soen, dass, wa mer iwwert d'territorial Reform schwätzen, ech kucken, wat hei behaapt ginn ass, ech liesen den CSV-Wahlprogramm vun 2013, ech liesen den Zwielefpunkteprogramm bei der Kréinungsmass vum Här Wiseler, do steet ganz kloer dran, dass Der wëlles hätt, déi Kaart vun de Gemengen nei ze zeechnen an iwwert déi Kaart soll et en nationale Referendum ginn.

(Interruptions)

Näischt mat deklinéieren, lokal, regional. Dat gëtt et guer net! Entweder du hues en nationale Referendum, da stëmmt jiddwereen driwwer of, oder du hues e lokale Referendum.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Et ass en Deel! Neen, neen, neen. Dat ass en Deel vun der Diskussioun, déi mer gär féieren.

(Interruption par M. Michel Wolter)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ech hunn iwwerhaapt kee Sträit mat Iech, ech hu just gesot, dass, wann ee Parole après ministre freet, ee fënnef Minutten huet an net aacht.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech hu Parole après ministre gemaach.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ma ech och.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Dir hutt Parole après ministre gemaach! Dir hutt Parole après ministre gemaach, well Der soss d'Wuert iwwerhaapt net kritt hätt!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Ech ginn op dat an, wat den Här Kersch gesot huet iwwert de Referendum! Ech ginn dem Här Kersch recht. Dir hutt onrecht.

(Interruption par M. Claude Wiseler)

M. Michel Wolter *(CSV).*- Just mat der CSV hutt Der Iech ausenanergesat.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Liest Är eegen Texter!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech hu mäin Text gelies. Ech hunn e selwer geschriwwen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Krieps huet d'Wuert. An da bieden ech Iech, Iech erëm ze berouegen!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dann hutt Der hei eppes aneres verzielt.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dir refuséiert eng Diskussioun hei matzemaachen, déi wichteg ass.

(Coups de cloche de la présidence.)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also ech hoffe jo, dass Der net vun Honger jäizt.

(Hilarité générale)

M. Alexander Krieps *(DP).*- Ech falen net aus der Rei.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Den Här Krieps huet d'Wuert.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Här President, ech schwätzen hei net als Fait personnel oder Parole après ministre an ech…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Ma da kritt Der d'Wuert net.

(Hilarité générale)

Et deet mer leed, Här Krieps, da setzt Iech erëm!

M. Alexander Krieps *(DP).*- Ech wäert och net, Här President,…

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, Dir musst awer wëssen, wat Der frot.

M. Alexander Krieps *(DP).*- Neen, ech weess, wat ech soen, net froen.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Also, Här Deputéierte Krieps, a wat fir enger Prozedur si mer?

M. Alexander Krieps *(DP).*- Ech sinn ugesprach ginn als de Kolleeg aus der zweeter Rei. An ech wollt mäi Frënd aus der éischter Rei, den Här Wolter, awer drun erënneren, well e geschwat huet vun der Kompatibilitéit vun de Mandater, dass ech 1999 direkt an dat hei Parlament gewielt gi sinn an deen Eenzegen heibanne vu 60 war, deen net an enger Gemeng souz, deen Allereenzegen! Dir kënnt et kontrolléieren. Deen Zweete war mäi Frënd Niki Bettendorf, deen 2002 als Buergermeeschter zu Bartreng demissionéiert huet. Just fir den historesche Kontext vun den duebele Mandater. An ech ginn elo net bis d'Melusina zréck, 963.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà. Ech ginn also dovun aus, dass et e Fait personnel war,...

(Hilarité et brouhaha)

...soss misste mer et aus dem Compte rendu sträichen. Dat maache mer awer net.

Dat gesot,…

(Interruption par M. Michel Wolter)

Hutt Der eppes ze soen, Här Wolter?

M. Alex Bodry *(CSV).*- Deen douewen, ass dat eise President, Här Wolter? Deen douewen! E bësse besser Manéieren, wann ech gelift!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Jo!

Plusieurs voix.- Ooh!

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président.*- Voilà. Mir sinn um Enn vun den Diskussiounen ukomm. A fir dass d'Gemidder sech e bësse berouegen: Et hunn nach esou niewebäi eng Rei vun eis eng Bureaussëtzung am Sall Nummer 3.

Merci! D'Sëtzung ass heimat opgehuewen a mir fänken um zwou Auer erëm un.

(Fin de la séance publique à 12.14 heures)

Sommaire des séances publiques nos 33, 34 et 35

33e séance

Ouverture de la séance publique p. 438

Présentation par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, du Programme de stabilité et de croissance (PSC) et du Programme national de réforme (PNR) p. 438-440

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR)

- Débat général p. 440-449

34e séance

Ouverture de la séance publique p. 449

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR) (suite)

- Débat général (suite) p. 449-459

Ordre du jour p. 459

Changement de composition d'une commission p. 459

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR) (suite)

- Débat général (suite) p. 459-460
- Prise de position du Gouvernement p. 460-461
- Débat sectoriel sur le volet «Économie et compétitivité» p. 461-467
- Prise de position du Gouvernement p. 467-468

35e séance

Ouverture de la séance publique p. 468

Débat sur la politique générale sur l'état de la nation ainsi que sur le Programme de stabilité et de croissance (PSC) et sur le Programme national de réforme (PNR) (suite)

- Débat sectoriel sur le volet «Cohésion sociale et Bien-être» p. 468-473
- Débat sectoriel sur le volet «Institutions et Réforme de l'État» p. 473-476
- Prises de position du Gouvernement p. 476-480

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°12** • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3762	Gusty Graas	Radars de nouvelle génération
3763	Octavie Modert	Construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales
3774	Aly Kaes	Radars dans les tunnels
3777	André Bauler, Edy Mertens	Parc à gibier du Château de Clervaux
3781	Gérard Anzia	Fonctionnement du canal d'eau vive de canoë et de l'échelle à poissons à l'endroit «Al Schwemm» à Diekirch
3785	Martine Hansen	Nouvelles délimitations des lots de chasse
3786	Josée Lorsché	Pollution lumineuse au Luxembourg
3787	Fernand Kartheiser	Équipement des véhicules de secours
3788	Diane Adehm, Gilles Roth	Parc automobile de l'État
3789	Sylvie Andrich-Duval, Françoise Hetto-Gaasch	Lycée technique pour professions de santé
3791	André Bauler	Trafic routier à Diekirch
3792	Sam Tanson	Comité de sélection du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle
3793	Claude Wiseler, Martine Hansen	Visites de personnalités politiques dans des écoles
3800	Martine Hansen, Marco Schank	Bureaux de recettes de l'Administration des contributions directes
3801	Marc Spautz	Zone industrielle «Um Monkeler»
3802	Max Hahn, Claude Lamberty	Recyclage de l'aluminium
3803	Octavie Modert	Travaux sur la Route du Vin
3804	Sylvie Andrich-Duval, Martine Hansen	Dommages causés par le renard aux éleveurs de petits animaux
3806	Martine Hansen	Organisation des cours de base et des cours avancés
3807	Fernand Kartheiser	Renaturalisation de la vallée de la Pétrusse
3809	Martine Mergen, Sylvie Andrich-Duval	Plan d'action luxembourgeois contre le mésusage de l'alcool
3810	Sylvie Andrich-Duval, Martine Hansen	Projets de fusion entre le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique et le Centre Hospitalier du Nord
3811	Fernand Kartheiser	Mission de l'Armée luxembourgeoise en Irak
3812	Fernand Kartheiser	Parking de la caserne Grand-Duc Jean
3813	Fernand Kartheiser	Lignes directrices de la politique de défense
3814	Fernand Kartheiser	Équipement de l'Armée luxembourgeoise
3815	Fernand Kartheiser	Conservation des traditions de l'Armée luxembourgeoise
3816	Fernand Kartheiser	Musique militaire
3817	Jean-Marie Halsdorf	Passes à poissons
3818	Sylvie Andrich-Duval	Archives du Centre de documentation sur les migrations humaines
3819	Roy Reding	Promotion du sport mécanique
3821	Max Hahn	Hélicoptère de la Police grand-ducale
3822	Max Hahn, Eugène Berger	Réaménagement de l'«Entrée en ville» de Differdange
3824	Martine Hansen	Service CAPABS
3826	Jean-Marie Halsdorf	Glucomètre sans piqûre «FreeStyle Libre»
3828	Laurent Mosar	Luxembourg Automotive Campus
3829	Marco Schank	Service de transport pour personnes à mobilité réduite Adapto
3830	Martine Hansen	Renouvellement des zones de protection des eaux autour du barrage d'Esch-sur-Sûre
3831	Laurent Mosar	Entrée en vigueur du règlement général sur la protection des données (RGDP)
3832 cf. 3848	Martine Mergen, Jean-Marie Halsdorf	Prise en charge de la douleur chronique
3833	David Wagner	Convention à conclure entre le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le Grand Séminaire du Luxembourg - Centre Jean XXIII
3834	Josée Lorsché	Banque de données sur l'infrastructure sportive nationale
3835	Marc Spautz	Révocation de l'ancien directeur du Service de la formation professionnelle
3839	Fernand Kartheiser	Voitures de police équipées d'un enregistreur de données d'accidents
3841	Henri Kox, Gérard Anzia	Nouvelles règles proposées par la Commission européenne pour réduire les déchets marins
3842	Octavie Modert	Musée d'art moderne Grand-Duc Jean
3843	Sam Tanson	Auditoire de la Villa Louvigny
3845	Max Hahn	Contournement de Dippach-gare
3846	Martine Hansen	Lycée technique pour professions de santé
3847	Nancy Arendt	Piste cyclable nationale 6
3848 cf. 3832	Fernand Kartheiser	Subside pour l'Association luxembourgeoise des patients à douleurs chroniques
3850	Sam Tanson	Demandes de protection internationale
3856	Laurent Mosar, Marc Spautz	Certificat de vie

Question 3762 (17.04.2018) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant les **radars de nouvelle génération:**

Le Gouvernement français a décidé d'installer 455 radars de nouvelle génération, appelés «tourelle», dans toute la France jusqu'à la fin de 2018, le plus récent notamment sur la route d'Arlon à Thionville. En outre de constater les excès de vitesse, ces radars sont capables d'identifier bon nombre d'autres infractions, comme p. ex. le non-port de la ceinture de sécurité, l'utilisation du téléphone au volant, le non-respect des distances de sécurité etc.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les capacités des radars actuellement en service au Luxembourg? Quelles infractions, de plus des excès de vitesse, peuvent-ils constater?

- Est-il possible d'élargir les fonctions des radars luxembourgeois par une mise à jour du logiciel ou est-il nécessaire d'acquérir de nouveaux radars?

- Est-il prévu d'installer ce nouveau type de radars au Luxembourg dans les prochaines années?

- Étant donné que Monsieur le Ministre envisage de réserver éventuellement la troisième voie de l'A3 aux transports publics et au covoiturage, et que dans ce cas il serait opportun d'installer un radar contrôlant le respect de cette disposition, Monsieur le Ministre envisage-t-il de l'équiper également des fonctions supplémentaires susmentionnées?

Réponse (12.06.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Les équipements actuellement en service sur le réseau routier luxembourgeois peuvent détecter les infractions suivantes:

- Dépassement de la vitesse autorisée dans les deux sens de circulation sur un maximum de trois voies.

- Circulation sur une voie réservée, par exemple sur la bande d'arrêt d'urgence (BAU).

D'autres infractions, telles que par exemple la non-observation des feux rouges, sont techniquement possibles, mais nécessitent par contre la mise à niveau des équipements en service, dont l'installation de modules et logiciels supplémentaires.

L'application gérée par le Centre national de traitement (CNT) a été développée dans l'esprit de pouvoir intégrer des infractions supplémentaires et des nouveaux types de radar. Néanmoins, dans ce cas, il faut faire effectuer des adaptations dans l'application du CNT.

Le contrôle de l'utilisation d'une voie dédiée aux transports publics serait concevable, via par exemple une combinaison de différentes technologies de détection et les radars. Cependant, la détection du nombre de passagers dans un véhicule nécessite l'utilisation d'une technologie supplémentaire, non disponible pour les équipements en place.

Question 3763 (18.04.2018) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant la **construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales:**

La nécessité de nouveaux locaux pour les Archives nationales fait unanimité. S'y ajoute que, du moment que le projet de loi en instance sur l'archivage sera adopté, les besoins en stockage vont encore augmenter. Or, dans un article paru au «Luxemburger Wort» le 22 février 2018, le Ministère de la Culture s'est refusé à donner de plus amples informations relatives au déménagement des Archives nationales du plateau Saint-Esprit vers un nouveau bâtiment sur le site de Belval, et le journaliste de conclure que ce projet sera planifié au plus tôt pour la période législative à venir. Le précité déménagement est pourtant prévu par l'actuel programme gouvernemental: «Les Archives doivent déménager dans de nouveaux locaux modernes pour assumer pleinement leur rôle d'acteur national dans ce domaine.»

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Quel est l'état actuel et l'avancée du dossier de la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales?

- Est-ce que les dépenses relatives à une telle construction sont budgétisées?

- Est-ce que le site de Belval constitue toujours le lieu d'implantation prévu par le Gouvernement pour le bâtiment futur des Archives nationales?

Réponse commune (04.06.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite se renseigner au sujet du projet des Archives nationales au Belval.

Le projet des Archives nationales est actuellement au stade d'études. Le dossier d'avant-projet sommaire sera finalisé pour fin mai 2018 et le dossier d'avant-projet définitif, qui constitue la base du projet de loi, est prévu d'être achevé pour fin octobre 2018; le projet de loi pourra ainsi être déposé avant la fin de l'année 2018.

Les dépenses relatives à la construction des nouvelles Archives nationales sont prévues dans les investissements pluriannuels du Fonds Belval.

Le nouveau bâtiment des Archives nationales sera réalisé à Belval par le Fonds Belval, conformément à la décision prise par le Gouvernement lors de sa séance du 27 mai 2016.

Question 3774 (24.04.2018) de **M. Aly Kaes** *(CSV)* concernant les **radars dans les tunnels:**

Les radars fixes et mobiles au Luxembourg ont contribué à augmenter et améliorer la sécurité sur les routes du pays. Selon mes informations aucun radar n'est actuellement installé dans un tunnel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures.

- Est-il prévu d'installer des radars fixes (et non des radars-tronçons) dans les tunnels et le cas échéant dans quels tunnels?

- Dans la négative, pour quelles raisons?

- Sachant qu'un radar mobile peut également être utilisé en bord de route sur un trépied, est-il prévu d'installer ces radars à l'intérieur des tunnels?

- Par quels autres moyens peut-on contrôler la vitesse à l'intérieur d'un tunnel?

Réponse (12.06.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question écrite, l'honorable Député demande des renseignements concernant les radars dans les tunnels.

Actuellement, il n'est pas prévu d'installer des radars fixes dans les tunnels.

Les endroits sélectionnés pour les radars fixes reposent sur les critères de l'accidentologie, de la vitesse et de l'intensité du trafic. Lors de l'étude des sites, d'autres tronçons hors des tunnels s'étaient cristallisés. Nonobstant le fait que les radars-tronçons sont en principe utilisables sur toutes les sections courantes (hors carrefour ou échangeur), ce type de radar était préconisé pour les tunnels autoroutiers et ceci notamment, afin de ne pas générer des risques de freinage dans des infrastructures déjà à risque.

La Police grand-ducale a déjà effectué des contrôles de vitesse avec un radar mobile dans les tunnels.

Question 3777 (24.04.2018) de **MM. André Bauler** et **Edy Mertens** *(DP)* concernant le **parc à gibier du Château de Clervaux:**

Il nous revient que l'Administration de la nature et des forêts est en train d'effectuer des travaux importants dans l'ancien parc à gibier du Château de Clervaux.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des précisions sur ce site naturel et sur les travaux y réalisés?

- Est-il prévu d'ouvrir le parc à gibier au grand public dès qu'il aura été remis en valeur?

- La commune de Clervaux et le Parc naturel de l'Our sont-ils associés à ces travaux?

- Une collaboration avec l'Administration des sites et monuments nationaux est-elle envisagée afin de retracer l'histoire du site en question et d'en accroître l'attrait touristique?

Réponse (08.06.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

En effet, des travaux de restauration d'éléments subsistants du parc à gibier du 17e siècle, aménagé par les comtes de Lannoy, sont en cours. La restauration s'effectue sur base d'une étude historique poussée et d'un inventaire de terrain intensif des vestiges sur et autour du périmètre du parc.

L'approche est prudente et la démarche s'échelonnera sur plusieurs années. La patience est de mise pour comprendre au mieux le site avant de procéder aux restaurations.

- Le site est naturel dans le sens d'une gestion forestière qui n'a jamais été interrompue depuis l'origine du parc. La gestion future sera certainement moins sévère et plus proche de la nature que du temps des comtes, quand trois lignes de tir libres de végétation, discernables encore aujourd'hui, traversaient le parc.

- Il ne s'agit pas de rétablir un parc à gibier, mais de préserver et, si possible, restaurer ce qui reste des vestiges d'époque. Les constructions, comme les alentours de la chapelle de Lorette, l'ermitage avec son jardinet, la chapelle de Saint-Hubert et la chaire du même Saint, seront restaurées et remises en valeur. Ces travaux seront effectués avec un minimum de moyens, jouant avec l'écrin végétal et les matériaux naturels locaux.

Un exemple en est la restauration des murs secs endommagés du jardin de l'ermitage. L'ouvrage est de première qualité et un projet de restauration est en train de se mettre en place dans le cadre du projet Interreg IV - Grande région «Murs en maçonnerie sèche».

Un autre en est la plantation d'arbres dans des allées historiques aux bords et à l'intérieur du parc pour combler les lacunes ainsi que le dégagement des sujets anciens.

- Le parc est accessible au public depuis longtemps déjà, la fréquentation par les habitants de Clervaux et les visiteurs d'ailleurs est significative. La réparation de certaines circulations pédestres en améliorera l'accès. Les travaux en cours et projetés ne gêneront que peu les promeneurs.

- La commune de Clervaux et le Parc naturel de l'Our ont été impliqués dans le projet dès la première heure. Les deux institutions saluent vivement l'initiative et soutiennent le projet, chacune selon ses moyens et finalités. Le contact est permanent, selon les besoins.

- Le Service des sites et monuments nationaux est naturellement associé au projet, l'étude mentionnée supra, publiée dans une revue scientifique internationale, et des rapports de projet et d'exécution ultérieurs ont été présentés à la Commission des sites et monuments (COSIMO).

- Il est prévu d'installer des panneaux relatant la structure et le fonctionnement du parc à gibier aux entrées principales du parc. Aux points nécessitant utilement des explications plus ciblées, des panneaux discrets aux textes succincts et enrichis d'illustrations seront installés. Un circuit fléché aidera les visiteurs à voir les points d'intérêt sans se perdre dans le dédale de sentiers existants.

- Une courte monographie est envisagée au sujet du parc, aussi disponible et complétée par des informations téléchargeables à l'aide de codes sur les panneaux.

Ainsi l'Administration de la nature et des forêts, le Service des sites et monuments nationaux, Interreg IV - Grande région, la commune de Clervaux et le Parc naturel de l'Our allient leurs moyens pour créer un site touristique de qualité, un enrichissement pour la région.

Question 3781 (27.04.2018) de **M. Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant le **fonctionnement du canal d'eau vive de canoë et de l'échelle à poissons à l'endroit «Al Schwemm» à Diekirch:**

Lors de l'utilisation du canal d'eau vive de canoë, la piste cyclable qui est implantée le long de la rive droite est régulièrement inondée en aval du barrage pneumatique situé à l'endroit «Al Schwemm» et par ce fait rendue impraticable à son utilisation! En outre, un problème avec le fonctionnement de l'échelle à poissons s'est présenté le lendemain de la compétition de canoë à Diekirch du dimanche dernier, comme elle a été vidée de toute eau et les poissons en transition de l'échelle y étaient piégés.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Madame la Ministre est-elle au courant des problèmes d'inondation de la piste cyclable lors de l'utilisation du canal d'eau vive?

2) Si le phénomène est lié à une utilisation «normale» du canal, y a-t-il une signalisation systématique de déviation des cyclistes prévue?

3) Y a-t-il une solution de moyen ou long terme qui est envisagée pour rendre possible la pratique conjointe du canal et de la piste cyclable?

4) L'utilisation du canal d'eau vive est-elle soumise chaque fois à une autorisation de la part de l'Administration de la gestion de l'eau? Quelles personnes sont autorisées à manipuler le barrage pneumatique?

5) La problématique du non-fonctionnement de l'échelle à poissons est-elle connue ou s'agit-il d'un incident isolé, dû à une manipulation fautrice?

6) Qui est en charge du contrôle du paramétrage correcte du barrage pneumatique, après utilisation du canal, pour éviter que ce phénomène se reproduise au détriment de la flore aquatique?

Réponse (15.06.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Il faut noter que le site de l'«Al Schwemm», situé sur le cours d'eau de la Sûre à Diekirch, présente plusieurs éléments: un barrage gonflable sur la Sûre et un bras de contournement artificiel, désigné ici comme canal à eau vive, qui devrait remplir la double fonction de piste de canoë et de passe à poissons.

Le barrage gonflable règle le niveau d'eau de la retenue de la Sûre en amont de cet ouvrage par principe pneumatique. C'est-à-dire que le barrage gonflable est rempli ou vidé d'eau de façon à maintenir le niveau de l'eau de la retenue de la Sûre en amont de l'ouvrage. Dans le cas où le niveau d'eau risque d'excéder la hauteur de retenue prévue, le barrage est abaissé. Dans le cas d'une crue, le barrage est complètement à plat. L'utilisation optimale de la piste de canoë est assurée quand le barrage gonflable est sur son niveau maximal. Cependant, la commune de Diekirch, actuellement gestionnaire du barrage, a dû constater que la retenue du niveau maximal du barrage gonflable cause des inondations du chemin piéton situé sur la rive droite de la Sûre à Ingeldorf. Afin d'éviter ce phénomène, le barrage gonflable n'est actuellement jamais maintenu au maximum. Néanmoins, il y a lieu de noter que la piste cyclable qui se situe le long de la rive gauche de la Sûre n'est pas concernée par ces inondations.

ad 2) L'Administration communale de Diekirch est propriétaire du site, néanmoins, la partie inondée du chemin piéton se trouve sur le territoire de la commune d'Erpeldange-sur-Sûre. L'Administration de la gestion de l'eau n'est pas en connaissance d'une procédure de signalisation systématique mise en place par la commune en cas de (risque de) crue.

ad 3) L'Administration de la gestion de l'eau est en contact avec les administrations communales de Diekirch et d'Erpeldange-sur-Sûre afin de trouver une solution pour cette problématique d'inondation. En effet, une analyse supplémentaire s'avère nécessaire pour pouvoir remédier aux différents problèmes survenus lors de l'exploitation du barrage ayant une influence sur le fonctionnement de la passe à poissons, sur la pratique du canotage ou encore sur l'inondation de la piste cyclable.

ad 4) Dans ce contexte, il faut distinguer, d'une part, la pratique de l'activité sportive ou de loisir sur le tronçon de la Sûre concerné et, d'autre part, l'exploitation d'un ouvrage en annexe d'un cours d'eau.

En vertu de l'article 2, point 2, paragraphe e) du règlement grand-ducal modifié du 14 juin 1994 relatif à la pratique du canotage sur les cours d'eau, la pratique des activités sportives et de loisirs telles que la pratique de canoë-kayak est autorisée entre Ingeldorf et Diekirch sur une distance de 200 m en aval et 1.500 m en amont du barrage de Diekirch pendant toute l'année. L'utilisation du canal d'eau vive n'est pas soumise à une autorisation individuelle.

Vu l'article 23 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, l'exploitation du présent site par la commune est soumise à autorisation, notamment parce qu'il s'agit d'une déviation partielle du débit naturel du cours d'eau «Sûre» et d'une exploitation d'un site, composé de plusieurs ouvrages (barrage gonflable, parcours d'eau vive, passe à poissons) situés dans une zone inondable.

Une autorisation pour l'exploitation du site de la part de l'AGE, valable pour une durée de deux ans a été délivrée à la commune de Diekirch, gestionnaire du site, en date du 21 décembre 2015, réglant les modalités du fonctionnement du site y compris le réglage du barrage gonflable et le canal d'eau vive qui devrait également faire fonction d'une passe à poissons pendant toute l'année.

Il a été convenu lors de la construction du barrage entre les différents partis que les agents de la commune de Diekirch en collaboration avec les responsables de la fédération FLCK sont seuls chargés du fonctionnement des installations du site, y compris du réglage du barrage gonflable.

ad 5) Le non-fonctionnement de l'échelle à poissons récente (avril 2018) près du barrage gonflable était dû à une manipulation fautrice du barrage gonflable, suite à l'abaissement du barrage après une compétition de canoë.

ad 6) Comme mentionné, la commune de Diekirch est le gestionnaire officiel du site et doit par conséquent surveiller le paramétrage correct du barrage, ainsi que le réglage de la vanne-toit pour garantir une dotation suffisante exigée dans les conditions de l'autorisation de l'exploitation aussi bien du canal d'eau vive que de la passe à poissons proprement dite.

Il faut préciser qu'il était prévu dans le projet que le canal d'eau vive et les deux passes à poissons devraient tous fonctionner en tant que passages à poissons. Les deux ans de validité de l'autorisation étaient prévus comme période d'essai. Pendant ces deux ans, l'exploitant a été chargé de faire des tests de paramétrage pour établir les conditions pour le meilleur fonctionnement de l'ensemble de l'installation. Or, le réglage du barrage gonflable était défectueux pendant ces deux ans et par conséquent, il était impossible de faire tous les tests nécessaires.

La passe à poissons à la hauteur du barrage gonflable comme celle à l'entrée du canal de canoë nécessitent toutes les deux une optimisation afin de garantir la migration de la faune piscicole. Le dimensionnement de cet ouvrage ne rencontre pas les critères requis pour une communauté piscicole typique du cours d'eau «Sûre». Ainsi une adaptation de la construction des passes à poissons s'avère indispensable pour permettre une franchissabilité des organismes aquatiques tout au long de l'année pour remplir les objectifs environnementaux de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Question 3785 (30.04.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **nouvelles délimitations des lots de chasse:**

La loi du 25 mai 2011 relative à la chasse prévoit le relotissement de certains lots de chasse pour la période cynégétique de 2021 à 2030.

Or, le plan des nouveaux lots présenté prévoit 656 nouveaux lots de chasse, tous entièrement redéfinis, avec un syndicat par lot de chasse et de surcroît des zones chassables et non chassables.

Il me revient également que cette nouvelle subdivision a été réalisée par un géomètre de l'Administration de la nature et des forêts, sans aucune consultation avec les personnes concernées et qui connaissent au mieux le terrain, à savoir les propriétaires et les locataires.

Par ailleurs, lors des deux présentations qui ont déjà eu lieu, les nouveaux plans n'ont été que très sommairement présentés aux propriétaires et locataires.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Pourquoi le nouveau plan prévoit-il le relotissement de tous les lots de chasse?

2) Est-il prévu que l'Administration de la nature et des forêts demande en temps utile les avis des personnes directement concernées et ainsi prendre en considération des critères cynégétiques et écologiques, et non simplement des critères purement administratifs?

3) Combien d'abris de chasse devront être démolis avec le nouveau plan?

4) Par qui et suivant quels critères seront définies les zones chassables et non chassables?

Réponse (11.06.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) La loi relative à la chasse ne stipule pas que certains lots soient relotis pour la durée du bail de neuf ans uniquement, mais l'article 21 de la loi relative à la chasse précise que le ministre élabore un plan de lotissement des lots de chasse répondant à des critères cynégétiques et écologiques. Avant d'entamer le processus laborieux du relotissement, l'ANF a analysé la nécessité de travailler sur les limites de tous les lots de chasse. Leurs conclusions ont par la suite été présentées et discutées au Conseil supérieur de la chasse. La solution du relotissement complet a été retenue.

Ces conclusions ont également été présentées lors des réunions avec les représentants des acteurs concernés, les chasseurs, les propriétaires fonciers, les exploitants agricoles et forestiers et ont trouvé leur consentement.

Les limites actuelles sont souvent problématiques puisqu'elles sont difficiles à repérer, que ce soit en milieu ouvert ou en forêt. Par ailleurs, les grandes infrastructures (autoroutes, chemins de fer, routes nationales) n'ont pas été prises en compte dans l'ancienne délimitation des lots (trait bleu):

(plans à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Aucune limite administrative, hormis évidemment la limite nationale, n'a été considérée pour l'élaboration du projet des nouvelles limites des lots de chasse. Bien au contraire,

l'ANF a pris en considération des limites bien identifiables sur le terrain telles que les routes, les pistes ou les chemins (autoroutes, routes nationales, chemin repris, …), les rails et les cours d'eau.

Le projet de relotissement s'est fait strictement en accord avec les dispositions prévues par l'article 21 de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse:

«Un règlement grand-ducal arrête les limites des lots de chasse. À cet effet, le ministre élabore un plan de lotissement répondant à des critères cynégétiques et écologiques. Sont notamment à prendre en considération pour la constitution des différents lots des éléments biogéographiques, topographiques et hydrologiques, ainsi que des infrastructures importantes.»

(Carte à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) La loi concernant la protection de la nature permet d'autoriser l'installation de constructions servant à l'exploitation cynégétique en zone verte. Ces autorisations devront être renouvelées avec les nouveaux baux de chasse.

Il est évident que les constructions servant à l'exploitation cynégétique peuvent changer de propriétaire en cas d'un changement du locataire du droit de chasse sur le lot concerné.

ad 4) La délimitation en zone chassable/non chassable ne sera pas changée. La zone chassable est définie par l'article 3 de la loi relative à la chasse, s'y rajoutent les interdictions du droit de chasse de l'article 7 de la loi relative à la chasse.

D'une manière générale, les fonds non bâtis et non retirés compris dans le territoire d'un lot de chasse sont chassables.

Question 3786 (03.05.2018) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **pollution lumineuse au Luxembourg:**

L'expression «pollution lumineuse» désigne à la fois la présence nocturne anormale ou gênante de lumière et les conséquences de l'éclairage artificiel nocturne sur la faune, la flore, les écosystèmes ainsi que sur les effets suspectés ou avérés sur la santé humaine. Ainsi, l'éclairage artificiel nocturne risque entre autres de dérégler l'horloge biologique et d'altérer le système hormonal des êtres humains. Dans l'environnement il impacte les comportements, les rythmes biologiques et les fonctions physiologiques des animaux et des plantes.

Comme beaucoup de pays, le Luxembourg n'est malheureusement pas épargné par la pollution lumineuse: il a été estimé qu'environ 20% des communes sont trop éclairées la nuit.

Or, le problème des nuisances lumineuses résultant de l'éclairage du site CFL multimodal de Dudelange-Bettembourg a montré qu'il n'est pas toujours évident de trouver un bon équilibre entre les enjeux environnementaux et les questions de sécurité qui s'imposent sur certains sites industriels ou chantiers.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Environnement et de Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Quelles solutions ont pu être trouvées par les autorités responsables après que le fort éclairage artificiel nocturne au site CFL multimodal de Dudelange-Bettembourg a suscité de maintes critiques dues au fait que cet éclairage génère de fortes nuisances tant pour l'entourage humain que pour l'environnement?

2) Quel est l'état d'avancement des travaux relatifs au «Guide pour un meilleur éclairage extérieur», annoncé par le Ministère de l'Environnement début 2018?

3) Madame et Monsieur les Ministres ne sont-ils pas d'avis que la publication de ce guide devrait être accompagnée par une campagne de sensibilisation auprès des communes, commerces et entreprises?

Réponse commune (18.06.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1) Au sujet de l'éclairage du nouveau terminal, il y a lieu de rappeler que l'éclairage des lieux de travail doit être adapté au travail à effectuer. Il est soumis à de nombreuses réglementations et recommandations, imposant des valeurs limites à respecter. En respectant ces réglementations, l'employeur garantit la sécurité et la santé des salariés.

L'éclairage du site a été étudié suivant les normes européennes en vigueur. Il respecte la norme européenne EN 12464-2 spécifiant les tâches à réaliser sur les lieux de travail extérieurs et la lumière maximale admissible pour les installations d'éclairage extérieures. L'éclairage est conçu en conformité avec les prescriptions et classes environnementales (classe E2) de la norme européenne EN 12464-2.

Les classes environnementales sont définies comme suit:

- E1 correspond aux zones intrinsèquement sombres comme les parcs nationaux ou les sites protégés;

- E2 correspond aux zones de faible luminosité comme certaines zones rurales, résidentielles ou industrielles;

- E3 correspond aux zones de luminosité moyenne comme les banlieues résidentielles ou industrielles;

- E4 correspond aux zones de forte luminosité comme les centres des grandes villes et les zones commerciales.

Le système d'éclairage installé au site des nouveaux terminaux intermodaux rail/route à Bettembourg-Dudelange permet une gradation de l'éclairage afin de pouvoir s'adapter au mieux aux normes et prescriptions en vigueur.

Au mois de janvier 2018, il a été procédé à une optimisation du flux lumineux de la zone parking en y réduisant l'intensité lumineuse de l'ordre de 15% à 20% tout en respectant l'intensité lumineuse minimale prescrite de 20 lux.

Pour les zones du terminal à conteneurs et de l'autoroute ferroviaire le niveau d'éclairage mesuré correspond déjà au niveau règlementaire prescrit et il n'existe donc pas de marge de manœuvre pour réduire la puissance de l'éclairage.

L'angle d'inclinaison des sources lumineuses a été adapté en mettant les sources lumineuses en position horizontale dans le but de réduire davantage la diffusion lumineuse. De nouvelles mesures ont été effectuées par un organisme agréé et ont permis de constater une amélioration supplémentaire tout en confirmant le respect de la classe 2 de l'EN 12464-2.

ad 2) Le guide pour un «meilleur éclairage» extérieur élaboré par le Département de l'environnement et un groupe d'accompagnement en collaboration avec le bureau allemand «licht | raum | stadt | planung» est actuellement en cours de finalisation. Le guide sera présenté aux communes, aux autorités nationales compétentes ainsi qu'aux planificateurs à la fin du mois de juin 2018 dans le cadre d'un séminaire au sein du Département de l'environnement.

ad 3) La publication du guide se fera en parallèle avec une présentation dans le séminaire susmentionné pour parvenir à une sensibilisation des communes, des autorités nationales compétentes et des planificateurs. Le guide sera mis à disposition et pourra être téléchargé à partir de la fin de juin 2018 sur le site du Département de l'environnement www.emwelt.lu

En outre, les principes fondamentaux du guide pour un «meilleur éclairage» seront illustrés de manière facilement compréhensible moyennant un flyer qui sera également publié sur le site Internet et distribué aux participants du séminaire. Le flyer est principalement destiné à la sensibilisation des responsables politiques au niveau local ainsi que des particuliers ce qui n'empêche pourtant pas une utilisation par les commerces et entreprises. En fonction du feedback reçu après le séminaire, une distribution plus étendue du flyer aux niveaux national et local pourra être envisagé.

L'attention au niveau des médias sera assurée par une conférence de presse qui se tiendra le jour même de la présentation du guide suivi par la publication d'un communiqué de presse officiel. La possibilité d'une information des communes moyennant une circulaire se présente également.

Question 3787 (02.05.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant **l'équipement des véhicules de secours:**

An enger Situatioun, an där et ëm Liewen an Dout geet, ass et wichteg, all Asazgefier, dat eng séier Hëllefsdéngschtleeschtung garantéiere soll, esou ze equipéieren, datt all Eventualitéit, déi d'Hëllefsleeschtung zäitlech ausbremsen a behënnere kann, entgéintgewierkt gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Innenminister gär folgend Froe stellen:

1) Sinn d'Asazgefierer, déi eng séier Hëllefsdéngschtleeschtung garantéiere sollen - dorënner d'Ambulanz, de Pompjeeswon an de Policewon -, mat engem Navigatiounssystem equipéiert? Wann neen, firwat net?

2) Huet d'Asazzentral eng Méiglechkeet, fir d'Verkéierssituatioun an „real time" ze verfollegen an de Gefierer am Asaz déi séierst Streck an eventuell Auswäichstrecke matzedeelen? Wann neen, firwat net?

Réponse (12.06.2018) de **M. Dan Kersch,** *Ministre de l'Intérieur:*

ad 1) D'Ambulanzen an d'SAMUs-Gefierer vun der Verwaltung vun de Rettungsdéngschter sinn aktuell mat engem Navigatiounssystem equipéiert. Déi Asazween, déi de CGDIS ab dem 1. Juli 2018 wäert uschafen, ginn zousätzlech mat engem Navigatiounssystem ausgerëscht, deen d'Adress vun der Asazplaz direkt vun der Asazzentral, dat heescht dem 112, geschéckt ka kréien. Zousätzlech ass den 112 ëmmer mat den aktuellste Kaarten equipéiert, fir d'Asazgefierer och bei Interventiounen ofsäits vum Stroossennetz (z. B. am Bësch) ze guidéieren.

ad 2) Doduerch, dass d'Rettungsdéngschter a ville Fäll bewosst mussen duerch ee Stau fueren, fir op d'Asazplaz ze kommen (z. B. bei engem Accident op der Autobunn), ass et fir den 112 net ëmmer méiglech an och net sënnvoll, d'„real time"-Verkéierssituatioun ze suivéieren. Den 112 huet allerdéngs Zougréff op d'Verkéierskaarten a -kamerae vum CITA a kann d'Asazween esou bei enger gréisserer Behënnerung am Verkéier guidéieren. Ausserdeem gëtt den 112 souwéi déi betraffen Asazzentere bei gréissere Chantiere vun den zoustännegen Autoritéiten informéiert.

Et sief an dësem Kontext och nach eng Kéier un d'Wichtegkeet vun der Rettungsgaass erënnert, déi et den Asazween och am Fall vun engem Stau erméiglecht, ouni gréisseren Zäitverloscht an ouni Emweeër hir Asazplaz ze erreechen.

Question 3788 (02.05.2018) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant le **parc automobile de l'État:**

La circulaire budgétaire pour l'année 2018 a prescrit, pour les administrations et services de l'État, l'obligation de procéder à l'acquisition de voitures électriques respectivement de voitures plug-in. La circulaire a en outre précisé que l'achat de voitures diesel et essence n'est autorisé qu'à titre exceptionnel, que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures procède de façon centralisée à l'acquisition des voitures. La circulaire a imposé aux administrations de communiquer leurs besoins jusqu'au 31 janvier 2018 au Ministère du Développement durable et des Infrastructures.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Combien de voitures, tous services et administrations confondus, sont inscrites dans le budget de l'année 2018?

- Quelle est la ventilation entre les différentes catégories de véhicules (électriques, plug-in et autres)?

- Le marché centralisé relatif à l'acquisition des véhicules a-t-il été lancé?

- Si oui, à quel montant se chiffrent les économies qui résultent de l'acquisition centralisée?

- Si non, quand Monsieur le Ministre compte-t-il procéder à l'acquisition centralisée et quel est le montant des économies escomptées?

Réponse (12.06.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Suite à la décision du Conseil de Gouvernement du 17 février 2017, la circulaire budgétaire pour l'acquisition des voitures de direction et de service a été adaptée, de sorte qu'à partir de 2018, des voitures électriques ou plug-in hybrides seront acquises prioritairement. Pour l'acquisition d'une voiture à moteur de combustion, une justification écrite et préalable doit être adressée au Ministère du Développement durable et des Infrastructures, qui décide ensuite d'accorder ou de refuser la dérogation.

Pour l'année 2018, les ministères et administrations ont communiqué un total de 98 acquisitions de véhicules de catégorie M1 (voitures pour le transport de passagers comportant, outre le siège du conducteur, huit places assises au maximum) au MDDI.

Suite à une analyse des besoins d'utilisation indigués par les ministères et administrations, il a été décidé d'acquérir 20 voitures électriques ainsi que 13 voitures plug-in hybrides. Un total de 65 dérogations pour l'achat de voitures à moteur de combustion a été attribué. La principale raison est que certains cas d'usages (par exemple: véhicule de police banalisé, véhicule pour service de permanence) ne s'apprêtent pour l'instant pas et certains équipements spécifiques (par exemple: transmission 4x4, attelage pour remorque) ne sont pas encore disponibles ou pas à un prix conforme à l'enveloppe budgétaire. Presque toutes les voitures prévues pour de simples déplacements de personnes sont des voitures 100% électriques ou, en cas de déplacements fréquents à l'étranger, des voitures plug-in hybrides.

La soumission concernant l'acquisition centralisée des voitures électriques et plug-in hybrides a été publiée le 8 juin 2018. Le marché se compose de 15 voitures électriques, à utiliser comme voitures de service, et de 13 voitures plug-in hybrides, dont trois véhicules sont des voitures de direction et dix constituent des voitures de service. Le nombre total de véhicules faisant partie de la soumission centralisée s'élève ainsi à 28 voitures réparties en trois lots distincts. À noter que cinq voitures électriques avaient déjà été acquises par un marché distinct et n'ont pas fait l'objet de la soumission centralisée.

Il est encore prématuré d'annoncer un chiffre quant aux économies pouvant résulter de l'acquisition centralisée, comme la remise et l'évaluation des offres devront être attendues. Cependant, une première expérience dans ce contexte a pu être faite dans le cadre du projet pilote lancé en novembre 2017, qui visait également l'acquisition centralisée d'un certain nombre de véhicules électriques et plug-in hybrides pour plusieurs administrations de l'État et dont l'objectif était de gagner un retour en expérience sur l'intégration de véhicules dans les flottes automobiles ainsi que de promouvoir le rôle exemplaire de l'État en matière de décarbonisation du transport. Dans le cadre de ce projet pilote, les remises accordées à l'État par rapport aux prix de liste des véhicules variaient entre 15% et 27%, en fonction du lot et du type de véhicule.

Question 3789 (02.05.2018) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **Lycée technique pour professions de santé:**

La loi relative à la construction d'une nouvelle infrastructure commune pour le siège et la région Centre du Lycée technique pour professions de santé (LTPS) sur le site scolaire Val St. André, en face du Centre hospitalier de Luxembourg, a été votée en juillet 2017.

Or, il devient de plus en plus urgent de remédier à la situation actuelle de l'enseignement dans le LTPS dans la région Centre, tel que souligné déjà par le Conseil d'État dans son avis du 9 mai 2017.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il nous donner des informations sur l'avancement des travaux?

- Quand le nouveau siège du LTPS ouvrira-t-il prévisiblement ses portes?

Réponse (12.06.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En effet, la loi du 21 septembre 2017 relative à la construction d'un Lycée technique pour professions de santé et d'un hall des sports Logopédie à Strassen ainsi que la construction de logements pour étudiants et pour jeunes a été votée en date du 11 juillet 2017 par la Chambre des Députés.

Or, avant de pouvoir démarrer le chantier proprement dit, il faut procéder à des travaux d'assainissement et de démolition des anciens bâtiments Logopédie. Actuellement, deux de ces bâtiments sont encore occupés par des réfugiés.

Ceci a pour conséquence que le chantier doit être réalisé en deux phases. Lors de la première phase, l'ancien bâtiment administratif sera démoli pour ensuite entamer les travaux relatifs au hall des sports Logopédie et les logements pour étudiants et pour jeunes. Dès que les réfugiés seront relogés, les bâtiments restants pourront également être démolis. La deuxième phase du chantier, la construction du lycée, pourra dès lors être entamée.

Les travaux de démolition débuteront prévisionnellement mi-juillet 2018 et se dérouleront principalement durant les congés scolaires.

Vu que la date précise du relogement des réfugiés vers un autre site n'est pas encore connue, il est difficile, à ce stade, d'avancer une date pour l'ouverture du lycée; néanmoins elle sera possible au plus tôt à la rentrée scolaire 2022. D'après les plannings prévisionnels actuels, les autres bâtiments, tels que le hall des sports pour le Centre de logopédie et les logements, pourront être mis en service fin 2020.

Question 3791 (03.05.2018) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **trafic routier à Diekirch:**

À Diekirch, un certain nombre de rues principales méritent d'être renouvelées. Tel est notamment le cas des rues suivantes: rue Clairefontaine (N17), rue du Palais (chemin repris), l'Esplanade (N7).

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir, le cas échéant, des détails concernant une éventuelle remise en état de ces voies publiques?

- Monsieur le Ministre peut-il donner aussi des précisions relatives au trafic qui passe tous les jours par ces rues?

- Quand le site du «Herrenberg» (caserne Grand-Duc Jean) pourra-t-il être relié au giratoire «Fridhaff»?

- Dans quelle mesure un tel projet permettrait-il de délester la ville de Diekirch du trafic routier?

Réponse (26.06.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Un avant-projet pour le renouvellement de la rue Clairefontaine (N17) à Diekirch sera prochainement élaboré par l'Administration des ponts et chaussées. Le début des travaux pour ce tronçon de route est actuellement projeté pour 2020. L'état de la rue du Palais (CR351A) et de l'Esplanade (N17) est jugé satisfaisant et des travaux de renouvellement de la voirie ne sont donc pas prévus à l'heure actuelle.

En ce qui concerne le trafic qui passe tous les jours par ces rues, l'administration dispose uniquement de comptages du trafic pour la rue Clairefontaine (N17). À part les années 2016 et 2017, les postes permanents de comptages du trafic n'y ont pas enregistré de hausse entre 2009 et 2015. Le trafic journalier moyen sur la N17 est de 6.175 unités de Bleesbréck vers Diekirch et de 6.010 de Diekirch vers Bleesbréck. Le pourcentage des utilitaires durant les jours ouvrables est dans les deux sens d'environ 4%, dont font partie également les bus scolaires et autres bus en direction d'Echternach et d'Allemagne respectivement en provenance d'Echternach et de Bitbourg.

Durant les années 2016 et 2017 il fallait cependant noter une croissance exceptionnelle de l'ordre de 20% du trafic sur ce tronçon de route de la N17, et ceci en raison des déviations mises en place suite aux chantiers du renouvellement du pont de la Sûre à Diekirch (OA158) et de l'aménagement du rondpoint sur la route N14 à l'entrée de Diekirch dans le cadre de la construction du Lycée technique agricole sur les hauteurs du «Kréiwénkel».

En ce qui concerne la liaison du site du «Härebierg» (caserne Grand-Duc Jean) au giratoire au lieu «Fridhaff», le projet afférent devrait pouvoir être présenté en 2019 avec dans ce cas, une exécution des travaux prévisiblement en 2019-2020.

L'exécution de ce projet permettra de faciliter l'accès au «Härebierg» et de délester la ville de Diekirch du trafic originaire et à destination de la caserne Grand-Duc Jean.

Question 3792 (03.05.2018) de **Mme Sam Tanson** *(déi gréng)* concernant le **comité de sélection du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle:**

Le comité de sélection du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle (Fonspa) est - suivant l'article 12 de la loi du 22 septembre 2014 relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle - en charge des décisions suite aux demandes d'obtention d'une aide financière sélective prévues à l'article 9 de ladite loi.

Suivant les informations recueillies sur le site Internet du Fonspa, quatre sessions ont été fixées pour le comité de sélection pour février, avril, juillet et novembre 2018. Une cinquième session pour l'année 2018 a déjà été annulée.

Pour la session de février 2018, le montant de 14.263.000 euros d'aides financières a été alloué et le comité de sélection avait analysé 38 projets pour un montant total d'aides sollicitées de 26.044.098 euros. Pour la session de mars 2018, le montant de 6.819.959 euros d'aides financières a été alloué et le comité avait analysé 21 projets pour un montant total d'aides sollicitées de 13.748.253 euros. Le comité dispose d'un budget de 33 millions d'euros pour l'année 2018 (100 millions sur trois ans). Près de deux tiers du budget pour l'année ont dès lors déjà été dépensés pour cette année.

On peut lire dans le communiqué relatif à la réunion du comité de février 2018, que «une séance de décision au courant de l'année devrait être annulée». Or, les professionnels du secteur organisent souvent leur travail autour des dates des sessions du comité de sélection et nécessitent donc une certaine prévisibilité.

En parallèle, une discussion au sujet de l'aide financière sélective qui est basée sur un système à points est lancée sur le terrain. Ce système dépend d'une grille qui récapitule les caractéristiques principales de la production (techniciens, jours de tournage, lieux de tournage etc.) et selon laquelle l'aide à la production des films est déterminée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'une session supplémentaire du comité de sélection du Fonspa n'aura pas lieu cette année, de sorte qu'il n'y aura au final que trois sessions?

2) Monsieur le Ministre estime-t-il que le budget consacré au Fonspa est suffisant?

3) Est-il prévu de revoir le «système à points» et, dans l'affirmative, quel est le système qui est envisagé pour remplacer ce système?

Réponse (06.06.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

L'honorable Députée s'interroge sur les aides financières sélectives en relation avec le développement du secteur de la production audiovisuelle.

Je peux confirmer que le comité de sélection du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle a été sollicité, pour les deux premières sessions (sur cinq) de l'année 2018, par les producteurs luxembourgeois pour accorder des moyens financiers à 59 projets, pour un montant total de 39.792.351 euros et ceci au niveau de l'écriture, du développement et de la production.

Compte tenu de la qualité artistique et créative des projets soumis et eu égard des retombées sur le secteur de la production audiovisuelle, le comité de sélection a accordé des aides à 28 projets pour un montant total de 21.152.959 euros.

Comme le comité a ainsi investi au début de l'année la majorité des moyens disponibles, ensemble, le Fonds et les associations professionnelles ont analysé la possibilité de répartir différemment les sessions d'analyse sur l'année en cours.

ad 1) La décision si la quatrième session était ouverte à tous genres de projets ou si elle serait réservée aux demandes d'aides à l'écriture et au développement sera prise après la troisième session de juillet 2018, sur base des moyens financiers encore disponibles.

ad 2) Le budget alloué au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et resté stable au cours des dernières années et n'a donc pas été touché par le train de mesures visant à assainir les finances publiques dans un contexte budgétaire difficile. Pour être en mesure de pouvoir déterminer si le budget actuel correspond toujours aux besoins du secteur de la production audiovisuelle et eu égard aux récentes interrogations au sujet de l'allocation des aides financières sélectives, j'ai décidé de confier à un cabinet d'audit externe une mission de réaliser une analyse approfondie sur le système actuel d'allocation des aides, sur les critères d'attribution, ainsi que sur l'organisation et le fonctionnement du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle.

ad 3) Le soi-disant «système à points» est un mécanisme d'évaluation interne à l'administration du Fonds qui permet d'apprécier la relation entre les montants investis et le retour culturel, social et économique dans l'industrie luxembourgeoise de la production audiovisuelle nationale.

Les responsables du Fonds sont actuellement en discussion avec les associations professionnelles du secteur pour remplacer ce «système à points» par un système d'évaluation plus général permettant au secteur de rester compétitif dans un environnement européen où nos pays de coproduction classique se replient de plus en plus sur eux-mêmes et risquent de rendre les coproductions internationales plus difficiles.

L'objectif recherché à travers cette adaptation est d'accorder une légère flexibilité au producteur afin d'investir les moyens obtenus du Fonds de manière efficace, c'est-à-dire tant au niveau des retombées socio-économiques qu'au niveau de l'industrie audiovisuelle nationale par le biais de dépenses en production, en postproduction ainsi qu'en salaires techniciens et comédiens.

Par ailleurs, les moyens financiers maxima à accorder par projet seront réduits.

Bien que ces adaptations ne nécessitent de modifier le texte de la loi en question, je soumettrai prochainement à la Chambre des Députés quelques adaptations de la loi sur la production audiovisuelle qui devront tenir compte des considérations européennes découlant de la réglementation en matière d'aides d'état.

Question 3793 (03.05.2018) de **M. Claude Wiseler** et **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **visites de personnalités politiques dans des écoles:**

Selon nos informations, Monsieur le Premier Ministre s'est rendu récemment dans certains lycées pour aller à la rencontre des élèves pour un échange autour des sujets d'actualité politique.

Dans ce contexte, nous aimerons poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer cette information?

2) Combien de réunions dans les lycées sont encore prévues par le Premier Ministre et les autres ministres?

3) Monsieur le Ministre de l'Éducation pourrait-il nous faire parvenir une liste des ministres et députés ayant fait des réunions dans des lycées depuis 2016?

4) Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas que de telles réunions ne devraient pas être suspendues au moins pendant les six mois précédents les élections législatives?

5) En cas de réponse négative, Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas qu'en vue de contribuer à l'expression d'une vision diversifiée du monde politique, des politiciens d'autres sensibilités politiques devraient aussi pouvoir se rendre aux lycées pour discuter avec les élèves sur les défis politiques de notre temps?

Réponse commune (06.06.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Comme ses prédécesseurs, le Premier Ministre, Ministre d'État, accepte ponctuellement et si son emploi du temps le permet, les invitations d'écoles, de lycées et d'universités au Luxembourg et à l'étranger afin d'établir un dialogue et d'entrer en contact avec les élèves de ces institutions. L'échange avec les élèves est, selon le Premier Ministre, une des tâches primordiales qui incombe à un mandataire politique.

ad 2) Ces visites sont fixées au gré des demandes émanant des établissements scolaires. Il n'y a donc pas de calendrier fixe, les ministres réagissant aux demandes ad hoc de la part des établissements scolaires en fonction de leur emploi du temps.

ad 3) Le Gouvernement considère que chaque député ou membre de Gouvernement est libre d'accepter des invitations émanant des différents établissements scolaires, sans que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse fasse un suivi de ces déplacements.

ad 4) Les visites dans les lycées permettent au Premier Ministre et aux ministres de discuter avec des élèves sur des thèmes d'actualité comme par exemple le Brexit ou le futur de l'Union européenne. Ce sont des échanges qui permettent aux élèves de poser des questions tant sur le fonctionnement de l'Union européenne que sur la position du Gouvernement à l'égard de certaines questions. Ces visites n'ont donc pas le caractère de campagne électorale.

ad 5) Il est évident que tous les politiciens, sans égard à leur sensibilité politique, peuvent se rendre dans des lycées pour discuter avec les élèves sur les défis politiques de notre temps. Tel est d'ailleurs le cas, comme illustré par exemple sur le site Internet du Lycée classique de Diekirch, qui a accueilli Madame Viviane Reding, députée européenne, le 7 mai 2018, soit quatre jours après le dépôt de la présente question parlementaire.

Question 3800 (08.05.2018) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant les **bureaux de recettes de l'Administration des contributions directes:**

Il nous revient que les bureaux de recettes d'Ettelbruck et d'Esch-sur-Alzette de l'Administration des contributions directes devraient bientôt être fermés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Quel est le but poursuivi par cette politique de fermeture?

- Est-il prévu que les services susmentionnés seront déplacés vers le bureau de recette Luxembourg?

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que la décentralisation de ces services doive être maintenue afin de mieux desservir les régions du pays?

- Combien de personnes travaillent actuellement à Ettelbruck et à Esch-sur-Alzette et seront-elles, en cas de fermeture des bureaux, transférées vers le bureau de recette Luxembourg?

- Quel est l'avenir de l'Administration des contributions directes en général sur les deux sites susmentionnés?

Réponse (12.06.2018) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances:*

Force est de constater que les moyens accordés à l'Administration des contributions directes (ACD) ont trop longtemps été insuffisants pour lui permettre de remplir ses missions dans des conditions convenables.

Partant, ce Gouvernement a lancé un vaste programme de modernisation de l'ACD, comprenant notamment un renforcement considérable de ses ressources humaines, avec 100 nouveaux postes créés rien qu'en 2018, ainsi qu'un projet de refonte de ses systèmes informatiques, dont certains éléments remontent à plusieurs décennies. Il a en outre été demandé à la direction de l'ACD d'identifier d'éventuelles inefficiences dans le fonctionnement quotidien de l'administration et d'y remédier, le cas échéant, avec l'objectif d'améliorer l'accueil et le service aux contribuables.

L'ACD est actuellement organisée en 62 services respectivement divisions, qui sont répartis sur 23 sites à travers le pays. Les différents services occupent entre 2 et 53 agents et les divers sites représentent entre 6 et 258 agents. Une telle dispersion géographique engendre inévitablement certaines pertes d'efficience.

En outre, les immeubles à disposition de l'ACD sur ces différents sites ne sont pas tous conformes aux dernières normes, y compris en ce qui concerne l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite. Aussi, la protection des données, la protection du secret fiscal et les exigences internationales en matière d'échange d'informations et de confidentialité des données exigent-elles désormais que les sites de l'ACD soient équipés d'une zone dédiée aux visiteurs et d'une zone back-office distincte, non accessible au public. Partant, des travaux de mise à niveau, respectivement des déménagements, s'imposent au niveau de différents services.

En ce qui concerne plus précisément le domaine du recouvrement, l'ACD compte actuellement trois bureaux de recettes (Luxembourg, Esch-sur-Alzette et Ettelbruck), qui émettent chacun leurs propres contraintes, leurs propres déclarations de créances et disposent de leur propre compte bancaire, obligeant potentiellement le contribuable de changer de bureau de recette lors d'un déménagement.

L'ACD procède dès lors à une uniformisation des procédures de recouvrement de ces trois bureaux et une simplification des traitements informatiques correspondants.

De manière complémentaire, et au-delà du cas des bureaux de recettes, l'ACD réfléchit à la mise en œuvre de mesures organisationnelles de modernisation et de simplification tant pour les contribuables que pour l'administration. Par ailleurs, l'avancée des nouvelles technologies permettra à l'avenir à l'ACD d'offrir des prestations plus ciblées aux contribuables sans nécessiter leur déplacement physique.

Ainsi, des regroupements modérés bien réfléchis pourront s'avérer bénéfiques, tant pour augmenter l'efficience du fonctionnement de l'administration que pour améliorer l'accueil des contribuables. Dans cet esprit, des travaux sont actuellement en cours pour regrouper à terme un nombre de services, tout en veillant au maintien d'une présence adaptée et proportionnée sur le territoire national.

Il convient de souligner qu'au regard de la complexité de la matière, la mise en œuvre du programme de modernisation décrit ci-devant ne pourra se faire que de manière progressive et prendra plusieurs années.

Ainsi, il serait prématuré de donner à ce stade une date butoir pour le regroupement des bureaux de recettes.

Enfin, il convient de préciser qu'en tout état de cause, l'avenir de l'ACD sur les sites d'Esch-sur-Alzette et d'Ettelbruck n'est nullement remis en question. D'ailleurs, le Conseil de Gouvernement a retenu en date du 1er juin 2018 de considérer à l'avenir en priorité la Nordstad comme lieu d'implantation de services de l'État, qu'il s'agisse de la création ou du redéploiement de services publics.

Question 3801 (08.05.2018) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **zone industrielle «Um Monkeler»:**

Le 11 février 2014, le Ministère du développement durable et des infrastructures a donné son feu vert à l'installation d'une usine de production d'asphalte dans la zone industrielle «Um Monkeler» à Schifflange.

Lors d'une réunion d'information ayant eu lieu le 13 février 2014 à Esch-sur-Alzette, Monsieur le Secrétaire d'État avait indiqué avoir pris ses responsabilités. Dans la foulée, il avait par ailleurs relevé que sur les 22 entreprises installées dans la zone industrielle «Um Monkeler», quatre se trouveraient dans l'illégalité.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1) Monsieur le Ministre et Madame la Secrétaire d'État peuvent-ils confirmer que l'ensemble des entreprises (exploitant un site permanent pour le recyclage de déchets de construction et d'excavation) installées dans la zone industrielle susmentionnée et se trouvant dans la même situation ont été soumises aux mêmes exigences en termes d'autorisation d'établissement (y compris l'installation d'une station de lavage pour pneus, le capotage de l'installation de concassage, la mise en place de couvertures et fermetures latérales des silos de stockage des matières concassées)? À défaut, existent-ils des raisons objectives justifiant un traitement inégalitaire?

2) Monsieur le Ministre et Madame la Secrétaire d'État peuvent-ils confirmer que les entreprises implantées dans la zone industrielle «Um Monkeler» respectent les autorisations d'établissement (humidification des matières brutes, arrosage des chemins d'exploitations, nettoyage et lavage des pneus des camions, contrôle des quantités maximales pouvant être déposées suivant les différents arrêtés)?

3) Monsieur le Ministre et Madame la Secrétaire d'État peuvent-ils m'indiquer quand les entreprises implantées sur place ont pour la dernière fois fait l'objet d'un contrôle in situ par les agents de l'Administration de l'environnement et de l'Inspection du travail et des mines?

4) Comment Monsieur le Ministre et Madame la Secrétaire d'État entendent-ils procéder pour soutenir les communes dans leurs démarches de réduire les émanations de poussières et le chargement de la canalisation des eaux pluviales par les débris et poussières répandus sur la voirie et le déversement d'agents polluants dans ladite canalisation?

Réponse commune (18.06.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

ad 1) La loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, dite «commodo/incommodo», prévoit les classes 1, 1A, 1B, 3, 3A, 3B et 4. Les établissements des classes 1, 1A, 1B, 3, 3A, 3B nécessitent une autorisation individuelle du ou des ministres compétents en fonction du classement tandis que les établissements de la classe 4 sont soumis à des prescriptions générales, édictées par règlement grand-ducal.

La loi énonce dans son article 7 les éléments d'information à fournir lors d'une demande d'autorisation des classes précitées. Ces informations sont évaluées au cas par cas lors de l'instruction de la demande et, le cas échéant, des informations complémentaires sont demandées.

La considération individuelle est l'essence de la loi pour ces établissements. Elle permet de prendre en compte la situation des alentours et du voisinage, qui varie pour chaque établissement, ainsi que les conditions d'exploitations particulières, qui sont également différentes pour chaque établissement. Sans cette considération, le principe de l'autorisation individuelle et donc la prise en compte des alentours présents, serait dépourvu de sens.

Lors de l'instruction des dossiers de demande, tous les établissements sont évalués objectivement. Le résultat de cette instruction - informations à fournir, évaluation, conditions d'autorisation - diffère toutefois en fonction des établissements et des alentours. Il est donc tout à fait normal que deux établissements - même comparables mais localisés à des endroits différents - ne se voient pas imposer des conditions identiques.

ad 2) Dans le cadre des contrôles sur site et sur dossier effectués par les services compétents de l'Administration de l'environnement fin janvier 2018, il s'est avéré que neuf établissements sur 27 ne respectaient pas entièrement les dispositions de leur autorisation délivrée par le Ministre ayant dans ses attributions l'Environnement en matière d'établissements classés. Ceux-ci ont été contactés et invités à pallier ces non-conformités.

Il est évident que les services de l'Administration de l'environnement ne peuvent être constamment sur place pour contrôler les établissements de la zone «Um Monkeler» l'unité contrôles et inspections de l'Administration de l'environnement intervenant sur l'ensemble du territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Outre le service prémentionné de l'Administration de l'environnement et ceux du Ministre ayant le Travail dans ses attributions, les officiers de police judiciaire, les agents de la police grand-ducale peuvent également constater des infractions à la loi et à l'autorisation.

Étant donné qu'aucun indice relatif à une infraction, ni réclamation en relation avec les compétences attribuées au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (MTEESS) dans le cadre de la loi dite «commodo/incommodo» n'a été porté à la connaissance de l'Inspection du travail et des mines, aucun contrôle in situ n'a été effectué par les agents de l'Inspection du travail et des mines (ITM) dans ce cadre.

ad 3) Les derniers contrôles in situ par l'unité contrôles et inspections de l'Administration de l'environnement se sont déroulés le 25 janvier 2018.

ad 4) Les autorisations en matière d'établissements classés des différents établissements situés dans la zone se sont tous vus imposer des conditions relatives à la réduction des poussières. Ces autorisations ne peuvent cependant pas imposer des conditions de réduction de poussières en dehors des sites de ces établissements c'est-à-dire les poussières amenées dans la zone et dans les établissements notamment par le trafic routier et le transport de matières pulvérulentes.

Des prescriptions générales pour réduire ce genre d'impacts pourraient par contre être définies par un règlement interne dont le respect pourrait être suivi par une entité de gestion d'une telle zone. La zone «Um Monkeler», située sur des terrains des communes de Schifflange et d'Esch-sur-Alzette, ne dispose toutefois ni d'une telle entité de gestion ni d'un règlement interne.

Question 3802 (08.05.2018) de **MM. Max Hahn** et **Claude Lamberty** *(DP)* concernant le **recyclage de l'aluminium:**

Dans le cadre du paquet «économie circulaire», la Commission européenne a décidé de modifier entre autres la directive 94/62/CE relative aux emballages et aux déchets d'emballages, dont le nouveau texte se trouve actuellement en dernière ligne droite. Une des nouvelles dispositions concerne notamment l'instauration d'un objectif de recyclage de l'aluminium. Ainsi il est prévu d'atteindre un niveau de 50% de recyclage jusqu'en 2025 et de 60% jusqu'en 2030.

Néanmoins, à l'heure actuelle beaucoup d'emballages, notamment constitués de feuilles d'aluminium, sont encore incinérés au lieu d'être recyclés, puisqu'ils ne sont pas acceptés par les centres de recyclage.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Quel est le taux de recyclage d'emballages en aluminium actuel au Luxembourg?

2) Quelle est la stratégie gouvernementale afin d'atteindre les objectifs fixés par la nouvelle directive?

3) Madame la Ministre juge-t-elle opportun d'élargir le nombre d'emballages acceptés dans le sac bleu Valorlux, pour inclure les emballages constitués de feuille d'aluminium, comme p. ex. les emballages de portions de chocolat ou les capsules de café?

Réponse (14.06.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Les taux de recyclage en matière d'emballage à atteindre sont fixés par la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil, du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages. Cette directive prévoit un taux unique de 50% en poids à atteindre au plus tard le 31 décembre 2008 pour tous les emballages métalliques. Cette directive ne fait pas de distinction entre les emballages ferreux et non ferreux. Par ailleurs, les obligations de rapportage des différents acteurs en matière de gestion des déchets se font selon la classification européenne des déchets prévue par la décision 2000/532/CE. Cette liste de déchets ne prévoit elle-aussi qu'un code unique pour les emballages métalliques sans faire la distinction en fonction du type de métal.

Il s'ensuit que les statistiques dont dispose l'Administration de l'environnement et qui sont communiquées à la Commission, regroupent l'ensemble des emballages métalliques, des données spécifiques pour les emballages en aluminium ne sont pas disponibles.

Toujours est-il qu'en 2015, le taux de recyclage de tous les emballages métalliques, aluminium inclus, était de 90,7% soit largement au-dessus du taux à atteindre selon la législation actuelle et toujours supérieur au taux à atteindre selon la nouvelle directive.

Étant donné qu'à part les feuilles d'aluminium, le type d'emballage en aluminium est sensiblement le même que celui en métaux ferreux (boîtes de conserves, boîtes de boissons), il faut s'attendre à ce que le taux de recyclage pour les emballages en aluminium est également déjà très élevé.

ad 2) Le Luxembourg dispose actuellement d'un système de collecte d'emballages et de déchets d'emballages très efficace. Ceci est prouvé par des taux de recyclage qui dépassent largement depuis des années déjà les taux de recyclage fixés par la directive 94/62/CE. Le pays se trouve ainsi dans une situation favorable pour atteindre les objectifs fixés par la nouvelle directive dans ce contexte, pour autant que ces taux ne sont d'ores et déjà atteints.

Or, cette situation avantageuse ne veut pas dire que des efforts d'amélioration des systèmes de collecte et de gestion des déchets et des emballages ne sont pas entrepris continuellement.

Ainsi, à titre d'exemple, les syndics peuvent bénéficier des activités de conseil de la SuperDrecksKëscht pour mettre en place dans les résidences des systèmes de collecte séparée de différentes fractions de déchets, permettant ainsi de faire la séparation à la source des différents matériaux tout en maintenant la qualité de ces matériaux. Cette collecte présente en outre l'avantage que les résidents peuvent diminuer leur note de gestion des déchets dans la mesure où les communes concernées appliquent une taxation des déchets ménagers résiduels en fonction de la production réelle de ces déchets, telle qu'il est prévu dans la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets.

L'installation de tri utilisée par l'asbl Valorlux ne permet aujourd'hui pas d'effectuer un tri automatique de certaines fractions supplémentaires d'emballages, comme par exemple les films, les sacs et les sachets en plastique. Ladite installation sera donc modernisée au niveau de ses capacités techniques de tri vers la fin de l'année 2018. Ces modifications permettront alors un tri plus performant et un spectre plus large de matériaux pouvant être triés. Des emballages supplémentaires tels que par exemple les films plastics pourront alors être acceptés de façon généralisée dans le sac vert.

Ce dernier est pour le moment en place dans 20 communes au Luxembourg, dont notamment douze communes du syndicat intercommunal SIGRE et les huit communes du syndicat intercommunal SICA. Le nouveau système des sacs verts sera ensuite étendu aux autres communes du pays, une fois cette phase test terminée.

ad 3) Tel qu'il a été indiqué au point 2) ci-dessus, l'installation de tri utilisée par l'asbl Valorlux ne permet actuellement pas d'effectuer un tri automatique de fractions supplémentaires. Or, la modernisation prévue permettra un tri plus performant de bon nombre de fractions non encore couvertes aujourd'hui.

À ce moment-là, les feuilles plastiques pourront être collectées sur l'ensemble du territoire luxembourgeois moyennant le sac de collecte de Valorlux.

Actuellement, la gamme des produits collectés par l'asbl Valorlux moyennant le sac bleu est bien définie. Les citoyens peuvent en principe faire une bonne distinction entre ce qui rentre dans le sac et ce qu'il ne faut pas y mettre. Ceci est prouvé par un taux de résidus de tri de 16% ce qui est un bon résultat pour ce type de collecte.

En augmentant le nombre de fractions à collecter par le sac bleu, le citoyen risque de ne plus pouvoir bien faire la distinction entre ce qui rentre dans ce sac et ce qu'il ne faut pas y mettre. Le résultat peut en être l'utilisation du sac pour évacuer toutes sortes de déchets. Ce phénomène s'est produit en Allemagne avec le sac jaune qui accepte toutes sortes d'emballages. La qualité des matériaux collectés s'est dégradée, la séparation est devenue toujours plus compliquée ce qui résultait dans le fait que plus que la moitié des emballages collectés dans le sac jaune a dû être incinérée.

Un élément critique en est certainement aussi l'acceptation dans ce sac de produits putrescibles, ce qui est par exemple le cas pour les capsules à café qui contiennent encore le marc de café.

C'est dans ce contexte que le nouvel agrément de l'asbl Valorlux prévoit qu'une extension de la gamme des déchets d'emballages à collecter par le sac bleu ne peut se faire que sur base d'un avis positif de l'Administration de l'environnement et après réalisation d'une phase pilote, ceci pour évaluer les incidences négatives que peut avoir une telle extension tant sur la qualité des matériaux collectés que sur le comportement des citoyens.

En même temps, il faut analyser ensemble avec les différents acteurs les potentialités d'autres pistes de collecte des emballages en aluminium tels que les feuilles ou les capsules à café qui permettent d'atteindre les taux de recyclage à respecter.

Question 3803 (08.05.2018) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **travaux sur la Route du Vin:**

Seit geraumer Zeit finden umfassende Arbeiten entlang der Route du Vin statt. Einerseits werden die Gemeinden Stadtbredimus, Wormeldingen und Grevenmacher an die regionale Kläranlage in Grevenmacher angeschlossen, andererseits werden der Belag und die gesamten Infrastrukturen der Route du Vin erneuert und ein Fahrradweg geschaffen.

So ist momentan der Streckenabschnitt zwischen Stadtbredimus und Hüttermühle wegen der Arbeiten ganz gesperrt. Seit längerer Zeit ist außerdem zwischen Ehnen und Wormeldingen sowie in Ahn und Grevenmacher der Verkehr auf eine Fahrbahn gelenkt und mit Ampeln geregelt.

In Anbetracht dieser Tatsachen möchte ich folgende Fragenblöcke an den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

A)

- Bis wann sollen die Gesamtarbeiten an der Route du Vin komplett fertiggestellt werden?

- Was sind die einzelnen Bauphasen und Streckenabschnitte und wie ist der jeweilige Zeitplan?

B)

- Werden die Arbeiten des Bauabschnittes Stadtbredimus-Hüttermühle wie vorgesehen im „Frühling 2018" abgeschlossen sein? Falls dem nicht so sein sollte, was sind die Ursachen einer solchen Verzögerung? Welches ist der neue Zeitpunkt der Fertigstellung dieser Arbeiten?

- Wie lange wird der Abschnitt Stadtbredimus-Hüttermühle komplett für den Verkehr gesperrt bleiben? Wird dies noch mehrmals der Fall sein?

- Wissend, dass momentan ebenfalls entlang der deutschen Moselseite größere Straßenbauarbeiten stattfinden und fast die ganze Strecke, mit den Abschnitten Wellen-Temmels bis Perl, gesperrt ist und dementsprechend der Verkehr sich auf die luxemburgische Moselstraße verlagert, wurde sich mit den deutschen Behörden abgesprochen bezüglich der Koordinierung der Zeiträume dieser Arbeiten?

Réponse (08.06.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad A) Die Arbeiten entlang der Route du Vin stehen unter der Verantwortung verschiedener Bauherren, unter anderem der Straßenbauverwaltung, des interkommunalen Zweckverbandes SIDEST, des öffentlichen Telekommunikationsunternehmens Post Luxembourg, des Verteilungsnetzbetreibers Creos Luxembourg sowie mehrerer Gemeinden. Die Straßenbauverwaltung ist für die Neugestaltung der Nationalstraße N10 sowie für den Bau des Fahrradweges zuständig. Der Zweckverband SIDEST ist für die Anbindung der Kläranlage Grevenmacher im Hafen Mertert mittels Druckleitung verantwortlich.

Wegen des Ausmaßes der Arbeiten wurde das Projekt in verschiedene Streckenabschnitte aufgeteilt (siehe Anhang Karte). Die Streckenabschnitte unter der Aufsicht der Straßenbauverwaltung sowie des Zweckverbandes SIDEST sind:

- Machtum, fertiggestellt 2014

- Machtum-Ahn, fertiggestellt 2017

- Ahn-Wormeldange, im Bau, voraussichtlich fertiggestellt 2019

- Wormeldange, Bauarbeiten geplant für 2019-2021

- Ehnen-Hëttermillen, Bauarbeiten geplant für 2022-2023

- Hëttermillen-Stadtbredimus, im Bau, voraussichtlich fertiggestellt im September 2018.

Die Gesamtarbeiten an der N10 werden folglich voraussichtlich 2023 beendet sein.

ad B) Das Teilstück Hëttermillen-Stadtbredimus war vom 02. Mai - 25. Mai 2018 für den Verkehr gesperrt, weil alle Straßenquerungen auf einer Gesamtlänge von 2.500 Metern erneuert werden mussten. Bedingt durch die Vollsperrung konnte auch der Erdaushub auf dem letzten Stück in Hëttermillen beschleunigt werden. Die Arbeiten auf diesem Teilstück werden voraussichtlich im Juli 2018 fertiggestellt. Nach dem Sommerkollektivurlaub wird die N10 nochmals für zwei Wochen gesperrt, um die letzte Deckschicht aufzubringen. Wegen der teils schlechten Wetterbedingungen gab es eine leichte Verzögerung im Zeitplan. Als zeitintensiv haben sich außerdem die Recycling-Arbeiten der vorhandenen Straßenbaumaterialien erwiesen, da hier mit extremer Sorgfalt gearbeitet werden musste. Durch die Aufbereitung vor Ort mit einer Mischung von Bitumen und Zement wurde jedoch der Transport von Baustoffen wesentlich verringert und das Aufbringen von neuen Baumaterialien auf ein Minimum reduziert.

Da es sich bei den Belagserneuerungsarbeiten auf der deutschen Seite gemäß vorliegenden Informationen jeweils nur um lokale Baustellen handelt, welche zudem jeweils nur Tagessperrungen beinhalten, ist eine tief greifende Koordinierung nur schwer möglich.

Question 3804 (08.05.2018) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **dommages causés par le renard aux éleveurs de petits animaux:**

In der gemeinsamen Antwort der Ministerin für Umwelt und des Ministers für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz auf die parlamentarische Anfrage Nr.3008 vom 18. Mai 2017 betreffend der Schädigung von Kleintierzüchtern durch den Fuchs hat die Regierung mitgeteilt, dass ihnen keine wissenschaftlichen Daten bekannt wären, welche belegen, dass „Kleintierzüchter verstärkt durch den Fuchs geschädigt werden".

Anlässlich des kürzlich abgehaltenen Nationalkongresses des Jägerverbands informierte aber der Herr Staatssekretär für nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur, dass die durch den Fuchs verursachten Schäden bei Kleintierhaltern, vergleichbar mit Zahlen von vor 10 bis 15 Jahren, auf dem gleichen Stand geblieben sind.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an die Frau Ministerin für Umwelt und den Herrn Staatssekretär für nachhaltige Entwicklung und Infrastruktur stellen.

- Auf welchen Statistiken fußen die Aussagen des Herrn Staatssekretär?

- Sind diese Statistiken öffentlich zugänglich? Wenn nicht, warum und gedenkt die Regierung diese Zahlen einer breiten Öffentlichkeit zugänglich zu machen?

Réponse (12.06.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement:*

Wie bereits in der Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr.3008 vom 18. Mai 2017 geschrieben wurde, sind dem Ministerium für Nachhaltigkeit und Infrastruktur keine statistischen Daten bekannt, die belegen würden, dass Kleintierzüchter nach dem Fuchsjagdverbot verstärkt durch den Fuchs geschädigt wurden.

Die beim kürzlich abgehaltenen Nationalkongress des Jägerverbands gemachte qualitative Äußerung fundiert auf den Aussagen, einerseits des Präsidenten des Kleintierverbandes USAL, Christophe Hansen, andererseits des Präsidenten der luxemburgischen Jägerföderation, Dr. Georges Jacobs.

Herr Hansen schrieb in einer E-Mail vom 5. Februar 2018 an die Naturverwaltung von 794 durch den Fuchs getöteten Kleintieren im Zeitraum von Juni 2016 bis Juni 2017, also für einen Einjahreszeitraum nach dem Inkrafttreten des Fuchsjagdverbots.

Dr. Jacobs schrieb im Jahr 2011, also vier Jahre vor dem Inkrafttreten des Fuchsjagdverbots, öffentlich von „pro Jahr weit über tausend" Kleintieren. Weiterhin schrieb er in der öffentlich verfügbaren Broschüre „Füchse in Luxemburg": „Kleintierzüchter sind vielerorts gezwungen, durch sehr aufwendige Käfige, die alles andere als ressourcenschonend sind, ihre Tiere zu schützen."

Daraus kann man schlussfolgern, dass die Kleintierhalter bereits vor dem Fuchsjagdverbot ihre Tiere schützen mussten. Außerdem scheint die Anzahl der vom Fuchs getöteten Kleintiere, beiden Aussagen zufolge, eher abgenommen als zugenommen zu haben.

Question 3806 (09.05.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant l'**organisation des cours de base et des cours avancés:**

À partir de l'année scolaire 2018-2019, en classe de 6e et de 5e de l'enseignement secondaire général, les langues et les mathématiques seront enseignées sous forme de cours de base et de cours avancés. Selon les informations de la presse et de certains syndicats, quatre mois avant la rentrée scolaire, l'organisation de ces cours n'est toujours pas clarifiée. Beaucoup de directions d'établissements scolaires tendent à faire une différenciation en interne. Or, cette tendance risque de se faire au détriment des élèves.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Monsieur le Ministre a-t-il émis des directives aux lycées pour l'organisation des cours de bases et cours avancés?

- Dans l'affirmative, lesquelles?

- Monsieur le Ministre est-il en faveur d'une différenciation interne ou externe?

- À partir de quel effectif les lycées sont-ils habilités à procéder par une différenciation externe?

Réponse (12.06.2018) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

En réponse à la question de l'honorable Députée, je me permets tout d'abord de rappeler la raison de l'introduction des cours de base et des cours avancés, à savoir la volonté de permettre aux élèves de l'enseignement secondaire général de progresser à des niveaux d'exigences mieux adaptés à leurs capacités et de leur éviter ainsi des échecs en raison d'une faiblesse dans une seule discipline par exemple.

Quant à l'organisation des cours de base et des cours avancés, elle est réalisée par les établissements scolaires dans le cadre de l'autonomie qui leur est conférée par la loi modifiée du 25 juin 2004, ceci dans le respect des limites imposées par le contingent et en fonction des ressources humaines disponibles.

Dans ce contexte, je signale encore que j'ai donné instruction à mes services d'inscrire dans les plans de recrutement à venir une vingtaine de postes supplémentaires par an en vue de la transposition des réformes tant dans l'enseignement secondaire général que dans l'enseignement secondaire classique.

D'un point de vue pédagogique, la question de la différenciation a fait l'objet d'études internationales depuis une trentaine d'années. Ces études révèlent les effets bénéfiques d'une différenciation «interne» lorsqu'elle est appliquée à des groupes d'élèves dont l'hétérogénéité n'est pas excessive. En cas de disparités trop importantes, les lycées appliqueront la différenciation dite «externe», c'est-à-dire qu'ils organiseront des cours séparés en fonction du niveau des élèves.

L'organisation des cours de base et des cours avancés ainsi que la question de la différenciation ont d'ores et déjà fait l'objet de formations organisées conjointement par le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) et l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN). Les 7 et 8 mai 2018 par exemple se sont tenues deux journées «kick off» à l'intention des directions des établissements scolaires; IFEN et SCRIPT ont par ailleurs élaboré une offre complète de formations disponibles à la demande des lycées: demi-journées pédagogiques consacrées au sujet de la différenciation, accompagnement de la pratique des enseignants (formations, regroupements, «coaching»), formations continues des directions et des commissions nationales de l'enseignement secondaire (CNES). Finalement, une plateforme d'échange entre tous les acteurs a été mise en place en vue de l'accompagnement de la mise en œuvre de la réforme: elle comprend des représentants du ministère, du SCRIPT et de l'IFEN, les présidents des commissions nationales concernées, des représentants du Collège des directeurs, ainsi que les principaux formateurs impliqués dans le processus.

Question 3807 (09.05.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **renaturalisation de la vallée de la Pétrusse:**

D'Regierung plangt zanter längerer Zäit, de Péitrussdall ze renaturéieren.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastruktur dës Froe stellen:

1. Ass de Bestand vun deene schéinen ale Beem am Péitrussdall a Gefor?

2. Wéi eng Beem solle verschwannen?

3. Gi se ofgeholzt oder ëmgeplanzt?

Réponse (11.06.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

A senger parlamentarescher Fro géif den Här Deputéierte gär méi iwwert de Renaturéierungsprojet am Péitrussdall gewuer ginn. Well et sech heibäi awer ëm ee Projet vun der Stad Lëtzebuerg handelt, ass de Ministère fir nohalteg Entwécklung an Infrastruktur net kompetent, fir d'Froe vum Här Deputéierten dozou ze beäntwerten.

Question 3809 (14.05.2018) de **Mmes Martine Mergen** et **Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant le **Plan d'action luxembourgeois contre le mésusage de l'alcool:**

Récemment, un article dans le «Spiegel» a attiré notre attention en ce qui concerne les présentations et facilités d'accès aux alcools dans les commerces. Le journaliste y critique le manque de courage politique en Allemagne concernant les réglementations plus restrictives de la vente.

Le Luxembourg fait partie des pays à haute consommation d'alcool qui, d'après une étude du «European Health Interview Survey 2017 (EHIS)», se situe au-dessus de la moyenne européenne.

Dans le programme gouvernemental de 2013 il est écrit: «Le Plan national alcool sera mis en œuvre.» Selon nos informations, une équipe d'experts aurait travaillé pendant des années à un plan prévu pour la période de 2016 à 2020, qui ne nous a pas été présenté à cette date. «L'Essentiel» rapporte dans un article du 13 avril 2018 que Madame la Ministre de la Santé envisagerait de limiter la publicité en matière d'alcool.

La prévention surtout chez les jeunes nous semble être un sujet qui mériterait d'être approfondi. Le repérage et le dépistage des comportements d'abus et de dépendance, quel que soit le motif initial du recours au système de soins, devrait de même être un des objectifs principaux d'une politique de santé nationale. Les personnes et les groupes à risque devraient être ciblés et pouvoir profiter d'interventions précoces.

Les patients pour qui une conduite addictive a été identifiée nécessitent un bilan, une orientation médico-psycho-sociale et une prise en charge spécifique pour réduire les risques liés à leur consommation aux fins d'organiser un sevrage et/ou de prévenir la rechute. Or, de tels soins dits «addictologiques» restent trop peu développés dans nos hôpitaux, et on ne se limite fréquemment qu'au traitement des complications.

À titre d'exemple, les jeunes en intoxication sont souvent uniquement accueillis aux services des urgences et regagnent leur domicile sans que le problème d'un abus ou d'une dépendance ne soit suffisamment abordé par une équipe qualifiée. Ce manque d'offre de soins addictologiques existe dans beaucoup de pays: pour y remédier, la France a par exemple, depuis le début du millénaire, multiplié ses services d'addictologie et d'équipes de liaison en soins addictologiques (ELSA) dans quasi tous les hôpitaux français.

Devant ce problème de santé publique qui concerne donc de nombreux citoyens de notre pays, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1) Quelles sont les raisons pour lesquelles le «Plan d'action luxembourgeois contre le mésusage de l'alcool» (PALMA), élaboré depuis 2016 et qui donne des recommandations globales pour mieux prendre en charge les problèmes de santé liés à l'alcool, n'est-il toujours pas publié?

2) Quelles sont les mesures de prévention et de dissuasion que le Gouvernement entend faire intervenir? Quelles seront les possibilités de détection précoce et de prise en charge ambulatoire?

3) La nouvelle loi hospitalière a-t-elle prévu assez de places dans des services d'addictologie, pour accueillir les patients qui pourraient profiter d'une prise en charge spécialisée? La même question vaut pour la réhabilitation des patients ayant subi un sevrage éthylique?

4) Combien de patients concernés ont recours à une prise en charge à l'étranger?

Réponse (20.06.2018) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé:*

ad 1) Un avant-projet de plan d'action contre le mésusage de l'alcool a effectivement été élaboré par un groupe d'experts en addictologie et par des représentants des services compétents de la Direction de la santé.

Il s'agit donc d'un document d'experts qui comporte des recommandations allant bien au-delà des objectifs prévus au programme gouvernemental en matière de maladies de la dépendance.

Dans la mesure où il m'importe qu'un futur plan national puisse trouver la plus grande adhésion au niveau de tous les acteurs de la société et que les actions y proposées soient réalisables, ce document d'experts fait actuellement l'objet d'une consultation, afin de garantir qu'il puisse prendre en considération les récentes expériences réalisées par nos pays voisins dans ce domaine. Une telle concertation tant au niveau national qu'au niveau international permettra de profiter d'acquis réalisés grâce à des initiatives européennes pour aboutir à d'éventuelles mesures juridiquement contraignantes, et de contribuer ainsi à une approche commune au niveau européen en matière de prévention du mésusage de l'alcool.

ad 2) Le Gouvernement contribue à la promotion de comportements de santé sains et responsables en matière de consommation d'alcool, par le biais d'une communication claire et adaptée à la population cible, diffusée sur une base régulière.

Concernant le dépistage précoce du mésusage de l'alcool, l'objectif consiste à diminuer le risque d'évolution vers la dépendance des personnes faisant un mésusage de l'alcool en offrant à la population une détection précoce organisée et standardisée. En anticipation du futur plan national, les premières mesures recommandées par les experts ont déjà été entamées, notamment par la mise en place d'un service ambulatoire d'addictologie (Centre ÄDDI•C).

ad 3) Des offres de soins spécialisées existent déjà au sein de nos structures hospitalières, que ce soit pour des prises en charge dans des unités relevant des soins aigus stationnaires ou ambulatoires (en hospitalisation de jour) ou des services de réhabilitation. L'ensemble de ces prises en charge est conforté par l'entrée en vigueur de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification

hospitalière. En effet la loi permet l'autorisation de plusieurs services aigus ayant les compétences et l'organisation nécessaire pour assurer la prise en charge des patients présentant un mésusage de l'alcool.

Au-delà des soins aigus, la loi hospitalière prévoit l'autorisation d'un service national de moyen séjour de réhabilitation psychiatrique dont les missions principales concernent «la récupération optimale des performances fonctionnelles, la meilleure autonomie et qualité de vie des personnes atteintes de problèmes liés à l'abus de substances dans une approche multidisciplinaire».

Concernant plus spécifiquement l'adéquation du nombre de lits aux besoins de la population, et vu les informations issues de la carte sanitaire, les types de pathologies prises en charge selon les codes ICD10, les taux d'occupation, l'estimation des besoins de la population et les plans nationaux en cours, il est apparu nécessaire d'augmenter le nombre de lits pouvant être autorisés pour ces spécialités.

ad 4) Le Ministère de la Santé ne dispose pas de chiffres concernant le nombre de patients ayant recours à une prise en charge à l'étranger. Force est toutefois de préciser que le recours à une prise en charge à l'étranger n'est pas forcément lié à la saturation de l'offre de soins nationale. En effet, pour des raisons personnelles et notamment de préservation de l'anonymat, certains patients préfèrent se rendre à l'étranger. Il est actuellement difficile d'estimer la part exacte de ces patients, mais ce point fut également relevé par les experts dans leur document stratégique et devra être pris en considération dans le futur plan national.

Question 3810 (14.05.2018) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval** et **Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **projets de fusion entre le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique et le Centre Hospitalier du Nord:**

C'est en présence de Madame la Ministre de la Santé que le Centre Hospitalier du Nord (CHdN) et le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) ont annoncé en 2014, dans le cadre d'une conférence de presse, leur intention de fusionner en un centre hospitalier régional avec un pôle de compétences en psychiatrie et en médecine psychosomatique. Cette fusion devrait aboutir au 1er janvier 2020. Le plan stratégique du CHNP, quant à lui, a connu plusieurs adaptations dans le passé qui font foi plutôt d'un manque de vision que de permettre une sécurité de planification.

Selon nos informations, le président du conseil d'administration du CHNP vient de démissionner de son poste pour des «raisons personnelles». Des rumeurs circulent, par ailleurs, autour d'une éventuelle démission imminente du directeur général du CHNP.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle nous informer si les projets de fusion du CHdN et du CHNP sont toujours de mise? Si non, quelles en sont les raisons?

- Si oui, la vocation du nouvel établissement correspondra-t-elle au projet initial? Quel est l'état d'avancement des préparatifs de la fusion? L'échéance initiale du 1er janvier 2020 pourra-t-elle être respectée?

- La démission du président du conseil d'administration est-elle à voir en relation avec les projets de fusion?

- Madame la Ministre peut-elle nous confirmer qu'une démission du directeur général du CHNP est imminente? Si oui, quelles en seraient les raisons?

Réponse (19.06.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé:*

Tout en rappelant aux honorable Députées, qui s'enquièrent du projet de fusion entre le Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) et le Centre Hospitalier du Nord (CHdN), ma réponse à la question parlementaire n°3640, je tiens à les rassurer que ledit projet reste toujours d'actualité.

Je me félicite tout d'abord de la dynamique retrouvée au niveau des organismes gestionnaires des deux établissements publics en ce qui concerne les pourparlers qui vont bon train en vue d'une fusion.

S'il est certes vrai que depuis 2014, les deux établissements ont chacun fait, à tour de rôle, un pas vers l'autre, force est de constater que ces multiples contacts à différents niveaux n'ont pas permis d'avancer significativement vers la réalisation d'un projet commun.

Si la concertation entre le CHNP et le CHdN en vue de la réalisation de cet objectif est tout à fait constructive, il est toutefois prématuré à ce stade de s'avancer tant sur la vocation du futur établissement, qui devra être créé par le législateur, que sur une date à laquelle cette fusion deviendra effective.

Il est vrai que le président du conseil d'administration du CHNP m'a remis sa démission pour des raisons personnelles. Le successeur pour assumer la fonction de président du conseil d'administration vient d'être désigné.

En ce qui concerne le directeur général du CHNP, son contrat de travail a été résilié d'un commun accord avec effet au 1er juin 2018. Le conseil d'administration, présidé par son vice-président, vient de désigner le directeur administratif et financier en tant que directeur général faisant fonction, tout en ayant décidé, en même temps, d'entamer dans les meilleurs délais la procédure en vue du recrutement d'un nouveau directeur général.

Question 3811 (14.05.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **mission de l'Armée luxembourgeoise en Irak:**

D'Lëtzebuerger Arméi war bis haut net am Irak präsent.

Opgrond vun neien Informatioune wollt ech dem Här Verdeedegungsminister dës Froe stellen:

1. Ass et richteg, datt d'Arméi elo wëllt e klengen Detachement an den Irak schécken?

2. Wa jo, wat wär d'Missioun vun deem Detachement, fir wéi laang géing e bleiwen, wou wär e stationéiert a wat wären d'Modalitéite vun där Missioun an d'Risike fir eist militärescht Personal?

Réponse (04.06.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

ad 1. Ech hunn d'Arméi beoptragt, d'Maachbarkeet ze analyséieren, fir ee klengen Detachement an der „NATO Training Capacity Building Mission in Iraq" (NTCBM-I) ze deployéieren, an dat am Kader vun de lafende Planunge vum „SHAPE" (Supreme Headquarters Allied Powers Europe). Déi Missioun, déi sech also nach an der Planungsphas befënnt, soll dann zäitno decidéiert ginn. Dee Moment gëtt déi zoustänneg Chamberskommissioun zu deem Sujet informéiert.

ad 2. Den Detachement géif sech viraussiichtlech aus Spezialisten am Beräich vun der Satellittekommunikatioun zesummesetzen. Den Deploiement soll begrenzt ginn op sechs Méint (Rotatioun vun zweemol dräi Méint) ab dem Lancement vun der Missioun. Den Detachement soll zu Bagdad am „Force Headquarter" (FHQ) vun der Missioun stationéiert ginn. An där Zäitspan ass en zoustänneg fir d'Installatioun, den Entretien an de Monitoring vun de Satellittekapazitéiten an -equipementer, déi Lëtzebuerg der NTCBM-I wärend der Opbauphas zur Verfügung stellt.

Den Detachement gëtt am FHQ kasärnéiert, soudass sech d'Deplacementer ausserhalb vum FHQ op ee Minimum reduzéiere wäerten. D'Risike fir den Detachement sinn deemno begrenzt.

Question 3812 (14.05.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **parking de la caserne Grand-Duc Jean:**

Déi Parkplaz virun der Dikrecher Kasär gehéiert am Ableck net zum Areal vun der Kasär. Dëst huet eng Rei vun Nodeeler. Sou kann d'Arméi keng Parkplaze reservéieren, fir de Fall wou déi sollte kuerzfristeg gebraucht ginn. D'Arméi kann d'Sécherheet an dem Beräich virun der Kasär net garantéieren an och net fir d'Hygiène an dem Areal suergen.

Dowéinst wollt ech deenen Häre Verdeedegungsminister an Infrastrukturminister dës Fro stellen:

- War d'Regierung bereet, fir déi néideg Moossnamen ze huelen, fir d'Parkplaz virun der Kasär Groussherzog Jean zu Dikrech an d'Kasär ze incorporéieren?

Réponse commune (18.06.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense,* et de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Déi néideg administrativ Prozeduren, fir d'Parkplaze souwéi och een Deel vun der Zougangsstrooss virun der Kasär als „terrain militaire" ze consideréieren, sinn an der Endphas.

Dëst erlaabt der Arméi an Zukunft, d'Sécherheet vun deenen Infrastrukturen duerch d'Gardiene vun der Arméi sécherzestellen, an ass virun allem wichteg, fir kënnen am Kader vum Vigilnat déi néideg Sécherheetsmoossnamen ze ergräifen an eng besser Kontroll vum Zougang zur Kasär ze assuréieren. Dofir soll de Parking souwéi d'Zougangsstrooss an den „terrain militaire", awer net infrastrukturméisseg an d'„enceinte sécurisée" vun der Kasär, incorporéiert ginn, fir sou wäit wéi méiglech onnéidege Verkéier a Parke vu Privatween op deem Terrain ze vermeiden.

D'Arméi ass dann och fir den Ënnerhalt vum Terrain zoustänneg.

Question 3813 (14.05.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **lignes directrices de la politique de défense:**

D'Regierung huet sech viru Kuerzem Lignes directrices ginn, déi d'Verdeedegungspolitik an deenen nächste Jore solle beschreiwen.

An där Dokumentatioun, déi zu dem Thema existéiert respektiv publizéiert gouf, steet awer net, wéi dës Lignë solle konkret ëmgesat ginn, besonnesch wat d'Personal ugeet. Sonner Zweifel ass et jo esou, datt eng ganz Rei vun deene Lignë vill a gutt ausgebilte Personal brauchen, fir kënnen ze fonctionnéieren.

Dowéinst wollt ech dem Här Verdeedegungsminister dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Regierung d'Besoine vun der Arméi u Personal, fir déi Lignes directrices kënnen ëmzesetzen? Wéi eng nei Beruffsprofiller mussen an der Arméi geschaaft ginn? A wéi engem Zäitraum sollen déi Leit rekrutéiert an ausgebilt ginn?

2. An der Carrière vum Offizéier sollen zukünfteg och Universitären aus dem ziville Beräich rekrutéiert ginn. Wat ass do geplangt an no wéi enge Modalitéite sollen déi Leit an de Corps vun den Offizéier integréiert ginn? Muss d'Militärgesetz zu deem Zweck geännert ginn?

3. Ass d'Regierung der Meenung, datt och an anere Carrièren d'Modalitéite vum Rekrutement musse modifizéiert ginn, fir deenen neie Besoine vun der Arméi besser entspriechen ze kënnen?

Réponse (18.06.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

ad 1. An de Lignes directrices hu mer de Grondstee geluecht, fir dass d'Arméi sech am Kontext vun hirer Entwécklung an de kommende Jore schrëttweis nei Funktionalitéiten uneegent. Mir hu fënnef grouss Linne fir d'Entwécklung an d'Diversifikatioun vun de Capacitéite vun der Lëtzebuerger Arméi a Verdeedegung definéiert - Land, Air, Space, Cyber a Militärmedezinn -, wou mer nei Leit rekrutéieren an ausbilde wëllen.

D'Lignes directrices leeën ons verdeedegungspolitesch Besoinen an Ambitiounen duer a beinhalten och e Besoin fir méi Personal, fir déi zukünfteg Entwécklungen an der Praxis ëmzesetzen. Dës Besoinen u Personal si mer aktuell amgaange méi präzis ze definéiere mat Hibléck op eng Rekrutementsstrategie, déi all d'Carrièren a Beruffer an der Arméi betrëfft, a mir wäerten den neie Profiller an deene fënnef viséierte Beräicher eng besonnesch Opmierksamkeet ginn.

Bei de betraffene Profiller handelt et sech haaptsächlech ëm Piloten, Loadmasteren, „cabin operator", Offizéier an Ënneroffizéier fir de Beräich Informatiouns- a Kommunikatiounssystemer (CIS), Militär- an Imageryanalysten, Cyberdefenceoffizéier, Militärdokteren a Militärinfirmieren.

Mir ginn dovunner aus, dass fir d'Ëmsetzung vun de Lignes directrices, am Verglach mat haut, de Rekrutement vu Beruffsmilitär pro Joer sech wärend der Period 2019 bis 2025 potenziell verduebelt, entspriechend dem Rhythmus vum Opbau vun de verschiddene Projeten, déi an der Maach sinn.

ad 2. + 3. Ech hunn d'Direction de la défense beoptraagt, en neit Militärgesetz auszeschaffen, fir dat aktuellt, dat op 1952 zréckgeet, ze ersetzen. Dat neit Militärgesetz soll méi einfach ze liese sinn, besonnesch a Bezuch op d'statutaresch Ännerungen, déi mat der Reform am ëffentlechen Déngscht 2015 a Kraaft getruede sinn, dem neien internationale Kontext Rechnung droen an zum Ëmsetze vun de Lignes directrices bäidroen. Et sinn aktuell Diskussioune mat der Arméi an de Gewerkschaften amgaangen, fir déi wichtegst Elementer vun dësen Ännerungen, déi de Statut an d'Carrièren am Militärgesetz betreffen, ze definéieren.

De Rekrutement vun Offizéier op Basis vun engem Universitéitsdiplom ass säit der Reform vun 2007 eng Realitéit an ass am Artikel 10 vum aktuelle Militärgesetz festgeschriwwen a gëtt „recrutement direct" genannt. D'Kandidaten a Kandidatinnen, déi iwwert dëse Wee an d'Offizéieschcarrière komm sinn, musse wärend hirer Stagezäit fir zwee Joer eng Formatioun an enger „école d'application militaire" besichen. No hirer Vereedegung ënnerscheede se sech net méi vun de Kandidaten, déi iwwer „recrutement indirect" (d. h. iwwer e Master op der Militärschoul) an d'Offizéieschcarrière komm sinn, an hunn déiselwecht Rechter a Flichte respektiv déiselwecht Carrièresperspektiven. D'Offizéier wäerten och an Zukunft iwwert dës zwee Weeër rekrutéiert ginn. De „recrutement direct" dierft dobäi méi wichteg ginn, fir Leit mat méi technesche Profiller unzeschwätzen.

Fir dem Bachelordiplom Rechnung ze droen, soll d'Militärgesetz beim Rekrutement vun den Offizéier ergänzt ginn. Sou kéinten d'Titulairë vun engem Bachelor an Zukunft iwwer zwee Weeër an d'Offizéieschcarrière kommen:

- an enger neier A2-Offizéieschcarrière, déi geschaaft géif ginn; oder

- an déi existéierend A1-Offizéieschcarrière, wa se no hirem Bachelor eng weider Formatioun vun engem bis zwee Joer op enger Militärschoul maachen, fir e Master ze kréien.

Bei den Ënneroffizéier gëtt an Zukunft d'B1-Carrière agefouert, fir den Ufuerderungen un dës Carrière besser Rechnung ze droe mat dem ëmmer gréisseren Asaz vun neien a Spëtzentechnologien an der Arméi an och fir zukünftegen Entwécklunge gerecht ze ginn. D'Konditiounen a Modalitéite vum Aféiere vun der B1-Carrière solle sech op déi vun der Policereform alignéieren.

Question 3814 (14.05.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**équipement de l'Armée luxembourgeoise:**

Well anscheinend net genuch operationell Dingoen zur Verfügung stinn, muss de Lëtzebuerger Detachement a Litauen zum Deel op Charroi a Waffestatiounen zréckgräifen, déi schonn ausgemustert waren. Dëst bréngt ënner anerem logistesch a Formatiounsproblemer mat sech.

Dowéinst wollt ech dem Här Verdeedegungsminister dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt d'Arméi muss op al Ween an Equipementer zréckgräifen, fir hir Missiounen ze erfëllen?

2. Wéi ass déi aktuell Situatioun, wat d'Dingoen ugeet? Wéi vill sinn der am Asaz a wéi vill sinn der iwwerhaapt operationell? Wat mécht d'Regierung, fir d'Zuel vun den operationellen Dingoen an d'Luucht ze setzen?

3. Wéi eng Konsequenzen hunn dës Problemer bei den Dingoen op déi zukünfteg Akafspolitik vun der Arméi beim Charroi?

Réponse (14.06.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

ad 1. De Fuerpark an d'Equipementer, déi d'Arméi huet, setze sech aus Ween a Material zesummen, déi eng ënnerschiddlech Unzuel vun Déngschtjoren erof hunn. Déi Equipementer sinn awer operationell an asazfäeg, wann een elo vun deenen Ausfäll ofgesäit, déi wéinst logistesche Grënn onëmgänglech sinn (Astandsetzen, periodeschen Ënnerhalt, Feele vun Ersatzstécker, asw.)

Déi verschidde Gamme vu Ween an Equipementer erméiglechen der Arméi, den Asaz vum Material de spezifeschen Ufuerderunge vun de jeeweilege Missiounen an/oder eise Partner an dëse Missiounen entspriechend unzepassen.

Esou huet sech duerch operationell Considératiounen erginn, dass de Reconnaissance-Peloton, deen un der Missioun eFP (Enhanced Forward Presence) vu September bis Dezember 2018 a Litauen deelhëlt, mat gepanzerten HUMMER-Jeepen deployéiert.

Mir sinn des Weideren am éischte Semester 2018 am EUBG (EU Battlegroup) a vu Januar 2019 un an der VJTF (Very High Readiness Joint Task Force) am Stand-by. A béide Fäll sinn dobäi Reconnaissance-Contingente vun der Lëtzebuerger Arméi engagéiert, déi mat PRV (Protected Reconnaisance Vehicle), alias Dingo, ausgerëscht sinn. D'Zréckgräifen op den Dingo erméiglecht et, fir an deene verschiddenen operationelle Kontexter wärend engem EUBG- oder VJTF-Deploiement optimal equipéiert ze sinn. An deem Kader ass och ze erwänen, dass mer fir eist VJTF-Engagement veschidden nei Acquisitioune gemaach hunn, fir bestoend Equipementer ze vervollstännegen oder ze erneieren.

ad 2. Am Kader vum EUBG 2018 sinn néng Dingoen am Asaz. Fir d'VJTF 2019 (déi awer schonns 2018 an der Stand-up-Trainingsphas ass) sinn am Ganzen 21 Dingoen am Gebrauch.

Donieft sinn awer och Dingoe fir Trainingszwecker an den Unitéiten affektéiert, dorënner och d'Fahrschoul.

De Moment läit den Operationalitéitstaux vun den Dingo-Ween ëm déi 45%. Dat ass dorop zeréckzeféieren, dass déi héich sophistiquéiert Waffesystemer, déi ee grousse Bestanddeel vum Won ausmaachen, engem opwendege Maintenanceprogramm nokomme mussen an zousätzlech, an der Tëschenzäit, verschiddenen Obsolescencen ausgesat sinn. Dat heescht, dass verschidde Komponente vun de PRV-Waffesystemer net méi vun den Hiersteller ënnerstëtzt ginn, mat dem Resultat, dass d'Arméi keng Ersatzstécker fir dat betraffent Material geliwwert kritt.

Deemno schaffe mir un der Modernisatioun (mid-life upgrade) vun den Dingoen, fir se op de leschten equipements- a sécherheetstechnesche Stand ze bréngen. Dofir hu mer bei der NSPA (NATO Support and Procurement Agency mat Sëtz zu Capellen) a beim Constructeur eng „pre-design"-Etüd an Optrag ginn a loossen e Cahier des charges ausschaffen. Am éischte Semester 2019 kann den Optrag fir d'Modernisatioun vun de Ween ulafen, soudass mer vun 2023 un e moderniséierten Dingo-Park hätten. En dozougehéierende Servicekontrakt (e sougenannten „Service Level Agreement") garantéiert eng permanent Operationalitéit vun op d'mannst 70%. Wärend der Entwécklungsphas gëtt och e Prototyp entwéckelt, deen et erlaabt, virun der Serieproduktioun sécherzestellen, dass onse militäreschen Ufuerderungen och Rechnung gedroe gouf.

ad 3. Fir dem Haaptproblem vun der Obsolescence aus dem Wee ze goen, wäerte sech an Zukunft d'Acquisitiounen oder Modernisatioune vum Charroi a multinational Programmer aschreiwen. Esou kënne mer eis Uschafungen an Aklang bréngе mat gréissere Partnernatiounen, wat de Virdeel huet, dass mer eng ëmmer besser Interoperabilitéit kréien an op d'logistesch Ënnerstëtzung vun de Partnernatiounen oder vun internationalen Agencen (z. B. NSPA) zeréckgräife kënnen. Esou multinational Programmer hunn och de Virdeel, dass dat selwecht Material a grousser Stéckzuel (ëm déi 3.000 Ween) a verschiddene Länner benotzt gëtt an dofir garantéiert d'Industrie, dass déi Equipementer iwwer eng länger Zäit (mindestens bis 2035) technesch ënnerstëtzt ginn.

Des Weidere wäerte mer an Zukunft bei enger neier Uschafung och direkt ee „Service Level Agreement" mat virgesinn, soudass mer eng Garantie vun der Industrie hunn, dass eng am Virfeld fixéiert minimal Operationalitéit agehale gëtt.

Question 3815 (14.05.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **conservation des traditions de l'Armée luxembourgeoise:**

An allen Arméien ass d'Traditiounsfleeg e wichtegen Deel vum militäresche Wiesen. Si dréit dozou bäi, d'Geschicht net ze vergiessen an all déi ze éieren, déi grouss Affer am Déngscht vun hirer Heemecht bruecht hunn. D'Spure vun der Traditioun fanne sech a Fändelen, Uniformen, Zeremonien, Monumenter, Uerden an Dekoratiounen an nach a villen aneren Aspekter vum militäresche Liewen.

Zu Lëtzebuerg gëtt et och laang militäresch Traditiounen, déi zum Deel Joerhonnerten zréckreechen. De Wope vum Jang de Blannen, Uniformelementer aus der Zäit vun den Habsburger wéi och déi brittesch Uniforme sinn en Deel vun der Geschicht vun der Arméi a vum Land. D'Geschicht vun deene verschiddene militäreschen Unitéiten, Contingenten a Kompanien, déi Lëtzebuerg am Laf vu senger Geschicht hat, spigele sech haut nach am Liewe vun der Arméi erëm.

Dowéinst wollt ech dem Här Verdeedegungsminister dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Traditiounsfleeg och an der Lëtzebuerger Arméi eng wichteg Roll soll spillen?

2. Wa jo, wéi eng Mëttelen u Personal an u Leit wëll d'Regierung der Arméi zur Verfügung stellen, fir datt si hir Geschicht an Traditioune kann historiographesch opschaffen a fleegen?

3. Wéi eng Roll kann de Militärmusée an dësem Beräich spillen?

Réponse (14.06.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

D'Traditiounen an d'Geschicht vun der Arméi spillen eng wichteg Roll an der interner an externer Kommunikatioun vun der Arméi:

- Am Kader vun hirer Formatioun kréien nei Rekrutte Coursen an Aktivitéiten offréiert, fir sech mat den Traditiounen, der Geschicht an de Wäerter vun der Lëtzebuerger Arméi ze familiariséieren. Et sinn dëst eng Visitt vum Militärmusée (MNHM) zu Dikrech, d'Geschicht vun der Lëtzebuerger Arméi, d'Nationallidd an d'Militärwäerter.

- D'Arméi huet 2005 an der Kasär um Härebierg, mat Hëllef vum Militärmusée, eng „salle des traditions" ageriicht. An dësem Sall ginn d'Fanionen an d'Uniforme gesammelt, d'Missioune vun der Arméi duergestallt an d'Material am breede Sënn, besonnesch déi verschidde Waffentippen, virgestallt. Dëse Sall kann och op Ufro besicht ginn.

- D'Arméi bedeelegt sech regelméisseg u Paraden a Gedenkfeieren, déi no bannen an no baussen d'Verbonnenheet mat den Traditiounen ënnermaueren. Den Nationalfeierdag an d'Mäertensfest sinn an där Hisiicht all Joer besonnesch wichteg Momenter.

De Militärmusée zu Dikrech huet säit 1994 eng Sektioun iwwert d'Lëtzebuerger Arméi ageriicht. Haaptthematike vun dëser Sektioun sinn

- d'Ufäng vun der Lëtzebuerger Arméi: Fräiwëllege Kompanie (1881-1940)

- den Opbau vun der Nokrichsarméi an den obligatoresche Militärdéngscht (1945-1967)

- Duerstellung vu verschiddene Friddensmissiounen an UN-Missiounen (z. B. de Korea-Krich 1950-1953).

Dem Militärmusée kënnt eng zunehmend wichteg Roll bei der historiographescher Opaarbechtung zou.

De Militärmusée spillt och eng aktiv Roll beim Oprechterhale vun de Lëtzebuerger militäreschen Traditiounen. Sou besichen d'Rekrutten de Musée am Kader vun hirer Grondausbildung. Dat gëllt och fir d'Schüler vum COPRAL (Cours de préparation à l'Armée luxembourgeoise). Dës Visitte ginn, souwäit wéi méiglech, vu fréiere Krichsveteranen oder Friddenszaldoten an hiren Temoignage begleet.

Virun der Tatsaach, dass de Musée nëmmen iwwer eng limitéiert Unzuel vu Personal verfüügt a vill op der Aarbecht vu Fräiwëllege berout, stellt d'Arméi dem Militärmusée en Zivilist, deen den Direkteschposte besetzt, an en Zaldot zur Verfügung. D'Arméi iwwerléisst dem Militärmusée och regelméisseg Material.

Wat d'Geschichtsopaarbechtung betrëfft, ass och ze bemierken, dass mer amgaange sinn, mat der Uni Lëtzebuerg eng Konventioun auszeschaffe fir d'Finanzéierung vun enger Etüd iwwert d'lëtzebuergesch Militärgeschicht, déi zur Publikatioun vun engem Referenzwierk zu deem Sujet féiere soll.

Question 3816 (14.05.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **musique militaire:**

D'Militärmusek huet Aarbechtskonditiounen, dei vun hirer Natur aus anescht si wei dei vun anere Membere vum ëffentlechen Déngscht, an och anescht wéi déi vun anere Membere vun der Arméi. Vill Concerte sinn zum Beispill de Weekend oder owes.

Et schéngt esou ze sinn, datt dei Ëmstänn am Abléck net an engem adequaten, rechtleche Kader fir d'Militärmusek festgeluecht an ofgeséchert sinn.

Dowéinst wollt ech dem Här Verdeedegungsminister dës Froe stellen:

1. Besteet an den Ae vun der Regierung eng Noutwendegkeet, fir de Statut vun der Militärmusek nei ze definéieren a rechtlech ze verankeren?

2. Wa jo, wéi sollen déi Regelungen ausgesinn a wéi a wéini solle si am Gesetz verankert ginn?

Réponse (05.06.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Défense:*

Et besteet eng Noutwendegkeet, de Statut vun der Militärmusek ze ergänzen, fir den aussergewéinlechen Aarbechtszäite vun de Militärmuseker Rechnung ze droen. Dofir hate mer am Februar 2017 e groussherzoglecht Reglement iwwert de „régime spécial de la Musique militaire de l'Armée luxembourgeoise" op den Instanzewee geschéckt, fir dëst ze regelen.

A sengem Avis 52.120 vum 16. Januar 2018 huet de Statsrot awer drop higewisen, dass dat virgeluechtent groussherzoglecht Reglement sech mam Aarbechtsrecht befaasst an dass dëst «une matière réservée à la loi par l'article 11, paragraphe 5 de la Constitution» ass. Dofir gi mer elo op de Wee vun engem Gesetz.

Bei der gesetzlecher Verankerung wäerte mer déiselwecht Regelunge virgesi wéi am virgeschloene groussherzogleche Reglement.

D'Zil vun dëse Regelungen ass:

- eng kloer Organisatioun vun den Aarbechtszäite festzeleeën duerch d'Aféiere vum „travail collectif" (22 Stonne pro Woch fir d'kollektiv Prouwen an d'Concerten) a vum „travail individuel" (18 Stonne pro Woch fir d'Virbereedung an d'individuell Prouwen an Aarbechten) vun de Museker.

- d'Limitéiere vun den „activités accessoires" op maximal siwe Stonne pro Woch. All „activité accessoire" muss virop vum Verdeedegungsminister autoriséiert ginn. Fir iwwert déi siwe Stonnen erauszegoen, muss zousätzlech e positiven Avis vum Commissaire chargé de l'enseignement musical virleien.

Dës Ziler erfuerderen eng Rei Derogatioune géintiwwer dem allgemenge Statut vun de Statsbeamten, déi am Gesetz detailléiert ginn.

Dës Regelunge sollen am Kader vun der Reform vum Militärgesetz verankert ginn.

Bis dohi ginn dës Regelungen unhand vun enger interner Note de service vun der Arméi, déi ech ausdrécklech approuvéiert hunn, säit dem 9. Abrëll 2018 applizéiert.

Question 3817 (14.05.2018) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant les **passes à poissons:**

Les passes à poissons sont des dispositifs permettant aux poissons de franchir des obstacles créés par l'homme dans des cours d'eau. Les poissons en ont besoin pour passer des seuils ou des barrages. Les passes à poissons contribuent ainsi à la diversité de l'écosystème de toutes nos rivières. D'ailleurs, il me revient que ces passes à poissons au Luxembourg ne seraient pas toutes dans un bon état.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Quel est l'état actuel des passes à poissons au Luxembourg en général?

2) Existe-t-il un relevé des toutes les passes à poissons en fonctionnement?

3) Dans quelles rivières les passes à poissons font encore défaut et devraient ainsi être mises en place?

4) Quelle(s) autorité(s) est (sont) responsable(s) pour l'entretien et le contrôle?

5) Existe-t-il un plan d'action, voire un concept y afférent?

Réponse (14.06.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Certaines passes à poisson installées avant 1996 ne répondent plus aux standards scientifiques actuels de la libre circulation des espèces piscicoles. Des observations, études et publications scientifiques ainsi que des suivis biologiques dans le cadre de projets de pilotage sur la migration des poissons ont permis d'approfondir les connaissances sur le comportement des poissons et de développer des technologies plus efficaces.

En ce qui concerne l'entretien des passes à poissons, il faut noter que les passes techniques à fentes verticales ou les passes à bassins successifs requièrent, comparés aux rivières de contournement plus naturelles ou aux rampes, un entretien plus intense et plus régulier pour garantir leur bon fonctionnement vu le risque plus élevé d'entravement du passage par des débris flottants. Ainsi, moins l'ouvrage est technique et plus il est proche d'une rivière de contournement «naturelle», moins la passe à poissons nécessite un entretien régulier et plus le bon fonctionnement est garanti à long terme, permettant d'assurer la libre circulation de la faune piscicole, des macroinvertébrés, de la flore aquatique et des sédiments durant toute l'année.

Pour cette raison l'élimination complète d'un barrage existant, en cas de non-exploitation d'énergie hydraulique et en cas d'absence d'intérêt culturel ou historique et de risques hydrauliques, représente à long terme la solution la plus efficace, la plus durable et la moins coûteuse concernant la franchissabilité piscicole. L'absence d'obstacle garantit non seulement le libre passage de la faune et de la flore aquatique en général, mais favorise également la restauration d'habitats pour la faune et la flore aquatique typique, ainsi que le transport sédimentaire vers l'aval ce qui engendre une amélioration nette de l'écosystème et la restitution du régime hydraulique initial.

Dans le but d'améliorer les connaissances quant à l'état et au fonctionnement des passes à poissons, l'élaboration d'un registre national de classification des passes à poissons est en cours. Ce registre sera établi en tenant compte des récents progrès dans l'étude du comportement des poissons qui franchissent des ouvrages hydrauliques.

ad 2) Une évaluation hydromorphologique a été réalisée dans le cadre de l'établissement du Plan de gestion des districts hydrographiques internationaux du Rhin et de la Meuse situés sur territoire luxembourgeois pour le cycle 2015-2021. Cet inventaire évalue 31 paramètres morphologiques, dont un des paramètres concerne la continuité écologique, notamment en termes d'interruption de la continuité écologique.

Au-delà de cet inventaire ayant pour but d'identifier et de localiser tous les obstacles et seuils (à partir d'une hauteur de 5 cm, correspondant à un obstacle significatif et infranchissable pour une espèce telle que le chabot par exemple) dans les cours d'eau luxembourgeois, une analyse consécutive plus approfondie sera réalisée en 2019 par l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) en vue de l'établissement du projet de plan de gestion pour le 3e cycle de gestion (2021-2027).

Puisqu'il est nécessaire d'évaluer l'état des passes à poissons sur base de critères tels que le dimensionnement de l'ouvrage, les conditions hydrauliques au sein de l'ouvrage, les critères de repérabilité de l'accès à l'ouvrage et l'évaluation du transport sédimentaire, cet inventaire évaluera l'état actuel des ouvrages existants en se basant sur d'une méthodologie établie par les experts des États riverains. En effet, une telle analyse intègre plusieurs volets tels que la mesure des ouvrages de franchissabilité (dimensionnement de la passe à poissons, hauteur de l'obstacle transversal, régime hydraulique, etc.) ainsi qu'une évaluation de l'effet de la discontinuité sur les organismes aquatiques, le régime hydraulique et le transport sédimentaire, tout en tenant compte de l'état naturel et typique du cours d'eau.

Le but de cet état des lieux prévu pour 2019 consiste à répertorier l'état des passes à poissons existantes. Cette évaluation permettra de procéder à l'établissement d'un programme de mesures visant à augmenter l'efficacité des passes à poissons construites dans le passé et permettant de respecter à la fois les besoins écologiques et les obligations législatives.

ad 3) Toutes les eaux de surface répertoriées dans le Plan de gestion des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse (parties luxembourgeoises), font l'objet de mesures destinées à rétablir la continuité écologique sur toute leur longueur. Il s'agit de toutes les masses d'eau de surface ayant un bassin versant de plus de 10 km².

La réalisation de ces mesures qui peuvent bénéficier d'un cofinancement par le Fonds pour la gestion de l'eau est cependant fortement dépendant des propriétés des barrages et des terrains riverains, de la bonne volonté des maîtres d'ouvrage, d'aspects de protection du patrimoine et d'aspects hydrologiques contraignants, tels que l'augmentation du risque d'inondation ou de l'abaissement du niveau d'eau dans la substance bâtie des immeubles.

Outre la réalisation progressive des mesures du rétablissement de la continuité écologique repris dans le programme de mesures repris au Plan de gestion pour le cycle 2015-2021, l'évaluation des obstacles et des passes à poissons prévue pour l'année 2019, mentionnée préalablement, permettra d'inventorier les déficiences relatives à la continuité écologique sur l'ensemble des cours d'eau.

ad 4) En vertu de l'article 17, paragraphe 1, de la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures, le maintien en parfait état des ouvrages de franchissabilité, de même que leur approvisionnement en eau, en quantité suffisante pour permettre le passage effectif des espèces piscicoles présentes se fait à la responsabilité et aux frais des propriétaires. L'entrée en vigueur de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau a renforcé cette obligation.

En effet, en vertu de l'article 36, paragraphe 5, de la loi modifiée relative à l'eau, le propriétaire d'un ouvrage hydraulique doit pourvoir à l'entretien des eaux de surface créées par cet ouvrage. L'exploitation d'un barrage (obstacle transversal inhibant la libre migration de la faune aquatique) oblige le propriétaire à entretenir tous les passages potentiellement fran-

chissables dans les deux sens (montaison et dévalaison) par les poissons et macroinvertébrés afin de compenser l'impact créé par cet obstacle. L'entretien doit garantir la libre migration de la faune et de la flore aquatique, ainsi que la libre circulation des sédiments.

Le contrôle des passes à poissons incombe à l'Administration de la gestion de l'eau, qui procède à un contrôle technique surveillant le dimensionnement et les paramètres hydrauliques des ouvrages nouvellement construits. Il est également à noter que depuis quelques années tous les projets réalisés dans le cadre du rétablissement de la continuité écologique sont effectuées par l'Administration de la gestion de l'eau en concertation interdisciplinaire entre des experts en faune piscicole et en ingénierie hydraulique afin de couvrir les aspects biologiques, éthohydrauliques (aspects relatifs au comportement des poissons sous l'influence de paramètres hydrauliques), ainsi que les aspects purement hydrauliques et techniques.

De plus, un monitoring opérationnel qui consiste à effectuer un inventaire piscicole avant et après la réalisation de la mesure permet d'évaluer l'efficacité de la passe à poissons nouvellement construite.

Pour les passes à poissons existantes, le contrôle se fera par l'intermédiaire de l'inventaire détaillé des obstacles transversaux qui sera réalisé en 2019.

ad 5) Pour les ouvrages de franchissabilité faisant encore défaut:

Un premier registre des obstacles entravant la continuité écologique des masses d'eau de surface a été établi et fait partie intégrante du Plan de gestion des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse pour le cycle 2009-2015 et a été actualisé dans le cadre du Plan de gestion pour le cycle 2015-2021.

Les mesures de rétablissement de la continuité énumérées dans les programmes de mesure seront réalisées suivant la progression des négociations avec les propriétaires.

Pour les ouvrages de franchissabilité existants:

Une évaluation de l'efficacité des ouvrages existants est prévue en 2019 qui entraînera des mesures supplémentaires d'adaptation pour un bon fonctionnement et qui seront repris dans le programme de mesures du Plan de gestion pour le cycle 2021-2027.

Question 3818 (14.05.2018) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** *(CSV)* concernant les **archives du Centre de documentation sur les migrations humaines:**

L'asbl «Centre de documentation sur les migrations humaines» (CDMH), fondée en 1995 à Dudelange, exposant et documentant depuis plus de 20 ans sur le thème de la migration, bénéficie actuellement d'une aide financière de l'«Œuvre de secours Grande-Duchesse Charlotte» pour assumer le budget lié à la rémunération du personnel engagé à des fins d'archivage. Alors que la convention avec cette dernière viendra à échéance prochainement, le conseil d'administration du CDMH s'inquiéterait de la suite de la prise en charge des frais de personnel pour l'archivage.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Monsieur le Ministre est-il au courant des inquiétudes du conseil d'administration du CDMH en ce qui concerne la future gestion financière de l'archivage?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à couvrir, dans le cadre d'une convention entre le ministère et le CDMH, une partie, voire la totalité des frais en question?

- Quelle autre solution Monsieur le Ministre pourrait-il envisager afin de garantir le bon fonctionnement du CDMH à l'avenir et notamment de sa bibliothèque?

Réponse (20.06.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

Depuis 2001, le Ministère de la Culture soutient les activités du Centre de documentation sur les migrations humaines (ci-après le «Centre») par le biais d'une convention. Pour l'année 2018, la participation financière du ministère s'élève à 63.000 euros.

Afin de garantir le bon fonctionnement futur du Centre et d'assurer une conservation et un accès adéquat aux documents gérés par celui-ci, il est prévu que les fonds documentaires de l'association seront transférés dans un nouveau bâtiment en cours de construction par la Ville de Dudelange. Le Ministère de la Culture a été sollicité de soutenir cet effort par le biais d'un subside aux infrastructures culturelles régionales.

Question 3819 (14.05.2018) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant la **promotion du sport mécanique:**

An engem Pressecommuniqué schreift e potenziellen Organisateur vu senge Schwieregkeeten, fir en „Supercross" fir de gudden Zweck ze organiséieren. De Mann huet iwwer ee Joer laang etlech Gemenge gefrot an och verschidde Ministèren. Ufroe sinn och geschéckt gi fir d'Industriefrichen um Belval an zu Diddeleng. Säi Projet vun dëser Motoscourse op enger Pist, déi net permanent ass, mä just fir dat Evenement opgeriicht gëtt, stéisst iwwerall op daf Oueren. Dobäi ass de Projet geduecht fir e gudden Zweck (fir krank Kanner). Am Communiqué steet, datt de Glacis oder d'Herchesfeld zu Réiser gutt Plaze wären. Deelweis goufen d'Ufroe guer net beäntwert, deelweis koum et zu Ofsoen. An deem Kontext wëll ech der Madamm Ëmweltminister, dem Här Wirtschaftsminister, dem Här Wunnengsbauminister an dem Här Sportsminister dës Froe stellen:

1. Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung generell zum Auto- a Motorsport, deen duerch Bierg-, Karting-, Stockcar-, Motocrosscourssen asw. asf. eng laang Traditioun hei am Land huet?

2. Wat sinn d'Ursaachen, fir do, wou d'Regierung zoustänneg ass, keng Geneemegung fir dës Zort Veranstaltung ze ginn?

3. Gëtt et Sécherheetsbedenke géint dës Zort Courssen, déi international professionell organiséiert an ouni Tëschefäll esouguer a groussen Halen iwwert d'Bün ginn?

4. Sinn et Ëmweltiwwerleeungen, déi d'Ursaach vun de Refuse sinn, a wat kann eng eemoleg Course mat net permanente Strukturen u Schued maachen? Ginn net an der belscher Nopeschregioun Motocrossevenementer esouguer an direkter Noperschaft vun Natura 2000-Sitten organiséiert, anscheinend ouni Bedenken, datt si fir d'Ëmwelt schiedlech wieren, vu datt se jo nëmmen een Dag am Joer stattfannen?

5. Wat wär de wirtschaftlechen Impakt vun esou enger Manifestatioun, déi sécher, wat d'Publikumszuelen ugeet, mat munchem groussen Open-Air-Concert kéint mathalen?

6. Motorsport an alle Variatioune spillt ëmmer méi eng Roll beim Marketing vu ville Länner, déi och vill Geld doranner investéieren. Gesäit d'Regierung kee Marketingpotenzial am Kader vum „Nation Branding" an esou enger Course? Wou sinn an deem Kontext d'Pläng drun, fir d'Formel 1 op Lëtzebuerg (eventuell op e Stadparcours wéi de Kierchbierg) ze invitéieren?

Réponse commune (26.06.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement,* de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports,* et de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie:*

Jiddwereen, deen eng Course mat motoriséierte Gefierer wëll organiséieren, muss virdrun ofklären, ob säi Projet oder Tracé dem Gesetz no autorisabel ass, an, falls jo, sech ëm déi virgeschriwwen Autorisatioune këmmeren.

Am Fall wou d'Course net op ëffentleche Stroosse geplangt ass, brauch den Organisateur fir d'Eischt den Accord vum Proprietaire vum Wee respektiv vum Terrain.

Courssen op ëffentleche Stroosse brauchen eng „permission de voirie" vum Minister fir nohalteg Entwécklung an Infrastruktur.

Courssen op befestegte Weeër, déi net zur ëffentlecher Strooss gehéieren an déi net am Bauperimeter sinn, brauchen eng Autorisatioun op Basis vum Naturschutzgesetz wéinst engem méiglechen Impakt op d'Déieren an op geschützte Gebidder. D'Gesetz verbitt Konstruktiounen, déi net fir d'Exploitatioun vun der Gréngzon gebraucht ginn. Deemno ass et net méiglech, Tribünen, Sprungschanzen oder äänlech Bauwierker opzeriichten. An deem Sënn kënne Stockcar-Courssen autoriséiert ginn, en „Supercross", fir deen e puer dausend Tonne Buedem opgeschott musse ginn, awer net.

Ganz allgemeng gi just déi Motorsportmanifestatiounen autoriséiert, déi keng substanziell Gefor fir d'Ëmwelt an de Bierger duerstellen. Indoor-Courssen an enger bestoender an autoriséierter Hal brauche keng zousätzlech Autorisatioun.

All gutt preparéiert an autoriséiert sportlech oder kulturell Manifestatioun, déi Visiteuren aus dem Ausland hei op Lëtzebuerg unzitt, huet natierlech ee positive wirtschaftlechen Impakt notamment op d'Betriber aus dem Horesca-Secteur. Des Weidere sinn esou Evenementer och ëmmer eng gutt Geleeënheet, fir Promotioun vu Lëtzebuerg ze maachen.

Question 3821 (15.05.2018) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant l'**hélicoptère de la Police grand-ducale**:

Le 19 janvier 2018, le Conseil de Gouvernement a approuvé l'acquisition de deux hélicoptères du type Airbus 145M. Les «lignes directrices de la politique de défense du Luxembourg à l'horizon 2025 et au-delà» prévoient le développement de la composante aérienne des forces armées ainsi que la mise en place de synergies dans le cadre de leur exploitation. Dans ce contexte, la Police grand-ducale pourra également utiliser ces deux nouvelles machines pour ses besoins.

Dans la réponse à la question parlementaire n°808 du 17 décembre 2014 au sujet de l'utilisation de l'hélicoptère de police pour des vols nocturnes, Monsieur le Ministre a précisé que l'utilisation future de l'hélicoptère serait analysée dans le cadre de l'élaboration d'un nouveau plan d'intervention et que, le cas échéant, des mesures nécessaires seraient prises pour recourir au vecteur aérien pendant la nuit.

Dans ce contexte, il m'a été rapporté que des vols de nuit seraient désormais possibles à condition qu'une demande ait été introduite à l'avance.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1) Monsieur le Ministre peut-il me faire part des conclusions du nouveau plan d'intervention de l'hélicoptère de la Police grand-ducale?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les vols de nuit sont désormais possibles et nécessitent une autorisation préalable?

3) Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun qu'un hélicoptère puisse être opérationnel à tout? Dès lors, une permanence ne serait-elle pas de mise?

4) Combien de pilotes sont actuellement engagés au sein de la Police grand-ducale? Est-ce que l'effectif actuel est suffisant pour les besoins actuels et futurs?

Réponse (07.06.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1) Le plan d'intervention auquel il est fait référence dans la question parlementaire permet une optimisation de l'ancien concept. Le plan d'intervention est basé sur un contrat de service avec la société Luxembourg Air Ambulance SA (LAA) qui prévoit l'opérationnalité d'un hélicoptère, d'un certain volume horaire ainsi qu'une mise à disposition de pilotes conséquente. Ce contrat garantit à la Police grand-ducale une disponibilité opérationnelle de l'hélicoptère en semaine de 06.00 heures à 22.00 heures, durant les weekends et lors des jours fériés.

ad 2) Je peux confirmer que les vols de nuit sont autorisés et qu'ils sont soumis, pour des raisons d'organisation, à une procédure interne à la Police grand-ducale. La procédure des vols de nuit prévoit des concertations au préalable avec la LAA en vue de la mise à disposition d'un pilote ainsi qu'avec l'Administration de la navigation aérienne - Service des opérations aéronautiques, afin de l'informer sur le caractère de la mission effectuée en dehors des heures d'ouverture normales de l'aéroport (22.00 heures à 06.00 heures).

ad 3) Actuellement, les pilotes engagés par la LAA n'effectuent pas de service de permanence. À l'avenir, dans le cadre du projet d'acquisition de deux nouveaux hélicoptères de type H145M pour 2020-2021, un fonctionnement 24/24 h 7jours/7 sera préconisé du point de vue opérationnel. À cette fin, la police élaborera un nouveau concept de fonctionnement.

ad 4) La Police grand-ducale n'emploie actuellement pas de pilotes, mais c'est la LAA qui les met à disposition par le biais du contrat de service précité.

En ce qui concerne les besoins futurs, les effectifs devront être mis en relation avec le concept opérationnel à l'horizon 2020-2021, tel que développé sub 3).

Question 3822 (15.05.2018) de **MM. Max Hahn** et **Eugène Berger** *(DP)* concernant le **réaménagement de l'«Entrée en ville» de Differdange:**

Dans un article paru récemment dans la presse écrite, l'échevin de la ville de Differdange responsable pour le développement urbain et la circulation reproche aux CFL un manque de coopération avec l'administration communale, dans le cadre du projet de réaménagement de l'«Entrée en ville» de Differdange, notamment en ce qui concerne l'extension de la gare ou encore la mise en place du système de covoiturage «Flex».

Étant donné que Differdange constitue non seulement la troisième ville du Luxembourg en termes de population et que le réaménagement de la porte de Differdange, avec entre autres la construction d'un nouveau lycée ainsi que du centre commercial «Opkorn», y entraînera en plus une augmentation du trafic, l'élaboration d'un concept cohérent et prévoyant de la mobilité, en concertation avec tous les acteurs impliqués, semble raisonnable.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Les travaux de réaménagement de la nouvelle «Entrée en ville» ont-ils été planifiés en concertation avec les différents acteurs, en particulier l'administration communale, l'Administration des ponts et chaussées et les CFL?

- Est-il prévu d'agrandir la gare de Differdange? Dans la négative, pour quelles raisons les CFL y renonceraient-t-ils?

- Pour quelles raisons la ville de Differdange ne fait-elle pas partie du réseau de covoiturage «Flex» des CFL?

Réponse (12.06.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Le projet intitulé «Entrée en ville de Differdange» est un projet qui comprend le réaménagement complet de l'arrêt de Differdange, ainsi que la construction d'un nouvel ouvrage permettant une plus grande ouverture au niveau de la rue Emile Mark («Entrée en ville») afin de libérer une surface qui sera aménagée en tant que parvis. Ces études ont commencé en 2010 et ont été menées en étroite concertation entre les CFL, l'Administration des ponts et chaussées et la commune de Differdange.

Le phasage qui a été retenu entre les entités impliquées sur place, prévoit des travaux préliminaires à réaliser avant de pouvoir commencer le projet de réaménagement de l'«Entrée en ville» proprement dit. Dans un premier temps, une conduite d'azote de la société Air liquide a dû être déplacée. Ce déplacement n'a eu lieu qu'en 2017 après de longues négociations.

Dans un deuxième temps, il a été retenu que l'Administration des ponts et chaussées devait transformer le carrefour devant l'«Entrée en ville» afin de libérer de l'espace nécessaire permettant de reconstruire l'ouvrage d'art supportant l'actuel arrêt de Differdange sous trafic ferroviaire.

Afin de compenser le retard du projet «Entrée en ville», il a été proposé à l'administration communale de Differdange d'avancer sur la reconstruction de l'arrêt d'Obercorn, intégrant la suppression des deux passages à niveau 13 et 14. Ce projet a été réalisé en concertation étroite avec le Service technique de la commune pendant la période 2013-2016.

La continuation des travaux sur la suppression du passage à niveau 15 se situant à quelques centaines de mètres de l'actuel arrêt a aussi été assurée. Les discussions avec l'administration communale de Differdange sur la variante à retenir sont en cours, mais il est préférable que les deux projets restant à réaliser sur Differdange («Entrée en ville» et suppression du passage à niveau 15) soient fusionnés afin d'optimiser les barrages de la ligne ferroviaire nécessaire aux chantiers.

Le projet de reconstruction de l'arrêt de Differdange prévoit, outre une mise en conformité de l'arrêt par rapport aux personnes à mobilité réduite et aux spécifications techniques d'interopérabilité, l'allongement des quais de 190 m à 250 m avec toutes les infrastructures annexes figurant au catalogue des CFL (mBox, abris pour voyageurs sous la forme d'auvents architecturaux, système d'information aux clients, ascenseurs, etc.).

Concernant le réseau d'autopartage (carsharing) «Flex», ce produit a été mis en service au mois de février avec une vingtaine de stations.

Dans le cadre du choix des stations «Flex», une multitude de facteurs différents ont été considérés. Outre la taille de la commune et la situation géographique des gares de la commune, c'est surtout le nombre de montées et descentes de voyageurs dans les gares, ainsi que la distribution géographique équitable des stations «Flex» sur le territoire luxembourgeois lors de la phase de lancement qui étaient les facteurs décideurs.

Differdange, en tant que commune, a été considérée de par sa taille et son importance dès le début des réflexions pour une station potentielle de «Flex». Or, dans le souci de couvrir efficacement le territoire luxembourgeois avec les moyens élaborés, le fait de la proximité géographique des stations de Pétange et de Belval-Université et des options de placement des voitures «Flex» disponibles, le choix initial s'est porté sur d'autres stations.

Lors de l'extension du réseau «Flex» par des stations supplémentaires, l'arrêt de Differdange sera parmi les premières options à considérer. Dans cette optique, une entrevue entre les responsables de CFL Mobility et les responsables communaux de Differdange a d'ailleurs déjà eu lieu le 30 mai 2018.

Question 3824 (15.06.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **service CAPABS:**

Le service CAPABS (transport complémentaire d'accessibilité) transporte gratuitement les élèves de l'éducation différenciée, de même que les salariés handicapés vers les ateliers protégés ou les centres pour personnes handicapées physiques et polyhandicapées. Il me revient dans ce contexte que sur certains trajets le transport des élèves de l'éducation différenciée ne fonctionne plus de façon satisfaisante. En effet, certaines lignes accusent régulièrement des retards considérables, parfois de plusieurs heures, causant des inconvénients aux élèves et empêchant des parents de rejoindre leur lieu de travail en temps utile.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Existe-t-il des problèmes au niveau organisationnel et le cas échéant lesquels?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

Réponse (03.07.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire l'honorable Députée Martine Hansen souhaite recevoir quelques renseignements relatifs au fonctionnement du service de transport spécifique «CAPABS» transportant gratuitement les élèves et personnes handicapées à mobilité réduite vers les centres d'éducation différenciée ou d'autres structures spécialisées.

En effet, certaines courses d'autobus affichent parfois des retards, à l'instar de tous les autres roulements du réseau dû à la situation de trafic bien connue, et que notamment une course particulière avait subi un retard considérable de plusieurs heures, le 14 mai dernier; ce cas fut d'ailleurs médiatisé.

Les transports «CAPABS» avaient été réorganisés en 2015 suite à une soumission publique.

Des procédures de fonctionnement ont été mises au point, incluant des procédures en cas d'incidents.

Ainsi, les besoins de trajets sont formulés par les structures spécialisées. Par la suite, les courses sont validées par mes services pour être planifiées et exploitées par l'opérateur en charge de la course afférente. La procédure de l'organisation des transports est donc clairement définie et des problèmes particuliers constituent l'exception.

Tous les retards n'ont pas les mêmes raisons et il faut différencier au cas par cas. Il est vrai que des erreurs de planification ou des fautes de la part de l'exploitant sont susceptibles d'arriver. De même, des cas imprévisibles peuvent également se présenter, tels qu'une panne de véhicule, un chantier ou des congestions de trafic.

Dans le cas visé par l'honorable Députée du 14 mai dernier, le transporteur a évidemment dû fournir des explications écrites. Il a lancé une campagne «d'engagement qualité» au sein de sa propre entreprise, comprenant des mesures concrètes pour les conducteurs des véhicules «CAPABS» ainsi que pour son équipe de disposition.

Enfin, je me permets de préciser que mon département offre depuis 2017 des formations aux conducteurs des transports pour personnes handicapées à mobilité réduite.

Question 3826 (16.05.2018) de **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **glucomètre sans piqûre** «**FreeStyle Libre**»**:**

FreeStyle Libre est un dispositif d'autosurveillance qui permet de mesurer toutes les minutes la concentration de glucose dans le liquide interstitiel qui est destiné à certains patients diabétiques et qui est en France devenu remboursable par la Sécurité sociale depuis mi-2017. Seul un achat en pharmacie permet le remboursement.

Au Luxembourg tel n'est pas le cas, comme seulement l'achat par Internet du dispositif est remboursé. Le patient ne peut donc pas recevoir de conseil d'un pharmacien, tandis qu'il est quand même obligé de se rendre à la pharmacie afin d'acheter son insuline.

S'y ajoute que, selon mes informations, la commande par Internet s'est avérée difficile lors du mois de mars, comme le fournisseur était en rupture de stock. Or, les pharmacies auraient plus facilement la possibilité d'avoir suffisamment de stocks afin de garantir les soins nécessaires aux patients. En plus, en pharmacie la charge financière (2x59 €par mois, frais de port en sus) n'existerait pas vu qu'il y a le tiers payant.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Madame la Ministre de la Santé:

- Pour quelles raisons le dispositif susmentionné n'est-il pas disponible en pharmacie?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas que les fonctions de conseil et de contrôle du pharmacien seraient dans l'intérêt des patients concernés?

Réponse commune (30.05.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Les informations recueillies auprès de la Caisse nationale de santé ne permettent pas de confirmer les informations figurant dans la question parlementaire.

En effet, le dispositif d'autosurveillance en question est pris en charge par l'assurance maladie depuis son inscription dans les statuts en date du 1er août 2016.

La prise en charge n'est pas limitée aux achats par Internet, comme le démontrent les chiffres pour 2018, où 35% de ces dispositifs ont été délivrés par les pharmacies ouvertes au public au Luxembourg et pris en charge via le tiers payant.

Question 3828 (17.05.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **Luxembourg Automotive Campus:**

Dans un communiqué de presse du 24 mars 2016, le Ministère de l'Économie a fait savoir que le futur Luxembourg Automotive Campus sera implanté sur le territoire de la commune de Bissen et devrait héberger à partir de l'été 2018 les activités de recherche et d'innovation de plusieurs entreprises relevant du secteur automobile.

Selon le même communiqué, l'État devrait acquérir le site d'une surface de 14 ha, dès que l'entreprise Goodyear aura achevé la démolition des bâtiments de l'ancienne Wireplant pour y aménager les infrastructures d'une zone d'activités, devant accueillir à partir de l'été 2018 les entreprises Goodyear et IEE.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer des informations sur l'état d'avancement des travaux sur le site au lieu-dit Roost?

- L'État a-t-il entre-temps acquis les terrains en question? Dans l'affirmative, pour quel prix et suivant quelles modalités?

- La date d'achèvement des travaux d'aménagement du site pourra-t-elle être tenue?

- Les entreprises citées supra soutiennent-elles toujours l'idée du campus? Seront-elles prêtes à s'implanter sur le site en été 2018?

Réponse (02.07.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:*

Présenté en date du 24 mars 2016, le Luxembourg Automotive Campus, implanté sur le territoire de la commune de Bissen près du lieu-dit Roost, est destiné à héberger les activités de recherche et d'innovation de plusieurs entreprises relevant du secteur automobile. Des infrastructures communes y sont prévues, comme des laboratoires et structures de recherche, des salles de conférences, des espaces de restauration et des aires d'exposition.

Profitant de la proximité du circuit d'essai de Goodyear, le site offre des possibilités de synergie pour les tests et la validation de prototypes, dans le domaine de la logistique, de la formation et de l'éducation. Le campus promeut également «l'innovation ouverte» et l'échange de technologies. Des activités de production industrielle n'y sont pas prévues. L'idée de créer un tel pôle d'innovation est née en 2013 au Ministère de l'Économie. Le concept a été développé par la suite au sein du Haut comité pour le soutien, le développement et la promotion de l'industrie, avec le soutien de l'Industrie luxembourgeoise des équipementiers de l'automobile (ILEA) et du Luxembourg Automotive Components Cluster qui est géré par Luxinnovation.

Après avoir effectué la cessation de ses activités sur le site de son ancienne tréfilerie à Bissen, y compris l'assainissement des parcelles ainsi que la démolition et l'enlèvement des bâtiments et équipements techniques, Goodyear a cédé ces parcelles d'une superficie d'environ 16 ha à l'État en 2016 suivant les conditions de marché.

Entre-temps les travaux d'infrastructures (chemins d'accès, emplacements de parking), de canalisation et des réseaux divers (eau, électricité, gaz, chauffage urbain) se trouvent à un stade avancé de réalisation. Sauf imprévus, ces travaux devraient être achevés au plus tard fin décembre 2018.

L'entreprise IEE s'y installera avec environ 400 employés au printemps 2019 dans un bâtiment administratif et un hall de prototypage et d'essais d'une superficie globale de 12.000 m². De son côté, Goodyear envisage de rassembler dans une première phase sur ce site ses équipes (environ 150 employés) occupées dans des nouveaux domaines innovateurs tels que flottes, électromobilité, ou encore conduite autonome. Leur bâtiment d'une superficie de 2.000 m² sera achevé fin 2020.

Question 3829 (18.05.2018) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **service de transport pour personnes à mobilité réduite Adapto:**

La mobilité personnelle des personnes handicapées est l'une des conditions sine qua non à leur participation autonome et égalitaire à la vie sociale. Il me revient dans ce contexte que les personnes à mobilité réduite utilisant un scooter électrique spécialement conçu pour faciliter le déplacement des personnes âgées et handicapées ne sont plus admises par le service Adapto. Le Ministère aurait communiqué aux transporteurs que «par mesure de sécurité et à défaut de réglementation pour transporter ces scooters, notre direction recommande d'ailleurs aux clients ainsi qu'aux transporteurs d'éviter les transports des scooters.» De plus, les responsables du Ministère auraient suggéré aux personnes concernées d'utiliser un fauteuil roulant au lieu de leur scooter afin de pouvoir profiter du service Adapto ce qui réduit considérablement leur autonomie, étant donné que ces personnes, par manque de force et d'endurance, ne sont pas capable de faire leur déplacement seules en fauteuil roulant manuel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

2) Pour quelles raisons les scooters susmentionnés ne sont plus acceptés par le service Adapto?

3) Quels sont les problèmes de sécurité qui empêcheraient le transport des scooters?

4) Quelles solutions sont envisagées par le ministère afin que les personnes devant recourir à un scooter électrique pour se déplacer de manière autonome puissent à nouveau profiter des services Adapto?

Réponse (12.06.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

ad 1) Je peux confirmer que la Direction des transports publics avait recommandé aux exploitants, pour des raisons de sécurité, d'éviter le transport de ces scooters.

ad 2) En effet, certains exploitants se sont plaints que des clients s'étaient présentés avec des soi-disant «fauteuils roulants électriques» que ces derniers qualifiaient soit de «scooter», soit de «shopper». Or, de tels engins n'avaient jamais vraiment été acceptés ou prévus par le service Adapto.

ad 3) Les contrats de concession entre l'État et les exploitants indiquent les équipements dont doit disposer le matériel roulant affecté à ces transports. Les dispositifs de retenue et de fixation et les ceintures sont ceux pour retenir des fauteuils roulants, qu'ils soient manuels ou à moteur. Or, un «scooter» ou similaire ne peut pas être ancré de manière à ne pas constituer un danger potentiel pour le client, le conducteur ainsi que tout autre usager de la route, p. ex. lors d'une brusque manœuvre de freinage.

En détail le contrat indique ce qui suit:

«Les chaises roulantes doivent être fixées au sol avec un seul système de fixation et qui en outre s'adapte aux préparations du "Kraftknoten".

- Les quatre sangles sont à fixer à la chaise roulante uniquement aux quatre points d'attache préparés (anneaux en métal). Ces quatre points d'attache préparés (brides) sont les seuls endroits renforcés de la chaise roulante qui supportent la traction. Les autres parties de la chaise roulante (roues, supports pour pieds…) ne peuvent en aucun cas être utilisées pour attacher la chaise roulante.

- Les chaises roulantes vides dans le véhicule sont à fixer de la même manière que les chaises roulantes occupées.» Les exigences prévues par les contrats quant à l'équipement roulant sont publiées sur www.adapto.lu.

À noter dans ce contexte également l'article 8 du Code de la route (arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques) qui dispose que:

«1 Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1 de l'article 12, le chargement d'un véhicule routier doit être disposé et fixé et, au besoin, être bloqué, verrouillé ou arrimé de manière qu'il ne puisse:

a) constituer un danger pour les personnes ou causer des dommages aux propriétés publiques et privées; …» (règlement grand-ducal du 19 mars 2008).

L'exploitant et son personnel sont tenus d'observer les prescriptions des lois et règlements concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques et s'engagent à mettre en œuvre toutes les mesures actives et passives, utiles et appropriées en vue de la prévention d'accidents.

Le Code de la route indique encore que:

«5.4 Fauteuil roulant à moteur: véhicule à deux roues au moins, destiné par construction au transport d'une personne à mobilité réduite:

- qui comporte une place assise;

- qui est normalement propulsé par l'énergie fournie par un moteur électrique;

- dont la masse propre ne dépasse pas 300 kg;

- dont la masse maximale autorisée ne dépasse pas 500 kg;

- dont la vitesse maximale par construction ne dépasse pas 15 km/h;

- dont l'aménagement technique répond aux exigences de l'article 49ter.»

Il faut savoir que les véhicules utilisés qui sont équipés d'un système de prise en charge et de retenue de fauteuils roulants, disposent d'une homologation et d'une inscription adéquate sur la carte d'immatriculation du véhicule. Cependant n'y sont prévus que des «fauteuils roulants» et non des fauteuils roulants motorisés, distinction importante notamment au vu de leur masse. A côté, une uniformisation quelconque de fauteuils roulants et surtout leurs points de fixation n'existe pas, les fauteuils étant tous différents et adaptés aux besoins de la personne et non aux besoins d'un transport.

ad 4) Je crains que ni les utilisateurs, ni les constructeurs et fournisseurs de scooters ne s'étaient posés la question si l'utilisateur voudrait se faire transporter par un véhicule en emmenant un tel scooter. Je pense également que la plupart des personnes concernées disposent d'autres aides techniques pour leur déplacement. Finalement je me permets de remarquer que:

- le Département des transports tout comme tous les acteurs et opérateurs de réseaux de transports publics nationaux font des efforts considérables pour augmenter l'accessibilité des moyens et infrastructures des transports publics;

- le service Adapto est un pur service de transport, qui s'entend complémentaire aux transports publics suivant la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics (sont considérés comme «services occasionnels spécifiques les transports de personnes qui n'ont pas un caractère régulier et qui sont effectués en faveur d'une catégorie déterminée de voyageurs

moyennant des véhicules spécifiquement équipés, en présence de l'impossibilité d'y satisfaire dans le cadre de l'offre des services réguliers»). Vous mentionnez des clients en manque de force et d'endurance qui ne sont pas capables de faire leur déplacement seuls en fauteuil roulant manuel; or un client qui n'est pas capable de se déplacer seul peut se faire accompagner par une personne de son choix; en effet le contrat ne prévoit que le conducteur conduise le véhicule et «s'assure avant le départ que les personnes sont correctement attachées et, le cas échéant, que les chaises roulantes sont correctement fixées»;

- les mesures et décisions prises par le département des transports dans le contexte des offres de transports spécifiques, sont tout à fait conformes aux principes de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, ci-après: la «CRDPH», ainsi qu'au Plan d'action de mise en œuvre de la CRDPH;

- le service de transport Adapto dépasse considérablement les mesures indiquées par la CRDPH, et à la connaissance de mon département d'ailleurs il n'existe ni dans nos pays voisins ni parmi ceux qui ont approuvé la CRDPH un service de transport tellement sophistiqué qu'est le service Adapto, dont le budget annuel s'élève à quelque 13 millions d'euros.

Une solution imminente ne se présente donc pas encore, mes directions se concerteront cependant en vue d'une solution technique et, le cas échéant, une adaptation des textes nécessaires.

Question 3830 (18.05.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **renouvellement des zones de protection des eaux autour du barrage d'Esch-sur-Sûre:**

Le Lac barrage de la Haute-Sûre constitue la seule prise d'eau de surface au Grand-Duché de Luxembourg. Les mesures de protection sanitaire du barrage d'Esch-sur-Sûre sont fixées par la loi du 27 mai 1961. Selon mes informations la législation existante doit être remplacée fin 2018 par un nouveau règlement grand-ducal en vertu de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Le Gouvernement peut-il informer sur l'état actuel de la procédure de désignation des nouvelles zones de protection autour du barrage d'Esch-sur-Sûre?

2) Quand et de quelle manière la population et les communes concernées vont-elles être associées à cette procédure de désignation des nouvelles zones de protection?

3) Le Gouvernement peut-il donner des détails quant à l'entrée en vigueur des nouveaux règlements grand-ducaux?

4) Dans quel délai la population et les communes peuvent-elles formuler leurs objections éventuelles aux nouvelles zones de protection des eaux proposées?

Réponse (27.06.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

La présente réponse reprend les éléments déjà fournis à la question de l'honorable Député Monsieur Marco Schank posée lors de la séance publique à la Chambre des Députés n°40 du 12 juin 2018, point n°4 «Heure de questions au Gouvernement».

ad 1) Conformément à l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, la délimitation des nouvelles zones de protection autour du Lac de la Haute-Sûre et déterminant les installations, travaux et activités interdites, réglementées ou soumises à autorisation dans ces zones a été réalisée sur la base d'un dossier de délimitation établi par le fournisseur d'eau, en l'occurrence le Syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) suivant les instructions de l'Administration de la gestion de l'eau.

Sur base d'exemples étrangers et sur base de diverses études faisant partie du dossier de délimitation, le dossier a été finalisé dans le cadre de réunions avec les experts techniques du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, de l'Administration des services techniques de l'agriculture, du Service d'économie rurale, du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, de l'Administration de la nature et des forêts, de l'Administration des ponts et chaussées, de l'Administration de la gestion de l'eau et du Ministère de l'Économie.

Un avant-projet a été approuvé par le Gouvernement en conseil en date du 22 juin 2018 et sera adressé aux communes territorialement concernées aux fins d'enquête publique, conformément au paragraphe 6 de l'article 44 de la loi précitée. Le projet vise à remplacer, tout en l'abrogeant expressément, le règlement grand-ducal du 16 décembre 2011 déterminant les installations, travaux et activités interdites ou soumises à autorisation dans la zone de protection sanitaire II du barrage d'Esch-sur-Sûre pris en exécution de la loi du 27 mai 1961. Cette dernière sera quant à elle abrogée avec effet au 22 décembre 2018 en vertu de l'article 72, paragraphe 2, de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

ad 2) Les paragraphes 6 et 7 de l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau déterminent les étapes de la procédure d'enquête publique.

Le dossier est adressé aux fins d'enquête publique aux communes territorialement concernées, qui doivent initier la procédure d'enquête publique dans les deux mois à compter de la réception du dossier. Le dossier est consultable à la maison communale de la manière usuelle, tout en invitant le public concerné à prendre connaissance des pièces pendant trente jours. Dans ce délai, les objections contre le projet doivent être adressées au Collège des bourgmestre et échevins qui en donne connaissance au conseil communal pour avis. Ce dossier, avec les réclamations et l'avis du conseil communal, doit être transmis dans le mois de l'expiration du délai de publication au membre du Gouvernement qui a la gestion de l'eau dans ses attributions avec les pièces et observations afférentes.

Il m'importe de soulever que le délai de deux mois imparti aux communes dans le cadre de la loi donne aux communes concernées la possibilité d'organiser la consultation publique, qui dure 30 jours, dans son intégralité en dehors de la période de congés scolaires, à savoir après le 15 septembre 2018. Dès lors, j'estime judicieux que les communes recourront à cette disposition afin de veiller à une transparence maximale de la procédure de consultation du public.

Il est néanmoins à noter que plusieurs réunions ont déjà eu lieu avec différents acteurs concernés, afin de les informer sur la procédure de désignation de la nouvelle zone de protection de la réserve d'eau potable du barrage de la Haute-Sûre:

- le 30 janvier 2018 avec la «Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer»;

- le 14 février 2018 avec le Contrat de Rivière Haute-Sûre;

- le 16 avril 2018 avec les exploitants agricoles autour du Lac de la Haute-Sûre;

- le 25 avril 2018 avec les communes de Wahl, Rambrouch, Boulaide, Winseler, Esch-sur-Sûre et Lac de la Haute-Sûre, ainsi qu'avec le Contrat de Rivière Haute-Sûre;

- le 23 mai 2018 avec les communes de Wahl, Boulaide, Winseler, Esch-sur-Sûre et Lac de la Haute-Sûre;

- le 8 juin 2018 avec la Parc naturel de la Haute-Sûre.

Des réunions supplémentaires sont également prévues avec chaque commune territorialement concernée:

- le 25 juin 2018 avec la commune de Wahl;

- le 26 juin 2018 avec les communes de Boulaide et Winseler;

- le 27 juin 2018 avec les communes du Lac de la Haute-Sûre;

- le 28 juin 2018 avec la commune de Rambrouch;

- le 29 juin 2018 avec la commune d'Esch-sur-Sûre.

Afin d'informer toute la population des communes concernées, une réunion d'information publique sera organisée le 4 juillet 2018 à Esch-sur-Sûre.

Enfin, il convient de noter que dès l'approbation par le Gouvernement en conseil de l'avant-projet de règlement grand-ducal délimitant les zones de protection autour du Lac de la Haute-Sûre, le projet en question et ses annexes a été publié sur le géoportail national du Grand-Duché de Luxembourg (http://eau.geoportail.lu).

ad 3) Outre le délai fixé par les différentes étapes liées à la procédure d'enquête publique, il convient de prendre en compte le délai de traitement de chaque réclamation émise lors de l'enquête publique, le délai de rédaction de l'avis des différentes chambres professionnelles ainsi que le délai de rédaction de l'avis du Conseil d'État. Compte tenu de ces facteurs, il n'est pas possible d'indiquer une date précise de l'entrée en vigueur du nouveau règlement grand-ducal.

Il convient néanmoins de rappeler que le projet vise à remplacer, tout en l'abrogeant expressément, le règlement grand-ducal du 16 décembre 2011 déterminant les installations, travaux et activités interdites ou soumises à autorisation dans la zone de protection sanitaire II du barrage d'Esch-sur-Sûre pris en exécution de la loi du 27 mai 1961. Cette dernière sera quant à elle abrogée avec effet au 22 décembre 2018 en vertu de l'article 72, paragraphe 2, de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

ad 4) Les paragraphes 6 et 7 de l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau déterminent les étapes de la procédure d'enquête publique.

Le dossier est adressé aux fins d'enquête publique aux communes territorialement concernées. La procédure d'enquête publique doit être initiée par les communes territorialement concernées dans les deux mois à compter de la réception du dossier. Le dossier est consultable à la maison communale de la manière usuelle, tout en invitant le public concerné à prendre connaissance des pièces pendant trente jours. Dans ce délai, les objections contre le projet doivent être adressées au Collège des bourgmestre et échevins qui en donne connaissance au conseil communal pour avis. Ce dossier, avec les réclamations et l'avis du conseil communal, doit être transmis dans le mois de l'expiration du délai de publication au membre du Gouvernement qui a la gestion de l'eau dans ses attributions avec les pièces et observations afférentes.

Question 3831 (23.05.2018) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**entrée en vigueur du règlement général sur la protection des données (RGDP):**

Le RGPD sera applicable à partir du 25 mai 2018 et signifiera un changement de paradigme en matière de traitement des données à caractère personnel. Il sera applicable à tous les acteurs actifs sur le territoire de l'Union européenne. Il a pour objectif de donner aux citoyens plus de contrôle sur leurs données personnelles et de responsabiliser davantage les entreprises dans la manipulation de ces données. En cas de violation des règles applicables en la matière, les entreprises risquent des amendes d'un montant maximal de 20 millions d'euros ou correspondant à 4% de leur chiffre d'affaires annuel mondial.

Beaucoup d'entreprises n'ayant pris conscience des enjeux de cette nouvelle réglementation que récemment et sachant que le législateur ne réussira pas non plus à tenir la date butoir du 25 mai 2018 pour la mise en œuvre des dispositions dudit règlement, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Monsieur le Ministre considère-t-il que la Commission nationale pour la protection des données doive, dans un premier temps, faire preuve de retenue dans l'application des sanctions prévues par le règlement européen?

Réponse (22.06.2081) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias:*

La Commission nationale pour la protection des données (CNPD) est une autorité de contrôle indépendante, c'est-à-dire qu'elle exerce ses missions et pouvoirs en toute indépendance - notamment du Gouvernement. Le projet de loi n°7184 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et la mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, actuellement en cours de procédure législative, consacre, voire vient même renforcer cette indépendance.

Aussi le Gouvernement ne saurait-il imposer de lignes directrices à la CNPD quant à l'exercice de ses missions, ni même suggérer ou appeler de ses vœux une certaine retenue dans l'application des sanctions prévues par le règlement européen.

S'il est vrai que l'entrée en vigueur du nouveau règlement dit «RGPD» confère à la CNPD le pouvoir d'imposer des sanctions financières importantes qui peuvent éventuellement inquiéter certains acteurs (un plafond de 20 millions d'euros ou 4% du chiffre d'affaires annuel mondial autorisés sous la nouvelle législation), il convient de rappeler que le rôle de la CNPD ne se limite pas à celui de juge-sanctionnateur: une mission essentielle de la commission est également celui d'accompagnateur des responsables du traitement en matière de protection des données personnelles. Le règlement européen dispose en effet que l'autorité indépendante a comme mission de guider, de conseiller et d'éduquer les institutions sur la façon de se conformer à la loi.

La CNPD a - dans ses interventions publiques des dernières semaines et mois - rappelé à plusieurs reprises cette mission de sensibilisation qui lui incombe et souligné l'importance qu'elle y attache - surtout dans les premiers mois d'entrée en vigueur du RGPD.

Question 3832 (23.05.2018) de **Mme Martine Mergen** et **M. Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant la **prise en charge de la douleur chronique:**

Dans la déclaration gouvernementale de 2013 il était écrit: «Le Gouvernement encouragera la création d'un ou plusieurs services hospitaliers de prise en charge de la douleur chronique à différents niveaux.»

La douleur chronique concerne entre 10 et 20% de la population dont un nombre estimé à 6.000 patients nécessiteraient une prise en charge algologique spécifique.

Afin de pouvoir offrir cette prise en charge aux patients concernés, le Cercle luxembourgeois d'algologie (CLA), contacté par le Ministère de la Santé en 2015 pour l'élaboration d'un concept national, négocie avec la Commission de nomenclature de la CNS depuis des années pour obtenir le remboursement des tarifs y relatifs, sans succès.

Dans la mesure où il n'est pas possible pour ces médecins de développer une offre suffisante, voire des réseaux de prise en charge, ils exercent l'algologie à côté de leurs autres activités. Par conséquent, les délais d'attente pour les patients se sont allongés, atteignant les six mois.

Le seul service d'algologie fonctionnant comme projet pilote au CHL, quant à lui, a vu son budget diminué de moitié en 2018 et, selon nos informations, il se terminera entièrement en 2019.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous renseigner sur l'état d'avancement du dossier concernant la prise en charge du traitement relatif aux douleurs chroniques, comme prévu dans la déclaration gouvernementale?

- Le projet pilote «Douleurs chroniques» du CHL a-t-il été évalué et quelles sont les raisons de ne pas le reconduire?

Question 3848 (04.06.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **subside pour l'Association luxembourgeoise des patients à douleurs chroniques:**

D'Schmäerztherapie ass eng wierksam Behandlungsmethod mat ville Virdeeler fir déi Betraffen, déi ënner chroneschem Wéi leiden. Duerch d'Reduzéiere vun engem dacks onmoossege Medikamentekonsum kënne gesondheetlech Folgeschied substanziell reduzéiert ginn. Bis elo gouf déi wichteg Aarbecht vun der „ALPADOC" (Association luxembourgeoise des patients à douleurs chroniques) mat engem Subsid vum Gesondheetsministère ënnerstëtzt. Dëse Subsid leeft awer dëst Joer aus an dat obwuel d'Schmäerztherapeuten haut schonns iwwerlaascht sinn an och d'Patiente mat Waardezäite vu bis zu sechs Méint rechne mussen.

An deem Kontext wollt ech der Madamm Gesondheetsminister an dem Här Minister vun der sozialer Sécherheet dës Froe stellen:

1. Aus wat fir engem Grond gëtt dëse Subsid an Zukunft net méi ausbezuelt?

2. Gëtt et e Statut fir de Beruff vum Schmäerztherapeut?

3. Sinn déi zoustänneg Ministeren net der Meenung, datt d'Schmäerztherapie als eng unerkannte Behandlungsmethod an Zukunft vun der Krankekeess misst remboursëiert ginn?

4. Sinn déi zoustänneg Ministeren net der Meenung, datt een d'Schmäerztherapie insgesamt méi férdere misst, a wa jo, wéi?

Réponse commune (25.06.2018) de **Mme Lydia Mutsch,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

Au Luxembourg, la prise en charge de la douleur chronique a été identifiée comme thématique d'action, qui est prévue dans la déclaration gouvernementale de 2013.

Ainsi, le Plan national cancer 2014-2018, qui est actuellement en cours de déploiement, poursuit pour objectif une meilleure prise en charge de la douleur chronique et une accessibilité sur l'ensemble du territoire.

La loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière prévoit en matière de prise en charge de la douleur chronique:

- la création d'unités hospitalières de diagnostic, de traitement et de soins médicaux assurant la prise en charge de patients par une approche multidisciplinaire;

- la possibilité de créer un réseau de compétences pour la douleur chronique.

Concernant les unités hospitalières en charge de la douleur chronique, les demandes d'autorisation d'exploitation des établissements hospitaliers et des services hospitaliers avec lesquels ces unités sont en lien sont actuellement en cours.

La création du réseau de compétences pour la douleur chronique pourra être réalisée dès la mise en place du Comité de gestion interhospitalière et la validation du projet de réseau de compétences soumis auprès de cette instance par les hôpitaux qui seront intéressés à y participer.

Le traitement multidimensionnel de la douleur chronique, mis en œuvre par le Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) dans le cadre du projet pilote «douleurs chroniques», a représenté une étape très importante pour évaluer l'efficacité et les modalités possibles de prise en charge et de coordination afin de répondre aux besoins des patients souffrant de douleurs chroniques. Ce projet a été porté depuis plusieurs années grâce aux compétences et à l'engagement des professionnels de santé avec le soutien fort d'une direction qui s'est pleinement investie.

Ainsi, en 2017, 1.189 patients (dont 348 nouvelles admissions ambulatoires) ont bénéficié d'un suivi par ce service qui a enregistré 8.188 consultations.

En 2016, 1.153 patients (dont 326 nouveaux patients) ont été pris en charge, avec un total de 7.039 consultations.

En 2015, 1.161 patients ont été prise en charge par ce service.

Ce projet pilote fait l'objet d'une convention signée entre l'État et le CHL, dont l'objectif est de soutenir le projet en augmentant notamment le temps médecin consacré par un médecin spécialisé en algologie, en permettant une approche multidisciplinaire, ainsi qu'une documentation et une évaluation. La convention a été reconduite pour le premier semestre 2018 et le sera également à la fin de l'exercice afin de permettre le relais par les unités de prise en charge telles que prévues dans la loi du 8 mars 2018 sans rupture pour le suivi des patients bénéficiaires.

Cela étant, la mise en place des unités hospitalières pour la douleur chronique et la création du réseau de compétences dans ce domaine spécifique permettront d'ancrer durablement le concept de prise en charge de la douleur chronique développé par le CHL et de le faire évoluer du statut de projet pilote à celui d'organisation structurée et reconnue par la loi hospitalière. Ce statut constitue une garantie de qualité et d'organisation de la prise en charge sur l'ensemble du territoire.

Par rapport à la nomenclature des actes et services des médecins, une saisine de la Commission de nomenclature a été effectuée en 2014, qui est actuellement en cours de discussion. Les travaux se sont pourtant heurtés à la problématique que les actes correspondants à créer ne peuvent pas, du moins actuellement, être ciblés aux médecins actifs dans ce domaine, alors que le règlement grand-ducal du 10 juillet 2011 fixant la liste des spécialités en médecine et médecine dentaire reconnues au Luxembourg ne prévoit pas de spécialisation dans ce domaine. La Commission de nomenclature a ainsi retenu de lier les actes d'algologie aux médecins agréés par le futur réseau de compétences.

Finalement, en matière de dotations proprement dites des unités traitant la douleur chronique, les établissements hospitaliers soumettent leurs demandes dans le cadre des budgets hospitaliers.

Question 3833 (25.05.2018) de **M. David Wagner** *(déi Lénk)* concernant la **convention à conclure entre le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le Grand Séminaire du Luxembourg - Centre Jean XXIII:**

Dans la convention entre J'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'Église catholique du Luxembourg concernant l'organisation du cours commun «éducation aux valeurs» du 26 janvier 2015, l'article 3 stipule: «Il sera conclu entre le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le Grand Séminaire du Luxembourg - Centre Jean XXIII concernant le financement garantissant le bon fonctionnement de certaines missions de formation et de recherche. Vu l'ouverture à la participation des autres cultes conventionnés aux activités susmentionnées, la participation financière de l'État s'élève à 600.000 euros (n. i. 775,17).»

Cette convention entre le Ministère et le Grand Séminaire du Luxembourg - Centre Jean XXIII sera signée le 1er juin de cette année.

Partant, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1) Le texte de cette convention est-il public? Dans la négative, pour quelles raisons? Dans l'affirmative, où est-il consultable?

2) Le Grand Séminaire remplit-il les conditions liées à l'octroi de ces 600.000 euros?

Plus précisément:

a) Quelles sont les «missions de formation et de recherche» prévues dans ce contexte?

b) En quoi consiste le programme de ces formations et combien d'étudiants s'y sont-ils inscrits?

c) Quelles sont les références et garanties académiques de ces formations?

3) En quoi consiste l'«ouverture à la participation des autres cultes conventionnés»?

Plus précisément:

a) Qui sont les partenaires de ces autres cultes et par quels accords sont-ils associés?

b) Quelles sont les contributions concrètes des autres cultes et où peut-on consulter ces accords?

4) Finalement, pouvez-vous m'indiquer de quelle manière la participation financière étatique de ces 600.000 euros sera gérée? Quelle autorité ou quel organisme public en sera chargé?

Réponse (31.05.2018) de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Conformément à l'approche habituelle du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en ce qui concerne la publication des conventions pluriannuelles, la convention entre l'État et le Centre Jean XXIII - Grand Séminaire sera rendue publique après sa signature le 1er juin 2018.

En outre, je tiens à souligner que la mission, la stratégie, les domaines thématiques prioritaires et les indicateurs sont précisés dans la convention précitée.

En ce qui concerne la question sur l'ouverture à la participation des autres cultes conventionnés et selon les informations reçues, il y a lieu de noter que cette ouverture se situe au niveau des locaux, de la bibliothèque, du personnel et de certaines des activités de formation et de recherche du Centre Jean XXIII - Grand Séminaire.

Question 3834 (29.05.2018) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant la **banque de données sur l'infrastructure sportive nationale:**

Suite aux recommandations de la Commission de contrôle de l'exécution budgétaire de la Chambre des Députés résultant de deux contrôles successifs des programmes quinquennaux d'équipement sportif et du Fonds d'équipement sportif national par la Cour des Comptes, la création d'une banque de données sur l'infrastructure sportive nationale a fait l'objet du dixième Plan quinquennal d'équipement sportif pour les années 2013 à 2018.

L'objectif de la nouvelle application consistait à réaliser à partir de l'année 2013 un inventaire complet de l'infrastructure sportive du pays comprenant à la fois les installations étatiques et communales. Par ailleurs, il s'agissait de documenter leur répartition géographique et de collecter des données et informations facilitant la gestion et le suivi des infrastructures existantes, voire la planification raisonnable, efficace et durable des infrastructures futures.

Dans ce contexte, il a été prévu que cet outil informatique soit rendu accessible au public afin que celui-ci puisse se renseigner sur les possibilités de pratiquer l'un ou l'autre sport favori en fonction des dimensions et heures d'ouverture des différentes installations.

Du fait que le dixième Plan quinquennal est venu à terme sans que les informations susmentionnées soient devenues accessibles au public, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

1) Quelles sont les raisons pour lesquelles le public ne peut toujours pas se renseigner par le biais de l'outil informatique susmentionné sur la localisation précise et les heures d'ouverture des différentes infrastructures sportives réparties sur le territoire du Grand-Duché?

2) Dans quel délai l'application informatique en question sera-t-elle opérationnelle pour le public?

3) À quelle hauteur se situe l'enveloppe budgétaire globale pour la création et l'exploitation de la banque de données sur l'infrastructure sportive du Grand-Duché?

4) Est-ce que l'inventaire qui a été dressé des infrastructures sportives existantes tient compte de leur ancienneté, leur état général et de leur usure afin de servir de base à une planification raisonnable et efficace de leur rénovation et/ou de leur extension?

5) Dans l'affirmative, cet inventaire a-t-il été transmis aux communes ou syndicats de communes responsables de la gestion et de la planification des infrastructures sportives communales et régionales?

Réponse (04.07.2018) de **M. Romain Schneider,** *Ministre des Sports:*

La question de Madame la Députée a trait à la banque de données relative aux infrastructures sportives du pays, banque de données dont la création a été décidée à travers la loi du 11 février 2014 autorisant le Gouvernement à subventionner un dixième Programme quinquennal d'équipement sportif.

En complément aux renseignements déjà donnés à cet égard lors des réunions de la commission parlementaire compétente, je puis vous fournir les informations suivantes concernant cette banque de données censée remplir plusieurs missions, à savoir:

- faciliter l'établissement de futurs programmes quinquennaux;

- réaliser des études en vue de l'établissement de modèles de gestion;

- avoir un inventaire complet de toutes les infrastructures sportives disponibles avec des données notamment concernant la localisation et les heures d'ouverture intéressant le public;

- servir de programme de gestion entre le ministère et les communes pour le suivi du dossier et des paiements.

Afin de pouvoir remplir toutes ces missions, les données recensées auprès des communes sont multiples et comprennent notamment:

- la nature et la localisation (adresse et coordonnées GPS) de l'infrastructure;

- l'année de construction;

- toutes les données techniques en relation avec l'infrastructure;

- les données liées aux coûts des infrastructures;

- les données en relation avec le paiement des factures et le suivi du remboursement.

S'y ajoute qu'il a été décidé de collecter les données auprès des communes, non seulement pour les nouveaux projets, mais aussi pour tous les projets réalisés depuis 2003.

En raison du volume de travail effectivement sous-estimé, le projet connaît un certain retard par rapport aux estimations de 2014 de sorte qu'il se trouve actuellement toujours dans la phase de la collecte des données auprès des communes, suivie de la saisie de ces données dans le système informatique en question.

Le retard s'explique en outre par le fait que les communes étaient supposées saisir elles-mêmes les données, travail qui finalement est accompli avec la collaboration active de la Division des infrastructures du Ministère des Sports qui se déplace à cet effet, et au fur et à mesure, dans la majeure partie des communes.

Je suis confiant, cependant, que cette phase de collecte sera achevée sous peu de sorte à ce que les données intéressant le public pourront être rendues accessibles début 2019.

L'enveloppe budgétaire globale pour la création et l'exploitation de la banque de données se chiffre à 1.200.000 euros hors TVA (années 2014 à fin 2017). Le projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un onzième programme d'équipement sportif prévoit un investissement supplémentaire pour la gestion et le développement supplémentaire de ladite banque de données à hauteur de 1.068.376 euros hors TVA.

Question 3835 (29.05.2018) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **révocation de l'ancien directeur du Service de la formation professionnelle:**

L'ancien directeur du SFP fut révoqué de sa fonction via arrêté grand-ducal du 3 juin 2016, alors qu'il lui a été reproché de se trouver dans une incapacité durable d'exercer ses fonctions. En effet, depuis l'entrée en vigueur de la réforme de la fonction publique en octobre 2015, la loi relative au statut général des fonctionnaires prévoit que «les fonctionnaires [nommés à une fonction dirigeante] peuvent être révoqués de leur fonction s'il existe un désaccord fondamental et persistant avec le Gouvernement sur l'exécution de leur mission ou s'ils se trouvent dans une incapacité durable d'exercer leurs fonctions». Dans son arrêt du 17 mai 2018, la Cour administrative constate que la révocation du directeur était illégale et précise que si la façon de procéder du Gouvernement était accueillie favorablement, cela signifierait que «la partie publique serait dorénavant légitimée à révoquer pour raison d'incapacité d'exercer leur fonction par rapport à des postes, souvent sensibles, des titulaires de fonctions dirigeantes, chaque fois que sur le terrain les acteurs présents ne partagent pas la manière de procéder de ces titulaires et que des inefficiences de transposition d'une réforme sont alléguées par rapport à eux.

Pareille démarche reviendrait à ce que dorénavant les fonctions dirigeantes deviennent des sièges parfaitement éjectables et que les fonctionnaires en question ne disposent véritablement que de peu de protection malgré les garanties prévues en principe dans leur chef, notamment par le statut général et, plus loin, par les droits généralement garantis dans le chef des fonctionnaires publics en tant que travailleurs au sens du droit de l'Union européenne.»

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Messieurs les Ministres partagent-ils l'analyse de la Cour?

- L'interprétation par les juges du terme «incapacité» avancé par le Gouvernement comme motif de révocation de l'ancien directeur du Service de la formation professionnelle est-elle partagée par le Gouvernement?

- À défaut, le Gouvernement entend-il revoir le cadre légal relatif aux motifs de révocation des personnes nommées à une fonction dirigeante?

Réponse commune (03.07.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député sur l'impact de l'arrêt rendu par la Cour administrative en date du 17 mai 2018 dans le cadre de la révocation de l'ancien directeur du Service de la formation professionnelle (SFP), force est de constater que cet arrêt constitue une décision de justice qui a autorité de la chose jugée. Comme tout justiciable, l'État l'appliquera.

La décision rendue par la Cour administrative n'affecte en rien les mécanismes prévus par la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État.

Question 3839 (29.05.2018) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **voitures de police équipées d'un enregistreur de données d'accidents:**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr.3381 vum 23. Oktober 2017 iwwert d'Policeween, déi mat engem „Unfalldatenschreiber (UDS)" equipéiert sinn, huet den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet verschidden Informatioune geliwwert, déi awer nach misste weider präziséiert ginn:

Sou schreift hien an der Äntwert op meng drëtt Fro: „Donnéeën aus dem UDS sinn, no Informatioune vun der Police, bis elo an dräi diszi-

plinaresche Prozedure benotzt ginn, wouvunner der zwou am Joer 2014 sans suites klasséiert gi sinn, an an engem drëtte Fall vun 2015, wou ee Beamte bestrooft ginn ass."

Mengen Informatiounen no ass den UDS awer op d'mannst och schonn an enger disziplinarescher Prozedur benotzt ginn, déi 2008 ugefaange gouf an am Mäerz 2009 zu enger Disziplinarstrof (Ref. 2008/50509/696/(2009)MH) gefouert huet.

1. Kann den Här Minister dës Informatioun confirméieren? Wa jo, firwat gouf dës Informatioun dann net schonn an der Äntwert op meng éischt Question parlementaire vum Oktober 2017 matgedeelt? Ass déi Decisioun, dës Informatioun, wa si da confirméiert gëtt, der Chamber net matzedeelen, um Niveau vum Ministère oder vun der Police geholl ginn? Firwat ass dat esou gemaach ginn?

2. Wat fir eng Moossnam wëll den Här Minister huelen, fir sécherzestellen, datt d'Chamber komplett a richteg informéiert gëtt, och a Saachen, déi d'Police an déi bannenzeg Sécherheet betreffen?

3. Ass et richteg, datt d'Police keng Autorisatioun huet, fir déi Unfalldatenschreiber (UDS) ze benotzen?

4. Wéi eng Moossname si geholl ginn, fir datt séchergestallt gëtt, datt keng illegitimm Donnéeë méi duerch en UDS opgezeechent oder benotzt ginn?

Réponse (21.06.2018) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de la Sécurité intérieure:*

ad 1. Op Grond vun den Informatioune vum honorabelen Deputéierte Fernand Kartheiser huet d'Personaldirektioun vun der Police eng Recherche op d'Referenznummer 2008/50509/696(2009)MH gemaach. Effektiv huet déi Recherche erginn, datt ënnert dëser Referenz eng Disziplinarstrof gesprach gouf. Well awer den 31. Mäerz 2012 bei dem betraffene Beamten den Artikel 50 vum Gesetz vum 16. Abrëll 1979 „ayant pour objet la discipline dans la Force publique" ugewannt ginn ass, ass déi Affär net zréckbehale ginn. Den Artikel 50 vum Gesetz vum 16. Abrëll 1979 seet näämlech kloer, all Strofe wieren „comme non avenues" ze behandelen.

Deemno war d'Informatioun, déi ech dem Här Deputéierten a menger Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr.3381 vum 23. Oktober 2017 ginn hunn, richteg.

ad 2. D'Informatiounen, déi un d'Chamber gaange sinn, ware korrekt.

ad 3. D'Benotze vum Unfalldatenspeicher huet bis elo baséiert op der Deliberatioun Nr.97/2009 vum 4. Mee 2009 vun der nationaler Dateschutzkommissioun.

ad 4. Zanter dem 25. Mee 2018, Datum vum Akraafttriede vun der Dateschutzregelung 2016/679, huet de System vum Dateschutz vun engem „contrôle a priori" op en „contrôle a posteriori" duerch d'national Dateschutzkommissioun geännert.

Dëst bréngt mat sech, datt de System vun den „autorisations préalables" ofgeschaaft an duerch d'Responsabiliséierung vum „responsable de traitement" ersat ginn ass. Dat heescht, datt, wann en Traitement vun Date gemaach gëtt, déi ënnert d'Dateschutzregelung falen, da muss den „responsable de traitement" déi néideg Precautiounen huelen, fir datt d'Leit, déi vum Traitement betraff sinn, driwwer informéiert ginn, wat fir eng Date gespäichert ginn a fir wat fir en Zweck geholl ginn.

Deementspriechend sinn déi intern Virschréfte vun der Police ugepasst ginn. All Beamte kann hei noliesen, wat fir eng Donnéeën erfaasst ginn an zu wat fir engem Zweck dës traitéiert ginn.

Question 3841 (30.05.2018) de **MM. Henri Kox** et **Gérard Anzia** *(déi gréng)* concernant les **nouvelles règles proposées par la Commission européenne pour réduire les déchets marins:**

Ce lundi, 28 mai, la Commission européenne a rendu publique une proposition de directive visant à réduire l'utilisation de produits en plastique à usage unique et visant à lutter contre les déchets marins. La directive contient l'interdiction de certains produits en plastique, ainsi que des objectifs de réduction, de collecte et des mesures de sensibilisation.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Quelle est l'opinion de Madame la Ministre à propos de la proposition de la Commission européenne?

2) Quels sont les stratégies et objectifs du Gouvernement dans le cadre du Plan national de gestion des déchets et des ressources?

Réponse (03.07.2018) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Sur le principe, la Commission européenne est à féliciter pour cette importante avancée dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets en matières plastiques. La proposition de directive relative à la réduction de l'incidence sur l'environnement de certains produits en plastique ne vise pas seulement la réduction des déchets marins, mais d'une façon générale la réduction de l'impact de nombreux produits plastiques sur l'environnement en général. La proposition qui introduit de nouvelles règles pour les plastiques à usage unique en vue de réduire les déchets marins prévoit notamment une interdiction de certains produits contenant du plastique comme les bâtonnets de coton-tige, les couverts, les assiettes, les pailles, les bâtonnets mélangeurs pour boissons et les tiges pour ballons. La proposition de directive demande aux États membres d'introduire des objectifs de réduction de la consommation, notamment pour l'utilisation des récipients alimentaires et des gobelets pour boissons en plastique. Finalement la proposition introduit des obligations incombant aux fabricants qui prendront en charge une partie des frais de gestion et de nettoyage des déchets et des coûts liés aux mesures de sensibilisation concernant les récipients pour aliments, les sachets et emballages (par exemple pour les chips et les sucreries), les récipients et gobelets pour boissons, les produits du tabac avec filtres (tels que les mégots de cigarettes), les lingettes humides, les ballons et les sacs en plastique légers. Des mesures inciteront l'industrie à mettre au point des solutions de remplacement moins polluantes pour ces produits.

Néanmoins, la proposition doit encore être étudiée et analysée plus en détail avant de pouvoir se positionner définitivement, surtout en ce qui concerne la mise en œuvre et la faisabilité de certaines des nouvelles règles prévues. Aussi faut-il analyser si certaines des mesures proposées ne devraient pas être assorties avec des objectifs quantitatifs précis afin d'assurer une mise en œuvre cohérente dans les différents États membres et d'atteindre ainsi le but recherché.

ad 2) Comme partout ailleurs, les déchets plastiques constituent également pour le Luxembourg un défi majeur. Ce sont notamment les produits à usage unique qui contribuent de plus en plus à une augmentation des déchets plastiques.

De nombreuses initiatives ont déjà été prises dans le passé pour procéder à une collecte séparée des déchets plastiques en vue de les soumettre à un recyclage. Ainsi, en 2015 37.238 t de déchets plastiques ont été collectés de façon séparée au Luxembourg.

Néanmoins, il faut également constater que la part des déchets plastiques dans les déchets ménagers résiduels a augmenté au fil des années.

Ainsi, la dernière analyse de la composition des déchets ménagers résiduels effectuée en 2013 en application des dispositions afférentes de l'article 21 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets a montré que la fraction des matières plastiques dans la composition des déchets municipaux en mélange représente 17,81% en poids. Ceci correspond à une quantité spécifique de 39,73 kg par habitant et par an, soit 2,09 kg de plus que la quantité déterminée lors de l'analyse précédente effectuée en 2009. Une analyse plus détaillée a montré que ce sont surtout les fractions des films plastiques et des gobelets et blisters qui ont provoqué cette hausse. La fraction des flacons et bouteilles plastiques a par contre diminué de 16,3% entre les deux campagnes.

Au vu de ces résultats, le Plan national de gestion des déchets et des ressources (PNGDR) prévoit un certain nombre d'initiatives qui visent à réduire les quantités de déchets plastiques dont les éléments essentiels sont repris à la suite:

a) En matière de prévention

Une fraction importante qui se retrouve encore dans les déchets résiduels est celle des films plastiques dont les sacs plastiques d'achat à usage unique. Une série de mesures concerne ces sacs plastiques.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2015/720, aucun sac en plastique léger ne peut être fourni gratuitement dans les points de vente de marchandises ou de produits, à l'exception des sacs en plastiques très légers fournis comme emballage primaire pour les aliments en vrac lorsque ceci est nécessaire à des fins d'hygiène.

La législation actuelle ne vise donc pas ces sacs plastiques très légers distribués gratuitement aux rayons fruits et légumes des grandes surfaces et dans plusieurs commerces de détail. En effet, leur interdiction ou leur mise à disposition à titre onéreux risquerait de provoquer une augmentation des barquettes et blisters avec des portions préemballées. Dans ce sens, le PNGDR prévoit des mesures afin de favoriser et de promouvoir des alternatives réutilisables à ces sacs très légers.

En même temps, le projet «Éco-sacs», lancé en janvier 2004 par Valorlux en étroite collaboration avec l'Administration de l'environnement ainsi que la Confédération luxembourgeoise du commerce (clc), sera étendu à d'autres secteurs. Le recours à l'éco-sac sera également promu dans le cadre de marchés hebdomadaires. Utilisé actuellement surtout dans la grande distribution, le projet «Éco-sacs» a permis d'éviter environ 829 millions de sacs à usage unique ce qui représente une prévention nette d'environ 4.390 t de déchets plastiques. Son extension sur d'autres secteurs devra donc permettre de prévenir encore plus de déchets plastiques.

Un autre produit visé par la proposition de directive de la commission et qui présente un problème non négligeable en matière de produits plastiques à usage unique est celui des gobelets. En effet, il ressort de l'étude sur le littering de 2015 que les gobelets se retrouvent de plus en plus souvent le long des routes. Des actions seront menées afin de réduire les gobelets à usage unique. Ainsi, le recours à des gobelets réutilisables, à un système de retour ou à l'utilisation de sa propre tasse sera promu.

L'utilisation de vaisselle réutilisable est à renforcer lors de manifestations. C'est dans ce contexte que des initiatives telles que le «Spullweenchen» sont à promouvoir et à généraliser au niveau national.

Finalement, il y a lieu de mentionner la campagne «Clever iessen» mentionnée dans le PNGDR. Dans le cadre de cette campagne figure le projet «Ecobox» lancé en début du mois de juin 2018. Initialement conçu pour permettre aux clients des restaurants, cantines et cafés d'emporter leurs restes pour en profiter plus tard, il permet désormais également d'être utilisé pour remplacer des récipients à usage unique notamment dans les secteurs des take-aways, des fast-foods ou des stands où en peut consommer les aliments sur place. L'Ecobox consiste en un récipient pouvant être utilisé à maintes reprises. Il est distribué moyennant une consigne. En fin de vie, il est remis au producteur qui peut en faire de nouveaux produits. Le projet «Ecobox» rencontre un succès grandissant et douze restaurants se sont joints à l'initiative.

b) En matière de collecte séparée et de recyclage

Le PNGDR prévoit également un certain nombre de mesures visant à renforcer la collecte séparée des différentes fractions de déchets recyclables, dont également les déchets plastiques. Un principe général qui guide la mise en place des structures de collecte séparée est celui du maintien de la qualité des différents matériaux. Ce principe figure parmi les principes généraux de la gestion des déchets retenus dans le PNGDR. Il est également en ligne avec une des orientations de la stratégie sur les plastiques de la Commission européenne qui consiste à améliorer l'économie et la qualité du recyclage des déchets plastiques en Europe.

Afin de renforcer la collecte séparée des déchets plastiques, il est notamment prévu d'étendre le réseau des centres de recyclage. En effet, une densification de ce réseau permet d'atteindre un public plus nombreux et plus particulièrement les citoyens qui, pour des raisons de disponibilité et de proximité ne peuvent que difficilement bénéficier des infrastructures existantes. La mise en place d'un centre de recyclage pour chaque tranche de 10.000 à 15.000 habitants est visée. Actuellement, les centres de recyclage fonctionnent exclusivement au niveau communal ou syndical. Il est dès lors proposé de mettre en réseau les différents centres pour renforcer ainsi la coopération nationale et permettre aux citoyens l'accès à n'importe quel centre indépendamment de leur commune de résidence.

S'appuyant sur la conception et les conseils fournis par la SuperDrecksKëscht et soutenu par le Groupement des syndics professionnels du Grand-Duché de Luxembourg (GSPL), Valorlux, Ecotrel et Ecobatterien, le projet «Résidences» vise à optimiser la collecte séparée des fractions de déchets ménagers recyclables à la source, c'est-à-dire déjà dans les résidences mêmes. Ce projet, bien accueilli et déjà mis en œuvre dans de nombreuses résidences, sera davantage promu de façon à atteindre encore plus de résidences. En même temps, il y a lieu d'inciter les maîtres d'ouvrages à prévoir l'espace nécessaire au tri des déchets lors de la planification de nouveaux projets.

Tel qu'il ressort de la dernière analyse sur la composition des déchets ménagers résiduels, les quantités de films et sacs plastiques y contenus sont en augmentation. Depuis avril 2016 Valorlux réalise un projet pilote pour la collecte des films et sacs en plastique dans son sac de collecte. L'objectif du projet pilote consiste à déterminer dans quelle mesure la collecte des films et sacs en plastique à travers le sac Valorlux est techniquement réalisable. Les premiers résultats de ce projet pilote montrent que le poids total des sacs collectés a augmenté en moyenne de 15 à 20%. Les films et sachets en plastique représentent 4% du poids total du sac et une augmentation de 9% des fractions d'origine a été constatée. Les conclusions de ce projet pilote serviront à la décision quant à une extension de cette collecte sur l'ensemble du Luxembourg afin d'atteindre les objectifs de recyclage des déchets d'emballages prévus par le PNGDR. Une attention particulière est cependant à porter au maintien de la qualité des produits ainsi collectés pour garantir leur meilleur recyclage.

Alors que le sac de collecte de Valorlux se limite à la collecte de certains types d'emballages spécifiques, d'autres emballages ne sont pas acceptés dans ce système de collecte. C'est pour cette raison que Valorlux a mis en place les conteneurs de collecte «RE-box». Ce système, installé essentiellement près de centres commerciaux est destiné en particulier à la collecte de films et sacs plastiques, pots et gobelets, barquettes et blisters. La RE-box est actuellement installée sur les parkings de onze supermarchés. Le PNGDR prévoit que selon les besoins, le réseau est à élargir.

En même temps, le concept du centre de recyclage «Drive-in» dans les supermarchés, qui est actuellement en phase pilote est à poursuivre. Ce concept prévoit une infrastructure de collecte séparée de différentes fractions de déchets dans les supermarchés pour profiter ainsi des parcours faits par les clients et éviter des déplacements supplémentaires pour se diriger vers des centres de recyclage classiques.

Le PNGDR prévoit également d'étudier la possibilité d'un élargissement du principe de la responsabilité élargie des producteurs sur d'autres catégories de produit. Un tel élargissement présenterait l'avantage de responsabiliser les producteurs d'autres produits en matière plastique pour prendre en charge leur collecte et leur recyclage en fin de vie. Cette disposition est en ligne avec la proposition de la directive sur la réduction de l'impact de produits plastiques sur l'environnement qui prévoit également l'obligation d'introduire des systèmes de responsabilité élargie des producteurs pour un certain nombre de produits plastiques.

c) En matière d'information, de sensibilisation et de coopération

D'après l'étude sur le «littering» réalisée en 2015, les déchets d'emballages dominent dans toutes les sections de routes analysées. La fraction la plus fréquente est celle des déchets plastiques (bouteilles, gobelets, etc.). Des campagnes «anti-littering» sont prévues afin de réduire la quantité de déchets se trouvant le long des routes et sur des places publiques.

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Depuis un certain temps, des produits avec les mentions «biodégradable», «compostable», «biosourcé», «dégradable» voire «oxo-biodégradable» apparaissent sur le marché. Ces mentions sont souvent sources de confusion. En effet, ces termes n'impliquent pas forcément la biodégradabilité à 100%. Ces produits ne sont pas acceptés, ni dans des installations de compostage, ni dans des unités de biométhanisation. En pleine nature, ces produits ne se dégradent que lentement et sont souvent sources de microplastiques dû à leur fragmentation lors du processus de dégradation. Dans ce sens, des campagnes de sensibilisation seront lancées afin d'informer la population de façon objective sur l'impact environnemental des sacs biodégradables et, ce faisant, de lutter contre le «greenwashing».

Un outil essentiel prévu dans la communication et la sensibilisation est l'élaboration d'un outil informatique commun en matière de gestion des déchets. Cet outil aura la forme d'une app téléchargeable sur un smartphone. Il permet aux citoyens de ne disposer que d'un seul outil qui leur donne toutes les informations spécifiques à leur lieu de résidence, même lorsque ce dernier change en cours de route. En même temps, cette app devra permettre de fournir aux citoyens de façon cohérente pour l'ensemble du pays des informations générales sur la gestion des déchets au Luxembourg.

La connaissance de la composition des déchets municipaux résiduels en mélange est primordiale afin d'évaluer l'impact des différentes mesures de gestion mises en œuvre et d'exploiter les potentiels de renforcement des collectes séparées et de la valorisation de certaines fractions de déchets, de même que les besoins supplémentaires en information et sensibilisation. Une telle analyse de la composition des déchets municipaux en mélange se fera tous les trois ans.

Les taxes communales relatives à la gestion des déchets doivent couvrir l'ensemble des frais encourus par les communes en matière de gestion des déchets en tenant compte des quantités réellement produites. En même temps, les taxes appliquées doivent définitivement être calculées en fonction de la production réelle des déchets ménagers résiduels et des déchets encombrants. Ce faisant, la population est incitée à participer à la prévention et à la collecte séparée des déchets et, par conséquent, à une réduction des quantités de déchets à éliminer.

Finalement, le PNGDR prévoit un renforcement de la coopération et la coordination des communes, syndicats et des différents systèmes, à savoir SuperDrecksKëscht, Ecotrel, Ecobatterien, Valorlux. Une meilleure coordination des différents systèmes, permet non seulement d'augmenter la collecte des différentes fractions de déchets et d'en optimiser l'utilisation des systèmes de collecte, mais elle permet également de donner une image publique homogène et claire aux citoyens.

Une campagne contre le «littering» est prévue pour l'été le long des autoroutes.

Question 3842 (30.05.2018) de **Mme Octavie Modert** *(CSV)* concernant le **Musée d'art moderne Grand-Duc Jean:**

Considérant que le démontage de l'œuvre communément appelée «Chapelle» de Wim Delvoye, exposée depuis l'ouverture en 2006 au MUDAM, est désormais définitivement acquis, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre de la Culture:

- Monsieur le Ministre voudra-t-il préciser combien de temps durera l'opération de démontage de ladite œuvre?

- Où est-ce que sera entreposée ladite œuvre et est-ce qu'un nouvel espace doit le cas échéant être prévu, voire pris en location? Quelle est la surface à prévoir pour ce stockage et à combien s'élèvent les coûts y afférents?

- Quel sera le coût global de l'opération de démontage?

- Est-ce que l'état de l'œuvre la «Chapelle» a été vérifié et va-t-il y avoir une restauration respectivement mise en état?

Réponse (26.06.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

La décision du démontage de l'œuvre de Wim Delvoye a été prise par la directrice du Musée d'art moderne Grand-Duc Jean avec l'aval de son conseil d'administration et non par le Ministère de la Culture.

D'autre part, l'honorable Députée a demandé à ce que la directrice soit à nouveau invitée à une prochaine Commission de la Culture de la Chambre des Députés. Ce sera l'occasion de lui poser les questions techniques soulevées.

Question 3843 (30.05.2018) de **Mme Sam Tanson** *(déi gréng)* concernant l'**auditoire de la Villa Louvigny:**

La Villa Louvigny a vu naître la Compagnie luxembourgeoise de radiodiffusion. Dans ces locaux historiques, bénéficiant d'une situation exceptionnelle dans le parc municipal de la capitale, se trouve un auditorium pris en service dans les années 1950, pouvant accueillir jusqu'à 400 personnes. Des musiciens de renommée internationale s'y sont produits et y ont été enregistrés et la villa a accueilli le Grand prix eurovision de la chanson à deux reprises, en 1962 et en 1966. Les émissions radio de RTL ont été diffusées à partir du studio y situé jusqu'à son déménagement au Kirchberg.

L'auditoire a été planifié et réalisé pour l'orchestre de Radio Luxembourg et bénéficie donc d'une acoustique spécifique en vue de l'enregistrement de concerts. C'est une salle pour travailler, enregistrer et se produire devant un public. Une rareté et une salle que les professionnels du secteur souhaiteraient pouvoir utiliser à des fins de répétition, d'enregistrement (également de musique de films) et de concerts.

Des exemples à l'étranger montrent que ce genre de salle peut être réaffectée à sa destination d'origine (p. ex. la Maison de la Radio, place Flagey à Bruxelles).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de la Culture:

1) Est-il prévu de classer la Villa Louvigny y inclus son auditorium comme monument national?

2) Ne serait-il pas envisageable de réaliser un projet comme celui de la Maison de la Radio Flagey à Bruxelles?

3) Dans tous les cas de figure, n'est-il pas possible d'ouvrir l'auditorium aux professionnels du secteur afin d'y répéter et enregistrer?

4) Ne serait-il pas opportun d'organiser de nouveau des concerts dans l'auditorium?

Réponse (26.06.2018) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre de la Culture:*

La Villa Louvigny, inscrite au cadastre de la commune de Luxembourg, section LF de la Ville-Haute, sous le numéro 716/2163, est actuellement en procédure de classement comme monument national. Le Conseil d'État a été saisi du dossier le 29 janvier 2018, comme suite à l'avis positif de la Commission des sites et monuments nationaux.

Quant aux questions relatives à l'affectation du bâtiment, celles-ci relèvent de la compétence du Conseil de Gouvernement dans son ensemble et non de la seule compétence du Ministère de la Culture.

Question 3845 (31.05.2018) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **contournement de Dippach-gare:**

Dans sa réponse à la question parlementaire n°3037 concernant le contournement de Dippach-gare, Monsieur le Ministre a annoncé que les travaux y relatifs seront mis en soumission en 2018, dans le but de pouvoir entamer le chantier à la fin de l'année. En effet, l'arrêt de la Cour d'appel, concernant l'expropriation pour utilité publique, avait été prononcé le 22 juin 2017.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quel est l'état d'avancement de la procédure d'expropriation?

- Quel est l'état d'avancement du projet de contournement de Dippach-gare?

- Un appel d'offres a-t-il déjà été lancé?

- Quand les travaux du contournement de Dippach-gare pourraient-ils débuter? Le calendrier initial pourra-t-il être respecté?

- Quelle sera la durée du chantier?

- À quelle hauteur se chiffrent les coûts prévisionnels du chantier?

Réponse (14.06.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

La procédure de l'instruction administrative ayant aboutie par l'arrêt de la Cour administrative, l'avocat de l'État est chargé de l'assignation devant le tribunal civil en vue d'ordonner l'envoi en possession des parcelles faisant l'objet de l'expropriation pour cause d'utilité publique. L'ordonnance de l'envoi en possession par le tribunal est susceptible d'être prononcé en automne 2018. Dès l'envoi en possession les travaux pourront débuter. À la suite, l'indemnité définitive sera fixée par le tribunal civil suite au rapport d'experts.

Le dossier de l'avant-projet concernant la réalisation du contournement de Dippach-gare dans le contexte de la suppression du passage à niveau sur la N13 a été approuvé en date du 18 mai 2018. Actuellement les études pour l'établissement du dossier de soumission sont en cours.

Après la finalisation des études géotechniques sur les terrains qui ne sont pas encore détenus par l'État, le dossier de soumission pourra être finalisé et à la suite un appel d'offres pourra être lancé.

Les travaux du contournement de Dippach-gare pourront alors débuter environ six mois après l'appel d'offres. Le calendrier initial n'a pas pu être respecté vu que, suite à l'élaboration de l'avant-projet détaillé, le dossier des emprises a dû être adapté.

La durée prévisible des travaux sera de 2,5 ans.

Le devis estimatif pour les travaux de la réalisation du contournement de Dippach-gare se chiffre à 17,4 millions d'euros, dont 50% à imputer sur les crédits du Fonds des routes et 50% sur ceux du Fonds du rail.

Question 3846 (31.05.2018) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **Lycée technique pour professions de santé:**

La profession d'infirmier joue un rôle important dans notre système de santé. Vu les besoins du secteur des soins qui explosent en raison de la croissance de la population, il est donc important d'investir dans l'éducation et la formation de la profession d'infirmer.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale:

1) Dans la mesure où un nombre non négligeable d'étudiants a des problèmes avec la langue véhiculaire qui est pour la plupart des branches le français, Monsieur le Ministre a-t-il déjà considéré d'ouvrir une filière allemande pour les lycées technique des professions de santé (LTPS)?

Dans l'affirmative, peut-il nous fournir des informations supplémentaires?

Dans la négative, quelles en sont les raisons?

2) Étant donné que les stagiaires-infirmiers travaillent en équipe et que le transport public n'est pas assuré 24 heures sur 24 dans toutes les régions du pays, le nouveau LTPS à Strassen prévoit un internat proposant 35 chambres aux élèves majeurs et 14 chambres qui seront mises à la disposition des jeunes en difficulté.

Monsieur le Ministre, pour quelles raisons le nouveau lycée à Ettelbruck n'est pas doté d'un tel internat?

Quelles autres options existent pour offrir un logement aux élèves/étudiants fréquentant le lycée à Ettelbruck?

3) Monsieur le Ministre existe-t-il assez de places de stage pour les étudiants du LTPS dans les établissements hospitaliers?

Le ministre peut-il nous fournir des chiffres concernant l'offre et la demande de places de stage?

4) Selon nos informations, chaque année un nombre non négligeable d'étudiants du LTPS ne sont pas admis aux examens de fin d'études. Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

De quelle manière le ministre envisage-t-il y remédier?

Réponse (03.07.2018) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:*

ad 1) Depuis sa création, le Lycée technique pour professions de santé (LTPS), qui est le seul lycée avec quatre centres de formation dans le domaine des professions de santé, offre quelques classes à régime linguistique spécifique en français. Les programmes de toutes les autres classes sont à régime linguistique germanophone. La langue véhiculaire de ces cours étant l'allemand, ce qui peut donc communément être considéré comme la filière «allemande», seulement le cours de COSPI (concept de soins et problèmes infirmiers) est enseigné en français. Vu que la plupart des terrains hospitaliers, qui accueillent les élèves et étudiants luxembourgeois en soins infirmiers, ont une orientation francophone, il importe de préparer les stagiaires du LTPS à la réalité du terrain professionnel.

ad 2) Le nouveau bâtiment du LTPS à Strassen pourra accueillir jusqu'à 1.200 élèves et étudiants. De par les formations spécialisées et les stages cliniques suivis par les élèves et étudiants issus de tout le pays, la mise en place d'un internat s'est avérée nécessaire pour les élèves majeurs. Le Centre de formation Ettelbruck du LTPS est prévu pour un maximum de 430 élèves et étudiants dans les formations SI (Soins infirmiers) et AS (Aide-soignant) et accueille pour la plupart des candidats issus du Nord et de l'Ouest du pays. En cas de besoin, des chambres sont disponibles dans les internats de Diekirch (Jos Schmit) et d'Ettelbruck (Pensionnat Sainte Anne et Pensionnat Saint Joseph). Ceux-ci proposent également des chambres pour des séjours ponctuels ou de longue durée.

ad 3) Actuellement le LTPS est confronté à une diminution des places de stages disponibles surtout dans le milieu hospitalier, qui est le lieu de prédilection pour former les futurs infirmiers, mais également dans les institutions extrahospitalières. Ceci peut s'expliquer par des fusions et réorganisations d'institutions, par des situations de manque de personnel dans les hôpitaux ne permettant plus de garantir un encadrement efficace des élèves et étudiants, ou suite à des offres de stage pour des élèves étrangers ou d'autres formations (sapeurs-pompiers, etc.).

Ainsi, pour cette année scolaire, au LTPS à Luxembourg, 34 élèves de 1GSI (1re générale «Soins infirmiers») sur 140 n'ont pas trouvé de place dans des institutions hospitalières comme prévu par le programme enseignement clinique. Ces élèves ont dû être placés sur des terrains de longs séjours ou de soins à domicile.

Le même problème se pose pour les élèves aides-soignants, dont le seul et unique stage dans le contexte hospitalier lors de leur troisième année de formation va devenir facultatif, suite au manque de places de stage dans les hôpitaux.

Il faut également remarquer que la capacité et la volonté d'accueil concernant les élèves et étudiants du LTPS varie fortement selon les régions hospitalières du pays, comme le démontrent les chiffres ci-après:

(tableaux à consulter auprès de l'*Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).*

ad 4) Le LTPS organise deux sections qui mènent à un examen de fin d'études: la section SI (Soins infirmiers) et la section SH (Sciences de la santé).

En section SI, l'obtention d'une maîtrise des compétences en enseignement clinique, suite à des stages de sept semaines, avec un encadrement et une évaluation continue par des professeurs-infirmiers, est une condition d'admission à l'examen de fin d'études.

En première année de formation infirmière (2GSI), l'évaluation de l'enseignement clinique reste formative. En 2e année (1GSI), certaines compétences des domaines du jugement professionnel, de la communication professionnelle, des prestations de soins et de l'engagement et actualisation sont évaluées d'une manière sommative, décisive pour la promotion, car elles sont des prérequis pour les deux années de formations BTS en soins infirmiers.

Environ 8 à 12% des élèves de la formation SI n'obtiennent pas la maîtrise des compétences visées: la majorité redoublent leur année, certains sont réorientés vers d'autres sections de l'ESG.

Concernant la 1GSH (Sciences de la santé), la réussite d'un travail d'envergure constitue la condition d'admission à l'examen. Pour l'année scolaire en cours, un seul élève a échoué à son travail d'envergure. Les années précédentes, un à deux travaux n'obtenaient pas la moyenne requise.

Cette condition d'admission à l'examen sera abolie avec la nouvelle section SH, ou le travail d'envergure deviendra un travail personnel, réalisé en 2GSH et qui comptera comme toute autre discipline pour la promotion de l'année.

Question 3847 (31.05.2018) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **piste cyclable nationale 6:**

Alors que la promotion du vélo semble être une des priorités de la stratégie MoDu 2.0 présentée par le ministre en date du 29 mai 2018, il s'avère à notre avis indispensable de mettre à disposition des pistes cyclables dans un état qui répond aux exigences de sécurité. Or, il me revient qu'après des périodes de forte pluie, la piste cyclable nationale 6 (PC6) serait dans un mauvais état. Le passage d'un tunnel ne serait plus possible pour cause de boue et d'eau qui se trouvent en pleine rue. De même, selon mes informations, les pompes utilisées ne seraient pas vraiment en mesure d'évacuer les masses d'eau et de boue. Le tunnel serait donc soumis à un risque d'inondation. Une des raisons de ce problème est surtout le manque de goudron sur ce passage. Dans ces conditions, le passage du tunnel n'est pas assuré pour les nombreux cyclistes.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il informé de la problématique autour de cette piste cyclable?

- Dans l'affirmative, quelles mesures le Ministre entend-il prendre afin de remédier à cette situation?

- Combien de fois les services des Ponts et Chaussées assainissent-ils le passage après de fortes pluies?

- Les pompes utilisées sont-elles capables d'évacuer les masses de boue et d'eau? À combien de reprises, une maintenance de ces pompes est-elle prévue?

Réponse (04.07.2018) de **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'itinéraire cyclable PC6 relie Pétange à Remerschen en passant par Sanem, Schifflange, Bettembourg, Altwies et Mondorf.

Sa liaison 01 relie Mondercange à Schifflange en se servant à la hauteur de la jonction Esch A4/A13 d'un chemin partiellement asphalté longeant un biotope du type «Roseaux» pour passer ensuite en dessous de l'autoroute A4 et de la bretelle reliant l'A4 à l'A13. En cas de fortes pluies, ces deux passages souterrains sont fréquemment inondés et temporairement fermés par des barrières automatiques. L'accès est alors interdit aux cyclistes ainsi qu'à tous les autres conducteurs et aux piétons.

Alternativement à la liaison 01, les cyclistes ont la possibilité de passer par le centre de Lallange en se dirigeant vers les laminoirs de Schifflange pour atteindre le «Brill» et ensuite rencontrer la liaison à la hauteur de l'échangeur Schifflange de l'autoroute A13.

Conformément à la loi du 28 avril 2015 relative au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux, «l'entretien courant incombe aux communes sur le territoire desquelles se trouvent les différents tronçons ou parties des pistes cyclables». L'entretien courant concerne tant le nettoyage, le balayage et le fauchage que les services d'hiver.

Seul le tunnel de la piste cyclable qui passe sous l'autoroute A4 au point kilométrique PK 12.53 est équipé de pompes. La maintenance de ces pompes se fait suivant les règles de l'art et dans les délais prévus pour les équipements électromécaniques.

Question 3850 (05.06.2018) de **Mme Sam Tanson** *(déi gréng)* concernant les **demandes de protection internationale:**

La loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire dispose en son article 26 que la demande de protection internationale est traitée endéans un délai raisonnable et au maximum endéans un délai de six mois.

Suivant les associations actives dans ce domaine, ce délai est très souvent dépassé et les demandeurs sont dans l'attente d'une décision. Elles estiment qu'un système de «tracking» de la demande pourrait alléger l'attente des demandeurs.

Depuis avril 2017, une nouvelle structure d'hébergement d'urgence («SHUK») a été installée à Kirchberg pour des demandeurs qui ont vocation à être transférés dans un autre État membre de l'UE en vertu du règlement Dublin. Beaucoup de demandeurs disparaissent avant leur transfert effectif. Parmi ces demandeurs, il y a:

- des personnes éligibles au statut de réfugié qui n'ont pas entamé de procédure d'asile dans un autre État membre, mais qui tombent sous l'application du règlement Dublin (empreintes digitales, visa, etc.);

- des personnes qui ont déjà déposé une demande de protection internationale dans un autre État membre;

- des personnes qui ont déjà eu une réponse négative en Europe.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

1) En ce qui concerne le délai de traitement des demandes de protection internationale, combien de demandes ont été formulées depuis l'entrée en vigueur de la loi de 2015 et endéans quel délai ont-elles été traitées?

2) Un système de «tracking» des demandes en faveur des demandeurs est-il envisagé par le Gouvernement?

3) Le Luxembourg a pris 1225 décisions d'incompétence pour des cas Dublin en 2017.

a. Parmi eux, combien de personnes avaient déjà déposé une demande d'asile dans un autre État membre?

b. Combien n'avaient jamais déposé de demande dans un autre État membre?

c. Combien avaient déjà reçu une réponse négative dans un autre pays européen?

d. Combien ont effectivement été transférés vers un autre État membre?

4) Combien de personnes sont actuellement accueillies dans la SHUK?

5) Quel est le taux de disparition des demandeurs d'asile de cette structure depuis avril 2017?

6) Quel bilan le Gouvernement tire-t-il de la SHUK après une année?

7) La structure ne contribue-t-elle pas à une fragilisation de la prise en charge des demandeurs d'asile à des fins dissuasives aux dépens de la protection des personnes?

8) Ces personnes ne pourraient-elles pas être accueillies dans d'autres structures d'accueil?

Réponse (02.07.2018) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre de l'Immigration et de l'Asile:*

ad 1) Depuis le 4 janvier 2016, date de la mise en vigueur de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, l'évolution du nombre des demandeurs de protection internationale est la suivante:

2016: 2.035 demandeurs

2017: 2.322 demandeurs

2018 (jusqu'au 31 mai): 699 demandeurs.

Il convient de remarquer que les années 2015 et 2016 ont été marquées par un afflux de demandeurs afghans, irakiens et syriens. De plus, le Luxembourg s'était engagé à accueillir, par la voie de la relocalisation, 557 personnes à partir de l'Italie et de la Grèce. Ces personnes sont comptabilisées parmi les demandeurs et ont parcouru l'intégralité de la procédure d'asile au Luxembourg.

Cet afflux a entraîné un retard dans le traitement des dossiers; en 2015, le délai de traitement s'écoulant entre l'introduction de la demande et la première décision était de 21 mois. Cependant, grâce à la mise à disposition de ressources humaines supplémentaires, le délai de traitement s'est réduit à 7,5 mois en moyenne en 2017.

Cette réduction du délai de traitement va de pair avec une nette augmentation du nombre des décisions prises. Ainsi, 2.319 décisions ont été prises en 2016, ce qui représente une augmentation de 47% par rapport au nombre de décisions prises en 2015. En 2017, 3.186 décisions ont été prises et en 2018, jusqu'au 31 mai, 1.108 décisions ont été prises.

ad 2) Il convient de noter d'emblée que tous les demandeurs sont informés par écrit en cas de dépassement du délai de traitement de six mois. Sur demande, les demandeurs obtiennent de plus amples renseignements sur les raisons de ce retard.

Un système de «tracking» des demandes en faveur des demandeurs de protection internationale, allant au-delà de cette notification, n'est actuellement pas prévu par le Gouvernement. D'un côté, le retard en matière de traitement des demandes de protection internationale s'est considérablement réduit. D'un autre côté, un tel système, où le demandeur sera informé de l'état actuel de sa demande, ne présenterait guère d'avantages pour les demandeurs alors que la procédure se déroule en trois étapes majeures, à savoir l'ouverture de la demande par le demandeur, l'entretien quant au fond de la demande avec le demandeur et, finalement, la décision - des étapes bien identifiables et prévisibles quant à leur déroulement. Une information sur l'état d'une demande, qui serait fournie par un système de tracking, ne répondrait dès lors pas à la question majeure des concernés, à savoir celles de la durée de chaque étape, et le délai endéans lequel leur dossier est traité. Une telle information ne peut toutefois pas être fournie alors que l'examen individuel de chaque dossier rend impossible de fixer à l'avance un délai de traitement, ceci d'autant plus que des recherches supplémentaires peuvent s'imposer en cours de route.

ad 3) Le ministre avait émis une décision de transfert pour 1.224 personnes au total.

a. 1.083 personnes étaient concernées par une reprise en charge en application du règlement Dublin III.

b. 141 personnes étaient concernées par une prise en charge en application du règlement Dublin III.

c. 725 personnes ont déposé une nouvelle demande d'asile après un rejet dans un autre État membre et 63 personnes ont déposé une nouvelle demande d'asile après le retrait de leur demande dans un autre État membre.

d. 412 personnes ont été transférées du Luxembourg vers un autre État membre.

ad 4) Au 28 juin 2018, 61 personnes sont logées à la SHUK. Depuis sa mise en service au 1er avril 2017, la SHUK a accueilli un total 844 personnes. La moyenne mensuelle des personnes y hébergées s'élève depuis son ouverture et jusqu'au 31 mars 2018 inclus à 63 personnes.

ad 5) Depuis le 1er avril 2017, le taux de disparition des personnes assignées à résidence à la SHUK est de 64%.

ad 6) La SHUK héberge principalement des demandeurs de protection internationale de sexe masculin dont les empreintes digitales ont déjà été enregistrées dans le système Eurodac par un autre État membre. Cette structure a été mise en place pour décharger les structures d'accueil gérées par l'OLAI en tenant compte de la situation spécifique des personnes tombant sous le règlement Dublin III, par rapport aux autres demandeurs de protection internationale. De surcroît, elle a comme vocation à faciliter l'organisation et les opérations de transfert à la Police. Dans ce sens, la SHUK répond aux objectifs fixés au départ.

Depuis sa mise en place, le nombre de mouvements secondaires vers le Luxembourg, se traduisant par le nombre de personnes enregistrées dans le système Eurodac, a pu être réduit de 78,5% à 48% entre mars 2017 et juin 2018. En parallèle, nombreuses sont les personnes qui sont volontairement reparties du Luxembourg pour regagner l'État membre responsable du traitement de leur demande de protection internationale.

ad 7) La SHUK constitue une alternative à un placement au Centre de rétention et non une alternative à l'accueil. Pour les personnes assignées, le Luxembourg ne constitue pas l'État où elles ont déposé leur première demande d'asile, voire lequel est responsable pour le traitement de leur demande ou le retour en ce qui concerne les personnes déboutées. Dublin III limite la responsabilité du traitement d'une demande de protection internationale à un État membre tout en prévenant les mouvements secondaires.

La SHUK garantit aux assignés un encadrement psychosocial par le biais d'agents spécifiquement recrutés et formés à cette fin. Les personnes assignées profitent ainsi d'une prise en charge et d'un suivi beaucoup plus poussés et individualisés que dans d'autres foyers. En conséquence, même si la SHUK peut paraître moins accueillante qu'un foyer ordinaire, une prise en charge adaptée des concernés est garantie, ce qui est d'autant plus important que les concernés vivent souvent très mal leur situation, qui implique la perspective d'un transfert dans un autre État membre duquel ils sont partis auparavant. Dès lors, on ne peut pas affirmer que l'assignation à résidence en soi remette en cause une protection adéquate des personnes, ou qu'il y ait une fragilisation de la prise en charge des demandeurs.

ad 8) Au stade actuel, pour faciliter la gestion de la SHUK, les femmes et les couples hommes/femmes, et à plus forte raison les enfants sont logés dans des foyers de l'OLAI. Au-delà de cette population et sur base des arguments précités (cf. question 6), le Gouvernement ne mène pas de réflexion pour reloger les personnes assignées dans d'autres structures d'accueil classiques.

Question 3856 (08.06.2018) de **MM. Laurent Mosar** et **Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **certificat de vie:**

Dans son rapport général de la sécurité sociale 2017, l'Inspection générale de la sécurité sociale précise que 46,8% des pensions de décembre 2016 sont versées par la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) à des bénéficiaires non résidents, luxembourgeois et non luxembourgeois confondus.

Beaucoup de ces bénéficiaires, surtout lorsqu'ils résident dans des pays lointains, se félicitent de pouvoir faire leurs démarches en ligne. Il reste toutefois quelques bémols.

Pour pouvoir toucher leurs pensions, ces derniers doivent entre autres fournir un certificat de vie. Or, la CNAP n'accepte pas de transmission électronique de ces certificats.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faille permettre l'envoi des certificats de vie par voie électronique? À défaut, comment Monsieur le Ministre entend-il faciliter la tâche des bénéficiaires de pension résidant à l'étranger?

2) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que toutes les autres démarches par rapport à la CNAP puissent se faire en ligne? À défaut, des projets de modernisation de modes de communication avec la CNAP sont-ils prévus?

Réponse (09.07.2018) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale:*

ad 1) Pour justifier le maintien des droits à pension, la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) effectue une fois par an un contrôle de vie des bénéficiaires de pension résidant à l'étranger. À cet effet un certificat de vie est envoyé par voie postale pour être complété par un organisme officiel. En cas de non-retour du certificat, la CNAP suspend le paiement de la pension.

En 2017, la CNAP a envoyé 81.692 certificats de vie à destination de bénéficiaires résidant dans 101 pays.

Lors de l'envoi retour des certificats de vie, le risque de falsification est élevé et la CNAP, dans le cadre de sa politique de lutte contre la fraude, doit exiger la présentation de pièces originales et par voie de conséquence ne peut pas accepter l'envoi des certificats de vie par voie électronique.

Afin de développer des solutions pour remplacer le certificat de vie par un échange direct de données entre les organismes de pension, la CNAP a conclu des conventions avec la DRV pour l'Allemagne, la CNAV pour la France et le SFP pour la Belgique.

Ces échanges sont efficaces sous condition que le bénéficiaire touche une pension respective des deux établissements et que les critères d'identification sont en concordance. Si la CNAP, après analyse des résultats, arrive à la conclusion que les résultats sont concluants, il est envisagé d'abandonner dans le chef des bénéficiaires de pension de ces trois pays qui remplissent les conditions requises, l'envoi d'un certificat de vie. Actuellement des efforts sont menés pour entamer des négociations avec les caisses de pension de l'Italie et du Portugal.

ad 2) Tous les formulaires de demande de prestations figurent sur le site Internet de la CNAP. Certains formulaires peuvent directement être remplis online. Dans tous les cas le formulaire doit être imprimé, signé et envoyé par voie postale. L'envoie électronique n'est pas possible en absence d'une signature électronique. La CNAP en collaboration avec le Centre commun de la sécurité sociale réfléchit sur la possibilité de proposer les différents formulaires sur «MyGuichet», la plateforme interactive de dépôt de démarches administratives en ligne.